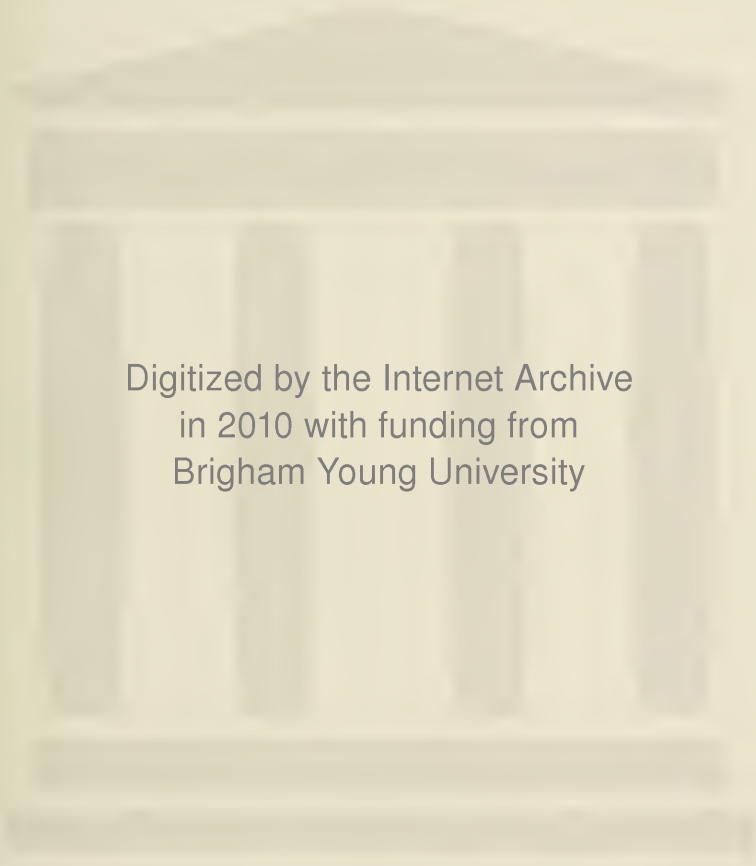
LIBRARY
Brigham Young University

FROM .....

Call No. 354.4 G89 v.2 G

Acc. No. 196702



Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
Brigham Young University

http://www.archive.org/details/diegrossepolitik02germ

E. Foerster.
1922.

DVPG

Die Große Politik der Europäischen Kabinette 1871–1914

Sammlung der Diplomatischen Akten des Auswärtigen Amtes

Im Auftrage des Auswärtigen Amtes

herausgegeben von

Johannes Lepsius
Albrecht Mendelssohn Bartholdy
Friedrich Thimme

1 9 2 2

DEUTSCHE VERLAGSGESELLSCHAFT FÜR POLITIK UND GESCHICHTE M. B. H. IN BERLIN W 8

354.4
B87
V. 2
G

2. Band:

Der Berliner Kongreß und seine Vorgeschichte

196702

1 9 2 2

DEUTSCHE VERLAGSGESELLSCHAFT FÜR POLITIK
UND GESCHICHTE M. B. H. IN BERLIN W 8

1. Auflage
1.—13. Tausend

Alle Rechte, besonders das der Übersetzung vorbehalten / Für Rußland auf Grund der deutsch-russischen Übereinkunft / Amerikanisches Copyright 1922 by Deutsche Verlagsgesellschaft für Politik und Geschichte m. b. H. in Berlin W 8 / Unter den Linden 17/18 / Gedruckt in der Buchdruckerei Oscar Brandstetter in Leipzig

Inhaltsübersicht des zweiten Bandes

KAPITEL IX

Pontus Konferenz 1871 1

KAPITEL X

Orientalische Krise 1876 27

KAPITEL XI

Konstantinopeler Konferenz, Londoner Protokoll und Russisch-türkischer Krieg 1877 117

KAPITEL XII

Berliner Kongreß 1878

A Vorverhandlungen zwischen Wien, Petersburg und Berlin 167

B Deutsche Vermittelung zwischen Rußland und England 205

C Abwendung der russisch-englischen Kriegsgefahr durch Deutschland 247

D Einigung zwischen den Mächten 305

Anhang. Deutschlands Stellung zur Okkupation Bosniens..... 339

Ein Namenverzeichnis für die ersten Bände erscheint im 6. Band; ein ausführliches Namen- und Sachverzeichnis zum Schluß des gesamten Werkes.

Kapitel IX

Pontus-Konferenz 1871

Nr. 215

Der Gesandte in Petersburg Prinz Heinrich VII. Reuß an den Bundeskanzler Grafen von Bismarck

Ausfertigung

Nr. 164 St. Petersburg, den 9. September 1870

Im Laufe des Gesprächs, welches ich gestern mit Fürst Gortschakow hatte, wurden auch die russischen Wünsche in betreff einer Revision des Pariser Friedens von 1856 von ihm berührt.

Er sagte, er habe bis jetzt über diesen Fall geschwiegen und, wie er mir öfters mitgeteilt, ruhig zugesehen, wie dieser Traktat seit 14 Jahren von den Mächten verletzt und durchlöchert worden sei. Sobald die Zeit gekommen sein werde, würde er aus diesem Schweigen heraustreten und die für Rußland verletzenden Klauseln desselben umwerfen. An den stipulierten unbedeutenden Gebietsabtretungen in Beßarabien etwas zu ändern, fiele niemandem ein, das Wichtigste sei aber der Paragraph, welcher die russische Flagge im Schwarzen Meer einschränkt*.

Ich sagte dem Fürsten, daß, wie ich ihm bereits angedeutet hätte, Rußland in diesen Bestrebungen auf das freundschaftliche Entgegenkommen des Kabinetts Seiner Majestät des Königs wohl würde rechnen können.

Wie mir Herr Stremooukow** vor einigen Tagen auseinandersetzte, wünschte die Kaiserliche Regierung, daß das Schwarze Meer zu einem freien, für die Flotten aller Nationen zugänglichen Gewässer gemacht werden möge; die Schließung der Dardanellen und des Bosporus müsse abgeschafft werden. Außerdem müsse Rußland dahin trachten, daß sich an seinen Grenzen nicht südslawische Konföderationen unter dem Protektorat mächtiger Staaten bildeten und dergleichen mehr.

Ich glaube, daß man hier zufrieden sein wird, wenn die russische Flagge wieder ungehindert im Schwarzen Meere sich zeigen darf, und dadurch das Gefühl der Erniedrigung, welches seit 1856 auf der Nation lastet, ausgelöscht werde.

---

* Vgl. Traité général de paix entre l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse, la Russie, la Sardaigne et la Porte Ottomane, signé à Paris, le 30 mars 1856. Art. 11: „La Mer noire est neutralisée: — ouverts à la marine marchande de toutes les nations, ses eaux et ses ports sont, formellement et à perpétuité, interdits au pavillon de guerre soit des puissances riveraines, soit de toute autre puissance, sauf les exceptions mentionnées aux articles 14 et 19 du présent Traité." de Martens, Nouveau Recueil général de Traités. Tome XV. (1857), Nr. XCVI.

** Direktor im russischen Ministerium des Äußern.

Um dieses zu erreichen, würde aber kein Kongreß nötig sein. Rußland würde einfach den Mächten anzeigen, daß es auch diese Stipulation des so vielfach durchlöcherten Pariser Friedens für hinfällig halte. Es hat dabei von niemandem einen ernstlichen Einspruch zu befürchten, sobald es von Preußen unterstützt wird. Englands Protestationen würden wohl nunmehr nur noch platonischer Natur sein.

Daß übrigens Rußland die Absicht haben sollte, wieder eine starke Flotte im Schwarzen Meere zu halten, oder Sebastopol wieder aufzubauen, scheint mir nicht wahrscheinlich. Die Zeiten und Ansichten haben sich sehr geändert. H. VII. P. Reuß

Nr. 216

Kaiser Alexander II. von Rußland an König Wilhelm I., z. Z. in Versailles

Eigenhändiges Handschreiben

Zarskoe-Selo, $\frac{19}{31}$ Octobre 1870

Mon cher Oncle,

J'ai pris, après mûres réflexions, une grave résolution, celle de me délier des engagements du Traité de 1856. Vous avez depuis longtemps pressenti que je ne pourrais pas tolérer indéfiniment des clauses qui blessent la Russie dans sa dignité et sa sécurité.

Bien que la Prusse soit signataire de ce traité, j'aime à me rappeler qu'elle n'y a pas contribué directement, elle n'y est liée ni par ses intérêts, ni par Vos sentiments pour moi. — Vous m'en avez déjà fait parvenir les assurances en 1866, par Votre Aide-de-Camp Général de Manteuffel. Vous me les avez fait réiterer en dernier lieu par mon Cousin de Weimar et par le Prince Reuß. Je les ai reçues avec une vive gratitude. Votre esprit juste et droit a compris ce qu'il y a d'anormal à interdire à une grande Puissance la faculté de veiller à sa propre sécurité dans une mer contigue à son territoire. Cette position que la Prusse ne supporterait pas pour elle même, Vous m'avez donné la certitude que Vous n'hésiteriez pas à me prêter Votre assistance pour en sortir.

Mon Ministre est chargé d'exposer à Votre Gouvernement, comme à toutes les Cours signataires, les motifs sur lesquels je fonde cette détermination.

J'espère, mon cher Oncle, que non-seulement Votre vote me sera favorable, ce dont je n'ai jamais douté, mais encore que Vous emploierez Votre influence auprès des autres Cours pour leur faire bien comprendre qu'en rentrant dans mes droits, je n'entends menacer ceux de personne et que tout au contraire, je crois donner à la paix géné-

rale une garantie de plus. — Vous connaissez trop bien mes vues à cet égard pour que j'aie besoin d'y insister.

C'est avec pleine confiance que je m'adresse à Votre concours dans cette conjoncture. Elle est trop grave pour que la Russie n'en conserve pas un souvenir profond et durable. — Je serai heureux de le voir s'ajouter à tous ceux qui ont créé entre nos deux pays les traditions d'une solide amitié.

Veuillez croire à la continuation de ces sentiments, avec lesquels je suis

mon cher oncle
Votre tout dévoué neveu et ami
Alexandre

Nr. 217

Der russische Reichskanzler Fürst Gortschakow an den Bundeskanzler Grafen von Bismarck

Ausfertigung

Zarskoé-Sélo, le 20 Octobre [1 Nov. n. st.] 1870

Mon cher Comte,

Permettez-moi de n'avoir pas l'ombre d'un doute sur le succès de la démarche de l'Empereur auprès du Roi et sur le concours énergique et loyal que Vous nous prêterez.

Je n'abuserai pas de Votre temps. Je sais que tous Vos instants sont pris dans l'intérêt de la gloire de Votre pays et en vue des décrets de l'Histoire.

Sa Majesté le Roi Vous lira sans doute la lettre de l'Empereur. J'y joins seulement quelques pièces de la correspondance relative à la question du jour pour Vous faire connaître avec plus de précision encore la marche que nous suivons. Vous Vous persuaderez une fois de plus que nous ne voulons pas Vous accorder une demi-confiance.

Cela dit, je m'en remets à Vos inspirations et je Vous offre d'avance un serrement cordial de main que Vous interpréterez, comme moi, dans le sens de la conviction, daß wir einander treu geblieben sind.

Tout à Vous
Gortchacow

Anlage

Copie

Circulaire Zarskoé-Sélo, le 19 [31 n. st.] Octobre 1870

Aux Représentants de Sa Majesté l'Empereur près les Cours signataires du Traité du 18/30 Mars 1856

Les altérations successives qu'ont subies, durant ces dernières années les transactions considérées comme le fondement de l'équilibre

de l'Europe, ont placé le Cabinet Impérial dans la nécessité d'examiner les conséquences qui en résultent pour la position politique de la Russie.

Parmi ces transactions, celle qui l'intéresse le plus directement est le Traité du 18/30 Mars 1856.

La Convention spéciale entre les deux riverains de la mer Noire, formant annexe à ce traité, contient, de la part de la Russie, l'engagement d'une limitation de ses forces navales jusqu'à des dimensions minimes*.

En retour, ce traité lui offrait le principe de la neutralisation de cette mer.

Dans la pensée des Puissances signataires, ce principe devait écarter toute possibilité de conflits, soit entre les riverains, soit entre eux et les Puissances maritimes. Il devait augmenter le nombre des territoires appelés par un accord unanime de l'Europe à jouir des bienfaits de la neutralité et mettre ainsi la Russie elle-même à l'abri de tout danger d'aggressions.

L'expérience de 15 années a prouvé que ce principe, duquel dépend la sécurité de toute l'étendue des frontières de l'Empire Russe dans cette direction, ne repose que sur une théorie.

En réalité, tandis que la Russie désarmait dans la mer Noire et s'interdisait même loyalement, par une déclaration consignée dans les protocoles des Conférences, la possibilité de prendre des mesures de défense maritime efficaces dans les mers et ports adjacents, la Turquie conservait le droit d'entretenir des forces navales illimitées dans l'Archipel et les Détroits; la France et l'Angleterre gardaient la faculté de concentrer leurs escadres dans la Méditerranée.

En outre, aux termes du Traité, l'entrée de la mer Noire est formellement et à perpétuité interdite au pavillon de guerre, soit des Puissances riveraines, soit de toute autre Puissance, mais, en vertu de la Convention dite „des Détroits", le passage par ces détroits n'est fermé aux pavillons de guerre qu'en temps de paix. Il résulte de cette contradiction que les côtes de l'Empire Russe se trouvent exposées à toutes les aggressions, même de la part d'Etats moins puissants, du moment où ils disposent de forces navales auxquelles la Russie n'aurait à opposer que quelques bâtimens de faibles dimensions.

---

* Vgl. Convention annexée au traité de paix de Paris, conclue entre la Russie et la Porte Ottomane, pour déterminer leurs forces navales dans la mer Noire, signée à Paris, le 30 mars 1856. Art. 2: „Les hautes Parties contractantes se réservent d'entretenir, chacune, dans cette Mer, six bâtiments à vapeur de cinquante mètres de longueur à la flottaison, d'un tonnage de huit cents tonneaux au maximum, et quatre bâtiments légers à vapeur ou à voile d'un tonnage qui ne dépassera pas deux cents tonneaux, chacun." (de Martens, Nouveau Recueil général de Traités T. XV, Nr. XCVIII.)

Le Traité du 18/30 Mars 1856 n'a d'ailleurs pas échappé aux dérogations dont la plupart des transactions Européennes ont été frappées, et en présence desquelles il serait difficile d'affirmer que le droit écrit, fondé sur le respect des Traités comme base du droit public et règle des rapports entre les Etats, ait conservé la même sanction morale qu'il a pu avoir en d'autres temps.

On a vu les Principautés de Moldavie et de Valachie dont le sort avait été fixé par le Traité de paix et par les protocoles subséquents, sous la garantie des Grandes Puissances, accomplir une séric de révolutions, contraires à l'esprit comme à la lettre de ces transactions et qui les ont conduites d'abord à l'Union, ensuite à l'appel d'un Prince étranger. Ces faits se sont produits de l'aveu de la Porte, avec l'acquiescement des grandes Puissances, ou du moins sans que celles-ci aient jugé nécessaire de faire respecter leurs arrêts.

Le Représentant de la Russie a été le seul à élever la voix pour signaler aux Cabinets qu'ils se mettaient, par cette tolérance, en contradiction avec des stipulations explicites du Traité.

Certes, si ces concessions accordées à une des nationalités Chrétiennnes de l'Orient étaient résultées d'une entente générale entre les Cabinets et la Porte, en vertu d'un principe applicable à l'ensemble des populations Chrétiennes de la Turquie, le Cabinet Impérial n'aurait pu qu'y applaudir. Mais elles ont été exclusives.

Le Cabinet Impérial a donc dû être frappé de voir que, quelques années à peine après sa conclusion, le Traité du 18/30 Mars 1856 avait pu être enfreint impunément dans une de ses clauses essentielles, en face des Grandes Puissances réunies en Conférence à Paris et représentant, dans leur ensemble, la haute autorité collective sur laquelle reposait la paix de l'Orient.

Cette infraction n'a pas été la seule.

A plusieurs reprises et sous divers prétextes, l'accès des détroits a été ouvert à des navires de guerre étrangers et celui de la mer Noire à des escadres entières dont la présence était une atteinte au caractère de neutralité absolue attribué à ces eaux.

A mesure que s'affaiblissaient ainsi les gages offerts par le Traité et notamment les garanties d'une neutralité effective de la mer Noire, l'introduction des bâtimens cuirassés, inconnus et non-prévus lors de la conclusion du Traité de 1856, augmentait pour la Russie les dangers d'une guerre éventuelle, en accroissant, dans des proportions considérables, l'inégalité déjà patente des forces navales respectives.

Dans cet état de choses, Sa Majesté l'Empereur a dû Se poser la question de savoir: quels sont les droits et quels sont les devoirs qui découlent, pour la Russie, de ces modifications dans la situation générale et de ces dérogations à des engagements auxquels elle n'a pas

cessé d'être scrupuleusement fidèle, bien qu'ils fussent conçus dans un esprit de défiance à son égard?

A la suite d'un mûr examen de cette question, Sa Majesté Impériale est arrivée aux conclusions suivantes qu'il Vous est prescrit de porter à la connaissance du gouvernement, auprès duquel Vous êtes accrédité.

Notre Auguste Maître ne saurait admettre, en droit, que des Traités, enfreints dans plusieurs de leurs clauses essentielles et générales, demeurent obligatoires dans celles qui touchent aux intérêts directs de Son Empire.

Sa Majesté Impériale ne saurait admettre, en fait, que la sécurité de la Russie dépende d'une fiction qui n'a pas résisté à l'épreuve du temps, et soit mise en péril par son respect pour des engagements qui n'ont pas été observés dans leur intégrité.

L'Empereur, Se fiant aux sentiments d'équité des Puissances signataires du Traité de 1856 et à la conscience qu'elles ont de leur propre dignité, Vous ordonne de déclarer:

que Sa Majesté Impériale ne saurait Se considérer plus longtemps comme liée aux obligations du Traité du 18/30 Mars 1856, en tant qu'elles restreignent Ses droits de Souveraineté dans la mer Noire;

que Sa Majesté Impériale Se croit en droit et en devoir de dénoncer à Sa Majesté le Sultan la Convention spéciale et additionnelle au dit Traité, qui fixe le nombre et la dimension des bâtimens de guerre que les deux Puissances riveraines se réservent d'entretenir dans la mer Noire;

qu'Elle en informe loyalement les Puissances signataires et garantes du Traité général, dont cette Convention spéciale fait partie intégrante;

qu'Elle rend sous ce rapport à Sa Majesté le Sultan la plénitude de ses droits, comme Elle la reprend également pour Elle-même.

En Vous acquittant de ce devoir, Vous aurez soin de constater que notre Auguste Maître n'a en vue que la sécurité et la dignité de Son Empire. — Il n'entre nullement dans la pensée de Sa Majesté Impériale de soulever la question d'Orient. Sur ce point, comme partout ailleurs, Elle n'a pas d'autre voeu que la conservation et l'affermissement de la paix. Elle maintient entièrement Son adhésion aux principes généraux du traité de 1856, qui ont fixé la position de la Turquie dans le concert Européen. Elle est prête à S'entendre avec les Puissances signataires de cette transaction, soit pour en confirmer les stipulations générales, soit pour les renouveler, soit pour y substituer tout autre arrangement équitable qui serait jugé propre à assurer le repos de l'Orient et l'équilibre Européen.

Sa Majesté Impériale est convaincue que cette paix et cet équilibre auront une garantie de plus, lorsqu'ils seront fondés sur des bases plus justes et plus solides que celles résultant d'une position qu'au-

cune Grande Puissance ne saurait accepter, comme une condition normale d'existence.

Vous êtes invité à donner lecture et copie de la présente dépêche à Mr. le Ministre des Affaires étrangères.

Recevez etc.

Nr. 218

Der Bundeskanzler Graf von Bismarck, z. Z. in Versailles, an den Gesandten in Petersburg Prinzen Heinrich VII. Reuß

Telegramm. Konzept von der Hand des Vortragenden Rats Abeken

Nr. 51 Versailles, le 12 Novembre 1870

De Sa Majesté le Roi à Sa Majesté l'Empereur.

Reçu Votre lettre; j'agirai de manière à justifier la confiance que Vous mettez en moi. J'avais cru que Vous n'entameriez l'affaire que plus tard; mais la démarche faite, mes dispositions restent les mêmes. J'attends pour répondre l'arrivée de Odo Russell, qui m'est annoncée pour me faire connaître les dispositions de l'Angleterre.

(signé) Guillaume.

Faites parvenir le contenu à Sa Majesté l'Empereur en ménageant le chiffre.

v. Bismarck

Nr. 219

Der Botschafter in London Graf von Bernstorff an den Bundeskanzler Grafen von Bismarck, z. Z. in Versailles

Telegramm. Entzifferung

Nr. 339 London, den 12. November 1870

England lehnt die russische Aufkündigung der Konvention vom 30. März 1856 als unzulässig ab. Das englische Kabinett würde die Erwägung der Wünsche Rußlands auf einem Kongreß oder einer Konferenz der Vertragsmächte nicht abgelehnt haben, wenn sie in passender Weise vorgebracht wären, will aber die eigenmächtige Aufhebung des Vertrags nicht anerkennen. Lord Granville* sagt mir, daß Rußland die Begründung seines Anspruchs hauptsächlich auf unsere Schultern wälze, indem wir Verträge und Gleichgewicht in Europa aufgehoben hätten. Dies wird wohl Baron Brunnow** gesagt haben, der heute vor mir lange bei ihm war. Lord Granville findet überhaupt Rußlands Spiel falsch und doppelzüngig, indem es einerseits uns schmei-

* Minister des Auswärtigen im Ministerium Gladstone.

** Russischer Botschafter in London.

chele und andrerseits an Frankreich sage, daß der Kaiser sich Seiner Majestät dem Könige gegenüber bestimmt gegen Gebietsabtretung ausgesprochen habe, während England nach beiden Seiten hin zum Frieden und zur Mäßigung rate, und den Franzosen offen die Wahrheit sage, um sie zur Vernunft zu bringen.

Bernstorff

Nr. 220

Der Botschafter in London Graf von Bernstorff an den Bundeskanzler Grafen von Bismarck, z. Z. in Versailles

Ausfertigung

Nr. 376
Vertraulich

London, den 18. November 1870

Im Anschluß an meine täglichen Berichte über die Stimmung der englischen Presse und die telegraphischen Meldungen, welche ich die Ehre gehabt habe, in dieser Woche an Eure Exzellenz zu richten, um Hochdieselben von dem Eindruck in Kenntnis zu setzen, den das Zirkular des Fürsten Gortschakow vom 19/31.* Oktober hier gemacht hat, erlaube ich mir, noch einige weitere Beobachtungen zu Eurer Exzellenz Kenntnis zu bringen.

Was mir als vorzugsweise bemerkenswert auffällt, ist die diametral entgegengesetzte Auffassung, welcher die neueste Verwickelung hier und in Frankreich zu begegnen scheint. Während hier fast jedermann überzeugt ist, daß ein geheimes Einverständnis zwischen Preußen und Rußland besteht, und ich weiß, daß auch Mitglieder des Kabinetts diese Überzeugung teilen und soweit gehen, zu glauben, daß Preußen mit Rußland und Amerika einen Plan verabredet habe, um England zu demütigen, daß daher dieser neueste russische Schritt nur der Anfang zur Ausführung eines solchen Planes sei und sonach in Form und Zeitpunkt den Wünschen Preußens entspreche, scheint die dadurch hervorgerufene europäische Verwickelung von französischer Seite als ein Rettungsanker für Frankreich aufgefaßt zu werden.

In dem Eurer Exzellenz mit meinem heutigen Preßbericht vorgelegten Leitartikel der „Times“ heißt es wörtlich:

„Das Entzücken, womit die Aussicht auf einen eventuellen Streit im Orient in Frankreich begrüßt worden ist, läßt sich leicht begreifen pp.“

Dies stimmt überein mit der Auffassung, die man auf der hiesigen französischen Botschaft zu haben scheint. Einer der jüngeren hiesigen Diplomaten einer anderen Macht sagte mir in diesen Tagen, daß er Herrn Tissot, den französischen Geschäftsträger, gesehen habe, und auf

* Siehe Nr. 217, Anlage.

meine Frage, ob derselbe niedergeschlagen sei, oder ob er noch Hoffnung auf die Armee der Loire und sonstige militärische Hülfe für Paris setze, erwiderte er, derselbe sei sehr niedergeschlagen; der einzige Strahl von Hoffnung, den er noch habe, sei, daß die durch das russische Zirkular hervorgerufene Verwickelung Frankreich noch retten könne; er (Tissot) glaube, daß die Sache zwischen Herrn Thiers und Fürst Gortschakow in St. Petersburg verabredet worden sei, und vermute, daß Österreich infolge derselben Bayern besetzen werde.

Dies kann, wie mir scheint, nur soviel heißen sollen, daß der Druck Rußlands auf Österreich, infolge seiner eigenen Beschäftigung im Orient und etwa England gegenüber, aufhören und daher Österreich in den Stand gesetzt sein werde, Deutschland anzugreifen und dadurch Frankreich zu Hülfe zu kommen. Wieweit Herr Tissot und überhaupt die Franzosen an eine solche russisch-französische Intrige wirklich glauben, und ob sie nicht etwa die Existenz einer solchen nur der Welt glauben zu machen wünschen, vermag ich nicht zu beurteilen. Doch scheint mir die Sache zu abenteuerlich, um daran glauben zu können. Daß dagegen aber tatsächlich das Vorgehen Rußlands sehr unbequeme und, was Gott verhüte, verhängnisvolle Folgen für unsere Stellung und für das Ergebnis des Krieges mit Frankreich haben könnte, scheint mir nicht außer der Möglichkeitsberechnung zu liegen, und der gestern von mir gehorsamst eingereichte Artikel der „Pall Mall Gazette“ beweist, daß dies die Auffassung und der Wunsch der hiesigen extremen Kriegspartei ist.

Ich habe mich, Eurer Exzellenz in dem Telegramme Nr. 123 und in dem vertraulichen hohen Erlasse Nr. 64 vom 12. d. Mts. enthaltenen Instruktionen gemäß, bisher ganz passiv verhalten und habe nur zu beruhigen gesucht. Namentlich bin ich solchen Auffassungen, wie die oben erwähnten im hiesigen Kabinett, beruhigend und mit der Bemerkung entgegengetreten, daß die plötzliche russische Erklärung uns ebenso überraschend gekommen sei, als den anderen Mächten. Die Initiative habe ich übrigens in keiner Beziehung genommen und weder Lord Granville in dieser Woche gesehen, noch mit einem Mitgliede des Kabinetts gesprochen, sondern nur indirekt beruhigend gewirkt, wo mir die bezeichneten Auffassungen auf zuverlässige Weise mitgeteilt worden waren.

Die Lage der Dinge wird hier jedenfalls als sehr ernst aufgefaßt, und obgleich Lord Granville mir am vorigen Sonnabend sagte: „we shall not go to war if we can help it“, und obgleich er an demselben Tage dem Baron Brunnow gesagt hat: „qu'il avait laissé une porte ouverte à la Russie“, so wird doch die Antwort des englischen Kabinetts vom 11. d. Mts. als sehr kategorisch betrachtet, und man sieht nicht recht ein, wie Rußland danach aus seiner falschen Stellung zurücktreten kann, wenn es sich nicht der Demütigung unterwerfen will, sein Zirkular zurückzunehmen.

Baron Brunnow, der mich in den letzten Tagen ein paarmal in der Hoffnung besucht hat, etwas von mir zu erfahren, sagt selbst: „Si Stratford de Redcliffe* était encore à Constantinople, la Porte nous déclarerait demain la guerre, mais Elliot** est un homme calme et modéré, et j'espère qu'il calmera la Porte".

Ebenso sagte er mir heute: „Si l'Empereur Nicolaus vivait encore, j'aurais depuis longtemps fait mes paquets." Er hofft also eigentlich nur noch auf Mäßigung in St. Petersburg und Konstantinopel. An letzterem Orte dürfte hauptsächlich die unmittelbare Entscheidung liegen. Denn, wenn die Pforte nicht Krieg erklärt, kann England sich zur Not vorläufig mit seinem Protest begnügen und es der Zukunft überlassen, ob Rußland Schiffe und Festungen am Schwarzen Meere bauen wird, falls das englische Kabinett nicht eben auf der Zurücknahme des Zirkulars des Fürsten Gortschakow besteht.

Man hat diesem Kabinett so oft gesagt, daß es sich niemals zum Kriege entschließen werde, daß es jetzt beweisen zu wollen scheint, daß es eventuell die nötige Energie dazu besitzt. Übrigens zweifelt man doch, daß gewisse Mitglieder desselben, wie Gladstone, Lowe, Bright, darin bleiben würden, wenn es zum Kriege käme, glaubt dagegen, daß Lord Granville es nach seiner Depesche vom 11. d. Mts. sehr gut könne. Sonst spricht man von Lord Derby, der in diesen Tagen hier war. Ich weiß, daß auch Disraeli die Lage als sehr ernst ansieht und meint, daß das Land eventuell für Krieg sein würde. Der letzte Entschluß wird übrigens unter allen Umständen von der Meinung des Parlaments abhängen, und es wird sich dann zeigen, ob die Meinung des Landes wirklich so kriegerisch ist, wie die der Hauptstadt in diesem Augenblick.

Die allgemeine Meinung ist, daß Preußens Wort entscheidend sei, indem Rußland die eingenommene Stellung aufgeben werde, wenn auch Preußen sich dagegen erkläre. Man wünscht daher dringend eine Verständigung Englands mit der Regierung Seiner Majestät des Königs.

Bernstorff

Nr. 221

Der Botschafter in London Graf von Bernstorff an den Bundeskanzler Grafen von Bismarck, z. Z. in Versailles

Telegramm. — Entzifferung

Nr. 346 London, den 19. November 1870

Vertrauliche Depesche Fürst Gortschakows vom 20. Oktober a. St. ist heut auch veröffentlicht und hat die kriegerische Stimmung vielleicht ein wenig gemildert.

* In der Zeit von 1825 bis 1857 viermal englischer Gesandter in Konstantinopel.
** Seit 1867 englischer Botschafter in Konstantinopel.

Man sieht mit äußerster Spannung der Entscheidung in Versailles entgegen, wovon, wie man überzeugt ist, die ganze Wendung der Dinge abhängt. Wenn wir mit den anderen Vertragsmächten die einseitige Aufkündigung Rußlands für unzulässig erklären und jedes Einverständnis mit ihm verleugnen, so glaubt man, daß Rußland sich besinnen wird. Wo nicht, hält man Krieg für unvermeidlich, welcher sich fast über ganz Europa erstrecken dürfte, und worin England jedenfalls tatsächlich der Bundesgenosse unserer Feinde sein würde.

Mein Feldjäger ist heute mit Depeschen von Brüssel nach dem Hauptquartier weitergegangen, da kein solcher von dort angekommen oder avisiert war.

Bernstorff

Nr. 222

Aufzeichnung des Bundeskanzlers Grafen von Bismarck, z. Z. in Versailles

Reinschrift

Versailles, den 21. November 1870

Unterredung mit Herrn Odo Russell*

Ich sagte im Laufe derselben:

Ich nähme an, er wünschte unsere Meinung über die Sache zu wissen. Ich könnte die Verpflichtung für uns nicht zugeben, über die Sache eine Meinung zu haben und öffentlich zu äußern. Es wäre zu unterscheiden zwischen dem Vertrage vom 30. März und dem vom 15. April. In letzterem hätten Österreich, Frankreich und England sich gegenseitig verpflichtet, alle Bestimmungen des ersteren zu garantieren; Preußen hätte den vom 15. April nicht unterzeichnet, sondern nur den vom 30. März, dessen Unterzeichner durch Art. 7 eine Garantie der Integrität und Unabhängigkeit des türkischen Reiches übernommen hätten. Um die letzteren handelte es sich jetzt nicht, daher auch nicht um eine von Preußen oder seinen Rechtsnachfolgern zu leistende Garantie, sondern lediglich um die Pflichten und Rechte, welche für den Mitunterzeichner eines Vertrages aus demselben erwachsen. Pflichten oder Leistungen hätte Preußen in diesem Vertrage nicht übernommen, wohl aber hätte es als Mitkontrahent das Recht, die Erfüllung der Pflichten, welche andere in dem Vertrage übernommen, zu fordern. Bei der Frage, ob wir dieses Recht ausüben wollten, hätten wir nur die Interessen der Nation, die wir vertreten, zu Rate zu ziehen. Bevor wir über diese Interessen urteilten, hätten wir das Bedürfnis, die

* Odo Russell (später Lord Ampthill), weilte als Vertreter Englands im Hauptquartier zu Versailles.

Ansicht unserer deutschen Bundesgenossen zu hören und uns über die Auffassung der Nation und ihrer Vertreter zu vergewissern. Der Norddeutsche Bundesrat und Reichstag träten in dieser Woche zusammen und würden uns dazu Gelegenheit bieten. Bis dahin lehnte ich es ab, in einer so folgenschweren und wichtigen Frage eine amtliche Meinung zu äußern. Meine persönliche Ansicht, bezüglich welcher ich abwarten wollte, ob sie nach Anhörung der genannten Faktoren von Seiner Majestät dem Könige gebilligt würde, wäre folgende:

Der Vertrag von 1856 in seinen Artikeln 11 und 13 enthält Bestimmungen, wie sie meines Erachtens große Nationen einander gegenseitig nicht auferlegen sollten. Für das nationale Gefühl sind Landabtretungen unter Umständen leichter zu tragen als die Unterwerfung der Souveränität eines Landes innerhalb seiner eigenen Grenzen unter fremde Kontrolle; beispielsweise Stipulationen, daß feste Plätze geschleift, und die Berechtigung, in deren Umgebung zu bauen, von fremder Kontrolle abhängig gemacht werden soll, sind stets mit Verletzung des Nationalgefühls des kontrollierten Landes verbunden. Ebenso war die Konstituierung eines Rechtes der Beschränkung und Überwachung der russischen Flagge auf einem Meere, welches die russischen Küsten bespült, ja innerhalb ihrer Küsten selbst (Art. 13), meines Erachtens eine Stipulation, welche man praktischerweise einem großen europäischen Reiche nicht hätte auferlegen sollen, und von der schon Lord Palmerston gesagt hat, sie werde sich nicht zehn Jahre halten. Es wäre deshalb nicht unnatürlich, daß Rußland bei verschiedenen Gelegenheiten sein Verlangen, von dieser Beschränkung seiner Souveränität im eigenen Lande erlöst zu sein, kundgegeben hat, und es läßt sich aus diesem Verlangen noch nicht notwendig folgern, daß Rußland die Integrität der Türkei, welche von allen Unterzeichnern des Vertrages vom 30. März garantiert worden ist, beeinträchtigen wolle. Wir haben deshalb nicht für unwahrscheinlich gehalten, daß die russische Regierung diese Frage einmal zur Sprache bringen werde, und wir waren geneigt, bei Diskussion derselben die Wünsche Rußlands zu befürworten. Dieselbe Geneigtheit war von der österreichischen Regierung bereits im Jahre 1867 amtlich ausgesprochen worden, und wir glauben nach dem Inhalte der uns vorliegenden Aktenstücke, und insbesondere nach dem Schlußsatze der Depesche Lord Granvilles an Sir A. Buchanan* vom 11. d. Mts., daß auch die englische Regierung sich einer neuen Prüfung der Frage nicht unbedingt versagt. Daß die russische Regierung die Frage schon in diesem Augenblicke anregte, war uns nicht erwünscht, denn wir sind, inmitten eines großen und unbeendeten Krieges, auf die Diskussion anderweitiger, mit dem Angriff Frankreichs auf Deutschland nicht zusammenhängender Fragen nicht vorbereitet gewesen. Unsere Bereitwilligkeit, die russische Regierung bei Erstrebung einer ander-

* Englischer Botschafter in Petersburg.

weitigen Regulierung der Frage zu unterstützen, würde nach Beendigung unseres französischen Krieges dieselbe gewesen sein, und war dieselbe vor dem Beginne dieses Krieges, weil wir die Hoffnung hegen, daß mit der Abänderung der Stipulationen der Art. 13 und 14 des Vertrages vom 30. März 1856 auch die Spannung in den orientalischen Verhältnissen nachlassen werde, welche durch den Druck erzeugt wird, den eben diese Bestimmungen ununterbrochen auf das russische Nationalgefühl ausüben.

Über die Form, in welcher von der Kaiserlichen Regierung die Änderung des Verhältnisses erstrebt wird, über die Frage, inwieweit Verletzung eines internationalen Vertrages von einer Seite, die andere Seite zum Rücktritt von dem Vertrage berechtigt, über die Frage, ob die in dem Zirkular des Reichskanzlers angeführten Verletzungen und der, einigen derselben von Rußland entgegengestellte erfolglose Protest zur Lossagung von dem Vertrage im ganzen oder von einzelnen Teilen desselben berechtigen, haben wir nicht den Beruf, das Urteil, welches wir uns zu bilden berechtigt sind, amtlich auszusprechen. Der Satz des bürgerlichen Rechtes, daß Nichterfüllung von einer Seite die andere nicht zum Rücktritt von dem Vertrage, sondern nur zur Klage vor dem Richter berechtigt, findet auf internationale Verträge zweifellos keine Anwendung, weil bei ihnen die richterliche Instanz fehlt. Es läßt sich weder unbedingt annehmen, daß die Behauptung einer Verletzung eines solchen Vertrages zum Rücktritt von demselben genüge, noch auch, daß bei Bruch des Vertrages von einer Seite die andere zur fortgesetzten Beobachtung verpflichtet bleibe. Dergleichen theoretische Aufstellungen sind für das internationale Recht nicht annehmbar; es muß vielmehr in dem Völkerrecht dem guten Glauben der Regierungen anheimfallen, den richtigen Mittelweg zwischen berechtigtem und unberechtigtem Rücktritt zu beobachten.

Der nächste praktische Zweck der beteiligten Mächte sollte meines Erachtens der sein, den bisher in den deutsch-französischen Krieg nicht verwickelten Teil Europas vor der Kalamität des Krieges nach Möglichkeit zu bewahren und zu prüfen, ob die durch Art. 7 garantierte Selbständigkeit und Unabhängigkeit der Türkei in Frage steht. Die englische Regierung könne unmöglich dafür gestimmt sein, wegen der Frage, ob die Form (manner) verletzt sei, die bisher in Frieden lebenden europäischen Staaten in einen Krieg zu stürzen, und sie könne auch nicht der Meinung sein, daß der Türkei damit ein Dienst geleistet werde, wenn ihre Zukunft von dem Ausgange eines Krieges abhängig gemacht werde, welcher seinen Ursprung mehr einer russischen als einer türkischen Frage und mehr der Form, in welcher dieselbe angeregt ist, als der Sache verdanken würde. Meiner Ansicht nach würde es praktisch sein, so bald wie möglich über die jetzige Lage der Dinge zu einer Besprechung durch eine Konferenz zu gelangen, bevor diese Lage durch Diskussion derselben in Depeschenwechsel und Zeitungs-

artikeln noch mehr, als es augenblicklich der Fall sein mag, verbittert wird. Ich betrachte als die Aufgabe der Diplomatie nicht die Kritik über Dinge, welche geschehen sind, sondern das Bestreben, eine Verschlimmerung der jedesmaligen Lage zu verhindern, in welcher die diplomatische Tätigkeit in Anspruch genommen wird. Nach den bisher bekannten Meinungsäußerungen, welche seit der Mitteilung des Zirkulars vom 19/31. Oktober zwischen den beteiligten Kabinetten ausgetauscht worden sind, habe ich den Eindruck, daß, welches auch die Meinungsverschiedenheiten bezüglich der Form sein mögen, dieselben hinsichtlich der Sache nicht so groß sind, daß die Verhängung der Kalamität eines neuen Krieges über einen großen Teil von Europa gerechtfertigt erscheinen könnte, und daß die Ansichten bezüglich der Formen, in welchen verfahren ist und künftig verfahren werden wird, sehr wohl der Hoffnung auf eine Verständigung Raum lassen, wenn unverzüglich der Versuch dazu durch Besprechung des Inzidenzfalles in einer Gesandtenkonferenz gemacht werde. Ich bin bereit, bei Seiner Majestät dem Könige zu beantragen, daß Allerhöchstderselbe einen offiziellen Vorschlag in dieser Richtung machen wolle, sobald ich in vertraulicher Weise über die Aufnahme, welche ein solcher bei den beteiligten Mächten finden würde, aufgeklärt sein werde.

v. Bismarck

Nr. 223

Der Bundeskanzler Graf von Bismarck, z. Z. in Versailles, an den Botschafter in London Grafen von Bernstorff

Telegramm. Konzept von der Hand des Vortragenden Rats Abeken

Nr. 131 Versailles, den 22. November 1870

Unterredung mit Russell gehabt. Ich sagte: Wir gehörten nicht zu den Unterzeichnern vom 15. April 1856*, hätten nur Artikel 7 vom 30. März garantiert**, daher nicht verpflichtet, Meinung zu äußern. Vor amtlicher Äußerung wünsche Seine Majestät die Ansicht der Bundes-

* Traité de garantie entre l'Autriche, la France et la Grande-Bretagne, signé à Paris, le 15 avril 1856. (de Martens, Nouveau Recueil général de Traités T. XV. Nr. C.)

** Art. 7. „Sa Majesté le Roi de Prusse, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté le Roi de Sardaigne déclarent la Sublime Porte admise à participer aux avantages du droit public et du concert Européen. Leurs Majestés s'engagent, chacune de son côté, à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire Ottoman, garantissent en commun la stricte observation de cet engagement, et considéreront, en conséquence, tout acte de nature à y porter atteinte comme une question d'intérêt général." (de Martens, Nouveau Recueil général de Traités, s. Fußnote zu Nr. 215.

genossen und öffentliche Meinung Deutschlands durch Reichstag kennenzulernen. Rußlands jetziger Schritt sei nicht verabredet, der Augenblick uns vielmehr unbequem, ich hielte uns aber nicht berufen, eine befreundete Macht bezüglich der gewählten Form unserer Kritik zu unterziehen; ich riete, Situation nicht durch Schriftwechsel und Presse zu verbittern, sondern Hand zu Besprechung in Konferenzen zu bieten, welche statt Vorwürfe über Geschehenes friedliche Gestaltung der Zukunft des Orients zum Zweck hätten. Russell sprach gemäßigt und versöhnlich.

Ich habe darauf vertraulich in St. Petersburg angefragt, ob Rußland zu Besprechung der Situation in Konferenz von Vertretern der Unterzeichner des 30. März 56 bereit sei. Bejahende Antwort erhalten mit Andeutung, daß Petersburg der geeignete Ort sein werde. Russell mitgeteilt, der die Nachricht eine gute nannte. Ich habe dann in Wien, Florenz und Konstantinopel Auftrag gegeben, vertraulich zu sondieren, ob Kabinette geneigt, ihre Gesandten in Petersburg mit Instruktion zu jenem Zweck zu versehen.

In der Antwort aus St. Petersburg liegt Entgegenkommen, welches das Mittel bietet, für die Aufgabe der Diplomatie zu sorgen, daß Situation nicht verschlimmert, Stimmung nicht verbittert werde. Wirken Sie in diesem Sinn bei Lord Granville.

v. Bismarck

Nr. 224

Der Bundeskanzler Graf von Bismarck, z. Z. in Versailles, an den Botschafter in London Grafen von Bernstorff

Telegramm. Konzept von der Hand des Vortragenden Rats Abeken

Nr. 136 Versailles, den 26. November 1870

Auf Grund der Verhandlungen mit Herrn Odo Russell bin ich von Seiner Majestät dem Könige ermächtigt, Ew. pp. zu ersuchen, der Königlich Großbritannischen Regierung den Vorschlag zu unterbreiten, daß sie sich bereit erkläre, Bevollmächtigte zu bezeichnen, um an einer Konferenz mit den dortigen Vertretern der Mächte, welche den Pariser Friedensvertrag vom 30. März 1856 unterzeichnet haben, teilzunehmen und die Fragen zu erwägen, welche sich an die von dem russischen Kabinett durch Zirkular vom 19/31. Oktober gemachten Eröffnungen knüpfen.

Ich telegraphiere gleichzeitig denselben Vorschlag nach Petersburg, Konstantinopel, Wien und Florenz und ersuche um Ermächtigung für ihre Vertreter in London.

v. Bismarck

Nr. 225

Der Bundeskanzler Graf von Bismarck, z. Z. in Versailles, an den Botschafter in London Grafen von Bernstorff

Reinkonzept

Nr. 79 Versailles, den 28. November 1870

Vertraulich

Für den Fall, daß die vorgeschlagenen Konferenzen zustande kommen, was ich nach der Annahme durch Rußland und England als wahrscheinlich annehmen darf, will ich nicht unterlassen, Ew. pp. schon jetzt auf einige Gesichtspunkte aufmerksam zu machen, welche für die Behandlung des Gegenstandes derselben und unsere ganze Stellung dazu wichtig sind, aber weniger die vorliegende Frage direkt als unseren eventuellen Frieden mit Frankreich und unsere dadurch bedingte politische Lage betreffen. Unser erstes Bedürfnis ist, zu verhüten, daß die Konferenz über ihre eigentliche Aufgabe hinausgreife, und sich mit anderen europäischen Fragen, also mit unserem Konflikt mit Frankreich, beschäftige. Ew. pp. sind davon ebenso lebhaft durchdrungen wie ich; und ich habe mich bei meinen Bemühungen, die Einmischung der Neutralen fernzuhalten, der erfolgreichen Unterstützung Ew. pp. zu erfreuen gehabt. Die Neigung aber, andere Angelegenheiten vor das Forum einer einmal zusammengetretenen Versammlung der Großmächte zu ziehen, worauf der französische Einfluß auch ohne Beteiligung von Vertretern des noch nicht anerkannten jetzigen Gouvernements ohne Zweifel hindrängen wird, wird um so rascher und um so stärker hervortreten, je eher die Konferenz etwa in der ihr vorliegenden Sache zum Schluß kommt, und je rascher sich dadurch eine Einigung unter den Neutralen bildet. Es liegt daher nicht in unserem Interesse, daß die Konferenz zu rasch komme; und etwa auf unsere Kosten einig werde. Dies wird hauptsächlich dadurch erreicht werden, wenn gegenüber dem Druck, welchen die Mehrzahl der Unterzeichner des Pariser Traktats auf Rußland ausüben wird, wir Rußlands Wünsche befürworten und seine Stellung kräftigen. Wir können dies an und für sich mit gutem Gewissen, da wir seine Wünsche, wie Ew. pp. schon aus meiner Unterredung mit Herrn Odo Russell wissen, materiell an und für sich für berechtigt halten; wir sind ihm überdies zu Dank verpflichtet wegen seiner Haltung im gegenwärtigen Kriege, die der entscheidende Faktor gewesen ist, um Österreich und Dänemark von einer Teilnahme zugunsten Frankreichs abzuhalten; die politische Lage aber macht es uns zu einer dringenden Notwendigkeit. Auf keinen Fall darf die Konferenz mit ihren Verhandlungen uns mit Rußland verstimmen oder gar entzweien. Dafür macht Seine Majestät der König Ew. pp. unbedingt verantwortlich, weil die Entfremdung zwischen uns und Rußland mit

Sicherheit die diplomatische Einigung der Neutralen gegen uns und für Frankreich zur Folge haben würde. Die ganze orientalische Frage, selbst wenn sie zum Kriege führte, ist im Vergleich zur französischen für uns unwichtig. Nur die Gefahr eines russisch-französischen Bündnisses könnte die Lösung unsrer Freundschaft mit Rußland rechtfertigen. Ich glaube nicht an Krieg im Osten, aber um Ew. pp. meine Ansicht vollständig zu entwickeln, füge ich hinzu, daß eine Kriegserklärung Englands und Österreichs gegen Rußland, mit der Gefahr, daß wir in diesen Krieg hineingezogen würden, mir für unsre Interessen augenblicklich weniger gefährlich scheinen würde, als der Beginn einer Koalition der Neutralen, Rußland eingeschlossen, gegen uns. Diesen Gefahren werden wir am besten vorbeugen, wenn wir in St. Petersburg den Gedanken gar nicht aufkommen lassen, als könnte Rußland von uns im Stiche gelassen werden. Solange unsere Beziehungen zu Österreich nicht auf einen bessern und einen sicheren Fuß gestellt sind; solange in England die Erkenntnis nicht durchgedrungen ist, daß sein einziger wertvoller und sicherer Alliierter auf dem Kontinent in Deutschland zu finden ist, sind uns die guten Beziehungen zu Rußland von dem größten Wert. Wir müssen dieselben daher auch auf der gegenwärtigen Konferenz mit der größten Vorsicht behandeln, ja nach Möglichkeit zu pflegen und jeden Argwohn zu verhüten suchen, als könnte Rußland uns zu seinen Gegnern zu zählen haben. Unter allen Umständen ist es, wie schon gesagt, notwendig, daß wir aus der Konferenz nicht mit schlechteren Beziehungen zu Rußland heraustreten, als unsere jetzigen sind.

Ew. pp. bitte ich, sich diese Erwägungen während des Laufes der Konferenzen stets gegenwärtig zu halten und dieselben für Ihre Haltung maßgebend sein zu lassen. Es folgt daraus, daß Ihre Aufgabe im wesentlichen sein wird, sich bei den Besprechungen auf die Seite Rußlands zu stellen und dessen Wünsche zu unterstützen, wozu eine Billigung der Form und der Zeit, in welcher Rußland sie zur Sprache gebracht hat, natürlich nicht erforderlich ist. In allen materiellen Fragen, in welchen Ihnen die Unterstützung Rußlands nicht angänglich scheint, oder Ew. pp. im Zweifel darüber sind, ersuche ich Sie, sich einstweilen zurückzuhalten und Instruktionen einzuholen.

v. Bismarck

P.S. Ich bemerke noch, daß dieser Erlaß ganz speziell die Intentionen Seiner Majestät des Königs ausdrückt und von Allerhöchstdemselben in seiner wirklichen Fassung gebilligt ist.

v. Bismarck

Nr. 226

Der Botschafter in London Graf von Bernstorff an den Reichskanzler Grafen von Bismarck

Ausfertigung

Nr. 130 London, den 14. März 1871

Eurer Exzellenz habe ich die Ehre, in der Anlage den gestern unterzeichneten Vertrag über die Revision des Pariser Vertrages vom 30. März 1856 in bezug auf die Schiffahrt des Schwarzen Meeres und der Donau gehorsamst zu überreichen, und zugleich das gestern unterschriebene Protokoll Nr. 4 über die letzte vorhergegangene Konferenzsitzung vom 7. Februar ebenmäßig beizufügen*.

Eure Exzellenz werden aus dem Datum des letzteren ersehen, wie lang der Zwischenraum zwischen den beiden letzten Sitzungen gewesen ist. Wenn ich nicht endlich ernstlich darauf gedrungen hätte, daß wir mit oder ohne den französischen Bevollmächtigten unsere Beratungen wieder aufnähmen und zu Ende führten, und dies durch Überreichung eines Vertragsentwurfs unterstützt hätte, so würde der Schluß dieser langwierigen und schwierigen Verhandlungen und das befriedigende Resultat derselben nicht nur noch in weiter Aussicht gestanden haben, sondern das letztere wäre durch die Interpellationen im Parlamente und durch die falschen Ansichten, die sich namentlich über unser Verhältnis zu Rußland im Oppositionslager festgesetzt hatten, und durch den unbegreiflichen Stillstand der geheim gehaltenen Verhandlungen nur genährt wurden, täglich mehr und mehr gefährdet worden.

Ich will Eure Exzellenz nicht durch Herzählung aller Zwischenfälle und meiner Einzelverhandlungen mit den verschiedenen Bevollmächtigten ermüden. Nur so viel erlaube ich mir zu bemerken, daß ich infolge der letzteren meinen ursprünglichen Entwurf in einigen Punkten, namentlich in den Artikeln II und VII geändert hatte, und daß dieser amendierte Entwurf vorgestern, Sonntag, in der formlosen Sitzung in Lord Granvilles Hause auf mein dringendes Verlangen zur definitiven gemeinschaftlichen Beratung kam, da ich überzeugt war, daß die Unterzeichnung des Vertrages am Montag niemals möglich sein würde, wenn der Text nicht am vorhergehenden Tage vollständig und allseitig genehmigt wäre. Der Verlauf der Sitzung selbst bestätigte nur zu sehr diese meine Überzeugung, da unerwartete Schwierigkeiten auftauchten, indem Musurus Pascha behauptete, daß er erst vor drei Tagen durch mich Kenntnis von der durch Italien vorgeschlagenen Fassung des Artikel II erhalten habe, während Herr

* Die Londoner Konferenz konstituierte sich am 17. Januar 1871 ohne Anwesenheit eines französischen Bevollmächtigten und wählte Lord Granville zu ihrem Vorsitzenden. Die Schlußsitzung wurde in der Sitzung vom 7. Februar verschoben, bis auch Frankreich vertreten sein würde; sie fand am 13. März statt.

Cadorna versicherte, daß er den Vorschlag vor 4 Wochen dem Lord Granville mitgeteilt, und dieser ihn in seiner Gegenwart dem türkischen Botschafter eingehändigt habe. Außerdem stimmte der Text des Cadornaschen Vorschlags durchaus nicht mit der angeblich in Konstantinopel durch den italienischen Gesandten vorgeschlagenen Fassung überein. Ich hatte trotzdem den türkischen Botschafter im voraus vermocht, die Fassung des Herrn Cadorna mit einigen Amendements anzunehmen. In der Sitzung entspann sich aber der Hauptstreit darüber, ob es „Puissances amies et alliées" oder „Puissances amies ou alliées" heißen solle, indem Musurus Pascha auf letzterer und Herr Cadorna auf ersterer Version beharrte, und beide versicherten, daß sie nicht ohne telegraphische Anfrage bei ihren Regierungen nachgeben könnten. Hiergegen erhob ich mich mit aller möglichen Energie, indem ich ihnen zu beweisen suchte, daß es ein ganz kindischer Streit sei, und daß es überhaupt gänzlich unmöglich sei, jemals zu irgend einem Resultate zu gelangen, wenn ein jeder Bevollmächtigter, resp. ein jedes Kabinett, der Konferenz seine besondere Redaktion aufnötigen wollte und, falls diese nicht von der Majorität buchstäblich genehmigt würde, um neue Instruktionen bitten wollte.

Da die Versammlung mir lebhaft beistimmte, so entschlossen sich endlich die beiden Streitenden, sich zu einem Kompromiß zu bequemen, indem Herr Cadorna die 3 übrigen Amendements des türkischen Bevollmächtigten annahm, während dieser „et" für „ou" genehmigte.

Auf diese Weise kam endlich der ganze Entwurf definitiv zustande, und wir konnten gestern das für England bestimmte Exemplar des Vertrages unterzeichnen.

Vor der Unterzeichnung ward in der gestrigen Sitzung der dem Protokoll Nr. 3 als Anlage beigefügte Entwurf nochmals pro forma durchgegangen und sowohl in der Zusammenstellung und Reihenfolge der Artikel, als in der Fassung der Artikel selbst nach dem von mir inzwischen vorgelegten neuen Entwurf mit den dazu von verschiedenen Seiten vorgeschlagenen und am Sonntag ohne Protokoll genehmigten Abänderungen vollständig umgearbeitet und sodann formell und definitiv angenommen. Die Diskussion darüber und die Motivierung der einzelnen Abstimmungen sind hiernach nur soweit, als es den betreffenden Bevollmächtigten für sich selbst oder ihre Regierungen wünschenswert erschien, in das gestrige Protokoll Nr. 5 aufgenommen worden. Ich meinerseits habe mich darauf beschränkt, meine Abstimmungen über die Verlängerung der Dauer der europäischen Donauschiffahrtskommission und die vorgeschlagene Ausdehnung ihrer Wirksamkeit zu motivieren, bin aber nicht formell als Antragssteller, weder für den ganzen Vertragsentwurf noch für einzelne Artikel desselben, aufgetreten, da ich es unter den gegenwärtigen Verhältnissen für zweckmäßiger hielt, mich damit zu begnügen, dasjenige unter der Hand zu erlangen, was die Regierung Seiner Majestät des Kaisers und Königs

erlangen wollte, als mich in ostensibler Weise zu sehr voranzustellen. Dagegen habe ich dem Vertrage durch die veränderte Stellung und Reihenfolge der Artikel, und namentlich durch die Voranstellung des ausschließlich von mir entworfenen Artikel I eine Form gegeben, welche dem russischen Kabinett vorzugsweise angenehm sein muß, und welche den Baron Brunnow so angenehm überraschte, daß er mir seine Freude darüber nicht verhehlt und mich ganz verwundert gefragt hat, wie ich es angefangen hätte, um diesen Artikel, in so bestimmter Fassung und so in den Vordergrund gestellt, dem englischen Minister annehmbar zu machen.

Die mir von Eurer Exzellenz in der geehrten vertraulichen Depesche Nr. 79 vom 28. November v. Js.* erteilte allgemeine Instruktion lautete dahin, daß auf keinen Fall die Konferenz mit ihren Verhandlungen uns mit Rußland verstimmen oder gar entzweien dürfe. Dafür mache Seine Majestät der König mich unbedingt verantwortlich. Ich habe diese Verantwortlichkeit mit Freuden übernommen, und glaube, den Allerhöchsten Befehlen Seiner Kaiserlichen und Königlichen Majestät treulich und vollständig nachgekommen zu sein. Als Belege hierfür erlaube ich mir, hier noch drei Briefe meines russischen Kollegen aus der letzten Zeit gehorsamst beizufügen und zugleich anzuführen, daß er mir gestern, als ich ihm am Schlusse unserer Sitzung nach Unterzeichnung des Vertrages sagte: „Nun, wir können uns gratulieren!“ antwortete: „daß die Sache überhaupt zustande gekommen ist, ist Ihnen einzig und allein zu verdanken“.

Ich glaube, gleichzeitig konstatieren zu dürfen, daß schon am Montag nach der stürmischen Sitzung Graf Szecsen, welcher derselben auch beiwohnte, mir sagte, ohne mein energisches Eingreifen in die Diskussion würden wir niemals fertig geworden sein, und mir dafür und außerdem für die freundliche Berücksichtigung der österreichisch-ungarischen Wünsche in der Donaufrage ganz besonders dankte. Dasselbe tat Musurus Pascha, welcher einen ganz außerordentlichen Wert auf den Artikel VII legte, dessen Durchbringung er mir zu verdanken versicherte, gleichwie er gleich von vorne herein meine Erklärung in der ersten Sitzung mit Dank aufgenommen hatte, weil sie die vollständige Wiederherstellung der Souveränitätsrechte für beide Uferstaaten befürwortete und sich dadurch mit den jetzigen Artikeln II und VII im Einklang befindet. Ich habe übrigens den mit dem Grafen Apponyi und Szecsen und Lord Granville verabredeten Artikel VII erst definitiv angenommen, nachdem ich mich durch Instruktionseinholung des Baron Brunnow und Zustimmung seiner Regierung überzeugt hatte, daß er nichts Bedenkliches enthielt und Rußland damit einverstanden sei.

Es ist mir angenehm zu wissen, daß auf diese Weise mein Auftreten in der Konferenz und den darin verhandelten Fragen auch den

---

* Siehe Nr. 225.

gegnerischen Bevollmächtigten resp. Kabinetten nicht unfreundlich oder gar feindlich erschienen ist.

Am wenigsten befriedigt ist vielleicht Lord Granville, welcher zwar meine versöhnliche Wirksamkeit immer anerkannt hat, aber gern gesehen hätte, daß ich für Verlängerung der europäischen Kommission auf 26 Jahre und Ausdehnung ihrer Wirksamkeit bis Ibraila hätte stimmen können.

Bernstorff

Anlage

Der Londoner Pontusvertrag*

Article I.

Les Articles XI, XIII, et XIV du Traité de Paris du 30 Mars, 1856, ainsi que la Convention spéciale conclue entre la Sublime Porte et la Russie, et annexée au dit Article XIV, sont abrogés et remplacés par l'Article suivant.

Article II.

Le principe de la clôture des Détroits des Dardanelles et du Bosphore, tel qu'il a été établi par la Convention séparée du 30 Mars, 1856, est maintenu, avec la faculté pour Sa Majesté Impériale le Sultan d'ouvrir les dits Détroits en temps de paix aux bâtiments de guerre des Puissances amies et alliées, dans le cas où la Sublime Porte le jugerait nécessaire pour sauvegarder l'exécution des stipulations du Traité de Paris du 30 Mars, 1856.

Article III.

La Mer Noire reste ouverte, comme par le passé, à la marine marchande de toutes les nations.

Article IV.

La Commission établie par l'Article XVI du Traité de Paris, dans laquelle les Puissances co-signataires du Traité sont chacune représentées par un Délégué, et qui a été chargée de désigner et de faire exécuter les travaux nécessaires depuis Isaktcha, pour dégager les embouchures du Danube, ainsi que les parties de la Mer Noire y avoisinantes, des sables et autres obstacles qui les obstruent, afin de mettre cette partie du fleuve et les dites parties de la Mer dans les meilleures conditions de navigabilité, est maintenue dans sa composi-

* Veröffentlicht in de Martens, Nouveau Recueil général de Traités, T. XVIII (1873), Nr. LXVII.

tion actuelle. La durée de cette Commission est fixée pour une période ultérieure de douze ans, à compter du 24 Avril, 1871, c'est-à-dire jusqu'au 24 Avril, 1883, terme de l'amortissement de l'emprunt contracté par cette Commission sous la garantie de la Grande Bretagne, de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la France, de l'Italie, et de la Turquie.

Article V.

Les conditions de la réunion nouvelle de la Commission Riveraine, établie par l'Article XVII du Traité de Paris du 30 Mars, 1856, seront fixées par une entente préalable entre les Puissances Riveraines, sans préjudice de la clause relative aux trois Principautés Danubiennes; et en tant qu'il s'agirait d'une modification de l'Article XVII du dit Traité, cette dernière fera l'objet d'une Convention spéciale entre les Puissances co-signataires.

Article VI.

Les Puissances Riveraines de la partie du Danube où les Cataractes et les Portes de Fer mettent des obstacles à la navigation, se réservant de s'entendre entr'elles à l'effet de faire disparaître ces obstacles, les Hautes Parties Contractantes leur reconnaissent dès-à-présent le droit de percevoir une taxe provisoire sur les navires de commerce sous tout pavillon qui en profiteront désormais, jusqu'à l'extinction de la dette contractée pour l'exécution des travaux; et elles déclarent l'Article XV du Traité de Paris de 1856 inapplicable à cette partie du fleuve pour un laps de temps nécessaire au remboursement de la dette en question.

Article VII.

Tous les ouvrages et établissements de toute nature créés par la Commission Européenne en exécution du Traité de Paris de 1856, ou du présent Traité, continueront à jouir de la même neutralité qui les a protégés jusqu'ici, et qui sera également respectée à l'avenir dans toutes les circonstances par les Hautes Parties Contractantes. Le bénéfice des immunités qui en dérivent s'étendra à tout le personnel administratif et technique de la Commission. Il est, cependant, bien entendu que les dispositions de cet Article n'affecteront en rien le droit de la Sublime Porte de faire entrer, comme de tout temps, ses bâtiments de guerre dans le Danube en sa qualité de Puissance territoriale.

Article VIII.

Les Hautes Parties Contractantes renouvellent et confirment toutes les stipulations du Traité du 30 Mars, 1856, ainsi que de ses annexes, qui ne sont pas annulées ou modifiées par le présent Traité.

Article IX.

Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Londres dans l'espace de six semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Londres, le treizième jour du mois de Mars de l'an mil huit cent soixante-onze.

(signé) Granville
Bernstorff
Apponyi
Broglie
Cadorna
Brunnow
Musurus

Kapitel X

Orientalische Krise 1876

196702

Nr. 227

Der Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow an den Botschafter in London Grafen Münster*

Privatbrief. Abschrift

Vertraulich Berlin, den 4. Januar 1876

Ew. pp. erlaube ich mir auf diesem Wege mitzuteilen, daß der Herr Reichskanzler gestern mit Lord Odo Russell eine längere Unterredung über die Stellung der Mächte zu der türkischen Frage gehabt hat. Der Fürst hatte die Unterredung in der Absicht veranlaßt, wenn möglich einen Austausch der Gedanken zuwege zu bringen und dadurch Lord Derby näher zu treten. In diesem Sinne hat er Lord Odo zuvörderst gesagt: Wir seien in der orientalischen Frage nicht direkt beteiligt und ganz uneigennützig, begnügten uns bis jetzt damit, unseren Einfluß zur Verfügung unserer Freunde zu stellen. Er bedauere, daß England, dem unsere Stellung zur Sache bekannt sei, aus derselben

* Fürst von Bismarck hatte von den Anfängen der orientalischen Verwicklung im Sommer 1875 an sich auf das äußerste zurückgehalten. Sein Hauptstreben ging, wie Staatssekretär von Bülow in seinem Erlaß an den Geschäftsträger von Alvensleben in Petersburg vom 8. Dezember 1875 (siehe Nr. 130) zum Ausdruck brachte, auf die „Erhaltung des auf freier Entschließung beruhenden Drei-Kaiser-Bündnisses" und auf Anschluß an die zwischen Rußland und Österreich vereinbarten Entschließungen und Schritte; jede Neigung, „der Entwicklung der Dinge in der Türkei die eine oder andere Richtung zu geben", stellte Bismarck ausdrücklich in Abrede. Immerhin schien dem Reichskanzler doch die Beobachtung, daß „der Graf Andrássy und der Fürst Gortschakow sich näher zueinander zu stellen suchen als ein jeder von ihnen zu uns", mehr noch die Wahrnehmung, daß Rußland eine nähere Verständigung mit Frankreich über die Orientfrage anstrebte (Erlaß an Botschafter von Schweinitz in Wien vom 2. Januar 1876), eine Annäherung an England nahezulegen. In einer Unterredung mit dem englischen Botschafter Lord Odo Russell vom 3. Januar 1876, über die der obige Privatbrief des Staatssekretärs von Bülow mit gewollter Zurückhaltung berichtet, scheint Bismarck als ballon d'essai den Gedanken eines Anfalls Bosniens und der Herzegowina an Österreich ausgespielt zu haben, wogegen Rußland in Bessarabien und England durch Gewährenlassen in Ägypten schadlos gehalten werden sollten. Nach Goriainow, Le Bosphore et les Dardanelles (1910), p. 314 wäre Bismarck laut eines Berichts des russischen Botschafters Oubril vom 5. Januar 1876 gegen diesen noch etwas weiter aus sich herausgegangen; doch übertreibt Hans Plehn, Bismarcks auswärtige Politik nach der Reichsgründung (München und Berlin 1920) S. 66 f., wenn er von einem eigenen Plane Bismarcks spricht.

keinen Nutzen ziehen zu wollen scheine: es sei etwas unheimlich, wenn man von einem solchen Lande, unerachtet des großen Interesses, welches diese Angelegenheit für dasselbe habe, keinerlei Meinungsäußerung höre und erfahre. Wir hätten auch an den jetzigen Reformvorschlägen Interesse nur in zweiter Linie, und akzeptiert, worüber unsere Freunde sich geeinigt: ob die Bosniaken, nachdem sie sich so lange von den Türken hätten mißhandeln lassen, dies noch länger würden, könne Deutschland gleichgültig sein: die jetzigen Vorschläge würden die Sache schwerlich zur praktischen Ordnung führen, beantworteten keinenfalls alle Fragen, welche vorlägen oder durch sie herbeigeführt werden würden.

In der sich an diese Äußerungen knüpfenden vertraulichen Besprechung hat der englische Botschafter sich zumeist auf seine Privatansicht und die englische Presse bezogen, erstere aber ziemlich rückhaltlos ausgesprochen. Indem er leise andeutete, daß die englische Zurückhaltung uns gegenüber vielleicht mit der von der Wirkung des im Mai gemachten faux-pas zurückgebliebenen Verlegenheit zusammenhänge, machte er kein Hehl daraus, daß England seine traditionelle Politik in diesen Fragen im Grunde aufgegeben habe. Es werde nur sehr wenige Parlamentsmitglieder geben, welche jetzt noch ein Abenteuer gleich dem Krimkriege gut heißen möchten. Ein Lebensinteresse habe England nur noch an der Sicherstellung seiner Verbindung mit Indien. Die Illusion, als hätten die Türken Mittel und Männer, um sich selbst zu helfen und zu halten, sei aufgegeben.

Als die Unterredung sich dann auf die möglichen Folgen der Sachlage und die Lösung der Komplikation lenkte, hat Lord Odo von den möglichen Lösungen eine österreichische Okkupation, beziehungsweise Annexion der insurgierten Provinzen als die England vielleicht am wenigsten unerwünschte bezeichnet. England habe an den slawisch-türkischen Provinzen weder kommerziell noch politisch großes Interesse: diese Interessen begönnen erst jenseits des Balkan. Es wurde dabei beiläufig erwähnt, daß, wenn Österreich, trotz des bisherigen Widerstrebens der Ungarn, auf den Weg einer solchen Annexion getrieben würde, die russische Regierung sich nach Kompensationen umsehen, und Fürst Gortschakow, um seinen Ruhm als Wiederhersteller des im Pariser Frieden Eingebüßten vollständig zu machen, vielleicht daran denken könnte, das damals abgetretene Stück von Bessarabien zurückzugewinnen, und daß dadurch Rumänien die Donaumündungen verlieren würde: ein Verlust, der für Deutschland fast bedenklicher sei als für England, da unser Handel dort bedeutender ist.

Soweit der Ideenaustausch oder die Fühlung zwischen dem Fürsten und Lord Odo. Indem letzterer mit lebhaftem Dank — wie derselbe seiner uns bekannten politischen Gesinnung entsprach — der darin enthaltenen Annäherung entgegenkam, brauche ich kaum hinzuzufügen, daß der Herr Reichskanzler dabei von der stets festgehaltenen Über-

zeugung ausging, daß die Engländer, sua bona si norint, kein größeres politisches Interesse auf dem Kontinent haben, als die Existenz eines mächtigen und friedlichen Deutschland und ihre guten Beziehungen zu demselben. Dies Interesse hat sie früher zu Österreich geführt und mißtrauisch gegen Preußen gemacht: jetzt ist Deutschland mehr als der Erbe jener alten Zentralmacht. Mit Rücksicht auf dies Axiom und den eminent friedlichen Charakter der englischen Politik in Europa würde in der orientalischen Frage eine gewisse Annäherung Englands an Frankreich, indem sie letzteres durch das Schwergewicht der englischen Friedensliebe bände, jetzt eine Bürgschaft für Erhaltung des Friedens werden können.

Indem ich Ew. pp. im Auftrage Seiner Durchlaucht diese ganz vertraulichen Mitteilungen und Andeutungen zugehen lasse, habe ich Sie ergebenst zu ersuchen, nicht davon zu sprechen, sondern dieselben nur zu Ihrer Information und zur Kontrolle Derbys und Disraelis verwenden zu wollen.

Ich füge noch ergebenst hinzu, daß das Gespräch sich auch auf Englands Stellung zu Ägypten gelenkt hatte. Der Reichskanzler teilt über Lord Derbys jetzige eigentümliche Haltung Ew. pp. Ansichten. Lord Odo, dies Urteil billigend, hatte geäußert, Disraeli werde im Parlament wohl wieder mehr Entschiedenheit hineinbringen und die eigene Leistung mutiger beurteilen und vertreten.

(gez.) B. Bülow

Nr. 228

Der Reichskanzler Fürst von Bismarck, z. Z. in Varzin, an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung von der Hand des Vortragenden Rats im Auswärtigen Amt Bucher

Varzin, den 14. August 1876

Euere Exzellenz bitte ich, die Berichte des Herrn von Schweinitz Nr. 181 und 182* nicht bis zum mündlichen Vortrage zurückzuhalten,

* In dem „Berliner Memorandum" vom 13. Mai 1876 war, gelegentlich der Konferenz des Fürsten von Gortschakow und des Grafen Andrássy mit dem Fürsten von Bismarck in Berlin (11.—14. Mai), die völlige Einigkeit der drei Kaisermächte in der orientalischen Frage proklamiert worden. Aber diese Einigkeit war und blieb doch nur eine scheinbare, auch nachdem sich Rußland und Österreich nach dem Ausbruch des serbisch-montenegrisch-türkischen Krieges in der Entrevue von Reichstadt für den Fall des Zusammenbruchs der türkischen Herrschaft verständigt hatten. Die Gefahr schien nahe, daß Österreich in die sich immer mehr zuspitzenden Gegensätze zwischen England und Rußland hineingezogen werde. In

sondern Seiner Majestät schleunig zugehen zu lassen und in einem begleitenden Berichte mein nachstehendes Votum wiederzugeben.

Ich betrachte es als gefährlich für das Kaiserbündnis, für den Frieden und für die Stellung Deutschlands zu seinen Freunden, wenn jetzt ein Kongreß stattfindet oder eine Konferenz (ich lege auf die Unterscheidung dieser beiden flüssigen Begriffe keinen Wert). Die Gefahr für das Kaiserbündnis liegt darin, daß Österreichs Interessen den englischen viel verwandter sind, als den russischen, und daß in einem Kongreß diese Differenz sich sehr scharf akzentuieren wird, weil Österreich genötigt wäre, zwischen den beiden polar entgegengesetzten Interessen, dem russischen und dem englischen, zu optieren, sein Votum für eines augenblicklich abzugeben. Jedes Kabinett hat dann zu verhandeln, nicht unter der Vermittlung eines beiden gleich befreundeten, bei der Erhaltung ihrer Einigkeit gleich interessierten wie des deutschen, sondern unter der Einwirkung von Teilnehmern an der Unterhandlung, welche direkt auf Störung des Einvernehmens zwischen Österreich und Rußland hinarbeiten werden. Frankreich, als Werber um die Intimität Rußlands, wird Rußlands Ansprüche und Gortschakows persönliches Auftreten steigern; England, unter der Wirkung seiner von den russischen abweichenden Interessen, wird Österreich in das englische Fahrwasser zu ziehen suchen; und es wird dem Grafen Andrássy außerordentlich schwer werden, der Macht der Verhältnisse zu widerstehen. Das Drei-Kaiser-Bündnis ist bisher die Bürgschaft des Friedens; wird es gelockert und durch die Wahlverwandtschaft Österreich-England resp. Rußland-Frankreich gelöst, so drängt die Unverträglichkeit der österreichisch-englisch-russischen Interessen im Orient auf den Krieg hin. Von Italien sehe ich ab aus Gründen, die hier zu weit führen. An Deutschland würde Tag für Tag der Anspruch herantreten, zwischen den beiden feindlichen Gruppen des Kongresses das Schiedsrichteramt zu übernehmen, das Undankbarste, was uns zufallen

---

dieser Situation faßte der Leiter der russischen Außenpolitik den Plan eines großen europäischen Kongresses (der sich erst in zwei Jahren verwirklichte). Wie der Botschafter von Schweinitz in Petersburg in zwei Berichten vom 6. und 7. August 1876 (Nr. 181 und 182) meldete, wünschten Kaiser Alexander und Fürst von Gortschakow, daß Deutschland als uninteressierte Macht die Initiative zu der Einberufung einer Konferenz aus den Kabinettchefs der sechs europäischen Mächte oder lieber gleich eines Kongresses nehmen möge.

Bismarck selbst ist, wie die Akten ergeben, nach der beiläufigen Sondierung bei Lord Odo Russell und Oubril im Anfang Januar 1876 (siehe Nr. 227) wieder ganz auf den Standpunkt „Deutschlands als uninteressierter Macht" zurückgetreten und hat an diesem Standpunkt auch vor und nach der Drei-Kanzler-Konferenz in Berlin (11.—14. Mai) und ebenso vor und nach Reichstadt festgehalten. Aus dieser Periode erübrigen sich daher dokumentarische Mitteilungen. Das „Berliner Memorandum" ist gedruckt in de Martens, Nouveau Recueil général de Traités. II. Série, T. III, p. 12ff; „Das Staatsarchiv" Bd. XXX (1877) S. 270ff. und a. a. O. Über Reichstadt vgl. E. von Wertheimer, Graf Julius Andrássy Bd. II (1913), S. 296ff.

kann; und da wir nicht geneigt sein können, von Hause aus und fest und rücksichtslos eine der beiden Partien zu ergreifen und festzuhalten, so hätten wir die beste Aussicht, daß unsere drei Freunde, Rußland, Österreich, England, den Kongreß in übler Stimmung für uns verließen, weil keiner so von uns unterstützt worden, wie er es erwartete. Eine weitere Gefahr für den Frieden liegt in dem unmittelbaren Kontakt, in welchen Fürst Gortschakow und Lord Beaconsfield gesetzt werden würden, zwei Minister von gleich gefährlicher Eitelkeit, die des englischen vielleicht noch gefährlicher, weil sie von einem geringeren Maße politischer Erfahrung und Urteilsfähigkeit kontrolliert wird. Die Spannung würde geschärft werden durch den Gebrauch der französischen Sprache, in welcher Gortschakow und Decazes dem englischen und den andern Ministern gegenüber eine unbedingte Überlegenheit haben. Fürst Gortschakow drängt auf den Kongreß doch wohl nicht in der Aussicht, daß die Einigung aller Mächte über gemeinsames Einschreiten im Orient dort erreichbar sein könnte, sondern lediglich, um der Geschichte ein lebendes Bild einzuverleiben, in welchem er die hervorragende Pose hat. Durch welche andere scheinbare Motive er die Einwilligung des Kaisers Alexander gewonnen hat, kann dahingestellt bleiben. Ich sehe in der ganzen Anregung nur einen neuen Beweis, wie sehr die Gewissenhaftigkeit eines Staatsmannes leiden kann unter dem Bedürfnis, vor Europa zu posieren, und ich kann nur auf das dringendste davon abraten, daß wir zur Verwirklichung dieser Pläne die Hand bieten. Schon die Notwendigkeit, einer so undankbaren und für alle unsere auswärtigen Beziehungen gefährlichen Stellung zu entgehen, ist genügend, um uns unsere Bahn vorzuzeichnen. Gerade weil wir die einzige wirklich uninteressierte Macht sind, die durch kein eigenes Interesse genötigt ist, sich zu einer der beiden Gruppierungen zu halten, würden wir allein die Verantwortlichkeit für den voraussichtlich üblen Erfolg des Kongresses zu tragen haben, und da wir für die Entscheidung, welche bei jeder Divergenz von uns gefordert werden wird, kein eigenes Interesse als Motiv anführen können, so wird jede unserer Entschließungen den Charakter einer willkürlichen Wahl zwischen intimeren und weniger intimen Freunden tragen. Dieselben Motive, welche es für uns untunlich machen, innerhalb des Drei-Kaiser-Bündnisses die Entscheidung österreichisch-russischer Divergenzen zu übernehmen, dieselben Gründe, die uns nötigten, stets die Verständigung Österreichs und Rußlands ohne diesseitige Einwirkung abzuwarten, widerraten uns auch die Beteiligung an einem Kongresse.

Es wird zu vermeiden sein, daß wir der vorliegenden russischen Anregung gegenüber alle diese Bedenken geltend machen und sofort eine definitive Ablehnung aussprechen. Es empfiehlt sich vielleicht mehr zu sagen, daß wir bei aller Teilnahme für das Geschick der Christen doch unsererseits nicht berufen sein könnten, nun plötzlich

aus unserer bisherigen Zurückhaltung zur Rolle der Führung Europas überzugehen. Mit der Initiative unsererseits würde zugleich die Übernahme einer gewissen Verantwortlichkeit für den Erfolg verbunden sein, und der befriedigende Ausgang eines Kongresses sei uns nicht wahrscheinlich; wir fürchteten im Gegenteil, daß nicht nur der Gegensatz zwischen Rußland und England sich schärfen würde auf dem Kongreß, sondern auch die bisherigen guten Beziehungen unserer beiden Bundesgenossen Österreich und Rußland bedroht und gelockert werden. Wenn die Initiative von anderer Seite käme, so würden wir gern und vorzugsweise den Wünschen Rußlands Rechnung tragen bei unserer Entschließung, den Kongreß aber doch immer nur dann für ratsam halten, wenn die Aussicht auf einen friedlichen Abschluß eines solchen mehr als bisher gesichert sei.

v. Bismarck

Nr. 229

Diktat des Reichskanzlers Fürsten von Bismarck, z. Z. in Varzin*

Niederschrift nach einem Stenogramm des Vortragenden Rats Bucher

Varzin, den 30. August 1876

Unter gewöhnlichen Umständen würde ich nicht auf den Gedanken gekommen sein, daß es sich empfehlen könnte, nachdem die Herrschaften sich vor zwei Monaten gesehen**, wieder eine Beziehung anzuknüpfen. Die Umstände aber sind exzeptionell und der Kaiser Alexander in einer ungewöhnlich schwierigen Lage bei dem Andrange der öffentlichen Meinung Rußlands und seinen eigenen friedlichen

---

* Nachdem in Gemäßheit des Bismarckschen Votums vom 14. August (s. Nr. 228), das am 17. Kaiser Wilhelms I. volle Zustimmung gefunden hatte, die Gortschakowsche Konferenzidee in einem Erlaß an den Botschafter von Schweinitz vom 18. August abgelehnt war, war mit einer Verstimmung des Kaisers Alexander II. zu rechnen. Um diese Verstimmung auszugleichen und um überhaupt über die Absichten des russischen Kaisers ins klare zu kommen — über die geheimen Abmachungen von Reichstadt ist Fürst von Bismarck erst am 13. September durch Graf Andrássy in Kenntnis gesetzt worden —, regte der Reichskanzler in einem Telegramm an den Staatssekretär von Bülow vom 30. August die Entsendung des Generalfeldmarschalls Freiherrn von Manteuffel zu dem gerade in Warschau wegen der Manöver befindlichen Kaiser Alexander II. an.

** Vom 14.—18. Juni 1876 hatten Kaiser Wilhelm I. und Kaiser Alexander II. von Rußland gemeinsam in Bad Ems geweilt.

Dispositionen. Die Stimmung in Rußland bringt vielfach den Gedanken zum Ausdruck, daß Rußland von uns kühl behandelt würde. Der Gedanke ist gewiß unberechtigt; wenn sich aber die Empfindung, daß er richtig, dem Kaiser persönlich mitteilte, so würde das peinlich sein bei den intimen Beziehungen beider Monarchen und bei der freundlichen Haltung, für die wir in der Tat dem Kaiser in den letzten 10 Jahren zu danken gehabt in schwierigen Lagen. Das Gefühl einer Isolierung und Verstimmung kann sich bei dem ohnehin angegriffenen Gemütszustande des Kaisers seiner sehr leicht bemächtigen. Die Elemente, welche ihm unsere Gesinnung als unfreundlich schildern, sind gewiß sehr tätig, auch Fürst Gortschakow ihnen nicht fremd und wohl versuchend, auf die Entschlüsse des Kaisers auch mit solchen Mitteln zu wirken. Unsere Kommunikationen mit dem Kaiser, bei der Abwesenheit von Schweinitz, die ich im jetzigen Augenblick beklage, und bei der Unzuverlässigkeit Oubrils, sind nicht von der regelmäßigen Wirksamkeit. Die Tatsache, daß Gortschakow gegen sonstige Gewohnheit den Kaiser begleitet, läßt darauf schließen, daß politische Tätigkeit in Warschau bevorsteht, vielleicht Verhandlungen mit Österreich. Überraschen würde es mich grade nicht, wenn plötzlich etwa der Erzherzog Albrecht daselbst erschiene. Andrássys Erscheinen ist weniger wahrscheinlich, da nach meinen hiesigen, freilich unvollständigen Eindrücken in letzter Zeit Gortschakow eher geneigt schien, mit England gegen Andrássy Front zu machen, als sich mit letzterem zu verständigen. Das Erscheinen eines hochstehenden Österreichers aus dem anti-Andrássyschen Lager in Warschau würde ein beachtenswertes, für uns unerwünschtes Symptom sein. Ein äußerlicher Achtungsbeweis von europäischer Bedeutung kann dem Kaiser Alexander, wenn er sich isoliert fühlt, augenblicklich sehr wertvoll sein. Ein Nachteil kann für uns aus einer Sendung der Art in keiner Weise erwachsen, da dieselbe nicht den Zweck haben kann, Rußland bestimmte Vorschläge oder Anerbietungen zu machen. Sie würde äußerlich nur dadurch zu motivieren sein, daß wir bei der Abwesenheit unseres Botschafters das Bedürfnis haben, intimere Fühlung zu nehmen, dem Kaiser einen Kanal zu bieten, durch den er intimere mündliche Eröffnungen an unsern Herrn gelangen lassen kann, die schriftlich zu formulieren ihm vielleicht widerstrebt. Die Sendung würde für uns den Nutzen einer diskreten Rekognoszierung der Absichten und der Stimmung des Kaisers haben, und auf letzteren an sich nützlich wirken. Daß Rußland mit England über irgend etwas Weitergehendes als Einstellung der Feindseligkeiten sich zu einigen Aussicht habe, wie Gortschakow gelegentlich andeutet, ist nicht wahrscheinlich. Wenn es doch der Fall wäre, wenn Verständigungen, welche das für uns weniger wichtige Gebiet der Verhältnisse der einzelnen Mächte zur Türkei überschreiten, und das für uns wichtigere der künftigen Beziehungen der uns befreundeten Großmächte untereinander betreffen, wenn solche Verständigungen zwischen England

und Rußland in Aussicht ständen, so müßten wir sie meines Erachtens nicht stören, sondern fördern, aber gleichzeitig unsere guten Dienste anwenden, um denselben eine für Österreich möglichst annehmbare Form zu gewähren. Über das für uns so interessante Gebiet der Gestaltung der russischen Beziehungen zu England einerseits, zu Österreich andrerseits, und die Rückwirkung derselben auf die Lage Frankreichs können wir nicht sorgfältig genug in Einziehung richtiger Informationen sein. In Abwesenheit von Schweinitz sind wir auf das angewiesen, was Gortschakow etwa durch Oubril oder durch Graf Berchem* mitzuteilen für gut findet, und was nicht immer glaubwürdig ist. Ebensowenig ist der Kanal Oubril-Gortschakow zuverlässig für unsere Rückäußerung. Mir würde es daher nützlich scheinen, an den Kaiser persönlich jede politische Sonde zu legen, zu der sich uns eine schickliche Gelegenheit bietet, wie es diese Warschauer meines Erachtens ist, und dabei gleichzeitig dem Kaiser persönlich, nicht durch Oubril-Gortschakow, erneuerte Zusicherungen darüber zu geben, daß wir uns unter keinen Umständen zu feindlichen, auch nur diplomatischen Manövers gegen Rußland hergeben werden. Ich habe den Eindruck, daß eine Beruhigung des Kaisers in dieser Beziehung nicht überflüssig sein wird. Wir können ohne Schaden für uns alles geschehen lassen respektive fördern, worüber Rußland sich mit Österreich einigt; danach haben wir bisher gehandelt. Aber ich halte es auch für tunlich, daß wir ohne Schaden für uns denselben Satz auf etwanige Verständigungen zwischen Rußland und England anwenden, immer unter obiger Voraussetzung, daß wir in solchem Falle eine freundliche, vermittelnde Zwischenstellung zu Österreich annehmen. Wenn ein dauerndes Bündnis zwischen England und Rußland denkbar wäre, so wäre unsere Beteiligung als dritter an demselben, wenn man die Verhältnisse im großen und für lange Zeit auffaßt, vielleicht noch natürlicher, als unsere bisherige Beziehung zu Rußland-Österreich. Aber die Verwirklichung und eventuell die Dauer einer russisch-englischen Freundschaft bleibt sehr unwahrscheinlich. Das hindert jedoch nicht, daß wir den Russen wohlwollende Versicherungen auch für diese Eventualität ohne Schaden für uns machen können. Bisher ist das nicht geschehen, und fehlt es an einem Kanal dazu. Gortschakow gegenüber würde ich es schriftlich ganz untunlich und mündlich doch nur in Formen tunlich halten, die demnächst jede Deutung und Abschwächung zuließen, sobald er Mißbrauch damit triebe. Kurz, die Empfindung, die mich zu der vorliegenden Anregung veranlaßt, beruht hauptsächlich auf der Abwesenheit jeder zuverlässigen und intimen Verbindung zwischen beiden Monarchen, da Berchem zu neu und Gortschakow kein ganz sicherer, Oubril ein sehr unsicherer Interpret für uns sind. Ich kann

* Der deutsche Geschäftsträger in Petersburg.

mich nur darauf beschränken, die Eindrücke, die ich mehr instinktmäßig als aktenmäßig von der Situation habe, zur allerhöchsten Kenntnis zu bringen. Wenn Seine Majestät Gründe hat zu anderweitiger Auffassung, so vermag ich meine ratgebende Tätigkeit, solange ich nicht imstande bin, sie aus dem Mittelpunkt der Geschäfte zu üben, nicht schärfer zu akzentuieren, als durch diese Kundgebung meiner Ansicht geschieht.

Sollte Seine Majestät meine Ansicht für annehmbar halten und demgemäß jemanden schicken, so würde es immerhin notwendig sein, sich vorher zu versichern, und das kann, wie ich glaube, durch General Werder* mit Erfolg geschehen, ob meine Vermutung, daß eine solche Sendung dem Kaiser angenehm sein würde, auch richtig ist. Man muß die Möglichkeit in Erwägung ziehen, daß der Kaiser, wenn er im Widerspruch mit den Stimmungen eines Teils der Russen auf friedlichem Wege fortfahren will, vielleicht den Eindruck zu vermeiden hat, daß er dies auf Grund deutscher Einflüsse tue und sich auf unsere Instigation in Widerspruch mit nationalen russischen Stimmungen setze. Ich kann nicht beurteilen, ob nach Lage der Dinge am Hofe und im Innern Rußlands eine solche Befürchtung irgendwelche Berechtigung hat, würde aber immer empfehlen, eventuell Werder darüber zu fragen. Ich habe bei meiner Anregung viel weniger den Gedanken im Auge, daß wir eine Anstrengung machen sollten, den Kaiser Alexander auch wider seine eigne Überzeugung und auch dann, wenn er glaubt, daß seine Stellung zu seinen Untertanen energische Entschlüsse notwendig macht, zu einer friedlichen Politik zu überreden oder gar zu nötigen; vielmehr ist meine Ansicht, daß wir ihn überzeugen müssen, daß wir, wie auch seine Entschließung ausfallen möge, ihm die freundschaftliche Gesinnung bewähren, die er uns 1864, 66 und 70 tatsächlich bewährt hat. Daß wir aus Gefälligkeit für Rußland einen Krieg führen, den unser eignes Interesse nicht gebietet, wird er nicht verlangen, und hat er auch uns nicht geleistet. Darauf aber, daß wir ihm jedenfalls wohlwollende und neutrale Nachbarn bleiben, wie er es uns gewesen, sollte er meines Erachtens rechnen können; und ich fürchte, er rechnet bisher nicht mit voller Sicherheit darauf. Ein Irrtum in dieser Beziehung aber kann ihn zu fehlerhaften und für beide Reiche sehr nachteiligen Entschließungen und Verbindungen veranlassen.

---

* Auf eine Sondierung des Kaisers Alexander durch den deutschen Militärbevollmächtigten in Petersburg Generalleutant von Werder erfolgte dessen freudige Zustimmung, laut Telegramm Werders vom 1. September.

Nr. 230

Kaiser Wilhelm I. an Kaiser Alexander II. von Rußland

Handschreiben. Entwurf von der Hand des Gesandten im Auswärtigen Amt von Radowitz. Am Rande des Schriftstücks die Bemerkung von der Hand des Staatssekretärs von Bülow: „Nach Mitteilung Seiner Majestät an den Generalfeldmarschall von Manteuffel hat Seine Majestät dies Konzept wörtlich benutzt und danach ein eigenhändiges Schreiben an Seine Majestät den Kaiser von Rußland gerichtet, nur mit Hinzufügung einiger Notizen am Schluß betreffs Gesundheit und gestrige Parade."

Berlin, le 2 Septembre 1876

Mon cher neveu,

Le général Comte Wartensleben Vous aura transmis l'expression de mes sentiments d'amitié et de mes vifs remerciements d'avoir gracieusement invité mes officiers aux manœuvres de Varsovie. C'est, cependant, au vrai besoin de mon cœur que je réponds, Vous sachant si près de nos frontières, en Vous envoyant avec ces lignes le feldmaréchal Baron Manteuffel comme interprète plus direct de mes pensées qui, plus que jamais, en vue des graves circonstances actuelles se dirigent vers Vous.

Le souvenir de Votre attitude pour moi et pour mon pays depuis 1864 jusqu'en 1870/71 guidera ma politique vis-à-vis de la Russie, quoi qu'il arrive. Voilà le résumé de ce que Manteuffel Vous dira en mon nom. J'aime à espérer que Vous l'accueillerez avec Votre bienveillance habituelle et que Vous lui témoignerez la même confiance dont il jouit de mon côté.

Croyez, mon cher neveu, à l'amitié sincère et inaltérable de Votre dévoué

oncle et ami

Nr. 231

Generalfeldmarschall Freiherr von Manteuffel, z. Z. in Warschau, an Kaiser Wilhelm I., z. Z. in Merseburg

Eigenhändige Ausfertigung

Warschau, den 6. September 1876

Euer Kaiserlichen Majestät trage ich die Relation über meine Sendung nach Warschau in Nachstehendem alleruntertänigst vor. Ich fand Seine Majestät den Kaiser unstreitig affiziert durch die ablehnende Antwort, die ihm geworden, als der Antrag an Euer Majestät Gouvernement gestellt worden war, eine Konferenz vorzuschlagen, in der die Kabinettchefs der Mächte über die orientalische Frage berieten. Die Auffassung war hier gewesen, daß Deutschland am interesselosesten in dieser orientalischen Frage sei und bei seiner Machtstellung in Zentraleuropa wieder das bereitwilligste Gehör finden werde, wenn es einen

Vorschlag mache, der zur friedlichen Lösung der Frage führen könne. Der Kaiser hatte den Eindruck, daß ihm 2 Wünsche — der, daß Deutschland in betreff der Konferenzen die Initiative ergreife, und der, daß nur Kabinettschefs der Konferenz beiwohnten — abgelehnt worden sei[e]n. Fürst Bismarck hatte daher in seiner instinktartigen Auffassung, wie er seinen Vorschlag in seinem Diktate* bezeichnet, recht, daß eine Spezialsendung an den Kaiser wünschenswert sei, um die Ansicht nicht um sich greifen zu lassen, daß Rußland von uns kühl behandelt werde. Der Brief Euer Kaiserlichen Majestät und die Erläuterungen, die ich dahin geben konnte

1. daß meine Sendung eben aus dem Gedanken hervorginge, jeder möglichen Nüance einer Entfremdung vorzubeugen und Seiner Majestät dem Kaiser Alexander bei der ernsten Lage, in welcher Allerhöchstderselbe sich befinde, die Möglichkeit zu gewähren, an Euer Kaiserliche Majestät intimere mündliche Eröffnungen gelangen zu lassen, die schriftlich zu formulieren, Seiner Majestät vielleicht nicht genehm sein würde,

2. daß Euer Kaiserliche Majestät, wie die Entschließung Seiner Majestät des Kaisers Alexander auch ausfallen möge, ihm die freundschaftliche Gesinnung bewähren würden, die Allerhöchstderselbe uns 1864, 66 und 1870 tatsächlich bewährt hat, und daß Seine Majestät immer darauf rechnen könne, daß Euer Kaiserliche Majestät ihm jedenfalls ein wohlwollender und neutraler Nachbar bleiben würde, wie Seine Majestät es Preußen gewesen sei,

haben, wie ich aus den Äußerungen Seiner Majestät des Kaisers und des Fürsten Gortschakow entnehmen konnte, Seiner Majestät wohlgetan. Der Kaiser hat mit großer Offenheit mit mir gesprochen, und ebenso der Fürst Gortschakow, der mir seine alte Güte und sein Vertrauen erneut bewiesen hat. Der Fürst hat mir besonders auch offen über Rußlands Beziehungen zu Östreich und zu England gesprochen. In Reichstadt ist nichts verhandelt worden, als was Euer Kaiserlichen Majestät bekannt ist; der Kaiser Alexander hat dem Kaiser Franz Joseph und Fürst Gortschakow dem Grafen Andrássy die beiden Memoirs gezeigt, die Fürst Gortschakow in Jugenheim über die Verhältnisse im Orient geschrieben, und die der Kaiser Alexander Euer Kaiserlichen Majestät selbst vorgelesen gehabt hat**. Fürst Gortschakow hat sie mir jetzt auch vorgelesen; sie sind mit der ihm eignen Virtuosität geschrieben, enthalten aber nichts, was nicht bekannt, und eben nur Gedanken zum Schutz der Christenheit ohne jede Andeutung spezifisch russischer Zwecke dabei, oder gar die Absicht, die Türkei selbst zu vernichten. Kaiser Franz Joseph und Graf Andrássy haben sich mit diesen Memoires im Prinzip einverstanden erklärt, und im Anschluß hieran haben sich dann Besprechungen darüber geknüpft,

* Siehe Nr. 229.

** Vgl. dazu E. von Wertheimer, Graf Julius Andrássy, Bd. II (1913), S. 321 ff.

was geschehen könne, wenn der Kampf zwischen Türkei und Serbien unentschieden bliebe, was geschehen könne, wenn die Christen siegten und die Türkei zugrunde ginge. Details über letzteres gab der Fürst auch noch, doch ist hier nur hervorzuheben, daß nichts Schriftliches darüber aufgesetzt oder irgendein vertragsartiges Abkommen darüber geschlossen worden sei — es seien eben nur Causerien gewesen*. Ebenso haben von russischer Seite mit England bisher keine anderen Besprechungen stattgefunden als über den Waffenstillstand, die Dauer desselben, die russische Auffassung, daß er isoliert zu behandeln und nicht mit den Friedensverhandlungen vermengt werden dürfe, daß überhaupt keine Verhandlung über den Frieden in Konstantinopel selbst stattfinden dürfte. Der Fürst sprach dabei aus, daß England es allerdings versucht habe, in weitergehende Verhandlungen mit Rußland, und zwar mit Ausschluß der anderen Mächte, zu entrieren, worauf Rußland aber bisher nicht eingegangen sei und seinerzeit die andern Höfe hiervon unterrichtet habe. Der Fürst fügte hinzu, daß auch gegenwärtig wieder von England sogenannte Causerien über die Frage angeknüpft sei[e]n. Fürst Gortschakow hat mir dann mit derselben Offenheit über die öffentliche Meinung in Rußland und den Einfluß gesprochen, welchen das Gouvernement ihr einräume. Die Sympathien für die Serben und für die notleidende Christenheit im Orient, besonders in Bulgarien, sind groß in Rußland und sind im Steigen, so daß ein Krieg gegen die Türkei jetzt ein religiös-nationaler Volkskrieg sein und die ganze Nation für sich haben würde. Aber das Gouvernement sei stark genug, sich nicht von dieser Volksstimmung hinreißen zu lassen, sondern die Dinge so zu behandeln, wie die Interessen Rußlands es erforderten; diese erforderten aber Friede, weil ein Krieg die innere Entwicklung Rußlands auf Jahre zurückbringen und seine Finanzordnung stören müßte, der Krieg möchte noch so siegreich ausfallen. Kaiser Alexander würde daher alles aufbieten, um die orientalische Frage auf friedlichem Wege zu lösen. Nur wenn die Ehre Rußlands es erfordere, höre jedes Raisonnement auf, und dann sei der Krieg unvermeidlich. Die Ehre einer Nation ist ein weitgehender Begriff, und ich suchte mir genaueres Verständnis davon zu verschaffen, was der Fürst darunter verstehe. Ich glaube, daß der Fürst die Erlangung einer wirklichen Garantie, daß die Christen in der Türkei gute Behandlung, Schutz und Sicherheit erhielten, mit der Ehre Rußlands identifiziert. Nach meinen Eindrücken würde, wenn diese Garantie nicht auf friedlichem Wege zu erlangen wäre, ein bewaffnetes Einschreiten Rußlands nicht mehr zu vermeiden sein. Bei dieser Gelegenheit sprach Fürst Gortschakow auch über die Kriegführung selbst

* Manteuffel war hierin falsch unterrichtet; bekanntlich wurde in Reichstadt ein „Résumé des pourparlers secrets de Reichstadt du 8 juillet 1876" aufgesetzt, das Punkt für Punkt die vereinbarten Gegenstände aufzählt. Vgl. E. von Wertheimer, Graf Julius Andrássy a. a. O., II, S. 322ff.

und hob dann auch hervor, wovon er nie gesprochen haben würde, wenn Euer Majestät nicht Allerhöchstselbst in dem Briefe an den Kaiser Alexander der Vergangenheit Erwähnung getan hätten, daß Kaiser Alexander 1870 Euer Kaiserlichen Majestät geschrieben, er habe an Östreich erklärt, daß, wenn es sich feindselig gegen Euer Majestät aufstelle, 300 000 Russen an der Grenze Galiziens stehen würden. Ich sagte dem Fürsten, daß Euer Kaiserliche Majestät diese Handlung des Kaiser Alexander in treuer und dankbarer Erinnerung behalten hätten, daß aber Kaiser Alexander eine solche Erklärung nicht abgegeben habe, als die Verhandlungen über die Wahl für den spanischen Thron geschwebt, sondern erst, als Frankreich Euer Kaiserlichen Majestät sans rime et sans raison den Krieg erklärt gehabt habe und Österreich Miene gemacht, hiervon profitieren zu wollen. Krieg gegen die Türkei sei mein persönlicher Wunsch, aber daß Deutschland ihn führe, ohne daß seine eignen Interessen es geböten, könne nicht verlangt werden, und Krieg habe ja auch Rußland 64, 66 und 70 nicht für uns geführt. Der Fürst erwiderte, Krieg verlange er ja nicht von uns, aber wesentlich zur Erhaltung des Friedens werde es dienen, wenn das mächtige Deutschland prononzierter hervorträte, und die Welt sähe, daß es Rußlands gerechten und interesselosen An- und Absichten in Erledigung der orientalischen Frage beiträte. Rußland habe den festen Vorsatz, das Drei-Kaiser-Bündnis aufrecht zu erhalten, habe aber bei allen bisherigen Verhandlungen Österreich Konzessionen gemacht, wodurch die Sache nicht gefördert worden sei, und er, der Fürst, habe die Überzeugung, daß, wenn Deutschland die Ansichten Rußlands in irgend bestimmter Form unterstütze, Österreich sich ihm vollständig anschließen würde. Fürst Gortschakow kam hier darauf zurück, daß vor allem dem Blutvergießen ein Ende gemacht werden müsse, und daß es daher notwendig sei, daß der Waffenstillstand getrennt von allen Friedensverhandlungen geschlossen werde. Ebenso sei es ganz unmöglich, daß in Konstantinopel selbst Verhandlungen über den Frieden geführt würden.

Im großen ganzen scheint mir die russische Auffassung die zu sein, daß die Türkei wieder in die Stellung zurückgefallen sei, welche sie vor 1830 eingenommen habe. Bis dahin sei sie als rein faktische Macht behandelt worden, der je nach den Erfolgen der Kriege das oder das gewissermaßen dekretiert worden sei, und die die europäischen Mächte je nach ihrer Politik benutzt, nie aber als gleichberechtigt mit sich selbst behandelt hätten; erst nach der Sendung des General Müffling 1829 sei die Türkei nach und nach immer mehr als eine gleichberechtigte europäische Macht behandelt und 1856 vollständig als solche hingestellt worden; die Behandlung der Christen trotz aller Versprechungen, die Greueltaten der jüngsten Zeit, die fortwährenden Sultanabsetzungen zeigten aber, daß die Türkei nicht in der Zivilisation fortgeschritten sei, und daher wieder, wie in früheren

Zeiten, als eine unzivilisierte, nicht zu dem europäischen Konzert gehörende Macht betrachtet und behandelt werden müsse. Ich kann einer solchen Auffassung, wenn ich richtig durchgefühlt habe, daß die des russischen Gouvernements dahin geht, nicht widersprechen.

Nach allem, was der Kaiser mir gesagt, und was Fürst Gortschakow gesprochen, herrscht zwischen Euer Majestät und Kaiser Alexander, zwischen dem deutschen und dem russischen Gouvernement, die vollste Übereinstimmung in dem Ziele selbst; dies ist der Wille, daß die Grausamkeiten und das Blutvergießen aufhören, daß die Christen Schutz erhalten, und daß der Friede gewahrt bleibe. Nur über den Weg hierzu herrscht Differenz. Fürst Gortschakow ist der Ansicht, daß die Kabinettschefs der 6 Mächte zu einer Konferenz zusammentreten, über die Erledigung der orientalischen Frage beraten, nach stattgefundener Einigung hierüber der Pforte und den kriegführenden Staaten vorschreiben, was in Zukunft Rechtens sein soll, und auch die Eventualität durchdenken, was geschehen solle, falls Pforte oder Staaten diese Entscheidung nicht anerkennen wollten, denn unmöglich könnten Aussprüche, die sämtliche europäische Mächte getan, unberücksichtigt gelassen werden. Die Beiwohnung der Kabinettschefs bei der Konferenz hält Fürst Gortschakow für geboten, weil Beschleunigung notwendig, und weil bloße Delegierte nie die Selbständigkeit haben könnten, wie die Kabinettschefs selbst. Fürst Gortschakow führte als Grund mehr für den Zusammentritt der Chefs der Kabinette an, daß die Stellung des Fürsten Bismarck so bedeutend sei, daß er sich bei dieser Frage, die die ganze Christenheit, die Humanität und die Zivilisation betreffe, gar nicht effazieren könne, und daß sein persönliches Hervortreten von dem besten und größten Einfluß sein müsse. Fürst Gortschakow glaubt, daß die Mächte sich in der Konferenz leicht einigen würden, und glaubt speziell, daß Lord Derby bei der jetzigen Stimmung in England sich den Ansichten der 3 Kaisermächte anschließen würde. Der Ort der Zusammenkunft sei gleichgültig, vorausgesetzt, daß es keine der Hauptstädte der Großmächte sei. Ich habe dem Fürsten dann ausführlich die Gründe vorgetragen, welche den deutschen Reichskanzler abgehalten haben, Euer Majestät, Allerhöchstwelcher den Wünschen Rußlands so gern nachkommt, zu raten, auf den Konferenzgedanken einzugehen: eine Garantie, daß die Konferenzmitglieder sich einigten, sei nicht da, und einigten sie sich nicht, sei der Friede gefährdeter; das Interesse Deutschlands in der ganzen orientalischen Frage beruhe nun keinesfalls darin, wie die Machtverhältnisse der einzelnen türkischen Staaten zu Konstantinopel oder zu den angrenzenden Mächten sich gestalteten, sondern hervorwiegend darin, wie die aus den Verhandlungen hervorgehenden künftigen Beziehungen der Deutschland befreundeten Großmächte untereinander und zu Deutschland sich gestalteten; Deutschland sei von Anfang an in dieser Frage zurückgetreten und habe es anerkannt,

daß Rußlands Interessen und selbst Rußlands weltgeschichtliche Aufgabe hier in den Vordergrund träten; es sei daher immer bereit gewesen, alles anzuerkennen, worüber Rußland und Österreich in bezug auf den Orient sich einigten, es sei auch bereit, dies zu tun, wenn Rußland, falls es in seinem Interesse liegt, eine Spezialeinigung über die Gestaltung der Dinge im Oriente mit England abschließt, welche dann den Beitritt Österreichs annehmbar mache; in allen diesen Arrangements sei das Interesse Deutschlands nicht gefährdet, während dieses wohl gefährdet werden könne, wenn in einer Konferenz Rußland, Österreich und England mit ihren sehr getrennten spezifischen Interessen an die Entscheidung des mehr unparteiischen Deutschlands appellierten, und dieses dann immer nach solcher Entscheidung 2 Staaten verletzt haben würde; die Gefahr für Deutschland in diesen Konferenzen liege gerade darin, daß es so wenig beteiligt sei in der rein politischen Frage über die Gestaltung der Dinge im Orient, denn wenn auch das deutsche Gouvernement ebenso warm für die notleidenden Christen mitfühle, so sei es doch nicht zu leugnen, daß die politische Seite der Fragen immer ihren sie beherrschenden Einfluß üben wird; die persönliche Ansicht des Fürsten Bismarck sei, daß ein Kongreß oder eine Kabinettschefskonferenz die Lösung des Drei-Kaiser-Bundes und Neugruppierungen herbeiführen würde; diese Befürchtung träte um so mehr hervor, als noch nicht einmal ein Programm für die eventuellen Konferenzverhandlungen aufgestellt worden, denn je unbestimmter und je weiter dies gegriffen, je größer werde die Gefahr für Verwicklungen. Fürst Gortschakow hielt fest an seiner Ansicht, daß die Abschaffung der Greuel im Oriente und der Schutz der Christen gegen deren Wiederholung die ganze zivilisierte Welt angehe, und daß es hier Pflicht werde, daß der europäische Aeropag spräche. Dies aber könne nur durch Konferenzen geschehen; früher habe man hoffen können, daß die Einigung der 3 Kaiserstaaten — und die Festhaltung an dieser sei notwendig — genüge, aber die Erfahrung habe gezeigt, daß dies nicht der Fall sei; die Not der Christen habe nur zugenommen, und so müsse jetzt ganz Europa sprechen. Das Programm für die Konferenzen liege in ihrem Zwecke selbst, dem, daß den christlichen Bewohnern der Türkei Garantie gegen die Willkür und auch gegen die Schwäche des türkischen Gouvernements geschaffen werde. Fürst Gortschakow sprach hierbei nochmals von der von ihm sehr anerkannten außergewöhnlichen Begabung des Fürsten Bismarck und bat mich, diesem zu sagen, daß er, Fürst Gortschakow, durchdrungen davon sei, que ce sont les hommes qui font les choses et qu'il en appelait un génie, dont Dieu avait doué le Prince Bismarck, de lui montrer une autre voie que celle des conférences pour atteindre le but — Schutz der Christen auf friedlichem Wege. Da ich die bestimmten Ansichten von Euer Kaiserlichen Majestät Reichskanzler über die Konferenzfrage kenne, so habe ich mich nicht ermächtigt gehalten, eine Aus-

sicht irgendeiner Art auszusprechen, daß Euer Majestät Gouvernement der Beiwohnung der Konferenzen zustimmen würde, habe aber versprochen, die Gründe, welche Fürst Gortschakow für den Zusammentritt der Konferenz anführt, Euer Kaiserlichen Majestät getreulich vorzutragen.

Mein Totaleindruck ist, daß Seine Majestät der Kaiser Alexander bei Behandlung der orientalischen Frage keine arrière-pensées in politischer Beziehung hat, daß sein religiöses und menschliches Gefühl unter den Grausamkeiten leidet, die im Oriente geschehen, daß er den Frieden erhalten will, daß er aber in inneren Kämpfen ist, wie lange er zaudern darf, die Macht, die Gott ihm verliehen, anzuwenden, um den Greueln im Oriente auch auf die Gefahr hin, daß es zum Kriege kommt, ein Ende zu machen. Auf Euer Kaiserlichen Majestät Freundschaft baut der Kaiser im vollsten Vertrauen*. Ich glaube, daß Kaiser Alexander vor allem eine Erklärung in irgendwelcher Form wünscht, woraus hervorginge, daß Rußland in der orientalischen Frage die Sympathien Deutschlands habe, daß so schnell wie möglich und auf so lange wie möglich ein Waffenstillstand geschlossen wird, daß dieser Abschluß isoliert von den Friedensverhandlungen erfolgt, daß diese selbst nicht in Konstantinopel stattfinden.

E. Manteuffel

Nr. 232

Kaiser Alexander II. von Rußland an Kaiser Wilhelm I.

Eigenhändiges Handschreiben

Varsovie. Ce $\frac{26 \text{ Août}}{7 \text{ Sept.}}$ 1876

Mon cher Oncle,

Je Vous remercie bien sincèrement pour l'envoi du Maréchal Baron de Manteuffel et pour Votre affectueuse lettre, qui m'a été droit au cœur.

Moins que personne je puis être indifférent à ce qui se passe en Orient. Malgré tout mon désir de maintenir l'accord des Puissances, sur lequel repose la paix, je puis être obligé de prendre une position particulière et séparée. En ce cas le puissant concours de l'Allemagne pourrait m'aider à satisfaire ma dignité et le sentiment national Russe, sans que la paix soit troublée. — J'aime à compter[1] sur Vous comme Vous pouvez toujours compter sur moi. — Je Vous remercie de me

* An dieser Stelle hat Generalfeldmarschall Freiherr von Manteuffel mit Blei am Rande vermerkt: „Bis zu dem nebenstehenden Striche habe ich den Bericht dem Kaiser Alexander vorgelesen; die Bemerkungen, welche Se. Majestät dabei gemacht, habe ich mündlich vorgetragen."

donner encore une fois l'assurance de la réciprocité de bons procédés qui nous lie dans le passé et qui, je l'espère, cimentera aussi dans l'avenir l'union de nos deux pays. Le Maréchal Manteuffel Vous exposera ma pensée en détail. J'ai été bien content de le revoir et le lui ai témoigné en le nommant Chef de mon 4me régiment de Dragons, voulant Vous prouver une fois de plus combien je tiens à tout ce qui rapproche nos deux braves armées, aussi n'ai-je pas besoin de Vous assurer que Vos officiers y sont et seront toujours les bienvenus. Il pourra Vous certifier combien j'ai été content de toutes mes revues à Varsovie.

Mon pauvre frère Nicolas, tombé assez gravement malade, ne désespère pas encore de pouvoir se rendre à Votre aimable invitation pour assister au moins aux manœuvres de Votre Corps de la Garde.

Croyez, mon cher Oncle, à l'amitié sincère et inaltérable de

Votre dévoué Neveu et ami

Alexandre

Randbemerkung des Fürsten von Bismarck auf einer Abschrift des kaiserlichen Handschreibens:

[1] Fragt sich nur, wie weit, welches die „position part[iculière]" sein wird, u[nd] worin unser „concours" bestehn soll!

Nr. 233

Der Botschafter in Wien Graf zu Stolberg an den Reichskanzler Fürsten von Bismarck

Ausfertigung

Nr. 206 Wien, den 13. September 1876

Geheim

Graf Andrássy, der sich bereits mehrfach nach dem Zeitpunkt meiner Rückkehr erkundigt hatte, besuchte mich heute, um mir zu sagen, daß er Eurer Durchlaucht eine ganz diskrete Mitteilung zu machen und bereits daran gedacht habe, den Grafen Károlyi[1] nach Varzin zu schicken, davon aber Abstand nehme wegen des von einer solchen Mission zu erwartenden politischen Aufsehens; obgleich er nun wünschte, daß ich die mündliche Übermittlung übernehmen möge, so war er doch, nachdem ich ihm gesagt, daß eine Möglichkeit hierzu in sehr ungewisser und ferner Aussicht stehe, schließlich damit einverstanden, daß ich den schriftlichen Weg wähle, und bat nur dringend, daß mein Bericht zuerst von Eurer Durchlaucht gelesen und bei den von hochderselben weiter zu treffenden Dispositionen die äußerste Diskretion beobachtet werde, — ein Wunsch, dessen selbstverständliche Erfüllung ich ja in bestimmte Aussicht stellen konnte. Graf Andrássy sagt mir, daß ein Punkt der Reichstadter Abmachungen bisher

der Kaiserlichen Regierung nicht mitgeteilt sei*; dieser Punkt betrifft die äußersten Eventualitäten einer Lösung der orientalischen Frage, wie sie für den Fall eines Sieges der Christen und eines vollständigen Unterliegens der Türken[2] damals in Aussicht genommen war. Für diesen Fall hatte Graf Andrássy dem russischen Kabinett mündlich, und ohne daß irgendeine Aufzeichnung erfolgte, vorgeschlagen, daß, nachdem die Unhaltbarkeit der Türkei konstatiert sei, aus Bulgarien, Thessalien usw. autonome, von keiner Großmacht abhängige Staaten gebildet, an Griechenland die an dasselbe grenzenden, vorwiegend von Griechen bewohnten Gebiete zugewiesen, aus Konstantinopel nebst einem entsprechenden Gebietsrayon ein Freistaat[3] gebildet, daß Rußland in den Besitz seiner „natürlichen[4] Grenzen" und dafür Österreich in den Besitz von Bosnien[5] gesetzt werde. Letzteres erscheint dem Grafen Andrássy im Interesse seines Landes zwar sehr unerwünscht, er betrachtet es aber als eine Notwendigkeit bei einer Teilung der europäischen Türkei, da Österreich-Ungarn unmittelbar an seiner alten unruhigen Grenze und als Hinterland des schmalen Dalmatien nicht einen autonomen slawischen Staat ohne Gefahren für das eigene Reich dulden könne. Diese eventuelle Proposition wurde von Seiner Majestät dem Kaiser Alexander und dem Fürsten Gortschakow angenommen, aber das Verlangen des Grafen Andrássy, der Kaiserlich Deutschen Regierung auch von diesem Übereinkommen Kenntnis zu geben, wurde trotz seiner Erklärung, daß — wie er wisse — Eure Durchlaucht damit einverstanden sein würden, und trotz des Ausspruchs des Kaiser Alexander, daß Seine Majestät der Kaiser unser allergnädigster Herr nicht dagegen sein würde, von dem russischen Reichskanzler zurückgewiesen, weil alsdann die englische Regierung gleich davon unterrichtet werden würde[6].

Graf Andrássy hat, wie er mir sagte, wegen dieser gegen seinen Willen geschehenen, aber doch verabredeten Verschweigung immer gewissermaßen ein böses Gewissen[7] gehabt, hält es aber nun für seine Pflicht, nicht mehr länger damit zurückzuhalten angesichts des jetzigen Ernsts der Situation. Dagegen bitte er dringend, dem russischen Kabinett gegenüber von diesem Geständnis nicht den leisesten Gebrauch zu machen[8].

Ganz neu wird diese Mitteilung Eurer Durchlaucht nicht sein; denn abgesehen von den vertraulichen Unterredungen, die in Berlin stattgehabt haben dürften, war ich in der Lage, aus verschiedenen gelegentlichen Äußerungen des Grafen Andrássy mir eine auf dasselbe Resultat hinauslaufende Kombination zu bilden, über welche ich mehrfach berichtet habe.

Zur Vermeidung jedes Mißverständnisses erlaube ich mir, die

* Bis dahin war die Deutsche Regierung über die Abmachungen von Reichstadt lediglich dahin verständigt worden, daß Rußland und Österreich bis auf weiteres an dem Prinzip der Nichtintervention in die orientalischen Händel festhalten wollten.

Stellung des Grafen Andrássy bei den Reichstadter Abmachungen dahin zu präzisieren: zunächst wünschte er die orientalischen Wirren, wie bekannt, friedlich beizulegen; daher wurde für den Fall eines Sieges der Türkei die Wiederherstellung des status quo ante in Serbien, demnächst Durchführung der in der Note vom 30. Dezember v. Js. geforderten und von der Pforte zugestandenen Reformen, sowie Zurückgehen auf das Berliner Memorandum vereinbart. Erst für den Fall, daß bei einem Siege Serbiens und Montenegros sich die Unhaltbarkeit der Türkei herausstellen sollte, einigte man sich über das oben berichtete, bisher nicht mitgeteilte Projekt, durch welches das hiesige Kabinett für die äußerste und in seinen Augen unangenehmste Eventualität die Interessen Österreich-Ungarns verhältnismäßig am besten sichern zu können glaubt[9].

Otto G. z. Stolberg

Randbemerkungen des Fürsten von Bismarck:
[1] Secretär, incognito?
[2] liegt nicht vor
[3] C[onstantinopel] kann ja dem Sultan verbleiben!
[4] wo sind die? für uns irrelevant
[5] unbedenklich
[6] ! Auch England würde gegen Oest[er]reich-Bosnien schwerlich etwas haben
[7] never mind!
[8] natürl[ich]
[9] obsolet u[nd] nicht neu, bis auf Gort[schakow]

Nr. 234

Aufzeichnung des Staatssekretärs des Auswärtigen Amtes von Bülow

Eigenhändig

Berlin, den 14. September 1876

Betreffend Verhandlungen über die türkische Frage.

Herr von Oubril sagte mir heute bei Gelegenheit der anderweitigen Mitteilung: er habe nach Livadia telegraphiert, was ihm Herr von Manteuffel über den guten Eindruck seiner Berichte aus Warschau in Merseburg und Varzin* gesagt. Fürst Gortschakow habe sich sehr darüber gefreut und ihm erwidert, ob er wohl einer weiteren amtlichen Mitteilung von hier über diesen Eindruck entgegensehen könne, namentlich über die zwei dem Feldmarschall gegenüber angeregten und von diesem hier zweifelsohne vorgetragenen Fragen:

---

* Am 8. September hatte Generalfeldmarschall Freiherr von Manteuffel in Merseburg dem Kaiser, unmittelbar darauf in Varzin dem Reichskanzler mündlich Bericht über seine Mission erstattet.

1. Was die Haltung Deutschlands sein würde, wenn Rußlands Würde es nötigte, auf eigene Hand vorzugehen[1].

(Si notre dignité nous imposait d'agir isolément.)

2. Welchen Gang, welche diplomatische Aktion Fürst Bismarck vorschlagen würde, wenn derselbe, auf den russischen Weg einzutreten, Bedenken hätte. Was Herr von Oubril damit erläuterte: Dieser Weg sei Kongreß oder Konferenz[2].

Er (Herr von Oubril) bitte, diese Frage als eine ganz vertrauliche, im Interesse der Sache und des Zusammengehens zu betrachten, sei eigentlich nicht zu der direkten Anfrage angewiesen, habe aber den Auftrag, sich zu informieren.

Ich habe erwidert, daß ich den Inhalt der Anregung zur Kenntnis Seiner Durchlaucht bringen werde.

B. Bülow

Randbemerkungen Kaiser Wilhelms I. auf einer Abschrift der Aufzeichnung:

[1] Neutralité bienveillante.

[2] Wenn kein Congreß oder Conférenz, Noten Wechsel ad infinitum!

Schlußbemerkung des Fürsten von Bismarck auf der Abschrift:

Ich bin nicht zweifelhaft, dass die Frage 1. für uns durch die allerh[öchste] Marginal-Bemerkung ausreichend beantwortet ist; sie Herrn von Oubril zu beantworten, namentlich so lange er keinen Auftrag producirt, halte ich für sehr bedenklich u[nd] rathe dringend davon ab; er würde die Sache nicht ehrlich bestellen, da er im Herzen dem Papste dient. Die Frage ad 2. gleicht einer Impertinenz, die vielleicht nur auf Oubril's Conto kommt, um Unkraut zu säen. Es liegt uns gar nicht ob irgend welche Vorschläge zu machen. Ich würde Frage ad 2. ganz ignoriren, u[nd] wenn Oubril dreist genug ist sie zu moniren, antworten, dass wir nöthigenfalls durch S[eine]r M[ajestät] Botschaft die Vorschläge die wir etwa zu machen hätten, in Pet[e]rsb[u]rg mittheilen würden. Auf denselben Weg würde ich, Oubril gegenüber, wegen Frage 1. hinweisen, dieselbe aber dem Gr[oßfürsten] Nicolas gegenüber im Sinne der allerh[öchsten] Margin[al] Bem[erkungen], freundlich beantworten. Uebrigens hat zu mir Manteuffel kein Wort über beide Fragen gesagt, u[nd] ich fürchte, Oubril erfindet sie beide, jedenfalls die ad 2. Ich bitte dringend ihm weder Stoff zum Lügen, noch einen Erfolg zu gewähren, da wo er proprio Marte handelt!

Nr. 235

Diktat des Reichskanzlers Fürsten von Bismarck, z. Z. in Varzin

Niederschrift des Legationssekretärs Grafen Herbert von Bismarck

Varzin, den 16. September 1876

Der in Nr. 5005 vom 14. d. Mts. erwähnte Anspruch des Herrn von Oubril auf eine amtliche Äußerung von uns über die Eindrücke, die uns die Manteuffelsche Mission macht, und die beiden Fragen, die er daran knüpft, weichen so sehr von dem diplomatischen Brauche ab, daß ich mir kaum denken kann, daß Fürst Gortschakow Herrn

von Oubril mit solchen Anforderungen beauftragt haben könnte; ich müßte dann glauben, daß der Fürst darauf ausginge, eine unfreundliche Antwort von uns zu erhalten, um dieselbe bei Kaiser Alexander zu irgendwelchem Zwecke zu benutzen. Noch wahrscheinlicher ist, daß Herr von Oubril mit seinen geheimen ultramontanen Tendenzen auf eigene Rechnung durch Unverschämtheiten unsere Höflichkeit auf die Probe stellt.

Wenn Seine Majestät der Kaiser lediglich aus eigenem Herzensbedürfnis eine solche Mission schickt und einen so entgegenkommenden Brief dabei schreibt, so kann man ja annehmen, daß dieser Vorgang durch die Antwort des Kaisers Alexander an unseren Herrn seinen Abschluß findet. Wenn aber eine ministerielle Korrespondenz sich an diesen Gedankenaustausch der Monarchen knüpfen soll, so ist es doch zunächst ganz zweifellos die Aufgabe des Fürsten Gortschakow, seine Meinung über den entgegenkommenden Schritt unseres Kaisers auszudrücken. Es ist eine Umkehr der Rollen und ein anmaßlicher Mangel von Takt, von uns zu erwarten, daß wir die Initiative damit ergreifen sollen, unsere Dankbarkeit darüber kundzugeben, daß man das freundliche Entgegenkommen unseres Herrn in Warschau nicht ungnädig aufgenommen hat. Ich halte es für unabweislich, solche Überhebung nicht unbemerkt hingehen zu lassen, weil der damit angeschlagene Ton den Fuß der Gleichheit und also auf die Dauer das Einverständnis gefährdet.

Nur ist es nicht ratsam, Herrn von Oubril in die Lage zu bringen, daß er unsere Antwort redigiert. Ich bitte vielmehr, ihm zu sagen, daß unsere Botschaft in Petersburg mit der Antwort beauftragt werden werde. Das System des Fürsten Gortschakow, den Verkehr beider Höfe ausschließlich durch s e i n e n wenig vertrauenerweckenden Vertreter unterhalten zu wollen, ist überhaupt nicht annehmbar; wenn wir es reziprozierten, so ständen alle Geschäfte still.

Daß die Oubrilschen Anforderungen etwas Apokryphes, höchstens bis zum Fürsten Gortschakow Reichendes in sich tragen, geht mir aus der Fassung der Frage Nr. 1 überzeugend hervor. Diese Frage ist in dem Schreiben Seiner Majestät an den Kaiser Alexander schon rückhaltloser beantwortet worden, als es irgendeine Regierung von der bestbefreundeten unter ihren Nachbarn in solchen Verhältnissen und bei der Einseitigkeit der in Frage stehenden Interessen jemals verlangen kann. Wir haben eine ähnliche Zusicherung, wie unser Kaiser sie freiwillig gegeben hat, 1866 und 1870 weder verlangt, noch erhalten. Vom Kaiser Alexander wäre es geradezu eine Unfreundlichkeit gegen unseren Herrn, wenn er nach Empfang des Warschauer Briefes jetzt diese Frage amtlich stellen ließe. Daß die Frage jetzt von Oubril nicht im Auftrage seines Monarchen gestellt wird, vielleicht in dem des Fürsten Gortschakow, jedenfalls in keiner guten Absicht, geht für mich schon aus dem Umstande hervor, daß der Feldmarschall von Manteuffel,

den ich als sehr gewissenhaften Berichterstatter kenne, weder mir, noch wie es scheint, Seiner Majestät dem Kaiser, mit einer Silbe angedeutet hat, daß er mit einer solchen Anfrage beauftragt sei. Ich würde, soweit ich Herrn von Oubril zu antworten habe, ihm sagen, daß diese Frage (Nr. 1) zwischen den beiderseitigen Monarchen persönlich bereits befriedigend erledigt worden sei. Oubril gegenüber würde ich mich hierauf beschränken, die Botschaft in Petersburg aber mit der Anfrage beauftragen, ob Herr von Oubril angesichts der Mitteilungen unseres Kaisers durch Herrn von Manteuffel wirklich die Weisung zu dieser Anfrage erhalten habe, oder ob er aus eigenem Antriebe und in Unbekanntschaft mit dem Inhalt der Manteuffelschen Mission diese Frage gestellt habe.

Was die Frage Nr. 2 betrifft, so ist man versucht, sie in Verbindung zu bringen mit der Meldung des Grafen Berchem, daß Fürst Gortschakow bemüht sei, der Fiktion Geltung zu verschaffen, als habe er Vorschläge zur Ordnung der orientalischen Frage gemacht, die wir abgelehnt hätten. Rußland hat nicht einmal Kongreß oder Konferenz unmittelbar vorgeschlagen, und doch läge darin immer nur ein Vorschlag über die Form der Verhandlung ohne sachlichen Inhalt, und über diese Form könnten wir, abgesehen von den Unbequemlichkeiten, die sie grade für Deutschland haben würde, doch immer erst dann urteilen, wenn wir das Programm kennen, welches Rußland auf der Konferenz vertreten würde. Wäre dies Programm uns nicht annehmbar, so würden wir in die Gefahr geraten, in versammelter Konferenz mit Rußland zu divergieren. Dieser Gefahr uns auszusetzen, ist nicht nützlich, ebensowenig wie der anderen, daß wir in Fragen, die uns selbst wenig interessieren, genötigt würden, uns anderen befreundeten Mächten gegenüber abfällig auszusprechen.

Auch diese Erwägung ist nicht geeignet, durch das Organ des Herrn von Oubril übermittelt zu werden; diesem gegenüber bitte ich nur zu sagen, daß wir bisher russische Vorschläge nicht abgelehnt hätten und der Darlegung des Programms des Fürsten Gortschakow, soweit es nicht mit den für uns annehmbaren russisch-englischen Verabredungen zusammenfiele, bereitwillig entgegensähen. Eigene Vorschläge hätten wir jetzt um so weniger zu machen, als wir besorgen müßten, mit denselben die russisch-englischen Verhandlungen resp. deren Befürwortung in Wien zu kreuzen. Sollten wir in Zukunft eigene Vorschläge zu machen haben, so würden wir sie durch die Kaiserliche Botschaft in Petersburg dem Fürsten Gortschakow mitteilen.

Ich nehme an, daß der Großfürst Nikolaus in diesen Tagen in Berlin sein wird, und stelle Seiner Majestät dem Kaiser ehrfurchtsvoll anheim, mit diesem Herrn offener zu sprechen, als es mit Herrn von Oubril bei seiner Unzuverlässigkeit möglich ist. Ich würde es ganz unbedenklich finden, wenn der Kaiser dem Großfürsten gegenüber

wiederholt, daß Rußland, wenn es die Türken angreift, auf unsere wohlwollende Neutralität fest rechnen kann, und daß wir bemüht sein werden, die anderen uns befreundeten Mächte mit dem Einschreiten Rußlands zu befreunden und ihnen gegenüber unsere Überzeugung zu betätigen, daß der Kaiser Alexander ohne eigennützige Hintergedanken nur den Schutz der Christen gegen die türkische Barbarei erstrebt. Diese Zusicherung geht unter Umständen, wo wir gar kein eigenes Interesse zu vertreten haben, und wo wir über das schließliche Programm Rußlands vollständig im Dunklen sind, schon sehr weit, und vielleicht weiter, als eine Großmacht lediglich zur Betätigung ihrer Freundschaft und Dankbarkeit gegen die Person des Souveräns einer anderen in den letzten Dezennien jemals gegangen ist. Wir haben eine ähnliche Zusage von einer anderen Macht niemals erhalten.

Wenn im Fall des isolierten Vorgehens Rußlands gegen die Türkei Österreich auch seinerseits in Bosnien einrückte, um dort dem Kampfe ein Ende zu machen, vielleicht auch einen Pfandbesitz zu nehmen, so könnten wir dem meines Erachtens nicht widersprechen. Ob das dem Großfürsten gegenüber schon jetzt zu erwähnen ist, hängt wohl von dem Grade von Vertraulichkeit ab, den die Besprechung Seiner Majestät und Seiner Kaiserlichen Hoheit erreichen wird.

Sehr wünschenswert wäre es jedenfalls, wenn bei dieser Gelegenheit durch den Großfürsten von neuem die Bedenken geltend gemacht würden, die es hat, wenn Herr von Oubril der einzige amtliche Vermittler der Beziehungen beider Reiche bleibt. Es würde unter den jetzigen Umständen kaum einen Zweck haben, Herrn von Schweinitz zur Beschleunigung seiner Rückkehr nach Petersburg zu veranlassen — aber die Interessen Rußlands können unmöglich dabei gewinnen, wenn sie bei dem mächtigsten Nachbarstaate durch einen Botschafter vertreten werden, von dem wir eine wohlwollende, dem beiderseitigen freundschaftlichen Einvernehmen förderliche Berichterstattung nicht erwarten, und von dem ich wenigstens überzeugt bin, daß sein Herz zwischen dem Papste und dem Kaiser von Rußland geteilt ist. Ich sollte meinen, daß bei richtiger Schätzung der Verhältnisse die Schwierigkeit, die ein intimer und offener Verkehr durch diese Sachlage erleidet, grade jetzt den russischen Interessen wichtiger ist als den unsrigen. Was von uns für eine Besserung des Verhältnisses geschehen kann, beschränkt sich einstweilen darauf, den Übelstand fühlbar zu machen, und ein Mittel dazu wird es sein, wenn wir unsere Antworten auf russische Mitteilungen in der Regel nicht von der Feder des Herrn von Oubril abhängig machen, sondern durch die Kaiserliche Botschaft in Petersburg erteilen, soweit nicht der persönliche schriftliche oder mündliche Verkehr der höchsten Herrschaften untereinander Gelegenheit dazu bietet.

Nr. 236

Aufzeichnung des Staatssekretärs des Auswärtigen Amtes von Bülow

Eigenhändig

Betreffend Anfragen des russischen Botschafters über die Sendung des Freiherrn von Manteuffel.

Berlin, den 18. September 1876

Das anliegende Diktat Seiner Durchlaucht d. d. 16. September 1876* nebst meiner Seiner Majestät schon bekannten Aufzeichnung** habe ich heute Allerhöchstdemselben vorgetragen.

Seine Majestät genehmigten im ganzen die Auffassung des Herrn Reichskanzlers und die von Seiner Durchlaucht angegebenen Eröffnungen an die Kaiserliche Botschaft in St. Petersburg, erklärten auch Allerhöchstsich bereit, in der vorgeschlagenen Weise über die erste Frage mit dem Großfürsten Nikolaus zu sprechen. Was die Erwähnung der — im wesentlichen von Seiner Majestät geteilten, und wie Allerhöchstdieselben mir zu sagen geruhten, vor längerer Zeit gegen den Kaiser Alexander ausgesprochenen — Ansicht über Herrn von Oubril angeht, so äußerten Seine Majestät Bedenken, teils weil der Kaiser damals nicht darauf eingegangen und zu verstehen gegeben habe, Herr von Oubril habe sein Vertrauen und berichte im Interesse der beiderseitigen Freundschaft — teils, weil es [ein] eigen Ding sei, einem Souverän anzudeuten, sein Botschafter verdiene nicht dieses Vertrauen. Auf meine ehrfurchtsvollen Bemerkungen über unsere neuesten Wahrnehmungen und die Wichtigkeit einer von rückhaltlosem Vertrauen getragenen Vertretung sagten Seine Majestät darauf nach längerer Erörterung mir zu, Allerhöchstdieselben würden dem Großfürsten im Vertrauen eine Andeutung machen.

B. B.

Nr. 237

Der Militärbevollmächtigte in Petersburg Generalleutnant von Werder, z. Z. in Livadia, an das Auswärtige Amt

Telegramm en clair

Livadia, den 25. September 1876

Der Kaiser scheint sehr eine Antwort in bezug auf die Sendung nach Warschau zu wünschen; bitte um Benachrichtigung, ob solche zu erwarten ist.

Werder

Bemerkung des Fürsten von Bismarck am Schluß einer Abschrift des Telegramms: Wie kann auf eine solche allgemeine u[nd] unklare Phrase eine Antwort erwartet werden! Gen[eral] v[on] W[erder] wird zur Aufklärung über die Motive

* Siehe Nr. 235.

** Siehe Nr. 234.

dieses auffälligen Schrittes zu veranlassen sein, u[nd] zur Erklärung darüber auf welche Punkte „in Bezug auf die W[arschauer] Sendung" der Kaiser eigentlich Antwort erwarte.

Nr. 238

Der Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow an den Militärbevollmächtigen in Petersburg Generalleutnant von Werder, z. Z. in Livadia

Telegramm
Konzept von der Hand des Gesandten von Radowitz

Berlin, den 30. September 1876

Zweck und Motive Ihres Telegrammes en clair vom 25. sind hier nicht recht verständlich gewesen. Seine Majestät hat deshalb keine Antwort darauf zu erteilen befohlen. Wir wissen nicht, auf welche Fragen „in bezug auf Sendung nach Warschau" Kaiser Alexander noch Antwort erwarten konnte? Der Reichskanzler wäre Ew. pp. dankbar für weitere Mitteilung, aber in Ziffern, warum Sie jenes Telegramm en clair gesendet haben, und was Ihnen über Motive des Kaisers Alexander bekannt ist?

B. Bülow

Nr. 239

Der Militärbevollmächtigte in Petersburg Generalleutnant von Werder, z. Z. in Livadia, an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Livadia, den 1. Oktober 1876

Der Kaiser von Rußland hat Seiner Majestät dem Kaiser in seiner Antwort[1] und dem Feldmarschall von Manteuffel mündlich gesagt, er hoffe, daß, wenn es zum Kriege mit Österreich kommen sollte, Seine Majestät der Kaiser geradeso handeln würde, wie er es 1870 getan. Der Kaiser von Rußland sprechen mir fast täglich davon und wünschen dringend eine Bestätigung, sprechen dabei Ihre höchste Befriedigung über Nachrichten aus Berlin und Instruktionen für Botschafter in Konstantinopel immer aus. Meine bezügliche telegraphische Depesche war en clair, da ich sie in dieser Ausdrucksweise für ganz unverfänglich hielt.

Werder

Randbemerkung des Staatssekretärs des Auswärtigen Amtes von Bülow:
[1] Nicht richtig!

Nr. 240

Der Reichskanzler Fürst von Bismarck, z. Z. in Varzin, an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Eigenhändiges Konzept

[Ohne Datum. Laut Bemerkung des Staatssekretärs von Bülow „empfangen 2. Oktober 1876"]

Von Werder ist es doch fast schlimmer als ungeschickt, daß er sich als russisches Werkzeug dazu hergiebt, um von uns eine unbequeme u[nd] unzeitige Erklärung erpressen zu helfen. Zum ersten Mal wird in seinem Telegramm vom Kriege „gegen Oestreich" gesprochen, während man bisher noch das Drei-Kaiser-Bündniß formell salviren, u[nd] Neutralität zunächst nur im Kriege gegen Türken zu meinen behaupten konnte. Uns jetzt schon die verfängliche Frage wegen „Oestreich" mit ja oder nein stellen zu wollen, ist eine Gortschakowsche Falle. Antworten wir „nein" so hetzt er bei Kaiser Alex[ander], antw[orten] wir „ja" so benutzt er es in Wien. Hilft Werder bewußt oder unbewußt dabei sie uns zu stellen? Es muß ihm verboten werden, sich zu Fragestellungen gegen seine eigne Regirung herzugeben. Seine Rechtfertigung muß man später erfordern; jetzt würde sie in Livadia Verwirrung anrichten. — Wenn uns die Frage: ob wir versprechen im Kriege gegen Oestreich neutral zu bleiben, durch russische Organe wider Erwarten gestellt werden sollte, so müssen wir jedenfalls der Beantwortung ausweichen. Wir haben derartige Zusagen von Rußland 66 u[nd] 70 weder verlangt noch erhalten. Es würde thunlich sein, die Antwort auf eine so indiscrete Frage mit der Wendung abzulehnen, daß wir nicht sicher wären, zu welchem Zwecke F[ür]st Gortschakow die Erklärung verlange u[nd] welchen Gebrauch er davon machen werde. Bezugnahme auf das Kaiserl[iche] Schreiben nach Warschau ist alles, was man von uns erwarten kann, namentlich so lange Oestreich gar keinen Grund zu gerechter Beschwerde giebt, u[nd] Rußland ihm selbst noch nicht einmal droht. Die Frage ist ebenso dreist wie unzeitig, intrigue cousue de fil blanc. v. B.

Nr. 241

Diktat des Reichskanzlers Fürsten von Bismarck, z. Z. in Varzin

Niederschrift des Legationssekretärs Grafen Herbert von Bismarck

Varzin, den 2. Oktober 1876

In dem gestrigen Telegramm Nr. 70* ist mir, wie schon bemerkt, vor allem die Wendung aufgefallen, in welcher General von Werder von einem Kriege Rußlands mit Österreich wie von einer bevor-

* Telegramm 70 enthielt die Wiedergabe des Werderschen Telegramms vom 1. Oktober; vgl. Nr. 237.

stehenden Sache spricht, auf welche man sich einrichten müsse. Selbst wenn dies nichts als ein lapsus calami des Herrn von Werder sein sollte, so wäre er bezeichnend genug für den Ideenkreis, in welchem unser Militärbevollmächtigter sich in Livadia bewegt. In der ganzen bisherigen Lage der Akten findet sich kein Anhalt dafür, daß dem Kaiser Alexander ein Krieg mit Österreich als so wahrscheinlich vorschwebe, daß er sich mit Zusagen von unserer Seite für diesen Fall ausrüsten müsse. Der zarische Brief vom 7. September spricht von der möglichen Notwendigkeit de prendre une position particulière et separée; eine solche kann doch nur der Türkei gegenüber gemeint sein, da Österreich gegenüber eine gemeinsame Position, von welcher Rußland sich aussondern könnte, von anderen Mächten gar nicht genommen worden ist.

Kaiser Alexander beabsichtigt, und zwar noch immer sans que la paix soit troublée, Genugtuung für seine dignité und für das sentiment national russe eventuell zu erstreben und rechnet für diesen Zweck auf uns. Nun sind weder die kaiserliche Würde, noch das russische Nationalgefühl bisher durch irgendwelche Handlung Österreichs auch nur im entferntesten berührt worden; im Gegenteil, die Beziehungen Rußlands und Österreichs bieten noch heute den vertrauensvollen Charakter wie in Reichstadt, und der Kaiser von Österreich ist derjenige unter allen Mächten, an welchen Kaiser Alexander eigenhändig sich wendet*, um ein engeres Bündnis und Kooperation beider Mächte herbeizuführen, und dieser Versuch hat bisher alle Aussicht auf Erfolg. Kann man in dieser Sachlage darauf gefaßt sein, und ist es nach diplomatischem Brauche möglich, daß gleichzeitig mit diesem vertraulichen Einladen in Wien zu gemeinsamer Operation gegen die Türken, ein so loyaler Charakter, wie der Kaiser Alexander, an unseren Kaiser als den gemeinsamen Bundesgenossen Rußlands und Österreichs die Eröffnung richte, daß Rußland Krieg gegen Österreich beabsichtige und von uns Zusagen beanspruche, welche ihm den Entschluß eines Angriffs auf Österreich erleichtern würden?

Ich muß gestehen, daß es mir sehr schwer wird, daran zu glauben; ich halte die Dinge für so weit, wenigstens im Geiste des Kaisers Alexander, noch nicht entwickelt. Wenn sie es wären, so möchte man das Ziel der russischen Politik vor der Hand mehr in Ostgalizien als in der Türkei zu suchen haben.

Ich verstehe vielmehr die Absichten des Kaisers Alexander bisher nur dahin, daß Rußland gegen die Türkei allerdings kriegerisch

* Fürst von Bismarck hat den durch den russischen General Grafen von Sumarokow Ende September 1876 überbrachten eigenhändigen Brief Kaiser Alexanders II. an Kaiser Franz Joseph im Auge, über dessen Inhalt Generalleutnant von Werder am 26. auf Grund von Äußerungen des russischen Kaisers berichtet hatte. Über den Inhalt des Briefes vgl. E. von Wertheimer, Graf Julius Andrássy, II (1913), S. 342.

vorgehen möchte, entweder gemeinsam mit Österreich und anderen, oder eventuell auch allein, und daß namentlich in dem letzteren Falle von uns la réciprocité de bons procédés usw. erwartet wird. Diese Erwartung, der eventuell zu entsprechen unser allergnädigster Herr ja bereit ist, würde eine Spitze gegen Österreich erst dann bekommen, wenn Österreich in solchem Falle das antitürkische Vorgehen Rußlands gewaltsam hindern wollte; bisher liegt letzteres aber nicht in der Absicht Österreichs; Rußland wird so gut wissen wie wir, daß Österreich in solchem Falle nicht Rußland angreifen, sondern auch seinerseits in der Türkei zugreifen würde.

Daß aus solchen Vorgängen Spannungen und Verwickelungen zwischen den Mächten entstehen können, ist nicht zu leugnen, berechtigt oder verpflichtet aber niemand zur Stellung oder Beantwortung von Doktorfragen, bevor letztere praktisch vorliegen. Solange nur ein diesseitiger Agent, wie Herr von Werder, sich dazu mißbrauchen läßt, uns solche Fragen durch internationale Telegramme en clair zuzuschieben und uns dadurch in Verlegenheit zu setzen, können wir uns darauf beschränken, ihn einfach ohne Antwort zu lassen, und ihm die mindestens ungeschickte Art, in welcher er zum Werkzeuge des Fürsten Gortschakow gegen uns wird, zu verweisen. Vielleicht verbleibt es bei diesem außeramtlichen Versuch, von uns eine Erklärung in die Hand zu bekommen, die man in Wien gegen uns verwenden könnte, um Deutschland und Österreich einander zu entfremden. Sollte aber der Versuch in einer Form, die uns zum Antworten zwingt, erneuert werden, so müßte meines Erachtens unsere Antwort zunächst in der mißtrauischen Gegenfrage bestehen, zu welchem Zweck Fürst Gortschakow unserer Antwort bedürfe, solange Rußland weder von Österreich bedroht ist, noch der Kaiser Alexander die Absicht hat, Österreich anzugreifen; wir seien einstweilen bemüht, Österreich zur Erfüllung der uns bisher bekannten russischen Wünsche zu bewegen und, wie wir glaubten, nicht ohne Erfolg: wir würden in diesen Bemühungen auch in Zukunft fortfahren, aber solange wir nicht auf unbillige Ansprüche oder Weigerungen Österreichs bei diesen unseren Bemühungen stoßen wollen, scheine es uns nicht zweckmäßig, internationale Erklärungen abzugeben, welche sich von einer feindseligen Beimischung gegen die uns bisher befreundete Macht doch nicht ganz freihalten ließen. Sollte Rußland in ungerechter Weise von Österreich angegriffen werden, so würden unsere bons procédés, vielleicht über die vom Kaiser gewünschte réciprocité hinaus die Freundschaft beider Monarchen betätigen; zu einer solchen Eventualität liege aber bisher keine Wahrscheinlichkeit vor. Einstweilen könnten wir daher als unsere Aufgabe nur nach wie vor die Erhaltung des Friedens und der Freundschaft zwischen Rußland und Österreich, — aber nicht eine Erleichterung des Bruches und eine Beteiligung an den Vorbereitungen zu demselben ansehn.

Bei diesen Erwägungen handelt es sich meines Erachtens zunächst immer darum, der Falle aus dem Wege zu gehn, vermittelst deren Fürst Gortschakow unsere Ablehnung beim Kaiser Alexander und unsere Zusage bei Österreich mißbrauchen könnte, wie ja die Symptome sich häufen, daß er selbst in Reichstadt und seine Organe in Wien das Vertrauen Österreichs zu Deutschland zu untergraben suchten. Jede Zusage, die wir jetzt ohne Not und ohne eigenes Interesse machten, würde uns für Momente binden, deren Konstellation sich heute noch garnicht berechnen läßt; so ernstlich unser Kaiser z. B. auch entschlossen sein mag, dem Kaiser Alexander seine Freundschaft zu betätigen, so würde doch die Situation ein ganz anderes Bild gewähren, wenn inzwischen Rußland im Bunde mit Frankreich oder vielleicht in der bei den Kongreßverhandlungen vor einigen Wochen erkennbaren Gemeinschaft mit Frankreich und Italien, Krieg gegen Österreich führte, und die Interessen in Frage kämen, die sich für uns an den Fortbestand der österreichischen Monarchie knüpfen. Dieses eine Beispiel unter den verschiedenen denkbaren Situationsbildern reicht hin, um zu beweisen, daß Verpflichtungen, wie die von Herrn von Werder befürwortete, auch dann, wenn der Zeitpunkt notwendiger Entschließung darüber schon eingetreten wäre, doch immer nicht mit allgemeinen Redensarten, sondern nur mit artikulierten Verhandlungen und Stipulationen eingegangen werden können. Solche konkreten Formen zu finden, ist nicht unsere Aufgabe, auch überhaupt noch nicht an der Zeit. Wir haben jedenfalls abzuwarten, daß uns Wünsche anderer entgegengebracht werden. Will Rußland seine Wünsche nicht formulieren und mit uns diskutieren, so wird es gewiß wohltun, seine Politik mit demselben Vertrauen auf die Gesinnungen unseres Kaisers einzurichten, wie letzterer die seinige 1866 und 1870, — bestimmte Zusicherungen, welche unsere eigenen Entschließungen für alle Fälle lahm legen könnten, aber nicht zu verlangen. Unser Kaiser wird sicher ohne Kontrakt die Erwartungen seines kaiserlichen Freundes nicht täuschen.

Ein Krieg zwischen Rußland und Österreich ist für uns und unsere Zukunft ein außerordentlich schwieriges und gefährliches Dilemma; daß wir sehr bereitwillig sein sollten, seine Entstehung zu erleichtern, solange er nicht absolut unvermeidlich ist, kann man von uns nicht wohl erwarten.

Nr. 242

Diktat des Reichskanzlers Fürsten von Bismarck, z. Z. in Varzin

Niederschrift des Legationssekretärs Grafen Herbert von Bismarck

Varzin, den 4. Oktober 1876

Die Art, wie General von Werder jetzt in Livadia benutzt wird, erinnert an die Situation, aus welcher vor zwei Jahren Herr von

Alvensleben durch Herrn von Radowitz* abgelöst wurde. Ich sehe darin keinen Zufall, sondern ein vom Fürsten Gortschakow wohl durchdachtes System. Einen Vertreter Deutschlands zur Hand zu haben, der dem Kaiser Alexander gegenüber ebenso wie damals Alvensleben dem Fürsten Gortschakow gegenüber sich nicht in gleichberechtigter Stellung befindet, auch des Anhaltes der Instruktion über jede einzelne Phase entbehrt, bietet dem russischen Kanzler einen Vorteil, den er nach Kräften ausnutzt, um unter der Maske freundschaftlicher Formlosigkeit Forderungen und Fragen an das Deutsche Reich zu richten, für welche im regelmäßigen amtlichen Verkehr eine den diplomatischen Gebräuchen entsprechende Einkleidung nicht leicht zu finden sein würde. Kommen dergleichen Zumutungen in amtlichem Wege an uns heran, so verrät schon die dann unentbehrliche klare Formulierung die verhängnisvolle Tragweite derselben, und der amtliche Weg ergibt von selbst die Notwendigkeit, über so bedeutungsvolle Fragen den Weg der Verhandlungen und der Diskussion der Bedingungen zu betreten, an welche wir etwa unsere Konzessionen, wenn wir sie überhaupt machen wollen, zu knüpfen beabsichtigen. Es ist ganz etwas anderes, ob Rußland durch seinen amtlichen Vertreter in Berlin uns den Wunsch ausdrücken läßt, daß die deutsche Flotte für Rußlands Zwecke mitwirken möge, und ob wir dann die Befehle des Kaisers, unseres Herrn, einholen und die deutsche Antwort durch den Kaiserlichen Botschafter in Petersburg mitteilen lassen, oder ob dem General Werder vom Kaiser Alexander befohlen wird, unserem Herrn die „feste Zuversicht" auszusprechen, daß die deutsche Flotte sich beteiligen werde**. Daß bei der letzteren Form die Gleichheit für uns verloren geht, und wir die Möglichkeit verlieren, die russischen Forderungen

---

* Über die vielerörterte Petersburger Mission des Gesandten von Radowitz im Februar 1875 vgl. E. von Wertheimer, Graf Julius Andrássy, Bd. II (1913), S. 224 ff. Die Angabe Wertheimers, daß der Gedanke zur Sendung Radowitz' nach Petersburg aus dem Bismarckschen Streben heraus entstanden sei, die Möglichkeit eines Zusammenschließens Frankreichs und Rußlands zu durchkreuzen, findet in den Akten des Auswärtigen Amts keine Bestätigung. Nach Radowitz' vertraulichen Briefen aus Petersburg wäre es vielmehr der eigentliche Zweck seiner Mission gewesen, die mancherlei Mißverständnisse zwischen Berlin und Petersburg, die u. a. in den orientalischen und polnischen Angelegenheiten durch übelwollende Berichterstattung des russischen Botschafters in Berlin Oubril entstanden waren, zu bereinigen. „Es war wirklich notwendig," so schreibt Radowitz am 10. Februar 1875 privatim dem Staatssekretär von Bülow, „in verschiedenen Fragen zu einer klaren und authentischen Auseinandersetzung zu gelangen, die nur en pleine connaissance de cause gegeben werden kann. Ich finde eine ganze Reihe von größeren und kleineren Mißverständnissen und irrigen Voraussetzungen, die mündlich leicht zu beseitigen sein werden, ohne dem aber eine dauernd unerfreuliche Stimmung erzeugt haben würden."

** Am 26. September hatte Generalleutnant von Werder telegraphisch aus Livadia berichtet, Kaiser Alexander wünsche, daß die Mächte Kriegsschiffe nach dem Bosporus senden möchten, um den Widerstand der Pforte vor allem gegen den Abschluß eines ordentlichen Waffenstillstandes zu brechen.

zu diskutieren, sie ausweichend zu beantworten oder Gegenbedingungen daran zu knüpfen, liegt auf der Hand. Wir werden sofort, und das mit sorgfältiger Berechnung von seiten des Fürsten Gortschakow, in die Lage gebracht, uns dem russischen Verlangen zu fügen, oder den Kaiser Alexander durch Täuschung seiner „festen Zuversicht" persönlich zu kränken. Es ist unter diesen Umständen ein diplomatischer Nachteil für uns, daß General von Werder sich in Livadia und gewissermaßen in der Gewalt des Fürsten Gortschakow befindet, der die kaiserliche Person mit Geschick gegen uns ausspielt und uns durch den Kanal Werder unter der Maske der Bonhommie Zumutungen stellen kann, die so unverschämt sind, daß sie uns im amtlichen diplomatischen Wege garnicht beigebracht werden könnten. Dabei können wir für das, was Rußland uns durch Werder sagen läßt, Rußland niemals verantwortlich machen oder beim Wort halten, weil die Aufträge, die Fürst Gortschakow dem General von Werder für uns gibt, an letzteren nur durch das Medium mündlicher vertraulicher Konversation eines Monarchen mit seinem „Adjutanten" gelangen.

General von Werder jetzt aus Livadia zu entfernen — dazu wird unser Kaiser sich nicht entschließen wollen, und ist auch fraglich, ob so weit zu gehn nützlich wäre, aber tunlich dürfte doch sein, daß General von Werder die Weisung erhält, die Politik, von der er in der Tat weniger zu verstehn scheint, als in seiner Stellung wünschenswert ist, mehr als bisher von sich abzulehnen und auf die kompetenten Bahnen zu verweisen; denn wenn es so weitergeht, so geraten wir entweder in Zugeständnisse von folgenschweren Konsequenzen oder in persönliche Verstimmungen mit dem Kaiser Alexander, wie Fürst Gortschakow erstrebt, denen wir aber auf dem regelmäßigen Geschäftswege viel leichter und fast sicher entgehn könnten. Ein politischer und dem Kaiser Alexander sympathischer Militärbevollmächtigter in Petersburg kann eine sehr nützliche Vervollständigung der diplomatischen Beziehungen beider Höfe sein; wenn aber ein gänzlich unpolitischer Offizier, der nachgrade den russischen Verhältnissen näher steht als den heimischen, einem so gewandten und für uns so unzuverlässigen Diplomaten wie Gortschakow gegenüber zum alleinigen Vertreter und Träger der deutschen Politik gegenüber der russischen wird, so ist das eine diplomatische Kalamität, und gar keine Vertretung wäre besser.

Zur Deckung meiner Verantwortlichkeit ist es mir dringend erwünscht, daß alle Mitteilungen russischer Fragen, Wünsche und Ansprüche, welche durch General von Werder kommen, bis auf weiteres als nicht amtliche im Auswärtigen Amte behandelt und russischen Nachfragen gegenüber als dem Auswärtigen Amte bekannte Piecen nicht eingestanden werden. Man kann fingieren, daß die Berichte des Militärbevollmächtigten im Ressort des Militärkabinetts und des Kriegsministeriums ihre Erledigung finden.

Die Meldung, daß Österreich alle russischen Vorschläge angenommen habe, die ja wohl zweifellos unrichtig ist*, beweist ebenfalls, in welcher Weise die Person des Kaisers Alexander vom Fürsten Gortschakow geschäftlich verwertet wird, um bei uns Eindrücke zu erzeugen, welche der Sachlage nicht ganz entsprechen.

Was die Beteiligung der deutschen Flotte an etwaigen maritimen Demonstrationen betrifft, so hoffe ich, daß Seine Majestät der Kaiser an der bereits kundgegebenen Absicht festhält, an keiner militärischen Flottendemonstration teilzunehmen, welche nicht von allen Mächten und namentlich von England gutgeheißen und unterstützt wäre.

Die maritimen Streitkräfte, welche die übrigen Mächte gegenwärtig in der Levante haben, würden auch ohne die Englands nicht wirksam demonstrieren können. Eine Mobilisierung anderweiter deutscher Streitkräfte zur See läßt sich durch kein auch nur scheinbares Interesse Deutschlands rechtfertigen. Würde eine militärische Flottendemonstration, an der Deutschland sich beteiligte, demnächst für England der Ausgangspunkt einer feindlichen Haltung, so würde es vielleicht für uns schwierig werden, uns mit Anstand aus einer Situation zurückzuziehen, die uns in ihrer weiteren Entwickelung zu einem Bruch mit England führen könnte.

Wir werden diese und andere etwa noch kommende Zumutungen ausweichend und dilatorisch behandeln müssen, um dem Fürsten Gortschakow weder zu Einwirkungen auf die Reizbarkeit des Kaisers, noch zur Erregung von Mißtrauen bei Österreich und England Stoff zu geben. Uns mit diesen beiden, oder doch wenigstens mit einer von diesen beiden Mächten zu entzweien, ist ein Ziel, welches der Fürst bei keinem seiner Manövers aus dem Auge verliert. Man kann sogar die Frage aufwerfen, ob es nicht zunächst sein Hauptziel ist, wenigstens bin ich so ganz fest nicht davon überzeugt, daß die Sumarokowsche Sendung den vollen Ernst eines definitiven Entschlusses an sich trägt, — wenn man sich auch schwer klar machen kann, warum Fürst Gortschakow durch diesen Schritt das mühsam erworbene Vertrauen des englischen Kabinetts und den Erfolg der Entrüstungsmeetings wieder auf das Spiel setzt, wenn er nicht wirklich Feuer in das Pulver zu legen beabsichtigt. Am nächsten liegt vielleicht die Erklärung, daß die geschichtlich bekannte Lehre Oxenstiernas an seinen Sohn auch bei unseren Freunden im Osten nicht unanwendbar ist. Leider folgt noch auf die quantula sapientia in der Regel das plectuntur Achivi; sehen wir zu, daß wir diesmal nicht zu letzteren gehören, wenn es möglich ist.

---

* Vgl. die Fußnote* zu Nr. 243, S. 61.

Nr. 243

Der Rat im Kaiserlichen Gefolge Otto von Bülow, z. Z. in Baden-Baden, an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 15 Baden-Baden, den 7. Oktober 1876

Vertraulich

Seine Majestät sind mit Ausführungen Reichskanzlers bezüglich Anfrage Kaisers Alexander über unser Verhalten bei russisch-österreichischer Kriegseventualität im Prinzip ganz einverstanden; desgleichen damit, daß geschäftliche Vermittelung so schwerwiegender Fragen durch General von Werder prinzipiell unerwünscht und bedenklich.

Im Hinblick auf Innigkeit persönlicher und politischer Beziehungen wünschen jedoch Seine Majestät Froissierung Kaiser Alexanders durch gänzliches Ignorieren seiner Anfrage zu vermeiden. — General von Werder könnte dem Kaiser unter Wiederholung unveränderter freundschaftlicher Gesinnungen des Kaisers Wilhelm unter der Hand etwa erklären: Allerhöchstderselbe betrachte durch die im Telegramm Nr. 32* gemeldete Haltung Österreichs jene Anfrage als gegenstandslos geworden. Wenn nicht, erscheine es bei großer Wichtigkeit der Angelegenheit unabweislich, dieselbe auf amtlichen Weg zu leiten.

Eine solche Erklärung würde, unbeschadet persönlicher Rücksichtnahme für Kaiser Alexander, der materiellen Beantwortung der russischen Forderung, nach Vorschlag Reichskanzlers in Telegramm Nr. 34 aus dem Wege gehen.

Mit Bezug auf Erlaß Nr. 8** genehmigen zwar Seine Majestät, daß General Werder auf die der Vermittelung so wichtiger politischer Aufträge durch ihn entgegenstehenden Bedenken hingewiesen wird, jedoch mit Bemerken, man könne dem Kaiser natürlich nicht verbieten, ihm dergleichen vertrauliche Mitteilungen und Aufträge zu geben; die Antworten könnten in so wichtigen Fragen aber erst auf dem Geschäftswege erfolgen. Zunächst solle jene Eröffnung an Herrn von Werder ohne Hinzufügung der Weisung, sich künftiger Vermittelung zu enthalten, geschehen. Vor Erlaß solcher Weisung wünschen Seine Majestät durch den General darüber vergewissert zu werden, ob Ablehnung der Vermittelung in irgendeiner Form möglich, ohne Kaiser Alexander zu froissieren. Bülow

---

* Durch Telegramm Nr. 32 war dem Rat im Kaiserlichen Gefolge Otto von Bülow Kenntnis von einem Telegramm des Generalleutnants von Werder aus Livadia vom 3. Oktober gegeben worden, wonach Österreich alle von General von Sumarokow überbrachten russischen Vorschläge angenommen hätte.

** Im Erlaß Nr. 8 vom 4. Oktober an den Rat im Kaiserlichen Gefolge Otto von Bülow hatte der Staatssekretär von Bülow in Gemäßheit des Bismarckschen Diktats vom 2. Oktober vorgeschlagen, den Generalleutnant von Werder dahin anzuweisen, daß er sich unter Berufung auf den nichtpolitischen Charakter seiner Funktionen der Weitergabe so schwerwiegender Äußerungen zu entziehen habe.

Nr. 244

Diktat des Reichskanzlers Fürsten von Bismarck, z. Z. in Varzin

Niederschrift des Legationssekretärs Grafen Herbert von Bismarck

Varzin, den 9. Oktober 1876

Telegramme aus Baden Nr. 15* und 16 erhalten. Ich würde es immer vorziehen, wenn Seine Majestät auf die Werdersche Anregung überhaupt nicht einginge, sondern abzuwarten beföhle, bis entweder Kaiser Alexander eigenhändig schreibt oder amtliche Aufträge gibt, bevor wir unsrerseits durch eine Antwort zugeben, daß die Frage eines Krieges gegen Österreich überhaupt auf der Tagesordnung steht. Es kann sonst leicht in Gortschakowschen Insinuationen so gewendet und nach Wien gebracht werden, als hätten wir die Initiative dazu genommen, da wir die des Kaisers Alexander Werder gegenüber niemals nachweisen können.

Glaubt Seine Majestät dennoch durch Werders Telegramme dergestalt en demeure gesetzt zu sein, daß Allerhöchstdieselben ihrem General antworten müssen, was ich nicht glaube, so würde es sich immer empfehlen, den Begriff „Krieg gegen Österreich" gar nicht zur Erscheinung kommen zu lassen, sondern nur allgemein zu sagen, daß die wichtigen Zukunftsfragen, die Werder in seinem Telegramm anrege, in dieser Allgemeinheit sich nicht telegraphisch beantworten ließen, sondern, wenn ihre Entscheidung überhaupt unaufschieblich sei, Unterhandlungen der Minister über Detailfragen vorhergehn müßten.

Von der Form, welche Seiner Majestät nach Seite 2 des Telegramms Baden Nr. 15 vorschwebt, würde ich in betreff des ersten Satzes jedenfalls Abstand nehmen, weil darin immer das Zugeständnis unsrerseits liegen würde, daß vor dem Telegramm 32** die Anfrage nicht gegenstandslos gewesen sei; es würde darin ein Zugeständnis liegen, daß auch wir damals einen Krieg Rußlands gegen Österreich für indiziert und uns wenigstens nicht überraschend angesehn hätten. Wenn der zweite Satz, daß es unabweislich erscheine, die Sache auf amtliche Wege zu leiten, Seiner Majestät nicht genügte, so würde es meines ehrfurchtsvollen Dafürhaltens immer notwendig werden, in der Einleitung zu dieser Verweisung auf den Amtsweg noch zu sagen, daß Seine Majestät eine so bedauerliche Eventualität glücklicherweise nicht als bevorstehend ansehe, und wenn der Kaiser Alexander darüber anderer Ansicht wäre, mit Rücksicht auf die freundschaftlichen Beziehungen der drei Kaiser untereinander, sich

---

* Siehe Nr. 243. Im Telegramm Nr. 16 hatte der Rat im Kaiserlichen Gefolge O. von Bülow hinzugefügt, daß der Inhalt von Telegramm Nr. 15 das Äußerste enthalten habe, was nach langer Verhandlung von dem Kaiser zu erreichen gewesen sei.

** Vgl. die Fußnote* zu Nr. 243, S. 61.

der Hoffnung hingäbe, daß Kaiser Alexander Allerhöchstihm vor dem Bruch mit dem Kaiser Franz Joseph doch noch Gelegenheit zu dem Versuch bieten werde, ob nicht eine friedliche Beilegung möglich sei: wäre eine solche unmöglich, dann würden die schwerwiegenden Fragen, die Herr von Werder angeregt hätte, in ihren Details amtlich erwogen werden müssen und dabei die unwandelbare Freundschaft beider Kaiser ihren vollen Ausdruck finden.

Jedenfalls müßte dem General von Werder auf das unbedingteste untersagt werden, irgend etwas Schriftliches aus der Hand zu geben und sich mündlich gegen irgendwelche andere Person als den Kaiser Alexander persönlich über die Äußerungen unseres Allergnädigsten Herrn auszusprechen oder befragen zu lassen.

Wenn Herr von Werder sich kaiserlich russischen Befehlen nicht vollständig entziehn kann, so muß er sich seiner militärischen Stellung nach wenigstens jede politische Äußerung gegen den russischen Kanzler gänzlich versagen und sich von demselben auch keine Fragen stellen lassen. Daß seine geheimen Papiere in Livadia vor dem Fürsten Gortschakow sicher sind, ist ohnehin nicht anzunehmen.

Nr. 245

Der Gesandte im Auswärtigen Amt von Radowitz, z. Z. in Baden-Baden, an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Eigenhändiger Privatbrief

Baden-Baden, den 10. Oktober 1876

Euerer Exzellenz

gestatte ich mir über die Eindrücke nach einigen Unterredungen mit Seiner Majestät noch folgendes gehorsamst mitzuteilen.

Dem Kaiser ist es, wie er mehreren Personen gegenüber geäußert und mir wiederholt hat, in letzter Zeit immer schwerer geworden, bei den orientalischen Wirren seine und die Haltung Deutschlands als eine passive aufzufassen; er glaubte sich als mächtigster christlicher Souverän zu tätigerem Eingreifen gegen die Türkei verpflichtet. Außerdem haben entschieden die direkten Interpellationen aus Livadia ihm Eindruck gemacht und den lebhaften Wunsch erregt, für Kaiser Alexander mehr als bisher eintreten zu können. Hieraus ist bei Seiner Majestät eine gewisse unruhige und unbefriedigte Stimmung entstanden, welche zu den verschiedenen Marginalien und Telegrammen in der vorigen Woche führte. Die letzten Diktate des Herrn Reichskanzlers, in deren Sinn ich noch einiges hinzufügen konnte über die Schwankungen und Unklarheiten der Gortschakowschen Politik, haben sehr beruhigend und aufklärend gewirkt; für den Augenblick ist wohl nicht zu erwarten, daß der Kaiser die Linie der ihm

empfohlenen Reserve, namentlich Livadia gegenüber, zu verlassen wünschen wird.

Die Kaiserin (welche seit Jahren zum ersten Male wieder über Politik mit mir sprach) drückte eine gewisse Geringschätzung gegen die angeblichen christlichen Interessen aus, in deren Namen Rußland und neuerdings auch England gegen die Türkei sich wendeten. In Rußland sammle sich viel mehr das sozialistische und nihilistische Element um die vermeintlichen Glaubenssachen, und an dem Siege über die Türkei würde das wirkliche Christentum nichts gewinnen. Sie habe keine Sympathie für diesen Kampf, hoffentlich werde Deutschland davon ganz unberührt bleiben. Ihre Majestät sprach mit auffallender Bitterkeit vom Fürsten Gortschakow, der die bessere Einsicht des Kaiser Alexander trübe und dem Ansehen des Kaisers schade. pp.

Radowitz

Nr. 246

Diktat des Reichskanzlers Fürsten von Bismarck, z. Z. in Varzin

Niederschrift des Legationssekretärs Grafen Herbert von Bismarck

Varzin, den 14. Oktober 1876

Je schwieriger die Situation sich zuspitzt*, um so deutlicher müssen wir meines Erachtens uns gegenwärtig halten und in unserer diplomatischen Tätigkeit zum Ausdruck bringen, daß unser Hauptinteresse nicht in dieser oder jener Gestaltung der Verhältnisse des türkischen Reiches liegt, sondern in der Stellung, in welche die uns befreundeten Mächte zu uns und untereinander gebracht werden. Die Frage, ob wir über die orientalischen Wirren mit England, mehr noch mit Österreich, am meisten aber mit Rußland in dauernde Verstimmung geraten, ist für Deutschlands Zukunft unendlich viel wichtiger, als alle Verhältnisse der Türkei zu ihren Untertanen und zu den europäischen Mächten. Es erfordert für uns eine große Vorsicht und eine gänzliche Abstraktion von den gemütlichen Regungen, welche die Vorgänge im

* Die Zuspitzung der Situation hing mit der verschiedenen Haltung der Mächte in der Frage eines Waffenstillstandes zwischen der Türkei und Serbien zusammen. In der ersten Oktoberhälfte war der türkischen Regierung durch die zunächst in dieser Frage halbwegs einig gewordenen Mächte ein sechswöchentlicher Waffenstillstand mit Serbien vorgeschlagen worden. Die Türkei erklärte aber am 12. Oktober, sich nur auf einen sechsmonatlichen Waffenstillstand einlassen zu wollen. Während sich nun Österreich, England und Frankreich beeilten, den türkischen Vorschlag auf einen bis zum 15. März 1877 laufenden Waffenstillstand anzunehmen, war Rußland einer Zustimmung durchaus abgeneigt, so daß für Deutschland die schwierige Frage entstand, auf welche Seite es treten sollte.

Orient, und welche das mehr oder weniger geschickte Verhalten der einzelnen Mächte in uns hervorrufen können, wenn wir uns das Kapital an guten Beziehungen, welche wir mit England, Österreich und Rußland besitzen, nach Möglichkeit erhalten wollen. Wir dürfen meines Erachtens keinen Teil desselben aufs Spiel setzen, wenn wir nicht durch eigene deutsche Interessen oder sonst unausweichlich dazu gezwungen würden. Zu diesem Kapital rechne ich auch die Meinung im russischen Volk und Heer, so wenig oder so viel wir auch davon besitzen mögen. Die öffentliche Meinung in Rußland, welches sich die freundschaftliche Haltung des Kaisers Alexander gegen Deutschland von 1864—75 jedenfalls als Guthaben rechnet, darf womöglich auch durch die Fehler des Fürsten Gortschakow nicht dazu gebracht werden, daß sich in ihr dauernd die Empfindung festsetze, als hätten wir Rußland, ohne durch eigenes Interesse dazu gezwungen zu sein, in einer sehr schwierigen Lage im Stiche gelassen und seine Isolierung dadurch vervollständigt, daß wir uns freiwillig der Zahl seiner Gegner angeschlossen hätten. Alles, was wir aus dem Gesichtspunkte der allgemeinen Friedensliebe und einer nach nicht-russischer Meinung gerechten Abwägung der Umstände dafür anführen könnten, würde immer nicht hinreichen, das russische Räsonnement zu entkräften, daß wir durch keine eigenen Interessen genötigt waren, unser europäisches Votum gegen Rußland abzugeben. Ich halte es für nützlich, nicht bloß Rußland gegenüber an den Tag zu legen, daß die Erinnerung an mehr als hundertjährige freundschaftliche Beziehungen zu Rußland ein stärkeres Gewicht hat, als die Erwägung dessen, was in der Türkei für den Augenblick sachlich das zweckmäßigste sein könnte. Ich will damit nicht sagen, daß dieses Axiom unsere ganze Zukunft beherrschen müsse, ich halte aber durch unsere Interessen für geboten, ihm im Augenblick wenigstens dadurch Ausdruck zu geben, daß wir Rußlands Verlegenheiten nicht erschweren. Aus diesem Gesichtspunkte und in Kenntnis der Nachrichten, die mir in den Telegrammen bis Nr. 130 einschließlich vorliegen, bitte ich Seine Majestät ehrfurchtsvoll, auf die englische Aufforderung, die jüngsten türkischen Vorschläge unabhängig von Rußlands Beistimmung zu befürworten, nicht einzugehn, dieselben zwar nicht strikte abzulehnen, aber doch unter ausdrücklicher Bezugnahme auf unsere eingangs charakterisierte Stellung zur Sache zu antworten, daß wir zwar die Annahme des Waffenstillstandes durch Rußland wünschten, aber zunächst eine Verständigung mit Rußland zu versuchen wünschten, bevor wir uns erklärten. Ich verstehe darunter nicht die Zusage, daß wir, wie England es wünscht, das Werkzeug werden sollten, um einen Druck auf Rußlands Entschließungen zu üben; einen solchen Druck würden wir nur auf Kosten der Zukunft der deutsch-russischen Beziehungen üben können, und diese letzteren halte ich, wie gesagt, für Deutschland wichtiger, als alle Unterschiede zwischen den verschiedenen möglichen Ergebnissen der bisher den

Orient beunruhigenden Krisis. Englands Interesse an der Erhaltung des Friedens im Jahre 1870 war viel größer und unmittelbarer, als das unsrige an der Erhaltung des Friedens in der Türkei oder selbst zwischen den an der Türkei interessierten Mächten: nichtsdestoweniger hat England keinen Schritt getan, um den brutalen Friedensbruch Frankreichs zu hindern, und die Engländer würden es für eine unberechtigte Zumutung gehalten haben, wenn wir sie hätten auffordern wollen, ihre guten Beziehungen zu Frankreich uns zuliebe aufs Spiel zu setzen; dabei waren wir damals selbst die Angegriffenen, und man kann um so weniger uns zumuten, daß wir der Türkei zuliebe unsere guten Beziehungen zu Rußland oder zu einer der anderen uns befreundeten europäischen Mächte aufs Spiel setzen.

Ich bin daher der Meinung, daß wir unsere Äußerung in der Waffenstillstandsfrage von sechs Monaten zurückhalten, bis Rußland sich erklärt hat. Nach Telegramm Nr. 129 will Rußland Waffenstillstand bis acht Wochen, vorbehaltlich Verlängerung. Wir könnten den Russen zunächst und eventuell auch nach London und Wien erklären, daß wir diesen Termin als den längsten, bis zu dem die allseitige Einigkeit reiche, und der um vier respektive zwei Wochen länger sei, als der ursprünglich von England vorgeschlagene, befürworten würden; nur müßten wir uns vorher vergewissern, daß der Inhalt von Telegramm Nr. 129 wirklich auf russischem Einverständnis beruhe*.

Schließlich und ohne Rückwirkung auf Vorstehendes bemerke ich rein akademisch, daß ich die russische Weigerung bezüglich der sechs Monat übereilt finde, wie so manche der jüngeren russischen Entschließungen. Ich begreife, daß die russische Politik Gründe zur Weigerung hat, aber ich würde die letztere geschickter angebracht gefunden haben, wenn sie sich an Nebenfragen oder an gewisse von Rußland zu stellende Vorbedingungen geknüpft hätte. Außerdem ist Rußland heute zum Schlagen nicht bereit, wäre durch den Waffenstillstand zwischen der Türkei und Serbien in seinen Entschließungen nicht gebunden und könnte den Kriegsfall, wenn er ihm unvermeidlich scheint, an jedem Tage der weiteren Verhandlungen finden, während es die Zwischenzeit zu Rüstungen benutzte. Die taktischen Fehler der russischen Politik mindern aber nicht unser Bedürfnis, mit dem russischen Nationalgefühl nach Möglichkeit in guten, wenigstens nicht in feindlichen Beziehungen zu leben.

---

* Die Mitteilung in dem an den Fürsten von Bismarck gerichteten Telegramm des Staatssekretärs von Bülow vom 14. Oktober (Nr. 129), daß Rußland einen Waffenstillstand bis zu acht Wochen für notwendig halte, beruhte auf einer geheimen Mitteilung des russischen Botschafters in London Grafen Schuwalow an Graf Münster.

Nr. 247

Der Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow an den Reichskanzler Fürsten von Bismarck, z. Z. in Varzin

Telegramm. Entzifferung

Nr. 133 Berlin, den 16. Oktober 1876

Geheime Rat von Bülow telegraphiert gestern abend spät: Kaiser durch Auseinandergehen der Mächte in Waffenstillstandfrage lebhaft impressioniert. Seine Majestät will selbstverständlich Gutachten des Reichskanzlers* abwarten, gibt aber schon jetzt zur Erwägung, ob Schlußpassus der russischen Mitteilung nicht Handhabe für diesseitige Vermittelung bezüglich Dauer bietet, da Waffenstillstand ja nur Mittel zum Zweck ist: Verhandlungen wegen Frieden herbeizuführen, welchen Rußland zu wünschen versichert, und fügt vertraulich hinzu: Ich gebe mir größte Mühe (und wie letzte Telegramme beweisen, mit momentanem Erfolg), den Kaiser für Zurückhaltung zu gewinnen. Im Grunde hat Seine Majestät aber ganz entgegengesetzte Neigungen, hielt demgemäß heute sofortige Äußerung unsererseits für indiziert und sprach auch wieder von Notwendigkeit einer Pression; eine Ansicht, deren Abschwächung in dem Sinne meiner obigen Meldung einstweilen gelang. Kaiser warf auch gelegentlich hin, daß er schon daran gedacht, privatim und als Verwandter an Kaiser Alexander zu schreiben, um ihm vorzustellen, daß durch Fortdauer jetziger russischer Politik Europa zum Kriege treibe. Ich sprach Hoffnung aus, daß Seine Majestät so wichtigen Schritt nicht ohne Verständigung mit Reichskanzler tun würde. Vorstehendes zur Schilderung Allerhöchster Stimmung und Deckung meiner Verantwortlichkeit.

Inzwischen habe ich schon gestern abend telegraphiert, daß Eurer Durchlaucht Votum hier eingegangen sei und mit heutiger Post werde übermittelt werden.

Bülow

Nr. 248

Der Reichskanzler Fürst von Bismarck, z. Z. in Varzin, an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Telegramm. Eigenhändiges Konzept

Nr. 57 Varzin, den 16. Oktober 1876

Antwort auf Telegramm Nr. 133**.

Ich würde außer Stande sein die Geschäfte weiterzuführen von dem Augenblick an, wo ich die Ueberzeugung gewänne, daß in

* Siehe Nr. 246.
** Siehe Nr. 247.

dieser für die Zukunft unsrer auswärtigen Beziehungen entscheidenden Krisis die Politik die ich glaube anrathen zu müssen, nicht die allerhöchste Billigung hätte.

Vorstehendes bitte ich H[errn] G[eheimen] R[a]th von Bülow auf Inhalt von 133 zu telegraphiren, mit dem Anheimstellen davon nicht ohne Noth, aber im Fall der Noth, doch jedenfalls Gebrauch zu machen, u[nd] hinzuzufügen, daß ich fest entschlossen sei, mein Amt niederzulegen, sobald S[eine] M[ajestät] mich in den Fall setzte Schritte vertreten zu sollen die m[eines] E[rachtens] die Zukunft des Landes gefährdeten, ohne nothwendig zu sein.

v. Bismarck

Nr. 249

Der Rat im Kaiserlichen Gefolge Otto von Bülow, z. Z. in Baden-Baden, an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 28 Baden-Baden, den 17. Oktober 1876

Erlaß Nr. 27* erhalten und sogleich vorgetragen.

Seine Majestät ist mit Vorschlägen Reichskanzlers in betreff Waffenstillstandsfrage vollkommen einverstanden. Auf Basis der danach von uns eventuell auch in London und Wien abzugebenden Erklärung erhofft Allerhöchstderselbe Verständigung unter den Mächten.

Auch Angelegenheit Herrn von Werders liegt heute günstiger, indem Kaiser nach Kenntnisnahme neuesten Votums Reichskanzlers nicht mehr so fest auf mündlicher Antwort besteht** und einstweilen die angekündigten Berichte*** abwarten will. Ich hoffe jetzt, Seine Majestät zu Verzicht auf jene Antwort allmählich ehrfurchtsvoll zu vermögen.

Bülow

---

* Mit Erlaß Nr. 27 vom 16. Oktober hatte Staatssekretär von Bülow dem Rat im Kaiserlichen Gefolge O. von Bülow das Votum des Fürsten von Bismarck vom 14. Oktober übermittelt.

** Am 13. und 14. Oktober hatte der Kaiser noch auf Erteilung einer mündlichen Antwort an Kaiser Alexander durch General von Werder insistiert, am 14. der Reichskanzler dann in einem für den Staatssekretär von Bülow bestimmten Diktat bemerkt: „Wenn Seine Majestät befiehlt, daß durch General von Werder mündlich geantwortet werde, so muß es natürlich geschehen. Ich bitte dann aber doch Seiner Majestät gegenüber wiederholt erwähnen zu wollen, daß ich zu diesem Wege nicht habe raten können, und die vielleicht unerwünschten Folgen, die aus der Benutzung dieses Weges des diplomatischen Verkehrs formell und sachlich hervorgehn können, nicht zu vertreten habe."

*** Mittels Telegramm Nr. 84 vom 15. Oktober war das demnächstige Eintreffen von Berichten des Generals von Werder nach Baden-Baden signalisiert worden.

Nr. 250

Diktat des Reichskanzlers Fürsten von Bismarck, z. Z. in Varzin

Niederschrift des Legationssekretärs Grafen Herbert von Bismarck

Varzin, den 20. Oktober 1876

Das eben eingegangene Telegramm Nr. 143* bietet keinen Anlaß zu einer Äußerung über die Waffenstillstandsfrage, da England dieselbe als beendigt ansieht. Wenn aber Lord Odo Russell fragt, ob ich im Interesse des Friedens eine Lösung vorschlagen wollte, so ist dies zunächst wohl nicht unser Beruf, da keine der Konzessionen, von welchen die Einigung der Mächte abhängig ist, in unserem Belieben steht. Es ist meines Erachtens ein Irrtum und voraussichtlich ein freiwilliger, wenn öffentlich von verschiedenen Seiten angenommen wird, der Frieden könne dadurch erhalten werden, daß staatsmännische Weisheit ein Arkanum erfinde, während doch in der Tat seine Sicherstellung nur auf dem Wege gesucht werden kann, daß eine oder mehrere der interessierten Mächte den anderen Konzessionen macht, indem sie entweder ihre Ansprüche oder ihr gegenseitiges Mißtrauen herabmindern; wenn das von keiner der beteiligten Seiten geschieht, so glaube ich nicht, daß menschliche Weisheit ein Rezept erdenken kann, welches dem schließlichen Zusammenstoß der einander widerstrebenden Kräfte vorbeugte. Wenn wir Vorschläge machen sollten, so könnten dieselben praktische Erfolge nur dann haben, wenn entweder die Türkei der Zukunft der Christen Zugeständnisse machte, oder Rußland darauf verzichtete, seine Teilnahme für die türkischen Christen in der bisher beabsichtigten Weise zu betätigen, oder England sich bereit erklärte, Rußland bis zu irgendeiner gewissen Grenze gewähren zu lassen, wenn nicht zu unterstützen. Jeder dieser Wege aber erfordert, daß die Macht, welche ihn vorschlägt, ihn der Macht gegenüber, welche etwas nachgeben soll, mit einer gewissen Pression befürwortet. Diese Pression mag in den freundschaftlichsten Formen erfolgen, sie wird doch, wenn wir sie mit Erfolg üben sollten, immer eine dauernd nachteilige Rückwirkung auf unsere Beziehungen zu der Macht haben, gegen die wir sie angewandt hätten. In unseren eigenen schwierigen Lagen, die wir in dem letzten Jahrzehnt durchgemacht haben, sind wir niemals durch dergleichen diplomatische Pressionen

* Nachdem die Deutsche Regierung ihre Erklärungen in der Waffenstillstandsfrage gemäß der vom Kaiser genehmigten Vorschläge des Fürsten von Bismark (vgl. Nr. 246) abgegeben hatte, schien die englische Regierung die Hoffnung auf das Zustandekommen eines Waffenstillstandes und damit auf die Erhaltung des europäischen Friedens aufgeben zu wollen. Aus dieser Besorgnis heraus fragte der englische Botschafter Lord Odo Russell, wie Staatssekretär von Bülow in Telegramm Nr. 143 vom 20. Oktober nach Varzin mitteilte, an, ob Fürst von Bismarck, da ihm Kongreß oder Konferenz wenig erwünscht erscheine, nicht eine andere Lösung im Interesse des Friedens vorschlagen könne und wolle.

befreundeter Mächte unterstützt worden, und kann es deshalb auch nicht unsere Aufgabe sein, die türkischen Wirren, an denen wir so gut wie ohne Interesse sind, vor anderen Mächten und auf Kosten unserer Beziehungen zu befreundeten Regierungen zu lösen. Wenn ich einen Vorschlag wüßte, von dem ich glaubte, daß er in London, Petersburg und Wien Anklang fände, so würde ich dennoch bereitwillig damit hervortreten; aber ich weiß keinen, der uns nicht, wenn wir ihn nachdrücklich befürworten, in Verstimmung mit einer der drei genannten Regierungen bringen wird, und es scheint mir unbillig, uns zuzumuten, daß wir ohne eigenes Interesse an der Sache durch Schädigung freundschaftlicher Beziehungen das im Interesse anderer erstreben sollten, was jede der direkt beteiligten Mächte durch eigene Nachgiebigkeit mit viel mehr Sicherheit erreichen kann.

Ich glaube, daß die jetzt obwaltende Spannung nicht eingetreten sein würde, wenn England sich den auf der Basis der Berliner Besprechungen geeinigten fünf übrigen Mächten damals angeschlossen hätte*. Ein zweites Mal war eine Einigung aller sechs Mächte, und zwar auf der Basis eines von England ausgegangenen Vorschlages, bereits erreicht, durch gemeinsame Verabredungen festgestellt und der Pforte als gemeinsame Forderung der sechs Mächte vorgelegt worden**. Wenn nun darauf eine ganz heterogene, in der Hauptsache unter dem Scheine formaler Zustimmung ausweichende Antwort der Pforte erteilt wurde, so hatte ich geglaubt, daß keine der sechs Mächte diesen ganz neuen Vorschlägen der Pforte einseitig zustimmen, sondern daß zunächst eine neue gemeinsame Beratung der Mächte über die Behandlung der türkischen Antwort eintreten würde. Statt dessen ist der gemeinsame Vorschlag der Mächte nicht nur auf die türkische Antwort unverzüglich fallen gelassen worden, sondern ein Teil der damals einigen Mächte hat die türkischen Propositionen, die eine von den vereinbarten weit abweichende Tragweite haben, sich sofort angeeignet***. Es kommt mir nicht bei, eine Kritik darüber zu beanspruchen, da jede große Macht eben nur von ihren eigenen Interessen sich beraten lassen kann. Aber eine unbeteiligte Macht kann aus diesen Vorgängen keine Ermutigung zu neuen Versuchen schöpfen, um eine neue Vereinbarung der Beteiligten herbeizuführen; wenn sie gelänge, so stände doch zu befürchten, daß sie an dem ersten Widerspruche der Pforte oder an der Abneigung dortiger diplomatischer Agenten scheitern würde.

---

* England hatte nicht nur am 20. Mai 1876 seinen Beitritt zu dem „Berliner Memorandum" vom 13. Mai abgelehnt, sondern kurz darauf sogar die Aufforderung der drei Kaisermächte, Modifikations- oder Gegenvorschläge zu dem Berliner Memorandum zu machen, ablehnend beantwortet.

** Gemeint ist der auf eine Anregung Englands zurückgehende Vorschlag eines sechswöchentlichen Waffenstillstandes, der der Türkei in der ersten Oktoberhälfte gemacht war.

*** Vgl. die Fußnote zu Nr. 246, S. 64.

Wenn von früheren vertraulichen Eröffnungen die Rede gewesen ist, die ich Lord O. Russell gemacht habe, so sind solche wohl mannigfach vorgekommen, und ich weiß nicht, welche gemeint sein können. Ich würde auch kaum wagen, solche, die mir vorschweben, in der jetzigen Krisis und in der Form eines „Rates" bis an die Instanz von Lord Derby gelangen zu lassen: nur für Ew. Exzellenz schreibe ich in vertraulicher Form eine Ansicht nieder, die sich aus meiner generellen Auffassung der orientalischen Dinge von selbst ergibt.

Die ganze Türkei mit Einrechnung der verschiedenen Stämme ihrer Bewohner ist als politische Institution nicht so viel wert, daß sich die zivilisierten europäischen Völker um ihretwillen in großen Kriegen gegenseitig zugrunde richten sollten. Die Teilnahme an dem Geschick jener Länder und ihrer Bewohner wiegt tatsächlich bei keiner Regierung so schwer, wie die Besorgnis vor den Entwickelungen, die an die Stelle der jetzigen Zustände treten könnten, und vor ihrer Rückwirkung auf die Sicherheit und das Machtverhältnis der nächstbeteiligten europäischen Mächte selbst. Von dieser Erwägung scheint Österreich richtig geleitet zu sein, wenn es beabsichtigt, im Falle eines russisch-türkischen Krieges mit Rußland im Frieden zu bleiben und für sich innerhalb der türkischen Provinzen durch pfandweise Okkupation eine Grenze zu ziehen, hinter welcher es einstweilen die Entwickelung ohne Schädigung der österreichisch-ungarischen Monarchie abwarten kann. Ist dies auch im Sinne des Grafen Andrássy ein pis-aller, so ist [es] doch immer bei weitem das geringere Übel im Vergleich mit einem österreichisch-russischen Kriege im großen Stil. Wenn ich die englische Politik zu beraten hätte, so würde ich ihr vorschlagen, analog zu verfahren in betreff der wunden Stelle für England, nämlich des Suezkanals respektive Ägyptens, und inbezug auf Konstantinopel ein Abkommen mit Rußland auf Grund der Fortdauer der türkischen Herrschaft dort und in Adrianopel mit dem entsprechenden, wie ich glaube, meist von Türken bewohnten Gebiete zu treffen. Wenn Kleinasien mit Konstantinopel und Zubehör den Sultanen verbleibt, so sind sie immer noch stärker, als das byzantinische Kaiserreich in seinen letzten Jahrhunderten, und die Dardanellen bleiben in neutralen Händen. Rußland hat nach seinen bisherigen Äußerungen keine Pläne, sich in Bulgarien festzusetzen, höchstens autonome Einrichtungen daselbst und Rückerwerb des vor zwanzig Jahren abgetretenen Teiles von Beßarabien im Sinne. Doch das sind spätere Sorgen. Für jetzt meine ich nur, daß, wenn ein so friedfertiger Monarch wie der Kaiser Alexander durch innere Schwierigkeiten zum Beistande der Christen in der Türkei getrieben wird, England dafür nicht Rußland den Krieg erklären, sondern Suez und Alexandrien besetzen sollte und damit den Frieden Europas erhalten, wenn auch auf Kosten der Türkei. Wenn die englische Regierung fürchten sollte, sich auf diesem Wege mit Frankreich zu verfeinden, so wäre zu versuchen, ob nicht mit dieser

Macht eine Verständigung möglich ist, infolge deren beide Westmächte sich in Ägypten und Syrien einen zunächst gemeinschaftlichen Wirkungskreis schafften. Das französische Prestige-Bedürfnis bietet bei den geschichtlichen Antezedentien Frankreichs in jenen Ländern vielleicht sehr zugängliche Anknüpfungspunkte, und in einer gemeinsamen überseeischen Unternehmung würde die Präponderanz auf die Dauer doch der stärkeren Seemacht zufallen, namentlich da England dem Suezkanal von beiden Seiten Streitkräfte zuführen kann und in Behandlung orientalischer Völkerstämme geschickter ist als Frankreich.

Es ist dies eben ein Phantasiegebilde, aber wenn ich eine leitende Stimme in der Sache hätte, so würde ich doch versuchen, ob der so wertvolle Friede zwischen den europäischen Mächten nicht dadurch erhalten werden kann, daß die ohnehin unhaltbare Einrichtung der heutigen Türkei die Kosten dafür hergibt.

Eine Annäherung Englands und Frankreichs untereinander halte ich für unsere Interessen und für das europäische Gleichgewicht nicht nachteilig; im Gegenteil; doch will ich auf die Gründe davon lieber ein anderes Mal eingehen. —

Nr. 251

Der Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow an den Botschafter in Petersburg von Schweinitz, z. Z. in Berlin

Konzept

Nr. 771 Berlin, den 23. Oktober 1876
Geheim

Ew. pp. kennen bereits aus meinen mündlichen Mitteilungen und dem Ihnen hier vorgelegten Aktenmaterial die Frage, welche General von Werder seinerzeit im Auftrag Seiner Majestät des Kaisers Alexander hierher übermittelt hat, sowie die Gründe, welche es widerraten mußten, dieselbe auf außeramtlichem Wege zu beantworten. Mit Ew. pp. Rückkehr auf den Petersburger Posten ist die Möglichkeit geboten, die Angelegenheit auf die Bahn geschäftlicher Behandlung zu lenken und durch eine offene und präzise Aussprache den so leicht gefährlich werdenden Mißverständnissen vorzubeugen, zu denen bei der Unbestimmtheit der Fragestellung eine Beantwortung auf nicht diplomatischem Wege hätte führen können. Auf Befehl Seiner Majestät des Kaisers, unseres allergnädigsten Herrn, wird General von Werder heute telegraphisch beauftragt, Ew. pp. bevorstehende Rückkehr nach St. Petersburg zur Kenntnis des Kaisers Alexander zu bringen und zugleich mitzuteilen, daß Ew. pp. ermächtigt seien, auf die von Seiner Majestät mit General von Werder besprochenen Fragen, sei

es in Livadia, sei es in St. Petersburg mündlich erschöpfende Antwort zu geben. Ew. pp. würden demnach zunächst in Petersburg abzuwarten haben, ob Seine Majestät der Kaiser Alexander Ew. pp. persönliches Erscheinen in der Krim wünscht, oder ob sich die Aussprache bis zur Rückkehr des Kaisers nach der Hauptstadt hinzieht. Das an General von Werder gerichtete Telegramm, von dem ich eine Abschrift zu Ew. pp. gefälliger Kenntnisnahme hier ganz ergebenst beifüge, wird wahrscheinlich eine baldige Entscheidung hierüber herbeiführen, und ich beehre mich daher, Ew. pp. zu Ihrer persönlichen Information und Direktive zunächst die Gesichtspunkte ganz ergebenst darzulegen, welche Seine Majestät im Einverständnisse mit den Vorschlägen des Herrn Reichskanzlers als maßgebend für unsere Auffassung der russischen Anregung vorgezeichnet haben.

Um vor allem die in Betracht kommenden tatsächlichen Vorgänge festzustellen, so wird Ew. pp. aus meinen mündlichen Mitteilungen erinnerlich sein, daß bald nach Rückkehr des Freiherrn von Manteuffel aus Warschau Herr von Oubril hier gesprächsweise und ohne den amtlichen Auftrag auszusprechen, mitteilte, Fürst Gortschakow erwarte von uns noch weitere Äußerungen über Fragen, welche zweifelsohne der Feldmarschall hierher überbracht habe*.

Die zweite dieser Fragen bezog sich auf den Wunsch, von hier aus Vorschläge über die Wege zu erhalten, welche in der obwaltenden Komplikation übrigblieben, wenn diesseits ein Kongreß nicht gewünscht werde, eine Frage, welche nach unserer ganzen Stellung und der fast täglich wechselnden Sachlage um so weniger beantwortet werden konnte, als wir eine Verpflichtung zu solchen Vorschlägen und die damit verbundene Verantwortlichkeit weder übernehmen konnten, noch wollten. Auch ist man nach den hier und durch Graf Berchem gegebenen Explikationen auf diesen Wunsch kaum zurückgekommen.

Die zweite** und wichtigste in verschiedener Fassung immer wiederholte Frage lautete damals nach der Formulierung des Herrn von Oubril dahin: welches die Haltung Deutschlands sein würde, falls Rußlands Würde letzteres nötige, auf eigene Hand vorzugehen? Dem russischen Botschafter wurde hierauf wiederholt erwidert, daß eine solche Frage durch Freiherrn von Manteuffel hierher überhaupt nicht übermittelt worden sei, daß dieselbe aber jedenfalls eine erschöpfende und befriedigende Antwort in dem persönlichen Briefwechsel gefunden habe, der aus Anlaß der Sendung des Feldmarschalls zwischen beiden Souveränen geführt worden sei. Gleichzeitig wurde Graf Berchem beauftragt, sich in Petersburg in demselben Sinne auszusprechen. Dieses Auftrags hatte sich der Kaiserliche Geschäftsträger bereits unter dem 22. September cr. entledigt, als General von Werder in einem Tele-

---

* Vgl. Nr. 234.

** Offenbar verschrieben für „erste".

gramm vom 1. Oktober* aus Livadia meldete: Kaiser Alexander erwarte, gleichfalls unter Berufung auf Eröffnungen, die Allerhöchstderselbe dem Freiherrn von Manteuffel gemacht, eine Äußerung der Kaiserlichen Regierung darüber: welche Haltung dieselbe im Falle eines Krieges zwischen Rußland und Österreich einzunehmen gedenke. Diese Frage mußte sowohl ihres Inhalts als der Form wegen, in der sie an uns herantrat, im höchsten Grade überraschen. Nicht nur war von dem Freiherrn von Manteuffel eine solche Anfrage hierher niemals übermittelt, oder auch nur erwähnt worden, sondern die ganze politische Lage bot und bietet heute noch keinen Anlaß, eine Eventualität wie die erwähnte als nahestehend anzusehen. Der Brief des Kaisers Alexander aus Warschau vom 7. September** an unseren allergnädigsten Herrn sprach von der möglichen Notwendigkeit für Rußland, eine Sonderstellung einzunehmen; eine solche konnte aber der Natur der Sache nach nur der Türkei, nicht Österreich gegenüber in Aussicht genommen sein, da in bezug auf Österreich eine gemeinsame Position, aus welcher sich Rußland hätte aussondern können, von anderen Mächten überhaupt nicht eingenommen worden war. Außerdem hatte der Kaiser Alexander (welcher dem Feldmarschall gegenüber sein festes Halten am Drei-Kaiser-Bündnis lebhaft betont hatte, während allerdings beim Fürsten Gortschakow eine Verstimmung gegen Österreich deutlich hervortrat) im weiteren Zusammenhange seines Schreibens die Möglichkeit berührt, eventuell ohne Störung des Friedens Genugtuung für seine persönliche Würde und das russische Nationalgefühl suchen zu müssen, und die Hoffnung ausgesprochen, in einem solchen Falle auf Deutschlands Unterstützung rechnen zu können. In dem Augenblicke aber, wo General von Werder gegenüber die Eventualität eines Krieges gegen Österreich erwähnt wurde, schien weder das russische Nationalgefühl noch die persönliche Würde des Kaisers durch irgendwelche Handlung Österreichs auch nur im entferntesten berührt zu werden. Im Gegenteil, die Beziehungen Rußlands und Österreichs trugen und tragen anscheinend noch heute denselben vertrauensvollen Charakter, wie derselbe in Reichstadt, mehr als uns anfänglich bekannt war, vorgewaltet hatte, und Seine Majestät der Kaiser von Österreich ist derjenige von allen Souveränen, an welchen der Kaiser Alexander sich zuerst bei der Sumarokowschen Sendung und vor einigen Tagen nochmals in eigenhändigem Schreiben gewendet hat***, um ein engeres Bündnis, ja sogar eine direkte Kooperation beider Mächte herbeizuführen, ein Versuch, der innerhalb gewisser Bedingungen und Grenzen nicht ohne Aussicht auf Erfolg

* Siehe Nr. 239.
** Siehe Nr. 232.
*** Über das Schreiben Kaiser Alexanders an Kaiser Franz Joseph vom 22. September/10. Oktober 1876 vgl. E. von Wertheimer, Graf Julius Andrássy, Bd. II (1913), S. 349 f.

sein dürfte. Wenn bei einer solchen Sachlage die Eventualität eines russisch-österreichischen Krieges aus Anlaß der orientalischen Krisis von der Kaiserlichen Regierung überhaupt nicht in den Kreis der Erwägung hatte gezogen werden können, so mußte uns davon noch mehr die Form abhalten, in welcher russischerseits diese Eventualität uns gegenüber berührt worden war. Denn eine Frage von so schwerwiegender Bedeutung konnte unseres Erachtens nur auf amtlichem Wege gestellt werden. Wenn Fürst Gortschakow (und es sprechen alle Anzeichen dafür, daß jene Eröffnung seines Kaiserlichen Herrn von ihm veranlaßt war), statt dessen die Übermittelung durch General von Werder vorgezogen hat, so liegt die Vermutung nahe, daß er unter dem Scheine freundschaftlicher Formlosigkeit Forderungen und Fragen an uns hat gelangen lassen wollen, für welche im amtlichen und regelmäßigen Verkehr eine den diplomatischen Gebräuchen entsprechende Einkleidung nicht leicht zu finden gewesen wäre. Treten dergleichen Zumutungen im amtlichen Wege an uns heran, so verrät schon die dann unentbehrliche klare Formulierung die Tragweite derselben, und der amtliche Verkehr ergibt von selbst die Notwendigkeit, über eine so bedeutungsvolle Frage den Weg der Verhandlungen und der Diskussion der Bedingungen zu betreten, an welche wir etwa unsere Zusagen und Konzessionen, wenn wir deren überhaupt machen wollen, zu knüpfen beabsichtigen. Unsere Lage ist ganz anders, wenn der Kaiser von Rußland durch seinen amtlichen Vertreter in Berlin uns den Wunsch nach einer Unterstützung aussprechen läßt, wenn wir dann die Befehle unseres allergnädigsten Herrn einholen und unsere Antwort durch den Kaiserlichen Botschafter in St. Petersburg mitteilen lassen, als wenn General von Werder von dem Kaiser Alexander beauftragt wird, unserem allergnädigsten Herrn die „Zuversicht" auszusprechen, daß Rußland unsere Unterstützung nicht fehlen werde. Daß bei letzterer Form die Gleichheit für uns verloren geht, und wir dabei auf die Möglichkeit verzichten müssen, die russischen Forderungen zu diskutieren, sie ausweichend zu beantworten, oder Gegenbedingungen daran zu knüpfen, liegt auf der Hand. Wir werden sofort, vielleicht mit Berechnung, in die Lage gebracht, entweder uns dem russischen Verlangen zu fügen oder den Kaiser Alexander durch Täuschung der von ihm ausgesprochenen Zuversicht persönlich zu kränken. Dazu kommt, daß alles, was General von Werder auf Grund mündlicher Äußerungen meldet, im Grunde doch keine authentische Bedeutung hat. Wir können uns auf das, was Kaiser Alexander einem preußischen Offizier gesagt hat, niemals geschäftsmäßig berufen, weder Rußland noch den andern Mächten gegenüber, dagegen hat das, was der Kaiser, unser allergnädigster Herr, durch seinen Generaladjutanten sagen läßt, wenn auch keinen international-amtlichen, so doch einen authentischen Charakter und kann gegen uns verwendet werden.

Vorstehendes sind die Erwägungen, welche die Kaiserliche Regierung haben abhalten müssen, bei Seiner Majestät zu beantragen, die russische Frage, so wie sie gestellt war, auf dem unvollkommenen Wege der Korrespondenz mit dem General von Werder zu beantworten.

Sehen wir aber von der Formfrage ab, und denken wir uns auf amtlichem Wege die Frage formuliert, welches unser Verhalten im Falle eines russisch-österreichischen Krieges sein würde, so wird es auch dann noch überaus schwierig sein, eine solche Frage in abstracto, losgelöst von allen tatsächlichen Voraussetzungen, zu beantworten. Wir würden bei der amtlichen Verhandlung darüber mit Rücksicht auf die freundschaftlichen Beziehungen der drei Kaiser untereinander uns zunächst den Versuch vorbehalten müssen, Österreich zu bewegen, daß es auch im Falle eines russisch-türkischen Krieges mit Rußland Frieden halte, und diese Bemühungen würden nach dem, was bisher über Österreichs Absichten bekannt ist, nicht aussichtslos sein.

Wenn sie aber mißlingen sollten, und wenn wir den Bruch zwischen Rußland und Österreich trotz aller unserer Bemühungen nicht hindern könnten, so läge an sich noch kein Grund für Deutschland vor, aus seiner Neutralität herauszutreten.

Ob ein solcher Krieg, namentlich wenn sich Italien und Frankreich an ihm beteiligten, nicht Ergebnisse haben könnte, die uns die Pflicht auferlegten, für unsere eigenen Interessen einzutreten, das läßt sich freilich nicht vorhersagen. Unseren Interessen kann es nicht entsprechen, durch eine Koalition des gesamten übrigen Europa, wenn das Glück den russischen Waffen ungünstig wäre, die Machtstellung Rußlands wesentlich und dauernd geschädigt zu sehen; ebenso tief aber würde es die Interessen Deutschlands berühren, wenn die österreichische Monarchie in ihrem Bestande als europäische Macht oder in ihrer Unabhängigkeit derart gefährdet würde, daß einer der Faktoren, mit denen wir im europäischen Gleichgewicht zu rechnen haben, für die Zukunft auszufallen drohte.

Wir können daher vertragsmäßige Zusicherungen, die uns dauernd binden würden, nicht geben, wohl aber können wir Rußland dasselbe freundschaftlich nachbarliche Verhalten in Aussicht stellen, welches der Kaiser Alexander uns gegenüber in der Vergangenheit beobachtet hat, über welches wir aber eine bindende Zusicherung im voraus niemals erhalten oder auch nur verlangt haben.

Vorstehende Ausführungen geben im wesentlichen die Gesichtspunkte wieder, von denen die Kaiserliche Regierung bei der Beurteilung der russischerseits damals gestellten Fragen geleitet wird. Dieselben sind, wie Ew. Exzellenz ermessen werden, in ihrer Gesamtheit nicht zur Mitteilung dort geeignet, sondern dienen vorwiegend dem Zweck, Ew. Exzellenz ein möglichst vollständiges Bild der Sachlage und unserer Auffassung zu geben, und es wird von den Nuancen, welche die Fragestellung und die Besprechung auf russischer Seite ge-

winnt, abhängen, ob und welche Punkte Ew. Exzellenz davon zu verwerten für passend finden.

Was insbesondere die von Ew. Exzellenz dem Kaiser Alexander zunächst zu überbringende Antwort betrifft, so wird dieselbe am geeignetsten an den Ew. Exzellenz bekannten, ganz vor kurzem eingegangenen Bericht des General von Werder vom 6. d. Mts. sich anknüpfen lassen, der in seinem Wortlaute dem Kaiser Alexander vorgelegen hat*. Es wird in dieser Meldung der Zuversicht des Kaisers Alexander Ausdruck gegeben, daß alle Schritte Seiner Majestät von unserem allergnädigsten Herrn gebilligt und auf das nachdrücklichste unterstützt werden.

Schritte zu unterstützen, die wir nicht kennen, können wir selbstverständlich im voraus nicht zusagen — sie müßten uns in klarer Formulierung erst mitgeteilt werden. In dem Zusammenhang der Darstellung des Werderschen Berichtes können aber unter „allen Schritten" augenscheinlich nur diejenigen gemeint sein, welche Seine Majestät bereits getan, und welche in dem Berichte einzeln aufgezählt werden, nicht aber andere, und ebenso kann nach dem Sinne des von Werderschen Berichtes unter der nachdrücklichen Unterstützung, welche Seine Majestät erwartet, ein aktives Eingreifen Deutschlands nicht verstanden werden. Wenn der sonst so unbestimmten Fassung der Fragen des General von Werder diese begrenzte Bedeutung bewahrt bleibt, so sind Ew. Exzellenz ermächtigt, dem Kaiser Alexander als mündlich erteilten Befehl des Kaisers, unseres allergnädigsten Herrn, die volle Zustimmung Allerhöchstdesselben mit der ausgesprochenen Erwartung auszudrücken. Ew. Exzellenz bitte ich dabei ganz ergebenst, diese Erklärung Seiner Majestät auch Ihrerseits mündlich abzugeben, damit die Form unserer Antwort derjenigen entspreche, welche russischerseits für die Anfrage gewählt worden war. Ew. Exzellenz sind gleichzeitig ermächtigt, dem Kaiser Alexander zu sagen, daß Seine

---

* Der hier angezogene Bericht des Generalleutnants von Werder aus Livadia, der übrigens vom 8., nicht 6. Oktober datiert ist, gibt zunächst Äußerungen des Kaisers Alexander über seinen Briefwechsel mit dem Kaiser Franz Joseph wieder, um dann auf den Entschluß des russischen Kaisers einzugehen, im Falle fortgesetzter Hartnäckigkeit der Türkei und ergebnislosen Verlaufs der geplanten Konferenzen den Krieg zu erklären. In diesem Zusammenhange heißt es in Werders Bericht: „Seine Majestät hofft, daß der Krieg lokalisiert wird, keine Macht gegen ihn in die Schranken tritt. ... Daß Eure Majestät, der Sie die Absichten und Gedanken des Kaisers Alexander besser als irgend jemand kennen, alle Schritte desselben billigen und auf das nachdrücklichste unterstützen werden, daran kann der Kaiser keinen Augenblick zweifeln." Im weiteren Verlauf des Berichts heißt es noch gelegentlich der Wiedergabe einer zweifelnden Bemerkung Kaiser Alexanders, ob England sich im Falle des Kriegsausbruchs ruhig verhalten werde: „Der Kaiser hofft, daß Eure Majestät in dem Falle Ihren ganzen Einfluß geltend machen werden, um dasselbe abzuhalten, feindlich gegen Rußland aufzutreten. Es würde dem Kaiser sehr lieb sein, wenn Eure Majestät dies auf irgendeine Weise bestätigen wollten."

Majestät der Kaiser, unser allergnädigster Herr, falls die Pforte dauernd auf die von den sechs Mächten gemeinsam gemachten Vorschläge nicht eingeht, es beklage, aber erklärlich finde, wenn Rußland nach den Verhältnissen im eigenen Lande, nach den Vorgängen in der Türkei und den diplomatischen Verhandlungen mit letzterer den Entschluß fasse, einer weiteren Verschleppung unheilvoller Zustände durch kriegerische Aktion ein Ende zu machen, und daß in diesem Falle unsere Sympathien Rußland nicht nur zur Seite stehen, sondern auch in der vom Kaiser Alexander gewünschten und erwarteten Richtung betätigt werden würden. Um in diesem Sinne den eventuellen Krieg zu lokalisieren, würden wir uns zu bestreben haben, Österreich und England in der Neutralität zu erhalten. Dazu habe Österreich bereits die Hand geboten durch das Versprechen, sich auf die Besetzung Bosniens zu beschränken. Nur dürfte es sich nach unserer Auffassung empfehlen, dem Wiener Kabinett diese Zurückhaltung nicht zu erschweren. Sollte etwa die Verständigung Rußlands mit Österreich über dessen Neutralität schwierig werden, so wird es zunächst unsere Aufgabe sein, eine Vermittelung zwischen beiden Mächten zu versuchen, und es können auf diesem Wege die guten Dienste unseres allergnädigsten Herrn beiden uns befreundeten Monarchen nützlich werden. Was England anbelangt, so beweist unser Verhalten in der neuesten Phase der Waffenstillstandsfrage, wie wir bemüht gewesen sind, Mißverständnisse zwischen den Kabinetten von London und Petersburg auszugleichen, und es wird den freundschaftlichen Gesinnungen und der Friedensliebe unseres allergnädigsten Herrn gewiß nur entsprechen, den diesseitigen Einfluß geltend zu machen, um einen Bruch zwischen den beiden Deutschland so nahe befreundeten Regierungen zu verhindern und England von feindlichem Auftreten gegen Rußland nach Möglichkeit abzuhalten.

Daß wir an einen für Rußland mit England zu führenden Krieg nicht denken, noch denken können, bedarf keiner Auseinandersetzung. Selbst Drohungen damit würden eine praktische Tragweite nicht haben, da Rußlands Landgrenze gegen uns schon durch unsere Neutralität gedeckt sein würde, und wenn es zulässig wäre, daß Deutschland lediglich aus Sympathie für Rußland zur Kriegserklärung gegen England schritte, so würde das den Nachteil für Rußland haben, daß auch die Häfen von Memel, Stettin und Emden blockiert würden, ohne daß die ohnehin überlegene Landmacht Rußlands durch die deutsche ein verstärktes Gewicht erhalten könnte. Auch aus diesem Grunde wird der Kaiser Alexander nur freundschaftliche Vorstellungen im Auge haben, die wir, wie gesagt, gern zusagen können.

Seine Majestät der Kaiser glaubt sich der Hoffnung hingeben zu dürfen, daß diese Antwort auf die vom Kaiser Alexander mit dem General von Werder besprochenen Fragen der unveränderlichen Freundschaft Allerhöchstdesselben für Seine Majestät den Kaiser Alexander

vollen Ausdruck gibt, und daß Seine Majestät, ohne daß dadurch nachteilige Rückwirkungen auf unsere Beziehungen zu Österreich und England befürchtet werden müßten, darin die Bestätigung der Erwartungen finden werde, welche Allerhöchstdieselben ausgesprochen haben.

In bezug auf die russisch-österreichischen und russisch-englischen Beziehungen, namentlich auf das Bedenken gegen Erschwerung der österreichischen Stellung, bemerke ich schließlich noch ganz ergebenst, daß nach der Ansicht des Herrn Reichskanzlers das russischerseits neuerdings ausgesprochene Verlangen: Österreich möge auch seinerseits der Pforte den Krieg erklären, die Stellung des Wiener Kabinetts zu erschweren geeignet scheint. Der Herr Reichskanzler glaubt nicht, daß es für Rußland nützlich sei, Österreich die Anstrengung einer vollständigen Kriegsrüstung aufzunötigen und es dadurch in seinen guten Vorsätzen vielleicht schwankend zu machen. Der Fürst meint, Rußland könne wohl zufrieden sein, wenn man Österreichs Neutralität um den Preis der Besetzung Bosniens sicherstellen könne (eine Auffassung, die ganz neuerdings wieder in Livadia Boden zu gewinnen scheint). Daß Rußland für seine Kriegsopfer nichts erlange, sei im Falle des Sieges nicht wahrscheinlich, nach den geheimen Verabredungen von Reichstadt schwerlich beabsichtigt. Der Grund zur Kriegführung werde für Rußland des Krieges wert sein, sonst würde es ihn eben nicht führen.

Übrigens werde ja Österreich in ganz freundlichen Beziehungen zur Pforte ohnehin nicht bleiben, wenn es ohne deren Genehmigung Bosnien besetze. Auch scheine es nicht nützlich, die an und für sich leicht beunruhigte österreichische Regierung dadurch in ihren Entschließungen zu beirren, daß man sie, wie nach dem Werderschen Bericht die Absicht scheint, von neuem zu verfrühten Verhandlungen über „die Form der Regierung in den aufständischen Provinzen“ nötige.

Sollte ferner bei dem weiteren Verlauf der Ereignisse England von selbst auf den Gedanken kommen, beim Einrücken Rußlands sich ein Pfand in Ägypten zu nehmen, wie Österreich in Bosnien, so wäre nach der Ansicht des Fürsten von Bismarck im Interesse des Friedens zu wünschen, daß Rußland der englischen Regierung in dieser Beziehung entgegenkäme, und es würde sich empfehlen, daß auch wir dies befürworten. Wenn dagegen russisch-englische Verhandlungen entständen, welche eine Zirkumskription derjenigen Sphäre zum Gegenstand hätten, innerhalb deren sich die russische Aktion zu beschränken hätte, und welche sie in der Richtung nach Konstantinopel nicht überschreiten dürfte, so würden wir uns einer Einmischung in eine so schwierige Frage zu enthalten haben.

Ew. pp. darf ich ganz ergebenst bitten, diese letzteren Bemerkungen lediglich als zu Ihrer persönlichen Direktive bestimmt anzusehen.

Bülow

Nr. 252

Der Botschafter in Petersburg von Schweinitz, z. Z. in Jalta, an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow*

Ausfertigung

Nr. 1 Jalta, den 1. November 1876

Vertraulich

Fürst Gortschakow war durchaus unbefriedigt von dem, was ich ihm mitzuteilen hatte. „Wir erwarteten große Dinge[1] von Ihnen," sagte er, „und Sie bringen nichts, was wir nicht schon längst wüßten." Ich antwortete ihm, dies beweise nur, daß wir schon seit langer Zeit alles getan hätten, was er irgend wünschen könnte. „Nein," sagte er, „ich wünsche mehr, und ich werde es dem Fürsten Bismarck schreiben; er soll sprechen, er soll laut erklären, daß Rußland ein Recht hat, als Mandatar Europas[2] unerträglichen Zuständen ein Ende zu machen und dergleichen mehr." Ich erwiderte, daß es vergeblich sein würde, die Deutsche Regierung zu solch einem Manifeste aufzufordern; er solle unsere guten Dienste in London, Wien oder Konstantinopel verlangen, und sie würden ihm nicht fehlen. „Nous ne vous demandons aucun secours matériel," sagte der Fürst mehrmals; „aber wissen Sie, was ich dem Kaiser 1870 gesagt habe, als er mich aus der Schweiz zurückrief, nachdem er erklärt hatte, daß er 300 000 Mann aufstellen werde, sobald Österreich Sie angriffe? ich habe gesagt: Sire, Sie hätten einen Vertrag schließen müssen, der Preußen eintretendenfalls zur Gegenleistung verpflichtete[3]." Ich antwortete, dies würde nichts an dem gegenwärtigen Verhältnisse geändert haben, denn der casus foederis liege nicht vor; damals habe Frankreich uns überfallen, dergleichen Absichten blieben dem Wiener[4] Kabinett fern. Der Fürst sagte, von Österreich habe er gar nichts zu befürchten; dennoch wäre es sehr gut, wenn eine vertragsmäßige Verpflichtung uns bände. „Was verlangen Sie von uns, was fordern Sie, wenn die Türkei zusammenbricht?" Ich entgegnete, daß ich von der Eventualität einer Teilung vorläufig absehe, daß wir alles hätten, was wir brauchten und höchstens eine traktatmäßige Garantie für Teile davon gern sehen würden**.

---

* Nachdem der Militärbevollmächtigte Generalleutnant von Werder am 24. Oktober aus Livadia gemeldet hatte, daß dem Kaiser Alexander das baldige Erscheinen des Botschafters von Schweinitz in Livadia erwünscht sei, war dieser am 27. Oktober nach der Krim gereist.

** Auf diese Stelle des Schweinitzschen Berichts vom 1. November 1876 geht die spätere Bismarcksche Behauptung — vgl. z. B. seinen Immediatbericht vom 31. August 1879 (Bd. III, Nr. 455) zurück: er habe im November 1876 bei dem Fürsten Gortschakow den Versuch einer Sondierung gemacht, ob Rußland gegen wirksamere Unterstützung seiner Orientpolitik bereit sein werde, Deutschland den

Der Herr Reichskanzler erwiderte: „Dies würde Ihnen wenig nützen, in unserer Zeit haben Traktate einen sehr geringen Wert[5].“ „Und doch,“ warf ich ein, „haben Ew. Durchlaucht eben bedauert, daß uns kein solcher Traktat Ihnen gegenüber bände.“

In dieser Weise ging das Gespräch fort, ohne ein anderes Ergebnis zu haben, als größere Erregung Seiner Durchlaucht; ich bat ihn, mir ein einziges Beispiel anzuführen, wo wir den Wünschen Rußlands in Wien, London oder Konstantinopel nicht bereitwillig und wirksam entsprochen hätten; er führte an, Graf Münster habe in London unser Bedauern über Rußlands Ablehnung der sechs Monate ausgedrückt[6]*, gab indessen zu, daß dies ein längst aufgeklärtes Mißverständnis gewesen sei. Ich bat ihn ferner, mir in der Geschichte der Diplomatie ein Präzedenz anzuführen, in welchem eine Macht so aufgetreten sei, wie er es von uns verlange. Der Fürst bestand darauf, Deutschland solle seine Stimme erheben, Monaco könne schweigen[7], aber wir nicht[8]; ich sagte Seiner Durchlaucht, daß selbst unser Schweigen ihm nützlich gewesen sei, denn an Aufforderungen, im Sinne des Friedens zu Rußland zu sprechen, habe es wahrlich nicht gefehlt; ich bat ihn wiederholt, nur Praktisches, Erreichbares von meiner Regierung zu fordern, aber keine idealistische Sprache; der Fürst blieb bei seinem Gleichnis von der Sphynx, worauf wir uns unter den freundschaftlichsten Formen trennten.

v. Schweinitz

Randbemerkungen des Fürsten von Bismarck:

[1] Warum?

[2] nein, nicht als Mandatar, aber gewiß als Nachbar

[3] wir haben keinen Vertrag gehabt; ähnlich auch jetzt.

[4] ! ich denke es handelt sich um Türkey?

[5] sic.

[6] das konnte er auch; wir auch; u[nd] dennoch haben wir zu R[ußland] gehalten.

[7] wir auch

[8] doch,

Schlußbemerkung Bismarcks:

Redensarten.

Besitz von Elsaß-Lothringen zu garantieren; eine Sondierung, die Gortschakow indessen a limine zurückgewiesen habe. Nach einem Briefe des Grafen Herbert von Bismarck an seinen Bruder Wilhelm dd. Trient 24. August 1879 hätte Fürst Bismarck den Botschafter von Schweinitz, der vom 11.—13. Oktober 1876 in Varzin weilte, die mündliche Instruktion mitgegeben, mit Gortschakow die Idee eines gegenseitigen Bündnis- und Garantievertrages zu erörtern.

* In der Berichterstattung des Botschafters Grafen Münster findet diese Behauptung keine Stütze; freilich hatte Fürst von Bismarck selbst in seinem Votum vom 14. Oktober (s. Nr. 246) das Verhalten Rußlands bedauert.

Nr. 253

Der Botschafter in Petersburg von Schweinitz, z. Z. in Jalta, an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 2 Jalta, den 2. November 1876

Geheim

Seine Majestät der Kaiser Alexander empfing mich gleich am Morgen nach meiner Ankunft; es war der Todestag seiner erhabenen Mutter; er war sehr ernst gestimmt und hörte mit großer Ruhe den Mitteilungen zu, welche ich Allerhöchstihm im Sinne meiner Instruktion ganz offen und scharf präzisiert zu machen die Ehre hatte.

Der Kaiser sprach hierauf von dem durch Feldmarschall Manteuffel überbrachten Allerhöchsten Schreiben und von seinem Verhalten während des Krieges 1870/71[1].

Über Österreichs Haltung, sagte der Kaiser, sei er im Augenblick ziemlich beruhigt; die Antwort auf seinen zweiten Brief an Kaiser Franz Joseph sei im ganzen befriedigend, wenn auch in mehreren Punkten dunkel. Seine Majestät las mir das sechs Quartseiten füllende Schriftstück[2] vor*; es enthält, unter Beharren auf dem Vorgehen de son propre chef die Zusicherung der „entente jusqu'aux limites du possible" und geht dann zustimmend auf den russischen[3] Vorschlag eines in Wien durch Herrn von Nowikow abzuschließenden geheimen Vertrages ein. Dieser Vertrag, welchen unserem allergnädigsten Souverän mitzuteilen sich Kaiser Alexander vorbehält[4], wird die eventuelle Verpflegung der russischen Armee von österreichisch-ungarischem Gebiete aus und die Begrenzung der Sphären für die Okkupationen betreffen, ferner die Feststellung des von Österreich-Ungarn zu erwerbenden Gebietes.

Bei Besprechung dieser Punkte verfehlte ich nicht im Sinne meiner Instruktion anzuraten, daß man die Stellung des Wiener Kabinetts in bezug auf Rüstung[5] und sofortige Kriegserklärung[6] nicht erschweren möge[7].

Der Brief des österreichischen Monarchen kleidet in die freundschaftlichsten Formen mehrere durch die Rücksichten auf die eigenen Völker bedingte Reserven, verbindet damit den Ausdruck des Bedauerns, daß keine Kooperation möglich ist, und macht ein aktives

---

* Näheres über dasselbe s. bei E. v. Wertheimer, Graf Julius Andrássy Bd. II (1913), S. 350. Ebendort S. 352 Mitteilungen über die Antwort des Zaren vom 22. Oktober/3. November 1876.

Einschreiten von der Vorbedingung[8] abhängig „que le reste de l'Europe soit, comme nous persuadé de l'impossibilité du maintien de la domination ottomane[9 10]."

Der Gesamteindruck erweckt kein unbedingtes Vertrauen, beseitigt aber für den Augenblick alle Befürchtungen.

In seiner Antwort auf diesen Brief spricht Kaiser Alexander sein Bedauern aus, daß eine Kooperation nicht zustande komme, erklärt die Notwendigkeit, welche ihn zwingt, dasjenige, was ganz Europa als berechtigt anerkannt hat, tätlich auszuführen und beglaubigt den russischen Botschafter in Wien zur Abschließung eines geheimen Vertrages. Seine Majestät betont dann das Festhalten am Drei-Kaiser-Bündnis und wahrt sich das Recht, jenen Vertrag dem deutschen Kaiser mitzuteilen, „dessen diplomatische Unterstützung uns von großem Nutzen sein wird." —

Während nun Kaiser Alexander keine Besorgnisse wegen Österreichs hegt, ist er, von seiten Englands auf extreme Maßregeln gefaßt[11]; die Einfahrt der Flotte, die Besetzung Konstantinopels, dauernde Okkupation der Meerengen sind, seiner Ansicht nach, von Lord Beaconsfield zu erwarten. Seine Majestät sprach hierauf von dem ungegründeten Mißtrauen der Engländer, welche ihm stets „des convoitises" Konstantinopels zuschreiben; mit Wärme versicherte er, daß ihm, wie seinem hochseligen Vater, jeder solche Gedanke stets fern gelegen habe; er könne verlangen, daß man ihm denselben Glauben schenke, welchen sein Vater 1829 gerechtfertigt hat[12].

Obgleich der Gedanke Seiner Majestät klar zutage lag, ging ich doch meiner Instruktion getreu, so schwer es mir wurde, nicht näher auf dieses Thema ein. In einem zweiten Gespräche am folgenden Tage kam der Kaiser darauf zurück: Seine Majestät sagte mir, daß er eine sehr befriedigende Unterhaltung mit Lord Augustus Loftus geführt[13]*; er habe dem Botschafter gesagt, daß zu einem Bruche mit England nicht der geringste Grund vorhanden sei, wenn die Engländer nur die drei Gespenster bannen könnten, von denen sie verfolgt werden, nämlich das sogenannte Testament Peters des Großen, die Eroberung Indiens und die russischen Pläne auf Konstantinopel. „Il faudrait être fou, pour penser à une marche aux Indes à travers ces chaînes de montagnes." In betreff Konstantinopels habe er noch neuerdings einen schlagenden Beweis seiner Aufrichtigkeit gegeben, indem er selbst die Einfahrt der Flotten beantragte[14].

Der Kaiser wurde gestern und heute nicht müde, über diesen Gegenstand, welchen er wohl mit Recht für den entscheidenden hält, zu sprechen; nicht ohne Bitterkeit beklagt er sich über das unbesieg-

---

* Vgl. den Bericht des Botschafters Lord Loftus vom 2. November 1876 über seine Unterredung mit dem Kaiser Alexander. Das Staatsarchiv Bd. 31, S. 209 ff.

bare Mißtrauen, dem er begegnet; von der Überwindung dieses Mißtrauens glaubt er die Erhaltung des Friedens abhängig[15]. Indem ich mich auf die kürzesten, durch die Courtoisie gebotenen Entgegnungen beschränkte, konnte ich nicht umhin zu versichern, daß niemand, selbst in England, Mißtrauen in sein Wort setze, und daß dort nur die Befürchtung herrsche, das russische Nationalgefühl und eine vielleicht eingebildete traditionelle Strömung treibe nach Konstantinopel.

So freimütig auch der Kaiser mit mir über Politik sprach, so gnädig er auch persönlich gestern und heute für mich war, so kann ich mir doch nicht verhehlen, daß er etwas vermißt; ich fragte also ehrerbietig, ob er mir auf dem ganzen Felde der diplomatischen Aktion eine Stelle bezeichnen könne, wo wir die gewünschte Unterstützung nicht geleistet hätten? auch diesmal wurde ich, ebenso wie in meinem Gespräch mit Fürst Gortschakow, daran erinnert, daß wir in England unser Bedauern über die russische Ablehnung des sechsmonatlichen Waffenstillstandes ausgesprochen haben sollten[16]; auch diesmal wies ich auf unsere ganz entgegengesetzte, wirksame Stellung zu jener Frage hin. Mit der Offenheit, zu welcher des Kaisers gnädiges Vertrauen mich berechtigt, bat ich um klare Formulierung jedes Wunsches und wagte die Bemerkung, daß auch der Schlußsatz des mir vorgelesenen Schreibens an unsern Allergnädigsten Kaiser und Herrn etwas[17] allgemein gehalten sei.

v. Schweinitz

Randbemerkungen des Fürsten von Bismarck:

[1] Reciprocität; aber nicht mehr
[2] Brief oder Antwort?
[3] also die Antwort ist gemeint
[4] thut es aber nicht
[5] wessen?
[6] welche?
[7] was heißt das?
[8] die nicht eintreten wird.
[9] u[nd] England?
[10] u[nd] wenn, so mag es fallen. Was geht das uns an?
[11] die können wir nicht hindern.
[12] u[nd] 1853?
[13] im Brief erwähnen?
[14] ein Argument was verwendbar
[15] wie immer in allen Fällen.
[16] nein; aber auch wenn —
[17] sehr

Schlußbemerkung Bismarcks:
allgemein auch antworten

Nr. 254

Kaiser Alexander II. von Rußland an Kaiser Wilhelm I.

Eigenhändiges Handschreiben

Livadia, ce $\frac{21 \text{ octobre}}{2 \text{ novembre}}$ 1876

Mon cher Oncle,

Le Général de Schweinitz m'a confirmé les bonnes paroles que Vous m'aviez déjà fait parvenir. Je Vous en remercie cordialement. — Le moment est venu d'y faire appel. — Il m'est impossible de continuer le stérile travail de la Diplomatie qui depuis un an compromet la dignité des Cabinets et ne fait qu'exciter sans rien empêcher ni rien réparer. Vous connaissez mes sentiments pacifiques. J'en ai donné assez de gages. Mais puisque l'Europe ne veut pas accomplir ce qu'elle reconnaît juste, humain et nécessaire, je suis décidé à le faire seul.

Je me suis entendu avec l'Empereur François Joseph sur notre attitude mutuelle. Le Général de Werder Vous rapportera les détails de cette entente[1]. Nous nous étions promis un secret absolu sur cette transaction, mais je n'ai rien de caché[2] pour Vous et je suis sûr de Votre discrétion. Je préviens l'Empereur François Joseph de cette confidence[3] qui rentre d'ailleurs dans le caractère de l'Alliance des 3 Cours. J'aurais préféré une solution moins radicale[4] au moyen d'autonomies sérieuses et garanties qui auraient prolongé[5] l'existence de l'Empire Ottoman à des conditions tolérables. Je crois encore qu'on aurait pu y arriver sans guerre par l'action unanime et énergique des Cabinets. Mais je ne veux pas contrecarrer les vues de l'Autriche. J'irai donc au bout afin de maintenir intacte l'entente à trois. Je compte sur Votre appui amical[6]. L'influence de l'Allemagne peut être décisive pour désarmer les méfiances et contenir les hostilités qui pourraient tenter de troubler la paix générale! — Vous me connaissez assez pour Vous porter garant[7] du désintéressement sincère qui me guide. Je me dévoue à une cause qui n'intéresse pas la Russie seule, mais l'Europe entière[8], l'humanité et la civilisation Chrétienne. — J'ai le droit d'attendre qu'on me laisse agir[9], si l'on ne veut pas coopérer avec moi.

J'espère que Votre voix se fera entendre dans ce but avec une fermeté qui réponde à Votre puissance, à Votre confiance en moi, à Vos bons sentiments pour la Russie, et qu'ainsi la paix générale[10] sera préservée et une page de plus ajoutée aux traditions qui nous lient.

Croyez, mon cher Oncle, à l'amitié sincère et inaltérable de

Votre neveu et ami dévoué

Alexandre

P. S. Ma lettre était déjà écrite quand j'ai reçu la nouvelle que la Porte venait d'accepter l'armistice de deux mois, tel que je l'avais exigé*. J'y vois une preuve de plus qu'elle ne cède que devant la menace, quand elle la croit sérieuse. Puissent les autres s'en convaincre quand il s'agira des Conférences de paix, qui j'espère ne tarderont pas à s'ouvrir à Constantinople.

Randbemerkungen des Fürsten von Bismarck auf einer Abschrift des Handschreibens:

[1] Noch ausstehend
[2] wo ist?
[3] welche?
[4] als welche?
[5] es soll also eingehn?
[6] worin?
[7] überzeugt.
[8] uns nicht so sehr
[9] ja
[10] et l'empire Ottoman?

Nr. 255

Der russische Staatskanzler Fürst von Gortschakow an den Reichskanzler Fürsten von Bismarck

Eigenhändig

Livadia, le $\frac{21 \text{ octobre}}{2 \text{ novembre}}$ 1876

Cher Prince,

La volonté de nos souverains nous a trouvés et nous trouve nantis du portefeuille des affaires Etrangères dans des moments très décisifs pour nos deux pays. En 1866 et 1870 Vous avez glorieusement soutenu la dignité et les intérêts du Vôtre, le concours amical et loyal de mon Auguste Maître ne Vous a pas fait défaut.

Aujourd'hui, nous traversons une crise fort grave et je ne me détache pas de la conviction que Vous agirez aussi dans une complète entente avec nous.

La lettre de Sa Majesté à l'Empereur Guillaume** Vous sera certainement communiquée. Ce que nous Vous demandons n'est pas un appui matériel, où les formes constitutionnelles peuvent intervenir mais une adhésion morale[1] publiquement et nettement exprimée.

C'est invoquer, je le sais, une grande force, mais je sais aussi

---

* Am 30. Oktober hatte die russische Regierung der Türkei ein Ultimatum behufs unverweilter Annahme eines Waffenstillstandes von 6—8 Wochen gestellt.
** Siehe Nr. 254.

que cette force n'a jamais manqué à mon honorable ami et s'est manifestée dans de glorieuses pages de sa vie politique.

La question qu'il s'agit de resoudre n'est ni allemande, ni russe[2]: Elle est Européenne[3 4].

Toutes les Puissances sont d'accord sur le but: une amélioration réelle du sort des populations chrétiennes soumises au joug ottoman[5], mais l'on diffère sur les moyens d'y parvenir. Nous n'en voyons qu'un seul: des mesures de coërcition dégagées de toutes vues personnelles[6].

Nous sommes dans une bonne entente avec l'Autriche[7]. La dignité de mon Empereur[8] n'admet pas de tergiversations ni de stériles arguties diplomatiques. Sa lettre à l'Empereur Guillaume Vous renseignera sur les détails.

Pour ma part je compte sur la voix puissante et amicale de Berlin et de Varzin et j'espère qu'elle ne tardera pas à se faire entendre[9].

Tout à Vous

Gortschacow

Randbemerkungen des Fürsten von Bismarck:
[1] An was?
[2] elle est russe
[3] qui parle Europe a tort. notion géographique
[4] who is Europe?
[5] nous la souhaitons, mais nous pouvons vivre comme par le passé
[6] c'est votre affaire
[7] tant mieux.
[8] question européenne?
[9] a quel propos?

Nr. 256

Diktat des Reichskanzlers Fürsten von Bismarck, z. Z. in Varzin

Niederschrift des Legationssekretärs Grafen Herbert von Bismarck

Varzin, den 9. November 1876

Der Brief des Kaisers Alexander vom 2. d. Mts. ist ein für so wichtige Verhältnisse ziemlich unklares und in sich widerspruchsvolles Aktenstück; der richtige Ausdruck des seit Monaten uns gegenüber vom Fürsten Gortschakow ins Werk gesetzten Versuches, das politische Gewicht Deutschlands für unausgesprochene russische Zwecke zu gewinnen und uns zu bewegen, einen Wechsel in blanko zu zeichnen, den Rußland ausfüllen und Österreich wie England gegenüber verwerten oder doch benutzen will. Schon die Analogie der Ausdrucksweise mit dem eigenhändigen Briefe Gortschakows an mich läßt ver-

muten, daß letzterer es ist, dem die kaiserliche Feder sich zur Verfügung gestellt hat.

Beide Aktenstücke kumulieren in dem Bestreben, „Europa" als eine einheitliche Macht, als eine Art Bundesstaat hinzustellen, dessen Interessen Rußland opferwillig zu vertreten bereit ist, so daß es danach in unserem Interesse als Europäer läge, die übrigen Europäer zu bewegen, daß sie nicht nur an Rußlands Uneigennützigkeit glauben, sondern sich auch entschließen, die russischen Pläne durch ein europäisches Kommissorium zu decken. Dieser unhaltbaren und für uns sehr nachteiligen Fiktion bestimmt entgegenzutreten, halte ich für unsere nächste unabweisliche Aufgabe, aber auch für die einzige, in welcher wir meines Erachtens von Rußland dissentieren müssen. Für die orientalischen Verhältnisse und für die Beziehungen Rußlands zu den Hauptkonkurrenten Österreich und England ist dieser Dissensus ein rein theoretischer, für unsere eigenen Interessen aber ein eminent praktischer. Ich habe das Wort „Europa" immer im Munde derjenigen Politiker gefunden, die von anderen Mächten etwas verlangten, was sie im eigenen Namen nicht zu fordern wagten; so die Westmächte im Krimkriege, und in der polnischen Frage von 1863, so Thiers im Herbst 1870 und Graf Beust, als er das Mißlingen seiner Koalitionsversuche gegen uns mit dem Worte ausdrückte, „je ne vois plus l'Europe". Im vorliegenden Falle versuchen Rußland sowohl wie England abwechselnd uns als Europäer vor den Wagen ihrer Politik zu spannen, den zu ziehen wir als Deutsche, wie sie selbst wohl einsehen, keinen Beruf haben. Ich bin weit entfernt von der Behauptung, daß wir als Christen nicht ein Interesse für leidende Menschen überhaupt, und namentlich für leidende Christen auch in fremden Ländern haben sollten, und ich glaube, wir haben dasselbe in der ganzen bisherigen Politik Seiner Majestät des Kaisers auf das unzweideutigste betätigt, aber wir müssen uns dagegen verwahren, daß diese Sympathie uns verpflichte, überall da, wo wir sie hegen, Deutschlands Macht, seinen Frieden und seine europäischen Beziehungen einzusetzen, und zwar nicht nach eigenem Ermessen, sondern nach dem auswärtiger, uns zwar befreundeter, aber in der Sache wesentlich interessierter Mächte, wie England und Rußland. Es ist ferner ein wesentlicher Unterschied für uns, ob wir das, was wir etwa außerhalb unserer eigenen Interessen tun, in der Eigenschaft einer uns als „Europäern" obliegenden Verpflichtung tun, für deren Erfüllung uns niemand Dank schuldig ist, oder ob wir es tun aus Gefälligkeit für eine befreundete Macht, bei der wir auf Gegenseitigkeit zu zählen haben. Aus dem letzteren Gesichtspunkte können wir wahrscheinlich viele, wenn nicht die meisten der Anliegen erfüllen, die Rußland vernünftigerweise bei uns anbringen kann. Wir werden dabei, solange die Ansprüche das Maß innehalten, welches eigene Interessen uns vorschreiben, nicht nur eine Pflicht der Dankbarkeit und der kaiserlichen

Freundschaft erfüllen, sondern auch unser Verhältnis zu dem bisher nützlichsten und in Zukunft vielleicht wichtigsten und seinen inneren Verhältnissen nach relativ zuverlässigsten unserer Bundesgenossen vor tiefgehender und dauernder Trübung bewahren. Rußland beabsichtigt, wie wir glauben müssen, Krieg gegen die Türkei zu führen; dabei können wir ihm den besten Erfolg wünschen und eine wohlwollende Neutralität beobachten. Der Kaiser Alexander hat sich, wie er sagt und wie Gortschakow bestätigt, mit dem Kaiser Franz Joseph verständigt; die Frage, was wir zu tun haben, wenn diese Verständigung unzulänglich werden sollte, ist uns also für jetzt nicht gestellt und von uns nicht zu beantworten. Der Wunsch des kaiserlichen Briefes geht für jetzt nur dahin, daß wir den Einfluß Deutschlands anwenden „pour désarmer les méfiances, contenir les hostilités", und daß Seine Majestät der Kaiser „se porte garant du désintéressement" des Kaisers Alexander. Das Wort garant ist dabei natürlich nicht im juristischen, internationalen Sinne zu nehmen, wie etwa ein Garant des westfälischen Friedens; denn man kann jemandes Gesinnung in diesem Sinne ja nicht unter Garantie stellen, da ihr Nichtvorhandensein niemals nachgewiesen werden kann; das désintéressement des Kaisers kann in diesem Augenblicke noch so groß sein et peut cependant être débordé par les événements, ohne daß dadurch die persönliche Gesinnung des Kaisers Alexander irgendeine Änderung erlitten hätte. Es kann also dieser Anspruch des kaiserlichen Briefes nur so gemeint sein, und wir müssen ihn jedenfalls als selbstverständlich so auslegen, daß unser allergnädigster Herr seine Überzeugung von der Uneigennützigkeit des Kaisers Alexander ausspricht und dabei empfiehlt „qu'on le laisse agir". Unser Kaiser würde damit sicher nichts Unwahres sagen, da Seine Majestät den schriftlichen Versicherungen des Kaisers Alexander ohne Zweifel Glauben schenkt; auch würde nichts gesagt sein, was unsere Interessen gefährdet, denn wenn der Kaiser Alexander gegen die Türkei Krieg führt, so ist das für uns kein Unglück, und wenn man ihn ohne Einmischung handeln läßt, so ist das ein Vorteil für den allgemeinen Frieden. Ob unsere Versicherung über Kaiser Alexanders Uneigennützigkeit in England Glauben findet, hängt freilich nicht von uns ab, aber unsere Beziehungen zu England können vernünftigerweise dadurch nicht geschädigt werden, daß wir in London unseren Glauben an die Aufrichtigkeit der Versicherungen des Kaisers Alexander aussprechen. Es ist das meiner Überzeugung nach sogar das einzige, was wir augenblicklich versuchen können, um den künftigen Möglichkeiten einer weiteren Ausdehnung des wahrscheinlich unvermeidlichen russisch-türkischen Krieges vorzubeugen. Es ist ja möglich, daß die Türken auf der Konferenz ebenso wie kürzlich bei dem Ultimatum eine ganz unerwartete Nachgiebigkeit gegen russische Forderungen zeigen, und daß dadurch die Spannung zwischen der Pforte und Rußland gemildert, diejenige zwischen Rußland und den bisher türken-

freundlichen Mächten gesteigert würde, aber es ist das doch sehr unwahrscheinlich, und wenn es geschähe, so würde die Kriegsgefahr nur in bedenklicher Weise weiter westlich gerückt. Geschieht es aber nicht — und das ist wohl das Wahrscheinliche —, dann hat Rußland sich durch seine bisherige Politik meines Erachtens in die Notwendigkeit gesetzt, Krieg zu führen und kann ihn nur unter sehr nachteiligen Rückwirkungen auf seine inneren Verhältnisse vermeiden. So wie die Situation jetzt liegt, halte ich es für uns für eine unmögliche, und wenn sie durchführbar wäre, im gefährlichsten Maße undankbare Aufgabe, Rußland durch deutschen Einfluß am Vorgehen gegen die Türken hindern zu wollen. Wir würden dabei, wenn es uns gelänge, einfach den Türken die russische Feindschaft abnehmen, um sie auf uns selbst zu übertragen, und die ganze Verbitterung, welche dieser mißlungene Anlauf in dem russischen Nationalgefühl zurücklassen müßte, würde sich in konzentrierter Form gegen uns richten. Ich habe mich über dieses Thema schon vor einigen Wochen bei Gelegenheit des sechsmonatlichen Waffenstillstandes ausgesprochen* und kann Seine Majestät den Kaiser nicht dringend genug bitten, jeden, auch den scheinbar freundlichsten und unverfänglichsten Versuch in dieser Richtung zu unterlassen. Die Situation ist so gespannt, daß die Grenze zwischen freundlicher Abmahnung und verdeckter Drohung sich gar nicht ziehen läßt; das beweiset unter anderm der Eindruck, ich möchte sagen die Beklemmung, die schon die wahre oder falsche Nachricht von unserem Bedauern über die Ablehnung des sechsmonatlichen Waffenstillstandes in Livadia verursacht hat. Überlassen wir es England und eventuell Österreich, ihre eigenen Kastanien auch selbst aus dem Feuer zu holen, und nehmen wir nicht die Sorgen anderer Mächte noch auf uns — wir werden an den eigenen vollständig genug haben. —

Solange die russischen Wünsche aus der phrasenhaften Allgemeinheit, in welche sie sich bisher hüllen, nicht heraustreten, wird uns auch die Beantwortung derselben dadurch erleichtert, daß sie sich in derselben Allgemeinheit bewegen kann. Ich würde glauben, daß es etwa in folgender Richtung tunlich wäre: Seine Majestät könnten ihr Bedauern aussprechen, im Interesse des europäischen Friedens nämlich, daß die diplomatischen Arbeiten einen befriedigenden Erfolg bisher nicht gehabt hätten, aber die Hoffnung hinzufügen, daß auf den Konferenzen in Konstantinopel eine allseitige Verständigung noch gewonnen werden könne, und im Interesse der Christen in der Türkei den Wunsch wiederholen, daß es der Fall sein möge. Wenn wider Erwarten weitere Schwierigkeiten sich in den Verhandlungen herausstellen sollten, so würde der Kaiser Alexander gewiß in erster Linie den Rat seiner eigenen friedlichen Gesinnung erwägen, wenn aber die Stellung Rußlands ihm nicht gestatte, derselben Gehör zu geben, so würde die Haltung Seiner

---

* Vgl. Nr. 246.

Majestät den Traditionen und den freundschaftlichen Gesinnungen, welche beide Kaiser verbinden, auch dann entsprechen und dies Seiner Majestät besonders dadurch erleichtert werden, daß der Kaiser Alexander sich mit Österreich schon verständigt habe — und Seine Majestät werde mit Interesse die Mitteilung über die Details der Verständigung seiner beiden Bundesgenossen entgegennehmen, welche der Brief in Aussicht stelle. Seine Majestät werde nur den Regungen des eignen Herzens folgen in dem Bestreben, jedes Mißtrauen gegen die Absichten des Kaisers Alexander zu beruhigen und die anderen Mächte für die Erhaltung des allgemeinen Friedens zu gewinnen, — hoffe um so mehr auf Erfolg dieser Bemühungen, als Seine Majestät selbst das vollste Vertrauen in die Uneigennützigkeit des Kaisers Alexander setze, und in seinen Bestrebungen, dieses Vertrauen auch bei den anderen Mächten zu erhalten und zu befestigen, nur der eigenen Überzeugung Ausdruck zu geben habe.

Dies ist ungefähr der Ideengang, den ich Seiner Majestät dem Kaiser vorschlagen möchte, in der Hauptsache eine Paraphrase des russischen Briefes, aber natürlich ohne dessen Wortlaut zu wiederholen. Alle Erläuterungen und Suggestionen, welche man aus Gortschakows Unterhaltungen mit Schweinitz zu dem kaiserlichen Briefe entnehmen könnte, würde ich einstweilen vollständig ignorieren, und für Seine Majestät sind sie ja auch als non avenues zu betrachten, da der Kaiser nur den Text des kaiserlichen Briefes, aber nicht die Insinuationen der Gortschakowschen Corollarien zum Gegenstande seiner Beantwortung zu machen hat.

Wenn der russische kaiserliche Brief einmal die Arbeit der Diplomatie mit der Würde der Kabinette nicht länger verträglich findet und auf eine „solution moins radicale", auf die Verlängerung der Existenz des ottomanischen Reiches, verzichtet, und dann wieder von uns erwartet, daß wir Versuche zur Störung des allgemeinen Friedens hindern, und am Schlusse hofft „que la paix générale sera préservée" ungeachtet des vorausgesetzten Unterganges des türkischen Reiches; wenn er sagt, daß Werder uns den geheimen Vertrag bringen werde*,

* In dem Brief des Kaisers Alexander vom 2. November hieß es nur: „Le Général de Werder Vous rapportera les détails de cette entente." Daß dieser Passus des kaiserlichen Briefes sich nicht, wie E. v. Wertheimer, Graf Julius Andrássy Bd. II (1913) S. 352 Anm. 3 annimmt, auf Reichstadt, sondern auf die projektierte, erst am 15. Januar 1877 zustandegekommene spätere Konvention bezieht, ergibt ein Telegramm des Botschafters von Schweinitz an das Auswärtige Amt vom 2. November 1876: „Empereur me prie de ne rien télégraphier concernant traité Autrichien projeté. Il veut que notre Auguste Souverain l'apprenne par lettre autographe expédiée demain par Général Werder." Über die Entwürfe zur Konvention vom 15. Januar 1877 sind der deutschen Regierung Ende Dezember 1876 gleichzeitig von österreichischer und russischer Seite genaue Mitteilungen gemacht worden, worauf ein Erlaß des Fürsten von Bismarck an den Botschafter in Wien Grafen zu Stolberg vom 3. Januar 1877 zum Ausdruck brachte, mit welcher

an des Kaisers Diskretion darüber appelliert, die Mitteilung aber dennoch nicht macht; wenn er auf den appui amical Seiner Majestät rechnet, aber die Pläne nicht bezeichnet, welche unterstützt werden sollen, so sind das alles Widersprüche, die in einem freundschaftlichen Kaiserbriefe nicht hervorzuheben sein werden. Die Allgemeinheit der ausgedrückten Wünsche bietet ausreichende Anknüpfung, um den Brief so freundlich beantworten zu können, daß aus keinem seiner Teile ein Schluß auf andere als wohlwollende Gesinnungen gezogen werden kann, und wir dennoch kein Material liefern, mit dem man in Wien oder London Unkraut säen könnte. Der einzige Dissensus, die Ablehnung der „europäischen" Interessen und Pflichten, wird sich durch Hervorhebung der russischen Interessen, die den Kaiser zu einer selbständigen Entschließung veranlassen könnten, ausreichend markieren lassen. Scheint das demnächst im Texte nicht genügend, so wird sich leicht eine Wendung einschieben lassen, welche neben der diplomatisch von uns betätigten Teilnahme für die Christen zugleich die Abwesenheit direkter deutscher Interessen akzentuiert und es natürlich findet, daß der Kaiser Alexander zunächst die Verständigung mit dem gleichfalls näher interessierten Monarchen von Österreich-Ungarn vorbereitet habe.

In meiner Antwort an Gortschakow* habe ich die Absicht, der gewohnten Tonart unseres Verkehrs entsprechend, dem Gedanken Ausdruck zu geben, daß die europäische Seite der Sache auf meine politischen Entschließungen und Ratschläge weniger Einfluß habe, als gerade die russische: es würde mir stets zur Freude gereichen, russischen Interessen nützlich sein zu können, um dankbaren Erinnerungen Ausdruck zu geben, welche mich wohl an Rußland, aber in keiner Weise an das übrige Europa knüpften. Amtlich aber müssen wir uns diese Spiegelfechterei mit dem Europäertum ernsthafter vom Leibe halten. Es kann das demnächst in Antworten an Schweinitz geschehen, ohne mündlichen und widerspruchsvollen Äußerungen meines russischen Freundes und Kollegen in jeder Einzelheit amtliche Schwerkraft beizulegen.

Befriedigung er „die Gefahr eines Konfliktes zwischen unseren beiden Freunden und Nachbarn nunmehr als beseitigt erachte". Auch von der am 18. März unterzeichneten Convention additionnelle zu der Hauptkonvention vom 15. Januar 1877 (vgl. E. von Wertheimer, Graf Julius Andrássy Bd. II (1913) S. 390 ff.) ist der deutschen Regierung, allerdings erst am 5. Mai, vertraulich Kenntnis gegeben worden. Eine Einflußnahme der deutschen Regierung auf diese zwischen Rußland und Österreich geführten Verhandlungen hat nicht stattgefunden.

* Siehe Nr. 259.

Nr. 257

Der Reichskanzler Fürst von Bismarck, z. Z. in Varzin, an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Diktat. Niederschrift des Legationssekretärs Grafen Herbert von Bismarck

Varzin, den 10. November 1876

Nach Euerer Exzellenz gefälligem Schreiben vom 7. cr. haben Seine Majestät der Kaiser meine Äußerung über die anliegend wieder beigefügten Berichte des Generals von Schweinitz vom 1. und 2. November* zu befehlen geruht.

Ich habe bereits einen Teil dieser Aufgabe gestern antizipiert bei Besprechung des kaiserlichen Briefes und gestatte mir heute auf den Text der Berichte näher einzugehen.

Wenn nicht die Aufregung des russischen Nationalgefühls in der Richtung gegen die Türken hin zweifellos wäre, und es für rein diplomatische Manöver nicht sehr schwierig wäre, die Spitze dieser Aufregung von der Türkei ab und gegen uns zu wenden, solange wir nicht in unvorsichtiger Weise dazu die Hand bieten, so möchte ich fast glauben, daß Fürst Gortschakow noch immer nicht die kriegerischen Ziele, für welche er unsere Konnivenz beansprucht, sondern den diplomatischen Zweck vor Augen hat, uns von Österreich zu trennen und auf diesem Wege zur Erneuerung der alten antipreußischen Gruppierung aus dem 7jährigen Kriege von Rußland, Österreich und Frankreich zu gelangen. Ich brauche ihn, um diese Annahme erklärlich zu finden, noch nicht für einen ramolli, sondern nur für einen sehr eitlen Staatsmann zu halten, den die Eifersucht auf die deutschen Erfolge nicht ruhig sterben läßt. Daß die Mittel, die er dabei in Bewegung setzt, ihm vielleicht wider Erwarten über den Kopf wachsen, würde die Annahme seiner ersten Beweggründe in der erwähnten Richtung noch nicht entkräften, sondern nur zu der Vermutung berechtigen, daß er über sein erstes Ziel vielleicht schon hinausgetrieben ist, vielleicht hinausgetrieben wird. Dieses Ziel bezeichnete er selbst in Reichstadt mit den Worten „je ne puis cependant pas filer comme une lampe qui s'éteint", und „je ne veux pas paraître devant Dieu sans avoir présidé au moindre congrès en Europe". Sein Wunsch war damals wohl auf den Vorsitz in einem Kongreß schon nicht beschränkt, sondern weiter darauf gerichtet, seine lange Laufbahn mit einem glänzenden Erfolge für Rußland abzuschließen, etwa an der Spitze der erwähnten Koalition, in welcher Rußland natürlich die Leitung, — Österreich, Frankreich und, falls es beitrat, Italien, zweite Rollen zufielen, das beneidete Deutschland aber in eine schwierige Lage versetzt wurde. Die Erfüllung dieser Aufgabe, falls er sich dieselbe gestellt hat, mußte bei

* Siehe Nr. 252 und 253.

seinem eigenen Souverän beginnen, um diesen von der Freundschaft mit Deutschland zu lösen. Für mich ist darüber kein Zweifel, daß mein russischer Kollege diesen Zweck schon seit zwei Jahren mit Beharrlichkeit verfolgt, indem er die Eigentümlichkeit seines Kaisers und dessen Unbekanntschaft mit geschäftlichen Details benutzt, um im Namen desselben schwierige und exorbitante Forderungen an uns zu stellen und unser Eingehen auf dieselben durch unverbindliche Formen und anspruchsvolle Ausdrucksweise zu erschweren, in der Hoffnung, seinem Kaiser Beweise zu liefern, daß er auf uns nicht rechnen könne. Wenn das russische Kabinett von uns Zusicherungen in betreff seiner orientalischen Absichten und weiter nichts erstrebte, so wäre ja nichts leichter gewesen, als die Benutzung der intimen persönlichen Verhältnisse beider Monarchen, um unserm allergnädigsten Herrn eigenhändig oder durch eine sichere Vertrauensperson kurz und klar darzulegen, was Rußland beabsichtigt und erstreben zu müssen glaubt, und dafür eine dem russischen Verhalten von 1870 entsprechende geheime Zusicherung, vielleicht auch unsere guten Dienste bei Österreich zu erbitten. Statt dessen wurden uns nur unklare und vieldeutige Mitteilungen gegeben und in bezug auf Fälle, die gar nicht vorlagen, sehr bestimmte Zusicherungen von uns verlangt, die zum Mißbrauch gegen uns in Wien geeignet waren; unserer Neigung, auf dergleichen einzugehen, wurde durch Verhandlungen mit Wien nachzuhelfen gesucht und letztere mit einer Heimlichkeit vor uns betrieben, die mit dem durchaus nicht sehr verfänglichen Inhalt in gar keinem Verhältnis stand*. Es waren viel verfänglichere Möglichkeiten schon in Berlin zwischen Gortschakow, Andrássy und mir ganz unbefangen besprochen worden, und man wußte, daß man von uns, wenn Rußland und Österreich einig wurden, keine Schwierigkeiten zu erwarten hatte. Wozu also die Heimlichkeiten, wenn sie nicht die Erregung von Mißtrauen zwischen Berlin und Wien zum Zwecke hatten. Während dieser Zeit hat Rußland in Wien sowohl wie in London eingehende und geschäftsmäßige Verhandlungen geführt, mit uns aber nur in Rätseln und Andeutungen verkehrt und Forderungen von übertriebener und unklarer Tragweite in einem hochfahrenden Tone an uns gestellt, der dem Fuße der Gleichheit zweier großen Mächte nicht entspricht. Das Verfahren und die Formen waren derart, als sei es darauf abgesehn, unfreundliche Antworten von uns zu erhalten. Wenn ich das hervorhebe, so geschieht das durchaus nicht, um solche unfreundlichen Antworten zu empfehlen, sondern nur, um die Berechtigung des Verdachtes nachzuweisen, daß Gortschakow unserer Politik diplomatische Fallen stellt und dazu die persönliche Mitwirkung seines Kaisers zu gewinnen weiß. Wer bürgt dafür, daß die gegenwärtigen geheimen Verhandlungen mit Österreich so ernsthaft sind, wie sie uns

* Vgl. Nr. 233.

geschildert werden; — die Behauptung des Kaisers Alexander, sie unserem allergnädigsten Herrn durch General von Werder mitzuteilen, die feierliche Bitte um Verschwiegenheit nehmen sich jedenfalls eigentümlich aus neben der gänzlichen Abwesenheit eben dieser angekündigten Mitteilung.

Die Tatsache, daß die russische Politik auf den Wegen des Fürsten Gortschakow, wenn auch wesentlich durch andere, von ihm unabhängige Kräfte in eine Zwangslage geraten ist, wo ihr kaum etwas anderes übrigbleibt, als einen bedenklichen Krieg zu führen oder eine noch bedenklichere Mißstimmung im Inneren friedlich auf sich zu nehmen, ändert nichts an der Notwendigkeit für uns, mit der äußersten Vorsicht jede der Blößen zu vermeiden, auf die Fürst Gortschakow gerechnet haben und noch rechnen kann. Wir müssen meines Erachtens unsere Antworten nach wie vor so einrichten, daß sie in Wien und London nicht gemißbraucht werden können, aber auch so, daß Fürst Gortschakow sie nicht benutzen kann, um bei der russischen Nation und ihrem Kaiser uns für das Mißlingen seiner fehlerhaften Politik verantwortlich zu machen. Zu diesem Zwecke wird es zunächst nützlich sein, nur die Fragen zu beantworten, die uns amtlich und formuliert von Rußland gestellt werden; also zunächst nur den Brief des Kaisers in enger Beschränkung auf dessen Text. Die beiden Berichte von Schweinitz sind keine amtlichen Mitteilungen der russischen Regierung — solche mußten uns durch Oubril zugehen. Sie enthalten auch keine Anfragen, deren Beantwortung nicht durch diejenige des kaiserlichen Briefes gedeckt wäre. Den Bericht vom 1. d. Mts., die zwischen Schweinitz und Gortschakow ausgetauschten Redensarten betreffend, glaube ich, sollten wir ganz ignorieren; er kommt auf ein Wortgefecht hinaus, welches man nicht fortsetzen muß. Den vom 2. d. Mts., die Audienz beim Kaiser betreffend, glaube ich, muß man der Form nach beantworten, damit Schweinitz, wenn er den Kaiser sieht, davon sprechen kann. Er kann dann nochmals versichern, daß unser Verhalten jedenfalls dem Rußlands von 1870 entsprechen werde (also kein Vertrag), ferner, daß wir uns über die befriedigenden Beziehungen Rußlands zu Österreich freuten, für die Mitteilungen dankten und zu guten Diensten in Wien bereit wären; daß wir nicht minder am Drei-Kaiser-Bündnis festhielten und tun würden, was in unseren Kräften stände, um das Mißtrauen Englands zu beschwichtigen, zu diesem Zweck auch die schlagende Tatsache verwerten würden, daß Rußland selbst die Einfahrt der Flotten in die Meerengen beantragt habe; daß wir unseren Einfluß nach Möglichkeit anwenden würden, um England von verhängnisvollen Entschließungen zurückzuhalten. Auf die Beschwerde über unser Bedauern in London ist es besser gar nicht zurückzukommen, denn man kann das kaum, ohne unangenehm über diese undankbare Anmaßung zu werden.

Vor allem aber muß ich auch heute wieder die dringende Bitte

wiederholen, daß Seine Majestät der Kaiser geruhen wolle, sich durch ein edelmütiges Interesse für den Frieden anderer nicht dazu bewegen zu lassen, unseren eigenen Frieden, ja unsere eigene Sicherheit auf das Spiel zu setzen. Es ist wohl möglich, daß wir Rußland bewegen können, mit der Türkei Frieden zu halten, aber doch nur auf unsere eigenen Kosten und unter Anbahnung einer gegen uns gerichteten Koalition unter Rußlands Leitung. (Wäre dazu Neigung vorhanden, so kann ich für den Fall nur bitten, Seiner Majestät vorzutragen, was ich Euere Exzellenz unter dem 16. v. Mts. bat* nötigenfalls in Baden-Baden vortragen zu wollen. Ich würde mit Ehren an einer Politik nicht mitwirken können, die ich für verderblich halte.)

Übrigens ist es mir nicht zweifelhaft, daß England ebenso gut wie wir den Frieden sicherstellen könnte, wenn es Rußland für den Fall des Angriffes mit seiner Kriegserklärung bedroht, und England hat dazu nach seinen Interessen vielleicht Anlaß, jedenfalls die natürliche Legitimation; wir aber keins von beiden. —

Nr. 258

Kaiser Wilhelm I. an Kaiser Alexander II. von Rußland

Konzept. Am Kopf des Schriftstücks die Bemerkung von der Hand des Gesandten von Radowitz: „Von Sr. Majestät als Entwurf des Allerhöchsten Antwortschreibens an Kaiser Alexander genehmigt und danach das Schreiben Allerhöchst abgefaßt."

Berlin, le 2/14 Novembre 1876

Mon cher neveu,

J'ai reçu par le Général de Werder votre lettre du $\frac{\text{21 octobre}}{\text{2 novembre}}$ cr.** et je l'ai lue avec toute l'attention sérieuse que les circonstances actuelles exigent. L'appel que vous faites à mon amitié pour votre personne ainsi qu'aux sentiments de sympathie que j'éprouve pour votre pays, trouve dans mon cœur, soyez-en persuadé, un écho chaleureux. Avec vous je regrette dans l'intérêt de la paix européenne que le travail de la diplomatie n'ait pas réussi, jusqu'à présent, à donner une tournure plus satisfaisante aux affaires orientales. Mais l'armistice ayant été obtenu grâce surtout à vos efforts qui ont si essentiellement contribué à amener ce premier pas vers la pacification, je ne renonce pas à l'espoir de voir s'établir une entente générale à la suite des conférences qui vont avoir lieu à Constantinople.

Plus l'intérêt que m'inspire le sort des populations chrétiennes en Turquie est vif, plus, je le répète, j'aime à croire que les prochaines délibérations aboutiront enfin à une solution qui fera justice

* Siehe Nr. 248.
** Siehe Nr. 254.

aux demandes des chrétiens tout en maintenant l'accord entre les Puissances. Je connais, d'ailleurs, trop bien vos intentions pour ne pas être sûr que même si, contre toute attente, ces conférences faisaient surgir de graves difficultés, vous ne prendriez conseil en premier lieu que de vos sentiments pacifiques et conciliants. Mais je répète aussi ce que vous savez de tout temps: dans le cas où les circonstances vous forceraient à vous inspirer uniquement des considérations dûes à la position et à la dignité de la Russie, vous trouverez mon attitude vis-à-vis de vous et de votre pays conforme aux traditions d'étroite amitié qui nous unissent. Cette ligne de conduite me sera d'autant plus facile à suivre qu'elle rentrera dans le cadre de notre entente à trois avec l'Autriche. J'ai été très content d'apprendre par votre bonne et amicale lettre que vous vous êtes déjà entendu, en vue des éventualités, avec l'Empereur François Joseph dont les intérêts politiques sur le terrain des affaires orientales se rencontrent plus directement avec les vôtres. Je suis très-sensible à la preuve de confiance que vous venez de me donner par cette communication et je serai bien reconnaissant de recevoir les informations plus détaillées que vous avez voulu me promettre à cet égard.

Le désir qui me tient le plus à cœur est de contribuer à combattre toute méfiance contre les intentions qui vous animent et d'employer mon influence auprès des cabinets européens dans le but de conserver la paix générale. Je serai guidé dans cette tâche par ma confiance absolue en votre loyauté et en votre désintéressement; la force même de cette conviction personnelle me donne l'espoir du succès partout où il s'agit de la faire accepter par les autres.

Puissent ainsi se réaliser les vœux pour la préservation de la paix avec lesquels vous terminez votre lettre et qui, Dieu le sait, sont avant tout aussi les miens!

Croyez, mon cher neveu, pour le présent et l'avenir à l'amitié inaltérable et sincère de

Votre dévoué
oncle et ami
Guillaume

Nr. 259

Der Reichskanzler Fürst von Bismarck, z. Z. in Varzin, an den russischen Staatskanzler Fürsten Gortschakow

Eigenhändiges Konzept

[Varzin, le 14 Novembre 1876]

Cher Prince,

Eloigné du centre des affaires depuis six mois, sans pouvoir dire si ma santé me permettra de reprendre en définitive mes fonctions

officielles, je considère la lettre d'un si haut intérêt politique que vous avez bien voulu m'adresser comme une distinction personnelle dont vous honorez un ancien ami. N'ayant pas vu l'Empereur, mon maître, depuis la courte audience qu'Il m'a donnée à Wurzbourg au mois de Juillet, je connais cependant Ses vues et Ses sentiments assez bien pour pouvoir répondre d'une manière satisfaisante à l'appel que vous faites aux souvenirs de 1870. Si à Son tour l'Empereur Alexandre aura à soutenir la dignité et les intérêts de Son pays, le concours amical et loyal de l'Empereur Guillaume ne Lui fera pas défaut.

Les traditions que l'histoire de nos deux pays nous a léguées et l'amitié qui lie nos Souverains depuis plus de deux générations excluent le doute sur l'attitude de m[on] M[aître] dans la crise que vous signalez et en vue de laquelle mon maître, tout en désirant qu'elle puisse être épargnée à l'Europe, n'a jamais conçu d'autre idée que celle de rendre à Son auguste Neveu et ami la réciprocité des bons procédés et de l'attitude amicale de la Russie en 1870. Il est inutile d'invoquer à ce sujet les obligations que pourrait nous imposer notre qualité d'Européens; elles ne valent pas celles que nous devons à l'Empereur Alexandre. L'Europe ne s'est jamais donné la peine de nous obliger, depuis des siècles, et en 1870, en présence de la guerre la plus inique au centre même de cette Europe, la voix de celle-ci ne s'est pas fait entendre. Il est de bonne politique à mon avis d'être l'ami de ses amis, et parmi les vôtres je suis des plus anciens et des plus constants, sans varier, même dans les rares moments où la réciprocité de nos sentiments m'a paru incertaine. A l'avenir comme par le passé je croirai bien servir mon pays en recommandant à mon Souverain, le maintien et le développement des traditions d'amitié loyale et de bon voisinage qui depuis un siècle nous lient à la Russie, qui ont été utiles aux deux pays et qui de notre part ne sauraient être alterées par aucune question en dehors des intérêts immédiats et vitaux de l'Allemagne.

Nr. 260

Der Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow an den Botschafter in Petersburg von Schweinitz

Konzept

Nr. 838 Berlin, den 16. November 1876

Ganz vertraulich

Ew. pp. kennen aus dem Ihnen mitgeteilten Wortlaute des Allerhöchsten Antwortschreibens* auf den durch Generallieutenant von Werder überbrachten Brief Seiner Majestät des Kaisers Alexander, von welchen Gesichtspunkten unser allergnädigster Herr die augenblickliche poli-

* Siehe Nr. 258.

tische Lage im Orient, und wie Allerhöchstderselbe unser Verhältnis zu Rußland beurteilt.

Im Auftrage des Herrn Reichskanzlers, dem Ew. pp. gefälligen Berichte Nr. 1 und 2 aus Jalta vom 1. und 2. November* cr. mitgeteilt worden sind, gestatte ich mir zu Ihrer persönlichen Direktion und zur gelegentlichen Verwertung gegenüber dem Kaiser Alexander noch einige weitere Bemerkungen hinzuzufügen.

Ew. pp. wollen die Äußerungen Seiner Majestät des Kaisers Alexander über das Verhalten Rußlands im Jahre 1870 stets mit der Versicherung beantworten, daß die deutsche Politik gegen Rußland, sobald letzteres in eine ähnliche Krisis eintrete, jedenfalls derjenigen entsprechen würde, welche der Kaiser für uns in jener Zeit bewährt habe. Den Abschluß eines Vertrages haben wir damals von Rußland nicht begehrt, und er ist uns nicht angeboten worden; dessen wird es auch bei den jetzigen Eventualitäten zur Herstellung der Reziprozität nicht bedürfen. Mehr aber als Reziprozität kann man füglich russischerseits von uns nicht erwarten.

Die Nachrichten über den jetzigen guten Stand der Beziehungen zwischen Rußland und Österreich-Ungarn, welche Kaiser Alexander hat hierher gelangen lassen, konnten uns nur erwünscht und erfreulich sein. Zu allen guten Diensten in Wien bleiben wir nach wie vor bereit und halten nicht minder bei der jetzigen Lage unabänderlich am Drei-Kaiser-Bündnis fest.

Auch die Mitteilungen, die Ew. pp. Bericht vom 2. cr. über die befriedigende Unterhaltung des Kaisers Alexander mit Lord Augustus Loftus enthielt, sind hier als ein günstiges Zeichen für den Erfolg der Bestrebungen begrüßt worden, welche sich die Aufrechterhaltung der guten Beziehungen und die Anbahnung einer Verständigung zwischen Rußland und England zum Ziele setzen. Eben darum sind wir gern bereit, zur Stärkung und Erhaltung dieses für uns so wertvollen Verhältnisses beizutragen und das unsrige zu tun, um das Mißtrauen in die Intentionen der russischen Politik in London zu bekämpfen und das englische Kabinett, wenn es erforderlich sein sollte, nach Möglichkeit von Entschließungen zurückzuhalten [zu] versuchen, die für die Beziehungen mit Rußland verhängnisvoll werden könnten. Das allerdings schlagende Argument, welches Kaiser Alexander Ew. pp. zum Beweise seiner Aufrichtigkeit in betreff Konstantinopels gegeben, indem er darauf hinwies, daß er selbst die Einfahrt der vereinigten Flotten in die Dardanellen beantragt habe, werden wir in London gebührend hervorzuheben nicht unterlassen.

Daß diese unsere Haltung zunächst in dem durch hundertjährige Tradition gekräftigten, engen Zusammenhange Deutschlands mit Rußland, sowie in dem aufrichtigen Wunsch, für die uns in schweren Tagen

* Siehe Nr. 252 und 253.

bewiesene Freundschaft des Kaisers Alexander dankbar zu sein, begründet ist, nicht aber in den Rücksichten für „Europa", welche Fürst Gortschakow sowohl in seinem Briefe an den Herrn Reichskanzler, als Ew. pp. gegenüber in den Vordergrund gestellt hat; darauf näher einzugehen, hat sich der Herr Reichskanzler in seinem Antwortschreiben an den Fürsten selbst vorbehalten. Ich setze voraus, daß das letztere gleichzeitig mit dem Schreiben Seiner Majestät und diesem Erlasse in St. Petersburg eingetroffen sein wird.

Im übrigen hat es nicht in der Absicht des Herrn Reichskanzlers gelegen, alle einzelnen Punkte der in Ew. pp. gef. Berichte Nr. 1 vom 1. d. Mts. gemeldeten Unterredung mit Fürst Gortschakow näher zu erörtern und hierdurch Gelegenheit zu Auseinandersetzungen zu geben, die wir, wie jene, auf welche sich mein Erlaß vom 13. d. Mts. Nr. 833* bezog, im gegenwärtigen Augenblicke lieber vermeiden möchten. Wir glauben aber an der Voraussetzung festhalten zu dürfen, daß der Inhalt der verschiedenen Mitteilungen, welche durch den Generallieutenant von Werder jetzt nach St. Petersburg gelangen, dort alle Erwartungen befriedigen werden, die billiger- und vernünftigerweise von dem Entgegenkommen der deutschen Politik unter den jetzigen Umständen gehegt werden konnten.

B. Bülow

Nr. 261

Der Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow an den Botschafter in Konstantinopel Freiherrn von Werther

Konzept

Nr. 519 Berlin, den 18. November 1876
Ganz vertraulich

Durch mein Telegramm Nr. 173 vom 14. d. Mts. sind Ew. pp. davon in Kenntnis gesetzt, daß wir die von der englischen Regierung vorgeschlagene Basis für Friedensunterhandlungen in Konstantinopel angenommen haben** und danach Ew. pp. ermächtigt werden, an den

* Erlaß 833 vom 13. November 1876 betraf das angeblich vom Botschafter Grafen Münster in London geäußerte Bedauern über Rußlands Ablehnung des sechsmonatlichen Waffenstillstandes.

** Am 4. November 1876 hatte die englische Regierung im Einverständnis mit der russischen endgültig den Zusammentritt von Botschafterkonferenzen der Großmächte in Konstantinopel zum Zweck von Friedensberatungen mit einem präzisen Programm beantragt, das u. a. Unabhängigkeit und Integrität der Türkei, die Erhaltung des status quo bezüglich Serbiens und Montenegros und die Errichtung einer lokalen Autonomie in Bosnien und der Herzegowina vorsah. Die Deutsche Regierung hatte sich darauf sofort bereit erklärt, sich an diesen Botschafterkonferenzen unter Zugrundelegung des englisch-russischen Programms zu beteiligen, vorausgesetzt, daß unter den ihr befreundeten Kabinetten eine Einigung

Besprechungen, welche daselbst demnächst stattfinden sollen, teilzunehmen. Die Erteilung besonderer Vollmachten an Ew. pp. zu diesem Behufe hat hier nicht erforderlich geschienen, da wir den bevorstehenden Verhandlungen den Charakter einer förmlichen europäischen Konferenz nicht beilegen und, soviel hier bekannt, auch von den übrigen Kabinetten dies nicht geschieht.

Sollten indessen die in Konstantinopel bereits akkreditierten Vertreter der Mächte noch mit besonderer Vollmacht zur Teilnahme an den Besprechungen versehen worden sein, so sehe ich darüber einer gefälligen Mitteilung Ew. pp. ganz ergebenst entgegen und würde — wenn erforderlich — anheimstellen, Nachbringung der förmlichen Vollmacht vorzubehalten.

Ew. pp. finden in den Anlagen eine an den hiesigen englischen Botschafter gerichtete Instruktion Lord Derbys vom 4. d. Mts., welche die Formulierung der von dem englischen Kabinett gemachten Vorschläge enthält. Abschriften der hierin in bezug genommenen Protokolle vom 17. September 1840 und 3. August 1860 sind gleichfalls beigefügt*.

Wenn die Kaiserliche Regierung, in Übereinstimmung mit den übrigen Mächten und besonders nach festgestellter Annahme durch die Kabinette von Petersburg und Wien, diesem englischen Programm als Basis für die weiteren Verhandlungen beigetreten ist, so hat dieselbe sich auch hierbei von dem Grundsatz leiten lassen, daß es die deutschen Interessen wenig berührt, durch welche Maßregeln und in welcher Form eine Ordnung der orientalischen Angelegenheiten herbeigeführt werde, wohl aber wir einen lebhaften Anteil daran nehmen, daß die Einigung über diese Frage unter Aufrechterhaltung des guten Einvernehmens zwischen den mit uns befreundeten Mächten erfolge. Die Instruktionen, welche Ew. pp. zu verschiedenen Zeiten über Ihr Verhalten inmitten des Widerstreits der auf dem dortigen Terrain sich kreuzenden Interessen anderer zugegangen sind, behalten auch für die jetzige Lage und für die zunächst gestellten Aufgaben ihre Gültigkeit. Wir haben, nach wie vor, keinen eigenen Beruf, als Partei bei den orientalischen Differenzen aufzutreten, und werden unsere Stellung zu den dortigen Vorgängen allein nach dem Bedürfnisse unserer allgemeinen europäischen Beziehungen bemessen können. In dieser Richtung habe ich vor allem hervorzuheben, daß die seither mit so gutem Erfolge durchgeführte Politik des engeren Einverständnisses unter den drei Kaiserhöfen für uns keine Änderung erlitten hat und auch als für die Zukunft von keiner wirklichen Gefahr bedroht erscheint. Ew. pp. werden an dem Verhältnis zu Ihren Kollegen von Rußland und Öster-

---

in dieser Frage erzielt werde. Vgl. die Zirkulardepesche des Staatssekretärs von Bülow vom 9. November 1876 bei L. Hahn, Fürst Bismarck Bd. III (1881), S. 32ff.

* S. die englische Zirkulardepesche vom 4. November 1876 in: „Das Staatsarchiv". Bd. 31, S. 218f.

reich-Ungarn nichts zu ändern und ebenso, wie es in allen Fragen bisher geschehen ist, das eigene Auftreten dem vorher festzustellenden Einverständnisse unter denselben anzupassen haben. Hieraus ergibt sich von selbst, daß Ew. pp. bei den Besprechungen von eigener sachlicher Initiative, die nicht auf besonderer Instruktion beruht, Abstand nehmen und in Fällen, die eine Meinungsverschiedenheit zwischen dem russischen und österreichischen Vertreter hervortreten lassen, der Äußerung sich enthalten wollen. Es würde dann jedesmal die Einholung spezieller Weisungen von hier erforderlich sein.

Ausschließlich zu Ew. pp. persönlicher Information beehre ich mich hierbei zu bemerken, daß noch neuerdings über die Haltung, welche Rußland angesichts der jetzigen Krisis im Orient von Deutschland zu erwarten berechtigt sein könne, zwischen Livadia und hier ein intimer Meinungsaustausch stattgefunden hat. Entsprechend den engen persönlichen Beziehungen unter den beiderseitigen erhabenen Monarchen hat das unveränderte Vertrauen zwischen den Regierungen dabei erneuten Ausdruck gefunden. Wir haben keinen Zweifel darüber gelassen, daß die uns von Rußland im Jahre 1870 bewiesene Freundschaft unter allen Umständen ihre Erwiderung in der wohlwollenden Neutralität finden würde, welche wir einhalten würden, falls Rußland in einer ähnlichen Lage wie wir damals sich finden sollte. Zunächst hat jedoch noch die Zuversicht Seiner Majestät des Kaisers betont werden können, daß es dem vereinten Bestreben der Mächte, unterstützt durch die immer bewährte Friedensliebe des Kaisers Alexander, gelingen werde, aus der gegenwärtigen Verwicklung durch die in Konstantinopel zu eröffnenden Verhandlungen auch ohne Erschütterung des Friedens einen Ausweg zu finden. Sollte sich der Bruch zwischen Rußland und der Pforte nicht mehr vermeiden lassen, dann halten wir wenigstens an der sicheren Erwartung fest, daß keine andere der uns befreundeten europäischen Mächte in den Konflikt mit hineingezogen werde. Die Nachrichten, welche wir aus Livadia über das gegenwärtige Einverständnis zwischen dem russischen und dem österreichisch-ungarischen Kabinette erhalten haben, berechtigen zu der Annahme, daß der Eintritt einer solchen Eventualität die österreichische Regierung nicht unvorbereitet und in der Lage finden würde, auch ihrerseits eine Stellung zu nehmen, welche den Interessen des Kaiserstaats entspräche, ohne dieselben in notwendigen Gegensatz zu den russischen zu bringen. In bezug auf das Verhältnis zwischen Rußland und England sind uns gleichfalls befriedigende Meldungen von dem guten Eindruck zugegangen, den die wiederholt und in loyalster Weise erteilten Zusicherungen des Kaisers Alexander über seine Absichten für die Türkei bei den englischen Ministern hervorgerufen haben. Wir betrachten es unsererseits als eine der Aufgaben der in erster Linie für Erhaltung des Friedens eintretenden deutschen Politik, das vollkommene Vertrauen, welches wir in die Uneigennützigkeit

des Kaisers Alexander setzen, auch bei der englischen Regierung zum Ausdruck zu bringen und damit den russenfeindlichen Strömungen, durch welche die englischen Entschließungen beeinflußt werden könnten, nach Möglichkeit entgegenzuwirken. Ich darf deshalb Ew. pp. ganz ergebenst empfehlen, bei sorgfältigster Wahrnehmung Ihrer Stellung zwischen den Vertretern der Kaisermächte, besonders auch Ihren Beziehungen zu den englischen Bevollmächtigten den freundschaftlichen Charakter zu bewahren, der unseren Beziehungen zum Kabinette von St. James entspricht, und das Vertrauen, welches Sie bei denselben finden werden, zur Einwirkung im Sinne einer den russischen Wünschen entgegenkommenden Haltung nicht unbenutzt zu lassen.

Die vorstehenden Andeutungen, zusammengehalten mit den Ew. Exzellenz seither in den einzelnen Fragen zugegangenen, soweit tunlich nach den Anträgen der russischen Regierung und unter Festhalten der maßgebenden Gesichtspunkte bemessenen Instruktionen werden genügen, um Ew. pp. über die Gesichtspunkte zu orientieren, von denen aus wir dem Beginne der Besprechungen in Konstantinopel entgegensehen. Auf die einzelnen Fragen, welche dabei nach Maßgabe des englischen Programms erörtert werden können, jetzt schon näher einzugehen, liegt für uns kein Anlaß vor. Ich darf mir in dieser Hinsicht, je nachdem sich ein sachliches Bedürfnis dazu ergeben sollte, alle weiteren Mitteilungen vorbehalten. Zunächst erwarten wir mit lebhaftem Interesse Ew. pp. gefällige Berichte über die Einleitung und weitere praktische Gestaltung der dortigen Verhandlungen*.

B. Bülow

Nr. 262

Der Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow an den Botschafter in Petersburg von Schweinitz

Privatschreiben. Abschrift

Ganz vertraulich Berlin, den 26. November 1876

Euere Exzellenz

wissen aus allen diesseitigen Mitteilungen und neuerdings noch durch die vom General Werder überbrachten, daß unser allergnädigster Herr unbeirrt an derjenigen Politik festhält und festzuhalten entschlossen ist, welche ihm seine Freundschaft für Kaiser Alexander und die Würdigung der deutschen Interessen vorzeichnet. Wie diese Politik den alten und intimen Beziehungen Deutschlands zu Rußland entspricht, so ist sie nach unserer Überzeugung auch die einzige, durch welche

* Über den Verlauf der am 11. Dezember 1876 begonnenen Botschafterkonferenzen in Konstantinopel unterrichten die bei de Martens Nouveau Recueil général de Traités II. Serie, T. III, sowie im „Staatsarchiv" Bd. 31 f. abgedruckten Protokolle und sonstigen Schriftstücke. Vgl. das folgende Kapitel.

wir Rußland in der gegenwärtigen Krisis wirklich nützen und gegen den Ausbruch eines allgemeinen Krieges erfolgreich wirken können. In diesem Sinne sind daher auch die Unterhaltungen des Reichskanzlers mit dem Marquis of Salisbury* gewesen.

Wenn die Einhaltung dieser Linie schon an und für sich schwer ist, so wird es Euere Exzellenz nicht überraschen, daß mit dem Anwachsen der Krisis diese Schwierigkeiten sich erheblich gemehrt haben. Unsere Hofverhältnisse und Beziehungen liegen so, daß von England her mannigfache Einwirkungen gegen Rußland in Tätigkeit gesetzt werden konnten und sich geltend zu machen gesucht haben. Der Reichskanzler hat gefunden, daß auch hochstehende Privatkorrespondenzen und intime Einflüsse nicht vermocht haben, Seine Majestät den Kaiser zu Schritten zu bewegen, welche eine mehr oder weniger deutlich hervortretende Parteinahme gegen Rußland in sich geschlossen hätten, und möchte bei dieser Wahrnehmung nur andeuten, daß diese feste Haltung nicht ohne Schwierigkeit und auch deshalb nicht ohne sehr anzuerkennendes Verdienst unseres allergnädigsten Herrn gewesen ist. Gewiß ist es Seiner Majestät doppelt hoch anzurechnen, wenn Einflüsse, welche im täglichen Leben mit Leichtigkeit den Augenblick wählen und sich an die Friedensliebe und Freundschaft des Kaisers wenden können, gerade an der Würdigung dieser Freundschaft und unserer Stellung zu Rußland Ablehnung finden**. Es wird aber nützlich sein, wenn Euere Exzellenz gelegentlich an höchster Stelle erwähnen, daß Seine Majestät englischen Einflüssen gegenüber fest geblieben ist.

Wenn Fürst Bismarck das Auftreten dieser Versuche (welche ihm seine Aufgabe sehr erheblich erschwerten, übrigens bei dem billigen und klaren Urteil des Lord Salisbury keine Vertretung fanden), nicht unnatürlich, im Gegenteil nur zu erklärlich findet, so hat es den Fürsten sehr überrascht, daß auch der französische Botschafter seine (direkten und indirekten) Aboutissancen zu allerhöchsten Personen benutzt, um in dieser Zeit gegen unsere Intimität mit Rußland zu arbeiten. Ob um polnischer Beziehungen willen (Euere Exzellenz wissen, wie intim die Beziehungen des Botschafters zu hiesigen polnischen Kreisen sind), ob aus persönlich-ultramontaner Abneigung gegen das Bündnis der zwei großen akatholischen Mächte, ob infolge von In-

* Am 23. November hatte zwischen Fürst Bismarck und dem zum Bevollmächtigten Englands bei der orientalischen Konferenz ernannten Minister Lord Salisbury auf dessen Durchreise durch Berlin eine Konferenz stattgefunden.

** Vgl. Hohenlohes Aufzeichnung zum 2. August 1876: „Aus den Akten, die ich bei Bülow las, ersah ich, daß der Reichskanzler an dem Drei-Kaiser-Bündnis festhält und Kaiser Wilhelm warnt, sich nicht durch England bestimmen zu lassen, etwas zu tun, was jenes Bündnis lockern könnte. Die Kaiserin Augusta und die Königin Viktoria haben an dem Kaiser gebohrt, um ihn schwankend zu machen. Es scheint, daß Augusta sich jetzt vor der englischen Flotte fürchtet und das englische Kriegsgeschrei für bare Münze nimmt.“ Denkwürdigkeiten des Fürsten Chlodwig zu Hohenlohe-Schillingsfürst Bd. II (1907), S. 198.

struktionen aus Paris, wo man die Entscheidung hinauszuschieben sucht, bis die Verwirrung größer und Frankreich gekräftigt sein wird: wir können uns der Wahrnehmung nicht verschließen, daß Herr von Gontaut hier nicht als Freund Rußlands auf die allerhöchsten Entschließungen zu wirken bemüht ist —, wie denn einige in Baden zutage getretene ernste Hemmnisse teilweise auf ihn zurückzuführen sind. Ich brauche kaum hinzuzufügen, daß die Persönlichkeit des Herrn von Gontaut, wie sie in Paris nicht ohne Einfluß in den höchsten Kreisen ist, gerade durch die angedeuteten Beziehungen und Einflüsse hier auch für die republikanischen Franzosen schätzbar geblieben ist.

Die auch hierdurch dem Fürsten Bismarck zuwachsenden Schwierigkeiten, die Rußland freundliche Politik ganz unbeirrt einzuhalten — Schwierigkeiten, die er Euere Exzellenz ersucht, gelegentlich beim Kaiser Alexander geltend zu machen — werden sehr dadurch erhöht, daß der Fürst ohne wirksame Unterstützung seitens des hiesigen russischen Botschafters sich findet, ja den Verdacht nicht abweisen kann, daß Herr von Oubril — zunächst französisch fühlend — für Gontaut-Birons Stellung und Auffassung nicht ohne Mitgefühl sei, eine verwandte Ader mit demselben habe. Wie nachteilig gerade im jetzigen Moment der Umstand wirkt, daß der Reichskanzler jeden Vertrauens zum russischen Botschafter ermangelt, bedarf für Euere Exzellenz, welche für gute und feste Beziehungen zwischen beiden Reichen fühlen und wirken, keiner Auseinandersetzung. Wir müssen uns hier auf das geringste Maß amtlicher Politik beschränken: überdies entbehrt Herr von Oubril der Stellung zu Seiner Majestät und des Einflusses auf Hof und höhere Kreise, die dem russischen Botschafter so leicht zufallen und für Rußland nicht gleichgültig sein können: und Fürst Bismarck, gewiß der standhafteste Freund Rußlands, fängt an, sein Bleiben als eine Art Geringschätzung zu empfinden.

In aufrichtiger Verehrung

Euerer Exzellenz ganz ergebenster

(gez.) B. Bülow

Nr. 263

Der Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow an den Botschafter in London Grafen Münster

Konzept

Nr. 859 Berlin, den 27. November 1876
Geheim [abgegangen am 28. November]

Ew. pp. gefälliger Bericht Nr. 180 vom 20. d. Mts.* hat dem Herrn Reichskanzler vorgelegen, und ist Ihnen derselbe für die hierin,

* Im Bericht Nr. 180 vom 20. November 1876 hatte Botschafter Graf Münster die demnächstige Ankunft Lord Salisburys in Berlin angekündigt.

sowie in Ew. pp. früheren Berichterstattung enthaltenen Mitteilungen über Lord Salisbury sehr dankbar gewesen. Fürst Bismarck hat Ihre Äußerungen über diesen englischen Staatsmann durch die persönliche Bekanntschaft bestätigt gefunden. Lord Salisbury hat ihm einen angenehmen und Vertrauen erweckenden Eindruck gemacht; er hält ihn für einen ebenso gescheuten als vorsichtigen Politiker.

In den Unterredungen mit Lord Salisbury hat der Herr Reichskanzler demselben zunächst dargelegt, daß Deutschland wenig eigenes Interesse an dem Schicksale der Türkei habe, ein sehr großes aber daran, mit England, Rußland und Österreich befreundet zu sein und zu bleiben. Dieser Gesichtspunkt überwiege die Rücksichten auf unsere Beziehungen zur Türkei: das eigentliche und nächste Ziel der deutschen Politik sei daher, die gegenwärtige Krisis zu überstehen, ohne mit diesen unseren Freunden in weniger gutes Verhältnis zu geraten als bisher. Unsererseits würden wir die Freundschaft des einzelnen nur dann aufgeben müssen, wenn derselbe verlangte, daß wir ihm zur Liebe, ohne zwingendes eigenes Interesse, Feinde des anderen werden, gewissermaßen die Rolle von Mietssoldaten übernehmen sollten.

Lord Salisbury hat für diese Darlegung des allgemeinen deutschen Standpunktes volles Verständnis gezeigt und sich ganz damit einverstanden erklärt.

Im ferneren Verlaufe der Gespräche hat Fürst Bismarck sich zumeist bemüht, dem englischen Minister zu empfehlen, daß England keinen übereilten Krieg beginnen möge. Sollte die Regierung der Königin es für unvermeidlich halten, an die Entscheidung der Waffen zu appellieren, so möchte dieser schwere Entschluß wenigstens erst im spätesten Zeitpunkte und nicht vor Aufbietung aller Möglichkeiten zur Vermeidung des Krieges gefaßt werden.

In Begründung dieses Gedankens hatte Fürst Bismarck mit Rücksicht auf die in Betracht zu ziehenden Eventualitäten einen Klimax für Bestrebungen zur Erhaltung des Friedens aufgestellt.

Als erstes Ziel derselben gelte ihm, daß auch zwischen Rußland und der Pforte der Friede erhalten bleibe und die jetzigen Schwierigkeiten auf der Konferenz sich ordnen möchten. Die Frage des Lord Salisbury, ob der Reichskanzler an Erfolg der Konferenzen glaube?, beantwortete derselbe dahin: er habe viele Zweifel daran und halte es für nützlicher, dies nicht zu verhehlen, um nicht die Meinung zu erwecken, daß, wenn Konferenzen nicht glückten, dann auch gleich alles verloren sei.

Wenn nämlich die Konferenzen nicht zum Ziele führten, stehe man erst an der zweiten Abstufung: der Wahrscheinlichkeit des Einrückens russischer Truppen in die Türkei, somit eines Krieges zwischen Rußland und der Türkei. Aber auch damit sei der europäische Friede nicht notwendig gestört. Frage man ihn, ob England dann gleich

an Rußland Krieg erklären müsse, so hoffe und glaube er das nicht. Einmal sei es nach den feierlichen Versicherungen des Kaisers Alexander wegen Konstantinopel nicht zu bezweifeln, daß derselbe sein Wort halten werde. Dann aber sei es noch keineswegs sicher, daß es überhaupt auf diesen Punkt ankommen werde. Der Weg vom Pruth bis zum Bosporus im Winter ohne Flotte sei ein weiter und lasse hundertmal die Zeit, um kriegerische Entschlüsse zu fassen; er warne daher vor Übereilung.

Lord Salisbury wendete hiergegen ein: wenn die Russen über den Balkan wären, seien sie auch in Konstantinopel, und einmal darin, gingen sie nicht mehr heraus. Der Herr Reichskanzler antwortete: man möge doch erst abwarten, ob und wie die russische Armee über den Balkan gelange. So leicht gehe das nicht; und selbst, wenn hinüber, seien sie noch nicht in Konstantinopel. Fürst Bismarck erinnerte an den Feldzug von 1828, wo Diebitsch schließlich in Adrianopel festsaß und, anstatt Konstantinopel zu erobern, die preußische Friedensvermittlung durch General von Müffling sehr willkommen fand. Es sei dann immer noch Zeit für England zum Einschreiten, aber auch dann würde dies noch nicht mit Notwendigkeit kriegerisch sein, sondern in einer mit den russischen Erfolgen analogen Tragweite stattfinden können, indem England auch seinerseits türkische Objekte gewissermaßen pfandweise in Besitz nehme. Er glaube, daß Österreich ähnlich verfahren, und, wenn Rußland in die Türkei einrücke (wogegen man in Wien die größten Bedenken habe), nicht deshalb Krieg gegen Rußland führen, sondern seinerseits etwa Bosnien besetzen werde, um zunächst sich selbst vor Schaden zu bewahren. In ähnlicher Weise könne England, ohne Rußland Krieg zu erklären, vorgehen, namentlich Ägypten besetzen, oder, wenn dies, wie Lord Salisbury einschaltete, zu schwierig zu nehmen sei und Konstantinopel nicht decke, dann Konstantinopel selbst, so daß die Russen in Bulgarien, die Österreicher in Bosnien und die Engländer in Konstantinopel stünden. In diesem Falle sei die Widerstandskraft der Türkei gebrochen und sehr wahrscheinlich, daß die drei Mächte sich untereinander verständigten.

Es bleibe aber immer zu erwägen, ob nicht die russische Armee, falls es zum Einrücken komme, mehr Widerstand durch die Türken, die Jahreszeit, die Ausdehnung der Operationsbasis fände, als sie erwarte. Sollte das der Fall sein, so frage es sich sehr, ob England, statt Rußland feindlich gegenüberzutreten, nicht besser täte, demselben mit freundlichen und versöhnlichen Vorschlägen entgegenzukommen. Und solche Verhandlungen betrachte Fürst Bismarck als die dritte Abstufung vor dem Kriege.

Da Lord Salisbury auf diese letzten Ausführungen nur mit Schweigen antwortete, bemühte sich Fürst Bismarck noch besonders, ihm das Mißtrauen gegen Rußland und Kaiser Alexander möglichst zu be-

nehmen. Er bemerkte dabei: man glaube in England zu sehr an einen vollständig fertigen, Schritt vor Schritt kaltblütig und unbeirrt verfolgten Plan Rußlands. Diese Annahme halte er für irrig.

Ich habe im Vorstehenden die Hauptpunkte dargelegt, welche in den Unterredungen des Herrn Reichskanzlers mit Lord Salisbury zur Sprache gekommen sind und stelle Ew. pp. ganz ergebenst anheim, in geeigneter Weise und bei sich darbietender Gelegenheit Lord Derby, jedoch nur diesem gegenüber, hiervon vertraulichen Gebrauch machen zu wollen.

Zu Ew. pp. lediglich persönlicher und reservierter Information beehre ich mich, noch folgende Bemerkungen dieser Mitteilung hinzuzufügen.

Für uns hat die gegenwärtige orientalische Verwickelung und der Hinblick auf die möglicherweise daraus entspringenden Konsequenzen nur ein deutsches Interesse, und nehmen wir unsere Stellung dazu nur nach den Erwägungen, die uns selbst angehen. Unter allen Eventualitäten die unbequemste — der wir glücklicherweise aber gar nicht entgegensehen — wäre uns ein Krieg zwischen Rußland und Österreich, zumal wenn letzteres überrannt würde. Dadurch würde ein Zusammensturz herbeigeführt werden, den der Krieg zwischen Rußland und England an sich nicht zur Folge zu haben braucht: diese beiden Mächte können einander nicht lebensgefährlich verwunden; sie können sich von bestimmten Plänen abhalten und Ausführung gewisser Absichten gegenseitig vereiteln, nicht aber sich tödlich treffen. Aus diesem Gesichtspunkte ist die Verhinderung eines solchen Krieges für uns keine Notwendigkeit, während wir, weil der Krieg zwischen Rußland und Österreich für uns eine Gefahr enthält, diesen in erster Linie auf die eine oder die andere Art soweit möglich zu verhindern suchen müssen. pp.

B. Bülow

Nr. 264

Der Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow an den Botschafter in Petersburg von Schweinitz

Konzept

Nr. 865
Geheim

Berlin, den 29. November 1876

Im Auftrage des Herrn Reichskanzlers beehre ich mich, Ew. pp. nachstehend von dem wesentlichen Inhalt der Unterredungen vertraulich in Kenntnis zu setzen, welche zwischen Seiner Durchlaucht und Lord Salisbury bei dessen Aufenthalt in Berlin stattgefunden haben.

Fürst Bismarck, der hier erst die Bekanntschaft des englischen Mi-

nisters gemacht hat, war durch die Persönlichkeit desselben angenehm berührt und hatte von ihm den Eindruck eines gescheuten und Vertrauen erweckenden Politikers.

In den Gesprächen mit Lord Salisbury legte der Herr Reichskanzler demselben zunächst dar, daß Deutschland wenig eigenes Interesse an dem Schicksale der Türkei habe, ein sehr großes aber daran, mit den ihm bisher nahe befreundeten Mächten auch fernerhin auf demselben Fuße des guten Einverständnisses zu verbleiben. Dieser Gesichtspunkt überwiege die Rücksichten auf unsere Beziehungen zur Türkei: Das eigentliche Ziel der deutschen Politik sei daher, die gegenwärtige Krisis zu überstehen, ohne mit unseren Freunden in weniger gutes Verhältnis zu geraten, als bisher. Wir wünschten unsere Einwirkung in versöhnlichem und friedfertigem Sinne zu betätigen, niemals aber könnten wir der Zumutung Platz geben, daß wir, ohne eigenes, zwingendes Interesse, unsere Freundschaft für den einen durch Feindschaft gegen den anderen an den Tag legen sollten.

Lord Salisbury hat für diese Präzisierung des deutschen Standpunktes volles Verständnis gezeigt. Der Reichskanzler konnte demselben um so rückhaltloser von vornherein jede Aussicht auf deutsche Unterstützung der englischen Politik Rußland gegenüber in dem von der Königin Viktoria persönlich und der englischen Tagespresse angestrebten Sinne benehmen. Er hat ihm gesagt, wir unterstützten Rußland nicht auf Unkosten von England, um so unbilliger würde das Verlangen sein, England gegen Rußland zu unterstützen.

Über unsere Auffassung der fernerhin sich darbietenden Eventualitäten hat Fürst Bismarck sich ungefähr in folgender Weise geäußert:

In erster Linie seien wir für Erhaltung des Friedens und wünschten dringend, daß auf der Konferenz eine Verständigung unter den Mächten zur Beilegung der jetzigen Schwierigkeiten erzielt werden möge. Wenn dieses Resultat aber nicht erreichbar sei, wenn der Kaiser von Rußland, obwohl persönlich der friedfertigste aller Monarchen, zwingende Gründe habe, seinerseits die Befriedigung nationaler Bedürfnisse nicht länger mehr unbestimmten Verhandlungen zu überlassen, und dadurch ein Kampf zwischen Rußland und der Türkei unvermeidlich werde, dann wünschten wir vor allem, daß dieser Krieg lokalisiert bleibe und nicht weiter in Europa um sich greife.

Fürst Bismarck hat es als seine bestimmte Überzeugung ausgesprochen, daß, auch wenn die Konferenzen in Konstantinopel fehl schlügen, daraus ein Krieg zwischen europäischen Großmächten nicht hervorzugehen brauche. Für Europa sei die Möglichkeit eines englisch-russischen Krieges eine viel größere Kalamität als diejenige eines russisch-türkischen. Der beste Rat, welchen daher der Reichskanzler Lord Salisbury erteilen zu können geglaubt hat, ist der gewesen: England möge sich bestreben, eine solche Kalamität von Europa

fernzuhalten. Das erste Mittel hierzu scheine ihm zu sein, in keinem Falle etwas zu übereilen, und selbst, wenn nach dem Scheitern der Konferenz Rußland die Donau überschreite, nicht seinerseits an die Waffen zu appellieren. England habe dann noch immer Zeit, auf einen Ausweg Bedacht zu nehmen, der den verhängnisvollen Entschluß zum Kriege überflüssig mache. Es sei, namentlich wenn Österreich in diesem Falle seine Interessen durch Okkupation türkischer Gebietsteile sicherstelle, auch für England möglich, diesem Beispiele zu folgen. Die Widerstandskraft der Türkei würde damit beseitigt und den Mächten größere Wahrscheinlichkeit geboten, untereinander nach Maßgabe ihrer Interessen sich zu verständigen, ohne Europa in Krieg zu stürzen.

Darüber hat Fürst Bismarck dem Lord keinen Zweifel gelassen, wie wenig Deutschland geneigt sein könne, sich bei einer Politik zu beteiligen, welche die Ausdehnung des lokalen russisch-türkischen Krieges nach Europa hin irgendwie erleichtern würde.

Lord Salisbury hat auf die Darlegung des Herrn Reichskanzlers wenig Positives geantwortet, nur Sorge wegen Besetzung von Konstantinopel gezeigt und geäußert: wenn die russische Armee den Balkan überschritten habe, so werde sie auch nach Konstantinopel kommen, und sei sie einmal dort, so würde sie nicht wieder herauszubringen sein. Fürst Bismarck hat dagegen das Wort des Kaisers Alexander geltend gemacht, dem wir unbedingt vertrauten*, und ferner darauf hingewiesen, daß vielleicht schon der Ernst der russischen Rüstungen genügen werde, um das bisherige Programm der Mächte gegenüber der Pforte durchzuführen, um so viel eher das Einrücken Rußlands in die Türkei. Zwischen diesem Einrücken und der Möglichkeit einer Besetzung von Konstantinopel würde jedenfalls volle Zeit zu Verhandlungen bleiben, England werde sich daher in keiner Weise zu übereilten, für den europäischen Frieden gefährlichen Entschließungen gedrängt sehen.

Ew. Exzellenz sind ermächtigt, den Inhalt der vorstehenden Mitteilungen, selbstverständlich in vertraulichster Form, Seiner Majestät dem Kaiser Alexander, sowie Fürst Gortschakow gegenüber zu verwerten. Ich brauche nicht hinzuzufügen, daß sämtliche Zeitungsnachrichten, die namentlich von Wien aus über die hiesigen Verhandlungen mit Lord Salisbury verbreitet werden, auf Erfindung beruhen.

Bei Gelegenheit Ihrer hierauf bezüglichen Unterredungen werden Ew. Exzellenz vielleicht Anlaß zu der Bemerkung finden, daß wir hier immer noch der sowohl durch den Brief Seiner Majestät des Kaisers Alexander an unseren allergnädigsten Herrn vom 21. Oktober/2. November cr. als durch Ew. Exzellenz Bericht Nr. 2** aus Jalta vom 2. d. Mts.

---

* In der dem englischen Botschafter Lord Loftus am 2. November erteilten Audienz hatte Kaiser Alexander sein Ehrenwort verpfändet, daß Rußland keinerlei Absichten auf Konstantinopel hege.

** Siehe Nr. 253

in Aussicht gestellten näheren Mitteilung über den Inhalt der geheimen Abmachungen zwischen Rußland und Österreich entgegensehen. Seiner Majestät dem Kaiser war es nicht erklärlich, daß Ew. Exzellenz nicht schon bei Ihrer zuletzt hier eingegangenen Berichterstattung durch Kaiser Alexander in den Stand gesetzt gewesen sind, die vorbehaltene Ergänzung der früheren Eröffnungen zu übermitteln. Inzwischen wird uns aus Wien gemeldet, daß dort Gerüchte zirkulieren über geheime Arrangements, die wir mit Rußland zum Nachteile von Österreich gemacht haben sollen. Solche Nachrichten erregen dort Besorgnisse, und wir sind infolgedessen genötigt, gegen die österreichische Regierung uns offener über unsere Beziehungen zu Rußland auszusprechen, als wir es sonst wohl getan haben würden. Es kann gewiß nicht die jetzige Aufgabe des russischen Botschafters in Wien fördern, wenn das dortige Kabinett derartigen Beunruhigungen nachgibt und uns darüber interpelliert: deswegen erscheint es uns um so nützlicher, über die weitere Entwicklung der Verhandlungen zwischen Petersburg und Wien und den Umfang der getroffenen Abmachungen zuverlässig unterrichtet zu sein*.

Sollte übrigens das russische Kabinett Bedenken tragen, uns jetzt eingehender über diese Punkte zu informieren, so werden wir auch das erklärlich finden und uns dabei beruhigen, da wir keineswegs voraussetzen, daß es sich um Enormitäten handeln kann, die man vor uns zu verheimlichen habe. Wir sind, nach wie vor, mit allen Abmachungen unserer Freunde über die orientalischen Angelegenheiten im voraus einverstanden und werden gegen übereinstimmende Entschlüsse derselben in betreff der Türkei unsererseits schwerlich etwas einzuwenden haben.

B. Bülow

Nr. 265

Text der österreichisch-russischen Konvention vom 15. Januar 1877

Vom österreich-ungarischen Botschafter in Berlin Grafen von Károlyi dem Reichskanzler Fürsten von Bismarck am 30. Dezember 1876 mitgeteilter Entwurf.

Abschrift

Très secrète

Sa Majesté l'Empereur de Russie et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche etc., Roi Apostolique de Hongrie, considérant que dans le cours des négociations diplomatiques pendantes il pouvait surgir des dissentiments de nature à amener une rupture entre la Russie et l'Empire Ottoman, ont jugé conforme à l'étroite amitié qui les lie et à l'urgence d'obvier à la possibilité d'une collision des intérêts de Leurs Etats

* Die Mitteilung erfolgte erst Ende Dezember 1876; vgl. die Fußnote zu Nr. 256, S. 91 und den Abdruck der beiden Konventionen vom 15. Januar 1877 Nr. 265 und 266.

respectifs de S'entendre en prévision de cette éventualité. — A cet effet Leurs dites Majestés ont nommé pour Leurs plénipotentiaires:

etc. etc. etc.

Lesquels après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants:

Article I.

Les Hautes Parties contractantes considérant que les populations chrétiennes et musulmanes en Bosnie et dans l'Herzégovine sont trop entremêlées pour qu'il soit permis d'attendre d'une organisation autonome seule une amélioration réelle de leur sort, sont convenues entre Elles de ne demander pour ces provinces dans la conférence de Constantinople qu'un régime autonome ne dépassant pas trop la mesure fixée par la dépêche du 30 Décembre 1875 et les garanties du Memorandum de Berlin. — La Bulgarie étant placée dans des conditions plus favorables à l'exercice d'institutions autonomes, Elles s'engagent à réclamer pour cette province, dans la Conférence, une autonomie plus large, entourée de sérieuses garanties. —

Article II.

Pour le cas où les négociations ne devraient pas aboutir et qu'il dut en résulter une rupture suivie d'une guerre entre la Russie et la Turquie, le Gouvernement Impérial et Royal prend l'engagement formel d'observer en présence de l'action isolée de la Russie une attitude de neutralité bienveillante et de paralyser, autant qu'il dépend de lui, par son action diplomatique, les essais d'intervention ou de médiation collective que pourraient tenter d'autres Puissances. —

Article III.

Si le Gouvernement de l'Empereur et Roi est invité à concourir à la mise en exécution du traité du 15 Avril 1856 il déclinera sa coopération pour le cas prévu dans la présente convention et, sans contester la validité du dit traité, proclamera sa neutralité. De même il ne prêtera pas son concours actif à une action effective qui pourrait être proposée sur la base de l'art. VIII du traité du 30 Mars de la même année.

Article IV.

Considérant que les nécessités du passage du Danube pour les troupes russes et le besoin de protéger ce passage contre les canonnières turques obligeront le Gouvernement Impérial de Russie à apporter des difficultés temporaires à la navigation du fleuve placé sous la garantie des traités, — ce qui peut donner lieu à des protestations, — le Gouvernement Austro-Hongrois, comme signataire de ces traités et principal intéressé dans la liberté du fleuve, envisagera cette question comme

incident de fait temporaire, inévitable en cas de guerre, mais ne touchant pas aux grands principes dont le maintien intéresse l'Europe. De son côté le Gouvernement Russe prend l'engagement formel de respecter les principes de la liberté de navigation et de la neutralité du Danube et de se mettre d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur et Roi pour les rétablir aussitôt que faire se pourra.

Article V.

Le Gouvernement Austro-Hongrois prêtera, dans les limites de la Convention de Genève, un concours bienveillant à l'organisation des ambulances provisoires Russes sur les lignes de chemins de fer Cracovie—Léopol—Czernovitz (entre Granicza et Suczava) avec les embranchements de Woloczysk et Brody, ainsi qu'au mouvement sur les lignes susmentionnées du matériel roulant nécessaire à ces ambulances. Il admettra dans ses hôpitaux civils et militaires sur le parcours des lignes susmentionnées les malades et blessés russes contre paiement d'après le tarif militaire autrichien en vigueur.

Article VI.

Le Gouvernement Austro-Hongrois ne mettra aucun obstacle à ce que les commissionnaires et agents du Gouvernement Russe effectuent dans les limites des Etats Austro-Hongrois les achats et commandes d'objets indispensables à l'armée Russe à l'exclusion des articles de contrebande de guerre prohibés par les lois internationales. Toutefois le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale s'engage à user dans l'application et dans l'interprétation de ces lois de la plus large bienveillance à l'égard de la Russie.

Article VII.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche etc., Roi de Hongrie, Se réserve le choix du moment et du mode de l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine par Ses troupes. Il demeure entendu que cette mesure, sans assumer un caractère de solidarité avec l'occupation de la Bulgarie par l'armée Russe, ne devra présenter, ni dans son interprétation par le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale, ni dans son exécution un caractère d'hostilité à l'égard de la Russie. De même l'intervention de l'armée russe en Turquie ne devra présenter, ni dans son interprétation par le Gouvernement Impérial de Russie, ni dans son exécution un caractère d'hostilité à l'égard de l'Autriche-Hongrie.

Article VIII.

Les Hautes Parties contractantes S'engagent réciproquement à ne pas étendre le rayon de leur action militaire respective: Sa Majesté l'Empereur d'Autriche etc., Roi de Hongrie — à la Roumanie, la Serbie, la Bulgarie et le Monténégro —

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies — à la Bosnie, l'Herzégovine, la Serbie et la Monténégro. —

La Serbie, le Monténégro et la partie de l'Herzégovine qui sépare ces deux Principautés formeront une zone neutre continue, que les armées des deux Empires ne pourront pas franchir, et destinée à préserver ces dernières de tout contact immédiat. — Toutefois il demeure entendu que le Gouvernement Impérial et Royal ne s'opposera pas à l'action combinée des forces Serbes et Monténégrines hors de leur pays avec les troupes Russes.

Article IX.

Les conséquences de la guerre et les remaniements territoriaux qui résulteraient d'une dissolution éventuelle de l'Empire Ottoman seront réglés par une convention spéciale et simultanée.

Article X.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à tenir secrètes les stipulations de la présente convention. Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans l'espace de ..... semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Vienne, le .....

Nr. 266

Text der österreichisch-russischen Convention additionnelle vom 15. Januar 1877

Nach einer vom österreich-ungarischen Botschafter in Berlin Grafen von Károlyi dem Staatssekretär von Bülow übergebenen Abschrift

Convention additionnelle.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche etc. et Roi de Hongrie d'une part, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies de l'autre, en exécution de l'article IX de la convention secrète signée en date d'aujourd'hui, ont jugé conforme à l'étroite amitié qui les lie et à l'urgence d'obvier à la possibilité d'une collision des intérêts de Leurs Etats respectifs, de S'entendre sur les conséquences de la guerre et de conclure à cet effet une convention additionnelle destinée à régler d'avance les remaniements territoriaux que la guerre ou la dissolution de l'Empire Ottoman pourrait avoir pour résultat. A cet effet Leurs dites Majestés ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohème etc. et Roi Apostolique de Hongrie le Sieur etc. etc., et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies le Sieur etc. etc., lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article I.

Les deux Hautes Parties contractantes ayant pour but final l'amélioration du sort des chrétiens et voulant écarter tout projet d'annexions d'une étendue qui pourrait compromettre la paix ou l'équilibre européen — ce qui n'est ni dans leurs intentions ni dans les intérêts des deux Empires — sont tombées d'accord de limiter Leurs annexions éventuelles aux territoires suivants:

L'Empereur d'Autriche etc. et Roi de Hongrie: à la Bosnie et l'Herzégovine à l'exclusion de la partie comprise entre la Serbie et le Monténégro, au sujet de laquelle les deux gouvernements se réservent de se mettre d'accord lorsque le moment d'en disposer serait venu;

L'Empereur de toutes les Russies: en Europe aux contrées de la Bessarabie qui rétabliraient les anciennes frontières de l'Empire avant 1856.

Article II.

Les Hautes Parties contractantes S'engagent à se prêter un mutuel concours sur le terrain diplomatique, si les remaniements territoriaux résultant d'une guerre ou de la dissolution de l'Empire Ottoman, devaient donner lieu à une délibération collective des Grandes Puissances.

Article III.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche etc. et Roi de Hongrie et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies sont tombés d'accord en principe, dans l'entrevue qui a eu lieu entre Elles à Reichstadt, sur les points suivants: en cas d'un remaniement territorial ou d'une dissolution de l'Empire Ottoman, l'établissement d'un grand état compact slave ou autre est exclu; en revanche la Bulgarie, l'Albanie et le reste de la Roumélie pourraient être constituées en Etats indépendants; la Thessalie, une partie de l'Epire et l'île de Crête pourraient être annexées à la Grèce; Constantinople avec une banlieu, dont la circonscription reste à déterminer, pourrait devenir ville libre. Leurs dites Majestés constatent n'avoir rien à changer à ces vues et déclarent de nouveau vouloir les maintenir comme bases de leur action politique ultérieure.

Article IV.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à tenir secrètes les stipulations de la présente convention qui sera ratifiée et dont les ratifications seront échangées à Vienne dans l'espace de quatre semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Budapest, le quinzième jour du Mois de Janvier de l'an mil huit cent soixante-dix-sept.

Kapitel XI

Konstantinopeler Konferenz, Londoner Protokoll und Russisch-türkischer Krieg 1877

Nr. 267

Der Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow an den Botschafter in Petersburg von Schweinitz

Reinkonzept

Nr. 915 Berlin, den 18. Dezember 1876
Geheim [abgegangen am 19. Dezember]

Wie Ew. pp. aus der nur zu Ihrer persönlichen Information abschriftlich beigefügten Aufzeichnung zu den hiesigen Akten vom 16. cr. entnehmen wollen, haben hier sowohl der österreichische als der russische Botschafter die Abstimmung in der Konstantinopeler Konferenz* zur Sprache gebracht, und hat namentlich Herr von Oubril den Wunsch seiner Regierung geäußert, daß Freiherr von Werther angewiesen werden möge, sobald der russische und der englische Bevollmächtigte über einen Punkt einig seien, dem zuzustimmen. Wir können darauf, wie ich es auch Herrn von Oubril gesagt habe, nur bemerken, daß wir für uns keinen Grund sehen, das bisherige, auf dem vollen Einverständnisse mit den beiden Kaiserlichen Kabinetten beruhende Verfahren zu ändern, vielmehr an dem Prinzip festhalten: in erster Linie unser Votum abhängig zu machen von der konstatierten Übereinstimmung zwischen Rußland und Österreich, nicht aber die deutsche Stimme im Interesse des Einen gegen den Andern in die Wagschale zu werfen. In diesem Sinne hat Freiherr von Werther gehandelt und, soviel hier bekannt, bisher erst in einem Punkte sich darauf beschränkt, nachdem

* Nach bereits erfolgter Mobilmachung Rußlands gegen die Türkei waren noch Konferenzverhandlungen der Großmächte in Konstantinopel mit einer Vorkonferenz eingeleitet worden, die ohne Zuziehung von Vertretern der Türkei vom 11. bis 22. Dezember 1876 tagte. Zweck der Vorkonferenz war, eine Verständigung unter den Vertretern der Großmächte über die der Pforte zu machenden Vorschläge zur Beendigung der Balkanwirren herbeizuführen, da „ein uneiniges Europa bei der letzteren von Hause aus auf Widerstand stoßen würde". In den Verhandlungen der eigentlichen Konferenz, die vom 23. Dezember 1876 bis zum 20. Januar 1877 unter dem Vorsitz des türkischen Ministers der Auswärtigen Angelegenheiten Safvet Pascha tagte, wurden die Vorschläge der Vorkonferenz durch weitgehendes Entgegenkommen des russischen Bevollmächtigten Grafen Ignatiew erheblich abgeschwächt. Trotz der Einmütigkeit der Mächte lehnte die Pforte, mit Zustimmung des Großen Rates, am 18. Januar 1877 die in der Sitzung vom 15. Januar von Lord Salisbury im Namen der Bevollmächtigten vorgelegten Vorschläge der Mächte ab, da sie aus der türkenfreundlichen Haltung Lord Beaconsfields, die sich mit der türkenfeindlichen Haltung Lord Salisburys nicht deckte, die Hoffnung schöpfte, im Ernstfalle die Unterstützung Englands zu erhalten. Die Konferenz löste sich am 20. Januar unverrichteter Dinge auf.

sein österreichischer Kollege denselben ad referendum genommen, das gleiche zu tun. Sobald Graf Zichy am nächsten Tage die Zustimmung des Wiener Kabinetts auszusprechen in der Lage war, hat Freiherr von Werther sich ihm darin angeschlossen. Ganz derselbe Fall würde eintreten, wenn etwa der österreichische Bevollmächtigte zusammen mit dem englischen für einen Punkt stimmen sollte, den anzunehmen der russische noch nicht ermächtigt wäre. Auch dann würde unser Vertreter darauf zu warten haben, bis das Einverständnis zwischen den beiden Kollegen konstatiert sei.

Sollte Fürst Gortschakow Ew. pp. gegenüber auf die Haltung des deutschen Vertreters in der Konferenz wieder zurückkommen*, so stelle ich Ihnen ganz ergebenst anheim, im Sinne der vorstehenden Bemerkungen sich äußern und dabei andeuten zu wollen: es sei ja bekannt, daß wir überhaupt an der Konferenz ein besonderes, sachliches Interesse nicht haben und daher am wenigsten dazu geneigt sein könnten, gewissermaßen als Mauerbrecher gegen die eigenen Freunde uns verwenden zu lassen. pp.

B. Bülow

Nr. 268

Der Botschafter in London Graf Münster an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 194 London, den 20. Dezember 1876

pp. Der Schwerpunkt der Instruktion an Lord Salisbury liegt in dem Schlußsatze, der wörtlich lautet: „Sollte die türkische Regierung diese Vorschläge nicht annehmen, so behält sich die englische Regierung die völlige Freiheit ihrer Entschließungen vor." Dazu kommt, daß auf Anfragen meiner russischen und österreichischen Kollegen, ob England der Türkei zur Annahme raten oder gar irgendeine Pression anwenden würde, Lord Derby sehr bestimmt erklärte, daß die englische Regierung der Pforte ganz freie Hand lassen werde und von einer Pression englischerseits keine Rede sein könne[1].

Am Schlusse unserer Unterredung sagte mir Lord Derby, er habe doch wenig Hoffnung, daß die Konferenzen zu einem praktischen Resultate führen und der Krieg vermieden würde, er habe aber zugestimmt, um den Russen, die in diesem Augenblicke wirklich friedfertiger schienen, eine Brücke zu bauen; — eine Brücke, an deren Zerstörung England die Türkei nicht hindern wird[2]. pp.

Münster

Randbemerkungen Kaiser Wilhelms I.:
[1] !! d. h. den Krieg nicht verhüten wollen!
[2] ?

* Vgl. Fußnote zu Nr. 273.

Nr. 269

Der Botschafter in Paris Fürst von Hohenlohe an den Reichskanzler Fürsten von Bismarck

Ausfertigung

Nr. 3 Paris, den 6. Januar 1877

Vertraulich

Hier eingegangene Nachrichten aus Konstantinopel schreiben die Hartnäckigkeit der türkischen Regierung gegenüber den Vorschlägen der Konferenz dem Umstande zu, daß die türkischen Minister genaue Kenntnis von der Meinungsverschiedenheit haben, welche zwischen dem Marquis von Salisbury* und Sir Henry Elliot** bestehe. Letzterer mache, so wird in einem an den Vicomte d'Harcourt gerichteten Privatbriefe erzählt, aus seiner Ansicht kein Hehl, spotte über die fruchtlosen Anstrengungen der Konferenz und unterstütze die Türken in ihrem Widerstande. Er vertrete damit die Meinung der Königin und des Lord Beaconsfield. Lord Salisbury dagegen stehe auf Seite Lord Derbys und neige mehr zu Konzessionen an Rußland. Diese Uneinigkeit im Schoße der englischen Regierung gebe den Türken die Zuversicht, daß England sie im Falle des Kriegs nicht im Stiche lassen werde. pp.

C. F. v. Hohenlohe

Nr. 270

Der Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow an den Botschafter in Petersburg von Schweinitz

Reinkonzept

Nr. 38 Berlin, den 13. Januar 1877

Ew. pp. haben durch Ihr Telegramm Nr. 9 vom 10. d. Mts. folgende, Ihnen gegenüber gebrauchten Worte des Fürsten Gortschakow mitgeteilt: „Wenn die Pforte ablehnt, und die Botschafter abreisen, so wird Europa sich zu erklären haben, wie es die Beleidigung (der Fürst brauchte den Ausdruck ‚Ohrfeige') hinnehmen, und was es tun will; ich stelle mich ganz auf das europäische Terrain."

Der Herr Reichskanzler ist durch diese Äußerung zwar nicht gerade überrascht gewesen, da er seit längerer Zeit den Rückzug der Gortschakowschen Orientpolitik auf die europäische Solidarität vorausgesehen hat. Er wünscht auch keineswegs den Fürsten jetzt in der Überzeugung zu stören, daß er die bisherige Entwicklung der orienta-

* Bekanntlich englischer Bevollmächtigter auf der Konstantinopler Konferenz. Vgl. Nr. 262, 275.

** Englischer Botschafter in Konstantinopel und zweiter Bevollmächtigter auf der Konferenz.

lischen Angelegenheiten würdig und erfolgreich geleitet habe; doch findet er es notwendig, gegenüber solchen Versuchen, uns in eine den Verhältnissen nicht entsprechende Mitleidenschaft bei russischen Verlegenheiten hineinzuziehen, den eigenen Standpunkt zur Sache etwas genauer zu präzisieren.

Wir würden, wenn die Zumutung, uns von der etwaigen „Ohrfeige" der Türkei mitgetroffen zu fühlen, in direkter Form an uns heranträte, dies bestimmt zurückweisen und uns einfach auf die Stellung beziehen können, die wir seit Anbeginn der jetzigen orientalischen Wirren eingenommen haben. Dem russischen Kabinett ist es ebenso bekannt wie den übrigen mit uns befreundeten Mächten, daß wir, so lebhaft auch unser Interesse an dem Schicksale der christlichen Bevölkerung in der Türkei gewesen sein mag und noch heute ist, doch durch dasselbe allein uns nicht hätten bestimmen lassen können, Verhandlungen über eine neue Gestaltung der orientalischen Angelegenheiten hervorzurufen oder an denselben wirksamen Anteil zu nehmen. Wir haben es oft genug ausgesprochen und durch Tatsachen bekräftigt, daß Deutschland aus eigener Initiative nur für solche politische Unternehmungen seine Kraft und sein Ansehen einsetzt, welche es willens und imstande ist, nötigenfalls auch mit allem Nachdruck durchzuführen. Was wir auf dem Gebiete der uns an und für sich fernliegenden orientalischen Verhältnisse getan haben, ist in dem Bestreben geschehen, unseren Freunden, namentlich aber Rußland, uns politisch gefällig zu erweisen; auch an den Konferenzen haben wir nur teilgenommen, um, soweit es in unseren Kräften stand, die friedliche Verständigung zwischen den uns nahestehenden Mächten zu befördern und gefährlichen Verwickelungen unter denselben vorzubeugen.

In diesem Sinne haben wir bei den Verhandlungen des vorigen Jahres über den fünfmonatlichen Waffenstillstand es zu verhindern gesucht, daß Rußland isoliert bleibe, weil wir fürchteten, die Sonderstellung eines so großen Reiches könne für die gesunde Entwickelung der europäischen Verhältnisse gefährlich werden. Aus derselben friedliebenden Gesinnung sind unsere, Ew. pp. bekannten, vertraulichen Äußerungen über die Möglichkeit einer russischen Kriegsführung gegen die Türkei hervorgegangen. Wir haben nicht verhehlt, daß wir von unserem eigenen Standpunkte den Eintritt einer solchen Eventualität nicht wünschen würden. Sollte dieselbe aber für Rußland durch die notwendige Rücksicht auf seine inneren Verhältnisse nicht mehr zu vermeiden sein, so hielten wir einen Kriegszug, nach dessen Beendigung Rußland wieder mit Befriedigung seine Stellung unter den europäischen Mächten einnehmen könne, im allgemeinen Interesse für nützlicher, als dauerndes Verharren in der Unbefriedigung. Wir würden daher Rußland am Kriege nicht hindern, aber nach Kräften dafür bemüht sein, daß die Ansteckungsgefahr von Europa abgewandt bleibe, daß der Kampf durch Lokalisierung sich mildere, und Rußland eine genügende

Satisfaktion erhalte, welche in dem Maße leichter zu erzielen sein werde, als die Beschränkung der Kriegsführung ihm geringere Opfer auferlegt hätte.

Der Ausgangspunkt dieser Politik ist und bleibt unser lebhafter Wunsch, die mit Deutschland eng befreundeten Nachbarstaaten, Rußland und Österreich, vor Differenzen untereinander zu bewahren und gleichzeitig unsere guten Beziehungen zu England aufrechterhalten zu können. Nachdem wir aber, von solchen Erwägungen geleitet, unsere Teilnahme an den orientalischen Dingen geregelt haben, können wir jetzt nicht zugeben, daß Deutschland Genugtuung für eine „Beleidigung" von der Pforte zu fordern habe, oder den Anschein erwecken lassen, daß unsere Stellung anders, als frei gewählt, an dem Ursprunge wie an der Entwickelung der türkischen Differenzen unbeteiligt, sei. Wir fühlen am wenigsten Anlaß und Neigung, die durchsichtige, seit einiger Zeit von der russischen und französischen Presse übereinstimmend bearbeitete Wendung von dem „solidarisch beleidigten und verpflichteten Europa" auf uns zu übernehmen, und werden fortfahren, wie bisher, nur das eigene, wohlerwogene Interesse zum Maßstabe unserer Beteiligung an den orientalischen Angelegenheiten zu machen.

Ew. pp. wissen, daß es nicht in der hiesigen Absicht noch in Ihrer Aufgabe liegt, gegen die Meinungen des Fürsten Gortschakow eine Kritik zu äußern, solange nicht mit Notwendigkeit dazu der amtliche Anlaß geboten wird. Noch weniger wünschen wir, dem Fürsten oder Andern gegenüber Gelegenheit zu bieten, die deutsche Politik als eine Rußland feindliche erscheinen zu machen, sei es, daß man uns abgünstige und laue Haltung gegenüber Rußlands kriegerischen Intentionen, sei es, daß man uns vorwerfen möge, sein Einlenken auf friedliche Bahnen und auf verschwindend kleine Forderungen zu stören. Die vorstehenden Bemerkungen wollen Sie daher zunächst nur als für Ihre persönliche Direktive bestimmt ansehen, jedoch im Sinne derselben sich aussprechen, sobald Ihnen die laut Ihrer eingangs erwähnten Meldung von Fürst Gortschakow geäußerte Anschauung wieder entgegengebracht werden sollte.

B. Bülow

Nr. 271

Der Botschafter in Konstantinopel Freiherr von Werther an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 15 Pera, den 14. Januar 1877

Euer Exzellenz kennen aus meinen gehorsamen Berichten über die Konferenzberatungen die Haltung, welche Lord Salisbury hier eingenommen hat. Viel schärfer als in seinen dort abgegebenen Erklärungen tritt das Mißtrauen des englischen Ministers gegen die türkischen Reformversprechungen und sein ungünstiges Urteil über die Gesamtlage

des Landes in Privatgesprächen hervor; da die Auffassung Lord Salisburys auf die späteren Entschlüsse des Londoner Kabinetts nicht ohne Einfluß bleiben dürfte, so erlaube ich mir, in dem folgenden einige charakteristische Äußerungen desselben zusammenzustellen.

Für die türkischen Minister hat der Lord nur Worte wegwerfender Verachtung. Er hält sie für unfähig, überhaupt eine ernste politische Unterhandlung zu führen, und hat aus seinen Besprechungen mit Midhat Pascha die Überzeugung gewonnen, daß derselbe, unaufrichtig und von dem schlechtesten Willen beseelt, nur darauf ausgehe, durch kleinliche Kniffe und Ausflüchte sich jeder Abmachung zu entziehen, welche eine wirksame Besserung der türkischen Verwaltungszustände bezwecke. Er zweifelt überhaupt, ob, selbst wenn der Wille der türkischen Staatslenker aufrichtiger wäre, als er sei, sich bei der allgemeinen Korruption der herrschenden Klassen ein dauernder Zustand der Dinge in den türkischen Provinzen schaffen lasse. Selbst wenn es der Konferenz gelungen wäre, durch irgendein Flickwerk der Pforte über die augenblickliche Krisis hinwegzuhelfen, so sei doch zu befürchten, daß in einigen Jahren ihre Mißregierung ähnliche Verwicklungen wie die heutigen von neuem hervorrufen werde. Wenn aber die Türkei, wie sich immer mehr zeige, nicht mehr imstande sei, solche periodischen Beunruhigungen des europäischen Friedens zu verhindern, so müsse man sich doch die Frage stellen, ob dieselbe überhaupt noch einen Anspruch darauf habe, von Europa gestützt zu werden. In früheren Zeiten habe sich das türkische Regiment durch eine straffe Bevormundung gehalten, welche abwechselnd von einer der Großmächte in Konstantinopel ausgeübt worden sei. Allein eine Herrschaft, wie sie Lord Stratford hier geführt, sei heute nicht mehr möglich — wenigstens nicht ohne Kampf und Blutvergießen. Leider sei man in England noch vielfach in der traditionellen irrigen Auffassung über die Bedeutung, welche die Türkei für die britischen Interessen habe, befangen. Es scheine dort ein nationales Bedürfnis zu sein, irgendein Gespenst zu haben; in älteren Zeiten sei dies der Papst gewesen, heute beherrsche die Russophobie die Geister, und es sei nicht leicht, solche Vorurteile ohne weiteres zu überwinden. Er selbst teile nicht die Ansicht, daß Konstantinopel der Weg nach Indien sei und glaube vielmehr, daß die natürlichen Grenzen des Indischen Reiches dasselbe wirksamer als politische Kombinationen vor einer russischen Invasion schützen.

Lord Salisbury hat dem Sultan und den türkischen Ministern kein Hehl von seinem ungünstigen Urteil über das türkische Regierungssystem gemacht und dadurch die Hoffnung erheblich herabgestimmt, welche man hier auf englische Unterstützung gesetzt hatte. Trotzdem halten die leitenden türkischen Kreise immer noch an dem Glauben fest, daß, im Falle eines Krieges mit Rußland, England zuletzt doch durch seine eigenen Interessen genötigt sein werde, für die Pforte einzutreten, wie denn überhaupt die Hoffnung auf europäische Komplika-

tionen, auf Unruhen in Ungarn und Polen namentlich, in dem politischen Kalkül der türkischen Minister eine Rolle spielt.

In der gestrigen Audienz beim Sultan hat Lord Salisbury den letzteren sehr friedlich gesinnt gefunden, doch glaubt er in den Punkten der internationalen Kommission und den Bestimmungen über den Wali nicht nachgeben zu können, weil er als konstitutioneller Souverän hierbei den Rat seiner Minister berücksichtigen müsse. Lord Salisbury hat ihm darauf bemerkt, die freie Wahl seiner Minister bleibe ihm trotz Konstitution unbestritten. Die Insinuation ging direkt gegen Midhat Pascha, den uns Lord Salisbury in der letzten Besprechung beim General Ignatiew als höchst unwissend bezeichnete, — eine Äußerung, die Sir Henry Elliot über seinen Günstling kummervoll und stillschweigend anhören mußte.

Werther

Nr. 272

Der Botschafter in Petersburg von Schweinitz an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 12 St. Petersburg, den 17. Januar 1877

Bei gestriger Empfangnahme Allerhöchsten Schreibens sagte der Kaiser: „Es ist noch möglich, daß die Pforte nachgebe, wenn aber nicht, so werde ich mich an Europa wenden und sagen: Auf Grund der englischen Vorschläge ist eine europäische Konferenz zusammengetreten, hat in Vorbesprechungen Übereinstimmung hergestellt und dann einmütige Forderungen an Pforte gerichtet, welche von dieser zurückgewiesen; was wird Europa jetzt tun? ich werde dann warten. Die Sache ist keine russisch-türkische, keine slawische, sondern eine europäische der Humanität und Christenheit."

Heute ließ mich Kaiser rufen und sprach hochbefriedigt und erfreut über Herrn von Oubrils Bericht von letzter Unterredung mit Fürst Bismarck.

Schweinitz

Nr. 273

Der Reichskanzler Fürst von Bismarck an den Botschafter in Petersburg von Schweinitz

Privatbrief. Konzept

Nr. 88 Berlin, den 24. Januar 1877

Verehrter Freund!

Herr von Bülow hat Ihr Schreiben vom 18. d. Mts. Ihrem Wunsche gemäß mit mir besprochen. Nach Inhalt Ihres Privatbriefes* hatte

* In einem Berichte vom 17. Januar 1877 hatte der Botschafter von Schweinitz über zwei Unterredungen mit dem Kaiser Alexander berichtet, in denen sich dieser

ich befürchtet, daß der Bericht Schlimmeres melden würde, als er enthält. Sie selbst freilich sagen, daß Sie wesentlich gemildert haben; ich füge daher in meiner Voraussetzung demjenigen, was Sie schriftlich wiedergeben, noch die Eindrücke hinzu, mit welchen erregter Vortrag und schriftlich nicht wiedergegebene Ausdrücke die Szene haben verstärken können. Der Kaiser Alexander hat, wie Sie melden, am andern Tage selbst das Gefühl gehabt, zu weit gegangen zu sein, und das Bedürfnis, dieses wieder gutzumachen. Wir dürfen uns daher der Hoffnung hingeben, daß seine Auslassung sich in derselben Lebhaftigkeit nicht wiederholen wird, namentlich nicht vor Zeugen. Sollte diese Voraussetzung, wie ich nicht hoffe, irrtümlich sein, so wollen Ew. pp. in Ihrem persönlichen Verhalten sich zunächst die Vorstellung zur Richtschnur nehmen, als ob Sie durch unseren eigenen Souverän in dieselbe schwierige Lage gesetzt würden und genötigt wären, einen Ausbruch von Verstimmung anzuhören, der für Sie in dem Maße verletzend wäre, daß Sie sich Ihre weitere persönliche Entschließung vorbehalten müßten, ohne aber für den Augenblick in der Lage zu sein, Ihre persönliche Würde anders als etwa durch eine schweigende Verbeugung und nur im schlimmsten und ganz unerträglichen Fall durch einen Rückzug aus eigener Initiative wahren zu können. Ein Monarch, und ein Seiner Majestät dem Kaiser, wie auch Ihnen selbst, so nahe stehender wie der Kaiser Alexander, bleibt Ihnen und mir gegenüber, um mich eines inkorrekten, aber verständlichen Ausdrucks zu bedienen, immer im Rechte einer Dame. Ihre Eigenschaft als Botschafter mildert meines Erachtens diese Auffassung nicht ab, sondern verstärkt sie; denn Sie sind als solcher noch weniger, wie als unbeamteter preußischer Kavalier oder General in der Lage, Ihren persönlichen Eindrücken Worte zu geben, weil Sie nur im Namen Ihres Kaisers sprechen und dessen Erwägung in betreff eines hochpolitischen Vorfalls nicht vorgreifen können. Ich habe in der Zeit, wo ich Gesandter in Petersburg war, und namentlich während des italienischen Krieges, analoge Vorgänge erfahren, über die ich nach sorgfältiger Erwägung vorgezogen habe, gar nicht zu berichten, weil ich mir sagte, daß persönliche und vorübergehende Aufwallungen eines absoluten Monarchen, insbesondere wenn schwierige Lage und körperliches Unwohlsein zusammentreffen, ein ganz unverhältnismäßiges Unheil anrichten können, wenn sie durch Bericht amtlich fixiert werden, während sie wirkungslos vorübergehen können, wenn man sie einfach ignoriert. Einige meiner glücklichsten politischen Erfolge verdanke ich dem Verschweigen solcher Vorkommnisse, indem ich dasselbe durch die Er-

mit großer Heftigkeit über die mangelhafte Unterstützung Rußlands durch Deutschland auf der Botschafterkonferenz in Konstantinopel beklagte. In einem Privatbrief an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow vom 18. hatte Schweinitz dann um einen Fingerzeig gebeten, wie er sich angesichts solcher „Szenen" verhalten solle. Vgl. Nr. 267.

kenntlichkeit des zu weit gegangenen Gegenredners später reichlich belohnt fand. Ich bitte Sie deshalb, in Petersburg die Fiktion aufrechtzuhalten, daß Sie über jene kaiserlichen Ausschreibungen gar nicht berichtet haben; obschon ich Ihnen dankbar bin, daß Sie es getan haben.

Auch abgesehen von dem von Ihnen gemeldeten Vorgange kann ich mich ja seit Jahr und Tag dem Eindrucke nicht verschließen, daß wir von dem amtlichen Rußland schlecht behandelt werden, und daß unsere Neigung, uns für die praktisch wertvollen Dienste Rußlands im Jahre 1870 dankbar zu erweisen, bei Rußland kein freundliches Entgegenkommen findet. Man akzeptiert unsere Gefälligkeiten wie eine Pflicht und verkehrt mit uns nicht auf dem Fuße gegenseitiger Gleichheit. Daß auch mein persönliches und staatliches Selbstgefühl durch dieses Verfahren verletzt wird, habe ich unserm allergnädigsten Herrn wiederholt auszusprechen gehabt. Es handelt sich aber nicht darum, berechtigte Empfindungen kundzugeben, sondern Politik zu treiben und die Arbeiten unserer politischen Gegner nach Möglichkeit unschädlich zu machen. In welcher Weise die politischen Verhältnisse in Verbindung mit dem Gesundheitszustande des Kaisers Alexander auf dessen Nerven einwirken, können Sie dort besser beurteilen, als wir hier. Meine gestrigen Unterredungen mit dem Großfürsten Wladimir und mit Herrn von Oubril ließen mich erkennen, daß beide das Bedürfnis hatten, durch Hervorheben der nervösen Stimmung des Kaisers etwaige hierher gelangte Eindrücke derselben abzumildern. Daß der Kaiser die Ursachen, durch welche seine Politik in die jetzige unerfreuliche Lage gebracht worden ist, lieber in der Politik anderer als in der eigenen zu suchen geneigt ist, bedarf menschlich keiner Erklärung. Es zeigt nur, wie sehr seine politische Auffassung unter dem Einflusse des Fürsten Gortschakow steht, wenn Seine Majestät nicht durch eigene Erwägung auf den Gedanken kommt, daß die unrichtige Politik seines Ministers mehr als das Verhalten fremder Mächte Rußland in seine heutige schwierige Situation geführt hat. Ich nehme dabei an, daß die Verantwortlichkeit des Fürsten Gortschakow die des Herrn Ignatiew deckt, was vielleicht tatsächlich nicht ganz zutrifft. Der Vergleich zwischen der Stellung Rußlands zur Zeit der Berliner Konferenz mit der Stellung am Schlusse der Türkischen überhebt mich einer weiteren Ausführung. Wenn Rußland nicht die Absicht hatte, bei Ablehnung der Verschärfung, die Fürst Gortschakow in die Berliner Forderungen im Vergleich mit den Andrássyschen hineinbrachte, mit Waffengewalt einzuschreiten, dann war die damalige und die bis vor vier Wochen betriebene Politik Rußlands nicht richtig berechnet, namentlich aber die von und nach Livadia datierende Phase derselben. Wollte man nicht eventuell schlagen, so mußte Fürst Gortschakow die Sprache nicht führen, die er geführt hat. Die Durchführbarkeit derselben militärisch zu berechnen, war Aufgabe des leitenden Ministers, bevor er diese Sprache führte. Die Hoffnung, daß die durch Rußlands Sprache

allein indizierten militärischen Leistungen den Russen zur Verfallzeit durch „Europa“ abgenommen werden würden, hat man in die politische Rechnung doch nicht aufnehmen können. Das Äußerste, was von andern Mächten erwartet werden konnte, war immer nur Neutralität, und nur von uns mit Sicherheit eine wohlwollende; die ganze Konferenz konnte meines Erachtens nur den Erfolg haben, für Rußland, wenn es selbständig einschritt, die Neutralität der andern Mächte nach Möglichkeit sicherzustellen. Eine der von Rußland öffentlich angenommenen Haltung entsprechende Nachgiebigkeit der Pforte, welche Rußland jeder kriegerischen Leistung überhoben hätte, war vielleicht zu gewärtigen, wenn die Pforte bis ans Ende an den Ernst der kriegerischen Absichten Rußlands geglaubt hätte. Lange vor der letzten Konferenzsitzung aber hatten die Türken durchfühlen können, daß jener Ernst zweifelhaft wurde, und diese Wahrnehmung hat wohl mehr zur Ermutigung der Pforte beigetragen als Elliot und Calice*. Für uns und für das ganze übrige Europa kann ja die einstweilige Erhaltung des Friedens nur erwünscht sein; wenn sie aber auf Kosten des Staatsgefühls einer so großen Nation, wie die russische es ist, erfolgt, so bleibt ein Krankheitsstoff in letzterer zurück, der früher oder später auf Kosten des europäischen Friedens Heilung suchen wird. Wir werden nach wie vor gern bereit sein, jeden Ausweg aus dieser Lage, sei es nach der Seite des Krieges oder des Friedens hin, für Rußland zu erleichtern, nur müssen wir klarer als bisher über das, was Rußland von uns erwartet und wünscht, in Kenntnis erhalten werden. Bisher haben wir die Empfindung, daß Fürst Gortschakow die aufrichtige und wirkliche Freundschaft, welche Deutschland, vom Kaiser bis in die liberalen Blätter hinein, für Rußland gegenwärtig hegt, kalt behandelte, wenn nicht zurückstieß, weil seine und des General Ignatiew persönliche Neigungen mehr nach Paris als nach Berlin gravitieren. Er kann damit uns wesentlich schaden, aber Rußland nicht nützen. Letzteres wird einen gleich starken und gleich ehrlichen Bundesgenossen, wie ihm Deutschland sein kann und sein will, in Frankreich niemals finden, und selbst wenn es der Fall wäre, scheint es mir politisch niemals richtig, einen wohlgesinnten, seit hundert Jahren erprobten und dabei augenblicklich vorwiegend mächtigen Bundesgenossen ohne alle Ursache durch schlechte Behandlung zu verletzen und abzustoßen.

In der ganzen Phase der Konferenz sind wir niemals einer eingehenden und rechtzeitigen Mitteilung über die Absichten Rußlands gewürdigt worden. Man hat in Konstantinopel den Mangel an Einsicht unseres dortigen Vertreters benutzt, um sich jeder Anfrage in Berlin zu überheben; die Verhandlungen sind mit England, was ich erklärlich finde, aber auch mit Frankreich und Italien in größerem

* Zweiter österreich-ungarischer Delegierter auf der Konstantinopler Orientkonferenz.

Vertrauen geführt worden als mit uns, und wir haben die Nachrichten über das, was Rußland auf der Konferenz wollte und wozu es also unsere Mitwirkung wünschte, meistens über London, mitunter auch über Rom, sehr selten auch über Wien bekommen, ohne zu wissen, ob sie authentisch waren. Wie kann man unter solchen Umständen darüber klagen, daß Baron Werther nicht regelmäßig instruiert gewesen wäre? Der Anspruch, zu wissen, was man unterschreiben solle, ist doch der mäßigste, den eine gleichberechtigte Großmacht stellen kann.

Ich habe zu der ganzen schlechten Behandlung, die uns seit der Berliner Konferenz von dem russischen Kabinette zuteil geworden ist, nur eine Erklärung, die auf zwei Erwägungen beruht. Einmal auf der russischen Annahme, als ob wir wegen der Leichtigkeit Rußlands, sich mit Frankreich zu verbünden, des russischen Wohlwollens in dem Maße bedürftig wären, daß wir uns gefallen lassen müßten, was immer uns von dort her zuteil werden mag. Wie irrtümlich diese Annahme ist, wissen Sie als preußischer Offizier, und meine ganze Politik seit 15 Jahren hat, wie ich glaube, bewiesen, daß wir auch den anscheinend ungleichsten Kampf einer unwürdigen Rolle vorziehen. Dieses Motiv allein würde aber nicht hinreichen, die Prüfungen zu erklären, welche Rußland unserem Selbstgefühl auferlegt; denn außer etwa der militärischen Lust zu fechten, ist gar kein Grund ersichtlich, welcher einen Kaiser von Rußland bestimmen könnte, das Bündnis mit der provisorischen Republik Frankreich der hundertjährigen Freundschaft mit dem zuverlässigen, in sich einigen und militärisch stärkeren Deutschen Reiche vorzuziehen. Die Staatsraison enthält für das russische Reich keinen Grund, das alte und von uns für die Zukunft angebotene Bündnis Deutschlands zurückzustoßen, wenn nicht das Element persönlicher Ranküne hinzutritt. Wenn es Gottes Wille ist, daß letzteres auf die Entschließung eines so mächtigen Monarchen, wie der Kaiser von Rußland, entscheidend einwirkt, so müssen wir, so gut wir können, einen schweren Kampf bestehen, den wir nicht suchen. Wir werden ihn ungern fechten, aber mit dem Gottvertrauen, welches ungerechte Angriffe dem davon Betroffenen zu verleihen pflegen; einschüchternd kann auch eine so bedauerliche und unseren Gefühlen so sehr widerstrebende Aussicht nicht auf uns wirken; um so weniger, je mehr man uns nötigt, ihr ins Auge zu blicken, und ich fürchte allerdings, daß es in Rußland einflußreiche Leute gibt, die lieber im Bunde mit der Pariser Regierung gegen Deutschland, als für die orientalischen Christen in der Türkei kämpfen möchten. Ich fürchte namentlich, daß das Bestreben des Fürsten Gortschakow dahin geht, die Sympathie des Kaisers Alexander für seinen Oheim und für Preußen zu zerstören, uns in unseren Verbindungen mit Österreich und England nach Kräften abzugraben und, vielleicht durch diplomatische Einwirkung in Wien, vielleicht durch Bedrohung Österreichs unter Erweckung von Mißtrauen gegen uns, die Andrássysche Re-

gierung zu stürzen und einer solchen Platz zu machen, die sich zunächst zu einer diplomatischen antideutschen Koalition hergibt, welche durch den Beitritt Frankreichs an jedem Tage verstärkt werden könnte. Wie Ew. Exzellenz aus dem diesseitigen Erlaß vom 19. d. Mts. ersehen, haben wir auf dem Gebiete der Preßintrige ganz neue, aber unwiderlegliche Beweise dafür, daß die von der russischen Botschaft in Wien abhängigen Preßkräfte für die Verbreitung der Meinung tätig sind, als ob wir auf Österreich im antirussischen Sinne einwirken wollten. Die Tendenz dieser Entstellung scheint zunächst auf die russische öffentliche Meinung berechnet, um ihr Deutschland als den Reichsfeind zu bezeichnen. Das Zusammenstimmen der französischen Presse mit der russischen in dieser Richtung (conf. „Golos" und andre Blätter, namentlich auch die von Poggenpohl redigierte offiziöse „Corr[espondance] russe") ist ein vorübergehendes, aber immerhin bezeichnendes Symptom.

Sie können mir sagen, daß mein Mißtrauen gegen die Pläne des Fürsten Gortschakow und deren Unterstützung durch Ignatiew und den Fürsten Orlow vielleicht zu weit geht; aber wenn man für die Geschicke eines großen Reichs verantwortlich ist, so muß man auf die Symptome, welche Bedrohungen derselben andeuten, sehr aufmerksam sein und ihnen rechtzeitig entgegenarbeiten. Wenn wir uns unbedingt der russischen Politik hingäben, wie es bei gegenseitiger Ehrlichkeit meiner Meinung entsprechen würde, und uns darüber England, Österreich und andere Staaten definitiv entfremdeten, so müßten wir zur russischen Politik dasselbe Vertrauen haben, wie zu unserer eigenen. Wie soll ein solches aber, so solide es auch bei meiner Person war, sich erhalten, wenn wir sehen, daß Fürst Gortschakow, Ignatiew und andere aus ihrer Vorliebe für ein französisches Bündnis in vertrauten Auslassungen gar kein, und in öffentlichen kaum ein Hehl machen, und uns für alle treuen und aufrichtigen Dienste mit Vorwürfen und mit Geringschätzung belohnen? Ich würde meine Pflicht gegen mein Vaterland vernachlässigen, wenn ich solchen Symptomen gegenüber die guten Beziehungen zu anderen Staaten, deren wir vielleicht, wenn die Politik des Fürsten Gortschakow sich verwirklicht, sehr bedürftig werden können, geringschätzig behandeln wollte. Die Zweideutigkeit und die Unfreundlichkeit der Politik des Fürsten Gortschakow nötigt mich in dieser Beziehung zu einer Vorsicht, die weder meinen früheren Erwartungen, noch meiner persönlichen Neigung für den Kaiser Alexander und für das russische Bündnis entspricht.

Ich habe Ihnen, verehrter Freund, im engsten Vertrauen meine Auffassung in dieser Ausdehnung dargelegt, um Sie zu überzeugen, daß ich Ihre berechtigte Empfindlichkeit gegen russische Überhebung vollständig verstehe und teile. Dennoch aber halte ich für notwendig und bitte Sie darum, durch irgendwelche Kundgebung dieser Empfindungen nicht dem Fürsten Gortschakow sein Spiel gegen uns zu erleichtern. Die Aufregung des Kaisers gegen uns schreibe ich dem

Fürsten und seinem natürlichen Bedürfnis, die Fehler seiner eigenen Politik zu verdecken, zu, und bitte Sie, wenn die Äußerungen dieser Erregung sich wiederholen sollten, derselben diejenige Passivität entgegenzusetzen, die man der üblen Laune eines hochgestellten und persönlich hochverehrten Freundes gegenüber zu betätigen pflegt. Ich werde dankbar sein, wenn Sie jedes Symptom der Art nach wie vor hierher melden, dort aber nicht einräumen, daß Sie das tun, sondern nur nach Umständen den Kaiser bitten, wenn er amtliche Antworten von uns verlangt, dieselben durch Herrn von Oubril zu erfordern. Es ist das der regelmäßige diplomatische Weg, und Sie kommen sonst nach Ihrer militärischen Stellung und nach Ihren langjährigen persönlichen Beziehungen zum Kaiser Alexander in eine schwierige Situation, ähnlich der, in welcher der General von Werder sich in Livadia befand*, wenn Sie das regelmäßige Organ der Eröffnungen werden, die Rußland uns zu machen hat und dieselben vom Kaiser direkt empfingen. Ich werde deshalb auf Ihre letzte Mitteilung amtlich nur antworten, daß wir die verheißene Eröffnung durch Oubril erwarteten und im Sinne unserer freundschaftlichen Beziehung erwägen und beantworten würden. Dort aber bitte ich, die Erwartung nach Möglichkeit abzuschwächen, daß auf mündliche Mitteilungen, die Ihnen Seine Majestät der Kaiser macht, eine amtliche Antwort in Aussicht stehe, wenn nicht inzwischen amtliche Anfragen durch Oubril hier vorlägen. Diese prinzipielle Ablehnung ist natürlich von Ihnen nicht auszusprechen, sondern nur demgemäß tatsächlich zu verfahren, in der Form etwa, daß Sie, wenn Sie um eine Antwort gemahnt werden, erwidern, Sie glaubten, daß man in Berlin noch auf eine amtliche Formulierung der Frage warte. Es wird dahin zu streben sein, daß das persönliche Gewicht der Stimmungen des Kaisers Alexander den geschäftlichen Verhandlungen fern bleibe. Sie kennen selbst die Gewohnheiten unseres allergnädigsten Herrn genau genug, um zu wissen, daß wir das entsprechende Element des persönlichen Willens und der persönlichen Stimmung und Empfindlichkeiten unseres Kaisers nicht in die andere Schale der Wage zu werfen vermögen, weil Seine Majestät mit Recht abgeneigt ist, sich persönlich zum Organ der geschäftlichen Politik herzugeben. Deshalb aber müssen wir auch auf der anderen Seite das Gewicht der persönlichen Stimmung und Beredsamkeit des Kaisers Alexander, für welche bei unserem Herrn eine größere Eindrucksfähigkeit vorhanden ist als umgekehrt, aus dem ministeriellen Verkehr fernzuhalten suchen.

In der Hoffnung, daß es Ihnen gelingen wird, ohne Schädigung unserer guten Beziehungen und Ihrer persönlichen Stellung, sich dem autoritativen Eingreifen des verehrten Monarchen in unsere Geschäfte mit Liebenswürdigkeit zu entziehen, bin ich in freundschaftlicher Ergebenheit

der Ihrige

v. Bismarck

* Vgl. Kap. X, Nr. 237, 240, 241, 242.

Nr. 274

Aufzeichnung Kaiser Wilhelms

Eigenhändig

[den 25. Januar 1877]

Der GroßFürst Constantin Alexandrowitz hat mir folgenden Auftrag des Kaiser Alexander am 21. Januar 77 ausgerichtet:

Der Kaiser habe mir nicht geschrieben, indem er damit warten wolle, bis die Détails der Ablehnung der Pforte, der ihr gemachten Beschlüsse der Europäischen Conferenz, ihm vorliegen würden. Seine Absicht nach Prüfung dieser Détails sei, ein Circulare an die 5 Großmächte, unter Darlegung seiner Auffassung, zu richten, um sie zu befragen, wie sie le soufflet (bestimmt gebrauchtes Wort) der Pforte aufzunehmen gedächten? Russland sei in seiner Stellung vis à vis der Pforte u[nd] der ganzen Welt zu weit engagirt, um diesen affront ruhig hinnehmen zu können, wolle also zuvörderst die Auffassung der 5 Großmächte abwarten, um weitere Beschlüsse zu fassen. Die Zeit, welche darüber hingehen könne, bedaure er nicht, denn wenn Russland doch noch zu den Waffen zu greifen sich genöthigt sehen würde, so wäre dies wegen der Climatischen Verhältnisse u[nd] der Boden-Verhältnisse, die man aus den früheren Kriegen genugsam kenne, nicht vor dem Monat April, frühstens Ende März möglich. Erst nach dem enstehenden IdéenAustausch mit den 5 Großmächten werde es sich ergeben, ob eine Occupation u[nd] selbst Krieg mit der Türkei eintreten müsse. Selbst wenn diese Mächte nicht hierzu riethen, würde Russland wegen seiner ganzen Lage in der orientalischen Frage, schwerlich einer solchen Abrathung Folge geben können. Dann wäre es aber dem Kaiser von der höchsten Wichtigkeit zu wissen, auf welches Verhalten jener Mächte gegen Rußland er zu rechnen habe. Eine matérielle Hülfe beanspruche er nicht, so erwünscht sie ihm natürlich sein würde, aber er müsse wissen, ob er Freundschaft oder Feindschaft zu erwarten habe? Der Kaiser ließ mir sagen, u[nd] er, der GroßFürst, müsse dies aus eigener Anschauung der Verhältniss[e] völlig bestätigen, daß bei der Stimmung in Russland, wenn sie auch ruhiger und besonn[en]er geworden sei, doch einen Affront, wie Europa ihn in Constantinopel erlebt habe, sein Volk dies nicht ruhig hinnehmen werde! Er, der G[ro]ßFürst, könne mir versichern, daß man sich von der Lage, in welcher der Kaiser vis à vis seines Landes sich befände, man sich im Auslande kein richtiges Bild machen könne, so ernst und eigenthümlich sei dieselbe, u[nd] der Kaiser daher in einer unbeschreiblich schwierigen Lage (position excessivement pénible).

Ich erwiederte, was diesen letzten Punkt beträfe so sei ich auf denselben sehr bald nach den Emeuten in Moskau durch den Kaiser selbst aufmerksam gemacht worden, „indem alle dergleichen Erscheinungen „in erwiesener unmittelbarer Einwirkung der révolutionairen Partheien

„in Europa ständen, die jede Bewegung schafften oder benutzten, um „den Auflehnungen gegen die Authoritäten der Staaten, Unterstüt- „zung zuzuwenden.“ Ich fürchtete daher, daß diese Erscheinungen jetzt u[nd] in Zukunft in Russland wuchern würden u[nd] daß dies in diesem Moment des Kaisers Stellung sehr schwierig machen müsse.

Was die Stellung der 5 Großmächte betreffe, wenn Russland wirklich zum Kriege schreiten müsse, so glaubte ich, daß Preußen-Deutschlands Stellung sich bisher bereits u[nd] gewiß auch in diesem Falle in einer neutralité bienveillante documentir[en] werde. Von Öst[er]reich glaubte ich Ähnliches annehmen zu müssen, oder sei ich dessen so gut wie gewiß. Daß Frankreich u[nd] Italien ebenfalls neutral bleiben würden, sei mir mehr wie wahrscheinlich. Von Englands Politik sei man gewöhnt, Sprünge u[nd] Abspringen zu erleben, die einen sicheren Schluß auf dessen Stellung le cas échéant nicht vorhersehen ließen; ich würde aber wie bisher bei der Königin Victoria auf eine neutrale Haltung hinzuwirken, nicht aufhören.

Dem Eingangs erwähnten russischen Circulare sähe ich mit gespanntem Interesse entgegen.

Im Laufe dieser Unterredung setzte ich dem G[ro]ßFürst meine bekannte Anschauung über des Kaisers Handlungen seit dem Ausbruch des, von ihm u[nd] uns Allen so énérgisch widerrathenen Serbisch-Montenegr[inischen] Krieg[es], auseinander, nämlich: „daß ich vollkom- „men die schwierige Lage des Kaisers erkannt habe, indem er zwischen „den sehr aufgeregten Stimmungs-Erscheinungen des russ[ischen] Vol- „kes, seinen co-religionairen zu Hülfe zu kommen, u[nd] seinem „Wunsche, doch den Frieden zu erhalten u[nd] mit den 5 G[ro]ßmächten „in Einigkeit zu bleiben — zu laviren genöthigt worden sei, u[nd] „dieserhalb bei dem Zuzug der sogenannten Freiwilligen von Russ- „land nach Serbien etc. durch die Finger gesehen habe; daß ich diese „Maasregel u[nd] Alles was damit zusammenhing bedauert hätte, aber „niemals den Kaiser dieserhalb getadelt habe!“ —

Wilhelm, B[erlin] 25. 1. 77.

Nr. 275

Der Botschafter in Paris Fürst von Hohenlohe an den Reichskanzler Fürsten von Bismarck

Ausfertigung

Nr. 21 Paris, den 4. Februar 1877

Über die Mission Odian Effendis nach London wird mir aus sehr guter Quelle mitgeteilt, daß derselbe zu dem Zweck dorthin gereist ist, um in mündlicher Unterredung mit Lord Derby zu erfahren, was England im Falle der Ablehnung der Konferenzvorschläge tun

werde. Die Unterredung mit Lord Derby habe Odian Effendi die beruhigende Überzeugung gegeben, daß die englische Regierung nichts weiter tun werde, als die ablehnende Antwort der Pforte zu bedauern. Dies habe Odian Effendi am Vorabend der Entscheidung nach Konstantinopel telegraphiert, und daraufhin habe die Pforte den bekannten Entschluß gefaßt*.

Ich bezweifle die Richtigkeit der Mitteilung um so weniger, als es sehr begreiflich scheint, daß die türkische Regierung, trotz der beruhigenden Versicherungen Sir Henry Elliots wissen wollte, wer von den beiden englischen Bevollmächtigten in Konstantinopel die wirkliche Meinung des englischen Kabinetts vertrete.

C. F. v. Hohenlohe

Nr. 276

Der Reichskanzler Fürst von Bismarck an Kaiser Wilhelm I.

Ausfertigung

Berlin, den 4. März 1877

Nachdem der General Ignatiew** von 3½ Uhr bis jetzt, 10 Uhr, mit wenig Unterbrechungen mit mir konferiert hat, bitte ich Eure Kaiserliche und Königliche Majestät untertänigst, mich morgen um 2 Uhr oder zu einer andern von Eurer Majestät zu befehlenden Stunde zum Vortrag verstatten zu wollen.

Die Grundlage der russischen Absichten kann ich in flüchtigem Auszuge etwa in folgendem Eurer Majestät vorläufig melden. Rußland fühlt sich in der Notwendigkeit, in vier bis sechs Wochen entweder die Gewißheit gemeinsamer diplomatischer Aktion sämtlicher Mächte auf einer Basis zu gewinnen, welche dem russischen Nationalgefühl Genugtuung geben würde, oder wenn dies nicht tunlich sein sollte, militärisch vorzugehen, wenn auch als Programm festgehalten wird, daß

---

* Am 18. Januar erklärte sich der über 200 Mitglieder zählende türkische Große Rat einstimmig gegen die Vorschläge der Mächte. Am 20. Januar teilte Savfet Pascha der Konferenz den ablehnenden Beschluß der Pforte mit.

** Ende Februar 1877 war durch den Fürsten Gortschakow in London eine außerordentliche Mission des Bevollmächtigten auf der Konstantinopeler Konferenz General Ignatiew angekündigt worden, die aber weder Lord Salisbury noch dem russischen Botschafter in London Grafen Schuwalow willkommen war. Infolgedessen reiste Graf Ignatiew zunächst über Berlin (4. März) nach Paris (8. März), um dort mit Graf Schuwalow zusammenzutreffen. Von Paris aus meldete sich Graf Ignatiew, ohne Vorwissen Schuwalows, bei Lord Salisbury zu Besuch auf dessen Landsitz Hatfield an und kam am 16. März nach London, wo er indessen zu den diplomatischen Verhandlungen, die Graf Schuwalow weiterführte, nicht zugezogen wurde. Am 22. März verließ Graf Ignatiew London. Auf seiner Rückreise über Paris (23. März) und Wien (25. März) kam er am 28. wiederum nach Berlin, wo er eine zweite Unterredung mit dem Fürsten von Bismarck hatte.

Rußland die friedliche Erledigung der Sache vorziehe, soweit sie irgend mit der nationalen Würde verträglich sei. Um sein selbständiges militärisches Vorgehen zu unterlassen, würde Rußland vorzugsweise eine gemeinsame militärische Aktion gewünscht haben, die durch zwei oder drei Mächte mit europäischer Billigung vollzogen würde. Auf dieses Ziel wird verzichtet, weil es unerreichbar scheint. Demselben wird der Vorschlag substituiert — und dies erscheint als Hauptaufgabe der Mission des Generals — die Zustimmung aller sechs Mächte zu einer gemeinsamen Erklärung an die Pforte zu erlangen. Von dieser Erklärung werde Euer Majestät ich morgen Abschrift vorlegen können. Sie stellt im ganzen die ursprünglichen Forderungen der Konferenz ziemlich scharf akzentuiert zusammen als fortbestehendes Programm der sechs Mächte; und man könnte behaupten, daß sie in dieser Beziehung eine etwas schärfer ausgeprägte Paraphrase der Thronrede Eurer Majestät über die orientalische Frage* wiedergeben. Nur schließt die Darlegung mit der Erklärung, daß, wenn die Türkei die Erwartungen der Mächte wiederum täuschen sollte, die letztern erwägen würden, aviseront aux moyens, wie sie künftige Verletzungen der Menschlichkeit und Störungen des europäischen Friedens zu verhüten haben würden. Es spricht sich indessen der Form nach keine Verpflichtung der Mächte zum Einschreiten aus, sondern nur die gegenseitige Verpflichtung zu überlegen, was zu tun wäre. Das Aktenstück macht mir nach der einmaligen Vorlesung den Eindruck, daß Eurer Majestät Interessen nicht verletzt würden, wenn wir mündlich erklärten, Eurer Majestät Politik sei bereit, vorbehaltlich genauerer Redaktion, auf das gewünschte Programm einzugehen, wenn dasselbe von allen sechs Mächten ohne Ausnahme geschehen würde. Daß letzteres der Fall sein werde, glaube ich nicht; namentlich vermute ich, daß England selbst diese lediglich moralische Verpflichtung nicht wird eingehen wollen. Jedenfalls ist es, meines untertänigsten Dafürhaltens nicht unsere Aufgabe, zumal wir nach der Reiseroute Ignatiews die ersten sind, die sich vertraulich auszusprechen haben, durch eine Verneinung dessen, was wir in Konstantinopel gebilligt haben, dem Kaiser Alexander Opposition zu machen. Mein Gesamteindruck von der sehr langen und komplizierten Unterredung geht dahin, daß Rußland, ungeachtet der Versicherung, die friedliche Lösung vorzuziehen, schlagen will und eine allseitige Annahme der vorgelegten Redaktion kaum erwartet. Ich werde mir erlauben, die Gründe, welche meine Vermutung bestimmen, mündlich darzulegen. Auf eine weitere Kooperation unsererseits als die bisher in Aussicht stehende, nämlich wohlwollende Neutralität und Vermittlung bei Österreich behufs Innehaltung derselben Linie, scheint nicht gerechnet zu werden. Ich habe einstweilen alles ad referendum genommen und dem General versprochen, ihm morgen

* Bei Eröffnung des Reichstages am 22. Februar 1877.

im Laufe des Nachmittags die Aufnahme mitzuteilen, welche seine Eröffnungen bei Eurer Majestät gefunden haben werden. Er hat mit seiner Gemahlin heute bei mir gegessen und bleibt bis zum Mittwoch hier. Aus allen seinen Äußerungen ging die Tendenz hervor, das unbedingte Zusammenhalten mit Eurer Majestät in die erste Linie der russischen Politik zu stellen, eine Tendenz, der ich ebenso entgegengekommen bin, wie sie vorgetragen wurde, da namentlich Zumutungen, welche über die von Eurer Majestät bisher gebilligte Linie hinausgingen, nicht beabsichtigt scheinen.

v. Bismarck

Nr. 277

Der Reichskanzler Fürst von Bismarck an den Botschafter in Petersburg von Schweinitz

Telegramm. Eigenhändiges Konzept

Nr. 59 [Berlin, den 5. März 1877]

Gen[eral] Ignatiew hat mir gestern ein projet de protocole vorgelegt u[nd] mündliche Erläuterungen dazu gegeben. Nach Vortrag bei S[eine]r Maj[estät] freue ich mich Ew. mittheilen zu können, daß der Kaiser Sich mit dem projet einverstanden erklärt u[nd] mich ermächtigt hat dieses Einverständniß in London u[nd] Wien mitzutheilen.

v. Bismarck

Nr. 278

Aufzeichnung Kaiser Wilhelms I.

Eigenhändig

B[erlin] 5. 3. 77.

Die Conversation* ist ganz gut verlaufen. Er sprach sehr viel, ich sehr wenig, ganz in dem besprochenen Styl, das Projet gut findend, hoffend, daß dies auch bei den Anderen stattfinden werde, wenn nicht, so müßte ich mich in meiner bisherigen Stellung mainteniren, fortwährend freundlicher Neutraler bleiben u[nd] in diesem Sinn auf die Andern zu wirken suchen, falls Rußland doch zu den Waffen greifen müsse, pour son honneur.

W. $^3/_4$4 Uhr.

* General Ignatiew wurde am 5. März von Kaiser Wilhelm I. in Audienz empfangen.

Nr. 279

Der Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow an den Botschafter in Petersburg von Schweinitz

Eigenhändiges Konzept

Nr. 256 Berlin, den 8. März 1877

Geheim

Meine heutige ganz ergebenste Mitteilung über die Besprechungen des Herrn Reichskanzlers mit dem General Ignatiew erlaube ich mir durch nachstehende ganz vertrauliche und nur zu Eurer Exzellenz eigner Information und Direktive bestimmte Zusätze zu vervollständigen.

Wie schon bemerkt, enthält der — nicht sehr sorgfältig redigierte — Entwurf des Protokolls* an und für sich nichts, was uns die Annahme hätte bedenklich erscheinen lassen können. Dennoch bezweifelt der Herr Reichskanzler, angesichts der Stimmung in England, wie solche seit Ablehnung des dem Protokoll analogen Berliner Memorandums** sich in verschiedenen Phasen entwickelte und jetzt in einem ganz speziellen Mißtrauen gegen den Überbringer dieser Vorschläge zu kulminieren scheint, daß England ohne weiteres beitreten werde: schon die Zusage auch nur von Verabredungen über [eine] eventuelle und undefinierte Aktion gegen die Türkei wird abschrecken. Wäre aber letztere klug, so würde ihr der Gedanke nahetreten, trotz einzelner unfreundlicher und herber Wendungen gegen sie, das Protokoll, wie es ist, rasch anzunehmen, sie könnte dann unter Garantie Europas entwaffnen und behielte, was die Ausführung der Artikel angeht, faktisch freie Hand — bis etwa neue Katastrophen auch diesem Versuch des Hinhaltens ein Ende machen würden. Ob man daher in Petersburg diese Annahme wirklich wünscht, könnte zweifelhaft sein: eben darum und weil jede Andeutung solcher Zweifel mißgünstige Auslegung finden könnte, bitte ich, dieses Gedankens nicht zu erwähnen.

Eurer Exzellenz wird von Interesse sein, daß General Ignatiew sich hier in vollständiger Anerkennung unsrer politischen Haltung und Bedeutung als entschiedener Freund der deutschen Allianz, der einzigen für Rußland gedeihlichen und möglichen, ausgesprochen und jede nähere Beziehung zu Frankreich oder zu den Preßintrigen des Grafen Chaudordy in Abrede gestellt hat.

Der General hat mit Beziehung hierauf dem Herrn Reichskanzler ganz vertraulich bemerkt, daß für jetzt, bei den bewährten Gesinnungen beider Souveräne und ihrer Kabinette, die deutscherseits erteilten allgemeinen und mündlichen Zusicherungen über Deutschlands Haltung bei Ausbruch eines russisch-türkischen Krieges vollständig genügten, ihm jedoch für den Fall möglicher Veränderungen doch erwünscht

* Vgl. Nr. 277.

** Vgl. Kap. X, Nr. 228, Anmerkung.

und notwendig erscheine, daß man diesseits eine mehr bindende Zusicherung über unsre Haltung nach Petersburg gelangen lasse.

Fürst Bismarck hat diesen Wunsch als begründet und billig im allgemeinen und vorläufig anerkannt, und zwar in dem Sinne, daß in dem bezeichneten Fall — aber erst wenn derselbe eingetroffen — Eure Exzellenz zur Abgabe etwa folgender Zusicherung ermächtigt würden:

Rußland könne unbedingt darauf rechnen, daß während eines solchen Krieges Deutschland nicht nur eine wohlwollende Neutralität einhalten, sondern sich auch, soweit seine Neutralität es gestatte, gegen andre befreundete Mächte im Sinne der Deutschland und Rußland verbindenden Freundschaft aussprechen, also nach Kräften dazu beitragen würde, Koalitionen gegen Rußland zu verhüten und diejenigen Ergebnisse des Drei-Kaiser-Bündnisses, die der gegenwärtigen Verwicklung vorhergingen, als Basis für die Zukunft festzuhalten. Selbstverständlich würde es sich um förmliche Abgabe einer solchen Zusicherung erst mit dem Eintritt jener Eventualität handeln.

General Ignatiew ist übrigens, wie im allgemeinen mit seiner Aufnahme und den Resultaten seiner hiesigen Besprechungen, so mit dieser vorläufigen Antwort auf jenen Wunsch durchaus befriedigt abgereist.

B. Bülow

Nr. 280

Der Botschafter in London Graf Münster an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 58 London, den 13. März 1877

Ministerrat hat heute beschlossen, auf Diskussion des russischen Protokollvorschlags einzugehen, vorausgesetzt, daß das russische Kabinett sofortige Demobilisierung bestimmt zusichert. Lord Derby teilte mir die Veränderungen, welche er Graf Schuwalow gegenüber vorläufig andeutete, mit.

Er will die von der Türkei angenommenen Reformvorschläge nicht einzeln aufgeführt wissen und sich nur im allgemeinen auf die Verhandlungen in Konstantinopel beziehen. Statt der Worte „les puissances se réservent le droit de surveiller d'une manière efficace par l'intermédiaire de leurs représentants etc." zu setzen „les puissances se réservent le droit que leurs représentants à Constantinople et leurs agents locaux veillent à ce que les promesses du Gouvernement ottoman soient exécutées". Das Wort „surveiller" erregte Bedenken. Auf den Schluß will man hier in der vorgeschlagenen Fassung nicht eingehen, namentlich mißfallen die Worte „déclaration qu'il leur serait impossible de tolérer plus longtemps" ebenso „d'aviser en commun à l'action qu'elles jugeront indispensable". Lord Derby schlägt dagegen die Worte

„démarches nécessaires“ vor. Graf Schuwalow hat diese Vorschläge ad referendum genommen*.

Lord Derby erklärte mir und meinen Kollegen, die Zusicherung wegen Demobilmachung müsse bindend sein, im Protokoll aber dürfe nichts stehen, was als Koercition angesehen werden könne.

Münster

Randbemerkung Kaiser Wilhelms I.:

Das erscheint als eine sehr glückliche Wendung in der critischen Lage, da die Modificationen für Rußland ganz annehmbar erscheinen. In diesem Sinne wäre Schweinitz cito! zu instruiren, da der Kaiser Alexander gewiß auf unsere Ansicht hören wird, u[nd] die Abrüstung wird er, hoffentlich, mit beiden Händen ergreifen!

W. 14/3. 77

Nr. 281

Der Reichskanzler Fürst von Bismarck an Kaiser Wilhelm I.

Ausfertigung

Berlin, den 16. März 1877

Eure Kaiserliche und Königliche Majestät wollen mir huldvoll gestatten, in Beantwortung der wieder beigefügten Allerhöchsten Randbemerkung zu dem Telegramm aus London Nr. 58 vom 13. d. Mts.**, nachfolgende Erwägungen alleruntertänigst vorzutragen.

Bei der augenblicklichen Lage der orientalischen Angelegenheiten würde mir das direkte Eingreifen seitens Eurer Majestät, durch Erteilung bestimmter Ratschläge in St. Petersburg, unter allen Umständen gefährlich erscheinen, und ich mich daher für verpflichtet erachten, ehrfurchtsvollst jedem solchen Schritte zu widerraten[1]. Die bisher hier eingegangenen telegraphischen Meldungen genügen, meines alleruntertänigsten Dafürhaltens, noch nicht, um den wirklichen Stand der Verhandlungen in London klar zu übersehen. Wir wissen nicht, in welchem Wortlaut die in Paris abgeänderten russischen Vorschläge dem englischen Kabinett vorgelegt worden sind, kennen nicht die Verabredungen zwischen General Ignatiew und Graf Schuwalow und erhalten ebensowenig aus dem Telegramm des Grafen zu Münster eine vollständige Anschauung von der bevorstehenden Antwort der englischen Regierung. Lord Derby selbst bezeichnet seine Mitteilung hierüber als „vorläufige Andeutung“.

Aber selbst wenn über diese Punkte jetzt schon genügende Klarheit herrschte, würde ich nach pflichtgemäßem Ermessen nicht imstande sein, eine Einwirkung auf die Entschließungen Seiner Majestät des Kaisers Alexander zu versuchen, weil ich der Überzeugung bin, daß durch jeden solchen Versuch unter den gegenwärtigen Verhält-

---

* Vgl. den endgültigen Text des Protokolls Nr. 282.

** Siehe Nr. 280.

nissen, die zukünftigen Beziehungen Deutschlands zu Rußland gefährdet werden würden.

Nach meiner Beurteilung der Lage werden sich in Rußland, falls die Regierung des Kaisers Alexander auf Grund der jetzt schwebenden Verhandlungen von der Aktion gegen die Türkei Abstand nimmt, sehr bald zwei Strömungen entwickeln: Die eine, welche die Regierung wegen ihrer Politik anklagen, und die andere, welche die gefaßten Entschlüsse zu vertreten und zu erklären haben wird[2]. Dann werden aber, und zwar von beiden Seiten her, die Vorwürfe, Verdächtigungen und feindseligen Stimmungen gegen die fremden, wenn auch noch so befreundeten Mächte sich richten, welche angeblich durch ihren Einfluß zum Verzicht auf eine für Rußland ehrenvollere und vorteilhaftere Politik beigetragen haben. Wie weit ich berechtigt bin, die Wahrscheinlichkeit eines solchen Verlaufes vorauszusetzen, wollen Eure Majestät huldvollst aus einer Mitteilung zu entnehmen geruhen, die mir General Ignatiew bei seiner jüngsten Anwesenheit in Berlin im engsten Vertrauen gemacht hat. Der General brachte die Rede auf das Telegramm Eurer Majestät an den Kaiser Alexander aus Anlaß des Georgsfestes und bemerkte dazu: Der Kaiser selbst habe diesen Ausdruck der Teilnahme seines erhabenen Verwandten ohne Empfindlichkeit entgegengenommen, die von so hoher militärischer Autorität kommende Warnung habe ihn aber bestimmt, den Plan zum Winterfeldzuge definitiv aufzugeben[3]. Hierin werde von seiten der militärischen Kreise Rußlands eine wesentliche Schädigung der russischen Interessen gefunden. Der Winterfeldzug sei militärisch dem Kaiser dringend geraten gewesen, weil man darauf gerechnet habe, daß der russische Soldat, der Mehrzahl nach aus hartem Klima stammend, mit Pelzen, Schuhzeug und Branntwein wohl versehen, im Winter wesentlich im Vorteil sein würde gegen die dürftig gekleideten, zum Teil aus warmen Ländern herbeigezogenen, der geistigen Getränke entbehrenden türkischen Truppen[4]. Dazu sei im Winter das türkische Heer noch viel weniger zahlreich und schlechter gerüstet, seine Inferiorität im Vergleich mit dem russischen viel größer gewesen[5]. Das Aufgeben der ursprünglichen Absicht und des damit zu erreichenden Vorteils habe nicht nur bei den höheren Offizieren, sondern auch in weiteren militärischen Kreisen, denen der Zusammenhang der kaiserlichen Entschließung mit Eurer Majestät Telegramm bekannt geworden, einen gegen Deutschland sehr verstimmenden Eindruck zurückgelassen. Man mache uns für diesen Nachteil verantwortlich[6].

Für die Richtigkeit dieser Erzählung des Generals Ignatiew muß ich allerdings demselben die Verantwortung überlassen. Ich habe es aber gewagt, dieselbe als einen Beweis dafür anzuführen, wie bei der jetzt in Rußland herrschenden Stimmung jeder von außen kommende, wenn auch von dem bewährtesten und selbstlosesten Wohlwollen eingegebene Rat der Mißdeutung sicher ist[7].

Eurer Majestät gestatte ich mir demnach, in Ehrfurcht die alleruntertänigste Bitte vorzulegen: daß Allerhöchstdieselben geruhen mögen, von einer Instruktionserteilung an General von Schweinitz im Sinne des Marginale[8] zu dem Telegramm vom 13. d. Mts. huldreichst Abstand zu nehmen. v. Bismarck

---

Randbemerkungen Kaiser Wilhelms I.:

[1] Meine verlangte Instruction an p. Schweinitz enthält keinen Befehl zu einem officiellen diplomatischen Schritt, sondern nur unsere Auffassung der momentanen Stimmung im Englischen Cabinet, die p. Schweinitz bei seinen fast täglichen Unterredungen mit dem Kaiser, verwerthen soll, wenn dieser darüber mit ihm spricht.

[2] Das ist gewiß richtig, ist dies aber nicht das Schicksal aller großen Endschließungen? 1853 in Olmütz habe ich den Kaiser Nicolas beschworen, den Krieg gegen die Türkei nicht zu beginnen; ebenso sprach ich zu Nesselrode, Orloff etc. Und wie haben sie mir Recht gegeben, als ich 1855 nach dem Tode des Kaisers N[icolas] in Petersburg war! —

[3] Wenn ich dazu beigetragen habe, diese Bestimmung zu beseitigen, so werde ich mir dazu nur Glück wünschen können.

[4] Diese Ansicht der russ[ischen] Generale kann u[nd] werde ich nicht theilen. Der jetzige russ[ische] Soldat ist nicht mehr der frühere, der bei 25, 20, 16, 12jähriger Dienstzeit allen klimat[ischen] Einwirkungen zu wiederstehn vermogte, u[nd] dennoch wissen nur Augenzeugen, in welchem Zustande die russ[ische] Armée 1812 die Preuß[ische] Grenze überschritt.

[5] Da schon im Dezember die Schwäche der mobilisirten russ[ischen] Armée erkannt wurde, beweiset daß man die Türken nicht unterschätzte, wozu auch die geringen Erfolge im Jahre 1828 u[nd] 1853 gegen sie, nicht vergessen gewesen sein werden!

[6] Darum muß Rußland mit Ehren aus der Crisis hervorgehen u[nd] dies war zu erreichen, wenn die Stimmung des Englisch[en] Cabinets sécundirt wurde.

[7] Wenn meine 3 Sätze:

d'être préservé d'une guerre dans la saison actuelle, dans un pays dévasté et une armée bien jeune

nicht durch die französ[ischen], nie existirt habenden Zusätze, illustrirt worden wären, so würden sie nie eine Verstimmung erzeugt haben.

[8] Dies Marginale ist nach meinem heutigen Marginale auf der ersten Seite, précisiter zu erlassen. Wilhelm 16. 3. 77

Nr. 282

Das Londoner Protokoll vom 31. März 1877*

Copie

Les Puissances qui ont entrepris en commun la pacification de l'Orient et ont participé dans cette vue à la Conférence de Constan-

---

* Der von dem General Ignatiew in London vorgelegte Protokollentwurf hatte nicht die englische Einwilligung gefunden, da Rußland nicht die Zusage geben wollte, auch seinerseits demobil zu machen. Hierauf setzte Graf Schuwalow, ohne in Petersburg vorher anzufragen, einen neuen Entwurf auf, der vom englischen Kabinett angenommen und am 31. März unterzeichnet wurde. Das Protokoll ist bereits gedruckt bei de Martens, Nouveau Recueil général de Traités, II. Série, T. III, p. 174ff.

tinople, reconnaissent que le moyen le plus sûr d'atteindre le but qu'elles se sont proposé, est de maintenir avant tout l'entente si heureusement établie entre elles et d'affirmer de nouveau ensemble l'intérêt commun qu'elles prennent à l'amélioration du sort des populations Chrétiennes de la Turquie, et aux réformes à introduire en Bosnie, Herzégovine et Bulgarie que la Porte a acceptées sauf à les appliquer elle-même.

Elles prennent acte de la conclusion de la paix avec la Serbie.

Quant au Monténégro les Puissances considèrent comme désirable, dans l'intérêt d'un arrangement solide et durable, la rectification des frontières et la libre navigation de la Boïana.

Les Puissances considèrent les arrangements intervenus ou à intervenir entre la Porte et les deux Principautés comme un pas accompli vers l'apaisement qui est l'objet de leurs communs désirs.

Elles invitent la Porte à se consolider en replaçant ses armées sur le pied de paix, sauf le nombre de troupes indispensable pour le maintien de l'ordre, et en mettant en œuvre, dans le plus court délai possible, les réformes nécessaires pour la tranquillité, et le bien-être des provinces, de l'état desquelles la Conférence s'est préoccupée. Elles reconnaissent que la Porte s'est déclarée prête à en réaliser une partie importante.

Elles prennent acte spécialement de la circulaire de la Porte du 13 Février 1876, et des déclarations faites par le Gouvernement Ottoman pendant la Conférence et depuis par l'entremise de ses Représentants.

En présence de ces bonnes dispositions de la Porte et de son intérêt évident à y donner immédiatement suite, les Puissances se croient fondées à espérer que celle-ci profitera de l'apaisement actuel pour appliquer avec énergie les mesures destinées à apporter à la condition des populations Chrétiennes l'amélioration effective unanimement réclamée comme indispensable à la tranquillité de l'Europe, et, qu'une fois entrée dans cette voie, elle comprendra qu'il est de son honneur, comme de son intérêt, d'y persévérer loyalement et efficacement.

Les Puissances se proposent de veiller avec soin, par l'intermédiaire de leurs Représentants à Constantinople et de leurs Agents locaux, à la façon dont les promesses du Gouvernement Ottoman seront exécutées.

Si leur espoir se trouvait encore une fois déçu et si la condition des sujets Chrétiens du Sultan n'était pas améliorée de manière à prévenir le retour des complications qui troublent périodiquement le repos de l'Orient, elles croient devoir déclarer qu'un tel état de choses serait incompatible avec leurs intérêts et ceux de l'Europe en général. En pareil cas elles se réservent d'aviser en commun aux moyens

qu'elles jugeront les plus propres à assurer le bien-être des populations Chrétiennes et les intérêts de la paix générale.

Fait à Londres, le 31 Mars 1877

(Signé) Münster
Beust
d'Harcourt
Derby
L. F. Menabrea
Schouvaloff

Anlagen*

1. Déclaration de Lord Derby.

The Undersigned, Her Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, makes the following declaration in regard to the Protocol signed this day by the Plenipotentiaries of Great Britain, Austria-Hungary, France, Germany, Italy and Russia: —

Inasmuch as it is solely in the interests of European peace that Her Britannic Majesty's Government have consented to sign the Protocol proposed by that of Russia, it is understood beforehand that in the event of the object proposed not being attained — namely, reciprocal disarmament on the part of Russia and Turkey, and peace between them — the Protocol in question shall be regarded as null and void.

London, March 31, 1877 Derby

2. Déclaration de l'Ambassadeur de Russie.**

Copie

Si la paix avec le Monténégro est conclue, et que la Porte accepte les conseils de l'Europe et se montre prête à se remettre sur le pied de paix et à entreprendre sérieusement les réformes mentionnées dans le protocole, qu'elle envoie à St. Pétersbourg un Envoyé spécial pour traiter du désarmement auquel Sa Majesté l'Empereur consentirait aussi de Son côté.

Si des massacres, pareils à ceux qui ont ensanglanté la Bulgarie, avaient lieu, cela arrêterait nécessairement les mesures de démobilisation.

---

* Die beiden Erklärungen von Lord Derby und Graf Schuwalow wurden vor Unterzeichnung des Protokolls abgegeben.

** Graf Peter Schuwalow.

Nr. 283

Der Botschafter in London Graf Münster an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 57 London, den 31. März 1877

Die Ernennung Mr. Layards zum interimistischen Botschafter in Konstantinopel* mit der Aussicht, dort permanenter Botschafter zu werden, ist besonders, da sie zugleich mit der Unterzeichnung des Protokolles erfolgte, nicht gerade als eine sehr freundliche Demonstration gegen Rußland anzusehen. Mein russischer Kollege ist, wie ich schon am gestrigen Tage zu melden die Ehre hatte, sehr verstimmt darüber.

Mr. Layard ist als Türkenfreund und Gegner Rußlands im Orient bekannt, und seine Ernennung wird von der Pforte so aufgefaßt werden, als wolle England ihr wieder den alten Schutz gewähren. pp.

Die Ernennung Mr. Layards ist in derselben Kabinettssitzung beschlossen, in der die Unterzeichnung des Protokolles gutgeheißen wurde, und ist von dem türkenfreundlichen, russenfeindlichen Teile der Regierung durchgesetzt. pp.

Münster

Nr. 284

Der Botschafter in Petersburg von Schweinitz an Kaiser Wilhelm I.

Immediatbericht

Ausfertigung

Nr. 108 St. Petersburg, den 2. April 1877

pp. Während des Diners sprach Seine Majestät ziemlich viel über Politik mit mir, ohne indessen etwas Neues vorzubringen. Die Nachrichten aus London bezeichnete der Kaiser als verhältnismäßig gute, fügte aber hinzu, daß der türkische Botschafter daselbst nach einer Unterredung mit Lord Derby an seine Regierung telegraphiert habe, sie möge sich auf den Ausbruch der Feindseligkeiten vorbereiten. „Die Türken," sagte der Kaiser, „glauben sich alles erlauben zu dürfen, weil man ihnen die feste Überzeugung nicht nehmen kann, daß England sie unterstützen wird." Ich antwortete: „Die Engländer werden sie doch sitzen lassen, wenn es dazu kommt." pp.

v. Schweinitz

---

* An Stelle von Sir Henry Elliot.

Nr. 285

Der Geschäftsträger in Konstantinopel Graf von Radolinski an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 34 Pera, den 10. April 1877

Savfet Pascha telegraphiert heute an Vertreter: Pforte könne Protokoll*, bei dem sie nicht mitgewirkt habe, nicht annehmen, weil es ihre Würde beeinträchtige. Erstens sei sie zum Friedensschluß mit Montenegro und zur Ausführung der bekannten Reformen im ganzen Reich bereit. Zweitens, die Entwaffnung sei ihr erwünscht, wenn Rußland dasselbe gleichzeitig täte. Drittens, zur Sendung eines Spezialbotschafters sei kein Grund vorhanden, da über Entwaffnung telegraphisch verhandelt werden könne. Viertens, Überwachung durch Botschafter und Konsuln sei vertragswidrig, daher unannehmbar.

Von dem Abgeordnetenhause ist in heutiger Sitzung jede Gebietsabtretung an Montenegro abgelehnt worden.

Von der Pforte wird Beginn der Feindseligkeiten seitens Rußlands als unmittelbar bevorstehend angesehen.

Radolinski

Nr. 286

Kaiser Wilhelm I. an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Eigenhändiges Handbillet

Berlin, 13. 4. 77

Da die Würfel nunmehr nach den Anlagen geworfen sind, ist mein Bothschafter in England dahin zu instruiren, daß er auf das dortige Gouvernement calmirend einzuwirken habe, denn, tranchons du mot, seit dem Refus Englands, dem Berliner Mémorandum von 1876 beizutreten, ist die ganze jetzige Calamität herauf beschworen worden, indem Serbien u[nd] Montenegro bei diesem Dißenz glaubte, der Moment sei gekommen, loszuschlagen; was ohne diesen Dißenz nie möglich gewesen wäre! — England muß also nunmehr, gleich wie wir es stets gewollt haben, eine neutralité bienveillante gegen Rußland auszuüben, von uns aufgefordert werden. Das ist das Einzige, was den Europäischen Frieden zu erhalten ermöglicht! u[nd] den Kampf im Orient localisiren kann, zwischen Rußland u[nd] der Pforte. So, meine Auffassung! Wilhelm

Bemerkung des Staatssekretärs von Bülow am Schluß des vorstehenden Schreibens: Seine Majestät haben sich beim mündlichen Vortrag, nach Darlegung der vom Herrn Reichskanzler dem Marquis of Salisbury und Lord Odo Russell

* Siehe Nr. 282.

gegenüber gemachten Äußerungen über Englands Stellung im Kriegsfall, sowie der allgemeinen Instruktionen des Grafen Münster und der aus unsrer anerkannten Neutralität sich ergebenden Folgerungen, damit einverstanden zu erklären geruht, daß von speziellen Aufträgen an Graf Münster Abstand genommen werde. Ich habe dabei hervorgehoben, daß ein so bestimmter Rat eine Verantwortlichkeit mit sich führe, und es nicht einmal in Rußlands Interessen liege, daß wir Englands Vertrauen dadurch erschütterten — vielmehr bestimmte Wünsche Rußlands abzuwarten sein würden. Auch habe ich Bezug genommen auf den Wunsch des Duc Decazes, sich Deutschland zur Bewahrung des Europäischen Friedens anzuschließen, d. h. zwischen uns und England Mißtrauen zu säen.

Berlin, 16. 4. 77. B. Bülow

Nr. 287

Bemerkungen Kaiser Wilhelms I. zum Zirkularerlaß der Pforte vom 9. April 1877*

Eigenhändig

[14. April 1877]

Das türkische Circular** macht den Eindruck, als wenn ein civilisirter Staat unschuldig angeklagt, sich vertheidigt. Man könnte somit vergessen, daß die uncivilisirte Türkei durch ihre Jahrhundertlange willkürliche Unterdrückung ihrer christlichen Unterthanen, diese zum Aufstande gezwungen hatte. Die 6 Großmächte erkannten diesen Aufstand an, intervenirten 1½ Jahr zu Gunsten der Christen, werden in allen Punkten von der Türkei zurückgewiesen, und — Europa schweigt. Da muß sich die Türkei in ihrem Rechte fühlen!!

Wilhelm 14. 4. 77

Nr. 288

Der Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow an den Botschafter in Petersburg von Schweinitz

Konzept von der Hand des Gesandten von Radowitz

Nr. 344
Geheim

Berlin, den 15. April 1877

Ew. pp. waren durch den geheimen Erlaß Nr. 256 vom 8. v. Mts.*** von den Gesichtspunkten unterrichtet, welche für die Haltung unserer Politik bei dem Eintritt kriegerischer Verwicklungen zwischen Rußland und der Türkei und besonders für die Betätigung unserer wohlwollenden Neutralität gegenüber dem russischen Kabinette die maßgebenden sein würden. Inzwischen habe ich, angesichts der immer ernster und kritischer sich gestaltenden Lage, Ew. pp. durch mein Telegramm Nr. 83 vom 12. d. Mts. im Auftrage des Herrn Reichskanzlers ersucht,

* Die Bemerkungen finden sich auf einem Immediatbericht des Staatssekretärs von Bülow vom 13. April, mit dem der Zirkularerlaß überreicht wurde.
** Vgl. Nr. 285.
*** Siehe Nr. 279.

während dieser Zeit der Entscheidung möglichst alle bestimmten Äußerungen über unsere zukünftige Stellung vermeiden und demgemäß von den Mitteilungen im Erlaß Nr. 256 einstweilen keinen Gebrauch machen zu wollen. Es muß uns durchaus daran gelegen sein, im jetzigen Momente die Verhältnisse, frei von jedem Drucke einer wenn auch nur moralischen Parteinahme unsrerseits, sich entwickeln zu lassen und nach keiner Richtung den Anschein zu erregen, als suchten wir der russischen Regierung durch Zusicherungen den Entschluß zum Kriege zu erleichtern.

Sobald der Krieg zwischen Rußland und der Pforte ausgebrochen ist*, können die Sympathien Seiner Majestät des Kaisers und Königs nirgends anders sein, als bei den alten preußischen Waffengefährten und bei den Heeren seines Freundes und Verwandten. Und bei diesem Kampfe in um so höherem Maße, als Seine Majestät von dem Erfolge der russischen Anstrengungen die ihm so sehr am Herzen liegende Verbesserung des Loses der Christen in der Türkei vertrauensvoll erwartet. Der Entschluß des Kaisers, welcher die Richtung unserer Politik für die bevorstehenden Ereignisse zu bestimmen hat, kann also nur dahin lauten: während des Krieges für Rußland die wohlwollende Neutralität eines befreundeten Nachbars einzuhalten und zu betätigen.

In diesem Sinne würden Ew. pp., sobald es feststeht, daß der Kriegszustand eingetreten, auf alle Fragen nach unserer Haltung sich zu äußern ermächtigt sein. Der Herr Reichskanzler bittet jedoch, auch dann Ihren Worten zunächst nur den Charakter einer Anschauung zu geben, welche Ew. pp. aus Ihren bisherigen, allgemeinen Instruktionen geschöpft hätten, und hinzuzufügen: Sie bezweifelten nicht, daß Sie, auf Anfrage, in die Lage gesetzt werden würden, eine derartige Erklärung auch amtlich und förmlich auszusprechen. Ew. pp. werden sodann die etwa in Petersburg gewünschte, ostensible Instruktion umgehend erhalten.

B. Bülow

Nr. 289

Der Botschafter in London Graf Münster an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 70 London, den 24. April 1877

Vertraulich

Nubar Pascha** ist seit einigen Tagen hier und brachte den gestrigen Abend bei mir zu. Ich hoffe, es wird für Eure Exzellenz von Interesse

* Am 24. April erklärte Rußland der Türkei den Krieg.

** Nubar Pascha, 1866—74 Auswärtiger Minister des Khedive Ismael. war 1876 in Ungnade gefallen, wurde aber auf Verlangen der Westmächte 1878 an die Spitze des ägyptischen Ministeriums berufen, um die Finanzreform durchzuführen. Vgl. Nr. 290, 294, 295.

sein, die Ansichten dieses interessanten orientalischen Staatsmannes kennenzulernen.

Der Zweck seines Hierseins ist, und er hat es mir gegenüber fast geradezu ausgesprochen, ein Protektorat Englands über Ägypten anzubahnen und vorzubereiten[1].

Nubar Pascha ist entschieden der Ansicht, daß der Krieg nicht lokalisiert werden könne, und glaubt an den Verfall des Osmanischen Reiches; er führt dafür zwei Gründe besonders an. In Europa wolle Rußland freien Durchgang durch die Dardanellen, und wenn auch nicht Konstantinopel selbst, so doch den überwiegenden Einfluß, eine Art Protektorat, dort erlangen. Die Pforte allein sei zu schwach, um dem zu widerstehen.

Die Herrschaft über die Dardanellen könne aber England in den mächtigen Händen seiner orientalischen Rivalmacht ohne Kampf nicht dulden, daher müsse es, wenn auch noch so sehr zum Frieden geneigt, die Hand auf Konstantinopel, mindestens auf die Dardanellen legen. Dann sei der Konflikt mit Rußland unvermeidlich.

Der zweite Grund für seine Ansicht ist der, daß eine Eroberung nach der asiatischen Seite für Rußland gar nicht zu vermeiden sei, wolle es überhaupt die Herrschaft im Kaukasus und Cirkassien nicht aufgeben. Rußland müsse den Krieg in Armenien führen, wo es auf die Sympathien der Bevölkerung rechnen könne, um die Türken weiter von der Grenze fortzuschieben, weil bei den Cirkassiern und den Bergvölkern des Kaukasus die lebhaftesten Sympathien für das Osmanische Reich sich fänden und in den letzten Jahren sehr zugenommen hätten. Außerdem könnten auch materiell die Bergdistrikte ohne die reichen Kornkammern von Anatolien und Armenien und ohne den Hafen von Batum nicht bestehen. Die türkische Armee in Kleinasien sei gar nicht imstande, den sehr guten russischen Truppen im Kaukasus Widerstand zu leisten

Nach Ansicht Nubar Paschas — und als geborener Armenier kennt er die Verhältnisse genau und scheint auch von dort aus jetzt noch gut unterrichtet zu sein — würde der russische Einmarsch südlich von Kars erfolgen, den Ufern des Sees Wan entlang gehen und von dort, mit Umgehung der Festungen Kars und Erserum, direkt auf Trapezunt gerichtet sein, wogegen eine andere Kolonne bis an die Mündung des Tigris vorgeschoben würde. Diese Landstriche würden die russische Armee gut ernähren und, wären die Besatzungen in Kars und Erserum eingeschlossen, so könnten die Russen dort schalten und walten, wie sie wollten. Sollten sie sich dort festsetzen, so seien der Persische Meerbusen und auch Syrien fortwährend bedroht.

Daß in dem Falle Ägypten durch England besetzt und beschützt werden müsse, sei selbstverständlich, und deshalb liege es im Interesse Ägyptens und seiner Regenten, die Sache vorzubereiten und sich freiwillig unter englischen Schutz zu stellen. Selbständig könne Ägypten den jetzigen Ansprüchen der Zivilisation nicht genügen, dazu sei das

regierende Haus zu schwach, die regierende Klasse zu schlecht; europäische Herrschaft sei notwendig, und daher zögen die Ägypter die Engländer den Franzosen vor. Die Engländer verständen die Kräfte fremder Länder zu entwickeln, während die Franzosen zu kleinlich und raubgierig seien und sie materiell vernichteten, wie das in Algerien geschehen sei.

Auf meine Frage, wie denn der Khedive sich dazu stellen werde, antwortete Nubar Pascha mit großer Geringschätzung: „Wenn der nur seinen Besitz und soviel Geld erhält, als er bedarf, ist er ganz zufrieden, und das können ihm ja die Engländer garantieren."

Der Khedive soll überhaupt, das bestätigte auch Nubar Pascha, nach der Ermordung seines Freundes und Finanzministers sich dem Trunke hingeben und kaum mehr ganz zurechnungsfähig sein.

Ich fragte Nubar Pascha, welche Aufnahme die Andeutung seiner Pläne und Wünsche bei den englischen Staatsmännern gefunden habe. Er erwiderte, er habe noch nicht mit allen maßgebenden Persönlichkeiten gesprochen, sie seien noch sehr zurückhaltend, es werde aber nicht lange dauern, so werde man zugänglicher werden.

Bis jetzt habe man noch Friedenshoffnungen gehabt, dieselben seien verschwunden, und die Stimmung werde von Tag zu Tage russenfeindlicher und kriegerischer werden.

Darin hat er unbedingt recht, und dieses stimmt mit meinen Beobachtungen ganz überein.

Nubar Pascha wird einige Wochen hier bleiben. Es ist sehr bezeichnend, daß er es wagt, schon so früh und ziemlich offen mit solchen Ideen hervorzutreten. Münster

---

Randbemerkung des Fürsten von Bismarck auf einer Abschrift:
[1] sehr verständig.

Nr. 290

Der Legationssekretär Graf Herbert von Bismarck, z. Z. in Friedrichsruh, an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Eigenhändig

Friedrichsruh, den 27. April 1877

Eurer Exzellenz beehre ich mich beigehend den Bericht Nr. 70* aus London ganz gehorsamst zurückzureichen. Der Reichskanzler bittet Eure Exzellenz, dem Grafen Münster darauf antworten zu wollen, daß wir die erste Idee von Nubar Pascha für sehr verständig hielten, und daß er selbst sich schon vor Jahr und Tag dahin ausgesprochen hätte, daß England sich Ägyptens versichern müßte, — und daß es im Interesse

---

* Siehe Nr. 289.

des mitteleuropäischen Friedens läge, wenn England lieber Pfand nehme, als Krieg führte. Amtliche Erklärungen hierüber ließen sich nicht machen, es wäre aber doch gut, den Grafen Münster dahin zu orientieren, daß wir, wenn die Rede auf die In-Pfandnahme Ägyptens käme, nicht dagegen sein, sondern es im Gegenteil ganz gern sehen würden.

Weiter erlaube ich mir, den mit verschiedenen Randbemerkungen des Reichskanzlers versehenen Petersburger Bericht Nr. 122* ebenmäßig zurückzureichen. In Anknüpfung an die Äußerungen, welche der Reichskanzler mir gestern aufgab, Eurer Exzellenz zu übermitteln, bemerkte er heute noch mit Rücksicht auf den Inhalt des eben genannten Berichtes, daß Herr von Schweinitz keinenfalls unterlassen möchte, dem Fürsten Gortschakow bemerklich zu machen, daß der Eindruck bei uns über diese Art Schulmeisterei ein sehr unerfreulicher wäre; Fürst Gortschakow möchte sich doch einmal selbst die Frage vorlegen, ob von uns jemals solche Kritik russischer Maßregeln, die die russische Regierung im eigenen Interesse für zweckmäßig hielte, geübt worden wäre, wie man sie jetzt der Deutschen Regierung gegenüber anwende: Es wären das Formen, die sich mit dem Fuße der Gleichheit nicht vertrügen; Herr von Schweinitz möchte ausdrücklich sagen, daß der Inhalt seines Berichtes 122 bei uns verstimmend gewirkt hätte: wir hätten Dank erwartet, und statt dessen ungerechten Tadel bekommen.

Im Interesse seines (Schweinitz') eigenen Verkehrs mit Fürst Gortschakow wäre es nützlich, daß letzterer nicht präpotent in den Formen würde, und Schweinitz möchte dem russischen Reichskanzler zu verstehn geben, daß von uns mit Vertrauen und guten Formen mehr zu erreichen wäre, als mit Tadeln, Schelten und Kritik, wie es nun seit Jahr und Tag ginge, und wie man es sich wohl einem nachlässigen, unzuverlässigen Vasallen, nicht aber einer gleichberechtigten Macht gegenüber erlauben könnte. Wir hätten eben, neben den russischen, auch deutsche Interessen zu wahren. —

---

* Deutschland hatte die Vertretung der russischen Interessen in der Türkei übernommen und beschloß, nachdem der Botschafter Freiherr von Werther in den Ruhestand getreten war, den früheren Botschafter in Petersburg Prinz Reuß als „Botschafter in außerordentlicher Mission" nach Konstantinopel zu schicken. Gortschakow ließ auf die Mitteilung von dieser Sendung durch Herrn von Schweinitz der deutschen Regierung sein Bedauern über diesen Schritt aussprechen mit folgender Begründung: „Je le regrette profondément, et l'Empereur le regrettera aussi; vous vous mettez sur une ligne avec l'Angleterre; vous faites une position magnifique à la Turquie. J'avais espéré que les trois Empires observaient une conduite identique vis à vis de la Porte après l'affront qu'elle vient de faire à nous tous. Dieser Schritt wird die schädlichste Wirkung in der Türkei haben, weil er bei ihr den Glauben erzeugt, daß sie auf Deutschland wie auf England rechnen kann; er wird auch hier einen üblen Eindruck hervorbringen; dieser wird sich in der Presse kundgeben, und ich werde dies nicht hindern können. Die Türkei sollte von ganz Europa in den Bann getan werden, und nun schickt ihr Deutschland einen Botschafter." (Bericht des Botschafters von Schweinitz vom 22. April 1877.)

Bei der Wiedergabe dieser Bemerkungen — äußerte der Reichskanzler zum Schluß — möchte Herr von Schweinitz sachlich natürlich im Wege der Gefälligkeit und Freundschaft bleiben, in bezug auf die zensur-anmaßende Form Gortschakows möchte er aber nicht damit zurückhalten, daß sie uns verletzte. pp.

Graf Bismarck

Nr. 291

Kaiser Alexander II. an Kaiser Wilhelm I.

Eigenhändiges Handschreiben

St. Pétersbourg, le $\frac{7}{19}$ Avril 1877

Mon cher Oncle,

Vous aurez sans doute jugé, comme moi, que la réponse de la Porte au Protocole et à la déclaration de Londres ne laisse plus de place aux négociations. Mes armées vont entrer en Turqui. — Vous me rendrez la justice de reconnaître que j'ai poussé la patience et la conciliation jusqu'aux dernières limites afin d'éviter la guerre. — Actuellement c'est le seul moyen qui reste d'arriver à un état de paix solide et durable. C'est un devoir que je rempli[s] envérs mon pays dont les intérêts souffrent de cette intolérable situation et aussi envers l'Europe dont le repos en est constamment affecté. — Vous m'avez secondé dans mes efforts pacifiques. — J'ai pleine confiance dans l'attitude que Vous observerez en ce moment décisif. Vous avez certainement la même confiance dans mes intentions. — Je me rends demain matin à Kichénew pour inspecter l'Armée, commandée par mon frère Nicolas, avant son entrée en campagne. Sa santé s'est complètement remise pour le moment. Que Dieu lui vienne en aide pour accomplir avec succès et aussi promptement que possible l'œuvre humanitaire et chrétienne que nous allons entreprendre. Je sais que Vos voeux seront avec nous et que je puis compter sur Votre amitié comme Vous pouvez compter sur celle

de Votre dévoué

neveu et ami

Alexandre

Nr. 292

Kaiser Wilhelm I. an Kaiser Alexander II.

Handschreiben. Konzept

Wiesbaden, le 28 Avril 1877

Mon cher neveu,

Votre lettre du 7/19 Avril cr. m'a profondément ému. Dans un moment où Vous prenez la grave décision que Vous m'annoncez, mes sympathies ne peuvent être qu'avec Vous et avec mes anciens cama-

rades d'armes. Personne ne Vous rendra mieux que moi la justice de reconnaître que ce n'est pas Vous qui avez cherché la guerre et que Vous n'avez pris cette résolution qu'après avoir épuisé tous les moyens de conciliation compatibles avec Votre dignité et avec les intérêts de la Russie. La confiance que Vous exprimez dans l'attitude de l'Allemagne ne sera pas déçue; comme mes lettres antérieures Vous en ont donné la certitude, Vous pouvez compter, en toute éventualité, de notre part sur la neutralité bienveillante de bons amis et voisins. C'est dans cet esprit que j'ai accédé avec le plus grand plaisir à la demande de Votre gouvernement de charger nos autorités diplomatiques et consulaires en Turquie de la protection des sujets russes pendant la guerre et que je me suis décidé à confier mon ambassade à Constantinople au Prince Reuss qui s'y rendra en mission extraordinaire dans le cas où les circonstances deviendraient trop graves pour laisser la responsabilité du service à un chargé d'affaires. Je suis convaincu que dans cette position Reuss sera, plus qu'un autre, en état de rendre de bons services à nos intérêts communs.

Avec Vous, mon cher neveu, je souhaite de tout mon coeur que le succès de Vos armes conduise à un état de paix solide et durable qui, enfin, assurera aux Chrétiens en Turquie les garanties dont ils ont tant besoin. Mes meilleurs voeux accompagnent Votre frère Nicolas; que Dieu lui soit en aide en lui conservant la santé et les forces pour accomplir sa grande et belle tâche!

Croyez, mon cher neveu, aux sentiments d'inaltérable amitié et au sincère dévouement de

Votre oncle et ami

Guillaume

Nr. 293

Der Botschafter in London Graf Münster an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 95 London, den 6. Juni 1877

Vertraulich

pp. Ich kann auch meinen letzten Berichten nichts Neues hinzufügen.

Zeitungen und Gespräche kommen gerade in solchen Augenblicken der unbestimmten Spannung auf allerhand abenteuerliche Ideen. Unter anderem wird jetzt allgemein verbreitet, Deutschland werde die Vermittlerrolle übernehmen, verfolge aber dabei selbstsüchtige Absichten, es werde eine Vergrößerung der Macht Rußlands im Oriente zugeben,

aber nur der englischen Machterweiterung, etwa in Ägypten, zustimmen, wenn für Deutschland an der Nordsee die Erwerbung Hollands gesichert sei*.

Ich würde es kaum der Mühe wert gehalten haben, dieses absurden Gerüchtes zu erwähnen, wenn nicht einer der Führer der jetzigen Majorität im Unterhause gestern bei mir gewesen wäre und mich gefragt hätte, ob wirklich diese Gerüchte aus der Luft gegriffen seien, ihm scheine man selbst im Foreign Office daran zu glauben.

Ich habe ihn darüber ganz beruhigt und ihm gesagt, daß er und seine Partei von den Plänen, die sie etwa auf Ägypten hätten, durch die Furcht vor einer Eroberung Hollands sich nicht sollten abhalten lassen. Ich habe ihm nachgewiesen, wie jeder vernünftige Staatsmann in Deutschland in dem Besitze Hollands eher eine Schwächung als Stärkung Deutschlands erblicken müsse.

Die Vorbereitungen zu einer Expedition werden hier in der Stille fortgesetzt, namentlich in Beziehung auf Transportschiffe und Vorräte aller Art.

Münster

Nr. 294

Diktat des Reichskanzlers Fürsten von Bismarck, z. Z. in Kissingen

Niederschrift des Legationssekretärs Grafen Herbert von Bismarck

Kissingen, den 15. Juni 1877

Ich wünsche, daß wir, ohne es zu auffällig zu machen, doch die Engländer ermutigen, wenn sie Absichten auf Ägypten haben: ich halte es in unserem Interesse und für unsere Zukunft [für] eine nützliche Gestaltung, einen Ausgleich zwischen England und Rußland zu fördern, der ähnliche gute Beziehungen zwischen beiden, wie im Beginn dieses Jahrhunderts, und demnächst Freundschaft beider mit uns in Aussicht stellt. Ein solches Ziel bleibt vielleicht unerreicht, aber wissen kann man das auch nicht. Wenn England und Rußland auf der Basis, daß ersteres Ägypten, letzteres das Schwarze Meer hat, einig würden, so wären beide in der Lage, auf lange Zeit mit Erhaltung des status quo zufrieden zu sein, und doch wieder in ihren größten Interessen auf eine Rivalität angewiesen, die sie zur Teilnahme an Koalitionen gegen uns, abgesehn von den inneren Schwierigkeiten Englands für dergleichen, kaum fähig macht.

* In einem weiteren Bericht des Grafen Münster vom 12. Juni wird mitgeteilt, daß sogar die Königin von England den lächerlichen Gerüchten über Absichten Deutschlands auf Holland Glauben geschenkt habe und erst durch Lord Odo Russell, den englischen Botschafter in Berlin, bei seinem Besuch in Balmoral von deren Unwahrheit überzeugt worden sei.

Ein französisches Blatt sagte neulich von mir, ich hätte „le cauchemar des coalitions"; diese Art Alp wird für einen deutschen Minister noch lange, und vielleicht immer, ein sehr berechtigter bleiben. Koalitionen gegen uns können auf westmächtlicher Basis mit Zutritt Österreichs sich bilden, gefährlicher vielleicht noch auf russisch-österreichisch-französischer; eine große Intimität zwischen zweien der 3 letztgenannten Mächte würde der dritten unter ihnen jederzeit das Mittel zu einem sehr empfindlichen Drucke auf uns bieten. In der Sorge vor diesen Eventualitäten, nicht sofort, aber im Lauf der Jahre, würde ich als wünschenswerte Ergebnisse der orientalischen Krisis für uns ansehn: 1. Gravitierung der russischen und der österreichischen Interessen und gegenseitigen Rivalitäten nach Osten hin, 2. der Anlaß für Rußland, eine starke Defensivstellung im Orient und an seinen Küsten zu nehmen, und unseres Bündnisses zu bedürfen, 3. für England und Rußland ein befriedigender status quo, der ihnen dasselbe Interesse an Erhaltung des Bestehenden gibt, welches wir haben, 4. Loslösung Englands von dem uns feindlich bleibenden Frankreich wegen Ägyptens und des Mittelmeers, 5. Beziehungen zwischen Rußland und Österreich, welche es beiden schwierig machen, die antideutsche Konspiration gegen uns gemeinsam herzustellen, zu welcher zentralistische oder klerikale Elemente in Österreich etwa geneigt sein möchten.

Wenn ich arbeitsfähig wäre, könnte ich das Bild vervollständigen und feiner ausarbeiten, welches mir vorschwebt: nicht das irgend eines Ländererwerbes, sondern das einer politischen Gesamtsituation, in welcher alle Mächte außer Frankreich unser bedürfen, und von Koalitionen gegen uns durch ihre Beziehungen zueinander nach Möglichkeit abgehalten werden. —

Die Okkupation Ägyptens würde nach Englands Ansicht nicht hinreichen, um die Schwierigkeit wegen der Dardanellen zu heben: Das System des Doppelverschlusses mit den Dardanellen für England und den Bosporus für Rußland hat für England die Gefahr, daß seine Dardanellenbefestigungen unter Umständen durch Landtruppen leichter genommen als verteidigt werden können; das wird auch wohl die russische Mentalreservation dabei sein, und für ein Menschenalter sind sie vielleicht mit dem Schluß des Schwarzen Meeres zufrieden. Diese Frage bleibt Sache der Verhandlungen, und das Gesamtergebnis, wie es mir vorschwebt, könnte sich ebenso gut nach, wie vor den entscheidenden Schlachten dieses Krieges ausbilden. Ich würde es für uns als ein so wertvolles ansehn, daß es die damit wahrscheinlich verbundene Schädigung unserer Pontusinteressen überwiegen würde, abgesehen von der möglichen Sicherung der letzteren durch die Verträge. Auch wenn ein englisch-russischer Krieg sich nicht sollte verhüten lassen, würde meiner Meinung nach unser Ziel dasselbe bleiben, d. h. die Vermittlung eines beide auf Kosten der Türkei befriedigenden Friedens. pp.

Nr. 295

Der Botschafter in London Graf Münster an den Reichskanzler Fürsten von Bismarck

Ausfertigung

Nr. 106 London, den 28. Juni 1877

Nubar Pascha ist seit einigen Tagen wieder hier, und habe ich ihn öfters gesehen.

Nubar Pascha will, wie ich schon früher Eurer Durchlaucht zu berichten die Ehre hatte, Ägypten gern unter englischen Schutz gestellt wissen, und ich habe Grund anzunehmen, daß er, trotz der Ungnade des Khediven, im Einverständnis mit ihm handelt.

Mit den Mitgliedern des Kabinetts hier steht Nubar Pascha in keiner Verbindung, er sowohl als sie haben bei seinem ersten Hiersein und auch jetzt jeden Verkehr vermieden. Er klagt sehr über die Sorglosigkeit, den Mangel an Voraussicht und Energie der jetzigen Regierung und sagt, die einzigen Engländer, welche die Notwendigkeit Ägyptens für England nicht begreifen, seien die jetzigen Minister. Der englische Löwe scheine ihm überhaupt so fest zu schlafen, daß er im Schlafe die Zähne und Krallen leicht verlieren könnte.

In der City, in der Armee und bei allen Beamten im Foreign Office, India Office und im Finanzministerium hat Nubar Pascha die freundlichste Aufnahme gefunden; dort wird verstanden, wo die wirklichen Interessen liegen, und es wird über die Minister gelacht, welche die Annexion Ägyptens als unmoralisch verwerfen, während sie ganz ruhig die Annexion der Transvaal-Republik, eines Landstriches etwa von der Größe Frankreichs, ruhig sanktionieren und sich damit rühmen.

Lord Derby, der am meisten gegen jede aktive Politik ist, sagt stets, daß, wenn England selbst an Vergrößerung seiner Macht denke, es Rußland nicht verhindern könne, dasselbe zu tun. Er vergißt dabei, daß seine Politik Rußland so gewiß nicht daran hindert.

Die hiesigen Staatsmänner kommen mir immer mehr als reiche Dilettanten vor, welche von einem Tage zum andern leben, an die zukünftige Machtstellung ihres Landes nicht denken und sich die Situation nicht ganz klar machen.

Es gibt jetzt, wie sich die Dinge im Oriente gestaltet haben, nur zwei Richtungen, in denen England sich bewegen kann. Entweder es muß mit der traditionellen Politik an der Integrität des türkischen Reiches festhalten, dann muß es, wie es im Krimkriege geschah, für die Türkei die Waffen ergreifen, oder es muß die Erbschaft der Türkei mit Rußland teilen und sich über die beiderseitige Machtvergrößerung gütlich oder im Kriege auseinandersetzen. Dazu finden bis jetzt die englischen Staatsmänner nicht den richtigen Entschluß, kommen weder dazu, die türkische Integrität zu schützen, noch die Machterweiterung Rußlands zu hindern, und geraten dadurch in Schwankungen und

Widersprüche, welche beim weiteren Vorgehen Rußlands immer fühlbarer und schwieriger werden müssen. England ist gegen Rußland im Nachteile, weil es einem festen Plane, bestimmten Zielen planlos gegenübersteht.

Was Rußland will, hat es in den Friedensbedingungen, welche Graf Schuwalow hier vertraulich mitteilte, sehr deutlich gesagt. Es will die unbedingte und ausschließliche Herrschaft über das Schwarze Meer, welches, wenn auch die asiatischen Hafenplätze in russischen Händen sind, ein russischer Binnensee werden soll, will die Verteidigungslinie von Konstantinopel, die Donau und womöglich den Balkan niederreißen und will dann unter russischer Machtsphäre und russischem Protektorate eine ohnmächtige Türkei noch fortleben lassen, um bei zukünftigen Verwickelungen in Europa mit Konstantinopel machen zu können, was es will.

Will England das nicht hindern, will es aber auf der anderen Hand seine Kommunikationen in Indien nicht preisgeben, will es nicht in Indien, im Oriente und in Europa alles Ansehen verlieren, so muß es der Selbsterhaltung wegen seine Position im Mittelländischen Meere stärken. Das kann aber mit praktischem Erfolge nur durch den Besitz Ägyptens geschehen. Wären sich die englischen Staatsmänner nur ganz klar darüber, verfolgten sie das Ziel mit Energie und Konsequenz, so könnten sie es erreichen, ohne darum notwendigerweise Krieg mit Rußland führen zu müssen.

Das läßt sich aber auch nur machen, wenn England sich entschlossen und mächtig zeigt.

Die Idee, ein Expeditionskorps nach Candia, Alexandrien oder Gallipoli zu senden, und zwar ein Korps, welches stark genug wäre, um Konstantinopel zu halten, hat vom englischen Standpunkte viel für sich, und hätte sich England dazu in dem Augenblicke entschlossen, wo Rußland den Pruth überschritt, es wäre früher zum Frieden gekommen wie jetzt.

Dann kann England der Türkei gegenüber die Bedingungen stellen, unter denen es ihre* Hauptstadt schützen würde. Es wird noch daran gedacht, es werden bis jetzt noch mehr theoretische Vorbereitungen dazu getroffen, und möglich ist es, daß es noch dazu kommt.

Die Idee, welche Nubar Pascha hier angeregt hat, und die viel Anklang auch bei Lord Beaconsfield finden soll (das liegt in der Rasse), ist die, Ägypten gewissermaßen zu kaufen, d. h. die Türkei für den ägyptischen Tribut, der ja bekanntlich für die türkische Anleihe von 1854 hier verpfändet ist, zu entschädigen, und dafür ein Kapital oder eine jährliche Rente zu zahlen, und dann mit Ägypten ein Abkommen zu treffen.

Ganz wie ein Handelsgeschäft lassen sich aber doch solche Machtveränderungen nicht behandeln, und so wird, so beachtenswert auch

---

* Im Original steht versehentlich: „seine“ geschrieben.

dieser Gedanke ist, er sich so ohne weiteres, wie Nubar Pascha anzunehmen scheint, nicht ausführen lassen.

Sieht man täglich, wie jeder unabhängige, denkende Engländer die Erwerbung Ägyptens für durchaus notwendig hält, und sieht auf der anderen Seite, wie die Regierung selbst und die leitenden Staatsmänner davor zurückschrecken, so sucht man nach dem Grunde, der sie so ängstlich macht. Die Besorgnis vor Komplikationen mit Frankreich spielt dabei eine große Rolle. Daß die Akquisition Ägyptens durch England ein empfindlicher Schlag für Frankreich sein würde, ist richtig, und deshalb liegt sie so sehr im deutschen Interesse; unrichtig ist es aber, wenn England durch Besorgnis vor Frankreich sich davon abhalten ließe, und noch unrichtiger sind die Voraussetzungen, von denen dabei einige englische Staatsmänner, und ich glaube in gewisser Weise Lord Derby selbst, ausgehen. Sie sagen: Frankreich werde, wenn es im Mittelländischen Meere einen Teil der Macht einbüße, in der Folge suchen müssen, im Norden und am Kanal sie wieder zu gewinnen. Es müsse dann alles daran setzen, Belgien mit Antwerpen zu bekommen, und ganz unmöglich würde das nicht sein, da Deutschland durch die Akquisition Hollands befriedigt werden könnte.

Es ist ganz merkwürdig, wie diese letztere Idee hier bei den doch sonst so praktischen und vernünftigen Engländern Glauben gefunden hat.

Lord Derby habe ich doch von der Haltlosigkeit dieser Idee einigermaßen überzeugt, und auch Lord Odo Russell hat entschieden in demselben Sinne gewirkt.

Lord Odo Russell ist ein entschiedener Anhänger einer aktiven Politik und ist namentlich durchaus für die Akquisition Ägyptens; er klagte aber auch sehr darüber, daß er im Kabinett niemanden habe finden können, der ernstlich diesen Plan verfolge, während die öffentliche Meinung in England, seiner Überzeugung nach, demselben auch günstig ist und kein Opfer scheuen würde, um ihn auszuführen.

Die Besorgnis vor deutschen Vergrößerungsplänen wird hier fortwährend von Frankreich aus genährt, und auch von russischer Seite ist entschieden in dem Sinne hier gewirkt worden. Hier in der Aristokratie hat Frankreich sowohl durch die Orléans, die hier so lange lebten, als auch aus der Zeit des Kaiserreiches noch viele Verbindungen, und das erklärt den Einfluß, den es hier trotz aller Niederlagen, trotz aller Wirren im Innern bewahrt hat.

Die letzten Vorgänge in Frankreich haben allerdings hier auch bei der Regierung einen sehr unangenehmen Eindruck gemacht, und mein französischer Kollege beklagte sich bei mir bitter über Lord Derby, der das jetzige französische Ministerium mit großem Mißtrauen betrachte und die Handlungsweise des Marschalls nach seinen englischen konstitutionellen Ideen beurteile.

Daß übrigens von Frankreich alles geschieht, um die englischen Pläne auf Ägypten zu hintertreiben, versteht sich von selbst.

Fasse ich die Situation kurz zusammen, so steht England in diesem Augenblicke den übrigen Mächten ziemlich isoliert gegenüber.

Die Verhandlungen mit Rußland wegen der möglichen Friedensbasis sind, wie ich zu berichten die Ehre hatte, ganz abgebrochen. Die Grenze des zukünftigen Bulgariens und die Dardanellenfrage bilden das Haupthindernis einer möglichen Verständigung.

Mit Österreich herrscht keine Verständigung, wenn auch eine gewisse Geneigtheit hier dazu vorhanden wäre.

Daß die englischen Interessen mit denen Deutschlands fast identisch sind, wird im Volke noch mehr begriffen als bei der Regierung und der Aristokratie, ich habe aber die Überzeugung, daß die Notwendigkeit eines guten Einverständnisses zwischen beiden Regierungen bald mehr und mehr verstanden werden wird.

Münster

Nr. 296

Der Botschafter in Konstantinopel Prinz Heinrich VII. Reuß an den Reichskanzler Fürsten von Bismarck

Privatbrief. Ausfertigung

Ganz vertraulich Bujukdere, den 10. Juli 1877

Wie Eurer Durchlaucht zu melden ich die Ehre hatte, hat mich der Herzog von Edinburg* hier besucht und hat auch am nämlichen Tage bei mir gespeist. Der Prinz sprach sich in sehr offener Weise über die politische Lage aus und tadelte in den schärfsten Ausdrücken die Politik der jetzigen englischen Regierung, die in falscher Auffassung der „british interests" England zum Kriege treiben werde. Er selbst sei ein guter Patriot, und Englands Interessen gingen ihm über alles, aber er könne nicht einsehen, wie durch eventuelle russische Siege die englischen Interessen in Indien bedroht sein sollten. England fordere die Freiheit des Suez-Kanals, also eine im türkischen Gebiet befindliche Wasserstraße, und wolle nicht zugeben, daß Rußland die Freiheit der anderen im türkischen Gebiet belegenen Wasserstraße, des Bosporus, als für seine Interessen notwendig verlange. Das sei unlogisch.

Alle Versicherungen, welche Rußland in dieser Hinsicht gegeben habe und noch geben werde, würden bei den englischen Ministern taube Ohren finden. Und leider könne er mir nicht verhehlen, daß Ihre Majestät die Königin in diesem Punkte noch schroffer denke als höchstihre Minister. Das Mißtrauen der Königin in das Wort des Kaisers Alexander sei unüberwindlich, und der Glaube, daß Rußland die englischen Interessen angreifen werde, wo es auch immer sei, so fest ein-

* Herzog Alfred von Edinburg, zweiter Sohn der Königin Viktoria war bekanntlich mit der einzigen Tochter Kaiser Alexanders II. von Rußland vermählt.

gewurzelt, daß er fürchte, die Königin würde den Krieg gegen Rußland als eine legitime Verteidigung der englischen Interessen ansehen und denselben daher eher aufsuchen, als ihm aus dem Wege gehen. Er, der Prinz, tue sein möglichstes, um Ihre Majestät in eine andere Bahn zu bringen, aber umsonst. Als Antwort auf seine brieflichen Auseinandersetzungen erhalte er nur Vorwürfe und Verweise, daß er nichts von der russischen Agression noch von den englischen Interessen verstände. Es gäbe seiner Ansicht nach nur ein Mittel, die Königin von einem feindlichen Vorgehen gegen Rußland abzuhalten, und dies sei der Einfluß, den Seine Majestät der Kaiser und König, unser allergnädigster Herr, auf sie auszuüben imstande sei. Das Wort Seiner Majestät sowie der moralische Einfluß Deutschlands übe eine große Macht auf die Königin aus. Wenn sie überhaupt Sympathien für eine Macht hätte, so seien diese einzig und allein Deutschland zugewendet.

Der Prinz fragte mich wiederholt, welches die Ansichten der Kaiserlichen Regierung über eine englische Einmischung in den Krieg seien. Ich habe ihm erwidert, Deutschland habe hier nur sehr wenig Interessen, mische sich also in nichts. Das schließe aber nicht aus, daß die Kaiserliche Regierung den dringenden Wunsch hege, daß der Krieg lokalisiert bleibe und daß nicht noch andere Mächte hineingezogen würden.

Der Prinz sagte mir, er stände jetzt sehr isoliert mit seinen Ansichten, er sei aber überzeugt, daß wenn jetzt allgemeine Wahlen in England vorgenommen werden würden, dieselben gegen den Krieg ausfallen würden.

Ich habe geglaubt, Eure Durchlaucht in dieser ganz vertraulichen Weise von den Ansichten des Herzogs von Edinburg in Kenntnis setzen zu sollen.

H. VII. P. Reuß

Bemerkung des Fürsten von Bismarck am Kopf des Schriftstücks:
Ich habe mich in Berlin gegen den engl[ischen] Botschafter sehr ausführlich u[nd] namentlich gegen Englands Eingreifen ausgesprochen. Von der außerdienstlichen Einmischung prinzlicher Einflüsse u[nd] persönlichem Apell S[eine]r Maj[estät] an die Kön[igin] Victoria über die Köpfe der engl[ischen] Minister hinweg erwarte ich nur Trübung unsrer Beziehungen zu England aber keinen practischen Erfolg für den Frieden. Danach ist Pr[in]z Reuß vertraulich zu schreiben u[nd] dieser Brief zu secreten Acten zu nehmen.

Nr. 297

Aufzeichnung des Hilfsarbeiters im Auswärtigen Amt von Kurowsky, z. Z. in Varzin

Varzin, den 31. Juli 1877

Die orientalische Frage betreffend bemerkte der Herr Reichskanzler, es möchte an Fürst Hohenlohe geschrieben werden, es sei kaum ein Zweifel darüber möglich, daß von seiten Frankreichs in London Ver-

suche gemacht worden seien, das englische Kabinett für eine Mediation zu gewinnen. Die Russen nähmen solches mit Gewißheit an, und zwar auf Grund ihrer Berichte, bei denen man doch eher die Neigung voraussetzen sollte, das Gegenteil glaublich zu machen. Jedenfalls würden die Russen in einem Vermittlungsversuche, der nicht von ihnen selbst angeregt worden, einen wenig freundschaftlichen Akt erblicken. Es sei dies ihm (dem Reichskanzler) um so verständlicher, wenn er sich die Sorgen vergegenwärtige, mit denen er im Jahre 1870 während der Verschleppung der Belagerung von Paris der Möglichkeit von Vermittlungsversuchen seitens neutraler Mächte entgegengesehen habe. Unsere Politik stehe nach den allerhöchsten Intentionen dahin fest, daß wir uns nur dann auf eine Vermittlung einlassen würden, wenn Rußland selbst uns dazu vertraulich oder amtlich aufforderte. Es würde jedoch nicht nützlich sein, dies den Franzosen mit derselben Bestimmtheit zu sagen, wie es hier ausgesprochen sei, und sei es dem Reichskanzler ganz erwünscht, daß Fürst Hohenlohe zu der Insinuation des Herzogs Decazes geschwiegen habe.

Ein türkisches Ansuchen um unsere Vermittlung würde uns in einige Verlegenheit bringen, er sei jedoch nicht zweifelhaft, daß wir ein solches Ansuchen abzulehnen haben würden.

Daß die Forderung der Autonomie sich auf Bulgarien nördlich des Balkans beschränken werde, sei — nach dem dort ausgebrochenen Rassenkampfe — weniger wahrscheinlich als früher, wenn nicht etwa die russischen Waffen Unglück haben sollten. pp.

Kurowsky

Nr. 298

Der Legationssekretär Graf Herbert von Bismarck, z. Z. in Varzin, an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Eigenhändig

Varzin, den 25. November 1877

Der Reichskanzler bittet Euere Exzellenz, den beigehend ganz gehorsamst zurückgereichten Bericht aus Bujukdere Nr. 383 dem Botschafter in Wien mitteilen und dabei sagen zu wollen, wir könnten uns unmöglich auf eine Mediation einlassen, bei der wir die türkische Sache bei der russischen Regierung zu plädieren haben würden: Unsere Verhältnisse zu Rußland wären uns bei den weiten Grenzbeziehungen zu diesem Reiche viel wichtiger als die ganze Türkei, und wir wären fest entschlossen, darin nicht eine ganz unnötige Trübung durch Übernahme einer Vermittlung eintreten zu lassen: Wir könnten auch kaum glauben, daß die Vermittlung einer anderen Macht so eingerichtet werden könnte, daß sie nicht den Charakter einer Pression auf Ruß-

land annehme: unter dem Druck einer solchen würde den Russen das Nachgeben aber nur erschwert werden. Die Besorgnis, daß etwa bei direkten Verhandlungen zwischen Rußland und der Türkei ein Frieden geschlossen werden könnte, welcher den Interessen Österreichs zu nahe trete, würde sich praktisch kaum bestätigen: die Auffassung beider Kriegführenden würde zunächst doch sehr weit von einander abweichen, die Pforte aber, ehe sie sich weitgehenden russischen Forderungen fügte, jedenfalls Zeit haben, den anderen Kabinetten dann Mitteilung zu machen, und sie in die Verhandlungen hineinzuziehen. Wenn die russischen Forderungen so gemäßigt sein sollten, daß die Türkei sie sofort anzunehmen bereit wäre, dann wäre auch wohl gewiß, daß sie an die österreichischen Interessen nicht hinanreichen würden.

Der Reichskanzler bittet, den Grafen Stolberg in diesem Sinne instruieren zu wollen und ihn zu beauftragen, daß er sich dem Grafen Andrássy gegenüber danach ausspreche — aber nicht in Form einer Note, deren Inhalt nachher den Wiener Zeitungen bekannt würde, sondern in mehr vertraulicher Weise.

Dieselben Gedanken wünscht der Reichskanzler mutatis mutandis auch dem Grafen Münster nach London mitzuteilen, und dabei besonders hervorzuheben, wie es nicht anzunehmen sei, daß selbst bei Anknüpfungsversuchen unvermittelter Verhandlungen zwischen den Kriegführenden eine auch nur präliminäre Verständigung erzielt werden würde: die beiderseitigen Standpunkte wären zu weit von einander entfernt.

Graf Bismarck

Nr. 299

Der Legationssekretär Graf Herbert von Bismarck, z. Z. in Varzin, an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Eigenhändig

Varzin, den 15. Dezember 1877

Zu Euerer Exzellenz geneigtem Bericht Nr. 51 vom 14. d. Mts.* bemerkte der Reichskanzler im Anschluß an seinen telegraphischen Erlaß Nr. 90 vom heutigen Tage, „wir könnten den Türken nur wiederholen, daß sie, wenn sie den Frieden ernstlich wollten, wohltun würden, sich an Rußland selbst zu wenden; uns erlaubten unsere neutralen und die nachbarlichen Beziehungen, in denen wir uns zu Rußland befänden, keinen Vermittlungsversuch. Über die Ursachen, die Rußland hätte, den Krieg fortzusetzen, hätten wir kein Urteil: wir bezögen uns den

* Wie Staatssekretär von Bülow am 14. dem Reichskanzler berichtete, hatte der türkische Botschafter Sadullah-Bey auf Grund eines Telegramms der Pforte vom 12. auch die deutsche Friedensmediation erbeten.

türkischen Protestationen gegenüber lediglich auf unsere der Pforte bekannten uninteressierten, friedlichen Bestrebungen während des verflossenen Jahres und bei der Konferenz in Konstantinopel, aus denen die türkische Regierung unsere Unparteilichkeit zur Genüge ersehen könnte. Über die Motive, von welchen sich zwei große Mächte bei ihrer Kriegführung leiten ließen, maßten wir uns aber kein Urteil an". pp.

Graf Bismarck

Nr. 300

Der Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow an den englischen Botschafter in Berlin Lord Odo Russell

Konzept

Berlin, den 3. Januar 1878

Herr Botschafter,

Ew. pp. geneigte Mitteilung vom 29. Dezember v. Js., welcher die Abschrift der unter dem 27. desselben Monats an den Botschafter Ihrer Großbritannischen Majestät in Petersburg erlassenen Instruktion des Herrn Grafen von Derby* beigefügt war, habe ich die Ehre gehabt zu erhalten und mich beeilt, dieselbe Seiner Majestät dem Kaiser und König, meinem allergnädigsten Herrn, vorzulegen.

Seine Majestät haben mit Interesse von dem Inhalte dieser Schriftstücke Kenntnis genommen. Allerhöchstdieselben begegnen sich mit der Königlich Großbritannischen Regierung in dem lebhaften Wunsche, daß der gegenwärtig zwischen Rußland und der Türkei geführte Krieg bald durch Abschluß eines Friedens sein Ende finden möge. Die durchaus neutrale und reservierte Haltung, welche seit Ausbruch des Krieges für die in den orientalischen Angelegenheiten direkt nicht beteiligte deutsche Politik maßgebend gewesen ist, würde jedoch der Regierung Seiner Majestät auch jetzt nicht gestatten, auf Anregung des einen der kriegführenden Teile bei dem anderen eine

---

* In seiner Depesche vom 27. Dezember 1877 an Odo Russell hatte der Earl of Derby mitgeteilt, daß er den Botschafter in Petersburg beauftragt habe, der russischen Regierung die Frage vorzulegen, „ob S. M. der Kaiser von Rußland geneigt sei, Eröffnungen in bezug auf den Frieden entgegenzunehmen (agréer des ouvertures de paix)". Zugleich sprach die englische Regierung die Hoffnung aus, daß „die von ihr ergriffene Initiative nicht minder die Unterstützung der Deutschen Regierung wie diejenige der übrigen neutralen Mächte finden möge, die mit dem Gouvernement Ihrer Majestät in dem Wunsche übereinstimmen müssen, zur Beendigung des Krieges beitragen zu können". Fürst Gortschakow ließ am 30. Dezember durch Oubril in Berlin mitteilen, er habe auf Befehl des Kaisers auf die englische Frage geantwortet: Rußland wolle den Frieden, aber keinerlei Mediation eines Dritten; die Pforte möge sich direkt an die russischen Höchstkommandierenden in Asien und Europa wenden, um von ihnen die Bedingungen für eine Unterbrechung der Feindseligkeiten zu erfahren.

Friedensvermittlung eintreten zu lassen oder an einer solchen sich zu beteiligen. In diesem Sinne hat die Kaiserliche Regierung sich bereits der Anfrage gegenüber ausgesprochen, welche die Pforte durch das Zirkular vom 12. Dezember v. Js., bezüglich der Einleitung von Friedensverhandlungen mit dem russischen Kabinette, an sie richtete.

Indem ich mich beehre, Ew. pp. von dieser Auffassung der Kaiserlichen Regierung ganz ergebenst in Kenntnis zu setzen, benutze ich die Gelegenheit zur erneuten Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung. B. Bülow

Nr. 301

Der Botschafter in Konstantinopel Prinz Heinrich VII. Reuß an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 25 Pera, den 15. Januar 1878

Vertraulich

Euer Exzellenz habe ich bereits mehrfach die Ehre gehabt, von der Rolle zu sprechen, welche der englische Botschafter, ob mit oder ohne Auftrag seiner Regierung, seit dem 11. Dezember, dem Tage des Bekanntwerdens von der Übergabe der Armee von Plewna, gespielt hat.

Er ist nach der einen Seite hin nicht müde geworden, der Pforte von dem Betreten des einzigen richtigen Weges, nämlich der direkten Verhandlung mit Rußland, abzuraten, und nach der anderen Seite hin, wie dies aus den mir von ihm bekanntgewordenen Reden hervorging, seine Regierung in eine aktive türkenfreundliche Politik hineinzutreiben.

Ich stehe hier nicht allein mit der Ansicht, daß das Ende dieses Krieges dadurch bedeutend verzögert, diese Politik daher für die Türkei sehr verhängnisvoll gewesen ist.

In den letzten acht Tagen, trotz der immer unzweideutigeren Kundgebungen der englischen Minister, daß England keine kriegerische Politik wolle, sind diese Bemühungen nicht eingestellt worden. Obwohl es den Pfortenministern immer deutlicher wurde, daß sie nichts von England zu erwarten haben würden, so unterließen sie es doch nicht, sich immer wieder Rats beim englischen Botschafter zu erholen.

Edhem Pascha wurde abgesetzt, weil sich der Sultan entschlossen hatte, mit der Politik seines Großwesirs, der den Krieg bis aufs äußerste für die Unabhängigkeit und Integrität der Türkei wollte, zu brechen und den Frieden nachzusuchen. Und dennoch hatte Server-Pascha tägliche Konferenzen mit Herrn Layard, der ihm alle seine Schritte diktierte und ihm noch in der elften Stunde vorspiegelte: England werde es als eine Beleidigung ansehen, daß Rußland nicht die einfache Waffenruhe, sondern den Waffenstillstand mit Friedenspräliminarien verlange.

Wie mir aus guter Quelle mitgeteilt worden ist, hat mein englischer Kollege in diesen letzten Tagen alles aufgeboten, um dieser Ansicht im Kabinett von St. James Geltung zu verschaffen. Er erhielt keine Antwort, und ich glaube nicht fehlzugreifen, wenn ich annehme, daß das Zaudern der Pforte, das unnütze Hinausschieben der Abreise der Bevollmächtigten nach dem russischen Hauptquartier dem Umstand zuzuschreiben ist, daß die Minister seitens der englischen Botschaft immer noch mit der Hoffnung vertröstet wurden, es werde die gewünschte Antwort kommen, oder bei der am 17. d. [Mts.] festgesetzten Eröffnung des Parlaments werde sich ein Umschwung der englischen Politik zugunsten der Türkei vollziehen.

Eine Antwort ist nun zwar gekommen, wie mir aus derselben sichern Quelle versichert wird. Aber sie enthielt nur den Auftrag, der Botschafter möge der Pforte raten, den Frieden zu machen, so gut sie es könne. England reserviere sich für später, seine Interessen zu wahren.

H. VII. P. Reuß

Nr. 302

Der Legationssekretär Graf Herbert von Bismarck, z. Z. in Varzin, an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Eigenhändig

Varzin, den 20. Januar 1878

Euerer Exzellenz geneigte Aufzeichnung vom 19. d. Mts., betreffend die russisch-türkische Friedensverhandlung*, hat der Reichskanzler erhalten, und bemerkte dazu, es würde auf das vom türkischen Botschafter übergebene Telegramm zunächst gar nichts zu erwidern, sondern demselben nur zu sagen sein, daß wir noch keinen Bericht vom Prinzen Reuß hätten, und uns vor Eintreffen eines solchen nicht aussprechen könnten, da in dem Telegramm mehrfach auf unseren Botschafter Bezug genommen wäre.

„Demnächst" — fuhr der Reichskanzler fort — „ist es gar nicht zweifelhaft, daß wir eine influence modératrice auf den Kaiser von Rußland im gegenwärtigen Moment nicht ausüben können, weil in einer so kritischen Lage der beiden Kriegführenden jeder Druck auf einen von beiden, wenn er von einer großen benachbarten Macht ausgeht, doch ein Heraustreten aus der Neutralität und eine Parteinahme gegen denjenigen sein würde, auf den dieser Druck geübt werden soll. Es kann dies dem türkischen Botschafter mit dem Hinzufügen gesagt

* Laut Aufzeichnung Bülows vom 19. Januar hatte der türkische Botschafter amtlich ersucht, daß der Deutsche Kaiser einige Worte nach Petersburg gelangen lasse, die geeignet wären, einen mäßigenden Einfluß auf den Kaiser von Rußland auszuüben.

werden, daß wir außerdem mit Rußland und den anderen Konferenzmächten im Interesse der christlichen Untertanen der Pforte gewisse gemeinsame Wünsche hätten und noch nicht wüßten, ob und inwieweit die Pforte geneigt wäre, auf diese Wünsche einzugehn, da wir weder den Stand der Verhandlungen noch die Bedingungen einer der beiden Mächte kennten und unmöglich einen abmahnenden Einfluß auf Rußland ausüben könnten, insoweit es für Erfüllung dieser Wünsche tätig wäre. Der Versuch einer Einwirkung auf einen der Kriegführenden wäre überhaupt nicht tunlich, solange man nicht den Stand der Unterhandlungen und den Inhalt der etwa geforderten oder abgelehnten Bedingungen kennte. Eine ganz allgemeine Appellation an die Versöhnlichkeit des Kaisers Alexander würde den freundschaftlichen Gesinnungen des Kaisers für den Sultan vollständig entsprechen, aber ein praktisches Ergebnis voraussichtlich nicht haben, da Kaiser Alexander sowohl aus eigenem Gefühl, wie aus Rücksicht auf die übrigen europäischen Mächte seine Friedensbedingungen auf das Maß reduzieren würde, welches ihm die Interessen Rußlands vorschrieben. Nur durch einen auf Rußland zu übenden politischen Druck würde sich der Kaiser Alexander bestimmen lassen, unter dieses Maß in seinen Bedingungen hinunterzugehn; — einen solchen politischen Druck zu üben, wäre aber weder mit der Neutralität noch mit den Interessen Deutschlands als Nachbar Rußlands verträglich."

In diesem Sinne — so schloß der Reichskanzler — könnte auf die türkischen Wünsche demnächst geantwortet werden; vorläufig bittet er aber Euere Exzellenz, Sadullah-Bey nichts davon zu sagen, sondern ihn warten zu lassen, bis Nachricht von Prinz Reuß eingetroffen wäre.

Graf Bismarck

Kapitel XII

Berliner Kongreß 1878

A

Vorverhandlungen zwischen Wien, Petersburg und Berlin

Nr. 303

Der österreich-ungarische Minister der Auswärtigen Angelegenheiten Graf Andrássy an den österreich-ungarischen Botschafter in Berlin Grafen Károlyi*

Abschrift, vom Grafen Károlyi dem Staatssekretär von Bülow überreicht

Wien, 28. Jänner 1878

Ich habe von Ew. Exzellenz Telegramm Nr. 15 mit großem Interesse Kenntnis genommen und werde den Inhalt mit Graf Stolberg besprechen.

Aus unserer telegraphischen Korrespondenz mit Rußland über die Friedenspräliminarien, welche Ihnen mein Erlaß vom vorgestrigen Tage mitteilt, geht hervor, daß Rußlands Worte mit seinem Vorgehen nicht im Einklange sind.

Am 15. d. Mts. habe ich dem Fürsten Gortschakow dargelegt, daß durch Präliminarien, welche unserer Einflußnahme auf den Frieden vorgreifen, Österreich-Ungarn eludiert erscheinen würde, und ihn beschworen, kein fait accompli zu schaffen, dessen Wirkungen nicht zu ignorieren wären. Am 17. hat Fürst Gortschakow dem Baron Langenau** beteuert, daß diese Absicht ihm fern liege, und daß die Präliminarien bloß allgemein prinzipieller Natur sein sollen.

Herr von Nowikow*** sagte mir ebenfalls, die Stipulationen werden sich auf „ganz allgemeine Basen" beschränken und unserer Einflußnahme nicht vorgreifen.

Mittlerweile hat die Pforte, durch die Gefahr des Einmarsches nach Konstantinopel terrorisiert, Präliminarien angenommen, die sie noch verheimlicht, die mir aber Herr von Nowikow vorgestern nachträglich mitgeteilt hat. Diese Stipulationen r e g e l n alle konkreten Friedens-

* Am 9. Dezember hatte Kaiser Alexander II. von Rußland dem Kaiser Wilhelm I. und gleichzeitig dem Kaiser Franz Joseph vertraulich Kenntnis von den in dreizehn Punkte gegliederten Friedensbedingungen gegeben, die er der Türkei zu stellen gedenke. In seiner Antwort vom 30. Dezember brachte Kaiser Wilhelm zum Ausdruck, daß er vom deutschen Standpunkte gegen diese Bedingungen nichts einzuwenden habe; jedoch gab er der Besorgnis Ausdruck, daß Rußlands Aspirationen dem Einverständnis mit Österreich und der Aufrechterhaltung des Drei-Kaiser-Bündnisses schädlich werden könnten. Österreich setzte in der Tat den russischen Vorschlägen entschiedenen Widerstand entgegen; vgl. darüber E. v. Wertheimer, Graf Julius Andrássy, Bd. 3 (1913), S. 58 ff. Um seinen Widerspruch durchführen zu können, suchte Graf Andrássy vor allem Rückhalt in Berlin.

** Österreich-ungarischer Botschafter in Petersburg.

*** Russischer Botschafter in Wien.

punkte: wie beispielsweise die Ausdehnung von Bulgarien, die Zession der Dobrudscha etc. und lassen uns nur die Ratifikation übrig.

Rußland hat also falsch gespielt. Fürst Gortschakow scheint die ganze Orientfrage mit einem ähnlichen coup wie 1871 die Pontusaffäre* erledigen zu wollen. Uns ist das Unterschreiben und die Erniedrigung vorbehalten. In einer solchen Situation kann sich kein Minister weder vor dem österreichischen noch vor dem ungarischen Parlamente halten; ich am wenigsten.

Indem diese Friedenspräliminarien bekannt werden, erscheint die k. und k. Regierung vor der öffentlichen Meinung durch Rußland in einer Weise hintergangen, welche uns eine unverzügliche ostensible Verwahrung zur Pflicht macht.

Wir sind daher gezwungen, in St. Petersburg, eventuell auch vor der Legislative formell zu erklären, daß die Türkei auf ihre eigenen Rechte verzichten konnte, wir daher die Gültigkeit der Abmachungen für die Pforte nicht in Frage stellen, daß aber europäische Verträge durch einzelne Mächte nicht gelöst werden können, und daß wir die der Pforte aufgezwungenen Konditionen, sofern sie unsere Interessen als Nachbarstaat und unsere Rechte als Signatarmacht berühren, als für uns nichtig betrachten, bis wir in der Lage gewesen sind, unser gleichberechtigtes Votum bei Neukreierung der Zustände geltend zu machen.

Das Telegramm an Baron Langenau, welches diesen Schritt motiviert, finden Ew. Exzellenz zur konfidentiellen Mitteilung diesem Erlasse beigelegt.

Indem wir diese Erklärung abgeben, sehen wir zur Lösung nur die Alternative: Konflikt mit Rußland oder Konferenz.

Die russischen Präliminarien lassen uns als übergangen und düpiert erscheinen. Die Konferenz ist notwendig, um die Schädigung unseres Ansehens vor der öffentlichen Meinung zu sanieren. Sie wäre eine Satisfaktion, die uns Rußland gibt, die tatsächliche Anerkennung unseres Rechtes. Ist diese Sühne erfolgt, dann läßt sich die Kluft überbrücken und mit Ausnahme der Okkupation Bulgariens über den Frieden hinaus, sowie der gegen unsere Abmachungen verstoßenden Ausdehnung desselben auf Unkosten der griechischen und anderer Elemente im großen und ganzen das von Rußland aufgestellte Programm, inklusive die Retrozession von Beßarabien, durchführen.

Wir werden daher die Aufforderung zu einer Konferenz an die Mächte, in erster Linie an Rußland, richten.

Was den Ort betrifft, so kenne ich nur zwei Städte, wo dieselbe tagen könnte: Berlin und Wien.

Gegen Berlin spricht der Umstand, daß Deutschland daselbst sehr prononciert gegen die russischen Ansprüche auftreten müßte, um nicht

* Siehe Kap. IX.

vor der öffentlichen Meinung wenigstens von Österreich-Ungarn und möglicherweise von England den Schein zu haben, als hätte die deutsche Regierung die Rolle übernommen, durch die Einsetzung ihres ganzen Ansehens die Punkte von Kasanlik* durchzuführen.

In Wien brauchte die Haltung Deutschlands weniger hervorzutreten, weil die Tatsache, daß die Konferenz hier stattfände, als Rücksicht für unsere Wünsche gedeutet würde. Fürst Bismarck kennt meine Repugnanz gegen eine Konferenzarbeit; er wird überzeugt sein, daß mich nur die Überzeugung leitet, daß dies der einzige Weg ist, um einen Konflikt zu vermeiden und die Würde und Interessen der Monarchie zu wahren. Nur auf diese Weise läßt sich noch das Programm, welches wir mit Rußland vereinbart haben, im großen und ganzen durchführen, unseren Einfluß auf die Gestaltung der Dinge ersichtlich zu machen und die Krise wenigstens mit dem Scheine der Erhaltung der Drei-Kaiser-Entente zu Ende zu führen. Für Eines glaube ich mit voller Beruhigung einstehen zu können: daß nämlich Wien der Ort ist, wo bei unserem Verhältnisse zu Deutschland und zu England und bei den Anschauungen Seiner Majestät und den meinigen weder eine russisch-französische, wenn eine solche überhaupt denkbar wäre, noch eine französisch-englische Gruppierung zustande kommen kann.

Ew. Exzellenz wollen dieses Schreiben, sowie dessen Beilage unverweilt zur Kenntnis des Herrn von Bülow bringen und ihn mit Rücksicht darauf, daß wir gleichzeitig in diesem Sinne nach Petersburg telegraphieren, um beschleunigte Mitteilung an den Reichskanzler bitten.

Andrássy

Anlage

Copie

d'un télégramme chiffré** au Baron Langenau à St. Pétersbourg, en date de Vienne, le 28 janvier 1878

Aussitôt après avoir eu connaissance, par la voie de Constantinople, du télégramme de Son Altesse Impériale Monseigneur le Grand-Duc Nicolas à Son Excellence Réouf Pacha nous nous étions empressés de manifester au Cabinet de St. Pétersbourg la pénible surprise que nous causait la démarche du Commandant en chef des armées Impériales. Nous n'avons pas manqué de prévenir en même temps le Gouvernement Impérial de Russie que, si le projet d'imposer à la Porte des conditions de paix dans un tête-à-tête entre la Russie et la Turquie,

* Am 19. Januar waren die türkischen Bevollmächtigten Server Pascha und Namyk Pascha nach Kasanlik in das Hauptquartier des Großfürsten Nikolaus südlich des Schipkapasses gekommen, um wegen der Friedensbedingungen zu unterhandeln. Das Protokoll des ersten Übereinkommens wurde am 31. Januar in Adrianopel unterzeichnet. Siehe dasselbe in de Martens, Nouveau Recueil général de Traités II. Série, T. III, p. 240.

** Telegramm des österreich-ungarischen Ministers der Auswärtigen Angelegenheiten Grafen Andrássy.

— tel que cela semblait ressortir de la dépêche précitée du Grand-Duc, — devait se réaliser, nous nous verrions dans la nécessité d'élever la voix contre toute atteinte à nos intérêts pouvant résulter de la nature de pareils arrangements.

En réponse à cette communication le Cabinet de St. Pétersbourg nous a donné l'assurance tant par l'entremise de M. de Nowikow que par celle de M. le Baron de Langenau que les négociations de Kazanlik ne préjugeraient en rien notre légitime influence sur le règlement définitif de la paix.

M. de Nowikow m'a communiqué le 26 du ct. les conditions telles qu'elles résultent des instructions données à Son Altesse le Grand-Duc Nicolas. Immédiatement après, j'ai appris de source certaine qu'elles avaient été posées aux Turcs dès le 21 du ct. et qu'elles sont déjà acceptées par eux.

Il résulte également d'un avis confidentiel que le secret avait été imposé aux Turcs sous peine d'aggraver les conditions.

Nous éprouvons une douloureuse impression de voir que le Gouvernement Impérial russe n'a pas tenu compte de notre avis amical et loyal.

En effet, loin de se restreindre à un armistice militaire les arrangements intervenus à Kazanlik embrassent tout un programme politique d'un caractère définitif.

Les points relatifs à l'étendue de la Bulgarie et le fait que l'indépendance de la Roumanie et de la Serbie se trouve proclamée exclusivement par la Russie et la Turquie en opposition avec nos observations sur les notices et contrairement aux assurances qui nous ont été données, en vertu desquelles l'indépendance des dites Principautés ne devait pas être préjugée, mais serait à établir par une entente générale de l'Europe — nous présentent l'ensemble de la politique que nous aurions à faire approuver par nos Parlements — sous une forme qui la rendrait à peu près inacceptable. La part légitime d'influence sur les conditions de la paix, que nous nous étions réservée expressément dès le début de la guerre se trouve ainsi écartée de fait.

En face de cette situation il ne me reste que l'alternative, ou de donner ma démission, au risque de me voir remplacé par un Cabinet qui loin de pouvoir agir dans le sens de nos arrangements ne pourrait suivre qu'une ligne qui leur serait opposée et pourrait de la sorte priver l'Empereur et Roi de la possibilité de tenir Ses engagements — ou bien de sauvegarder l'honneur de la Monarchie et mon honneur personnel en déclarant que — sans mettre en question la validité des arrangements de Kazanlik en ce qui concerne la Porte nous ne pouvons pas reconnaître leur validité en tant qu'ils modifient les traités existants aussi longtemps qu'ils n'auront pas reçu la sanction des Puissances Garantes.

Cette déclaration suffira, je l'espère, pour sauvegarder la dignité

du Gouvernement et pour me permettre de rester à mon poste afin d'accomplir ma tâche. Elle ne sera pas suffisante cependant pour faire accepter à nos Chambres les résultats de notre politique tels qu'ils se présentent en y ajoutant la rétrocession de la Bessarabie — que l'Empereur et moi — nous avons à coeur de ne pas empêcher. Pour atteindre ce but, que je considère encore comme possible quoique rendre très-difficile, je ne vois qu'un moyen, un seul, à savoir la réunion d'une Conférence européenne qui pourrait convaincre l'Autriche-Hongrie qu'il lui a été conservé dans le concert des trois Empires la place qui lui revient par sa position géographique et par ses intérêts.

Ne laissez aucun doute dans l'esprit du P^ce^ Gortchacow que c'est le seul mode qui puisse aux yeux du public en Autriche-Hongrie légitimer l'attitude maintenue par le Gouvernement Impérial et Royal pendant la guerre, le seul qui puisse me permettre de porter plus longtemps la responsabilité pour la ligne de conduite concertée avec la Russie.

Votre Excellence est autorisée à communiquer cette dépêche à Son Altesse le Prince Chancelier et à lui en laisser une copie s'il le désire.

Nr. 304

Der Legationssekretär Graf Herbert von Bismarck, z. Z. in Varzin, an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Eigenhändig

Varzin, 29. Januar 1878

Zu Euerer Exzellenz geneigtem Telegramm Nr. 41 vom heutigen Tage bemerkte der Reichskanzler noch, er wäre sehr in Sorge über den Konferenzvorschlag des Grafen Andrássy: er hielte diese Maßregel für ungeschickt und unpraktisch und fürchte, daß, wenn die ganze Welt das erst fände, Graf Andrássy darüber zu Fall kommen könne.

Den Russen würde dieser österreichische „Schlag ins Wasser" wahrscheinlich ganz willkommen sein, weil sie nun von Neuem mit der Antwort Zeit gewinnen könnten, daß sie auf die Konferenz gern eingehen würden, sobald die anderen Mächte gefragt wären und sich darüber geäußert hätten, ob sie ihrerseits geneigt wären, eine Konferenz zu beschicken! Die einzige Erklärung für dieses Vorgehen des Grafen Andrássy würde darin liegen können, daß es ein parti pris wäre, auf diesem Wege — d. h. auf einer Konferenz — in das englische Lager überzuschwenken.

Wenn diese Idee dem Vorschlage aber nicht zugrunde läge, wäre es schwer, ihren Zweck zu verstehen.

Graf Bismarck

Nr. 305

Der Reichskanzler Fürst von Bismarck, z. Z. in Varzin, an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Diktat, niedergeschrieben von dem Legationssekretär Grafen Herbert von Bismarck

Varzin, 30. Januar 1878

Ich habe heute nur Zeit zu wenigen Worten über die Károlyische Mitteilung. Ich weiß eigentlich nicht, auf was Károlyi möglichst schleunige Erwiderung von uns erwartet. Daß wir uns einer von Österreich mit dieser Lebhaftigkeit verlangten Konferenz nicht versagen werden, wenn sie sonst zustande kommt, ist doch wohl natürlich, und namentlich, nachdem Rußland sie annimmt. Alles andere aber können wir doch jetzt nicht präjudizieren. Wenn Österreich nicht die Konferenzbrücke sich zurechtlegt, um sich England zu nähern, so habe ich kein Verständnis für diesen Schachzug. Unter den konkreten Bedingungen scheint eigentlich nur die Ausdehnung und die Okkupation von Bulgarien in Wien für unannehmbar gehalten zu werden. Darin hätte Österreich seinen Willen bei festem ultimatischem Auftreten auch wohl allein, eventuell in Konferenz à trois mit uns bei Rußland durchsetzen können. Die ganze übrige Argumentation unseres Wiener Freundes macht mir einen entweder nervösen oder gekünstelten Eindruck. Es scheint mir nicht fraglich, daß Österreich, wenn es etwa zu der Zeit, wo die Russen vor Plewna Totleben zuzogen, die Bedingungen, die es den Russen konzedieren konnte, präzis und säbelklirrend formuliert hätte, sein Programm Rußland auferlegt haben würde. Auch jetzt noch wäre zu diesem Zweck ein Ultimatum und eine vorbereitende Rüstung wohl wirksamer gewesen als ein Konferenzvorschlag. Letzterer ist einstweilen gleichbedeutend mit Zeitgewinn für Rußland, und aus diesem Grunde vielleicht geeignet, den casus foederis von Reichstadt, den Zusammenbruch der Türkei, herbeizuführen.

Ich habe bisher immer vermutet gehabt, daß Österreich und Rußland im Grunde durch ein uns unbekanntes geheimes Abkommen über das Schlußresultat einig wären. Wenn in diesem genre garnichts als das elastische und unvollendete Reichstädter Abkommen, so wie es uns bekannt ist, von beiden vereinbart worden ist, so existiert zwischen beiden eine gewisse Summe fehlerhafter Politik, von der man noch nicht wissen kann, wie sie sich zwischen beiden verteilt. Sollten beide unaufrichtig, au plus fin, miteinander gespielt haben, — Österreich auflaufenlassend, Rußland brüskierend, so fürchte ich, daß Rußland schließlich der weniger Geschickte scheinen wird, denn im Grunde lag es in Rußlands Interesse, sich den Rücken zu sichern und die jetzige exponierte Stellung nicht einzunehmen, wenn es nicht Brief und Siegel mit voller Klarheit über Österreichs Wohlverhalten sich gesichert hatte. Rußland kann unmöglich darauf rechnen oder

gerechnet haben, daß wir für jede von Rußland zu stellende, uns aber nicht vorher mitgeteilte Bedingung die Festhaltung Österreichs, eventuell mit gewaffneter Hand, übernehmen sollten. Wir würden dafür die Kräfte des Reiches nicht verfügbar finden. Wenn Österreich aber freie Hand hat und sich mit England einigt, wenn dann eine Konferenz den heutigen statum quo monatelang verschleppt, so kann der Kaiser Alexander doch zu der Überzeugung kommen müssen, daß er sehr tapfere Soldaten, aber mehr anspruchsvolle als geschickte Politiker in seinem Dienste hat.

Für uns ist meines Dafürhaltens gegenwärtig nichts zu tun als den Wiener Konferenzvorschlag freundlich anzunehmen, und dabei die Hoffnung auszusprechen, daß auf der Konferenz die für Österreich unannehmbaren Bedingungen bezüglich Bulgariens ihre freundschaftliche Erledigung finden werden. Daß Österreich in dem 10ten Alinea der Depesche Andrássys an Károlyi alles Übrige konzediert, spricht für seine bona fides und für das Ungeschick Gortschakows, der bei so weitem Entgegenkommen die Freundschaft nicht zu erhalten weiß.

Daß die Konferenz, wenn sie zustande kommt, in Wien gehalten werde, scheint mir unabweislich. Österreich wird versöhnlicher sein, wenn es diesen Ehrenpunkt durchsetzt, und das ist wohl der Grund, warum man in London vielleicht Berlin vorzieht. Wir sollten uns mit dieser Aufgabe nicht belasten. pp.

Nr. 306

Der Botschafter in London Graf Münster an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 32 London, den 1. Februar 1878

Vertraulich

Lord Derby hat dem Grafen Schuwalow vorgestern wieder ein Memorandum übergeben. Es betont, wie das erste, daß England die Besetzung Konstantinopels durch russische Truppen nicht zugeben könne, und schließt mit dem Satze, daß, falls es doch geschehe, England mit Bedauern gezwungen sein würde, energische Maßregeln zum Schutz der bedrohten Interessen zu ergreifen.

Münster

Nr. 307

Der Botschafter in Petersburg von Schweinitz an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 20 St. Petersburg, den 1. Februar 1878

Fürst Gortschakow sprach mit mir über Konferenz und sagte in betreff des zu wählenden Ortes: „Wird Wien oder London gewählt, so nehmen wir nicht teil; gegen Berlin hätte ich garnichts einzuwenden.“ Schweinitz

Nr. 308

Aufzeichnung des Staatssekretärs des Auswärtigen Amtes von Bülow

Reinschrift

Berlin, den 2. Februar 1878

Herr von Oubril übergab mir heute Abschriften der an den Großfürsten Nikolaus erlassenen Instruktion über Abschluß eines Waffenstillstands (ohne Datum), sowie das Telegramm des Grafen Andrássy an Baron Langenau vom 28. Januar* und die Antwort des letzteren vom 29. selbigen Monats im Auftrage des Fürsten Gortschakow. Die drei Aktenstücke sind uns bereits von Wien bekannt (das letzte mit einem Fürst Gortschakow nicht mitgeteilten deutschen Zusatz); auf die Frage: ob sie uns bekannt seien? habe ich Herrn von Oubril erwidert: dem Inhalt nach ja, aber unvollständig: die jener Instruktion zugrunde gelegten Friedensbedingungen in abweichender Fassung durch gelegentliche Mitteilung des Grafen Schuwalow an unseren Botschafter in London, sowie durch die englische Presse und Versionen aus Konstantinopel: eine amtliche Kunde habe uns bis heute gefehlt.

Herr von Oubril las mir dann einen Brief des Fürsten Gortschakow vor, worin derselbe zuvörderst die große Mäßigkeit und Friedensliebe der Bedingungen lobte, dann sagte: es sei une injustice[1], daß man hier die Nichtmitteilung zu empfinden scheine: wir kennten hier ja alles seit dem vertraulichen[2] Briefe Kaiser Alexanders an Kaiser Wilhelm** und zufälligerweise[3] habe er keine frühere Gelegenheit[4] gehabt, die Stücke zu schicken als durch Prinz Alexander von Hessen[5]. Herr von Oubril bemerkte bei diesem ganzen Satze: ceci est pour moi et pas pour vous.

Ich unterbrach ihn mit der Bemerkung, daß ich das sehr richtig fände und daher den Satz nicht gehört haben wolle. Hätte ich das, so würde ich ihm antworten, daß von einer injustice überhaupt nicht die Rede sein dürfe, zumal in diesem Fall: die Anfang Dezember Seiner Majestät als Geheimnis anvertrauten Bedingungen seien ja ganz verschieden von dem, was er jetzt vorgelesen.

Der Brief fuhr fort: Danach wäre es denn nun wohl Zeit[6] für Deutschland, in Wien seine Stimme zu erheben, wie das ja von jeher zugesagt worden sei. Es sei für den Fürsten Gortschakow sehr schmerzlich, sich so verkannt zu sehen. Wie sehr er entgegenkomme, beweise seine Antwort an Graf Andrássy und die Annahme des Konferenzvorschlages: um so mehr sei zu hoffen, daß wir ein Wort[7] für Rußland in Wien sprächen.

Herr von Oubril erläuterte diese Mitteilung noch durch folgende Bemerkungen. Es sei schwer verständlich, weshalb Graf Andrássy plötzlich die früheren Verabredungen[8] vergesse. Daß man den status quo

* Siehe Anlage zu Nr. 303.
** Vgl. Nr. 303, Fußnote*.

ante bellum wiederherstellen werde, habe er doch nicht erwarten können. Graf Andrássy berufe sich darauf, daß die Bedingungen jener Verabredungen, nämlich die Auflösung der Türkei, nicht eingetreten sei[9]. Als Österreich diese Bedingung gestellt, habe es wohl nicht geglaubt, daß sie je eintreten könne und werde — übrigens habe ja Graf Andrássy in einer Depesche vom Januar v. J. an Baron Langenau selbst jene Bedingung zurückgenommen, und sei die Türkei jedenfalls auf dem Wege der Auflösung[10]: in Europa werde ihr nicht viel andres als Konstantinopel bleiben — sie gehöre nach Asien hin, und das Wortspiel sei gerechtfertigt: les Turcs rebrousseront chemin. Der Sultan werde von dem Tribut der gut regierten christlichen Provinzen dann ein angenehmes Leben führen: die Türken hätten nicht durch Gesetze und Verwaltung, sondern durch ihre Macht und als fremde Eroberer regiert: nun die Macht gefallen, müßten die fremd Gebliebenen das Land verlassen. Weshalb Österreich die plötzliche Wendung gemacht[11], würde durch diese logische Folge nicht erklärt: es möchten magyarische Sympathien im Spiel sein, vielleicht englische Einflüsse. Am bedenklichsten sei die plötzliche Annäherung des Wiener Hofs an England. Der Kaiser Franz Joseph habe auf einmal viel mit Sir Henry Elliot verkehrt: demselben gesagt: wann denn das Parlament den geforderten Kredit bewillige? dann werde er wissen, woran er sei (oder: dann werde es für ihn Zeit zu handeln). — Herr von Oubril verlas hierbei ein Fragment eines vertraulichen an Herrn von Nowikow gerichteten Briefes seines Chefs, worin derselbe eine etwas kühle Zuversicht auf die österreichische Loyalität aussprach, seine Hoffnung auf Erhaltung des von anderer Seite längst mit Abneigung angesehenen Drei-Kaiser-Bündnisses betonte und den Konferenzvorschlag taliter qualiter unter Vorbehalt[12] der Feststellung der Beratungsgegenstände und der ganzen Aufgabe ziemlich reserviert annahm — am liebsten Kongreß von leitenden Ministern[13], wenn gewünscht, auch als Konferenz von Bevollmächtigten. Der Brief schließt mit höflichen Phrasen für Graf Andrássy.

Herr von Oubril bemerkte dazu: Rußland verlange für sich nichts[1]. Eroberungen in Asien beabsichtige man schwerlich — dieselben kosteten Geld, und Land hätten sie genug. Was dem Kaiser vor allem am Herzen liege, sei das Stück Beßarabien[14], dessen Einwohner sich dringend nach Rußland zurückwünschten. Dann das Los der Christen, das nun endlich entschieden werden müsse. Ohne alle Hintergedanken, bloß vom Standpunkt der Menschlichkeit[15]. — Was Österreich dagegen haben könne? Die einzige für Europa bedenkliche[16] Klausel, betreffend die Dardanellen, sei durch ein Kanzleiversehen („le travail doit s'y faire si vite") hineingekommen und wieder getilgt. Daß man Sebastopol als Ort der Friedensverhandlungen genannt, sei wohl eine Übereilung. Im übrigen wären die Friedensbedingungen so vage[17], so rücksichtsvoll, so natürlich, daß niemand etwas einwenden könne. Unerläßlich sei aber

gewesen, sie zuvor mit den Türken festzumachen: wenn dies geschehen, werde niemand Krieg machen, um sie wieder umzuwerfen. Den Ausdruck der Langenauschen Depesche: que les conditions pourraient être refusées par l'Europe, habe Fürst Gortschakow eigentlich nicht gebraucht — man könne doch nicht alles wieder in Frage stellen. Rußland rechne auf unseren Beistand gegen solche Velleitäten. Sie hätten an Nachgiebigkeit das Mögliche getan, jetzt sei es an Österreich, ihnen entgegenzukommen.

Ich erwiderte, daß ich seine Mitteilungen zur Allerhöchsten Kenntnis bringen und dem Herrn Reichskanzler vorlegen würde. Unsern Standpunkt kenne Fürst Gortschakow: derselbe sei einfach und loyal. Wir gingen bis jetzt nicht in die Prüfung der einzelnen Punkte ein: dieselben hätten für Deutschland kein unmittelbares Interesse: der Fürst Gortschakow werde wissen, daß Seine Majestät der Kaiser die russischen Friedensbedingungen als solche bezeichnet hätte, denen an und für sich deutsche Interessen nicht in den Weg träten. Unser großes Interesse sei aber die Verständigung Rußlands mit Österreich[18]. Nach allem, was wir bisher gewußt, sei uns die Differenz nicht sehr erheblich erschienen, jedenfalls der Art, um durch Feststellung des status controversiae und vertrauliche amtliche Behandlung en trois[19] beseitigt werden zu können. Wenn man in Wien jetzt so vieles konzediere, was dort früher kaum erreichbar erschienen, und dann behufs friedlicher Verständigung eine Konferenz vorschlage, so habe Rußland, das seinen Siegen so große Erfolge danke, schwerlich Grund unzufrieden zu sein und Nachteile zu besorgen. Ich verstehe kaum, daß sie sich nicht rasch und ganz mit Österreich verständigten und dadurch die Hauptsache und immerhin noch vorhandene Schwierigkeiten erledigten. Ich sei überzeugt und habe ihm das schon früher gesagt, daß dazu zu helfen, Seine Majestät stets gern bereit sein würden: man müsse es uns aber auch möglich machen und erleichtern. Allgemein gehaltene Aufforderungen gäben dazu keine Grundlage[20]. Der Appell für die Christen werde Seiner Majestät stets willkommen sein, aber wie die Dinge lägen, ganz zu erfüllen doch wieder nur durch die für das siegreiche Rußland gewiß nicht schwere Verständigung mit Österreich.

Hiermit schloß die Konversation. Beiläufig bemerke ich, daß Herr von Oubril gestern abend mir von einem Telegramm der Kaiserin von Rußland an Prinz Alexander von Hessen erzählte: „Wir haben seit Sonntag keine Nachricht von Nikolaus und sind dadurch in Verlegenheit[4]“ — und mir solches heute mitbringen wollte. Er hat es jedoch unterlassen und ich habe den Eindruck, daß dies Allerhöchste Telegramm bestellte Arbeit sei[21] — denn da der Prinz Mittwoch gereist ist, so brauchte die Kaiserin ihm gegenüber nicht bei Sonntag anzuknüpfen, sondern würde gesagt haben: pas encore oder ähnliches. Auch im übrigen machte Herr von Oubril mir den Eindruck, daß man in Petersburg Zeit gewinnen will[22].

Hiesige hochstehende Militärs halten das Vorgehen auf Konstantinopel für zur Zeit unmöglich[23]: es bedürfe dazu der Reorganisation einer Truppenmasse von 80—100 000 Mann in Adrianopel — die noch lange nicht dort sei, geschweige mit Artillerie und Train versehen sein könne[24]. B. Bülow

Randbemerkungen des Fürsten von Bismarck:

1 ?
2 secretirten
3 wie gelangten sie denn nach andern Residenzen?
4 !
5 also keine Feldjäger mehr?
6 wirklich?!
7 welches? für welche Position?
8 welche?
9 daran that er nicht richtig; was heißt aber „Auflösung"?
10 ja
11 ist Oest[er]reichs Sache
12 also mit „Wien" als Ort?
13 lieber nicht
14 gut. auch Oest[er]reich stimmt zu
15 wozu die Heuchelei im vertraul[ichen] Verkehr?
16 garnicht, ist eine indifferente Frage solange R[u]ßl[an]d die D[ardanellen] nicht selbst hat u[nd] schließt oder öffnet nach seinem Willen; man hat nachgedacht u[nd] gefunden, daß es eine hohle Nuß ist.
17 sehr
18 u[nd] unsre Beziehungen zu jedem von beiden.
20 sehr wahr
21 gewiß u[nd] kindisch
22 natürlich, aber ungeschickt. Es war in vornehmerer Weise leichter u[nd] würdiger. Z. B. Räumung der Donaufestungen fordern u[nd] darüber correspondiren pp
23 darum der Waffenstillstand
24 u[nd] selbst dann, ohne See-Seite!

Randbemerkung des Staatssekretärs von Bülow:

19 Ich bemerke [zu der] mir eben zugehende[n] Randbemerkung Sr. Durchlaucht, daß ich den Ausdruck „en trois" Herrn von Oubril gegenüber nicht gebraucht und denselben hier nur der Kürze wegen angewandt habe. Ich habe nicht mehr gesagt, als der neulichen Antwort an Kaiser Alexander entsprach: Verständigung von Österreich und Rußland, Beihülfe des Grafen Stolberg zur Feststellung des Status controversiae. B. B.

Nr. 309

Der Reichskanzler Fürst von Bismarck, z. Z. in Varzin, an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 22 Varzin, den 2. Februar 1878

Stelle anheim, nach Wien noch mitzuteilen: Fürst Gortschakows Weigerung für Wien uns unerwartet; wir haben Konferenz nur akzep-

tiert, weil und wie Graf Andrássy sie wünscht, und sind bereit, an Wien festzuhalten, solange er es wünscht. Graf Andrássy ist meines Erachtens durch Graf Stolberg im Interesse unserer Beziehungen zu Österreich zum Bleiben zu ermahnen und sein Vertrauen auf uns zu stärken, auch für den Fall, daß er mit Fürst Gortschakow nicht haushalten kann.

Bismarck

Nr. 310

Der Legationssekretär Graf Herbert von Bismarck, z. Z. in Varzin, an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Eigenhändig

Varzin, 2. Februar 1878

Euerer Exzellenz beehre ich mich in der Anlage ein Diktat des Reichskanzlers vom heutigen Tage ganz gehorsamst zu überreichen: Derselbe möchte Euerer Exzellenz anheimstellen, falls Sie mit seiner darin niedergelegten Auffassung einverstanden sein sollten, gelegentlich — nicht dem Wortlaut, aber doch dem ungefähren Inhalt des Diktates nach, mit dem Grafen Károlyi zu sprechen, im Sinne einer vertraulichen Betätigung unserer Tendenzen. Seiner Majestät bittet Fürst Bismarck die Anlage aber noch vorenthalten und nur im Notfalle vorlegen zu wollen: die darin gemachten Betrachtungen und Schlußfolgerungen wären teilweise noch verfrüht und würden den Kaiser darum vielleicht unnötig alterieren.

Ich erlaube mir die gehorsamste Bitte hinzuzufügen, hochgeneigtest veranlassen zu wollen, daß eine Abschrift auch dieses Diktates hierher zurückgesandt werde. Graf Bismarck

Anlage

Varzin, 2. Februar 1878

Wir sind seit Jahr und Tag im russischen Interesse so gut wie im eigenen bemühet, das Drei-Kaiser-Bündnis beisammen zu halten, eine Aufgabe, die namentlich wegen der Kollision der österreichischen und russischen Interessen in Wien ihre großen Schwierigkeiten hat. Ich glaube, daß es wesentlich unser Verdienst ist, wenn Österreich seine hergebrachten Interessen der Erhaltung des Drei-Kaiser-Bundes soweit opfert, daß es im Grunde an dem ganzen russischen Friedensprogramm nur noch die Ausdehnung und die Okkupation Bulgariens bemängelt. Die Aufgabe, die wir uns dabei stellten, wird aber schließ-

lich nicht durchführbar sein, wenn wir bei ihrer Lösung nicht geschickter, oder muß ich sagen aufrichtiger als bisher von der russischen Politik unterstützt werden. Wenn Fürst Gortschakow dem gemeinsamen Zwecke, in einem Augenblick, wo Graf Andrássy sich an die Wand gedrängt fühlt und die Zukunft von der Konferenz in Wien abhängig macht, nicht diese prinzipiell unwichtige Lokalfrage opfern will, so muß ich fürchten, daß er Hintergedanken hat, die er uns nicht eingesteht. Wie unentbehrlich die Neutralität Österreichs für einen guten Abschluß des russischen Krieges ist, kann ihm unmöglich entgehen. Er hatte in Bukarest Monate hindurch Zeit, sich über die äußersten Grenzen der österreichischen Nachgiebigkeit Gewißheit zu verschaffen. Man muß jetzt glauben, daß er jeden Versuch dazu unterlassen hat. Wenn er glaubt, daß unser Einfluß in Wien jede Nachlässigkeit und jedes Ungeschick seiner Politik wieder gutmachen kann, so irrt er sich. Die wiederholten Mahnungen durch Oubril, daß wir in Wien Rußlands Wünsche unterstützen sollen, machen fast einen verletzenden Eindruck, wenn man erwägt, daß Fürst Gortschakow vielleicht an allen andern Höfen, nur nicht in Berlin, die russischen Wünsche mitgeteilt hat, deren Unterstützung er von uns fordert. Wir müssen erwarten, daß zu dem, was wir unterstützen sollen, zunächst unsere eigene Zustimmung nachgesucht wird. Wir haben in der Türkei keine Interessen, die wir Rußland nicht opfern könnten; in Österreich aber haben wir solche. Deutschland hat ein unmittelbares und ein europäisches Interesse, sich mit Österreich gut zu stehen, und dort einen uns freundlichen und persönlich glaubwürdigen Minister zu erhalten. Wenn Fürst Gortschakow vielleicht annimmt, nach Andrássys Sturz demselben einen Nachfolger zu geben, der mit mehr Hingebung für Rußland als dessen Bundesgenosse gegen die Türkei auftritt, so könnten wir uns mit dieser Seite einer Zukunft Österreichs noch ohne Schaden befreunden. Wir sind aber nicht sicher, ob ein Nachfolger Andrássys nicht einer der deutschfeindlichen Parteien in Österreich angehören würde, und wünschen deshalb, den Grafen Andrássy, zu dem wir Vertrauen haben, im Amt zu erhalten. Zu Schritten, welche dies unmöglich machen, werden wir nicht mitwirken können, ohne uns schwerer Verantwortlichkeit vor Deutschland und seinen Fürsten auszusetzen. Die Unaufrichtigkeit, mit der Fürst Gortschakow seit mindestens drei Jahren gegen uns gehandelt hat, und seine unveränderte Liebe zu Frankreich verstärken für uns die Pflicht, unsere Beziehungen zu anderen Mächten vorsichtig und schonend zu behandeln.

Ich verstehe nicht, warum Graf Andrássy sich zur Aufgabe stellt, nachzuweisen, daß die jetzige Lage der von 1870 nicht analog sei; Österreich hat ja gar keine Verpflichtungen, historische Analogien herzustellen, sondern nur seine Interessen wahrzunehmen, und wenn ihm die vorschreiben, sich zwischen Sieger und Besiegtem einzumischen, so wird nur Gewalt, nicht die Analogie von 1870 das verhindern können.

Wenn wir etwa diese Gewalt üben sollten, so müßte Frankreich nicht in der Welt sein, um das ungestraft zu können. Wir ständen dann gemeinsam mit Rußland, dessen Kräfte in der Türkei festliegen, einer Koalition von Österreich, England und Frankreich — die Türkei ungerechnet — gegenüber; eine zwar nicht verzweifelte, aber doch sehr gefährliche Situation. Auch für uns ist keine Analogie mit 1870 vorhanden; hat Rußland wirklich damals Österreich im Zaum gehalten, so hat es dazu in Polen und im Orient seine zureichenden politischen Gründe gehabt; Rußland kann siegreiche Franzosen vor Kalisch neben der polnischen Politik, die Österreich seit 1863 verfolgt, in keinem Fall vertragen, und deshalb hinderte es die Koalition der beiden polenfreundlichen Mächte Österreich und Frankreich. Außerdem hatte Rußland, wenn es sich 1870 mit Österreich überwarf, kein Frankreich in seinem Rücken. Die Türken würden nicht in Rußland eingefallen sein. Wir aber hätten beim Bruch mit Österreich die zweitstärkste Militärmacht in Europa — Frankreich — mit der Sicherheit, daß es uns angreift, sobald die Gelegenheit günstig, zugleich mit Österreich zu bekämpfen, dabei England zum Gegner und keine Aussicht auf russische Hülfstruppen. Womit sollten wir es rechtfertigen, das deutsche Volk in diese Lage gebracht zu haben?

Ich bin danach fest überzeugt, daß es für uns politisch nicht tunlich ist, dem Wiener Kabinett mit Drohung oder Gewalt den Willen Rußlands aufzunötigen; auch dann nicht, wenn Rußland ehrlicher und höflicher mit uns verführe und mehr Grund zur Unzufriedenheit mit Österreich hätte als dessen bescheidenen Wunsch, zum Lohn für alle seine Nachgiebigkeit die beabsichtigte Konferenz grade in Wien bei sich zu sehen.

Ich glaube nicht, daß wir augenblicklich in der Lage sind, uns im vorstehenden Sinne gegen Rußland aussprechen zu müssen. Dergleichen Mitteilungen macht man nur, wenn sie sich garnicht mehr aufschieben lassen, und hofft bis dahin, daß sie vielleicht unnötig bleiben; aber ich hatte doch das Bedürfnis, mich mit Euerer Exzellenz hierüber auszusprechen, und bitte Sie um Ihre Ansicht und um Mitteilung Ihrer Wahrnehmungen bei Seiner Majestät. Wir könnten jetzt, wenn die Beziehungen unserer beiden Freunde schlechter werden sollten, höchstens einmal in Petersburg den Wunsch freundschaftlich ausdrücken, auf die deutschen Interessen Rücksicht zu nehmen, die von unseren Beziehungen zu Österreich und von der Erhaltung Andrássys abhängig sind. Ich bin überzeugt, daß letzterer mit Gortschakow besser befreundet bleiben würde, wenn er nach dem Beispiel Englands sich mehr auf die Machtmittel Österreichs als auf schriftliche Argumentationen und Vertrauen auf ehrliche Gesinnungen stützte. Aber wir können ihm keinen Rat derart erteilen, wenn er ihm nicht von selber einfällt.

Nr. 311

Der österreich-ungarische Botschafter in Berlin Graf Károlyi an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Berlin, le 4 Février 1878

Le soussigné, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, a l'honneur, d'ordre de sa Cour, de porter à la connaissance de Son Excellence Monsieur de Bülow, Ministre et Secrétaire d'Etat au Département des Affaires Etrangères, la communication suivante.

L'Autriche-Hongrie en sa qualité de Puissance signataire des actes internationaux qui ont eu pour objet de régler le système politique en Orient, a toujours réservé en présence de la guerre actuelle sa part d'influence sur le règlement définitif des conditions de la paix future.

Le Gouvernement Impérial de Russie, auquel le Cabinet Austro-Hongrois a fait part de ce point de vue, l'a pleinement apprécié.

Aujourd'hui que des préliminaires de paix viennent d'être signés entre la Russie et la Turquie, le moment semble venu au Cabinet Impérial et Royal d'établir l'accord de l'Europe sur les modifications qu'il deviendrait nécessaire d'apporter aux traités susmentionnés.

Le mode le plus apte à amener cette entente lui paraît être la réunion d'une conférence des Puissances signataires.

Le Gouvernement de l'Autriche-Hongrie espère qu'on lui saura gré de prendre l'initiative en cette circonstance.

Le soussigné a par conséquent été chargé d'inviter le Cabinet de Berlin à vouloir bien participer à une conférence des Puissances signataires.

La nature particulièrement amicale des relations qui subsistent entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, permet d'espérer que le Gouvernement Allemand n'aura pas d'objections contre la réunion de la conférence à Vienne.

Le soussigné a l'honneur de prier Son Excellence Monsieur de Bülow de vouloir bien lui faire connaître le plus tôt possible la réponse du Gouvernement Impérial d'Allemagne.

Il se permet d'ajouter qu'aussitôt que l'acceptation en principe de cette invitation par les Cabinets invités sera connue au Cabinet de Vienne, celui-ci s'empressera de leur proposer le mode et la date de la réunion.

Le soussigné profite avec plaisir de cette occasion de renouveler à Son Excellence l'assurance de sa plus haute considération.

Károlyi

Nr. 312

Der Reichskanzler Fürst von Bismarck, z. Z. in Varzin, an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 27 Varzin, den 4. Februar 1878

Antwort auf Telegramm Nr. 59*. Ich würde Berlin als Konferenzort nicht gern sehen, nicht bloß meiner Gesundheit wegen, sondern auch weil wir dort mehr zur Parteinahme gedrängt werden; kann aber mit Annahme Berlins Verständigung zwischen Wien und St. Petersburg hergestellt werden, so bitte ich Seine Majestät doch zu genehmigen, daß unsererseits kein Widerspruch erhoben werde, sobald Österreich freiwillig zugestimmt haben würde.

Bevor eine Konferenz möglich ist, muß das Material für sie vorliegen, wozu amtliche Mitteilung der neuesten russisch-türkischen Abmachungen** in erster Linie unentbehrlich. v. Bismarck

Nr. 313

Der Botschafter in Petersburg von Schweinitz an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Entzifferung

Nr. 34 St. Petersburg, den 5. Februar 1878

Als mir Fürst Gortschakow am 1. d. Mts. sagte, daß er weder Wien noch London als Sitz der Konferenz annehmen könne, gegen Berlin aber nichts einzuwenden habe, da nahm ich dies stillschweigend ad referendum. Heute sagte ich ihm, daß meine hohe Regierung sich mit der Wahl Wiens schon einverstanden erklärt hatte, ehe sie von Rußlands Widerspruch Kenntnis erhielt, aber erst, nachdem ihr das volle Einverständnis Rußlands mit der österreichischen Initiative gemeldet worden war.

Ich bezeichnete es als das Ziel unserer Bemühungen, Österreich in dem Geleise der bis jetzt befolgten Politik zu erhalten oder es in dasselbe zurückzuführen. „Sagen Sie nur ‚zurückführen‘,“ antwortete der Fürst. In der ersten österreichischen Eröffnung vom 29. v. Mts. geschah der Frage des Konferenzsitzes gar keine Erwähnung; erst bei der den 4. d. Mts. erfolgten formellen Einladung wurde Wien genannt.

* Nach einem Telegramm des Staatssekretärs von Bülow vom 4. Februar (Nr. 59) beharrte Fürst Gortschakow auf seinem Widerspruch gegen Wien als Konferenzort.
** Gemeint ist das Adrianopeler Protokoll betr. Friedenspräliminarien vom 31. Januar; vgl. Nr. 303, S. 171, Fußnote*.

Der russische Reichskanzler findet, daß man sich in Wien sehr beeilt hat, die Wahl dieses Orts als feststehend zu bezeichnen.

Ich sagte, Graf Andrássy habe augenscheinlich ein sehr dringendes Bedürfnis nach einem ostensiblen Erfolg empfunden; diesen Minister zu halten sei unser gemeinsames Interesse.

Der Fürst antwortete: „Je fais tout mon possible pour lui faciliter sa tâche et pour ménager son amour propre; mais on oublie la Russie; son opinion publique et ses sacrifices; je suis très-conciliant mais avant tout je suis Russe etc.; nous ne diminuons pas nos forces militaires, au contraire nous les augmentons."

Die wahren Gründe der entschiedenen Weigerung, Wien als Ort der Konferenz anzunehmen, sind meines Erachtens folgende: Man will Herrn Nowikow nicht, da er zu sehr unter dem Einfluß Graf Andrássys steht; man will diesen nicht als Vorsitzenden; man sieht Sir Henry Elliot ungern als englischen Vertreter. Fürst Gortschakow wünscht eine Stadt in einem kleinen Staat; daß er dennoch Berlin nannte, mag ihm sehr schwer geworden sein, und beweist, wie stark seine Abneigung gegen Wien ist. Schweinitz

Nr. 314

Der Reichskanzler Fürst von Bismarck, z. Z. in Varzin, an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Diktat, niedergeschrieben von dem Legationssekretär Grafen Herbert von Bismarck

Varzin, 6. Februar 1878

Telegramm Nr. 67* eben erhalten: Ich glaube, wie telegraphisch schon bemerkt, daß Graf Andrássy die Einladung der Pforte besser jetzt nicht berührt, sondern abwartet, ob von anderer Seite das Bedürfnis geltend gemacht wird. Zur Erleichterung der Verständigung unter den Europäern würde die Beteiligung der Türken kaum beitragen, und unsere Aufgabe bleibt die Erleichterung der Verständigung unter unseren Nachbarn. Aus demselben Grunde dürfte auch eine Beteiligung von Griechenland oder Rumänien abzulehnen sein. Rumänien ist für die Mächte außer Rußland noch nicht sui juris, und wegen seiner beßarabischen Schmerzen dürfen die großen Mächte, wenn sonst Einigung möglich, nicht in Unfrieden geraten.

Die Konferenz hätte im Grunde von den beiden Mächten berufen werden müssen, welche in Kasanlik Änderungen des europäischen Rechtes unter sich verabredet haben, um diese von den übrigen Kontrahenten sanktionieren zu lassen. Namentlich läge dies im Interesse Rußlands, weil es der gewinnende bei den Änderungen ist, und vorausgesetzt, daß ihm daran liegt, seinem Gewinn die europäische Zu-

* Durch Telegramm Nr. 67 vom 6. Februar hatte Staatssekretär von Bülow gemeldet: Graf Andrássy glaube, daß auch die Pforte an der geplanten Konferenz werde teilnehmen müssen.

stimmung zu verschaffen: wenn Rußland damit zögert, so wird vielleicht die Pforte zur Erkenntnis des Interesses kommen, welches sie daran hat, zu versuchen, ob der europäische Areopag ihr vielleicht bessere Bedingungen verschafft. Jedenfalls kann nur eine der beiden kriegführenden Mächte, und im Grunde können nur beide gemeinschaftlich den übrigen Mächten die Änderungen authentisch mitteilen, über welche sie sich in Kasanlik verständigt haben. Ohne eine solche Mitteilung fehlt einer allgemeinen Konferenz jede Unterlage ihrer Arbeiten, und es tritt dann die Gefahr ein, daß nur die Mächte in Konferenz miteinander bleiben, welche ein Interesse haben, eine bestimmte Grenze für russische Errungenschaften im Prinzip festzustellen.

Unser Bestreben, Rußland gefällig zu sein, wird durch die Heimlichkeit, welche Rußland uns gegenüber beobachtet, sehr erschwert. Nicht daß in dem Bereiche der mutmaßlichen Abmachungen, wenn nur die Donauschiffahrt vom Meere aufwärts gesichert bleibt, eine mit deutschen Interessen unverträgliche Stipulation zu befürchten wäre: wohl aber fehlt uns jeder Maßstab zur Beurteilung des wahrscheinlichen Widerstandes der anderen Mächte, wenn wir die russisch-türkischen Präliminarien nicht kennen. Ich bin bis vorgestern überzeugt gewesen, daß der Waffenstillstand auf der Basis des militärischen status quo abgeschlossen worden sei. Seitdem aber lese ich in Zeitungen und sogar in englischen Parlamentsberichten, daß die Donaufestungen von den Türken geräumt werden. Dies ist meines Erachtens ein viel folgenschwereres Ereignis als eine temporäre Besitznahme Konstantinopels durch die Russen. Die Position am Bosporus wären sie wahrscheinlich jetzt nicht imstande gewesen zu gewinnen, auch wenn sie es gewollt hätten; keinenfalls aber hätten sie dieselbe ohne Beherrschung der See, mit dem beschwerlichen Landwege für Verpflegung und Munition gegen den Willen anderer Mächte halten können. Wenn sie aber die Donaufestungen und die Okkupation von Bulgarien bis Adrianopel haben, dann hängt es, solange sie diese Position besitzen, in jeder Woche von ihnen ab, ob sie Konstantinopel mit stärkeren Kräften, als sie jetzt dort haben, besetzen wollen. Die Übergabe der Donaufestungen erschwert meines Erachtens, wenn sie wahr ist, die Stellung Österreichs viel mehr, als der russische Vormarsch auf Konstantinopel es gekonnt hätte. Ich würde dann um so mehr glauben, daß Österreich den richtigen Moment des Eingreifens durch Besetzung von Bosnien, Serbien und etwa der kleinen Walachei versäumt hat.

Diese Betrachtungen sind indessen nicht unsere Aufgabe. Unsere jetzige Vorlage ist die Konferenzfrage. Ich nehme an, daß unsere Einwilligung zur Konferenz in Wien dort und den anderen Mächten mitgeteilt ist. Weigert sich Rußland, das Einverständnis Europas mit der österreichischen Einladung zu vervollständigen, so kommt die Konferenz in Wien in dem Sinne, daß wir daran teilnehmen könnten, natürlich nicht zustande; in einer Konferenz ohne Rußland würden Be-

schlüsse gegen Rußland gefaßt werden, zu deren Ausführung mitzuwirken wir keine Interessen haben. Gelingt es uns, eine Verständigung zwischen Österreich und Rußland über einen dritten Ort anzubahnen, so müssen wir meines Erachtens an einem solchen festhalten, wo alle großen Mächte Vertreter haben, welche zur Teilnahme an der Konferenz geeignet sind; wenn es nicht Wien ist, dann trotz der Unbequemlichkeit immerhin Berlin, eventuell auch Paris.

Eine Zusammenkunft der leitenden Minister aller beteiligten Mächte halte ich für ganz untunlich. Unter allen leitenden Ministern dürfte nur Fürst Gortschakow hinreichend unbeschäftigt sein, um sich wochen- oder monatelang im Auslande aufhalten zu können. Jeder Ort im Deutschen Reich außerhalb Berlin, und namentlich Dresden, ist für uns schon um deshalb unannehmbar, weil dabei die völkerrechtliche Stellung des Reiches mit sächsischen Partikularansprüchen in formellen Konflikt geraten würde. Vom Standpunkt des Deutschen Reichs ist es gleichgültig, ob die Konferenz in Dresden oder in Berlin ist; ein Ausländer kann auf deutschem Grund und Boden immer nicht präsidieren.

Diese Formfragen sind übrigens verfrüht, solange wir nicht wissen, ob die Konferenz, wenn man über den Ort einig ist, auch zusammentreten wird. Ich halte diese Frage nicht für entschieden, solange die russisch-türkischen Bedingungen nicht allseitig und öffentlich bekannt sind. Dieselben können so beschaffen sein, daß England und Österreich auf der Basis derselben nicht konferieren wollen, und für die Friedensaussicht wird es immer günstiger sein, diesen Punkt vorher klarzustellen, als zu erleben, daß die Konferenz sich sofort nach Ausschüttung der russischen Eröffnungen wieder trennt. Ohne Kenntnis der russisch-türkischen Abmachungen verstehe ich garnicht, mit welcher Wendung der Vorsitzende der Konferenz sie eröffnen wollte.

Ich glaube, es wird nützlich sein, wenn wir Österreich zunächst vertraulich darauf aufmerksam machen, daß die Frage, ob Rußland seine neuen Abmachungen authentisch mitteilen will, und was dieselben enthalten, fast noch wichtiger ist als die Ortsbestimmung.

In bezug auf letztere aber wird es sich empfehlen, daß wir keine Vermittlungsvorschläge machen; namentlich der von Berlin würde uns jedenfalls von anderen gebracht werden müssen. Auch der von Paris.

Nr. 315

Aufzeichnung des Staatssekretärs des Auswärtigen Amtes von Bülow

Niederschrift des Gesandten von Radowitz

Berlin, den 8. Februar 1878

Pro Memoria.

Herr von Oubril teilte mir mit: es gehe heute ein Kurier von hier nach Wien durch, welcher die definitive Ablehnung des russischen Kabinetts in bezug auf Wien als Konferenzort überbringe und die

Wahl einer anderen Stadt zweiten Ranges, welche der Ruhe der Beratungen zuträglicher sei, anheimstelle.

Gleichzeitig erkläre die russische Regierung ihre Geneigtheit, sich an vertraulichen Vorbesprechungen à trois in Wien, mit Hinzuziehung von Deutschland, zu beteiligen. — Der Botschafter drückte sich dabei in demselben Sinne aus, wie das neueste Handschreiben Seiner Majestät des Kaisers Alexander*: daß man nämlich russischerseits voraussetze, bei Deutschland die vollste Unterstützung[1] des dortigen Standpunktes auf dieser Vorberatung zu finden.

Ich entgegnete, für uns würde die Vorbedingung einer Teilnahme an derartigen Besprechungen der von beiden Regierungen auszudrückende Wunsch unserer Mitwirkung sein.

Herr von Oubril wiederholte dabei die russischen Bedenken gegen Wien, fügte indessen hinzu, daß die letzten Eingänge von dort in Petersburg in sehr versöhnlicher Form gehalten seien und ebenso die russischen Antworten. Er sei der Ansicht, daß auch für Interessen und Stellung des Grafen Andrássy ein kleiner neutraler Ort vorteilhafter sein würde als das so vielfach influenzierte Wien. Übrigens sei es bei der Aufregung in London zu gern möglich, daß die englische Regierung von Haus aus die Beratung der vorzulegenden Basen ablehne.

B. Bülow

Randbemerkungen des Fürsten von Bismarck auf einer Abschrift der Aufzeichnung:
(am Kopf des Stückes): Stolb[erg] instr[uieren]
für uns annehmbar, dieß Rußl[an]d gesagt, würden uns freuen, wenn auch Oest[er]reich sich mit R[ußland] einigte
[1] was heißt das?

Nr. 316

Der Reichskanzler Fürst von Bismarck, z. Z. in Varzin, an das Auswärtige Amt

Diktat, niedergeschrieben von dem Legationssekretär Grafen Herbert von Bismarck

Varzin, 9. Februar 1878

Auf Oubrils Mitteilung über Geneigtheit zu Vorbesprechungen à trois stelle ich anheim, den Inhalt des anliegenden Pro Memoria** an Graf Stolberg mitzuteilen, denselben zu ermächtigen, daß er sich an Besprechungen à trois, sobald sie von den beiden anderen Regierungen gewünscht würden, vermittelnd beteilige, und ihn zu diesem Zwecke dahin zu instruieren, daß die russischen Wünsche keinen deutschen Interessen zuwiderliefen, — daß wir dies Rußland erklärt hätten und uns freuen würden, wenn zu Dreien der Modus gefunden werden könnte, mit welchem Österreich sowohl wie Rußland sich einverstanden erklärten. Könne Österreich auf die russischen Wünsche wenigstens

* Vom 3. Februar 1878.
** Siehe Nr. 315.

teilweise eingehen, so würde auch das vielleicht zur Herstellung der Einigung führen können.

Ob Österreich das Ganze der russischen Wünsche annehmen kann, entzieht sich unserer Beurteilung: wir können Österreichs Interesse nicht besser verstehen wollen als Österreich selbst. Andere Mittel als die Hervorhebung der wohlerwogenen Interessen Österreichs zur Überredung anzuwenden, ist nicht unsere Aufgabe: Österreich selbst kann allein beurteilen, ob ein Bruch mit Rußland seinen Interessen weniger schädlich ist als die Konzessionen, die Rußland verlangt, und ob die Aussicht auf einen solchen Bruch Rußland bestimmt, seine Forderungen zu mindern.

Dies alles wird nur dem Sinne nach zu Stolbergs Information dienen können, ohne daß er den Wortlaut dem einen oder dem anderen zeigen dürfte. Jedenfalls aber können wir Oubril dann sagen, daß Graf Stolberg instruiert sein würde, sobald b e i d e Freunde à trois verhandeln wollten.

Nr. 317

Der Reichskanzler Fürst von Bismarck, z. Z. in Varzin, an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Varzin, den 10. Februar 1878

Ich bitte unsere Botschafter zu benachrichtigen, daß wir an Konferenzen in kleinen deutschen Residenzen nicht teilnehmen könnten wegen der Präsidialfrage. v. B i s m a r c k

Nr. 318

Der Botschafter in Wien Graf zu Stolberg an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 41.
Vertraulich

Wien, den 12. Februar 1878

Den heute abgehenden Kurier will ich in Eile benutzen, um über eine Unterredung zu berichten, die ich soeben mit dem Herrn Minister des Äußern betreffs der russisch-türkischen Friedensbedingungen und der Stellung Österreich-Ungarns zu denselben gehabt habe. Graf Andrássy betonte ganz ausdrücklich, daß er durchaus keine türkische, sondern eine recht christliche Politik treiben wolle, daher gern zu einer Befreiung der christlichen Bevölkerungen auf der Balkanhalbinsel mitzuwirken bereit sei, aber nicht die Ausbreitung einer großen slawischen Herrschaft in jenen Gegenden zu gestatten vermöge. Ein solches Resultat aber wird von der Adoptierung der russischen Friedensbedingungen, soweit sie bis jetzt bekannt geworden sind, mit Sicherheit erwartet und gleichzeitig eine Vernachlässigung der Interessen

der übrigen christlichen Völkerschaften, welche mit dem an die Spitze gestellten christlichen Prinzip nicht vereinbar gefunden wird. Entscheidend dabei ist, wie bekannt, die Ansicht, daß durch die Bildung eines großen slawischen Reiches die Lebensinteressen der hiesigen Monarchie geschädigt werden, da demselben eine unwiderstehliche Attraktionskraft für die zahlreichen, ohnehin unruhigen Slawen Österreich-Ungarns beigemessen wird. Aus diesen Gründen bezeichnet Graf Andrássy zwei Punkte der Friedensbedingungen als für ihn ganz unannehmbar: nämlich die zu große Ausdehnung des neu zu schaffenden Bulgariens und die Okkupation dieses Landes durch russische Truppen. In ersterer Beziehung werde es sich darum handeln, eine geeignete Grenze für Bulgarien zu ziehen, bezüglich des zweiten Punktes aber einen modus zu finden, welcher Rußland die Garantie für Ausführung der Friedensbestimmungen gewähre. In allen anderen Punkten ist das hiesige Kabinett nach den Äußerungen des leitenden Ministers zur weitgehendsten Rücksichtnahme auf die russischen Wünsche bereit; da aber bezüglich jener beiden kontroversen Fragen die Konzedierung des hiesigen Standpunktes als conditio sine qua non für die Einigung festgehalten wird, so befürchtet Graf Andrássy, daß der Versuch einer Verständigung zu Dreien zu weit größeren und unangenehmeren Komplikationen führen werde, falls nicht die Kaiserliche Regierung entschlossen sei, das hiesige Kabinett zu unterstützen. Wenn dies nicht der Fall ist, zieht der Minister vor, diese Fragen erst auf der Konferenz zu erörtern.

Ich hatte mich dahin ausgesprochen, daß es zweckmäßig erscheine, in einer Vorbesprechung zu Dreien den modus einer Verständigung zu finden; da aber Graf Andrássy das Eingehen auf diese Idee von gewissen Vorbedingungen abhängig machte, so insistierte ich nicht weiter und beschränkte mich darauf, seine Äußerungen ad referendum zu nehmen, um so mehr, als der mir in dem Erlaß Nr. 82 vom 9. d. Mts.* und im Telegramm Nr. 44 vom 11. d. Mts. eventuell erteilte Auftrag den beiderseitigen Wunsch zur Voraussetzung hatte.

Otto G. z. Stolberg

Nr. 319

Der Botschafter in Wien Graf zu Stolberg an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Nr. 42
Geheim

Wien, den 12. Februar 1878

Meinem Berichte Nr. 41 von heute** erlaube ich mir einige Ergänzungen und Erläuterungen in Nachstehendem hinzuzufügen.

Graf Andrássy sagte mir, er glaube zwar, daß es auch im deutschen Interesse liege, das slawische Element nicht zu sehr auf Kosten der

* Vgl. Nr. 316.
** Siehe Nr. 318.

übrigen christlichen Völkerschaften der Balkanhalbinsel erstarken zu lassen, trotzdem würdige er vollständig die von der Kaiserlichen Regierung beobachtete reservierte Haltung. Der Minister besorgt aber, daß bei dem Versuch einer Verständigung zu Dreien diese Reserve nicht mehr werde beibehalten werden können; wenn dann Deutschland die russischen Wünsche dem hiesigen Kabinett gegenüber unterstütze, so befürchte er zwei unerwünschte Resultate. Zunächst werde sich bei dieser Gelegenheit die Unmöglichkeit einer gütlichen Verständigung ergeben, und das könne zum Kriege führen; sodann aber werde eine offene Parteinahme des Deutschen Reiches für Rußland auf die hiesige Stimmung einen sehr unangenehmen Rückschlag haben, und es werde einer künftigen österreichischen Politik erschwert werden, an der Notwendigkeit enger freundschaftlicher Beziehungen zu Deutschland bei kommenden anderen Verwicklungen festzuhalten. Dies sind die Gründe, welche den Minister zu der Ansicht führen, daß eine Vorbesprechung für ihn nur dann erwünscht sei, wenn die Kaiserliche Regierung die Stellung des hiesigen Kabinetts zu der bulgarischen Frage unterstützen wolle. Kann dies nicht in Aussicht genommen werden, so glaubt Graf Andrássy, ausschließlich die Verhandlung auf einer Konferenz vorziehen zu sollen, indem er annimmt, daß die Reichsregierung hierbei nicht genötigt sei, aus der Reserve herauszutreten, und daß er mit Unterstützung anderer Mächte Rußland opponieren könne, ohne dadurch mit Deutschland in Gegensatz zu treten. Dieselben Erwägungen lassen den Minister auch Bedenken gegen Abhaltung der Konferenz in Berlin hegen, während ihm dieser Ort für den Fall, daß die Kaiserliche Regierung sich zu einer Unterstützung Österreich-Ungarns entschließen könne, besonders erwünscht sein würde.

Der Herr Minister des Äußern sagte mir bei dieser Gelegenheit, es könne leicht dahin kommen, daß man hier bald genötigt sein werde, eine Armee aufzustellen; auch dann könne man noch immer auf den bisherigen Grundlagen verhandeln, aber es müsse gezeigt werden, daß Österreich-Ungarn fest entschlossen sei, seine Machtstellung und seine als wesentlich erkannten Interessen zu verteidigen. Die Monarchie fände sich nach den politischen Änderungen von 1866 darauf angewiesen, im Osten eine dominierende Stellung einzunehmen, und könne daher unter keinen Umständen zugeben, daß dort Verhältnisse geschaffen würden, die seinen Lebensinteressen zuwiderliefen.

Otto G. z. Stolberg

Nr. 320

Aufzeichnung des Staatssekretärs des Auswärtigen Amtes von Bülow

Eigenhändig

Berlin, den 15. Februar 1878

Herr von Oubril las mir heute die telegraphische Korrespondenz zwischen Kaiser Alexander und dem Sultan in Anlaß des Einlaufens

der englischen Flotte* vor. Dieselbe besteht aus den, vom Grafen Münster bereits ganz vertraulich eingesandten Telegramme vom 13. und einer Antwort des Kaisers Alexander, worin die Gewährung der Nichtbesetzung Konstantinopels unter dem Hinweis abgelehnt wird, daß, falls die Engländer ihre Absicht ausführten, der Sultan zu sehr das Gefühl der eigenen Würde habe, um nicht die für Kaiser Alexander maßgebenden Gründe zu würdigen.

Herr von Oubril teilte dann Bruchstücke aus einem vertraulichen Schreiben des Fürsten Gortschakow mit, vom 13. d. Mts. und folgenden Inhalts. Er bedaure, uns nicht vollständiger über Verlauf und Inhalt der Waffenstillstandsverhandlungen auf dem Laufenden haben erhalten zu können: er selbst sei unvollständig und verspätet unterrichtet gewesen. Übrigens seien die seinerzeit vor dem Fall von Plewna mitgeteilten Notices über die 13 Bedingungen** den späteren Waffenstillstandsbedingungen, wenn auch die Ereignisse einige Abänderungen herbeigeführt, im wesentlichen analog. Von jetzt an werde er uns alles mitteilen und beginne mit dem Auftrage, dem Herrn Reichskanzler die vertraulichen Instruktionen des Herrn Nowikow vorzulesen, noch ehe dieselben nach Wien gelangten. Fürst Gortschakow könne dabei nur wiederholen, daß er die Aufrechthaltung des Drei-Kaiser-Bündnisses als Voraussetzung und Grundlage des Friedens betrachte und auf Deutschlands Mitwirkung bei dieser Aufgabe hoffe. Er danke für unsere bisherige Haltung.

Der Inhalt dieser Instruktion ist im wesentlichen folgender.

Rußland könne nicht mehr zugeben, daß die von der Konferenz in Konstantinopel*** aufgestellten Grundsätze noch unbedingt maßgebend seien: der Krieg und dessen Ergebnisse machten erhebliche Abänderungen zur Notwendigkeit.

Dies treffe ganz besonders zu bei Bulgarien. Der Gedanke, dies Land durch einen von der Pforte abhängigen Gouverneur, durch administrative Verbesserungen, durch eine belgische Besatzung zufrieden zu stellen, sei unhaltbar. Die Idee des Lord Salisbury, dasselbe der Länge nach in zwei Hälften zu teilen, praktisch unausführbar. Man habe bei der Moldau und Walachei gesehen, wohin solche Versuche führten. Wenn das Land ruhig und Europa vor neuen Krisen gesichert sein solle, so müsse Bulgarien ungeteilt, autonom und tributär sein: der jährliche Tribut des reichen Landes werde dann für die Pforte eine Stärkung sein. Über den Umfang lasse sich verhandeln (wobei eine Andeutung vorkam, daß Bulgarien sich bis nach Saloniki erstrecke). Das Verbleiben russischer Besatzung sei angesichts der

---

* Am 13. Februar lief die englische Flotte unter Admiral Hornby ohne Firman des Sultans in das Marmarameer ein und ankerte vor den Prinzeninseln.
** Siehe Nr. 303, S. 169, Fußnote*.
*** Siehe Kap. XI. Nr. 267, S. 119, Fußnote.

vorhandenen Schwierigkeiten und zu erwartenden Rassenkämpfe unabweislich.

Die Instruktion geht dann sehr ausführlich auf die Retrozession des rumänischen Beßarabiens ein. In einer namentlich gegen die rumänischen Prätensionen gerichteten Darlegung wird darauf hingewiesen, daß das Fürstentum begründete Einwendungen nicht machen könne, daß die beim Beginn des Feldzugs von Rußland erteilte Garantie seiner Integrität sich nur auf deren Gefährdung durch einen unglücklichen Krieg bezogen habe, und Rußland damals noch nicht in der Lage gewesen sei, den Rumänen türkische Gebietsteile (ein Stück der Dobrudscha) als Entschädigung zuzusagen: daß aber der Wiedererwerb jenes injuria temporum et hominum verlornen, von Rumänien ohne Rechtstitel erworbenen Gebietes für Rußland eine nationale Ehrensache sei, auf die man nie verzichten werde.

Die von der Pforte in Anspruch genommenen Entschädigungen und Kriegslasten werden als ein Punkt bezeichnet, der nur die Kriegführenden angehe, eine Wichtigkeit aber nicht habe, da Rußland mit großer Mäßigung vorgehen werde.

Der wichtigste Teil der Instruktion schien mir der Schluß. Nachdem bemerkt worden, daß die Voraussetzung der Reichstadter Abmachungen, la dissolution de l'Empire Ottoman, allerdings nicht durch den Krieg erfüllt sei, Rußland aber dem ohnerachtet nichts dagegen haben würde, wenn Österreich Bosnien und die Herzegowina nehme: wird ausgeführt, daß die letzten Ereignisse (das Einlaufen der englischen Flotte und dessen Konsequenzen) jene Voraussetzung doch wieder näher führten. Für diesen Fall sei früher die Ansicht gewesen, Konstantinopel zur Freien Stadt zu machen. Dies scheine aber nicht mehr praktisch. Es werde dann ein Vereinigungspunkt aller Abenteurer, ein Zankapfel eifersüchtiger Großmächte und innerer Zerwürfnisse werden, sich unter den Kanonen der das asiatische Ufer beherrschenden Türkei finden. Besser scheine es daher, (nur) die Stadt Konstantinopel dem Sultan zu lassen.

Herr von Oubril fügte hinzu, er werde telegraphisch anfragen, ob er dies Exposé, nachdem es in Wien angelangt, mir auf einige Tage anvertrauen könne, und sprach vorläufig den Wunsch aus, dasselbe dem Herrn Reichskanzler vorzulesen.

B. Bülow

Nr. 321

Der Reichskanzler Fürst von Bismarck an den Botschafter in Petersburg von Schweinitz

Telegramm. Eigenhändiges Konzept

Nr. 39 Berlin, den 20. Februar 1878

Lord Russel[l] persönlich friedliebend, war am Sonnabend vom Kriege überzeugt u[nd] beauftragt mich zu fragen, wie Deutschland

sich zu diesem Kriege verhalten werde. Ich habe Oubril davon vertraulich benachrichtigt. Am Montag kam telegraphisch u[nd] gleichzeitig Aufforderung von London u[nd] Wien, auf Beschleunigung der Conferenz zu wirken, von England mit dem Zusatze, daß in schleunigem Zusammentritt die einzige noch vorhandene Aussicht auf Möglichkeit der Verhütung des Krieges liege. Münster theilt diese hier durch Russel[l] vertretene Meinung. Die Verschiebung der Conferenz, die nach Ihrem Telegr[amm] Nr. 45 bevorsteht, kann daher von großer Tragweite sein. Fürst G[ortschakow] weiß selbst, was er thut, u[nd] bedarf unsres Rathes nicht; die obigen Thatsachen aber wollen Sie ihm vertraulich mittheilen. v. Bismarck

Nr. 322

Aufzeichnung des Staatssekretärs des Auswärtigen Amtes von Bülow

Eigenhändig

Berlin, den 21. Februar 1878

Herr von Oubril las mir heute vor:

1. Ein Telegramm en clair des Fürsten Gortschakow: Rußland nehme Baden-Baden als Ort des Kongresses an, nicht aber die Eröffnung in der zweiten Märzwoche: der Termin sei zu kurz, um die Bevollmächtigten kommen zu lassen und gehörig zu instruieren. Er selbst werde, da Fürst Bismarck und Lord Derby nicht kämen, ebenfalls nicht kommen.

2. Aus einem chiffrierten Telegramm:

Der Termin sei auch darum zu kurz bemessen, weil es wünschenswert sei, vorher klarer über das Verhältnis zu England zu sehen. Es sei dies in den letzten Tagen etwas besser geworden, indessen bedürfe doch die ganze Lage noch Klärung (de s'éclaircir). Die Zwischenzeit werde nützlich für die Verständigung en trois in Wien zu verwenden sein. B. Bülow

Nr. 323

Aufzeichnung des Staatssekretärs des Auswärtigen Amtes von Bülow

Eigenhändig

Berlin, den 22. Februar 1878

Lord Odo Russell sagte mir gestern abend vertraulich, Lord Derby beabsichtige zur Klärung der Lage, namentlich betreffend Vorgehen der Russen am Bosporus und gegen Konstantinopel, ein Memorandum dem Grafen Schuwalow zu übergeben, worin im Fall der Ablehnung genügender Erklärung die Abberufung des englischen Botschafters in Aussicht genommen werde.

Er fügte hinzu, man habe in London Kenntnis von Forderungen des Generals Ignatiew, welche über jedes erwartete Maß hinausgingen. Wenn auch die Angabe, daß derselbe Bulgarien bis Janina verlange, übertrieben sein möge, so sei doch gewiß, daß er eine über die Konferenzbeschlüsse gehende Ausdehnung und Selbständigkeit, Auslieferung der türkischen Flotte und sofortige Unterzeichnung der geheim gehaltenen Bedingungen verlange. Die Auslieferung der Schiffe verweigere der Sultan und wolle dieselben im Notfall verbrennen lassen.

An die Konferenz glaube man in London nicht mehr oder kaum noch.

B. Bülow

Nr. 324

Aufzeichnung des Staatssekretärs des Auswärtigen Amtes von Bülow

Eigenhändig

Berlin, den 23. Februar 1878

Herr von Oubril las mir heute ein Telegramm vom 21. vor, worin Graf Schuwalow die durch Lord Odo Russell vertraulich mitgeteilten Eröffnungen Lord Derbys nach St. Petersburg berichtet. Es wird darin angeführt, Herr Layard telegraphiere, die Russen seien im Begriff, mit 30000 Mann in Konstantinopel einzurücken: sie verlangten in den Friedensbedingungen unter anderem Auslieferung der Flotte und Ausweisung aller Türken, selbst der Kinder und Greise, aus Bulgarien. Der Sultan protestiere gegen das Einrücken. In dieser Veranlassung habe Lord Derby erklärt, wenn die Russen ohne Zustimmung des Sultans Konstantinopel besetzten, werde Lord Augustus Loftus sofort abberufen werden.

Fürst Gortschakow hat hierauf gestern „auf Befehl des Kaisers" dem Grafen Schuwalow telegraphiert: Seit dem 20. sei die telegraphische Verbindung mit Adrianopel unterbrochen, das Petersburger Kabinett daher ohne Nachrichten. Man könne jedoch bestimmt versichern, daß die Ausweisung aus Bulgarien sich nur auf türkische Soldaten und Beamte erstrecke. Im übrigen erscheine das englische Vorgehen unlogisch. Rußland wie England hätten die gleiche Absicht: durch eventuelle Besetzung von Konstantinopel ihre Angehörigen zu schützen. England habe gegen den Willen des Sultans zu diesem Zweck Schiffe in den Bosporus einlaufen lassen und wolle nun Rußland verbieten, seinerseits ohne Zustimmung des Sultans das gleiche zu tun. Der Kaiser werde tun, was notwendig sei (oder so ungefähr) „l'Angleterre fera ce qu'elle voudra".

Indem Herr von Oubril dies sehr schroff redigierte Telegramm als berechtigten Ausdruck der Ungeduld seines kaiserlichen Herrn, dem die englischen Einmischungen endlich zu viel geworden, bezeichnete, übrigens mit dem Bemerken, Graf Schuwalow werde es schwer-

lich so vorlesen: teilte er zugleich einige Stellen aus vertraulichen Briefen des Fürsten Gortschakow an ihn und Herrn Nowikow mit. Der Hauptinhalt war Wunsch, die Verhandlung en trois zu fördern, Anerkenntnis der Wichtigkeit des Drei-Kaiser-Bündnisses, Hoffnung, daß Deutschland par un langage ferme in Wien dazu beitragen möge. Die letzten Nachrichten aus Wien seien besser: man scheine z. B. über die Besetzung von Bulgarien doch verhandeln zu wollen. Man wisse (d. h. das Kabinett von St. Petersburg), daß Kaiser Franz Joseph persönlich aus Gründen der innern konservativen Politik und um soziale Gefahren zu vermeiden, am Drei-Kaiser-Bündnis festzuhalten wünsche (klang fast wie Andeutung eines Ministerwechsels). Andrerseits habe Österreich sich leider von diesem Bündnis schon abgewandt, viel zu sehr mit England eingelassen. Man wolle nicht nach dem Schein und nach on-dits urteilen, aber gewiß sei, daß alle Schwierigkeiten, die jetzt dem Friedensabschluß entgegenträten, von dem Augenblick datierten[1], wo Österreich angefangen, Opposition zu machen: seitdem habe England seine jetzige Stellung eingenommen, und die Türkei, zu neuem Widerstand ermutigt, sich der Verständigung abgeneigt gezeigt. Dabei sei nicht zu übersehen, daß England eigentlich keinen Grund habe, die Friedenspräliminarien anzufechten —: gegen autonome slawische Provinzen — und davon handle es sich ja nur, alles andre sei geordnet — habe England schon in der Konferenz nichts einzuwenden gehabt: wohl aber Österreich. Und so sei es Österreichs Schuld, wenn Rußland in Gefahr komme, nach großen Triumphen in einem opferreichen Kriege eine politische Niederlage zu erleiden. Um so mehr hoffe Fürst Gortschakow jetzt auf Verständigung mit Hülfe Deutschlands.

Ich beschränkte mich auf wenig Bemerkungen, namentlich die, daß seit der neulichen Rede des Herrn Reichskanzlers Deutschlands Stellung zu der Verhandlung en trois genügend gekennzeichnet sei*, und der große Wert, den Fürst Gortschakow jetzt augenscheinlich auf Österreichs Stellung und eine Verständigung lege, auch die Hoffnung auf deren Gelingen vermehre.

Herr von Oubril las dann noch einige Stellen vor, worin der Fürst Gortschakow ihm schreibt, daß er nie Wert auf den Vorsitz in der Konferenz gelegt — daß er außerordentlich das Nichtkommen des Fürsten Bismarck beklage, dessen Rede jetzt ganz Europa mit Ungeduld entgegensehe — und daß er Wien nur aus wahrer Liebe zu Österreich als Konferenzort abgelehnt. Es sei nämlich sein Grundsatz, Verstimmungen zwischen Nationalitäten möglichst zu vermeiden: es sei möglich, daß der Kongreß Rußland in seinen Resultaten nicht befriedigen werde: wenn

---

* Gemeint ist Bismarcks berühmte Reichstagsrede vom 19. Februar 1878, in der die Rolle Deutschlands auf dem bevorstehenden Kongresse als die: nicht eines Schiedsrichters, sondern „eines ehrlichen Maklers, der das Geschäft wirklich zustande bringt", vorgezeichnet wurde.

derselbe dann in Wien gehalten sei, so werde das russische Nationalgefühl das Österreich nachtragen.

Endlich war Herr von Oubril beauftragt zu fragen, ob Graf Stolberg instruiert sei — was ich bejahte. B. Bülow

---

Randbemerkung des Fürsten von Bismarck:
[1] Seit Ablehnung der Conferenz in Wien.

Nr. 325

Der Botschafter in Wien Graf zu Stolberg an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 50 Wien, den 25. Februar 1878

Vertrauliche Vorbesprechungen zu Dreien werden heute nachmittag beginnen. Stolberg

Nr. 326

Der Botschafter in Wien Graf zu Stolberg an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 62 Wien, den 25. Februar 1878
Geheim

Nachdem ich gestern den russischen Botschafter und heute ganz kurz den Grafen Andrássy gesprochen habe, beeile ich mich, mit dem heute abend abgehenden Kurier über den Stand der Frage wegen vertraulicher Vorbesprechungen zu Dreien zu berichten. Herr von Nowikow gab mir, wie ich bereits telegraphisch zu melden die Ehre hatte, die notice confidentielle vom 12. Februar d. Js., welche Euere Exzellenz mit dem geheimen Erlaß Nr. 125 vom 22. d. Mts. mir in Abschrift übersandt haben*, zum Durchlesen und teilte mir mit, daß er dem österreichisch-ungarischen Herrn Minister des Äußern ein Exemplar davon überlassen habe. Diese anscheinend offene Art der Verhandlung hat, wie ich mich heute zu überzeugen Gelegenheit hatte, den Erfolg gehabt, daß Graf Andrássy das erwähnte Schriftstück nicht für die eigentliche Instruktion hält, sondern von dem Vorhandensein einer anderen überzeugt ist. Der Minister will sich daher bei den vertraulichen Besprechungen zu Dreien, deren Beginn auf heute nachmittag angesetzt ist, zunächst auf die Erklärung beschränken, daß der in dem vorgelegten Mémoire festgehaltene Standpunkt des russischen Kabinetts für ihn

---

* Es handelte sich um die dem russischen Botschafter Nowikow für die Vorbesprechungen zu Dreien erteilte Instruktion.

unannehmbar sei, und er sich auf Gegenpropositionen erst dann einlassen könne, wenn ihm die russischen Absichten noch auf anderer Basis mitgeteilt seien, und man sich namentlich darüber erkläre, ob die schriftlichen geheimen Abmachungen als hinfällig betrachtet würden.

Graf Andrássy sagte mir bei dieser Gelegenheit noch im engsten Vertrauen, er sei bereit, viel weiter als die russische Regierung bezüglich der Regelung der Verhältnisse auf der Balkanhalbinsel zu gehen: statt des tributären Bulgariens würde er ein ganz unabhängiges konzedieren mit einer Südgrenze noch südlich des Balkans, aber es dürfe nicht so weit reichen, daß dadurch die übrigen christlichen Völkerschaften ausgeschlossen würden; er werde daher vorschlagen, daß aus dem südlichen Teil ein griechisches Land gebildet werde. Der Herr Minister glaubt mit derartigen Vorschlägen auf der Konferenz durchzudringen, weil hiermit der von Rußland in den Vordergrund gestellten Sorge für die Zustände der christlichen Bevölkerung zuvorgekommen würde.

Otto G. z. Stolberg

Nr. 327

Der Botschafter in London Graf Münster an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 30 London, den 25. Februar 1878

Die politische Situation ist jetzt so unverständlich, die ganze Lage, in welche die hiesige Regierung sich und das Land gebracht hat, so eigentümlich, so unberechenbar, daß der gewissenhafteste und bestunterrichtete Berichterstatter Gefahr läuft, selbst für unklar und konfus gehalten zu werden.

Statt Gallipoli zu sichern, ehe England die Flotte durch die Meerenge schickte, verhandelt es nachher und nimmt Bedingungen an, die, wenn Rußland überhaupt feindliche Absichten hegt, nichts heißen, England unter Umständen aber sehr binden und gegen England benutzt werden können.

Daß Lord Derby die letzte Erklärung Rußlands als genügend annahm, hat niemanden mehr gewundert als meinen russischen Kollegen selbst. Jetzt, wo der Text bekannt wird, ist man hier im allgemeinen sehr unzufrieden damit, und wäre überhaupt die Lage nicht so ernst, die Parteiverhältnisse nicht so verschoben, so würde die Regierung keinen Tag im Amte bleiben können.

Man stößt aber selbst den schlechtesten Kutscher nicht gern vom Bocke, wenn der Wagen am Abgrunde hängt. Daß es ganz unmöglich

gewesen wäre, einen schlechteren Moment zur Absendung der Flotte zu wählen, und die Sache ungeschickter einzuleiten, sieht jedermann.

Jetzt bittet und fleht derselbe Sultan, der noch vor vier Wochen die englische Flotte als Rettungsanker angesehen haben würde, die Königin und die Minister täglich darum, sie zurückzuziehen. Rußland droht, daß die russischen Truppen in Konstantinopel einrücken werden, falls — und verlangt es jetzt ziemlich peremptorisch — die Flotte nicht zurückgezogen würde. Die englischen Minister können darauf nicht eingehen; täten sie es, sie würden vor Tätlichkeiten auf der Straße nicht sicher sein, und dann wäre es auch im Unterhause mit der Majorität vorbei.

Es ist jetzt schon ein bedeutender Teil der Konservativen, der ganz offen sagt, „lieber ein liberales Ministerium als dieses, dann wissen wir doch, wie wir daran sind."

Die Forderung Rußlands der Überlieferung von sechs Panzerschiffen, — erst hieß es hier der ganzen Flotte, — hat sehr böses Blut gemacht, da das ein Schlag war, der nur gegen England gerichtet sein konnte. Will Rußland wirklich den Krieg, was man eigentlich vernünftigerweise nicht annehmen kann, so ist das Bestehen auf dieser Forderung das sicherste Mittel dazu. England hat zwar keinen legalen Grund, um gegen den Verkauf oder die Zession von Kriegsschiffen der Pforte zu protestieren, es kann und wird aber auf andere Weise es zu verhindern und einen anderen casus belli suchen. Hält man wirklich, — und nach den Äußerungen des Fürsten Gortschakow meinem russischen Kollegen gegenüber, könnte ich versucht sein, das anzunehmen —, einen Krieg mit England für ungefährlich, so, glaube ich, unterschätzt man die englische Macht, und ich kann mir eigentlich nicht denken, daß Rußland unweise genug sein könnte, seine großen Erfolge jetzt durch einen neuen Krieg aufs Spiel zu setzen.

Daß ein Krieg mit England auf Österreich mächtig zurückwirken und es [ihm] unmöglich machen würde, die bisherige Haltung zu bewahren, ist doch anzunehmen, selbst wenn die Versicherungen des Grafen Beust in der Beziehung über seine Instruktionen hinaus hier abgegeben wären.

Lord Derby droht jetzt damit, daß, falls Rußland in der Stellung bei Konstantinopel bleibe oder noch näher rücke, England die Konferenz nicht beschicken, nicht daran teilnehmen und die Beschlüsse nicht annehmen würde. Graf Schuwalow antwortet ihm darauf, Rußland würde damit der größte Gefallen geschehen, die Konferenz sei überhaupt nur eine Konzession, die es den übrigen Mächten gegenüber mache.

Gestern hatte ein Arbeiterverein, an dessen Spitze Mr. Auburn Herbert, ein Bruder Lord Carnarvons, ein Sonderling, steht, der sich a workmen's friend und gentleman socialist nennt, ein Peace Meeting

im Hyde Park veranstaltet. Ein sogenanntes War Meeting versammelte sich zu gleicher Zeit und warf wirklich ohne größere Tätlichkeiten den Tisch, auf dem Mr. Auburn Herbert stand, und das ganze Meeting über den Haufen. Es sollen über siebzigtausend Menschen im Park gewesen sein. Nachher ging ein Haufen zu Mr. Gladstone und warf ihm die Fenster ein, während der größere Teil Mr. Disraeli in Downing Street eine Ovation brachte. Bei der Masse von Menschen ist es zu bewundern, daß weiter keine Gewalttätigkeiten vorkamen.

Münster

Nr. 328

Der Botschafter in Wien Graf zu Stolberg an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Entzifferung

Nr. 64 Wien, den 26. Februar 1878
Geheim

In gestriger Vorbesprechung erklärte Graf Andrássy zunächst, er habe nach den ihm gemachten Andeutungen erwartet, daß die neuesten russischen Vorschläge die Basis einer Verständigung bieten würden, sei aber darin völlig enttäuscht; er suchte, nachdem der erste Punkt wegen Autonomie Bulgariens als weniger schwierig übergangen, unter Verlesung der betreffenden Bestimmungen der geheimen Konvention* nachzuweisen, daß diese, welche die Herstellung jedes großen kompakten Staats ausschließe und neben Bulgarien auch Rumelien als zu bildende Staaten besonders erwähne, mit der jetzt beabsichtigten Schaffung eines großen Bulgarien, das auch Rumelien mit umfassen müsse, nicht vereinbar sei. Daher könne er sich nicht, wie Herr Nowikow wünschte, zu Gegenvorschlägen veranlaßt finden, müsse vielmehr zunächst andere Propositionen von Seite Rußlands erwarten, da er nicht annehmen könne, daß Kaiser Alexander mit Ignorierung der ausdrücklich auch für den Kriegsfall, der von der anderen Seite als Motiv für die abweichende Behandlung angeführt war, getroffenen Vereinbarung einverstanden sei. Erst wenn die Gültigkeit der Konvention anerkannt sei, könne von Modifikationen die Rede sein. Der russische Botschafter hielt daran fest, daß die Bestimmungen der Konvention nicht verletzt würden, da auch jetzt kein großer slawischer Staat beabsichtigt sei, und erklärte, keine andere Instruktion zu haben, brach dann plötzlich diesen Gegenstand ab und ging zur Okkupationsfrage über. Seinen Ausführungen, daß Rußland, nachdem es Bulgarien durch Krieg Schaden zugefügt, nun auch die Herstellung geordneter Zustände wirksam überwachen müsse, und daß Kaiser Alexander persönlich größten

* Siehe Kap. X, Nr. 266. Convention additionelle vom 15. Januar 1877. Art. III.

Wert darauf lege, daß seine siegreichen Truppen nicht sofort das befreite Land verlassen, hielt Graf Andrássy entgegen: Gerade, wenn man ein Land frei und selbständig machen wolle, müsse man, wie seinerzeit in Griechenland, Rumänien und Serbien, dies ihm selbst überlassen, sonst entständen künstliche, aber nicht natürliche Zustände; wenn russische Truppen für eine gewisse Zeit dort belassen würden, so könne nach Ablauf des Termins behauptet werden, daß eine Prolongation durchaus notwendig sei, darin liege die Gefahr einer dauernden Beunruhigung, aber nicht die erstrebte Garantie geordneter Zustände und längeren Friedens; für Bulgarien brauche man keine fremde Armee, sondern eine gute Polizei. Als er auch die Gefährdung der Selbständigkeit Rumäniens wegen Verbindung der Okkupationstruppen mit Rußland erwähnte, deutete Herr Nowikow an, daß hierüber eine Verständigung möglich sein werde.

Im Laufe der Unterredung äußerte der österreichische Minister, daß die Tributpflicht Bulgariens ihm nicht mehr notwendig, sondern volle Selbständigkeit, die dann auch auf die anderen zu bildenden Länder auszudehnen besser erscheine. Bei dem Stande der beiderseitigen Anschauungen hatte ich noch keine Veranlassung, mich an der Diskussion zu beteiligen; dazu wird sich später bessere Gelegenheit finden.

Mir persönlich bezeichnete Graf Andrássy die russische Instruktion als eine „orthodox slawische Predigt", mit der in ihrer gegenwärtigen Gestalt nichts anzufangen sei; er will die russische Regierung zu einem anderen Standpunkt drängen und glaubt, daß ihm dies gelingen werde. Mein russischer Kollege sprach sich nach der Besprechung mir gegenüber sehr ratlos aus, versicherte bestimmt, keine andere Instruktion zu haben und suchte von mir die Ansicht meiner Regierung zu erfahren[1]. Darauf ging ich natürlich nicht ein und riet ihm, vorerst nach Petersburg zu berichten. Graf Stolberg

---

Randbemerkung des Fürsten von Bismarck:
[1] Uns gleichgültig

Nr. 329

Der Botschafter in Wien Graf zu Stolberg an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 53
Geheim

Wien, den 28. Februar 1878

Graf Andrássy beabsichtigt, morgen wieder vertrauliche Besprechung mit Herrn Nowikow und mir zu halten, will dem russischen Botschafter ausdrücklich erklären, daß er nicht daran denkt, den südlichen Teil des von Rußland projektierten Bulgariens an Türkei zurückzugeben. Okkupation Bulgariens würde Minister für kurzen Zeitraum, etwa drei

oder sechs Monate zulassen, wenn andere Mächte die Garantie rechtzeitiger Räumung übernehmen, und wenn Verbindung durch Rumänien hindurch ausgeschlossen wird. Stolberg

Bemerkung des Fürsten von Bismarck am Schluß des Schriftstücks:

Antw[ort]: Aus Besprechung mit Oubril heut ließ sich entnehmen, daß Rußland zu Concessionen bezüglich Zeit u[nd] Zahl der bulg[arischen] Occupation bereit ist, wenn Öst[er]reich Vorschläge in der Richtung macht. Geschieht letztres so wollen Ew. pp. suchen den Handel in Gange zu erhalten u[nd] nach Kräften verhüten, daß beide den Faden fallen lassen. Was Öst[er]reich erstrebt, ist natürlich mit deutschen Interessen ebenso verträglich, wie die russ[ischen] Bedingungen, schädlich ist uns nur der Bruch beider u[nd] unthunlich die Bedrängung Eines von beiden durch uns. v. B.

Nr. 330

Der Botschafter in Wien Graf zu Stolberg an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 72
Geheim

Wien, den 2. März 1878

In meinem Berichte Nr. 64 vom 26. v. Mts.* hatte ich den Verlauf der ersten vertraulichen Besprechung zwischen Graf Andrássy, Herrn von Nowikow und mir, sowie deren resultatloses Ende gemeldet. Es konnte hiernach zweifelhaft erscheinen, ob der österreichisch-ungarische Herr Minister des Äußern aus eigener Initiative den Faden wieder aufnehmen würde, aber vorgestern sagte mir derselbe, er wolle uns für den folgenden Tag einladen und sich nur vorher vergewissern, ob der russische Botschafter bereits neue Instruktionen erhalten habe, sowie diesem gleichzeitig behufs Aufklärung eines etwaigen Mißverständnisses aussprechen, daß er durchaus nicht beabsichtige, den südlichen Teil des von Rußland unter Österreichs Widerspruch projektierten Bulgariens wieder unter die Herrschaft der Pforte zurückfallen zu lassen. Bei dieser Gelegenheit sagte Graf Andrássy mir im Vertrauen, daß er sich mit einer Okkupation Bulgariens würde einverstanden erklären können, wenn die Benutzung der Verbindung durch Rumänien hindurch für die Besatzungstruppen ausgeschlossen, und wenn die Okkupation auf einen nicht zu langen Zeitraum, wobei drei oder sechs Monate genannt sind, ausdrücklich beschränkt würde. In diesem Falle müßte aber die Garantie für Innehaltung der Räumungsfrist von anderen Mächten übernommen werden. Der Minister bezeichnete es als besonders wünschenswert, wenn die Kaiserliche Regierung diese Garantie übernähme, weil dann diese Frage innerhalb des Drei-Kaiser-Bundes geregelt werden könne, und fragte mich, ob wohl Aussicht dazu vorhanden sei; ich erwiderte, daß ich hierauf keine Antwort zu geben vermöchte, und an-

* Siehe Nr. 328.

heimstellen müßte, eventuell diese Frage durch Graf Károlyi in Berlin vorzulegen.

Die Besprechung selbst, zu der Graf Andrássy gestern nicht Zeit gefunden hatte, wird wahrscheinlich heute abend statthaben, so daß ich über ihren Verlauf nicht mehr durch diesen Kurier, den ich wegen anderer Berichte nicht länger aufhalten will, werde berichten können.

Meinen russischen Kollegen fand ich gestern, obgleich er den Minister des Äußern noch nicht wieder gesprochen hatte, in ganz veränderter rosiger Stimmung; bei seiner Gefühls- und Denkart möchte ich daraus auf Instruktionen schließen, die ihm eine Verständigung nahe gerückt erscheinen lassen. In der Tat äußerte derselbe sich auch mir gegenüber in einem Sinn, der den mir im Telegramm Nr. 62 vom 28. v. Mts. mitgeteilten Instruktionen entspricht; ja er ging sogar weiter, indem er die Frage ventilierte, ob bei der bewiesenen Abneigung des Grafen Andrássy, Gegenpropositionen zu stellen, es nicht mehr zum Ziele führen würde, wenn er selbst veränderte Vorschläge machte. Ich bemerkte Herrn von Nowikow, daß, wenn er hierzu in der Lage wäre, dies gewiß die Verständigung erleichtern werde; er behauptete nun zwar, daß er dann erst telegraphisch Instruktion einholen müsse, ich hatte aber den Eindruck, als ob er sich in deren Besitz schon für alle Fälle befände. Otto G. z. Stolberg

Nr. 331

Der Botschafter in Wien Graf zu Stolberg an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Entzifferung

Nr. 75
Geheim

Wien, den 3. März 1878

Ergänzung zu meinem Telegramm Nr. 55 von heute.

Der einzige Fortschritt, der in der gestrigen Besprechung zu finden, war der, daß Graf Andrássy, obgleich der jetzigen russischen Vorlage gegenüber grundsätzlich auf negierendem Standpunkt, etwas mehr mit seinen eigenen Ideen hervortrat. Bezüglich der Okkupation sprach er von Besetzung durch russische Truppen während einiger Monate unter einer noch zu suchenden Garantie für rechtzeitige Beendigung und ließ den früher angedeuteten Gedanken einer gemischten Truppe fallen. Die Frage der Ausdehnung Bulgariens wurde nur sehr entfernt berührt, Graf Andrássy führte namentlich aus, daß, wenn die westlichen Provinzen der Türkei nach russischem Vorschlage unter Oberhoheit der Pforte bleiben sollen, man Bulgarien nicht so weit südlich erstrecken könne, daß Verbindung mit Konstantinopel fast unmöglich werde. In bezug hierauf wurde aber von beiden Seiten die Notwen-

digkeit anerkannt, die Kenntnis der Friedensbedingungen* abzuwarten. Unter diesen Umständen habe ich es unterlassen, schon gestern mich in dem durch Erlaß Nr. 151 vom 28. v. Mts. vorgeschriebenen Sinne auszusprechen, sondern beschränkte mich darauf, die häufig stockende Unterhaltung immer wieder in Gang zu bringen. Dadurch wurde wenigstens erreicht, daß der Minister sich in der oben erwähnten Weise positiv äußerte**. Graf Stolberg

* Der Präliminar-Friedensvertrag war am 3. März russischerseits von Graf Ignatiew und dem Staatsrat Nelidow, türkischerseits von dem Minister des Auswärtigen Safvet Pascha und dem türkischen Botschafter in Berlin Sadullah Bey in San Stefano unterzeichnet worden. Siehe den Wortlaut des Vertrages in de Martens, Nouveau Recueil de Traités Série II, T. III, p. 246 ff., ferner in „Das Staatsarchiv" Bd. 31 (1878), S. 38 ff.

** Die Besprechungen zu Dreien wurden nicht wieder aufgenommen; dafür kam zum Zwecke weiterer Verhandlungen mit Österreich-Ungarn Graf Ignatiew am 25. März nach Wien.

B

Deutsche Vermittelung zwischen Rußland und England

Nr. 332

Der Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow an den Botschafter in Wien Grafen zu Stolberg

Telegramm. Konzept von der Hand des Gesandten von Radowitz

Nr. 63 Berlin, den 3. März 1878

Fürst Gortschakow hat vertraulich hier anfragen lassen, ob eventuell es hier angenommen werden würde, wenn jetzt Berlin als Ort der Konferenz in Vorschlag käme. Der Reichskanzler hat trotz mancher Bedenken, die wir gegen Wahl von Berlin haben, darauf geantwortet: Seine Majestät der Kaiser würde, geleitet von dem Wunsche, das Einvernehmen unter den Mächten zu fördern, der Abhaltung einer Konferenz in Berlin zustimmen. Wir würden jedoch jeder eigenen Initiative in dieser Hinsicht uns enthalten und Anregung der anderen Mächte abwarten. Teilen Sie dies vertraulich Graf Andrássy mit.

B. Bülow

Nr. 333

Der Botschafter in Wien Graf zu Stolberg an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 57 Wien, den 4. März 1878

Antwort auf Telegramm Nr. 63*.

Rußland hat auch hier Abhaltung der Konferenz in Berlin angeregt. Graf Andrássy, der sehr gern darauf eingeht, will den Mächten diesen Vorschlag machen und deren Zustimmung einholen, glaubt aber, daß formelle Einladung nach der Hauptstadt eines Landes nur von dessen Regierung ausgehen könne. Graf Károlyi ist heute zu einer Mitteilung in diesem Sinne beauftragt; Graf Andrássy würde dankbar sein, die Ansicht der Kaiserlichen Regierung bald zu erfahren.

Stolberg

Randverfügung des Fürsten von Bismarck:
Antw[ort] tél[égramme] chif[fré]:
Tel[egramm] 57 erhalten, Eröffnung durch Karolyi noch nicht. Einverstanden daß wir formell nach Berlin einladen müssen, sobald Zustimmung der Einzuladenden durch Oest[er]reich festgestellt sein wird.

* Siehe Nr. 332.

Nr. 334

Der Botschafter in London Graf Münster an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 34 London, den 6. März 1878

Ich sah soeben kurz vor Abgang des Feldjägers Lord Derby, der aus St. Petersburg, Wien und Berlin durch die englischen Botschafter erfahren hatte, daß der Kongreß in Berlin in Aussicht genommen ist. Ein offizieller Vorschlag ist von Wien aus hier bis jetzt noch nicht gemacht worden.

Lord Derby scheint über diese neue Wendung der Dinge sehr verstimmt zu sein und sagte, er könne sich offiziell darüber noch nicht äußern, weil er erst mit seinen Kollegen und mit Lord Beaconsfield sich besprechen müsse, der formelle Vorschlag auch noch nicht vorliege. England werde sich keinenfalls durch seinen Minister des Auswärtigen vertreten lassen, und schon aus dem Grunde würde die Konferenz in Baden den englischen Wünschen mehr entsprochen haben.

Außerdem fürchtet Lord Derby die öffentliche Meinung, welche, ob mit Recht oder Unrecht wolle er nicht sagen, annehmen würde, daß der Kongreß in Berlin eine mehr russische Färbung erhalten werde.

Wäre man sicher, daß Fürst Bismarck das Präsidium selbst führen wolle, so würde das schon einen großen Teil der Bedenken beseitigen, man fürchte aber, daß Fürst Bismarck aus Courtoisie und wegen seiner vielen Geschäfte dem Fürsten Gortschakow doch das Präsidium überlassen würde, und das wünsche man nicht. Das Mißtrauen gegen Rußland sei sehr groß, auch zu Österreich habe man weniger Vertrauen als bisher, und dieser Vorschlag werde den Glauben erwecken, als seien unter den drei Kaisermächten Abmachungen erfolgt, die zum Nachteile Englands ausschlagen könnten. Wenn er auch diese Befürchtungen nicht teile, so wisse er doch, daß sie existieren, und müsse ihnen Rechnung tragen.

Lord Derby bezeichnete diese Äußerungen als ganz vertrauliche, ich glaube sie aber doch Eurer Exzellenz mitteilen zu müssen.

Es scheint mir heute, daß England, ohne Schwierigkeiten zu erheben, auf den Vorschlag nicht eingehen wird. Sowie ich Bestimmteres weiß, werde ich es telegraphisch melden.

Münster

Nr. 335

Aufzeichnung des Staatssekretärs des Auswärtigen Amtes von Bülow

Niederschrift von der Hand des Gesandten von Radowitz

Berlin, den 8. März 1878

Herr von Oubril las mir einen Erlaß des Fürsten Gortschakow vor, worin er beauftragt wird, in den wärmsten und verbindlichsten Ausdrücken den Dank des Kaiser Alexander, sowie des Fürsten Gortschakow für Annahme des Vorschlages, einen Kongreß in Berlin abzuhalten, hier auszurichten. Der Kaiser setze sein volles Vertrauen in die équité und die freundschaftliche Vermittlung Deutschlands bei den bevorstehenden Verhandlungen, deren glücklicher Abschluß für Deutschland nicht minder ruhmreich sein werde, als dessen glänzende militärische Taten.

Fürst Gortschakow fügt noch den besonderen Ausdruck seiner persönlichen Befriedigung über die zu erwartende Begegnung mit dem deutschen Reichskanzler hinzu: er sei stolz darauf, seine alten Beziehungen zu demselben, les plus beaux souvenirs de sa vie, erneuern zu können, à une occasion digne du génie du Prince Bismarck.

Herr von Oubril bemerkte: man erwarte jetzt in St. Petersburg die Ankunft des General Ignatiew, der das Friedensdokument überbringe, und werde Fürst Gortschakow sodann ohne Verzug sich über den Termin schlüssig machen, an dem er zum Kongresse werde abreisen können. Nach Oubrils persönlichem Eindruck würde in St. Petersburg etwa gegen Ende dieses Monats dem Zusammentritt des Kongresses entgegengesehen.

B. Bülow

Nr. 336

Der englische Botschafter in Berlin Lord Odo Russell an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Eigenhändiges Handbillett

Berlin, 8 March 1878

Private Friday night

His Majesty's Government have informed the Austrian Government that they gladly agree to the Conference being transferred to Berlin.

Odo Russell

Nr. 337

Der Botschafter in London Graf Münster an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 35 London, den 9. März 1878

Ich habe die Ehre gehabt gestern zu melden, daß das bisherige Kabinett nach dreimaligen längeren Kabinettssitzungen beschlossen hat, den Vorschlag Österreichs wegen des Kongresses in Berlin anzunehmen.

Daß drei Kabinettssitzungen erforderlich waren, um zur Entscheidung zu gelangen, zeigt, wie ernst die Bedenken dagegen sind.

Die Annahme ist auch nicht bedingungslos erfolgt, und die Beteiligung Englands steht doch noch sehr in Frage. Das Mißtrauen gegen Rußland wurde durch diesen neuen Vorschlag, von dem man recht gut weiß, daß er vom Fürsten Gortschakow ausging, wieder neu belebt. Die Befürchtung, daß die drei Kaisermächte zu einer vorherigen Verständigung gelangten, und die englischen Interessen auf dem Kongreß sich nicht mehr werden sichern lassen, war so allgemein, daß bis gestern morgen überall angenommen wurde, es werde eine ablehnende Antwort erfolgen. Es war die Ablehnung auch vorgestern im Kabinett vorläufig beschlossen, als in der gestrigen Kabinettssitzung geltend gemacht wurde, daß es besser sei, sich nicht ganz ablehnend wie beim Berliner Memorandum* zu verhalten, und daß England sich auf andere Weise sichern müsse. Es wird diese Sicherung nun darin gesucht, daß vorher die Basen der Unterhandlung festgestellt werden sollen, und außerdem England es zur Vorbedingung macht, daß alle Bestimmungen des Friedens und der Abmachungen von San Stefano dem Kongreß vorgelegt und von diesem bestimmt werden solle, welche derselben der Ratifikation der Vertragsmächte bedürfen.

Was die Frage wegen der Feststellung der Friedensbasis betrifft, so hat Lord Derby dieselbe dem Grafen Beust vorgelegt und ihn gebeten, die Ansicht der österreichischen Regierung darüber ihm mitzuteilen. Graf Beust hat erwidert, daß er keine Instruktionen darüber habe, daß aber die Kaiserlich Deutsche Regierung, welche, nachdem die vorläufige Zustimmung aller Mächte erfolgt sei, die formelle Einladung zum Kongresse übernehmen werde, am besten die Verhandlungen auch über diese Frage übernehmen werde. Inwiefern die Kaiserliche Regierung dazu geneigt ist, kann ich hier nicht wissen, habe mich auf eine Anfrage Lord Derbys ganz einfach abwehrend verhalten und habe erwidert, daß ich über diesen Punkt ganz ohne Instruktion sei.

Die Forderung, daß alle Bedingungen des Friedens vorgelegt werden sollen, und die damit verbundene Erklärung, daß England nur solche

---

* Vgl. Kap. X, Nr. 228, S. 31, Fußnote.

Abmachungen als bindend ansehen werde, die es mitsanktioniert habe, hat einen doppelten Zweck. Erstens will England sich dadurch so weit als möglich vor geheimen Verträgen zwischen Rußland und der Türkei sichern, und dann will es bestimmt konstatieren, daß es in Beziehung auf Änderungen der Vertragsbestimmungen, die es auf dem Kongreß nicht mitsanktioniert hat, freie Hand behalte.

Es widerspricht dieses den Absichten des russischen Kabinetts, welches immer daran festgehalten, und es stets auch dem eigenen Volke gegenüber verkündet hat, daß es nur die Punkte werde diskutieren und von Europa sanktionieren lassen, welche nach seiner eigenen Ansicht Abweichungen von den Verträgen von 1856 und 1871 enthielten, daß alles übrige aber Sache der kriegführenden Mächte sei.

Daß einerseits die Feststellung der Kongreßbasen zu längeren Verhandlungen führen, und daß Rußland auf die Vorbedingung nicht leicht eingehen wird, nimmt man hier an, und die Zahl derer, welche überhaupt gegen die Beteiligung Englands bei einem Kongresse oder einer Konferenz sind, wächst sehr. Die Abneigung gegen den Kongreß ist in beiden Parteien des Parlaments und auch bei einem Teil der Regierung, namentlich aber bei Lord Beaconsfield sehr groß. Dieselbe entspringt, wie ich schon bemerkte, teils dem großen Mißtrauen, der Idee der vorherigen Verständigung der drei Kaiser, hat aber auch darin ihren Grund, daß das Gefühl vorherrscht, England werde den großen Kapazitäten gegenüber, die sich in Berlin zusammenfinden, nicht hinreichend vertreten sein. Daß England keinen Kabinettsminister hat, den es im Auslande zeigen und gebrauchen kann, wird sehr empfunden. Lord Beaconsfield spricht fast gar nicht französisch, Lord Salisbury ist durch seine ersten Konferenzerfahrungen beunruhigt und hat von seinen Landsleuten keinen Dank und keine Bewunderung geerntet. Lord Derby aber, der natürlichste Vertreter Englands, würde seiner ganzen Persönlichkeit nach nicht dazu passen; er hat alles Vertrauen im eigenen Lande und bei seinen Kollegen verloren und hat auch selbst erklärt, daß er unter keinen Umständen jetzt das Foreign Office verlassen wolle, solange das Parlament versammelt sei.

Lord Lyons* sagte mir, daß er sehr ungern den sonst ehrenvollen Auftrag annehme, da er den Ministern auf dem Kongresse und hier der eigenen Regierung gegenüber in eine sehr schwierige Stellung komme. Er schien aber auch anzunehmen, daß der Kongreß nicht zustande kommen werde, da Rußland, nach den bisherigen Kundgebungen zu schließen, schwerlich auf die englischen Bedingungen eingehen werde.

Lord Beaconsfield sagte gestern auch meinem österreichischen Kollegen: „I hope it will be clearly understood that we shall not attend the Congress if Russia does not agree to lay all the conditions and stipulations before it.“ Er hat dabei eine sehr kriegerische Sprache geführt

* Englischer Botschafter in Paris.

und hat versichert, daß die militärischen Vorbereitungen mit größter Energie nach wie vor betrieben würden.

In der öffentlichen Meinung neigt sich die Stimmung wieder mehr dem Frieden zu, namentlich gewinnt die Überzeugung immer mehr Boden, daß es zur isolierten Aktion zu spät ist.

Münster

Nr. 338

Der Botschafter in London Graf Münster an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 36 London, den 9. März 1878

Lord Derby sagte mir, daß von Seiten der griechischen Regierung hier die Bitte ausgesprochen sei, auf dem Kongreß oder der Konferenz zugelassen zu werden, da die griechischen Interessen dabei wesentlich mit berührt würden und zur Sprache kommen müßten. Lord Derby hat versprochen, diesem Wunsche, soviel als es die englische Regierung vermöge, Rechnung zu tragen. Wenn auch die Zulassung eines griechischen Bevollmächtigten zum Kongreß im allgemeinen von den übrigen Mächten wohl nicht zugestanden werden würde, so könnte er es doch nur für billig halten, daß der griechischen Regierung in dem Falle, daß über griechische Interessen diskutiert würde, der Zutritt ad hoc gewährt werde.

Die gleiche Bitte, die auch von Rumänien ausgesprochen sei, halte er nicht für so gerechtfertigt, weil ja durch die russischen Abmachungen Rumänien gesichert erscheine.

Ich muß bei dieser Gelegenheit konstatieren, daß die Griechen jetzt hier bei der Regierung und auch im Parlamente viel größere Sympathie finden als bisher, und daß die Idee, das griechische Element gegen das slawische in Schutz zu nehmen, immer mehr Boden gewinnt. „We must play the Greek against the Slave" hört man sehr oft aussprechen.

Münster

Nr. 339

Aufzeichnung des Staatssekretärs des Auswärtigen Amtes von Bülow

Eigenhändig

Berlin, den 9. März 1878

Der französische Botschafter hat mir heute eine Depesche vorgelesen, worin Herr Waddington ihn ermächtigt, vertraulich mitzuteilen, daß Frankreich die Einladung Österreichs, statt nach Baden-

Baden nach Berlin zu kommen, in dem unveränderten Wunsch, tunlichst zur Verständigung und Vereinigung der Mächte beizutragen, gern annehme. Graf St. Vallier* hatte hier hinzuzufügen, daß Herr Waddington dieser Aufforderung um so lieber gefolgt sei, als der Kongreß hier unter dem Vorsitz des deutschen Reichskanzlers tagen und dadurch die größte Bürgschaft für guten Ausgang gewinnen werde. Er werde sich eine Ehre daraus machen, als erster Bevollmächtigter zu erscheinen, und sei Graf St. Vallier als zweiter in Aussicht genommen. Dabei gehe Frankreich von der (schon über Wien bekannten) Voraussetzung aus, daß nur die unmittelbar aus dem Friedensvertrag fließenden Fragen zur Beratung kommen würden, nicht aber — wie Herr von St. Vallier erläuternd bemerkte — dänische, holländische oder polnische Wünsche.

Ich dankte für die Mitteilung und erwiderte, daß wir, soweit uns angehe, gegen eine solche Beschränkung nichts einzuwenden haben und die Konferenz nur als ad hoc zusammentretend ansehen würden.

Der italienische Botschafter hat sich heute gleichfalls des Auftrags entledigt, seitens seiner Regierung die Annahme des österreichischen Vorschlages anzuzeigen. Mit Rücksicht auf die ministerielle Krisis werde der Ministerpräsident, Herr Depretis, sich jedoch nicht in der Lage sehen, selbst nach Berlin zu kommen.

Der englische Botschafter hat die Annahme jener Einladung brieflich mitgeteilt, solche aber in einer zweiten — hier angeschlossenen — vertraulichen Mitteilung dahin erläutert, Lord Derby setze dabei voraus

1. daß alle in dem Friedensvertrage zwischen Rußland und der Türkei berührten Fragen als unter die Erörterung des Kongresses fallend betrachtet und

2. keinerlei Abänderungen des vertragsmäßigen Zustandes als gültig anerkannt würden, ehe denselben die Beistimmung der Mächte zuteil geworden. Die österreichische Regierung sei befragt, ob sie bereit sei, irgendwelche Basen für den Kongreß vorzulegen?

Endlich hat in Anlaß der ersten englischen Beschränkung oder Voraussetzung Herr von Oubril bereits mitgeteilt: Fürst Gortschakow habe darauf geantwortet: Rußland habe sich bereit erklärt, alle Punkte den Mächten vorzulegen, welche europäisches Interesse hätten, eine weitere Antwort lasse sich auf das englische Verlangen, den ganzen Vertrag vorgelegt zu sehen, nicht geben.

Herr von Oubril bemerkte: ganz erledigt sei die Frage damit wohl nicht, da über die Bedeutung und Ausdehnung des europäischen Interesses verschiedene Ansichten sein könnten, je nachdem man an Rechtsfragen oder an solche der Macht und des Gleichgewichts denke: ihm sei daher eben eingefallen, ob es nicht das einfachste wäre, wenn Deutschland bei den demnächstigen Einladungen seinerseits Zweck und

---

* Französischer Botschafter in Berlin.

Aufgabe der Konferenzberatungen dahin fixierte, es handle sich nur um Beratung solcher Fragen, welche für die europäischen Mächte Interesse hätten.

Ich erwiderte, soweit ich übersehen könne, würde das die Frage auch nicht lösen: es scheine mir zunächst Aufgabe Rußlands als der Macht, welche die europäische Sanktion für Abänderung europäischer Verträge verlange, sein zu müssen, diese Abänderungen zur Kenntnis der Mächte zu bringen. Daß manche der von ihm in dieser Hinsicht genannten Stipulationen, z. B. Entschädigungen für Kriegslasten und russische Untertanen, Erneuerung alter Verträge, Mönche von Athos, nicht dahin gehörten, werde kaum zu bestreiten sein — aber über die Konnexität, den inneren Zusammenhang solcher Punkte mit andern könne ja im voraus nicht geurteilt werden.

Über den Zeitpunkt des Zusammentritts wiederholte Herr von Oubril, daß man in Petersburg noch Zeit zur Vorbereitung bedürfe und Übereilung nicht wünsche.

B. Bülow

Nr. 340

Aufzeichnung des Staatssekretärs des Auswärtigen Amtes von Bülow

Niederschrift von der Hand des Gesandten von Radowitz

Berlin, den 9. März 1878

Unsere Auffassung über die Basis für die Konferenz ist folgende:

Die Konferenz tritt zusammen, um diejenigen Abmachungen im Frieden von San Stefano zu prüfen, durch welche die früheren europäischen Verträge, — namentlich der Pariser Frieden von 1856 und die Londoner Beschlüsse von 1871* — berührt werden[1].

Die erste Grundlage für die Konferenzverhandlung wäre demnach die Mitteilung jener Abmachungen durch die beteiligten Mächte, Rußland und Türkei.

Die Verhandlungen können sich dadurch erweitern, daß die anderen Mächte nach Kenntnisnahme des Friedens von San Stefano ihrerseits Einwendungen, Verwahrungen[2] und Gegenvorschläge aufstellen.

In bezug auf diese letzteren wünscht die französische Regierung die Zusicherung, daß keine Fragen zur Diskussion gelangen dürfen, die nicht unmittelbar aus den Friedensbestimmungen sich herleiten. Wir haben in dieser Hinsicht kein Bedenken und würden eine solche Zusicherung, soweit uns angeht, auch verlangen und[3] gern erteilen, hoffen auch, daß die anderen Mächte damit übereinstimmen würden.

Wegen des Termins für den Zusammentritt der Konferenz werden wir die Verständigung unter den anderen Mächten abwarten und uns

* Siehe Kap. IX, Nr. 226.

selbst den Zeitpunkt zur Einladung aneignen, der uns als allen andern Beteiligten genehm bezeichnet wird.

B. Bülow.

Bemerkungen des Fürsten von Bismarck:
[1] Einverstanden
[2] „Verwahrungen" eingeklammert
[3] „auch verlangen und" hinzugefügt

Nr. 341

Der Botschafter in London Graf Münster an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 76 London, den 10. März 1878

Geheim

Fürst Gortschakow telegraphiert an Grafen Schuwalow, Rußland gehe auf englische Bedingung* nicht ein.

Graf Schuwalow teilt das hier nicht mit, weil englische Antwort nicht an ihn, sondern nach Wien ging.

Graf Schuwalow versucht jedoch noch Modifikation vorzuschlagen, dahin, daß Rußland alle Friedensbedingungen zwar nicht vorlege, der Kongreß aber einzelne Punkte des dann bekannten Friedens in die Diskussion ziehen könne. Er bezweifelt aber selbst, daß in Petersburg oder hier darauf eingegangen werde.

Es tritt jetzt die Frage an die Mächte näher heran, ob der Kongreß aufgegeben, ob die orientalische Frage durch Verhandlungen unter den Mächten geregelt werden, oder ob ein Kongreß ohne Englands Beteiligung abgehalten werden soll. Letzteres wünschen die extremen Kriegsparteien in Rußland und England; deshalb und auch aus anderen Gründen würde ich diesen Versuch für bedenklich halten.

Münster

Nr. 342

Der Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow an den Botschafter in London Grafen Münster

Konzept von der Hand des Gesandten von Radowitz

Nr. 155 Berlin, den 11. März 1878

Antwort auf Bericht Nr. 34** vom 6. und Telegramm Nr. 76 vom 10. cr.***

Der Reichskanzler bittet Ew. pp., Lord Derby zu sagen, daß auch ihm Baden-Baden als Konferenzort lieber gewesen wäre, und er nur mit

* Vgl. Nr. 339.
** Siehe Nr. 334.
*** Siehe Nr. 341.

Widerstreben die allerhöchste Genehmigung für Berlin eingeholt habe. Er verkenne nicht, daß wir hier am Ort mit aller Reserve doch sachlich mehr engagiert würden, und eine gewisse politische Verantwortung trügen, die wir für Deutschland lieber vermieden gesehen hätten und durch Abhaltung der Konferenz an jedem andern Orte auch leichter hätten vermeiden können. Dem Fürsten Bismarck lege außerdem die Verpflichtung zur persönlichen Teilnahme an den Verhandlungen neben seinen zahlreichen und anstrengenden sonstigen Geschäften eine Last auf, der sich zu entziehen er mit Rücksicht auf seine erschütterte Gesundheit allen Anlaß habe. Wenn er es trotzdem nicht für zulässig gehalten habe, dem uns ausgesprochenen Wunsche entgegenzutreten, so sei es geschehen, um uns nicht dem Vorwurf auszusetzen, daß wir absichtlich etwas unterlassen hätten, was zur Aufrechterhaltung des Friedens und Herbeiführung einer Verständigung unter den Mächten beitragen könnte. Nur in dieser Erwägung sei die Annahme von Berlin als Konferenzort hier erfolgt, und dem Fürsten Bismarck sei die Mitteilung, daß England im Prinzipe dem ebenfalls beistimme, sehr angenehm gewesen.

Die Voraussetzung, deren Ew. pp. im Telegramm Nr. 76 erwähnen: daß eine Konferenz ohne Englands Beteiligung abgehalten werden könne, erklärt Fürst Bismarck für ganz unzulässig. Zweck der Konferenz sei die Prüfung und Sanktionierung derjenigen Veränderungen in europäischen Verträgen, welche infolge des russisch-türkischen Krieges eingetreten, und zu einem solchen Akte sei die Mitwirkung von England selbstverständlich nicht zu entbehren. Wir könnten unter Umständen an engere Besprechungen zwischen den drei Kaisermächten denken, dies sei aber keine Konferenz und könne nicht als völkerrechtliche Sanktionierung neuer Zustände im Orient angesehen werden. Also entweder keine Konferenz oder mit allen Mächten, die den Pariser Frieden unterzeichnet.

B. Bülow

Nr. 343

Der Botschafter in London Graf Münster an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 37 London, den 11. März 1878

Eurer Exzellenz habe ich zu berichten die Ehre gehabt, daß die Beteiligung Englands am Kongresse zu Berlin von Verhandlungen abhängt, die nach der Ansicht meines russischen Kollegen in diesem Augenblick noch keine große Aussicht auf Erfolg gewähren. Die offizielle Note, in der die österreichische Aufforderung zum Kongresse beantwortet wurde, ist am 9. dem Grafen Beust übergeben.

Die Stelle in der Note, welche den Vorbehalt Englands enthält, lautet:

„Your Excellency will inform Your Government that Her Majesty's Government have no objection to the proposed change. They however consider that it would be desirable to have it understood, in the first place that all questions dealt with in the Treaty of Peace between Russia and Turkey should be considered as subject to be discussed in the Congress, and that no alteration in the condition of things, previously established by treaty, should be acknowledged as valid, until it has received the consent of the Powers."

Die Sprache der Minister lautet noch bestimmter und peremtorischer als die Note, und die Abneigung gegen den Kongreß nimmt zu.

Graf Beust hat diesen Morgen ein Telegramm erhalten, wonach Fürst Gortschakow auf den Vorschlag des Grafen Schuwalow, den ich gestern Eurer Exzellenz mitteilte,* einzugehen scheint. Er hat geantwortet, das russische Kabinett habe anerkannt, daß auf dem Kongresse die Punkte diskutiert werden sollten, welche ein europäisches Interesse haben; weiter könne es nicht gehen. Dabei sei es aber jeder Macht unbenommen, einzelne Bestimmungen des Friedens vor das Forum des Kongresses zu ziehen und durch denselben bestimmen zu lassen, ob sie ein europäisches Interesse berühren.

Direkt ist an den englischen Botschafter in St. Petersburg noch keine Antwort erteilt.

Die Antwort, welche vorläufig dem Grafen Beust hier von den Ministern gegeben wurde, geht dahin, daß das Kabinett Berichte von Lord Augustus Loftus erst abwarte. Es werde zwar in der Antwort des Fürsten Gortschakow ein gewisses Entgegenkommen anerkannt, es sei aber, um eben Bedingungen vor das Forum des Kongresses ziehen zu können, vor allem nötig, daß man sie kenne, und daß daher alle Stipulationen vorgelegt werden müßten; so allein könne man sich auch vor geheimen Abmachungen nur sichern.

Lord Beaconsfield, den ich soeben beim Levée des Prinzen von Wales traf, sagte mir, der Kongreß in Berlin komme ihm noch wie ein Traum vor, und Träume gingen selten in Erfüllung; Lord Derby meinte dagegen, die Schwierigkeiten würden sich überwinden lassen.

Münster

Nr. 344

Der Botschafter in Wien Graf zu Stolberg an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 66 Wien, den 12. März 1878

Antwort auf Telegramm Nr. 74. England hat Zuziehung Griechenlands zur Konferenz hier bereits vorgeschlagen. Graf Andrássy ist

* Vgl. Nr. 341.

der Ansicht, daß Einladung nur an Signatarmächte erfolge, und erst Kongreß selbst über Hinzutritt anderer Staaten beschließen könne.[1]

Graf Stolberg

Randbemerkung des Fürsten von Bismarck:
[1] Ja

Nr. 345

Der Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow an den Botschafter in London Grafen Münster*

Telegramm. Reinkonzept

Nr. 41 Berlin, den 14. März 1878

Ew. pp. wissen, daß wir Vorschlag zur Konferenz in Berlin angenommen haben, jedoch formelle Einladung nicht übernehmen können, ehe unter Mächten Einigkeit über Vorbedingungen des Zusammentritts hergestellt ist. Statt Verhandlungen hierüber auf dem Wege sich kreuzender Korrespondenz zwischen den Kabinetten fortzusetzen, scheint uns zweckmäßiger, daß die Regierungen in einer Vorkonferenz durch die zweiten Bevollmächtigten, am besten durch ihre hier beglaubigten Vertreter, Besprechungen einleiten, um Konferenzberatung materiell und formell vorzubereiten. Alle Vorfragen, deren Erledigung allen oder einzelnen Mächten für die sachlichen Beratungen notwendig oder für Beschleunigung und ungehinderte Entwicklung der eigentlichen Konferenzarbeit wünschenswert scheint, wären dabei so zu regeln, daß die leitenden Minister der Verhandlung hierüber enthoben und so die Hauptarbeiten rasch beendet würden. Zu solchen Fragen zählen wir unter anderem die des Vorsitzes, im Fall Fürst Bismarck denselben nicht regelmäßig oder dauernd führen könnte.

Ew. pp. wollen sich hierüber mit dem dortigen Minister besprechen und melden, wie derselbe unseren Vorschlag beurteilt.

B. Bülow

Nr. 346

Der Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow an den Botschafter in London Grafen Münster

Konzept von der Hand des Gesandten von Radowitz

Nr. 164 Berlin, den 15. März 1878

Die in Ew. pp. gefälligem Bericht Nr. 38 vom 12. cr. wiedergegebene Äußerung des Lord Derby: daß der Kongreß nicht nur die nominelle, sondern auch die wirkliche Befugnis haben müsse, über die ihm vor-

---

* Gleichlautende Telegramme ergingen nach Petersburg, Wien, Paris und Rom.

gelegten Fragen zu „befinden", hat den Herrn Reichskanzler einigermaßen befremdet. Er würde nicht vermocht haben, sich dieser Auffassung des englischen Ministers anzuschließen, wenn darin etwa ein Recht für die Konferenz vindiziert werden sollte, bindende Majoritätsbeschlüsse zu fassen. Wir wenigstens könnten dieses Recht nicht anerkennen und sehen in der Konferenz weder ein Tribunal noch ein durch ein Statut ihre Mitglieder verpflichtendes Kollegium, sondern nur eine freie Vereinigung der Unterzeichner gewisser europäischer Akte zum Zweck der Anbahnung eines gemeinsamen Einverständnisses über die den Orient betreffenden Fragen. Inzwischen geht aus der Rede des Schatzkanzler Northcote vom 14. cr. im Unterhause hervor, daß dieser Minister ganz mit unserer Auffassung übereinstimmend sich äußert, und es darf danach angenommen werden, daß auch Lord Derby seinen Worten vom 11. März einen andern Sinn nicht beigelegt hat.

Ew. pp. wollte ich jedoch nicht unterlassen, vertraulich von der Bemerkung des Fürsten Bismarck Kenntnis zu geben.

B. Bülow

Nr. 347

Der Botschafter in London Graf Münster an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 79 London, den 15. März 1878

Antwort auf Telegramm Nr. 41*.

Lord Derby, mit dem ich eben den Vorschlag einer Vorkonferenz besprochen, versprach Antwort morgen nach Kabinettssitzung. Er hält im allgemeinen Vorschlag für sehr zweckmäßig, glaubt aber, daß die Frage wegen Vorlage aller Artikel doch vorher zwischen Rußland und England erledigt werden müsse. Er behält sich alles vor, nur in einem Punkte äußerte er sich bestimmt. Er wünsche, und das sei die Ansicht des Kabinetts, daß die Deutsche Regierung auch in dem Falle, daß Fürst Bismarck nicht selbst präsidiere, den Vorsitz behalte, und daß über diesen Punkt nicht weiter auf der Vorkonferenz verhandelt werde.

Münster

Nr. 348

Der Botschafter in Paris Fürst von Hohenlohe an den Reichskanzler Fürsten von Bismarck

Ausfertigung

Nr. 45 Paris, den 15. März 1878

In Gemäßheit des telegraphischen Auftrages Nr. 42** habe ich heute dem Minister der Auswärtigen Angelegenheiten den Vorschlag der

* Siehe Nr. 345.
** Vgl. Nr. 345.

Kaiserlichen Regierung auf Zusammenberufung einer Vorkonferenz mitgeteilt. Herr Waddington fand denselben zweckmäßig und hatte kein Bedenken dagegen, daß die in Berlin beglaubigten Vertreter im Wege einer Vorkonferenz die Konferenzberatung materiell und formell vorbereiten. Er setzt dabei voraus, daß diese Besprechungen nicht den Beschlüssen der Konferenz über die Lösung schwebender Fragen vorzugreifen hätten (qu'elles ne préjugent pas les solutions). Ich konnte ihm nach dem Wortlaute des Telegramms die Versicherung geben, daß dies nicht in der Absicht der Kaiserlichen Regierung liege, sondern daß es sich nur um Vorfragen handle, deren Erledigung für die Beschleunigung der eigentlichen Konferenzarbeit nötig erscheine. Wenn, wie ich telegraphisch gemeldet habe, Herr Waddington seine Antwort erst morgen geben will, so entspricht dies der Ängstlichkeit, mit der er sich auf dem ihm noch neuen Terrain der Auswärtigen Angelegenheiten zu bewegen pflegt.

In bezug auf die Frage des Vorsitzes in der Konferenz, sofern der Herr Reichskanzler an dessen Führung behindert wäre, erklärte Herr Waddington, daß er bereit sei, in diesem Falle dem Fürsten Gortschakow seine Stimme zu geben.

Die Frage, welche Herrn Waddington ganz besonders am Herzen liegt, ist die Nichtbesetzung Ägyptens durch England. Seine Zähigkeit in dieser Beziehung läßt sich nur dadurch erklären, daß er sich schon vor seinem Eintritt in das Ministerium entschieden gegen die englische Okkupation ausgesprochen hat. Einen Teil der öffentlichen Meinung mag er dabei wohl für sich haben, jedenfalls aber nicht die französischen Besitzer ägyptischer Obligationen, die in der Besitznahme Ägyptens durch England eine wesentliche Sicherung ihrer Interessen erblicken würden.

C. F. v. Hohenlohe

Nr. 349

Der Botschafter in Petersburg von Schweinitz an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Entzifferung

Nr. 67 St. Petersburg, den 15. März 1878

Aus meinem Telegramm Nr. 59 von heutigem Datum haben Euere Exzellenz geneigtest ersehen, daß Fürst Gortschakow unsern Vorschlag, das Terrain für die Konferenz durch Vorbesprechungen zu ebnen, nicht so aufgenommen hat, wie wir zu erwarten berechtigt waren. Obwohl ich ihn auf die Vorteile aufmerksam machte, welche darin liegen würden, daß formelle und materielle Vorfragen unter befreundeter Führung in Berlin mündlich geregelt werden könnten, so wollte der Fürst doch nicht zugestehen, daß von der Vorkonferenz etwas Gutes

zu hoffen sei. „Die Bevollmächtigten würden doch fortwährend telegraphieren müssen“[1], warf der Fürst ein, „während, wenn ich eine Stunde mit Fürst Bismarck und Graf Andrássy sprechen kann, alles gut gehen würde“[2].

Ich lege der Auffassung des Fürsten Gortschakow folgende Beweggründe unter: Zunächst Mißtrauen; er scheint zu fürchten, daß einige Bevollmächtigte sich untereinander gegen Rußland verständigen, ehe er da ist, um dem vorzubeugen; der Verkehr zwischen Lord Odo Russell und Grafen Károlyi scheint die Aufmerksamkeit des Fürsten Gortschakow schon erregt zu haben[3].

Ferner soll der Effekt seines Erscheinens in Berlin als Repräsentant der Großmut und Friedensliebe nicht durch eine Vorkonferenz abgeschwächt werden[4].

Drittens war Fürst Gortschakow durch die heutigen Meldungen Graf Schuwalows beruhigt über die augenblickliche Haltung Englands, durch welche er noch gestern in größte Erregung versetzt worden war.

Endlich schien die erste Unterredung, welche er soeben mit Rëuf Pascha und General Ignatiew gehabt hatte, den Fürsten Gortschakow sehr befriedigt zu haben.

Fürst Gortschakow sagte unter anderem: „England will nicht gern nach Berlin, nun gut, dann gilt das ‚beati possidentes‘; übrigens machen wir starke Rüstungen; England und Österreich zwingen uns dazu.“

Abgesehen von den Vorbereitungen bei der Reichswehr, von den schon früher bei Krupp bestellten Geschützen und von den vier neuen Reservedivisionen ist keine Maßregel betreffend die noch nicht mobilen Truppen zu meiner Kenntnis gelangt.

v. Schweinitz

Randbemerkungen des Fürsten von Bismarck:
[1] Jetzt müssen **wir es 5fach**
[2] petitio principii
[3] **den kann er doch nicht hindern?**
[4] cf. 75!

Nr. 350

Der Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow an den Botschafter in Petersburg von Schweinitz

Telegramm. Konzept von der Hand des Gesandten von Radowitz

Nr. 57 Berlin, den 16. März 1878
Ganz vertraulich

Antwort auf Nr. 60 vom 15.

Fürst Bismarck glaubt, daß amtliche Vorlage des ganzen Friedensvertrages an die Konferenz unvermeidlich sein wird als Basis für Diskussion über einzelne von den europäischen Verträgen abweichende

Bestimmungen. Fraglich, ob Vorlage von beiden Kriegsparteien oder nur von Rußland genügt. Wir müssen ferner festhalten, daß es sich um Einrichtungen zugunsten aller christlichen Bewohner der Türkei, nicht nur um die jetzt selbständig oder autonom werdenden handelt, daher Anknüpfung an Standpunkt und Beschlüsse der Konferenz von Konstantinopel.* Erlaß darüber folgt.

B. Bülow

Nr. 351

Der Botschafter in Petersburg von Schweinitz an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 61 St. Petersburg, den 16. März 1878

Kaiser Alexander eignet sich die Bedenken des Fürsten Gortschakow gegen Vorkonferenz nicht unbedingt an; Seine Majestät erkennt die praktische Seite des Vorschlags und vertraut dem praktischen Sinn des Fürsten Bismarck. Fürst Gortschakow scheint zu besorgen, daß bei Vorkonferenz Verständigung zwischen einigen Mächten erfolge, was er persönlich verhüten zu können glaubt.

Der Kaiser und Fürst Gortschakow erwarten von mir eine in Berlin zu erbittende Rückäußerung auf die gestern gemeldeten Bedenken des russischen Reichskanzlers. Schweinitz

---

Randbemerkung des Fürsten von Bismarck:
Wenn wir definitive Einladungen erlassen, so müssen wir in denselben angeben können, worüber verhandelt werden u[nd] wer theilnehmen wird, ob die Pforte, u[nd] ob die französischen Restrictivbedingungen allseitig angenommen, weil Frankreich sonst nicht kommen will. Diese u[nd] andre geschäftliche u[nd] formale Vorfragen würden durch Vorbesprechungen hiesiger Botschafter oder zweiter Bevollmächtigter besser geregelt werden können als durch kreuzende Telegramme. Der Entscheidung der Conferenz würde dadurch nicht vorgegriffen. Ihre gestrige Meldung enthält keine weitre Bedenken des Fürsten, als daß er sich keinen Erfolg verspricht. Darüber kann er doch keine Rückäußerung erwarten.

Nr. 352

Der Botschafter in London Graf Münster an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 80 London, den 16. März 1878

Antwort auf Telegramm Nr. 43.

Englische Bedenken sind nicht gehoben. England verlangt Anerkennung der Kompetenz des Kongresses auf alle Artikel. Fürst Gortschakow will dieses nicht aussprechen[1] und umgeht diese Frage damit,

---

* Siehe Kap. XI.

daß er den Mächten die Kenntnisnahme zusichert. Das englische Kabinett hat sich dem eigenen Parlamente gegenüber so weit engagiert, daß es von der Forderung einer bestimmten Erklärung darüber nicht abgehen zu können glaubt.

Graf Beust telegraphierte in diesem Sinne gestern und hat noch keine Antwort. Sein Telegramm kreuzte sich mit dem des Grafen Andrássy. Münster

Randbemerkung Kaiser Wilhelms I.:
[1] Wieder ein neuer baton d'arrêt!

Nr. 353

Kaiser Wilhelm I. an den Reichskanzler Fürsten von Bismarck

Eigenhändiges Handbillett

Berlin, den 16. 3. 78.

pp. Das télégramm von Schweinitz, nach welchem uns Ignatief nun doch zum Congreß droh e t,* ist ein Umstand der mich complett krank stimmt! Wäre es nicht möglich, durch Oubril oder gar Schweinitz selbst souffli r en zu lassen, daß mir persönlich das Erscheinen Ignatiefs hier im höchsten Grade unangenehm sei u[nd] zur Réussite der Verhandlungen nachtheilig erschiene u[nd] daß ich daher inständigst wünschen müsse, daß er nicht zum Congresse komme u[nd] die frühere Mittheilung Gortschakoffs, die er unaufgefordert gab, daß er nicht käme, aufrecht erhalten würde??

Nr. 354

Der Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow an den Botschafter in Paris Fürsten von Hohenlohe

Konzept

Nr. 165 Berlin, den 17. März 1878

Nachdem Ew. pp. durch meine Telegramme Nr. 40 vom 12., 42 vom 14., 44 vom 16. d. Mts. über die Auffassung, welche hier in betreff der in Berlin abzuhaltenden Konferenzberatungen besteht, unterrichtet worden sind, beehre ich mich, im folgenden einige hierauf bezügliche weitere Mitteilungen, sowie die Bemerkungen nachzutragen, zu denen Ew. pp. gefälliger Bericht Nr. 44 dem Herrn Reichskanzler Veranlassung gegeben hat.

Ew. pp. finden zunächst in den Anlagen Abschrift einer Aufzeichnung** betreffend die ersten amtlichen Mitteilungen, die Graf St. Vallier

* Nach einem Telegramm Schweinitz' vom 12. März rechnete Fürst Gortschakow neuerdings damit, den General Ignatiew mit zu den Kongreßverhandlungen nach Berlin zu nehmen.
** Siehe Nr. 339.

am 9. cr. über Annahme des Konferenzvorschlages durch die französische Regierung und die daran von Herrn Waddington geknüpfte Voraussetzung der Beschränkung des Beratungsmaterials zu machen gehabt hat. Durch das gleichfalls in Abschrift beifolgende uns vertraulich mitgeteilte Schreiben des Fürsten Gortschakow an Herrn von Oubril, d. d. 25. Februar/6. März cr., wurden wir von der Ausdehnung dieser französischen Restriktivbedingungen auf einzelne orientalische Angelegenheiten, betreffend Ägypten, Syrien und das heilige Grab, in Kenntnis gesetzt, und diesen Punkten fügt die Mitteilung des Herrn Waddington nach Ew. pp. gefälligem Bericht Nr. 44 noch Tunis hinzu.

Den Standpunkt, welchen ich durch das Telegramm Nr. 40 vom 12. cr. Ew. pp. darzulegen mich beehrt habe, hat der Herr Reichskanzler mündlich dem Grafen St. Vallier gegenüber wiederholt ausgesprochen. Er hat dem französischen Botschafter erklärt, daß es nicht Absicht der Deutschen Regierung sei, die von dem Minister Waddington speziell bezeichneten Fragen bei der Konferenz zur Sprache zu bringen, daß wir aber ebensowenig es würden verhindern können, wenn eine der andern Mächte dies zu tun beabsichtigte.

Ich füge hier die Bemerkung ein, daß dem Herrn Reichskanzler der in Ew. pp. Bericht vom 13. cr. enthaltene Ausdruck: „Fragen, welche sich unmittelbar aus dem russisch-türkischen Kriege ableiten lassen", nicht der Sachlage entsprechend erschienen ist. Nach seiner Auffassung und nach dem Eindrucke, den die anderen Mitteilungen über die Bedeutung der französischen Restriktivbedingungen machen, wäre nicht sowohl der einigermaßen vage Begriff des Zusammenhangs mit dem russisch-türkischen Kriege, sondern die Bezugnahme auf die früheren europäischen Verträge und deren Abänderungen durch den neuen russisch-türkischen Frieden das entscheidende Moment. Nur nach diesem Gesichtspunkte würden sich die verschiedenen oben genannten Fragen beurteilen resp. von den Beratungen ausschließen lassen.

Wenn wir, nach dem Wunsche des Herrn Waddington, nunmehr hier konstatieren und dem Ausdruck geben sollen, daß die von Frankreich angeregte Beschränkung des Programms für die Beratungen von allen Mächten angenommen worden sei, so würden zunächst die betreffenden Mächte durch an uns gerichtete, amtliche Erklärungen uns hierzu in den Stand zu setzen haben. Jedenfalls werden wir mit Ausfertigung der Einladungen zur Konferenz warten, bis über diese, wie über die anderen, noch schwebenden Vorfragen das Einverständnis unter den Mächten uns gegenüber festgestellt ist. Der Vorschlag zur Abhaltung von Vorkonferenzen oder Vorbesprechungen durch die hiesigen Vertreter bezweckte gerade, diese notwendige Feststellung in beschleunigter und sicherer Weise herbeizuführen.

Fürst Bismarck glaubt übrigens, daß es Frankreich bei den Restriktivbedingungen wohl nur um Ägypten zu tun sei, und daß die

anderen Punkte, Syrien, Heiliges Grab, Tunis, als Deckmantel für dieses wichtige Bedenken dienen. Auf die Bemerkung des Ministers Waddington, die Frage der heiligen Grabstätte habe einst den Krimkrieg veranlaßt, wäre leicht mit dem historischen Nachweis dafür zu antworten, daß in dem Streit um Grabeskuppel und Kirchenschlüssel nur der äußere Vorwand für eine innerlich ganz anders motivierte politische Aktion gelegen hat.

Der Herr Reichskanzler hat mit dem Grafen St. Vallier die Konferenzangelegenheit auch von einem andern Gesichtspunkt aus besprochen, auf den ich mir erlaube, Ew. pp. Aufmerksamkeit mit dem ganz ergebensten Anheimstellen zu lenken, gelegentlich in derselben Weise Herrn Waddington gegenüber sich äußern zu wollen. Fürst Bismarck hat dem französischen Botschafter, anknüpfend an unsere Zustimmung zu der von dem Pariser Kabinett gewünschten Beschränkung der Diskussionen gesagt: es würde nicht minder im gemeinsamen Interesse beider Regierungen liegen, auf der Konferenz nach Möglichkeit dagegen zu wirken, daß die Verhandlungen zur Bildung von Gruppen und Koalitionen führten, die darauf ausgingen, den Minoritäten ihre Absichten aufzuzwingen. Wenn aus dem Zusammentritt der Konferenz irgendein ersprießliches Resultat für die Befestigung und Aufrechterhaltung des europäischen Friedens sich ergeben solle, so müsse nach unserer Auffassung vor allen Dingen den Beratungen der Charakter einer freiwilligen und unabhängigen Verständigung bewahrt, die Tendenz der Majorisierung schwächerer Gruppen durch stärkere von vornherein ausgeschlossen bleiben. Gingen die Standpunkte auseinander, so sei es nur denkbar, im Wege der Überredung und durch gegenseitige Konzessionen gemeinsame Beschlüsse herbeizuführen, nicht aber durch Abstimmungen, die bei der Minorität notwendigerweise die Empfindung der Vergewaltigung zurücklassen würden. Deutschland sei entschlossen, sich zu keiner derartigen Rolle herzugeben, und der Herr Reichskanzler hoffe, daß Frankreich, das, wie wir, mit Unparteilichkeit und ohne eigene direkte Interessen in die Konferenz eintrete, mit uns diesen Grundsatz vertreten werde.

B. Bülow

Nachschrift

von der Hand des Gesandten von Radowitz

Berlin, den 17. März 1878

Ew. pp. Telegramm Nr. 34 vom 16. cr. ist hier eingegangen, nachdem der vorstehende Erlaß festgestellt war.

Ich habe den Ew. pp. bereits dargelegten Gesichtspunkten aus Anlaß dieser neueren Mitteilung nur wenig hinzuzufügen.

Die erste Bedingung des Herrn Waddington: daß die Vorkonferenz nur einen vorbereitenden Charakter haben solle, stimmt ganz mit unserer Auffassung überein.

In betreff der Konstatierung, daß der französische Vorbehalt wegen Beschränkung der Beratungen von allen Kabinetten angenommen sei, beziehe ich mich auf den Erlaß Nr. 165. Bis jetzt sind uns darüber amtliche Mitteilungen seitens der betreffenden Regierungen noch nicht gemacht worden.

Die Einstimmigkeit in Annahme des von der Vorkonferenz aufzustellenden Programmes sowie Beteiligung aller Signatarmächte betrachten auch wir als selbstverständliche Voraussetzungen.

In diesem Sinne werde ich mit dem Grafen St. Vallier reden und wollen Ew. pp. die Mitteilung des Herrn Waddington gefälligst beantworten.

B. Bülow.

Nr. 355

Der Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow an den Botschafter in London Grafen Münster

Konzept von der Hand des Gesandten von Radowitz

Nr. 173 Berlin, den 17. März 1878
[abgegangen am 18. März]

Antwort auf Telegramm Nr. 79 vom 15.,* 80** und 81 vom 16. cr.

Wir können nicht an Einladung denken, solange „Kompetenz"-fragen schweben und uns nicht von den Beteiligten Erledigung derselben mitgeteilt wird. Die „Kompetenz" der Konferenz, d. h. das Recht, bestimmte Dinge zu besprechen und darüber Beschlüsse zu fassen, ist, nach unserer Auffassung, nur durch allgemeine, freiwillige Übereinstimmung unter den Mächten festzustellen. Auch die englischen Minister haben es schon ausgesprochen, daß durch Konferenz kein Zwang gegen Minoritäten ausgeübt werden könne. Das Programm für die Beratungen festzustellen, ist nicht unsere Aufgabe. Wir wünschen nur zu erfahren, ob die anderen Mächte einig sind über das, was verhandelt und was nicht verhandelt werden soll. Noch liegen in dieser Hinsicht verschiedene Differenzen vor; nimmt Rußland die englische Bedingung der Vorlage des ganzen Friedensvertrages an? Stimmen alle Mächte dem französischen Verlangen bei, daß einzelne Fragen wie Tunis, Syrien, Heiliges Grab, namentlich aber Ägypten, ganz von der Diskussion ausgeschlossen bleiben? Ist Einigkeit über die Zulassung von Griechenland und die dadurch eintretende Erweiterung des Kreises der Teilnehmer? Solcher Fragen können noch mehr auftauchen. Die Pforte und Italien haben sich überhaupt noch nicht geäußert.

In betreff des Wechsels im Vorsitze stellt Fürst Bismarck Ew. pp. anheim, gelegentlich und vertraulich bei Lord Derby die Erwägung anzuregen, ob es nicht doch, grade im englischen Interesse,

* Siehe Nr. 347.
** Siehe Nr. 352.

politisch richtiger sei, auf den bekannten großen Wunsch des Fürsten Gortschakow, seine Laufbahn durch das, wenn auch nur zeitweilige, Präsidium bei einem europäischen Kongresse zu beschließen, Rücksicht zu nehmen, und ob er nicht glaube, den persönlichen Einfluß des russischen Reichskanzlers durch die Konzession eines rein formalen Ehrenpunktes für die Sache günstiger zu stimmen, während, im entgegengesetzten Falle, er um so leichter unbequem werden könnte? Beim Vorsitz seien Unbequemlichkeit und Notwendigkeit der Reserve schließlich größer als der daraus fließende praktische und politische Gewinn.

B. Bülow

Nr. 356

Der Botschafter in Petersburg von Schweinitz an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 63 St. Petersburg, den 17. März 1878

Der Kaiser sagt mir: „England nimmt die Vorkonferenz nicht an, aber ich bleibe bei meiner Ansicht“ (nämlich Annahme).

Graf Schuwalow meldet: die englische Regierung fordere von Rußland ein Ja oder Nein[1]; im ersten Falle sei Vorkonferenz überflüssig[2]; im zweiten sei überhaupt keine. Welche Frage so peremtorisch gestellt wird, weiß Fürst Gortschakow nicht[3]; er wird englisches Memorandum* jetzt beantworten und erklären: que le traité de paix entier sera soumis à l'appréciation et à l'action des puissances signataires[4].

Schweinitz

Randbemerkungen des Fürsten von Bismarck:

[1] Doch nicht auf die Vor-C[onferenz]!

[2] nein

[3] !

[4] mehr hat England eigentlich nicht gefordert, aber außer Tr[aité] de paix kann es noch viele andre geben.

Nr. 357

Der Botschafter in London Graf Münster an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 82 London, den 17. März 1878

Graf Schuwalow erhielt diesen Morgen Schreiben Lord Derbys,** worin die Verhandlungen vom 9. an rekapituliert werden und Graf Schuwalow gebeten wird, um aller Unklarheit ein Ende zu machen, ihm von Fürst Gortschakow eine bestimmte Antwort auf folgende am 13. ihm und dem Grafen Beust gegebene Erklärung zu verschaffen:

* Siehe den Schriftwechsel zwischen Lord Derby und Graf Schuwalow in „Das Staatsarchiv“ Bd. 34 (1878), S. 59, 62.

** Das.

„Ihrer Majestät Regierung muß darüber Gewißheit haben (must distinctly understand), ehe sie dem Kongreß beitreten kann, daß jeder Artikel des russisch-türkischen Vertrages dem Kongreß vorgelegt werde, nicht um notwendigerweise angenommen zu werden, aber um darüber zu beraten, welche Artikel der Annahme oder Mitwirkung (concurrence) mehrerer Mächte bedürfen, und welche nicht."

Lord Loftus habe diese Mitteilung gemacht, erhalte aber keine Antwort.

Graf Schuwalow rät nochmals zur Antwort, die er am 14. vorschlug. Sie lautet: „De déclarer que nous acceptons la discussion d'articles en dehors de ceux que nous porterons au congrès à condition que celui-ci leur attribue un caractère européen[1]."

Graf Schuwalow hält die Stimmung hier für sehr kriegerisch und dieses für das Minimum, um die Beteiligung Englands am Kongreß zu erlangen.

Münster

Randbemerkung des Fürsten von Bismarck:
[1] ? Unklar.

Nr. 358

Der Botschafter in London Graf Münster an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 40 London, den 17. März 1878

Eurer Exzellenz beehre ich mich, anliegend das Schreiben Lord Derbys an den Grafen Schuwalow, welches mir mein russischer Kollege vertraulich mitteilte, in Abschrift gehorsamst zu übersenden. Die wichtigste Stelle habe ich schon auf telegraphischem Wege übermittelt.

Für die Kaiserliche Regierung wird dieses Schreiben insofern Interesse haben, als es dazu beiträgt, die große Konfusion in diesen Verhandlungen etwas aufzuklären.

Die Verwirrung entstand dadurch, daß Fürst Gortschakow es vermeiden wollte, direkte Antworten auf die englischen Fragen zu geben, und daß die Verhandlung nicht durch den Grafen Schuwalow wie bisher, sondern mit dem Umwege über Wien durch den Grafen Beust geführt wurde. Graf Andrássy scheint die Sache auch etwas zu leicht angesehen oder Herr von Langenau die Antwort des Fürsten Gortschakow nicht ganz richtig aufgefaßt zu haben; dadurch erhielt hier die Regierung widersprechende Mitteilungen, welche das sehr große Mißtrauen, welches hier herrscht, noch sehr erhöhten.

Die Differenz besteht darin, daß das englische Kabinett verlangt, Rußland solle den ganzen Vertrag dem Kongresse vorlegen, und es dem

Kongresse das Recht vindizieren will, darüber zu entscheiden, welche Artikel das Interesse anderer Staaten berühren und die bisherigen durch Europa sanktionierten Verträge abändern, und welche lediglich Sache Rußlands und der Türkei sind.

Fürst Gortschakow dagegen will den Vertrag nicht dem Kongresse, sondern den einzelnen Regierungen vorher mitteilen und nur die Punkte vorlegen, die nach Ansicht des russischen Kabinetts ein europäisches Interesse haben, er will für Rußland gewissermaßen ein Veto für solche Artikel vorbehalten, die nach seiner Ansicht nicht vor den Kongreß gehören.

Daneben wünschte England die Erklärung zu haben, daß der vorgelegte Vertrag alle Abmachungen zwischen Rußland und der Türkei enthalte. Es war die Absicht, sich dadurch vor geheimen Verträgen, an deren Existenz hier fest geglaubt wird, zu sichern, jedenfalls um dadurch in der Lage zu sein, später einmal mala fides nachweisen zu können.

Ich glaube, daß man sich jetzt schon davon überzeugt hat, daß damit praktisch sehr wenig erreicht würde, und dieser Punkt scheint nun jetzt aufgegeben zu sein.

Lord Derby will, daß der Kongreß über seine Befugnis hinsichtlich der Beratung der Friedensartikel eventuelle Beschlüsse durch Majorität fassen könne, während er anerkennt, daß bindende Abmachungen unter den Mächten, sowie Veränderungen der bestehenden Verträge nur durch die Zustimmung aller Mächte sanktioniert werden können; dagegen hat er aber auch wiederholt erklärt, daß Abmachungen und Veränderungen der Verträge, welche diese Sanktion nicht erhielten, für England als bindend nicht angesehen werden können.

Graf Schuwalow hat, wie ich diesen Morgen meldete, auf telegraphischem Wege das Schreiben Lord Derbys mitgeteilt, hat seinen Vorschlag, dessen Wortlaut ich auch meldete, wiederholt, und hat dringend um eine möglich befriedigende und baldige Antwort gebeten, falls Rußland den Kongreß wolle und den Krieg mit England, wie er voraussetze, zu vermeiden wünsche.

Graf Schuwalow täuscht sich über die hiesige Stimmung durchaus nicht und sieht den Kongreß als das letzte Mittel an, den Krieg zu vermeiden.

Münster

Anlage

Copy

Foreign Office, March 16th 1878

On the 9th of this month I wrote to Count Beust that Her Majesty's Government considered that it would be desirable to have it understood in the first place, that all questions dealt with in the Treaty

of Peace between Russia and Turkey should be considered as subject to be discussed in the Congress, and that no alteration in the condition of things previously established by Treaty should be acknowledged as valid until it has received the assent of the Powers. A copy of this note to Count Beust was forwarded to Lord Augustus Loftus with instructions to communicate it to your Government. On the 12th I told Count Beust that Her Majesty's Government must be perfectly clear on the points mentioned in my note of the 9th before they can definitively agree to go into Congress, and on the 13th I further explained the first condition as follows:

„Her Majesty's Government must distinctly understand, before they can enter into Congress, that every article in the Treaty between Russia and Turkey will be placed before the Congress, not necessarily for acceptance, but in order that it may be considered what articles require acceptance or concurrence by the several Powers and what do not."

Lord Augustus Loftus was also informed of this. —

We have not yet had an answer from your Government, whether they agree to the conditions of Her Majesty's Government. There seems to be some question as to the channel of communication, and I should be glad if you would try and procure a positive reply from Prince Gortschakow in writing, so that Her Majesty's Government may be no longer in uncertainty as to the competence of the Congress to deal with the entire Treaty.

(signed) Derby

Nr. 359

Der Botschafter in Petersburg von Schweinitz an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 71 St. Petersburg, den 17. März 1878

Ganz vertraulich!

Seit der Zeit, wo Prinz Reuß nach Konstantinopel geschickt wurde, habe ich den Fürsten Gortschakow nicht so mißtrauisch gesehen wie heute; er vermutet bei dem Berliner Vorschlage eine feindliche Absicht. Dazu kommt, daß ihm aus Wien berichtet wird, meine hohe Regierung habe ihre bisher mit der russischen übereinstimmende Auffassung betreffend Griechenlands Teilnahme an der Konferenz geändert und sich der englischen genähert. Er glaubte überhaupt, die Vorkonferenz sei im Einverständnisse mit England vorgeschlagen worden und war erstaunt, durch ein Schuwalowsches Telegramm zu erfahren, daß Lord

Derby nichts davon hören will. Der Fürst las mir mehrere lange Telegramme des russischen Botschafters in London vor, es war mir aber unmöglich, daraus zu entnehmen, was die britische Regierung im Augenblick will, und auf welche Fragen sie ein „Ja“ oder ein „Nein“ als Antwort fordert; ebensowenig konnte der Fürst mir dies sagen. Auf den vor Seiner Durchlaucht liegenden Stoß von Telegrammen deutend, sagte ich, daß gerade in diesen und ihren Widersprüchen der beste Beweis für die Zweckmäßigkeit einer Vorkonferenz läge, auf welcher unter befreundeter Ägide alle jene dornigen Fragen erledigt werden könnten: „Ja, unter befreundeter Ägide,“ sagte der Fürst halb ironisch und ging dann alle die Punkte durch, welche ich ihm als Gegenstand jener Vorbesprechung genannt hatte, um zu zeigen, daß sie keiner solchen bedürften: „Die Einladung an die Pforte“, sagte er, „versteht sich von selbst, denn sie ist Signatärmacht; die französischen Restriktionen sind von Ihnen schon gutgeheißen; der Vorsitz? Dieser gebührt dem Fürsten Bismarck oder Herrn von Bülow; ich will ihn nicht haben; die Teilnahme Griechenlands? Darauf habe ich schon geantwortet, daß seine Delegierten gehört werden sollen. Worüber verhandelt werden soll? Über den ganzen Vertrag, der vollständig allen vorgelegt wird, und über welchen dann jeder sprechen kann; wir unterbreiten den ganzen Vertrag à l'appréciation et à l'action de toutes les puissances signataires. Nein,“ fuhr der Fürst, durch die heutigen bei seinem Alter und Unwohlsein wirklich übermäßigen Anstrengungen etwas erschöpft und erregt fort, „England will sich aus seiner schwierigen Lage herausziehen, indem es uns eine Demütigung zuschiebt; aber wenn es verlangt, daß wir uns vorher verpflichten sollen, die Entscheidungen einer Majorität unbedingt anzunehmen, so irrt es sich; durch dieses kaudinische Joch gehen wir nicht.“ Ich wendete ein, daß noch unlängst ein englischer Minister im Parlament anerkannt habe, daß Kongresse nie durch Stimmenmehrheit entscheiden.

„Hier liegt der Traktat,“ sagte der Fürst, auf einen Packen lithographierter Exemplare zeigend, „am Dienstag werden Sie alle ihn bekommen; dann steht es jedem frei, über jeden einzelnen Punkt desselben und über alles, was er will, zu sprechen; ich beschränke die Diskussion nicht.“

„Schreiben Sie, ich bitte, daß ich meine Ansichten über die Vorkonferenz nicht geändert habe; doch der Kaiser will es, und ich werde also Ignatiew schicken; ich muß ihn wählen, weil er die unentbehrlichen Lokalkenntnisse besitzt.

„Ich kann von Besprechungen zu sechs nichts erwarten; zu dreien hätten wir zu einer Verständigung kommen sollen; Graf Stolberg hatte unlängst noch immer keine Instruktionen, hoffentlich wird er sie jetzt bekommen haben usw.“

Fürst Gortschakow war heute wie gesagt etwas erregt durch die Londoner Nachrichten, welche allerdings in schroffem Widerspruch mit

denjenigen stehen, die noch vorgestern von dort kamen. Überhaupt konnte sich heute niemand, außer dem freudestrahlenden General Ignatiew, dem Einfluß der herrschenden Stimmung entziehen. Der Kriegsminister sprach mir die Überzeugung aus, daß England den Kongreß nicht wolle, weil seine Absichten „inavouables" seien und es im Trüben zu fischen beabsichtige. Seine Majestät sagte mir unter anderem: „l'Angleterre s'est fouroyée dans une impasse et elle veut en sortir à nos dépens." Im übrigen ist der Kaiser, wie immer, wenn die Lage wirklich ernst wird, ruhig und entschlossen. v. Schweinitz

Nachschrift zum Bericht Nr. 71 vom 17. März 1878

St. Petersburg, den 18. März 1878

Fürst Gortschakow las mir heute eine telegraphische Meldung Herrn von Oubrils vor, in welcher ihm die Aufgaben der Vorkonferenz enger begrenzt zu sein scheinen, als in den von mir gemachten Eröffnungen; ich konnte keinen wesentlichen Unterschied herausfinden; in dem Telegramm des Botschafters war gerade so wie in dem Aide-mémoire, welches ich dem russischen Reichskanzler gegeben hatte, die Frage: „mit wem und worüber" verhandelt werden soll, in den Vordergrund gestellt. Ich hatte gesagt: que mon Gouvernement ne pense pouvoir envoyer les invitations avant qu'une entente ne soit établie entre les puissances sur les matières qu'on veut discuter; der russische Botschafter braucht statt „matière" den Ausdruck „objet".

Diese, nach Ansicht des Fürsten, verringerte Bedeutung der Vorkonferenz ändert, wie er mir ausdrücklich wiederholte, nichts an seiner Ansicht über dieselbe; er telegraphiert auch an den Botschafter in Berlin, daß Rußland nur aus „Deferenz" den Vorschlag annimmt. Wohl aber glaubt Fürst Gortschakow aus den Umrissen, welche Herr von Oubril für jene Vorbesprechung entwirft, den Schluß ziehen zu dürfen, daß die Lokalkenntnis General Ignatiews dabei nicht notwendig sein wird, und daß also der in Berlin akkreditierte Botschafter Rußland vertreten kann.

In einem an Herrn von Oubril gerichteten Telegramm verwahrt sich der russische Reichskanzler gegen Ausschließung der Pforte von der Vorkonferenz. v. Schweinitz

Nr. 360

Aufzeichnung des Staatssekretärs des Auswärtigen Amtes von Bülow

Eigenhändig

Berlin, den 18. März 1878

pp. Der Botschafter* war sehr beunruhigt durch die Nachricht, daß Lord Augustus Loftus heute eine schriftliche Note übergebe, worin er

* Der französische Botschafter in Berlin Graf de St. Vallier.

kategorische Antwort verlange, ob Rußland die verlangte Vorlage aller Abmachungen zur Prüfung der Konferenz zusage oder nicht? Wenn sich das so verhalte, werde England, welches die Vorkonferenz bereits abgelehnt, auch die Konferenz zu verhindern die Absicht haben.

Herr von Oubril las mir ein auf diese Wendung bezügliches Telegramm des Fürsten Gortschakow von gestern abend 10 Uhr vor — von dem er nicht wußte, ob es schon die Antwort sei auf seine gestrige Unterredung mit dem Herrn Reichskanzler. Danach hatte Graf Schuwalow gemeldet, man verlange von ihm ein Oui oder Non auf jene Frage, und Fürst Gortschakow geantwortet: Ich habe unsern bisherigen Erklärungen nichts hinzuzufügen: wir werden entscheiden, woran Europa ein Interesse hat (ungefähr so). B. Bülow

Nr. 361

Der Botschafter in London Graf Münster an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 45 London, den 19. März 1878

Im Verfolg meines gehorsamsten Berichtes Nr. 40 vom 17. d. Mts.* beehre ich mich Graf Schuwalows Antwort auf Lord Derbys Schreiben vom 16. d. Mts.** in Abschrift Eurer Exzellenz zu übersenden. Es ist eine höfliche abschlägliche Antwort, und scheinen die Aussichten auf den Kongreß damit sehr zu schwinden. Bemerkenswert ist die bestimmte Erklärung, daß geheime Abmachungen nicht existieren, und würde das sehr beruhigen, wenn nicht im Schlußsatze die englischen Forderungen so bestimmt abgelehnt würden.

Nach dem, was ich eben beim Empfange (Levée) der Königin hörte, wird wahrscheinlich England erklären, unter den Umständen dem Kongresse nicht beiwohnen zu können.

Lord Lyons, den ich auch dort sah, meinte, er werde seiner undankbaren Aufgabe wohl enthoben sein.

Morgen findet die Kabinettssitzung statt, und es wird dann dem Parlamente wohl bald eine Mitteilung gemacht werden. Graf Schuwalow hält damit den Kongreß für gescheitert. Münster

Anlage

Copie Londres, ce 19 Mars 1878

Je me suis empressé de communiquer au Chancelier Prince Gortschakoff, par télégraphe, la teneur de la lettre que Vous m'avez fait l'honneur de m'adresser en date du 16 Mars ct.

* Siehe Nr. 358.
** Siehe die Anlage zu Nr. 358.

Le Prince me charge de Vous réitérer que le Traité de Paix conclu entre la Russie et la Turquie, le seul qui existe, — car nous n'avons aucun engagement secret, sera communiqué au Gouvernement de la Reine en entier et bien avant la réunion du Congrès.

Le Gouvernement de la Reine, ainsi que les autres Grandes Puissances, se réservent au Congrès leur pleine liberté d'appréciation et d'action. Cette même liberté, qu'elle ne conteste pas aux autres, la Russie la revendique pour elle-même; or, ce serait la restreindre, si seule entre toutes les Puissances, la Russie contractait un engagement préalable.

(signé) Schouwaloff

Nr. 362

Der Botschafter in London Graf Münster an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 85 London, den 21. März 1878

Das englische Kabinett wollte gestern auf Graf Schuwalows Schreiben (Bericht Nr. 45 vom 19. März)* erwidern, daß England danach am Kongreß nicht teilnehmen könne.

Graf Schuwalow hat persönlich und vertraulich Lord Derby gebeten, diese Antwort noch 48 Stunden zurückzuhalten. Lord Derby willigte ein, und Graf Schuwalow versucht durch einen Vorschlag, den er in St. Petersburg machte, Kongreß zu retten.

Bericht folgt.

Münster

Nr. 363

Der Botschafter in London Graf Münster an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 86 London, den 21. März 1878

Vertraulich

Lord Derby hat gestern Graf Schuwalow über die Einschiffung russischer Truppen in Bujukdere interpelliert und hat ein Memorandum darüber in Aussicht gestellt[1].

Graf Schuwalow hat erwidert, Einschiffung sei nicht erfolgt, hat in St. Petersburg um Instruktion gebeten und erhielt vom Fürsten Gortschakow die Antwort, „er möge die Engländer fragen, was ihre Flotte im Marmarameer zu tun habe".**

* Siehe die Anlage zu Nr. 36.

** Die englische Flotte war bekanntlich am 13. Februar in das Marmarameer eingelaufen und ankerte seitdem vor den Prinzeninseln.

Täte Graf Schuwalow das, so wäre der casus belli[2] da, er tut es nicht und will so lange als möglich den Konflikt vermeiden.

Es zeigt aber, wie gereizt man in St. Petersburg ist.

Münster

Randbemerkungen Kaiser Wilhelms I.:
[1] Das wäre intéreßant zu kennen!
[2] Warum?
Schlußbemerkung des Kaisers: Womit rechtfertigt England seine drohende Kriegs Flotte, während Rußland seine Truppen mit Handelstransport Schiffen nach Hause senden will! W.

Nr. 364

Der Botschafter in London Graf Münster an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 87 London, den 21. März 1878

Fürst Gortschakow telegraphiert heute an Graf Schuwalow, er könne auf keine neuen Vorschläge eingehen und keinen anderen Standpunkt einnehmen als den bisherigen, der in Depesche, die morgen mit dem Vertrag hier eintreffe, noch näher dargelegt werde. Graf Schuwalow wird die englische Entscheidung noch hinzuhalten suchen, hält aber den Kongreß für gescheitert und bedauert sehr, daß sein Vorschlag[1] keine Beachtung fand.

Münster

Randbemerkung Kaiser Wilhelms I.:
[1] Welcher?

Nr. 365

Der Botschafter in London Graf Münster an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Entzifferung

Nr. 47 London, den 21. März 1878

Geheim

Eure Exzellenz sind über den Stand der Verhandlungen durch meine Berichte und Telegramm Nr. 85* unterrichtet. Gestern war auf sechs Uhr Kabinettssitzung angesetzt, um über die Antwort auf Graf Schuwalows Schreiben vom 17.** zu beraten.

Lord Derby sah kurz vorher den Grafen Schuwalow und sagte ihm, das englische Kabinett werde nach seiner Antwort, die es für abschläglich halte, es ablehnen, dem Kongreß beizuwohnen, und zwar einstimmig.

---

* Siehe Nr. 362.
** Es muß heißen: „vom 19."; siehe die Anlage zu Nr. 361.

Graf Schuwalow machte darauf folgenden Vorschlag, bat Lord Derby, ihm ganz im Vertrauen seine Meinung darüber zu sagen und erbot sich, diesen Vorschlag in Petersburg zu machen, falls Lord Derby sich verpflichten wolle, die Antwort des Kabinetts noch 48 Stunden zurückzuhalten. Lord Derby findet den Vorschlag für im ganzen annehmbar und willigte insoweit ein.

Das Telegramm des Grafen Schuwalow an Fürst Gortschakow lautet wie folgt:

„Bitte Sie, dem Fürsten Bismarck oder dem Grafen Andrássy sofort folgenden Vorschlag zu machen: ‚Bei der jetzigen Lage und den Mißverständnissen, welche der den Mächten noch unbekannte Vertrag hervorrufe, würde es wünschenswert sein, die Lösung der Frage des Kongresses zu verschieben, bis der Text allen Mächten mitgeteilt worden ist. Die Kabinette werden den Vertrag dann prüfen und die Ausstellungen (objections) und Bemerkungen der Mächte werden vom Kongresse dann beraten werden. Alle Mächte behalten volle Freiheit, die Beschlüsse des Kongresses anzunehmen oder sich durch dieselben für nicht gebunden zu erklären.‘

Auf diese Weise wird der Kongreß erreichbar, und wir haben dadurch England gegenüber keine Verpflichtung übernommen.“

Graf Schuwalow weiß nicht, was Fürst Gortschakow darüber sagen wird und wünscht, daß auf keinen Fall dieser erfahre, daß er uns diesen Vorschlag mitgeteilt habe.

Nach der gereizten Stimmung, die in Petersburg gegen England zu herrschen scheint, mag es zweifelhaft sein, ob darauf eingegangen wird, Eifersucht gegen Graf Schuwalow scheint auch etwas mitzuspielen.

Daß General Ignatiew zum zweiten Bevollmächtigten ernannt wurde, wird hier sehr schlechten Eindruck machen, und England beharrt desto fester dabei, daß Deutschland unter keinen Umständen den Vorsitz abgebe.

Münster

Nr. 366

Der Botschafter in London Graf Münster an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 88 London, den 22. März 1878

Lord Derby hat doch noch einen Versuch der Verständigung gemacht und richtete gestern abend ein Schreiben an Graf Schuwalow. Er sagt:

„Das englische Kabinett könne von dem eingenommenen Standpunkte nicht abgehen und vermöge nicht anzuerkennen, daß das russische Kabinett in der Freiheit seiner Entschließungen auf dem Kon-

gresse durch die vorherige Verständigung, wie sie England wünsche, mehr beeinträchtigt werde, als jede andere Macht.

Das englische Kabinett richte daher an die russische Regierung die Frage, ob die Mitteilung des ganzen Vertrages (en entier) an die verschiedenen Mächte so angesehen und behandelt werden solle, als werde er vorgelegt, damit der ganze Vertrag rücksichtlich seiner Rückwirkung auf bestehende Verträge durch den Kongreß geprüft und durchberaten werden könne“[1].

Von der russischen Antwort hierauf wird das Zustandekommen des Kongresses abhängen.

Münster

Randbemerkung Kaiser Wilhelms I.:
[1] Auch die nicht Europa nach dem Frieden von 1856 interessirenden? W.

Nr. 367

Der Botschafter in London Graf Münster an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 48 London, den 22. März 1878

Eure Exzellenz werden aus meinen gehorsamsten Berichten und Telegrammen ersehen haben, wie sich die Verhandlungen über den Kongreß hinziehen, und wie durch meinen russischen Kollegen und Lord Derby alles geschieht, um sie nicht abzubrechen und das Zustandekommen des Kongresses möglich zu machen. Wer, wie ich, diesen Verhandlungen genau folgt, kann wirklich nicht umhin, ungeduldig zu werden. Will Rußland wirklich den Kongreß, so hätte Fürst Gortschakow die Sache anders behandeln sollen. Die Differenz ist mehr prinzipieller als praktischer Natur.

Da auch von englischer Seite anerkannt wird, daß der Kongreß keine bindenden Majoritätsbeschlüsse fassen kann, so sehe ich wirklich nicht, wie die russische Freiheit des Entschlusses und Handelns auf dem Kongresse, „liberté d'action“, von der Fürst Gortschakow in jeder Depesche, in jedem Telegramme spricht, gestört werden kann. Daß der Kongreß aber den jetzt vorgelegten Vertrag in seiner Rückwirkung auf die durch die Mächte sanktionierten früheren Verträge prüfen muß, scheint doch, wenn der Kongreß die orientalische Frage zum Abschluß bringen soll, unbedingt erforderlich, und mehr verlangt England nicht. Die Forderung des Fürsten Gortschakow, daß Rußland die Punkte des Vertrages nur zur Diskussion stellen will, die nach russischer Auffassung die bisherigen Verträge abändern, ist doch eigentlich nicht haltbar.

Es scheint die Rücksicht auf die russische Presse, auf die öffentliche Meinung, soweit diese dort besteht, das russische Kabinett abzu-

halten, auf die englische Forderung einzugehen, es ist eine gewisse Empfindlichkeit vorhanden, es scheint auch leider als Ehrenpunkt aufgefaßt zu werden, und daß man die doch nicht unbillige Forderung nicht annehmen will, bloß darum, weil sie als Bedingung gestellt ist.

Ob andere Gründe die russische Regierung bestimmen, läßt sich von hier aus nicht gut beurteilen.

Da diese Verhandlungen sehr wichtig sind, Krieg und Frieden davon abhängen kann, halte ich Eure Exzellenz soweit als möglich au courant derselben und beehre mich deshalb auch das Schreiben Lord Derbys gehorsamst beizulegen.

Auf die russische Antwort kommt es an, und es wird davon abhängen, ob der Kongreß zustande kommt. Hier ist man in großer Aufregung darüber, und will Rußland den Krieg mit England nicht, so sollte eine zufriedenstellende Antwort gegeben werden. Ob der Kongreß zum Frieden führen kann, ist zwar sehr zweifelhaft, daß aber das Nichtzustandekommen zum Kriege führen würde, ist sehr wahrscheinlich.

Gestern erklärte im Unterhause Sir Stafford Northcote es für sehr bedenklich, jetzt, während der Verhandlungen, die Regierung durch Interpellationen zu zwingen, Erklärungen und Antworten zu geben. Im Oberhause benutzte aber Lord Derby eine durch das enfant terrible des House of Lords, Lord Stratheden and Campbell, veranlaßte Debatte, um den Lauf der Verhandlungen und den Standpunkt der Regierung, wie Eure Exzellenz denselben aus meinen gehorsamsten Berichten kennen, näher darzulegen. Er deutete darin auch schon den Inhalt seines Schreibens an den Grafen Schuwalow an.

Soeben sah ich Lord Derby; er las mir das Schreiben an den Grafen Schuwalow* vor und sagte, man sei versucht zu glauben, daß die russische Regierung den Kongreß nicht wolle, wenn sie den englischen doch sehr mäßigen Wünschen nicht nachkomme. Daß Majoritätsbeschlüsse nicht bindend sein können, sei ja von allen Seiten anerkannt; daß aber der Kongreß doch prüfen müsse, welche Teile des Vertrages, der ja doch die Basis des Kongresses der Natur der Sache nach bilden müsse, Abänderungen der früheren Verträge involvieren, werde jeder Unbefangene anerkennen müssen.

Lord Derby kam wieder auf die Präsidialfrage zu sprechen und sagte, es sei schwer, offiziell oder gar öffentlich sich darüber zu äußern; er bitte wiederholt dringend darum, daß im Falle der Verhinderung des Fürsten Bismarck, der Herr Staatsminister von Bülow den Vorsitz übernehmen möge. Fürst Gortschakow könne das nicht übelnehmen, denn er habe durch den Grafen Schuwalow hier bestimmt erklären lassen, er werde, selbst wenn er ihm angeboten würde, den Vorsitz ablehnen. „Außerdem", setzte Lord Derby hinzu, „ist diese Frage durch General Ignatiews Ernennung zum zweiten Bevollmächtigten noch schlimmer geworden, da das Mißtrauen gegen Rußland, welches,

* Siehe die Anlage.

wie Sie wissen, schon stark genug ist, sich in diesem Diplomaten personifiziert. Die Durchsicht des Vertrages hat schon gezeigt, daß außer diesen formellen Fragen der Kongreß große Schwierigkeiten in der Sache haben wird".

Ich werde mir erlauben, nächste Woche die Bedenken näher zu berühren, welche der Vertrag, der heute in allen Blättern veröffentlicht wird, hervorruft. Heute will ich nur hervorheben, daß es vor allem die vielen Kommissionen sind, durch welche wichtige Fragen, wie Grenzen etc., offen gehalten werden, die mißfallen und erregen, namentlich aber ist es die zweijährige Besetzung von Bulgarien, die für sehr bedenklich gehalten wird. Das heißt, sagen viele, den Krieg, den wir doch führen müssen, auf zwei Jahre verschieben.

Dieses sind eben nur vorläufige Eindrücke, auf die ich noch zurückkommen werde.

Graf Schuwalow erwartet den Vertrag diesen Abend und wird ihn morgen offiziell mitteilen.

Münster

Copy **Anlage** Foreign Office
March 21. 1878

Her Majesty's Government have attentively considered the communication which you were authorized by Prince Gortschakow to make to me on the 19th inst.

Her Majesty's Government cannot recede from the position already clearly defined by them, that they must distinctly understand before they can enter into Congress that every article in the Treaty between Russia and Turkey will be placed before the Congress, not necessarily for acceptance, but in order that it may be considered what articles require acceptance or concurrence by the other Powers and what do not.

Her Majesty's Government are unable to accept the view now put forward by Prince Gortschakow that the freedom of opinion and action in Congress of Russia more than of any other Power would be restricted by this preliminary understanding.

Her Majesty's Government therefore desire to ask whether the Government of Russia are willing that the communication of the Treaty „en entier" to the various Powers shall be treated as a placing of the Treaty before the Congress, in order that the whole Treaty, in its relation to existing Treaties, may be examined and considered by the Congress.

(signed): Derby

Nr. 368

Der Botschafter in London Graf Münster an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 89 London, den 23. März 1878

Graf Schuwalow teilt heute den Friedensvertrag hier mit. Er hat auf letztes Schreiben Lord Derbys* vom Fürsten Gortschakow wieder abschlägige, sehr gereizte Antwort erhalten. Danach gibt Graf Schuwalow die Hoffnung auf, den Kongreß zu retten.

Münster

Nr. 369

Kaiser Wilhelm I. an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Eigenhändiges Handbillet

B[erlin, den] 23. 3. [18]78

Theilen Sie dem Fürsten B[i]sm[arc]k Folgendes zur Meinungs Äußerung mit:

Es frappirt mich daß Graf Münster niemals in seinen Dépèchen mittheilt, was er dem Engl[ischen] Gouvernement auf dessen politische Handlungen vis à vis Rußlands antwortete? Wenn wir auch aus unserer Neutralité bienveillante (für Rußland) nicht hinaustreten wollen, so scheint mir doch es an der Zeit u[nd] am Orte zu sein, auszusprechen, in welchem Maaße wir die Erhaltung des Friedens für Europa wünschen u[nd] verlangen müssen. Daß aber so geringfügige Fragen, wie sie in der 11 Stunde schweben, einen Krieg motiviren können, ist gegen unsere Auffassung u[nd] muß auf solche Gefahren ernst aufmerksam gemacht werden.

In diesem Sinne müßte Münster instruirt werden, dessen Instruktionen über seine Äußerungen mir nicht bekannt geworden sind.

Wilhelm

Nr. 370

Der Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow an den Botschafter in London Grafen Münster

Konzept von der Hand des Gesandten im Auswärtigen Amt von Radowitz

Nr. 186 Berlin, den 26. März 1878

Vertraulich [abgegangen am 27. März]

Ew. pp. Berichte Nr. 47 und 48** vom 21. und 22. d. Mts. haben den Eindruck, daß die Verhandlungen zwischen Rußland und England wenig

* Siehe die Anlage zu Nr. 367.

** Siehe Nr. 365 und 367.

Aussicht auf befriedigenden Abschluß zulassen, leider bestätigt. Seine Majestät der Kaiser ist von dieser Wendung schmerzlich betroffen und bedauert namentlich, daß die beiden Kabinette, anscheinend aus Anlaß mehr formaler Differenzpunkte in der gegenseitigen Auffassung, sich so weit voneinander entfernt haben, um das Scheitern der Konferenz, und damit die Gefahr eines neuen Konfliktes herbeizuführen. Über diese allerhöchste Auffassung sind die hiesigen Vertreter der englischen, wie der russischen Regierung nicht im Zweifel gelassen worden.

B. Bülow

Nr. 371

Aufzeichnung des Staatssekretärs des Auswärtigen Amtes von Bülow

Eigenhändig

Berlin, den 27. März 1878

Herr von Oubril hat mir heute die Abschrift eines Briefes des Kaisers Alexander an Kaiser Franz Joseph übergeben, den General Ignatiew heute* in Wien überreichen soll.

Der Botschafter bemerkte dazu nach kurzer Rekapitulation der letzten Verhandlungen mit England: seine Regierung habe nicht mehr tun können, als England den ganzen Friedensvertrag mitteilen und volle Freiheit der Diskussion über jeden Artikel als selbstverständlich anerkennen. Daß England, damit nicht zufrieden, sich durch Ablehnung der Konferenz zum zweitenmal von Europa isoliere, eine Konferenz nur annehmen wolle, wenn Rußland sich derselben wie einem Tribunal unterwerfe: alles das beweise, daß England, andre Zwecke verfolgend, Rußlands Demütigung oder den Krieg wolle. Die Verhandlungen darüber fortzusetzen, sei zwecklos: überdies die geschäftliche Behandlung in London so konfuse, daß man aus dem qui pro quo doch keine Lösung finde. In den letzten Tagen habe Graf Derby den Grafen Schuwalow mit der Frage empfangen: ob und welche Antwort er denn nun bringe? Der Graf habe erwidert: er habe ihm ja gar keine Frage vorgelegt — was Graf Derby nach einigem Besinnen auch vollständig eingeräumt.

Was nun den Grafen Ignatiew angehe, so sei dessen Person in Wien allerdings nicht beliebt, aber er kenne den Vertrag, die zu Grunde liegenden Absichten und Verhältnisse, die Intentionen des Kaisers Alexander aufs Genaueste, sei zu allen Erläuterungen imstande. Er werde letztere in dem Sinne und der Absicht geben, Österreich von der vollen Berücksichtigung seiner Interessen zu überzeugen. Einiges lasse sich ja in der Hinsicht noch hinzufügen: Rußland könne z. B. wegen Bessarabiens, wegen Eisenbahnverbindung mit Saloniki, wegen Neutralisierung der Donau entgegenkommen. Wenn die Konferenz

* Graf Ignatiew weilte vom 25. bis 31. März in Wien. Vgl. E. v. Wertheimer, Graf Julius Andrássy Bd. III (1913), S. 90ff.

aufgegeben werden müsse, betrachte Seine Majestät der Kaiser von Rußland die Verständigung der drei Kaiser als die nächste und wichtigste Aufgabe, als letzte Sicherung des allgemeinen Friedens. Dahin zu wirken, sei General Ignatiew beauftragt. Das Kabinett von St. Petersburg hoffe, für diese Aufgabe auf die Unterstützung Deutschlands zählen zu können. General Ignatiew werde unter Beistand des Herrn von Nowikow die Besprechungen en trois aufnehmen.

Der Botschafter schloß mit der Bitte, daß die Anlage zur allerhöchsten Kenntnis Seiner Majestät des Kaisers gebracht und dem Herrn Reichskanzler vorgelegt werden möge.

Ich habe dies zugesagt und im wesentlichen nur bemerkt, wie sehr Seine Majestät bedauerten, daß wegen anscheinend formeller Differenzen in Petersburg und London die hier so aufrichtig gehoffte Verständigung zu scheitern scheine.

B. Bülow

Nr. 372

Der Botschafter in London Graf Münster an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 49 London, den 27. März 1878

Graf Schuwalow gab, wie ich zu melden die Ehre hatte, am Montage die mündliche Erklärung ab, daß das russische Kabinett bei dem eingenommenen Standpunkte beharren müsse. Lord Derby verlangte darauf vom Grafen Schuwalow eine schriftliche Antwort, versprach aber dagegen auch, bis dahin die Verhandlungen noch nicht als abgebrochen ansehen und alle Interpellationen darüber zurückhalten oder nicht beantworten zu wollen.

Graf Schuwalow hatte die Instruktion, nicht schriftlich zu antworten, als aber Lord Derby sehr bestimmt auf eine Antwort drang und an den russischen Botschafter das bestimmte Verlangen stellte, er möge in dem Falle ihm schriftlich mitteilen, daß er sein Schreiben vom 21. (Bericht Nr. 48 vom 22. d. Mts.*) nicht zu beantworten in der Lage sei, machte mein russischer Kollege noch einmal die dringendsten Vorstellungen in St. Petersburg, schlug eine Redaktion vor und betonte auf sehr energische Weise, daß ein Nichtbeantworten zum Bruche und zur sofortigen Abberufung der Botschafter führen würde. Gestern nachmittag bekam er telegraphisch die Weisung und wurde autorisiert, das beifolgende Schreiben** an Lord Derby zu richten; es wurde gestern abend übersandt.

Das russische Kabinett bleibt also dabei, für die Diskussion gewisser Teile des Vertrages ein Veto sich vorbehalten zu wollen, die eng-

* Siehe die Anlage zu Nr. 367.

** Siehe dasselbe in „Das Staatsarchiv" Bd. 34 (1878), S. 66.

lischen Minister haben sich dem Parlamente gegenüber zu weit engagiert, um zurückgehen zu können, und damit ist der Kongreß gescheitert.

Lord Derby ist der Ansicht, daß jetzt, wo die Tendenz und die Erregung des russischen Kabinetts so deutlich hervorgetreten seien, der Kongreß zu einem befriedigenden Resultate nicht habe führen können, und daß die Differenzen auf dem Kongresse sehr leicht einen mehr akuten und persönlichen Charakter annehmen und leichter zum Bruche hätten führen können, als direkte Verhandlungen. Würden auf dem Wege Verständigungen erzielt, so sei ja dann eine Konferenz oder ein Kongreß noch immer möglich.

Was den Friedensvertrag betrifft, so wird er in der jetzigen Gestalt für ganz unannehmbar gehalten, und eine Zustimmung Englands und Sanktion der dadurch geschaffenen geographischen und staatlichen Verhältnisse ist nicht zu erwarten. Die vorgeschlagene Grenze Bulgariens bezeichnete Lord Derby im vertraulichen Gespräche als ganz absurd, sie könne kaum ernstlich gemeint sein, sie habe weder geographische, ethnographische oder historische Gründe für sich und schaffe Verhältnisse, die weder Österreich noch England auf die Länge würden ertragen können, und unterdrücke auf die allerrücksichtsloseste Weise das griechische Element.

Welche Stellung die Regierung zu dieser Seite des Vertrages nehmen wird, ist noch nicht vorauszusehen, es hängt das wesentlich von der Stellung ab, die Österreich dazu nehmen wird.

Nach den Nachrichten, die, ich glaube, der Regierung zugegangen sind, und von denen sich schon Andeutungen in der Presse finden, soll General Ignatiew der österreichischen Regierung den Vorschlag machen, sich nicht mit der Annexion von Bosnien und der Herzegowina zu begnügen, sondern die Grenze Österreichs auch nach Albanien und bis nach Saloniki auszudehnen. Damit, glaubt man, beabsichtigt Rußland, Österreich zu befriedigen und das griechische Element zu schädigen.

Das griechische Element wird, neben vielen anderen Fragen, einer der Zankäpfel zwischen Rußland und England werden.

Hier gewinnt die Idee Lord Stratford de Redcliffes immer mehr Boden, nämlich die, aus der europäischen Türkei mehrere autonome Staaten, namentlich aber aus der von Rußland jetzt projektierten Bulgarei zwei Staaten zu bilden, ein zis- und ein transbalkanisches Bulgarien mit zwei möglichst unabhängigen Fürsten.

Daß diese permanente feindliche Brüder würden, daß daraus ein slawisches und ein griechisches Bulgarien entstehen würde, könnte den Engländern und auch den Österreichern besser zusagen, als den Russen.

Alle diese Ideen sind bis jetzt noch nichts weiter, als ganz unbestimmte Pläne, und immer unwahrscheinlicher wird es leider, daß auf friedlichem Wege die Lösung sich wird finden lassen.

Lord Derby glaubt noch an den Frieden und wiederholt stets, daß er mit seinen Kollegen übereinstimme, und daß auch diese den Krieg

nicht wollen. Ich glaube, daß Lord Derby darin aufrichtig ist, und glaube auch, daß Lord Beaconsfield die Geister, die er heraufbeschworen, gern bannen möchte und im entscheidenden Momente vor der Verantwortung zurückschrecken wird, denn wirkliche Energie traue ich ihm nicht zu.

Neben den jetzigen Verhandlungen über den Friedensvertrag, die ja schon Stoff genug zu Reibungen bieten, liegt die größte Gefahr in der Situation, die durch die Flotte im Marmarameere und die Nähe der russischen Truppen bei Konstantinopel geschaffen wurde. Dabei ist die Persönlichkeit Mr. Layards an und für sich ein sehr gravierendes Moment, ein erschwerender Faktor der jetzigen so sehr gespannten Lage.

Soeben, kurz vor Abgang des englischen Kuriers, komme ich vom Foreign Office.

Lord Derby, der heute nicht ganz wohl ist, hüllt sich in tiefes Schweigen und will den Entschluß des Kabinetts heute noch nicht verkünden. Er hat meinem russischen Kollegen auf die Frage, ob er seiner Regierung melden könne, daß England den Kongreß nicht beschicken wolle, keine Antwort gegeben.

Graf Schuwalow hält mit mir den Kongreß für gescheitert, wogegen Graf Beust noch immer hofft, daß England im letzten Augenblicke nachgeben werde. Von österreichischer Seite wird auch versucht darauf hinzuwirken[1], ich zweifle aber am Erfolge, weil in diesem Augenblicke eine große Mißstimmung gegen Österreich hier herrscht.

Münster

Randbemerkung Kaiser Wilhelms I.:
[1] U[nd] vom G[ra]f[en] Münster nicht?

Nr. 373

Der Botschafter in London Graf Münster an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 93 London, den 28. März 1878

Das Abgehen Lord Derbys* war jetzt unerwartet, um so mehr, als er in der Kongreßfrage mit seinen Kollegen ganz einverstanden war. Als gestern der Beschluß gefaßt wurde, den Kongreß nicht zu beschicken, beantragte Lord Beaconsfield, im Einverständnis mit der Königin, im Kabinett die Einberufung der Reserven[1]. Dieses kann gesetzlich nur geschehen, wenn ernste Verwickelungen drohen. Lord

---

* Lord Derby schied am 28. März 1878 aus dem Ministerium Beaconsfield aus. Über die Ursachen seines Rücktritts siehe Nr. 375. An Stelle Derbys wurde Lord Salisbury Minister des Auswärtigen.

Derby wollte das in diesem Augenblicke weder England noch Europa gegenüber zugeben und anerkennen, wurde überstimmt und ging ab. Lord Salisbury wird sein Nachfolger.

Münster

Randbemerkung Kaiser Wilhelms I.:
[1] So sind also die Würfel gefallen!?

Nr. 374

Der Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow an den englischen Botschafter in Berlin Lord Odo Russell

Unsigniertes eigenhändiges Konzept

Berlin, den 30. März 1878

Fürst Bismarck bat mich Eurer Lordschaft zu sagen, Deutschland würde an den Konferenzen ohne England nicht teilnehmen, er verstehe überhaupt nicht, wie man einen Kongreß zur Revision des europäischen Rechts sollte abhalten können, wenn einer der Hauptkontrahenten, England, nicht dabei wäre.

C

Abwendung der russisch-englischen Kriegsgefahr durch Deutschland

Nr. 375

Der Botschafter in London Graf Münster an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 51 London, den 29. März 1878

Lord Derbys Rücktritt, der früher wohl, aber nicht gerade jetzt erwartet wurde, hat großes Aufsehen gemacht und wird wie eine Kriegserklärung gegen Rußland angesehen. In so aufgeregter Zeit übertreibt die öffentliche Meinung leicht, und so ist es auch in diesem Falle.

Es überraschte dieser Entschluß Lord Derbys um so mehr, als man wußte, daß in Beziehung auf die Kongreßfrage völlige Übereinstimmung im Kabinette bestand, und daß Lord Derby in dieser Frage unter seinen Kollegen am allerwenigsten geneigt war, nachzugeben.

Die Stellung dieses Ministers war schon seit einiger Zeit unhaltbar, er wurde von seiner eigenen Partei, namentlich aber von der Kriegspartei, auch von der Königlichen Familie und von allen denen, die mit dem Hofe zusammenhängen, auf sehr scharfe und rücksichtslose Weise angegriffen. Die verdeckten und offenen Angriffe im Parlamente gingen von seinen eigenen Parteigenossen aus, und er war in die merkwürdige und anomale Lage gekommen, von der liberalen Opposition in Schutz genommen zu werden. Bisher tat, aus Parteirücksichten, Lord Beaconsfield alles, um diesen reichen und dadurch sehr einflußreichen Mann zu halten, und eine Zeitlang glaubte er, daß mit Lord Derby die Majorität im Unterhause verlorengehen könnte. In diesem Augenblicke großer Erregung und der momentanen Kriegsgefahr ist das nicht zu fürchten, und glaubt der Premierminister, daß er jetzt sich von diesem ihm unbequemen Minister am besten und ohne Änderungen der Parteiverhältnisse trennen kann.

Daß dennoch die eigentliche Torypartei dadurch einen großen Stoß erleidet, und daß Lord Derby späterhin einmal zu den Whigs übergehen wird, ist sehr wahrscheinlich.

Ich hatte, obgleich das Geheimnis dieses Mal merkwürdig gut bewahrt war, doch erfahren, daß ein Zwiespalt im Kabinette von neuem stattfand, und ging deshalb in das Oberhaus.

Lord Derby sprach in sehr ruhiger, staatsmännischer Weise, ebenso Lord Beaconsfield, so daß beide Reden einen sehr guten Eindruck machten. Lord Derby betonte, daß wegen des Kongresses völlige Über-

einstimmung zwischen ihm und seinen Kollegen geherrscht habe, daß das also nicht der Grund sei, daß aber bei der gegenwärtigen schwierigen Lage er sich für verpflichtet halte, sich aller weiteren Äußerungen zu enthalten, und das seinen bisherigen Kollegen, von denen er sich mit schwerem Herzen trenne, überlassen wolle. Lord Beaconsfield sprach mit großer Anerkennung über Lord Derby, wiederholte, daß die Kongreßverhandlungen nicht zu seinem Entschlusse, den er sehr bedauere, geführt haben, daß der Grund vielmehr darin liege, daß, nachdem Ihrer Majestät Regierung aus Gründen, die er jetzt nicht näher angeben wolle, habe annehmen müssen, daß der Kongreß nicht zusammentreten werde, die übrigen Mitglieder des Kabinetts geglaubt haben, daß in einer Zeit wie die jetzige, wo die Machtverhältnisse im Mittelmeere so gestört seien, und die Hoffnung aufgegeben sei, durch den Kongreß eine Ausgleichung zu finden, es notwendig werde, auf andere Mittel zu sinnen, um den drohenden Gefahren zu begegnen. Es haben daher im Interesse des Friedens und um die Rechte und die Macht des Reiches zu wahren, die Ratgeber der Krone geglaubt, Ihrer Majestät den Rat erteilen zu müssen, von ihrem Rechte, die Reserven einzuberufen, Gebrauch zu machen. Es würde darüber dem Parlamente eine Königliche Botschaft zugehen.

Diese Botschaft wird heute oder vielleicht erst am Montage dem Parlamente zugehen, und später wird, wie ich die Ehre hatte schon früher anzudeuten, eine sehr bedeutende Kreditforderung erfolgen.

Lord Derby widersetzte sich der vorgeschlagenen Mobilisierung deshalb, weil er die Aufregung in Rußland kennt und fürchtet, daß leicht Konflikte entstehen können, er außerdem nicht anerkennen wollte, namentlich nicht dem Auslande gegenüber, daß jetzt schon wirklich der Zustand eingetreten sei, den das Gesetz verlangt. Die Stelle lautet: „In case of imminent national danger or of great emergency“ (Im Falle drohender Gefahr für die Nation oder großer Verwickelungen).

Ich beehre mich die beiden Gesetze, auf die sich Lord Beaconsfield bezog, gehorsamst beizulegen.

Die jetzige Maßregel ist an und für sich von keiner großen Bedeutung, denn es handelt sich nur um Einberufung von etwa 12000 Mann Reserven des stehenden Heeres und 26000 Mann Reserven der Miliz. Diese Maßregel bezweckt, das zweite Korps mobil und kriegstüchtig zu machen und die Mobilisierung des dritten Korps vorzubereiten.

Alle Vorbereitungen zur Einschiffung des ersten Korps werden mit größter Energie getroffen. Gestern sind drei große Transportdampfer angekauft und, wie mir eben mitgeteilt wird, soll heute noch ein Kontrakt über zwanzig große Dampfschiffe abgeschlossen werden.

Über die Bestimmung des Expeditionskorps ist noch nichts in Erfahrung zu bringen, und ist, glaube ich, ein fester Entschluß darüber noch nicht gefaßt.

Alles wird jetzt auf die Haltung Rußlands ankommen, und es ist sehr zu besorgen, daß die Nachricht von Lord Derbys Abgange, zusammen mit der Mobilisierungsordre, zu Demonstrationen der russischen Armee bei Konstantinopel oder Gallipoli führen kann.

Die Stellung der Russen und Engländer möchte ich mit zwei Pulverfässern vergleichen, zwischen denen einige Kinder (die Türken) und ein sehr gefährlicher Knabe darunter (Mr. Layard) mit Schwefelhölzern umherspielen.

Der Nachfolger Lord Derbys wird, wie ich mit Sicherheit annehme, Lord Salisbury. Es war viel von Lord Lyons die Rede, und ich glaube, daß er Lord Beaconsfield und den echten alten Tories lieber gewesen wäre. Lord Lyons kann aber nicht öffentlich sprechen und ist im Parlament ganz unbekannt. Auch sind die Meinungen über seine staatsmännische Begabung sehr verschieden und sehr widersprechend.

Lord Salisbury ist unbedingt klug und hat ein sehr großes Talent zur Debatte. Er ist ja dem Herrn Reichskanzler und Eurer Exzellenz bekannt. Seit den Konferenzen hat er sich sehr geändert, und wenn General Ignatiew vom ami Salisbury spricht, so ist, glaube ich, jetzt diese Freundschaft wohl einseitig. Im Verkehr wird er, namentlich für mich, sehr angenehm sein, und obgleich ich durchaus keinen Grund habe, mich über Lord Derby anders als mit großer Anerkennung für das freundliche Entgegenkommen zu äußern, welches er stets mir gegenüber bewahrte, so muß ich doch sagen, daß es oft nicht ganz leicht war, das Mißtrauen zu überwinden, welches ein überwiegender Charakterzug Lord Derbys ist.

Ich war eben bei Lord Derby und wurde sehr freundschaftlich von ihm aufgenommen. Er sagte mir, er habe sehr ungern in einem so gefährlichen Augenblicke sein Amt verlassen, es sei aber nach seiner Überzeugung nicht anders möglich gewesen. Wenn Lord Beaconsfield angedeutet habe, es sei nur die Frage der Mobilmachung gewesen, die ihn zum Abgehen bestimmt habe, so sei das unrichtig, für ihn seien andere und wichtigere Gründe maßgebend gewesen. Er dürfe heute mir dieselben aus Rücksicht auf seine bisherigen Kollegen nicht nennen; ich merkte aber wohl, daß es mit der sehr bedeutenden Kreditforderung, die Lord Beaconsfield zu machen beabsichtigt, zusammenhängt. Ich hörte auch von einem Proteste gegen den Frieden von San Stefano reden, bis jetzt kann ich aber noch nichts Bestimmtes darüber sagen.

Ich traf gestern abend bei einem Dîner bei Lord Cairns, dem Lord Chancellor, Lord Beaconsfield und Lord Salisbury. Ersterer war sehr guter Laune und sehr groß; er sprach von der Isolierung Englands als der Stellung, in der dieses Land stets am stärksten sei. Übrigens betonte Lord Beaconsfield auf das bestimmteste, daß der Abgang Lord Derbys und die Mobilisierung der Armee durchaus nicht Krieg bedeute, im Gegenteil hoffe er, durch energisches Auftreten denselben zu vermeiden. An den Kongreß sei, nach der letzten Antwort Rußlands, nicht

mehr zu denken, durch die Krisis im Kabinett habe aber dieses weder Rußland noch den übrigen Mächten offiziell mitgeteilt werden können, es werde erst geschehen, wenn der neue Minister der auswärtigen Angelegenheiten ernannt und in sein Amt eingeführt sei.

Was die Besetzung des indischen Amtes betrifft, so glaube ich, daß Lord Beaconsfield alles tun wird, um den Bruder Lord Derbys, the Honble Frederic Stanley, ins Kabinett zu nehmen und dadurch den Einfluß der Stanleys dem Kabinett und der Partei zu erhalten. Mr. Stanley, Schwager der Lady Odo Russell, war Unterstaatssekretär im Kriegsministerium und ist jetzt Financial Secretary der Treasury. Ist meine Voraussetzung richtig, so würde wahrscheinlich Mr. Gathorne Hardy das India Office übernehmen und Mr. Stanley das Kriegsministerium.

Auf der Börse hatte heute die gestrige Nachricht einen sehr drückenden Einfluß, russische und ungarische Papiere sind seit gestern über 5 Prozent gefallen.

Man erwartet hier eine Demonstration der Russen bei Konstantinopel, und in dem Falle kann der Konflikt sehr bald erfolgen, trotz der jetzt so friedlichen Versicherungen Lord Beaconsfields, der, wie ich neulich schon zu bemerken die Ehre hatte, die Verantwortung für den Krieg, trotz aller Reden von spirited policy, nicht gern übernehmen möchte.

Münster

Nr. 376

Der Botschafter in Wien Graf zu Stolberg an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 84 Wien, den 1. April 1878

Die dem General Ignatiew mitgeteilten österreichischen Forderungen sind folgende:

Montenegrinische Gebietsvergrößerung nach Norden nur bis zur Tara, Gebiet von Skutari an Österreich statt an Montenegro[1].

Novibasar und Mitrowitza zu Bosnien; Serbien durch entsprechenden Gebietszuwachs im Südosten entschädigt[2].

Grenze Bulgariens bleibt östlich von Eisenbahnlinie Saloniki—Mitrowitza, außerdem Ostgrenze nach dem Schwarzen Meer grade gelegt.

Bosnien und Herzegowina fallen an Österreich[3], die übrigen westlichen Gebiete der Balkanhalbinsel bleiben bei Türkei oder werden autonome Lande unter türkischer Suzeränität.

Russische Okkupation Bulgariens mit 20000 Mann für 6 Monate[4], innerhalb desselben Zeitraumes Festungen geschleift. Verbindung mit Rußland nur über Warna und Burgas, nicht durch Rumänien[4].

Bei Annahme dieser Forderungen erhebt Österreich keine Schwierigkeiten gegen Abtretung Beßarabiens.
Bericht mit Karte folgt. Graf Stolberg

Randbemerkungen Kaiser Wilhelms I.:
[1] !! Unglaublich.
[2] Nisch.
[3] Unblutige Eroberung!? Wird England das zugeben ohne gleiche unblutige Eroberung? (Egypten Creta)
[4] !!

Nr. 377

Der Botschafter in Wien Graf zu Stolberg an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 99 Wien, den 1. April 1878
Ganz vertraulich

In Ergänzung meiner vorläufigen Meldungen beehre ich mich über die bei den Besprechungen mit General Ignatiew vom hiesigen Kabinett gegenüber dem russisch-türkischen Friedensvertrage genommene Stellung dasjenige ganz ergebenst zu berichten, was ich der mündlichen Mitteilung des Grafen Andrássy von heute verdanke.

Graf Ignatiew ist dem ihm gemachten Vorwurf, daß im Widerspruch mit den ausdrücklichen Bestimmungen der geheimen Konvention doch ein großer slawischer Staat gebildet werden soll, zunächst mit der Behauptung begegnet, er habe sich hierzu durch eine Karte verleiten lassen, die seinerzeit von Herrn von Nowikow — ohne Beanstandung zu finden — hier vorgelegt und ihm dann vom Fürsten Gortschakow als Grundlage für die Festsetzungen mitgeteilt sei. Diese Karte, die Graf Andrássy mir heute zeigte, sollte die im vorigen Jahre geplante neue Gestaltung von Serbien und Montenegro veranschaulichen, gegen deren unmittelbares Aneinandergrenzen das hiesige Kabinett damals in der Voraussetzung kein Bedenken hatte, daß auf der Balkanhalbinsel nur kleine Staatengebilde entstehen sollten. Ungefähr vom südlichen Grenzpunkt dieser beiden Länder ab zieht sich auf der erwähnten Karte eine rote Linie nach Süden bis gegenüber der Insel Korfu, und von ihr ab zweigt sich an einem mir nicht erinnerlich gebliebenen Punkte eine andere rote Linie nach Osten bis in die Gegend von Saloniki, ohne daß letztere Linie weiter nach Osten in Thrazien irgend eine Fortsetzung findet. Der russische Unterhändler behauptet nun, er habe diese roten Linien für die von Österreich-Ungarn akzeptierte Grenze Bulgariens gehalten, während der Minister sagt, die ganze Karte habe für ihn nur bezüglich Serbiens und Montenegros Bedeutung gehabt, und er habe angenommen, daß die auch von

ihm bemerkten roten Linien eine Ostgrenze für Albanien bezw. eine Nordgrenze für Griechenland oder ein sonst im Süden zu schaffendes Land darstellen sollten; an eine Grenze für Bulgarien habe er unmöglich denken können, da dieses hiernach selbst Konstantinopel hätte mit umfassen müssen. General Ignatiew hat die Sache scheinbar ziemlich leicht genommen und sich zu anderen Vereinbarungen über die bulgarische Grenze bereit erklärt.

Bei den Besprechungen hierüber, wie über andere Bestimmungen des Friedensvertrages, hat der österreich-ungarische Minister des Äußern bestimmte Forderungen aufgestellt, die ich in derselben Reihenfolge, wie ich sie bereits in meinem heutigen Telegramm Nr. 84* gemeldet habe, in folgendem darzulegen mir erlaube.

1. Die Vergrößerung Montenegros wird nach Norden zu nur bis zum Fluß Tara zugestanden; außerdem soll das Gebiet zwischen dem See von Skutari, der Bojana und der jetzigen montenegrinischen Südgrenze nicht, wie Rußland beabsichtigt, an Montenegro, sondern an Österreich fallen, hiermit im Zusammenhang natürlich auch der Hafen von Spizza nicht gewährt werden. Als Motiv wird angegeben: einerseits, daß die Entfernung zwischen Serbien und Montenegro zu gering werden und bei den schwierigen Terrainverhältnissen die von Mitrowitza nach Bosnien weiter zu führende Eisenbahn leicht auf das eine oder andere Nachbargebiet überzutreten genötigt sein würde; andererseits, daß Österreich-Ungarn im Süden von Montenegro eine Position gewinnen müsse im Interesse der sich dort anschließenden katholischen Bevölkerungen, welche dem Einfluß der Bewohner der schwarzen Berge nicht ausgesetzt werden dürften. Außerdem will man dadurch verhindern, daß Spizza oder Antivari russische Flottenstationen werden, und daß sich dort ein auch die Bewohner des benachbarten Dalmatiens mitverlockender Schmuggel einnistet. Die freie Schiffahrt auf der Bojana soll den Montenegrinern gestattet, aber durch die erhobene Forderung Vorsorge getroffen werden, daß sie unter Kontrolle der Küstenmacht stattfindet.

2. Das hiesige Kabinett ist zwar bereit, zu einer Vergrößerung Serbiens mitzuwirken, glaubt aber dieselbe im Anschluß an die südöstliche Grenze des von Rußland projektierten Zuwachsgebietes vorschlagen zu sollen. Graf Andrássy verlangt dagegen, daß die Gegend von Novibasar und Mitrowitza — also derjenige Teil, der durch den Friedensvertrag von San Stefano für Serbien herbeigeführten Vergrößerung, welcher westlich der Konferenzgrenze liegt — nicht zu Serbien geschlagen, sondern mit Bosnien vereinigt wird, wohin es auch früher gehört haben soll. Entscheidend hierfür ist ebenfalls der Gesichtspunkt, daß die für Österreich-Ungarn wichtige Eisenbahnlinie nicht in ein Gebiet slawischer Herrschaft fällt, und daß namentlich

* Siehe Nr. 376.

der wichtige und zwei Linien beherrschende Punkt Mitrowitza unter den maßgebenden hiesigen Einfluß zu stehen kommt.

3. Die Westgrenze des neuen Bulgariens soll östlich von der Eisenbahnlinie Saloniki—Mitrowitza gezogen werden, damit letztere durch kein dem russischen Einfluß mehr oder weniger anheimfallendes Gebiet führt. Außerdem soll der östlich von Adrianopel in der Richtung auf Konstantinopel vorspringende Keil bulgarischen Gebiets abgeschnitten und das neue Fürstentum auch hier um ein weniges verkleinert werden. Abgesehen von anderen bei dem folgenden Punkt auszuführenden Gründen stellte der Minister als Motiv folgende Erwägung hin. Wenn es auch durchaus zweckmäßig sei, der Türkei einen Teil ihres europäischen Gebietes abzunehmen, so werde man sie doch nicht ganz in Europa entbehren können; er machte hierbei den Vergleich mit einem Baum, dessen Zweige nicht mehr gedeihen wollten, und den man daher nach Entfernung derselben auf die Wurzel setze, um besser zu treiben. So müsse auch der Türkei eine lebenskräftige Wurzel in und bei Konstantinopel erhalten werden, und man dürfe sie, wenn auch ihr Schwerpunkt künftig in Asien liegen müsse, doch nicht ganz dahin verdrängen, da sie sonst zur Beunruhigung der benachbarten europäischen Staatengebilde beitragen werde. Erhalte man sie auf die vorgeschlagene Weise in Europa, so könne sie auf die auch anderer Herrschaft unterworfenen Muselmanen einen nützlichen Einfluß ausüben.

Dagegen hat der Minister unter der Voraussetzung einer Begrenzung Bulgariens in dem proponierten Umfange kein Bedenken mehr dagegen, daß es bis ans Ägäische Meer reicht; er glaubt sogar, es sei vorzuziehen, wenn es somit nach dem andern europäischen Staaten gemeinsamen Mittelmeer gravitiere, als wenn es nur auf das dem russischen Einfluß unterliegende Schwarze Meer angewiesen sein werde.

4. Was die westlich von Serbien und von der vorgeschlagenen bulgarischen Grenze verbleibenden türkischen Provinzen betrifft, so verlangt Österreich-Ungarn für sich Bosnien und die Herzegowina. Die öffentliche Meinung schwärmt zwar, wie bekannt, mit wenigen Ausnahmen nicht für diese Erwerbung, die Regierung sieht aber ein, daß sie unbedingt notwendig ist, um der Monarchie den berechtigten Einfluß im Osten zu sichern, und glaubt, daß die gleichzeitige Gewinnung des wichtigen Knotenpunkts Mitrowitza, der Serbien mit beherrscht, dazu beitragen werde, die Bevölkerung mit diesem unvermeidlichen Schritt auszusöhnen.

Für den übrigen südlichen Teil steht das Interesse an der ungehinderten Eisenbahnverbindung mit dem Ägäischen Meer im Vordergrund. Man verlangt daher vor allen Dingen, daß die Linie Saloniki—Mitrowitza nicht in bulgarisches Gebiet und damit unter russischen Einfluß fällt; Graf Andrássy meint, daß dies auch ein entschieden deut-

sches Interesse sei, und hofft daher mittels dieses Punktes auf die Unterstützung der Kaiserlichen Regierung rechnen zu dürfen. Die positiven Pläne bezüglich des westlichen Gebiets scheinen noch etwas elastisch zu sein. Der Minister sprach zuerst davon, dasselbe unter Gewährung gewisser autonomer Befugnisse bei der Türkei zu belassen, und stützte sich hierbei auf die Rücksichten, die er der mit dem Osmanenreich noch immer sympathisierenden öffentlichen Meinung schulde. Ich erlaubte mir hierbei die Bemerkung, ich hätte den Eindruck, daß die öffentliche Meinung der hiesigen Monarchie allmählich doch die Hoffnung auf Erhaltung einer größeren türkischen Herrschaft in Europa aufgegeben habe; außerdem aber glaubte ich, daß Österreich-Ungarn auswärts eher Sympathien für seine Vorschläge finden werde, wenn es aus den westlichen Provinzen selbständige Staatengebilde mache, bei denen ja vorläufig eine Art von Suzeränität der Pforte beibehalten werden könne, als wenn es dieselben bei der allgemein als unlebensfähig betrachteten Türkei unter Vorbehalt von Reformen belasse, deren Ausführung immer zweifelhaft bleiben werde. Graf Andrássy wies diesen Gedanken nicht zurück und meinte, er werde auch auf eine solche Formulierung seiner Forderung eingehen können; wenn es zum Kongreß komme, werde er sogar eine Vergrößerung Griechenlands verlangen.

Euere Exzellenz werden aus Vorstehendem entnehmen, daß die Politik des hiesigen Kabinetts, wie ich schon in meinem Bericht Nr.96 vom 29. v. Mts. nach anderweitigen Beobachtungen andeutete, in der Tat dahin strebt, die ganze westliche Seite der Balkanhalbinsel und somit das ganze Küstengebiet des Adriatischen Meeres in seine Macht- und Interessensphäre zu ziehen.

5. Graf Andrássy hat daran festgehalten, daß Bulgarien nur während sechs Monaten und nur mit 20000 Mann von den Russen okkupiert werden dürfe, daß innerhalb dieses Zeitraums die Festungen zu schleifen seien, und daß die Verbindung der Okkupationsarmee mit Rußland auf dem Seeweg über Warna und Burgas mit Ausschluß jedes Durchzugs durch Rumänien erfolgen müsse. Außerdem hat der Minister die Bestimmung des Friedensvertrags, daß die Organisierung Bulgariens unter einem russischen und türkischen Kommissar stattfinde, denen sich nach Ablauf eines Jahres Vertreter der anderen Mächte anzuschließen die Erlaubnis hätten, als unannehmbar bezeichnet und dagegen verlangt, daß unter Vermittlung der Mächte eine Notablenversammlung der Bulgaren die für die Landesorganisation erforderlichen Vorbereitungen treffe. Der Minister will den Eindruck haben, daß Graf Ignatiew keine erheblichen Bedenken gegen diese Forderung geltend gemacht und eine Verständigung darüber als erreichbar angedeutet habe.

6. Wenn die vorstehend aufgezählten Forderungen Österreich-Ungarns von Rußland zugestanden werden, so will die hiesige Regierung

sich verpflichten, der Retrozession Bessarabiens an das Russische Reich keine diplomatischen Schwierigkeiten zu bereiten.

Die Karte, die mir versprochen worden ist, und die zum genauen Verständnis der vom hiesigen Kabinett genommenen Stellung beitragen wird, werde ich in den nächsten Tagen erhalten; ich wollte aber diesen Bericht nicht aufhalten und werde mir erlauben, sie nachträglich einzureichen.

Graf Andrássy sagte mir, eigentlich erhebliche Bedenken habe General Ignatiew nur gegen die Einschränkung der Gebietsvergrößerung Montenegros erhoben und dieselben mit dem Interesse der Kaiserin von Rußland für den Fürsten Nikolaus motiviert. Der russische Staatsmann ist gestern nach St. Petersburg zurückgereist, um Seiner Majestät dem Kaiser Alexander über das Resultat der Besprechungen Vortrag zu halten; es wird erwartet, daß Herr von Nowikow demnächst Instruktion erhalten wird, um wieder in die Verhandlungen zu Dreien einzutreten.

Schließlich erlaube ich mir ganz ergebenst darauf aufmerksam zu machen, daß meine Meldung in dem Telegramm Nr. 80 vom 28. v. Mts. nicht, wie der Erlaß Nr. 253 vom 30. v. Mts. anzunehmen scheint, auf einem Mißverständnis beruhte, daß vielmehr wirklich die jetzigen Forderungen der hiesigen Regierungen ziemlich weit über die Grenze hinausgehen, an welche die früher von derselben Seite erhobenen Bedenken heranreichten. Graf Andrássy hält offenbar den gegenwärtigen Zeitpunkt, wo Rußland angesichts der drohenden Haltung Englands ein lebhaftes Verlangen nach Verständigung mit Österreich-Ungarn bekundet, für günstig, um für dieselbe einen möglichst hohen Preis zu fordern.

Otto G. z. Stolberg

Nr. 378

Der Botschafter in London Graf Münster an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 52 London, den 2. April 1878

Ganz vertraulich

pp. Lord Salisbury hat einen gefährlichen Moment gewählt, um das Auswärtige Amt zu übernehmen und hätte, so wie ich ihn kenne, es nicht getan, wenn er nicht zum Kriege entschlossen wäre.

Die Verhältnisse haben sich im Kabinett merkwürdig geändert, und Lord Beaconsfield ist für den Augenblick scheinbar friedlich und will die Verantwortung für den Krieg dem Minister des Auswärtigen überlassen. Lord Derby wollte sie nicht übernehmen, Lord Salisbury wird es tun, wenn er sieht, daß er nicht anders kann.

Was der nächste Schritt der Regierung sein wird, läßt sich mit Bestimmtheit nicht voraussagen. Die Situation ist deshalb so ernst, weil der Krieg nur noch von Zufälligkeiten abhängt.

Der Befehl zur Einberufung der Reserven wird jetzt, wo die Botschaft der Königin an das Parlament gelangt ist, gleich gegeben werden, und alle militärischen Vorbereitungen werden mit dem größten Eifer und ganz ohne Rücksicht auf Geld betrieben.

Lord Salisbury wird aber, seiner ganzen christlichen und antitürkischen Richtung wegen, dem Kriege eine andere Richtung geben, indem er das türkische Reich, auch wenn er es könnte, nicht wieder aufrichten würde, und er deshalb nicht leicht auf eine Allianz mit den Türken, die er verachtet, eingehen wird. Er ist einer der sehr wenigen englischen Staatsmänner, die unter Umständen so weit gehen würden, mit Rußland sich in die Beute zu teilen, das würde aber nicht gehen, wenn England mit der Türkei gemeinschaftliche Sache machte. Ohne Krieg könnte er das seinen eigenen Landsleuten gegenüber nicht durchsetzen, und deshalb würde es ihm vielleicht gar nicht unerwünscht sein, wenn Rußland die Türkei zwingen könnte, sich England gegenüber erst feindlich zu zeigen, denn eine zuverlässige und wirksame Alliierte würde die Türkei für Rußland nicht sein.

Es ist eine merkwürdige Lage, in welche England durch die schwache konditionelle Neutralitätspolitik und die Proklamierung des egoistischen Prinzips der eigenen Interessen geraten ist, und kommt es zum Kriege, so wird er ohne bestimmtes Objekt begonnen, bloß um die Machtstellung und das, was allein die französische Sprache mit einem Worte bezeichnend „prestige“ nennt, geführt.

Münster

Nr. 379

Der Botschafter in London Graf Münster an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 53 London, den 2. April 1878

Ganz vertraulich

Mein russischer Kollege hat durch den Abgang Lord Derbys sehr viel verloren. Er hatte einen ganz merkwürdigen Einfluß auf diesen sonst so mißtrauischen Staatsmann. Das intime Verhältnis, welches Graf Schuwalow mit Lord und Lady Derby hatte, gab vielen Stoff zu Klatschereien und wurde von der Kriegspartei auf sehr gehässige Weise ausgebeutet.

Trotzdem wird, auch von Lord Beaconsfield, der dem Grafen Schuwalow durchaus nicht wohlwill, anerkannt, daß er stets aufrichtig bestrebt war, den Frieden zwischen England und Rußland zu erhalten, und auch jetzt unermüdet in dem Sinne hier und in St. Petersburg

wirkt. Deshalb wurde die gestern durch ein Privattelegramm von St. Petersburg verbreitete Nachricht, daß Fürst Gortschakow abgehen und Graf Schuwalow an seine Stelle kommen werde, hier bei denen, die den Frieden erhalten wollen, mit großer Freude begrüßt. Nach meiner Meinung würde das auch der einzige Weg sein, um den Frieden zu erhalten, denn Graf Schuwalow ist einer der wenigen Russen, die sich des Schadens bewußt sind, den ein Krieg mit England für Rußland hervorbringen würde, er kennt jetzt auch England gut und schätzt die finanziellen und selbst die militärischen Kräfte sehr hoch. Die gestrige Nachricht ist, wie es scheint, nicht richtig, daß aber in St. Petersburg eine bedeutende Partei auch selbst am Hofe ist, die jetzt sehr stark daran arbeitet, den Grafen Schuwalow nach St. Petersburg zu rufen, um ihn in das Auswärtige Amt zu bringen, sehe ich aus vertraulichen Briefen und auch aus Mitteilungen, die mir auf privatem Wege von dort zukommen. Graf Schuwalow hat aber nicht allein wegen dieser Aussicht, die seine Freunde als sehr wahrscheinlich bezeichnen, sondern deshalb, weil er den Krieg für fast unvermeidlich hält, seine Einrichtungen so getroffen, daß er bald abreisen kann, und hat auch einen großen Teil seiner Leute entlassen. Er glaubt, daß die englische Zirkulardepesche* in St. Petersburg einen sehr schlechten Eindruck machen und vielleicht als eine Einleitung zum Abbruche der diplomatischen Beziehungen angesehen werden kann. Die Depesche hat hier, soviel ich es übersehen kann, auch diesen Eindruck hervorgerufen, und mir haben heute mehrere höhere Offiziere gesagt, daß sie, nachdem sie dieselbe gelesen, ihre Ausrüstung für das Feld bestellt hätten.

Münster

Nr. 380

Der Botschafter in Petersburg von Schweinitz an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 98 St. Petersburg, den 4. April 1878

Ganz vertraulich

Bald nach seiner Rückkehr aus Wien besuchte mich General Ignatiew, um mir gegen Zusicherung strengster Diskretion Mitteilungen über seine Wiener Mission zu machen und mir dieselbe als eine solche darzustellen, welche ihren Zweck erreicht hat.

In Wien ist sehr viel gesprochen worden; wenn auf der einen Seite die vertrauenerweckende Zuverlässigkeit fehlte, so scheint wohl auf der andern eine klare Vorstellung von dem, was bisher geschehen

* Vom 1. April 1878. Siehe den Wortlaut in „Das Staatsarchiv" Bd. 34 (1878), S. 69 ff.

und was künftig möglich ist, nicht vorhanden gewesen zu sein. Man scheint in Wien den Frieden von Knezlacz vergessen zu haben, obgleich noch kein Dezennium verstrichen ist, seit die Versöhnung — nicht die Unterwerfung — der Bocchesen mit blanken Dukaten erkauft wurde*.

Aus dem, was mir General Ignatiew erzählte, beehre ich mich einiges zu Eurer Exzellenz hochgeneigter Kenntnisnahme zu bringen, wobei ich mich der direkten Redeform bediene, ohne der Kürze wegen wortgetreu zu sein.

„Sie wissen", sagte der General, „daß wir eine Konvention mit Österreich haben, in welcher die Bildung eines großen slawischen Staates ausgeschlossen wird; ‚en revanche', heißt es dann weiter, ‚soll Bulgarien' und so fort. Die Beschränkung bezog sich also unserer Auffassung nach nur auf Serbien und Montenegro[1], und wir haben dem gewissenhaft Rechnung getragen. Der Gedanke, daß Österreich Einwendungen gegen ein autonomes Bulgarien erheben werde, ist uns nie gekommen; die Ausdehnung, welche dem Begriff ‚Bulgarien' zu geben wäre, ist nicht durch uns, sondern durch die Konferenz** vorgezeichnet worden; im 6. Protokoll vom 8. Januar 1877 (pag. 51) konstatierten die Bevollmächtigten von Deutschland, England und Rußland:

que l'initiative du Gouvernement de Sa Majesté Britannique a eu pour motif principal les faits qui se sont passés dans les localités situées hors du Vilayet du Danube, que, dès lors, on ne pourrait pas faire abstraction du versant méridional des Balkans, et que l'on est ainsi amené à étendre les mesures sur lesquelles on sera tombé d'accord sur tout ou partie des Vilayets du Danube, de Sofia, de Prisrend, de Monastir, d'Adrianople et de Salonique.

Ich habe mich streng an die Karte gehalten, welche wir vor langer Zeit der österreichischen Regierung vorgelegt haben (hierbei befindet sich der General im Widerspruch zu dem, was er mir früher über diese Karte sagte***) und gegen welche von Wien aus nie ein Einspruch erhoben wurde. Graf Andrássy sagte, er wisse nichts von einer solchen Karte; ich bat ihn, er möge nur suchen, und richtig, er fand sie in einem Schubfach unter einer Masse von Papieren; er konnte sich nicht entsinnen, sie je gesehen zu haben."

„Kurz", fuhr der General fort, „es besteht eine Meinungsverschiedenheit zwischen Österreich und uns in betreff der Ausdehnung

---

* Durch die Verhandlungen von Knezlacz, Januar 1870, beendete Feldmarschallleutnant von Rodich den Aufstand der Bocchesen, der Umwohner der Bocche di Cattaro in Süddalmatien.

** Siehe den Abdruck des Protokolls bei de Martens, Nouveau Recueil général de Traités, II. Série, T. III, p. 130 ff. Dem Protokoll der Vorkonferenz (8. Sitzung vom 21. Dezember 1876 Annexe Nr. 3) war eine Zeichnung beigefügt, auf der die Grenze des neugeplanten Bulgariens umrissen war. Diese Grenze ist in die Kartenskizze zum Vertrage von San Stefano (hinter Seite 296) eingezeichnet.

*** Vgl. Nr. 377.

der geheimen Konvention dont l'Allemagne est le dépositaire; c'est à l'arbitrage de Votre Gouvernement que nous voudrions soumettre la question[2]."

Hier unterbrach ich den General mit der Bemerkung, daß Seine Durchlaucht der Fürst Bismarck oft genug und auch im Parlament* jedes Schiedsrichteramt der deutschen Regierung abgelehnt habe; diese übrigens hinlänglich bekannte Tatsache wiederholte ich noch einmal am Schlusse unseres Gesprächs.

Über dasjenige, was Österreich will und nicht will, erzählte mir der General dann noch ungefähr folgendes:

„Österreich will den Montenegrinern gar keine Küste geben; es will vielleicht die albanesischen Häfen für sich selbst reservieren; es fürchtet an jener Stelle italienische Einflüsse und Berührungen. Nun hat aber der Kaiser Alexander auf Wunsch Österreichs den Montenegrinern verboten, ihre siegreichen Unternehmungen weiter gegen Norden, nach der Narenta zu, auszudehnen; er hat sie zu dem Unternehmen auf Antivari veranlaßt; die Montenegriner folgten unserem Rate, haben an jener Küste 3000 Mann verloren und sollen nun nichts behalten; stellen Sie sich vor, was unser Kaiser hierbei empfindet."

„Auf die Interessen und die Verkehrswege Österreichs habe ich jede denkbare Rücksichtnahme in Aussicht gestellt: Handelsvertrag, Bahntarif, Landbesitz auf beiden Seiten der Bahn; dies alles genügt ihnen nicht; sie verlangen auf Grund des Gutachtens einer strategischen Kommission das ganze Gebiet der zum Adriatischen Meere und zum Golf von Saloniki fließenden Gewässer, mit anderen Worten die Linie von Orfani nach Wranja[3]."

Meine Frage, ob Österreich dies für die Türkei oder für sich selbst fordere, hat mir der General nicht ganz verständlich beantwortet.

„Ich habe", so fuhr er fort, „dem Grafen Andrássy gesagt, er möge jene von Albanesen, Bulgaren, Serben usw. bewohnten Länder nur nehmen, einen autonomen Staat daraus bilden und, wenn es ihm gefiele, den General Rodich zum Fürsten dieser ‚Macédoine' machen; uns sei es recht."

Dagegen, daß ein Stück ägäischer Küste zu Bulgarien gehöre, hat Graf Andrássy nicht protestiert; ferner schien es mir, als wenn der österreichische Widerspruch gegen längere Besetzung des neuen Fürstentums weniger stark betont worden wäre als früher. Über die Möglichkeit, das Land schnell zu räumen, scheint Graf Andrássy allerdings eigene Ansichten zu haben, sowie auch über die Schleifung der Festungen. Als ihn General Ignatiew darauf aufmerksam machte, daß dies eine langwierige Arbeit sei, hat ihm, — so behauptet er wenigstens — der Minister entgegnet, mit Dynamit könne man eine Festung in 24 Stunden rasieren[4]. pp.

---

* Vgl. Nr. 324, Fußnote.

Wenn in Wien keine anderen Einwendungen und Ansprüche erhoben werden als diejenigen, von denen mir Graf Ignatiew erzählte, so halte ich eine Verständigung für möglich; daß Rußland auf die westlichsten Gebiete Bulgariens, wohin keine russischen Truppen vorgedrungen sind, verzichte, scheint mir nicht ausgeschlossen; das Geben würde für Rußland leichter sein als für Österreich das Nehmen. Schwerwiegend und geradezu gefährlich scheint mir nur das Veto gegen Montenegros Ausdehnung bis zum Meer. v. Schweinitz

Randbemerkungen des Fürsten von Bismarck:
[1] !
[2] danke!
[3] nicht schlimm
[4] ?

Nr. 381

Der Reichskanzler Fürst von Bismarck an den Botschafter in London Grafen Münster*

Telegramm. Reinkonzept

London Nr. 51 Berlin, den 9. April 1878

Geleitet von der Überzeugung, daß weder England noch Rußland bisher den Krieg als eine unabweisliche Notwendigkeit ansehe, gibt der Kaiser, unser allergnädigster Herr, die Hoffnung nicht auf, daß der Frieden zwischen beiden Deutschland gleich befreundeten Mächten werde erhalten werden. Dieses für Europa so wünschenswerte Ergebnis scheint Seiner Majestät für den Augenblick fast mehr durch die tatsächliche Stellung der Streitkräfte beider Mächte als durch die politische Lage der türkischen Frage gefährdet. Bei der unmittelbaren Nähe, in welcher die englische Flotte und das russische Heer sich vor Konstantinopel gegenüberstehn, können unvorhergesehene Zufälle genügen, um Konflikte herbeizuführen, welche weder in der Berechnung noch in den Wünschen beider Mächte liegen und welche dennoch für den Frieden beider und für die Ruhe Europas verhängnisvoll werden können.

Unter diesem Eindruck gestatten wir uns die vertrauliche Frage an das Königliche Kabinett, ob dasselbe geneigt sein würde, sich unserer freundschaftlichen Vermittlung zu bedienen, um eine Übereinstimmung beider beteiligten Mächte über Maßregeln herbeizuführen, durch welche eine größere Entfernung der Streitkräfte beider voneinander tatsächlich hergestellt würde.

Wir denken an ein Abkommen etwa in folgender Gestalt, über dessen Fassung wir aber, wenn der Gedanke bei Lord Salisbury überhaupt Anklang findet, jeden Abänderungsvorschlag und jedes Verlangen einer Erläuterung gern entgegennehmen und befördern würden:

* Das gleiche Telegramm erging an den Botschafter in Petersburg.

„La flotte Anglaise quitte les eaux de Constantinople et repasse les Dardanelles.

En échange, la Russie retire ses forces du Bosphore à une distance équivalente au temps que mettrait la flotte Anglaise à reprendre ses positions actuelles."

Ew. wollen Vorstehendes dem Lord Salisbury zu wohlwollender Erwägung mitteilen.

Den übereinstimmenden Auftrag erteile ich gleichzeitig unserm Botschafter in Petersburg.

v. Bismarck

Nr. 382

Der Reichskanzler Fürst von Bismarck an den Botschafter in Wien Grafen zu Stolberg

Telegramm. Eigenhändiges Konzept

Nr. 95 Berlin, den 9. April 1878

Nach Äußerungen der hiesigen Botschafter von England u[nd] Rußland glauben wir die Hoffnung auf Zustandekommen der Conferenz nicht aufgeben zu sollen, falls es gelingt das Mißtrauen zu heben, welches die jetzigen Stellungen der beiderseitigen Streitkräfte vor Constantinopel jeder von beiden Mächten einflößen. Ich beauftrage deshalb heut die Kais[erlichen] Botschafter in London u[nd] Petersb[u]rg, in vertraulichem Wege die dortigen auswärtigen Minister zu sondiren, ob die Möglichkeit vorliege, daß durch gegenseitiges Uebereinkommen beide Mächte einander vorläufige Bürgschaften gegen unerwartete militärische Vorgänge am Bosporus gewähren, u[nd] unmittelbare Berührungen ihrer Streitkräfte durch Herstellung einer zu vereinbarenden Entfernung zwischen denselben, bis auf Weiteres verhindert werden.

Theilen Sie dieß Gr[af] A[ndrássy] vertraulich mit.

v. Bismarck

Nr. 383

Der Botschafter in Petersburg von Schweinitz an den Reichskanzler Fürsten von Bismarck

Telegramm. Entzifferung

Nr. 72 St. Petersburg, den 10. April 1878

Den Inhalt des telegraphischen Erlasses Nr. 64 vom 9. d. Mts.* habe ich zur Kenntnis des Fürsten Gortschakow gebracht. Das russische Kabinett nimmt den Vermittelungsvorschlag an und erblickt in demselben mit Dank einen ihm geleisteten Freundschaftsdienst der Kaiserlich Deutschen Regierung. Schweinitz

* Siehe Nr. 381.

Nr. 384

Der Botschafter in London Graf Münster an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 100 London, den 10. April 1878

Antwort auf Telegramm Nr. 51*. Lord Salisbury erkennt die Absicht Seiner Majestät unseres Allergnädigsten Herrn dankbarst an und nimmt das Anerbieten der Vermittelung der Kaiserlichen Regierung in bezug auf die Entfernung der russischen Truppen und der englischen Panzerschiffe vor Konstantinopel im Prinzip an und hofft, daß sich darüber ein Einverständnis werde erlangen lassen.

Lord Salisbury behält sich die Beratung des Vorschlags im Kabinett vor und will die Details des Übereinkommens, welche ihm in mannigfacher Art Schwierigkeiten zu bieten scheinen, mit mir besprechen, sowie er versichert sein kann, daß die russische Regierung auch sich geneigt zeigt, auf diesen Vorschlag einzugehen. Münster

---

Randverfügung des Fürsten von Bismarck:

[1] Tél[égramme] ch[iffré] nach Pet[e]r[s]b[u]rg, mit Zusatz daß wir die russische Zustimmung von heut gleich nach Eingang tel[egraphisch] nach London mitgetheilt haben.

Abschrift nebenstehenden Tel[egramms] S[einer] M[ajestät].

Nr. 385

Der Botschafter in Petersburg von Schweinitz an den Reichskanzler Fürsten von Bismarck

Telegramm. Entzifferung

Nr. 75 St. Petersburg, den 13. April 1878

Antwort auf Telegramm Nr. 68 von heute früh.

Fürst Gortschakow erklärt: „La proposition anglaise n'étant pas la même que celle du Prince de Bismarck et que nous avions acceptée, nous ne saurions y consentir."

Das russische Kabinett vermißt in dem von England vorgeschlagenen Abkommen das billige Verhältnis in betreff von Zeit und Raum und hebt hervor, daß eine Armee zu ihren Bewegungen die Eisenbahn nicht in demselben Maße benutzen kann, wie eine Flotte den Seeweg.

von Schweinitz

Randverfügung des Fürsten von Bismarck:

Antwort tél[égramme] ch[iffré]: 75 erhalten; ich habe denselben Eindruck gehabt, daß Adrianopel zu weit rückwärts liege, u[nd] dieß gleich gestern an Münster telegraphirt. Wenn Fürst G[ortschakow] geneigt wäre, seinerseits eine Linie zu bezeichnen, die er als équivalente ansehn würde, so könnte ich sie nach

* Siehe Nr. 381.

London mittheilen. Entspricht dieß der russischen Absicht nicht, so würde ich mich darauf beschränken, den Inhalt Ihres No. 75 an Münster zu melden, u[nd] dann abwarten, ob hierauf, oder auf meine gestrige Mittheilung an Münster wegen Adrianopel, eine weitere englische Eröffnung folgt. Bleibt sie aus, so würde ich die Sache nur dann weiter führen, wenn F[ür]st Gortsch[akow] es wünscht. v. B.

Nr. 386

Der Botschafter in London Graf Münster an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 102 London, den 12. April 1878

Lord Salisbury macht folgenden Vorschlag und wünscht die Ansicht der Kaiserlichen Regierung darüber kennenzulernen:

Die englischen Panzerschiffe würden aus dem Marmarameer, aus der Meerenge von Gallipoli und dem Golf von Saros nach der Besikabai zurückgezogen. Gleichzeitig würden die russischen Truppen folgende Linie einnehmen: von Dedeagatsch, der Eisenbahnstation am Ägäischen Meer, hinter die Eisenbahnlinie bis Adrianopel, von dort eine Linie östlich an das Schwarze Meer. Sollte großer Wert auf den Hafen von Midia gelegt werden, so würde Lord Salisbury das zugestehen, betonte aber bestimmt, daß das das Äußerste sei, wozu sich England verstehen würde.

Lord Salisbury hält dieses Abkommen für durchaus gerecht, da die Eisenbahnverbindung rascher sei als die Seefahrt. Wenn auf der einen Seite Störungen auf der Eisenbahn möglich seien, so seien sie auch durch Torpedos für Schiffe in der Meerenge möglich. Münster

---

Randverfügung des Fürsten von Bismarck:
Tél[égramme] ch[iffré] an Gr[af] Münster:
102 erhalten. Sondire sofort vertraulich durch Schweinitz u[nd] melde Ergebniß telegraphisch. Es kann, wenn beiderseits Friedensliebe vorhanden, auf etwas mehr oder weniger Entfernung kaum ankommen. Hauptsache ist, Unterhandlung in Fluß zu bringen u[nd] zu halten. Adrianopel ist 30 deutsche Meilen von Const[antinopel], u[nd] die Eisenbahn zerstörbar. Aber das wissen die Russen u[nd] müssen es sich überlegen. v. B.

Nr. 387

Der Botschafter in Petersburg von Schweinitz an den Reichskanzler Fürsten von Bismarck

Telegramm. Entzifferung

Nr. 76 St. Petersburg, den 13. April 1878

Der Kaiser Alexander wiederholte mir Fürst Gortschakows Antwort und deren Beweggrund und fügte hinzu: „Graf Schuwalow hat mir die gleiche Mitteilung gemacht, und ich habe ihn von meiner Ant-

wort in Kenntnis gesetzt mit der Weisung, die Übermittlung derselben der deutschen Regierung zu überlassen. In Wien weiß man übrigens von der Sache.“ Seine Majestät zweifelt an der Aufrichtigkeit Englands und sagt: „c'est un parti pris, ils ne sont pas prêts et ils veulent gagner du temps.“ v. Schweinitz

Randverfügung des Fürsten von Bismarck:
Wien tél[égrammé] ch[iffré]: Unsre Anregung wegen weiterer Entfernung der englischen u[nd] russischen Streitkräfte von einander scheint ohne Ergebniß zu bleiben, weil über den Abstand der russ[ischen] Armee von Stambul, welcher dem Rückgange der englischen Flotte nach Besika Bai entsprechen würde, beide Theile nicht einig werden. v. B.

Nr. 388

Der Botschafter in Petersburg von Schweinitz an den Reichskanzler Fürsten von Bismarck

Telegramm. Entzifferung

Nr. 77 St. Petersburg, den 14. April 1878

Antwort auf Telegramm Nr. 69 vom 13. d. Mts.*

Fürst Gortschakow antwortet im Namen des Kaisers: „L'Empereur saura beaucoup de gré au Prince de Bismarck de la continuation de ses bons offices. Si le Prince de Bismarck tout en insistant sur la sortie de l'escadre anglaise de la mer de Marmara et des Dardanelles trouvait avec l'esprit lumineux qui le caractérise une autre garantie qu'il nous serait possible d'offrir en retour, nous serions disposés à l'accepter quand le Prince de Bismarck nous aura renseignés sur sa nature.“ Der Kriegsminister sagte mir vertraulich: „Wenn Deutschland uns garantierte, daß die englische Flotte nicht in die Meerengen einläuft, so würden wir gern bis Adrianopel zurückgehen.“ Bericht folgt.

v. Schweinitz

Nr. 389

Der Reichskanzler Fürst von Bismarck an den Botschafter in London Grafen Münster

Telegramm. Eigenhändiges Konzept

Nr. 55 Berlin, den 14. April 1878

Ew. wollen die in meinem gestrigen Tel[egramm] 54 enthaltenen beiden Tel[egramme] des G[eneral] v[on] Schweinitz** ihrem Texte nach nicht mittheilen, sondern als Information nur für Sie in den Acten

* Telegramm Nr. 69 entsprach der Randverfügung des Fürsten Bismarck zu Nr. 385.
** Siehe Nr. 387 und Nr. 388.

behalten u[nd] Gr[af] Schuwalow davon, daß dies geschieht, vertraulich verständigen. An L[or]d Salisbury wollen Ew. vertr[aulich] mittheilen, daß der Rückgang der Russen bis Adrianopel dem F[ür]st[e]n Gortschakow außer Verhältniß zu dem Rückgang der Flotte nur bis Besika erscheint. Die Eisenbahn kann, auch wenn sie gut u[nd] ungestört war, nicht 10000 M[ann] Infanterie am Tage fahren.

Das Mißtrauen beiderseits, welches diesen Rechnungen zu Grunde liegt, würde vielleicht schwinden, wenn England sich entschlösse zu versprechen, daß seine Flotte nur nach einer mehrtägigen, der Marschzeit von Adrianopel nach Stambul entsprechenden Kündigungsfrist des zu schließenden Abkommens die Dardanellen wieder passieren würde. Würde dieser Gedanke dort Anklang finden? Die Russen würden dabei wohl voraussetzen, daß die türkischen Truppen inzwischen die jetzige neutrale Zone nicht überschritten.

Bleibt es bei der Raumbemessung, so würden 2 russische Tagemärsche, also 50 bis 60 Kilometer, einer Fahrzeit der Flotte von Besika, 16 bis 24 Stunden gerechnet, vielleicht entsprechen.

v. Bismarck

Nr. 390

Der Botschafter in London Graf Münster an den Reichskanzler Fürsten von Bismarck

Ausfertigung

Nr. 57 London, den 14. April 1878

Ganz vertraulich

Ich habe auf telegraphischem Wege die Ehre gehabt, Eurer Durchlaucht zu melden, welche Aufnahme die Vorschläge und das Anerbieten der Vermittelung hinsichtlich der Entfernung der Streitkräfte von Konstantinopel hier gefunden hat, und wie Lord Salisbury es freudig und dankbar aufgenommen hat, daß die Kaiserliche Regierung ihre Vermittelung gerade da hat eintreten lassen, wo die Gefahr am nächsten liegt.

Lord Salisbury erkannte sogleich bei meinem ersten Gespräche an, daß das der richtige Weg der Verständigung sei, und daß alle Verhandlungen, seien sie auf direkte Verständigung oder auf Berufung einer Konferenz oder eines Kongresses gerichtet, mit Aussicht auf Erfolg nicht geführt werden könnten, solange der jetzige Zustand vor Konstantinopel dauere, solange das Pulver so nahe am Feuer stehe. Ich nannte diesen Zustand scherzweise den platonischen Krieg als Gegensatz zu platonischer Liebe, und Lord Salisbury fand das bezeichnend. Er erkannte an, daß dem jetzigen ganz anomalen Zustande auf die eine oder andere Weise ein Ende gemacht werden müsse.

Lord Salisbury nahm gleich bei der ersten Unterredung den Vorschlag im Prinzipe an, und es war nicht zu verkennen, daß er denselben an und für sich sehr gern entgegennahm, und daß der jetzige Augenblick ihm ganz außerordentlich gut dazu paßt.

Die Verhandlungen mit Rußland waren in das Stadium der gegenseitigen Negation geraten. Der Engländer nennt es „in a dead lock", wir eine Sackgasse.

Der jetzige Zustand der Erwartung und Unsicherheit schädigt Handel und Erwerb auf geradezu unerträgliche Weise, außerdem findet die Vertagung des Parlaments vom 18. April bis 6. Mai in einigen Tagen statt, und es wird bei einem selbständigen Minister, wie es Lord Salisbury entschieden zu sein scheint, sich viel besser während der Vertagung verhandeln lassen.

Lord Salisbury ist aus dem Grunde sehr besorgt darüber, daß vor der Vertagung irgend etwas über diese Verhandlungen in die Öffentlichkeit gelangen könnte. Wir haben uns gegenseitig die allerstrengste Diskretion zugesichert.

Die Vorschläge Lord Salisburys, die nach sehr sorgfältiger Erwägung und Beratung mit der Admiralität und dem Chef des Stabes der künftigen Expeditionsarmee gemacht wurden, habe ich Eurer Durchlaucht mitgeteilt und komme jetzt nur noch darauf zurück, um noch einige Bemerkungen hinzuzufügen, die Lord Salisbury im Laufe unseres Gespräches darüber machte.

Die englischen Minister, sagte er, hätten bei den Beratungen, die er mit seinen Kollegen und den Fachmännern darüber gehalten habe, vor allem den Gesichtspunkt festgehalten, dass dasjenige, was verlangt werde, auch das Äußerste sein müsse, wozu England sich verstehen könne. Das Ignatiewsche Prinzip: Sehr viel fordern, um weniger sicher zu bekommen, halte er nicht für richtig und bei so wichtigen Verhandlungen für unwürdig. Die Linie, wie er sie wünsche, entspreche annähernd dem Prinzip, welches Eure Durchlaucht vorgeschlagen haben, dem nämlich, daß etwa dieselbe Zeit für beide Teile erforderlich sein sollte, um die gegenwärtig eingenommene Position wieder einzunehmen. Die Distanz von Adrianopel, das sei der Zentralpunkt der neuen russischen Position, sei kürzer als von der Besikabai, und die Beförderung auf der Eisenbahn rascher; bei größeren Truppensendungen gehe es zwar langsamer, und das werde sich ausgleichen. Störungen auf der Eisenbahn seien möglich, ebenso aber sei auch Störung durch Batterien und durch Torpedos in der langen Meerenge von Gallipoli zu besorgen. Hiergegen würden beide Mächte von der Pforte Garantien verlangen müssen, wie überhaupt Verhandlungen mit der Türkei notwendig würden.

Ich fragte darauf Lord Salisbury, wie er über die Besetzung der durch die Russen verlassenen Position durch die Türken denke, da das für die Russen mit Recht ein bedeutendes Moment und Bedenken sein

werde. Er gestand das zu und sagte, man werde während der Verhandlungen oder während einer bestimmt zu vereinbarenden Zeit nicht gestatten dürfen, daß in jene Position türkische Truppen einrückten, abgesehen von denen, die zur Aufrechterhaltung der Ordnung unbedingt erforderlich sein würden. Die Pforte werde sich dazu einerseits verpflichten müssen, dagegen werde aber England andererseits verlangen, daß den Schiffen, die das Marmarameer verlassen, ein freier Ferman zur Rückfahrt nach Konstantinopel gleich ausgestellt werde und sich die Pforte verpflichte, der Durchfahrt der Schiffe durch die Dardanellen keinerlei Hindernisse oder Zögerungen zu bereiten. Die Pforte werde übrigens keine Schwierigkeiten machen, es sei soeben Musurus Pascha* bei ihm gewesen und habe im Auftrage seiner Regierung auf das dringendste gebeten, daß englischerseits alles geschehen möge, um die russischen Truppen und die englischen Schiffe von Konstantinopel zu entfernen.

Von der vorgeschlagenen Linie von Dedeagatsch nach Adrianopel und von dort an das Schwarze Meer könne England deshalb nicht abgehen, weil dadurch allein die Gefahr beseitigt werde, welche ja der maßgebende Grund für die Anwesenheit der englischen Schiffe im Marmarameere sei, nämlich die Bedrohung und Besetzung der Meerengen, sowohl der Dardanellen als des Bosporus durch die russische Macht.

Als wir auf der Spezialkarte die Linie genauer ansahen, die von Adrianopel östlich führen sollte, sagte Lord Salisbury, die Militärs und auch seine Kollegen im Kabinette hätten die Grenze zwischen Burgas und Midia gezogen. Ich machte ihm darauf bemerklich, daß es doch für die Russen von großem Werte für Verpflegung und Einschiffung sein müsse, zwei Häfen zu haben, daß strategisch Midia wohl kaum großen Wert habe, und es die Verhandlungen erleichtern werde, wenn er das noch zugestehe.

Er erwiderte, er glaube das auch und werde auf dem Punkte nachgeben, falls die Russen, wie ich voraussetze, einen großen Wert darauf legten.

Im Laufe des Gespräches sagte ich, daß ich fürchte, es könne den Russen diese Linie als zu weit bemessen erscheinen, und es ließe sich nicht leugnen, daß militärisch ihre Stellungen wichtiger seien, als die Nähe der englischen Panzerschiffe.

Lord Salisbury erwiderte darauf, das sei nicht ganz zu leugnen, wenn aber das russische Kabinett wirklich den Frieden wolle, und nicht an Wiederaufnahme der Feindseligkeiten denke, die Position keinen Wert für sie habe. Wenn dabei die Türken noch versprächen, daß bis zu einem zu vereinbarenden Zeitpunkte die türkischen Truppen diese

---

* Türkischer Botschafter in London.

Position nicht besetzen sollten, so sei das alles, was verlangt werden könne.

Lord Salisbury wiederholte, daß er weiter nicht gehen könne, er müsse die englischen Interessen wahren, und bei der Stimmung, die jetzt in England herrsche, sei es ganz unmöglich, die Position der Flotte aufzugeben, ohne die russische Armee so weit zurückzunehmen, daß beide aber gleichzeitig die alten Positionen erreichen könnten, und das werde durch seinen Vorschlag, so annähernd, als das überhaupt geschehen könne, erreicht.

Ich hatte eben diesen Bericht geschrieben, als ich Eurer Durchlaucht Telegramm Nr. 54 erhielt; wenn auch meine telegraphischen Antworten darauf diesen gehorsamsten Bericht überholen werden, so glaube ich denselben doch noch absenden zu dürfen.

Münster

Nr. 391

Der Botschafter in London Graf Münster an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 104 London, den 15. April 1878

Antwort auf Telegramm Nr. 55*.

Lord Salisbury hält den Vorschlag Eurer Durchlaucht für annehmbar, vorausgesetzt, daß man sich über die Kündigungsfrist einigen kann. Lord Salisbury hält die Annahme der 16 bis 24stündigen Fahrzeit von Besika nach Konstantinopel für nicht richtig, weil die Flotte, bei der Gefahr der Fahrt durch das Marmarameer für schwere Schiffe, die Nacht nicht fahren kann; man müsse daher mindestens 2 Tage und 1 Nacht rechnen.

Wegen der Dauer der Kündigungsfrist bittet Lord Salisbury Eure Durchlaucht den Vorschlag zu machen.

Von der vorgeschlagenen Linie bis Adrianopel geht Lord Salisbury nicht ab.

Wegen der Nichtbesetzung der neutralen Zone durch die Türken ist Lord Salisbury einverstanden. Münster

---

Randverfügung des Fürsten von Bismarck:

Gen[eral] v[on] Schweinitz tél[égramm] ch[iffré]: Ich hatte gestern Abend nach London telegraphirt: Rückgang der Russen bis Adrianopel erscheine außer Verhältniß zu Rückgang der Flotte nur bis Besika, von wo bis Stambul Fahrzeit nur 16 bis 24 Stunden betrage. Dem würden höchstens zwei russische Tagemärsche zu Lande, 50 bis 60 Kilometer, entsprechen. Das Mißtrauen, welches diesen Berechnungen zu Grunde liege, würde vielleicht schwinden, wenn England versprechen wolle, daß seine Flotte nur nach einer mehrtägigen, der Marschzeit der Russen entsprechenden Kündigungsfrist des zu schließenden

* Siehe Nr. 389.

Abkommens, die Dardanellen wieder passiren würde. Voraussetzung bliebe, daß Türken die jetzige neutrale Zone inzwischen nicht überschritten.

Darauf erhalte ich eben folgende Antwort: [folgt das umstehende Telegramm 104 des Grafen Münster].

Bitte Inhalt an Fürst G[ortschakow] mitzutheilen.

Als Kündigungsfrist wären 72 Stunden vielleicht genügend, wenn vor deren Ablauf die Flotte Kum-Kaleh nicht passiren darf.

Die schnelle Antwort spricht für guten Willen Salisbury's. v. B.

Nr. 392

Der Botschafter in London Graf Münster an den Reichskanzler Fürsten von Bismarck

Ausfertigung

Nr. 58 London, den 15. April 1878

Ganz vertraulich

Ich habe eben eine lange Unterredung mit Lord Salisbury gehabt, und hatte die Ehre, Eurer Durchlaucht das Resultat derselben telegraphisch zu melden.

Ich habe mich dabei von neuem davon überzeugt, daß meine Ansicht, daß England den Krieg gern vermeiden will, die richtige ist, und ich habe den Minister viel zugänglicher gefunden, als ich und auch namentlich mein russischer Kollege es eigentlich erwarteten. Das Mißtrauen gegen Rußland ist allerdings sehr groß auch bei Lord Salisbury, und kommt es zu Verhandlungen, so wird England, nachdem ein Mann die auswärtige Politik jetzt führt, gewisse Grenzen ziehen und davon nicht abgehen. Ich glaube aber, daß Lord Salisbury diese Grenzen so ziehen wird, daß doch eine Verständigung möglich ist, wenn nur erst ernstliche Verhandlungen beginnen. Daß diese aber nicht wirklich beginnen können, bevor der Brennstoff vor Konstantinopel entfernt ist, daß das Mißtrauen sich dadurch vielleicht mildern wird, erkennt Lord Salisbury mit Eurer Durchlaucht an.

Er hat mich noch soeben gebeten, seinen aufrichtigen Dank für die Vermittelung noch einmal auszusprechen. Er sagte mir: „Sagen Sie dem Fürsten, daß wir ihm deshalb wirklich dankbar sind, weil wir den Frieden wünschen, geht Rußland aber nicht auf billige Vorschläge ein, so wird die Situation geklärt, und wir werden dann nicht vor einem Kriege zurückschrecken, den wir aber mit der größten Energie führen würden."

Ich konnte gestern den Grafen Schuwalow nicht sehen, ich sah ihn erst diesen Morgen früh, und Lord Salisbury war von Sonnabend bis heute nachmittag auf dem Lande. Dieses war insofern gut, als ich Lord Salisbury von der ersten russischen Antwort nichts sagte, und ihm jetzt dabei gleich den Vorschlag Eurer Durchlaucht machen konnte.

* Siehe Nr. 391.

Ich versuchte erst den englischen Minister von seinem Gegenvorschlage, der Linie bis Adrianopel, abzubringen und zu der Raum- und Zeitbemessung zurückzuführen. Er hatte dagegen sehr viele Gründe. Vor allem hielt er die Bemessung der Fahrt von Besikabai nach Konstantinopel von sechzehn zu vierundzwanzig Stunden für viel zu kurz. Die Leuchtfeuer im Marmarameere seien noch nicht wieder angezündet, und nach den Erfahrungen, welche die Flotte bei der letzten Reise machte, war ein Panzerschiff aufgefahren, und so habe man die Überzeugung gewonnen, daß eine schwere Panzerflotte dort nur bei Tage und keinenfalls bei Nacht fahren könne. Man müsse also mindestens zwei Tage und eine Nacht rechnen. Die Marschzeit dürfe man nicht allein annehmen, weil die Eisenbahn jedenfalls ein bedeutender Faktor bei der Truppenbewegung sei. Die Linie der Eisenbahn von Dedeagatsch sei deshalb die richtigste, weil es nicht allein auf Konstantinopel, sondern auf die Entfernung von der See und Gallipoli ankomme. An dieser Linie halte das englische Kabinett unbedingt fest, dabei habe aber der Vorschlag Eurer Durchlaucht sehr viel für sich, und er glaube, man könne, wenn es dem russischen Kabinette mit der Verständigung Ernst sei, auf diesem Wege dazu gelangen. Den Russen würde wie beim Rennen, sagte er scherzweise, ein Vorsprung, ein Start gegeben.

Die Bestimmung der Zeit sei schwierig, und deshalb bitte er Eure Durchlaucht, den Vorschlag der Kündigungsfrist zu machen. Komme der Vorschlag von Eurer Durchlaucht, so habe er mehr Aussicht auf Erfolg in St. Petersburg, und daß hier alle Vorschläge der Kaiserlichen Regierung mit vollem Vertrauen und dem größten Entgegenkommen aufgenommen würden, könne er versichern.

Lord Salisbury sagte, es haben sich wohl selten zwei Staaten in einer merkwürdigeren Lage befunden, denn diese Verhandlungen seien in Wirklichkeit Waffenstillstandsverhandlungen ohne wirklichen Krieg.

Ich habe soeben mit dem Grafen Schuwalow, dem Auftrage Eurer Durchlaucht gemäß, die Sache eingehend durchgesprochen, und er, der den Frieden aufrichtig wünscht, war erfreut darüber, daß Lord Salisbury mehr Entgegenkommen gezeigt habe, als er erwartete. Er hofft sehr, daß seine Regierung auf diesen Vorschlag auch eingehen werde, und glaubt, es werde möglich sein, auf die Weise etwas zu erreichen.

Ich darf mir wohl gestatten, bei Gelegenheit zu bemerken, daß, falls über diese Frist eine Verständigung erreicht würde, gleich auf der anderen Seite auch bestimmt werden müßte, zu welchem Zeitpunkte nach dem Abmarsche der russischen Truppen die Flotte das Marmarameer verlassen solle.

Graf Schuwalow hat mir seine Berichte und Telegramme nach St. Petersburg mitgeteilt, er tritt darin auch der Auffassung entgegen, als suche England den Krieg, spricht dabei aber die Überzeugung aus, daß mit dem Mißlingen dieser Verhandlungen der Krieg unvermeidlich sei.

Münster

Nr. 393

Der Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow an Kaiser Wilhelm I.

Eigenhändiges Konzept

Berlin, den 15. April 1878

Eurer Kaiserlichen und Königlichen Majestät gestatte ich mir alleruntertänigst, zwei Aktenstücke zu unterbreiten, welche der russische Botschafter gestern ganz vertraulich dem Reichskanzler mitgeteilt hat, nämlich eine Aufzeichnung (ohne Datum) der vom Grafen Andrássy dem Grafen Ignatiew bei dessen neulicher Anwesenheit in Wien gegebenen Erklärung über Österreich-Ungarns Bedingungen und Forderungen in Anlaß des Friedens von San Stefano*, und zweitens Abschrift eines eigenhändigen Schreibens, mit welchem unterm 2. d. Mts. Seine Majestät Kaiser Franz Joseph das auf die Sendung des Grafen Ignatiew bezügliche Schreiben Seiner Majestät des Kaisers Alexander beantwortet hat.

Der Eindruck dieser Schriftstücke scheint nach näherer Prüfung und angesichts der allgemeinen politischen Lage mit Ausnahme der auf Montenegro bezüglichen Forderungen in St. Petersburg ein günstiger, jedenfalls der Art gewesen zu sein, daß eine Verständigung beider Höfe nicht ausgeschlossen scheint.

B. Bülow

Anlage I

Copie

Memento.

Vendredi le 17/29 Mars le Comte Andrássy a confié au Comte Ignatiew le programme suivant:

1) Le Gouvernement austro-hongrois restera fidèle à l'entente des trois Empires et agira sur la base de cette entente, selon ce qui a été convenu antérieurement; en cas de conflit entre la Russie et l'Angleterre, le Cabinet de Vienne ne se joindra pas à celui de St. James et maintiendra une neutralité bienveillante à l'égard de la Russie.

2) L'Autriche-Hongrie occupera la Bosnie et l'Herzégovine, après en avoir prévenu la Porte et l'avoir engagé à éviter la lutte en retirant ses troupes de ces deux provinces. L'époque de l'occupation ne saurait être précisée dès aujourd'hui, si le Congrès devait se réunir; mais dans le cas contraire, elle aurait lieu immédiatement. Elle s'étendrait jusqu'à Novi-Bazar dans la partie de l'Herzégovine située entre la Serbie et le Monténégro. En vue de la formation de la Bulgarie et de la nécessité de s'assurer des facilités pour le tracé du chemin de fer, l'Autriche-Hongrie demande à s'annexer le territoire faisant partie de l'ancien

* Vgl. dazu auch E. v. Wertheimer, Graf Julius Andrássy Bd. III (1913), S. 93 f.

vilayet de Bosnie et d'Herzégovine et modifier ainsi ce qui avait été convenu antérieurement.

3) Le Comte Andrássy retire aussi l'assentiment qu'il avait donné à l'extension du Monténégro jusqu'au Lim, et propose un autre tracé, allant de Korito au confluent de la Piva et de la Tara, de là à Belopoljé en dépassant le Lim que la frontière couperait près de Berani et puis suivrait les montagnes jusqu'au lac de Scutari. Après avoir traversé par le milieu ce lac, le tracé aboutirait à l'ancienne frontière du Monténégro. L'Autriche-Hongrie compte s'annexer le territoire situé entre le lac de Scutari, la mer et la Boyana. La liberté de navigation par le lac et la Boyana serait garantie au Monténégro.

4) Relativement à la Serbie, l'Autriche-Hongrie propose de modifier la nouvelle frontière serbe de façon à reculer la partie occidentale et à ajouter Vrania et Tirnowatz en compensation. De plus, elle se réserve: a) d'occuper Ada Kalé, sans toutefois s'engager à raser les fortifications qui y sont élevées; b) d'imposer au Gouvernement serbe l'obligation d'admettre un chemin de fer à travers la principauté avec le même tarif que celui des chemins de fer austro-hongrois.

5) Le Cabinet de Vienne reconnait à la Russie le droit de reprendre la partie de la Bessarabie cédée en 1856, et se déclare prêt à soutenir ce point de vue sur le terrain diplomatique, tant vis à vis de la Roumanie que des Grandes-Puissances.

6) En admettant les arrangements que prendrait la Russie pour l'organisation de la Bulgarie en vertu du traité préliminaire de San Stefano, l'Autriche-Hongrie propose: a) de maintenir entre Kirk-Kéléssi et Constantinople la frontière tracée par la conférence de 1876 en laissant ainsi en dehors de la Principauté Loulé-Bourgas et une partie du littoral de la mer Noire; b) de donner à la Bulgarie pour frontière occidentale une ligne qui du fond du golfe d'Orfano, se dirigerait vers Vrania: les districts qui resteraient en dehors de cette limite seraient dotés, sous la dénomination de „Macédoine" d'une autonomie administrative indépendante de la principauté bulgare. Salonique ferait partie de cette nouvelle province.

7) Le Gouvernement austro-hongrois désirerait que l'occupation de la Principauté Bulgare par les troupes russes ne dure pas plus de six mois après l'évacuation du reste de la Roumélie et que le chiffre du corps d'occupation ne dépasse pas 20 m[ille] hommes.

Le Comte Andrássy, si ces idées sont acceptées par le Cabinet Impérial, se propose de soutenir son programme au Congrès, ou, si ce dernier ne se réunit pas, voudrait que l'entente à trois se poursuive dans le même sens. Il se propose, si l'entente a lieu, d'agir sur l'Angleterre pour l'empêcher d'élever des difficultés à l'apaisement général.

Le Comte Ignatiew a prévenu le Comte Andrássy que — comme ses propositions relatives au Monténégro et à la Bulgarie s'écartaient entièrement de toutes les prévisions du Cabinet Impérial et en partie

même des conditions qui étaient déjà convenus entre la Russie et l'Autriche-Hongrie — il ne saurait entrer en discussion sur ces nouvelles bases et ferait son rapport à l'Empereur, afin que des instructions soient données immédiatement à l'Ambassadeur de Sa Majesté à Vienne.

Copie

Anlage II

Mon cher ami,

Je Te remercie de Ta lettre du 11/23 Mars et de la mission du Comte Ignatiew. L'une et l'autre me confirment dans la conviction que Tu désires aussi franchement de voir disparaître au plutôt toute cause de divergence entre nos intérêts respectifs. Bien que je n'en eusse jamais douté, je n'éprouve pas moins une vive et véritable satisfaction du nouveau témoignage que Tu veux bien m'en donner. Je déplore les incidents qui, par suite de l'attitude si peu justifiée de l'Angleterre, rendent douteux le congrès que mon Gouvernement avait proposé de tenir à Vienne et dont il a accepté depuis la réunion à Berlin, dans la conviction qu'il offrait le meilleur moyen d'amener pour toute l'Europe une solution pacifique. Tout en restant de l'avis que le congrès serait le mode le plus propre à assurer l'apaisement général, je partage Ton opinion que dans les circonstances actuelles il serait utile et même nécessaire de rendre notre entente plus positive et de faire passer ainsi dans les faits l'accord qui existe dans nos intentions. Tu peux compter à cette fin sur mon concours le plus loyal. Je compte de même avec confiance sur le Tien.

Le Comte Ignatiew n'ayant pas eu les pleins pouvoirs pour terminer un arrangement mon Ministre des affaires étrangères a dû se borner à lui signaler ceux des points du Traité préliminaire de San Stefano qu'il me paraîtrait urgent de modifier afin de sauvegarder les intérêts impérieux de ma Monarchie et de placer mon Gouvernement dans la possibilité de faire face aux exigences des corps législatifs de mes Etats que le maintien de l'Angleterre n'est pas de nature à amoindrir. Le Comte Andrássy a donné à Ton Aide-de-Camp Général, avec la droiture que Tu lui connais, toutes les explications qui motivent mon point de vue. Il ne diminue en rien ni l'effet moral, ni les fruits de Tes victoires. Son but est d'asseoir, en présence du nouvel état de choses en Orient, les relations amicales entre nos Empires sur des bases solides et durables et d'écarter toute possibilité de collision entre leurs intérêts réciproques. Tu l'examineras dans ce même esprit, j'en suis sûr et j'aime à espérer que Tu l'apprécieras. Je Te prie d'avoir la bonté de me faire connaître Ton avis à leur égard afin de dissiper un jour plus tôt le malaise qui pèse sur nous tous. Plaise à Dieu de bénir nos efforts. C'est le vœu le plus cher de mon cœur.

En attendant je Te prie de croire aux sentiments d'attachement inaltérable de Ton ami dévoué.

Nr. 394

Der Reichskanzler Fürst von Bismarck an den Botschafter in Petersburg von Schweinitz

Telegramm. Eigenhändiges Konzept

Nr. 74 Berlin, den 16. April 1878

Falls Einigung mit England über Stellung von Heer u[nd] Flotte möglich wird, muß Form des Abschlusses den Eindruck vermeiden, als ob das Heer vor der Flotte, die später als das Heer dort eintraf, zurückweiche. Wir dürfen kein für das militärische Gefühl der russ[ischen] Armee verletzendes Abkommen vermittelt haben.

Vielleicht wäre, nachdem durch uns beiderseitige Neigung zum Abschluß constatirt sein wird, der letztre den Interessenten zu überlassen, u[nd] dadurch einzuleiten, daß Rußland durch Erklärung an England oder amtlich an uns, bekundet, daß schon seit Friedensschluß für Rußland kein Interesse vorgelegen hätte, in der Stellung vor Constantinopel zu bleiben, wenn nicht die englische Flotte daselbst erschienen wäre. Rußland wünscht dieses Hinderniß seines Abmarsches gehoben zu sehn.

Näheres schriftlich. Bitte um Ihre Meinung telegr[aphisch].

v. Bismarck

Nr. 395

Der Botschafter in Petersburg von Schweinitz an den Reichskanzler Fürsten von Bismarck

Telegramm. Entzifferung

Nr. 82 St. Petersburg, den 17. April 1878

Graf Schuwalow spricht telegraphisch Bedauern aus, daß deutsche Regierung nicht gleichzeitig mit einem für Rußland militärisch unvorteilhaften Abkommen den Zusammentritt des Kongresses betreibe. Fürst Gortschakow schließt sich dem Kongreßwunsche an.

Schweinitz

Randverfügung des Fürsten von Bismarck:

Wien u[nd] London mittheilen, tél[égramme]: W[ien] fragen wie weit Congreß, London fragen ob England dazu bereit.
Antwort wie vorstehend nach Pet[e]r[s]b[u]rg
Erst muß aber doch die Flottenfrage wohl klar sein

Nr. 396

Der Botschafter in London Graf Münster an den Reichskanzler Fürsten von Bismarck

Ausfertigung

Nr. 59 London, den 17. April 1878

Ganz vertraulich

Lord Salisbury erwartet mit einer gewissen Spannung die russische Antwort. Er geht heute auf sein Gut Hatfield, ich habe mich aber mit ihm verabredet, daß er in die Stadt kommt, oder ich zu ihm gehe, sowie ich wichtige Mitteilungen erhalte.

Die Minister haben bis auf Lord Beaconsfield sämtlich die Stadt verlassen.

Da Lord Salisbury sehr bestimmt ist und sich mit Lord Beaconsfield besprechen kann, werden die Verhandlungen dadurch keinen Aufschub erleiden.

Das Unterhaus ist bis zum 6. Mai, das Oberhaus bis zum 13. Mai vertagt.

Lord Salisbury wiederholte mir, daß er aufrichtig das Gelingen unserer Verhandlungen wünsche, es werde damit ein entschiedener Schritt zur friedlichen Lösung getan, wenn er auch nicht verkenne, daß auch dann noch große Schwierigkeiten zu überwinden sein würden. Jetzt komme es erst darauf an, die Verhandlungen wieder zu ermöglichen, die Schwierigkeiten für England lägen auf zwei Seiten: In Europa in dem projektierten großen Bulgarien, in Asien in dem Übergewicht, welches Rußland durch die in Aussicht genommene Vergrößerung erhalte. Was Bulgarien betreffe, so werde England der Neubildung eines slawischen Reiches von der Donau bis zum Marmara- und Ägäischen Meere nicht zustimmen, wogegen zwei neutrale tributäre Staaten, ein slawisches Bulgarien bis zum Balkan und ein gemischtes, mehr griechisches Bulgarien, eher zugestanden werden könnten. Es seien noch andere und wichtige Punkte in der europäischen Türkei zu regeln; über die halte er aber eine Verständigung für leichter möglich als in Asien.

Der leitende Gedanke Lord Salisburys scheint mir folgender zu sein.

Die Herrschaft der Osmanen hält er in Europa nicht mehr für haltbar, will aber das russische Übergewicht, welches für ihn mit dem slawischen gleichbedeutend ist, soviel als möglich beschränken. Lord Salisbury scheint mir dagegen anzunehmen, daß die Türkei in Asien noch eine gewisse Dauer, vielleicht selbst eine gewisse Zukunft haben könnte, wenn Konstantinopel noch in türkischen Händen bliebe. Lebensfähig, auch auf verhältnismäßig kurze Dauer, würde aber die asiatische Türkei nicht sein, wenn Rußland das armenische Plateau vollständig beherrschte. Deshalb scheint ihm die Strecke, die jetzt Rußland in Asien beansprucht, gefährlich. Den Einfluß, den Rußland in Europa

gewinnen kann, scheint er weniger zu fürchten, als die Ausdehnung der russischen Macht in Asien. Den Hafen von Batum wird England leichter zugestehen, als Kars und Positionen, welche Armenien beherrschen.

Kommt es zu Verhandlungen zwischen den einzelnen Staaten oder zum Kongresse, so werden das die leitenden Gesichtspunkte der englischen Politik sein. Ob England ohne Krieg Äquivalente, wie z. B. Ägypten, nehmen würde, scheint mir noch zweifelhaft, wenngleich Lord Salisbury solche Ideen nicht absolut so verwirft wie seine Kollegen.

Graf Schuwalow sieht auch mit großer Spannung der russischen Antwort entgegen, er glaubt, daß, wenn eine Einigung über den Rückzug der russischen Armee und der englischen Flotte erreicht werden könnte, eine Verständigung noch möglich sei, trotz der großen Divergenzen zwischen Rußland und England. Graf Schuwalow glaubt, daß vor dem Kongresse Vorkonferenzen doch notwendig sein werden, und hofft, daß dann die Verträge von 1856 und 1871 als Basis angenommen werden könnten. Die erforderlichen Veränderungen würden dann die Beratung des Friedens von San Stefano notwendig machen, und die Form- und Prinzipienfrage würden vermieden. Münster

Nr. 397

Der Botschafter in Petersburg von Schweinitz an den Reichskanzler Fürsten von Bismarck

Telegramm. Entzifferung

Nr. 83 St. Petersburg, den 17. April 1878

Rußland nimmt im Prinzip den letzten deutsch-englischen Vorschlag an, behält sich vor, mit Türkei Abkommen wegen neutraler Zone zu treffen, nimmt Akt von dem Recht, welches ihm England zugesteht, die Kündigungsfrist für eventuelle Rückfahrt der Flotte zu bestimmen.

Ich wandte ein: der Ausdruck des heutigen von Oubril'schen Telegramms: „le droit de fixer le terme" stimme nicht mit meinen Nachrichten; es müsse wohl heißen: „proposer un terme" und es sei besser, dieses gleich zu tun. Fürst Gortschakow hält sich an Herrn von Oubrils Version.

Fürst Gortschakow wünscht die Verhandlung durch Deutschlands Vermittelung fortzusetzen und noch nicht in direkte Besprechungen mit England zu treten[1]. Als ich auf amtliche und schriftliche Erklärung im Sinne des hohen Telegramms Nr. 74 vom 16.* bestand, antwortete Fürst Gortschakow, daß ihm die gegenwärtige zwar genügend erschiene, daß er aber, dem Wunsch Euerer Durchlaucht entsprechend, eine Depesche nach Berlin richten werde, ein Zirkular an die Großmächte aber nicht. v. Schweinitz

Randbemerkung des Fürsten von Bismarck:
[1] Warum denn nicht?

* Siehe Nr. 394.

Nr. 398

Der Botschafter in London Graf Münster an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 108 London, den 18. April 1878

Telegramm Nr. 57 erhalten. Ich hatte vertrauliche Besprechung mit Lord Salisbury. Er sagt, sowie Rußland die englischen Bedingungen annehme und den ganzen Vertrag von San Stefano vorlege[1], werde England sofort den Kongreß beschicken. Lord Salisbury glaubt, daß, wenn man diese Frage vermeiden wolle, es besser sei, keine neue Basis zu suchen. Der Kongreß werde zur Förderung des Friedens nicht beitragen, könne ihn im Gegenteil gefährden, wenn nicht vorher eine allgemeine Verständigung über hauptsächlichste Punkte zwischen den einzelnen Mächten erreicht sei[2]. Er glaube, daß diese zwischen England und Rußland am besten durch vertrauliche Verhandlungen[3], wenn möglich mit Zuhülfenahme des freundschaftlichen Rates der Kaiserlichen Regierung, sich erzielen lasse.

Fürst Gortschakow hat dem Grafen Schuwalow[4] mitgeteilt, daß Rußland den letzten Vorschlag der englischen Linie mit Vorsprung[5] im Prinzip annehme, aber erst mit der Pforte über Ausdehnung der neutralen Zone berate[6].

Lord Salisbury meint, es sei eine friedlichere Stimmung in St. Petersburg, und er hofft, daß eine Verständigung möglich sein wird, legt aber großen Wert darauf, erst den Brennstoff bei Konstantinopel zu beseitigen. Münster

Randbemerkungen des Fürsten von Bismarck:
[1] Zum Lesen oder zum Revidiren?
[2] richtig
[3] sehr wahr
[4] das ist der richtige Weg directer Unterhandl[un]g. Wir aber können nicht parallel damit wirken, nur helfen sobald sie stockt.
[5] ?
[6] also warten?

Nr. 399

Der Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow an den Botschafter in London Grafen Münster

Telegramm. Konzept von der Hand des Gesandten von Radowitz

Nr. 58 Berlin, den 19. April 1878

Durch Vermittlung des hiesigen russischen Botschafters ist folgende Antwort des Fürsten Gortschakow auf die in Ew. pp. Telegramm Nr. 104 vom 15.* enthaltene englische Mitteilung eingegangen:

* Siehe Nr. 391.

„La Russie admet en principe dernière proposition anglaise transmise par Prince Bismarck, mais doit s'entendre d'abord avec la Turquie pour élargissement de la zone neutre et autres dispositions concernant sa position militaire. La Russie se réserve de formuler plus tard sa proposition quant au terme de dénonciation pour le retour de la flotte anglaise."

Teilen Sie dies mit. B. Bülow

Nr. 400

Der österreich-ungarische Minister der Auswärtigen Angelegenheiten Graf Andrássy an den österreich-ungarischen Botschafter in London Grafen Beust

Abschrift, vom Grafen Károlyi überreicht

Reserviert Wien, den 21. April 1878

In dem geheimen Erlaß vom 14. April habe ich die Erörterung der bosnisch-herzegowinischen Frage einer besonderen Depesche vorbehalten.

Ew. erhalten nunmehr in der Beilage zu diesem Erlaß ein Memoire, welches diese Angelegenheit vom Gesichtspunkte der österreichisch-ungarischen, sowie der türkischen und der europäischen Interessen eingehend behandelt.

Diese Darlegung enthält die Gründe, aus denen wir eine Okkupation von Bosnien und der Herzegowina als eventuell einziges Mittel zum Schutze unserer Interessen und als entsprechendste Lösung der Frage ins Auge fassen.

Indem wir unsere Auffassung dem Königlich Britischen Kabinett mitteilen, besorgen wir nicht, uns dem Vorwurfe einer expansiven Politik auszusetzen.

Wäre es uns einfach um einen Gebietszuwachs zu tun, so hätten wir uns in einem Moment, wo weder die Türkei selbst noch irgendeine Großmacht Zeit und Lust zu Einsprache gefunden hätte, tatsächlich in den Besitz dieser Länder setzen können.

In der Überzeugung aber, daß die Okkupation, wenn sie in unserem Interesse unausweichlich werden sollte, ebenso im europäischen Interesse gelegen sei, haben wir die Kreierung von Tatsachen vermieden.

Wir tun dies auch heute und sehen, wenn nicht zwingende, von uns unabhängige Fakten dazwischentreten, der europäischen Beratung über diese Frage entgegen.

In allen Fällen ist es uns wichtig, das befreundete Kabinett von St. James auch betreffs dieses Punktes in voller Kenntnis unserer Auffassung zu wissen.

Ew. sind daher ermächtigt, die Beilage dieses Erlasses seiner Lordschaft dem Marquis of Salisbury gegen die Zusage, daß er dieses Schriftstück als höchst vertraulich betrachten und davon weder dem

Parlament noch andern Regierungen Kenntnis geben wolle, vollinhaltlich mitzuteilen und mündliche Erläuterungen im Sinne der gegenwärtigen Depesche hinzuzufügen.

Wenn das Kabinett von St. James unsere Argumente und Motive nach ihrer vollen Tragweite würdigt, so könnte seine Unterstützung in Konstantinopel Vorurteile beseitigen helfen, welche nicht nur unsere Stellung, sondern in weit höherem Grade die der Türkei zu erschweren geeignet sind. In jedem Falle bin ich der Überzeugung, daß wir von Seite der Londoner Staatsmänner in dieser Frage dieselbe Offenheit und Rückhaltlosigkeit gewärtigen können, mit der wir ihnen unsere Auffassung bekanntgeben.

Empfangen usw.

Anlage

Memoire.

Die Bewegung, welche zur gegenwärtigen Krise führte, hat in der Herzegowina und in Bosnien begonnen. Wenn dies auch für den Moment vergessen zu sein scheint, und die Ereignisse die Aufmerksamkeit mehr auf Bulgarien und die anderen Teile des türkischen Reiches gelenkt haben, so behält die Frage der endgültigen Gestaltung von Bosnien und der Herzegowina nicht minder ihre hohe Wichtigkeit nicht nur für uns, sondern auch für die Türkei selbst und für alle im Orient interessierten Mächte.

Ich werde trachten, diese Frage aus jedem der erwähnten Gesichtspunkte, dem österreichisch-ungarischen, dem türkischen und dem europäischen, so eingehend und so konkret als möglich zu beleuchten.

I.

Von Anfang der Orientbewegung her haben wir als unverrückbaren Gesichtspunkt unserer Politik den Grundsatz festgehalten und denselben bei jeder Gelegenheit zum Ausdruck gebracht, daß an unserer Grenze keine staatliche Neubildung entstehen dürfe, welche den Besitz oder die Ruhe unserer Grenzländer direkt oder indirekt bedrohen könnte.

Das Grenzland, welches hierin vorzugsweise in Betracht kommt, ist das Königreich Dalmatien.

Dieses langgedehnte schmale Küstenland, — an zwei Punkten von türkischen Enklaven, Klek und der Sutorina, unterbrochen, die den engen Besitz auch der Länge nach in drei Teile zerstücken, — ist nach seiner Konfiguration einer ziemlich schwachen Palisade zu vergleichen. Solange ihr ein ruhiges Erdreich als Rückhalt dient, steht sie fest und kann schützen und geschützt werden. Der türkische Besitz der Hinterländer hat diesen Halt geboten. Verschwindet er, so gerät der Boden allmählich ins Rollen und bringt die schwache Schutzwand, selbst ohne direkten Angriff, zu Fall.

Im Frieden von San Stefano ist allerdings nicht vom Verschwinden des türkischen Regimes, sondern von der Aufrechterhaltung desselben in Form einer weitgehenden Provinzialautonomie die Rede.

Für unsere politischen Zwecke könnte ein autonomer Bestand Bosniens und der Herzegowina nichts Unwillkommenes haben. Derselbe schiene uns vielmehr die unseren Wünschen entsprechendste Lösung, — wenn er überhaupt möglich wäre.

Die Möglichkeit eines dauernden autonomen Fortbestandes dieser Länder ist aber, nach unserer Kenntnis der obwaltenden Verhältnisse, absolut nicht vorhanden.

Schon in der Verschiedenheit zwischen Bosnien und der Herzegowina selbst, ist eine erhebliche Schwierigkeit gelegen. Die Herzegowzen sind ein Gebirgsvolk, arm, kriegerisch, von geringen Bedürfnissen; die Bosnier sind ein Ackerbau treibendes Volk, friedlicher geartet und zählen eine namhafte besitzende Klasse.

Wenn also die Länder nach dem Prinzip des self-government geordnet werden sollten, so würde dieselbe Form nicht für beide passen, und es müßten zwei Autonomien etabliert werden.

Jedes der beiden Länder wäre zu arm, um sich auf diese Weise selbst zu regieren. Sie sind es aber auch beide zusammen.

Noch größere Hindernisse sind in den konfessionellen Verhältnissen der Bevölkerung gelegen.

Dieselbe besteht aus Muselmanen, serbischen Orthodoxen und Katholiken, welche nicht in Distrikten oder Dörfern gesondert, sondern in buntem Gemisch, — einander heute noch feindlich gesinnt, — in denselben Städten und Dörfern zusammenwohnen.

In den unvermeidlichen Streitigkeiten der Einzelnen wie der Gesamtheit dieser Elemente würde jeder Teil gegen den andern Unterstützung nach außen suchen.

Jedes dieser Elemente würde je nach seinem Interesse in anderer Richtung zu einem Nachbar gravitieren und das Gemeinwesen, dem die Grundbedingungen der friedlichen und selbständigen Existenz fehlen würden, müßte notgedrungen sein Heil in dem Anschlusse an ein Nachbarland suchen.

Aus all diesen Gründen wäre die autonome Konstituierung dieser Länder, selbst wenn sie momentan durchgeführt werden könnte, ein vorübergehendes Experiment, welches über kurz oder lang zur Vereinigung mit einem der verwandten Nachbarländer führen müßte.

Dies gilt unter allen Umständen, auch ohne Rücksicht auf die besonderen Schwierigkeiten, welche infolge des bosnisch-herzegowinischen Aufstandes und des zweijährigen Krieges in diesen Ländern geschaffen sind.

Betrachten wir die Sache nun, wie sie sich heute unter den speziellen Verhältnissen des Momentes darstellt, so ist die Lage die folgende:

Nach dem Präliminarfrieden von San Stefano sollen die Einkünfte aus diesen Provinzen durch zwei Jahre der türkischen Regierung ent-

zogen bleiben, um zu Zwecken der Pazifikation und Reorganisation verwendet zu werden. Die geflüchteten Insurgenten würden aus Montenegro und Österreich-Ungarn als Triumphatoren zurückkehren, denen durch russischen Machteinfluß eine Belohnung in Form eines Schadenersatzes zugesichert wäre.

Alle Mächte müßten so gut wie wir von der Pforte verlangen, daß sie in Bosnien und der Herzegowina die in der Konstantinopeler Konferenz* eingebrachten Vorschläge, sowie die durch Annahme unserer Dezembernote** verheißenen Reformen durchführe; daß vor allem die bei uns allein zirka 150 000 Köpfe betragende Masse der Flüchtlinge auf Kosten der Pforte repatriiert werde; daß man ihnen Wohnhäuser erbauen und Saatkorn verabfolgen lasse; daß endlich jene Agrarreformen tatsächlich begonnen werden, welche der Besitzlosigkeit der Christen im Wege der Grundentlastung ein Ende zu machen bestimmt sind.

Es wäre Selbsttäuschung, zu glauben, daß die Pforte unter den jetzigen Verhältnissen, nach einem zweijährigen Kriege und dem Verluste Bulgariens, ihrer reichsten Provinz, überhaupt imstande sein werde, diesen Verpflichtungen nachzukommen. Und tut sie es nicht, wie steht es um die Ruhe und den Frieden in diesen Provinzen?

Voraussichtlich wird dann in Bosnien dieselbe Gärung entstehen, welche sich vor drei Jahren daselbst gezeigt hat. Sind wir dann nicht nach dreijährigen Wirren, welche Europa erschüttert haben, in demselben Stadium, wie zu Beginn der Insurrektion?

Allein selbst angenommen, daß es der Pforte mit schweren Opfern gelingt, die Repatriierung der Insurgenten und die Pazifikation dieser beiden Länder momentan durchzuführen, so wird die nächste Zeit auch diese Anstrengung als erfolglos darstellen. Die Muselmanen Bosniens und der Herzegowina werden mit einer Autonomie, welche nur ihnen Opfer auferlegt, nicht zufrieden sein. Die Christen aber werden auf dem Terrain der Agrarreformen nicht eher stehen bleiben wollen, als bis die mohammedanischen Begs völlig expropriiert sind.

Die nächste Folge wäre eine Erhebung der Besitzlosen gegen die Besitzenden, die um so gewisser eintreten würde, als die Nichtbesitzenden Christen, die Besitzenden aber Mohammedaner sind.

Das muselmanische Element aber, eingekeilt zwischen Serbien, Montenegro und Bulgarien, mit dem Reichszentrum nur durch eine Militärstraße verbunden, welche entweder durch das autonome Bulgarien führen würde, oder von diesem wenigstens militärisch beherrscht wäre, hätte von der Pforte keinen ausgiebigen Schutz zu erwarten. Massacres würden entstehen, und binnen kurzem hätten wir an unseren

---

* Siehe Fußnote zu Kap. XI, Nr. 267.

** Siehe die österreichisch-ungarische Zirkularnote vom 30. Dezember 1875 und das türkische Antwortzirkular vom 13. Februar 1876 bei de Martens, Nouveau Recueil de Traités II. Série, T. III, p. 1 ff.

Grenzen ebensoviele mohammedanische Flüchtlinge aufzunehmen, als wir heute christliche beherbergen müssen.

Aus all diesen Gründen erscheint uns eine Autonomisierung von Bosnien und der Herzegowina überhaupt nicht haltbar, unter den gegenwärtigen Verhältnissen aber nicht durchführbar.

Ist dem aber so, und müßten aus einem solchen Experiment neue Unruhen, und aus diesen Unruhen die Gravitation dieser Länder zu den Nachbarstaaten sich unvermeidlich ergeben, so ist unser erstes Interesse, daß der jetzt zu schaffende Zustand wenigstens auf einige Zeit Frieden verspreche, nicht gesichert. Es liegt aber hierin eine weitere Gefährdung unserer Interessen, für deren Abwendung wir rechtzeitig Sorge tragen müssen.

Ob es Serbien oder Montenegro sei, an welches sich die der Autonomie unfähigen Länder anschließen, — oder ob sie sich mit Montenegro und Serbien zu einem Staatswesen verschmelzen, in jedem Falle wäre die Neubildung gegeben, welche den Besitz und die Ruhe unserer Grenzländer in Frage stellen würde.

Durch die Kreierung einer solchen slawischen Gruppierung inmitten unserer Grenzländer Dalmatien, Kroatien und Slawonien gerieten wir in eine höchst unbequeme Alternative.

Wir müßten entweder diesen ganzen südslawischen Komplex annektieren und so alle Slawen, welche nach Vereinigung streben, selbst unter Einen Hut bringen, oder uns der Gefahr aussetzen, daß die Attraktionskraft dieser Neugestaltung, die aus Tradition und Interesse an die Ausdehnung nach Stammesverwandtschaft gewiesen wäre, unsere serbisch-kroatischen Volksschichten dauernd beunruhige.

Wir müssen alles aufbieten, um dieser Alternative auszuweichen, im Notfalle auch dadurch, daß wir die Annexion von Bosnien und der Herzegowina an die österreichisch-ungarische Monarchie ins Auge fassen.

Wir haben eine solche nie angestrebt. Wir haben im Gegenteile alles getan, um die Notwendigkeit eines solchen Schrittes von uns fern zu halten. Eine Annexion dieser Gebiete ist bei uns nicht populär. Sie würde uns politisch manche Sorge bereiten, finanziell wäre sie uns, bei der Notwendigkeit langjähriger Investitionen, nicht nur kein Gewinn, sondern geradezu eine Bürde.

Unsere diesbezügliche Politik gegenüber der Pforte war stets loyal und ehrlich; wir haben den Besitz von Bosnien und der Herzegowina uns nie zum Ziele gesetzt und auch als Mittel nie ins Auge gefaßt, solange die Möglichkeit vorhanden schien, daß die Türkei diesen Besitz behaupte, die Ruhe aufrechterhalte und eine bleibende Ordnung der Dinge begründe.

Heute erscheint uns der Besitz dieser Provinzen für die Pforte nicht gesichert, die Möglichkeit, dieselben im Frieden zu administrieren, nicht gegeben und die Befürchtung nahegelegt, daß unter dem Schirm

einer Autonomie nicht die Beruhigung dieser Länder, sondern eine Absorption derselben durch Montenegro oder Serbien eintreten werde, welche diese Gebiete zu einem permanenten Herd der revolutionären und annexionistischen Gelüste gestaltet.

Wenn wir zwischen diesen Gefahren einerseits und den Lasten einer Annexion anderseits zu entscheiden haben, so müssen wir von zwei Übeln das kleinere wählen und uns zur Annexion bequemen.

Nur ein starker Staat, der seine Aufgabe in der internen Entwicklung dieser Länder sucht, kann hier die Ordnung herstellen, die Bewohner gegeneinander schützen, sie an friedliches und gleichberechtigtes Zusammenleben gewöhnen und diese Länder einer besseren Zukunft entgegenführen.

Es ist auch unser immediatestes Interesse, daß in diesen Ländern die nationalen Leidenschaften zu wüten aufhören, daß Raub- und Mordzüge nicht mehr alltägliche Ereignisse seien, und daß unter dem Schutze einer dauernden sozialen Ordnung Ackerbau, Handel und Verkehr sich erweitere und hiermit diese Länder zu ihrem Wohle und dem ihrer Nachbarn einem friedlichen Berufe zugeführt werden.

II.

Die gleiche Wichtigkeit, wie für uns, hat die endgültige und befriedigende Lösung der bosnisch-herzegowinischen Frage für das ottomanische Reich.

Ich bin der Überzeugung, daß heute, bei richtiger Erwägung der obwaltenden Verhältnisse, auch vom Gesichtspunkte der türkischen Interessen der Anschluß von Bosnien und der Herzegowina an Österreich-Ungarn als die vorteilhafteste oder wenigstens als die mindest nachteilige Lösung dieser Frage erkannt werden muß.

Der Besitz von Bosnien und der Herzegowina wäre unter den gegebenen Verhältnissen für die Pforte materiell um so weniger von Vorteil, als die Türkei diese Länder nach einem verheerenden Kriege mit Verpflichtungen übernimmt, denen sie selbst vor dem Kriege kaum gewachsen war.

Man kann wohl behaupten, daß Bosnien und die Herzegowina unter allen Umständen auf Jahre lang wirtschaftlich passiv sind, daß aber speziell die Regierung von Konstantinopel mindestens ein Dezennium hindurch keine Einkünfte aus diesen Ländern zu erwarten hätte und zu Investitionen nicht geneigt sein könnte, weil sie fühlen würde, daß sie für einen Nachfolger gemacht wären.

Die administrativen Schwierigkeiten, welche die Behauptung der osmanischen Herrschaft über das autonome Bosnien bieten würde, habe ich oben dargelegt. Der neue Zustand würde sich von dem früheren nur darin unterscheiden, daß zu den Malkontenten von ehedem sich auch noch die Muselmanen gesellen würden.

Konnte die Türkei periodische Revolutionen nicht hindern, solange sich keine ihrer Provinzen besserer Zustände als die bosnischen erfreute, so wird sie denselben noch weniger vorbeugen können, wenn die Nachbarschaft eines faktisch unabhängigen Bulgarien ihren Einfluß auf Bosnien und die Herzegowina geltend machen wird.

Militärisch war der Besitz von Bosnien nie eine Stärkung der Türkei; heute, wo das Entstehen eines mehr oder minder ausgedehnten Bulgarien unvermeidlich ist, wäre die Behauptung dieser Territorien für den europäischen Besitz des Sultans geradezu eine Schwächung.

War die Pforte nicht imstande, ihre militärische Autorität in diesen Ländern gegen regellose Banden aufrechtzuhalten, solange Bulgarien ein türkisches Wilajet war, Montenegro nur über sehr kleine Offensivmittel verfügte, und Serbien noch keine Vergrößerung aus türkischem Gebiet erlangt hatte: wie würde sie sich in dem neuen Zustande behaupten, wenn die Verbindung mit Konstantinopel entweder nur durch Bulgarien selbst führt oder bestenfalls von diesem militärisch dominiert wird, wenn ferner Montenegro durch Verdopplung seines Besitzes in die Mitte der Herzegowina vorgerückt ist und in Kooperation mit Serbien die Besatzung der beiden Provinzen durch einen Handstreich von der Hauptstadt abzuschneiden in der Lage ist? Die nächste Phase der Orientkomplikation wäre voraussichtlich eine Kooperation von Serbien, Montenegro und Bulgarien gegen die Türkei aus Anlaß der bosnischen Frage.

Die Behauptung eines so situierten Besitzes böte einer Großmacht ersten Ranges erhebliche Schwierigkeiten; für die Türkei wäre diese vergebliche Anstrengung eine wahre Kalamität, die in der weiteren Folge nicht nur den Verlust von Bosnien und der Herzegowina, sondern auch den Albaniens und, bei einem Zusammenwirken des griechischen mit dem slawischen Elemente, den totalen Zusammensturz der türkischen Herrschaft in Europa nach sich ziehen müßte.

Wenn die Pforte es auf sich nehmen will, mit dem exponierten Besitz von Bosnien alle ihr widerstrebenden Elemente, Slawen, Albanesen, Bulgaren und Griechen, dazu noch Montenegro und Serbien, allein niederzuhalten, so wird sie keines von allen zu bezwingen imstande sein.

Wie es vor dem Losbrechen der jetzigen Bewegung klar war, daß es bei der gemeinsamen Feindseligkeit dieser Völker gegen die ottomanische Herrschaft nur eines Führers bedurfte, der sich entschlossen an die Spitze der Bewegung stellen würde, um das Konstantinopeler Regime zu Fall zu bringen, so wird dies nach Abschluß des gegenwärtigen Krieges in erhöhtem Maße der Fall sein. Es wird keiner Kooperation Rußlands mehr bedürfen, sondern der Beginn des Brandes in Bosnien wird das Signal für Montenegro, Serbien oder Bulgarien sein, um die Unzufriedenen gegen die Pforte zu einigen und ihre zurückweichende Herrschaft bis zu den Toren von Konstantinopel zu verfolgen.

Diese Gefahren sind nur durch die Besitzergreifung seitens einer nicht-slawischen konservativen Macht abzuwenden, welche die Vereinigung der panslawistischen Elemente untereinander unmöglich macht. Die Pforte hätte dann von slawischen Bestrebungen und panslawistischen Tendenzen nicht viel zu besorgen.

Mit um so größerem Erfolge könnte sie ihre Kraft auf die Erhaltung dessen konzentrieren, was ihr von Konstantinopel aus dauernd zu beherrschen möglich ist.

Für die Pforte muß endlich noch eine Rücksicht ins Gewicht fallen, welche von größter Bedeutung für die Erhaltung des mohammedanischen Elementes in Europa ist.

Wenn durch eine autonome Organisierung von Bosnien den slawischen Bestrebungen Spielraum gelassen wird, so kann die Herrschaft dieses Elementes nur durch die Ausrottung der Muselmanen gesichert werden. Das hat sich bereits in Serbien gezeigt. Nach Auflassung der türkischen Besatzungen sind von dort alle mohammedanischen Familien für immer verschwunden. Noch eklatanter würde sich diese Erscheinung in Bosnien wiederholen, wo der Kampf gegen die Muselmanen die Erhebung der Besitzlosen gegen die besitzende Klasse bedeutet.

Übernimmt Österreich-Ungarn die Verwaltung Bosniens und der Herzegowina, so ist es seine Aufgabe, den mohammedanischen Einwohnern dieser Länder sowohl in ihrer Religion wie in ihrem Besitze vollen Schutz zu gewähren. Dies würde den ersten praktischen Beweis liefern, daß im Gegensatze zu dem, was vorzugsweise die panslawistische Propaganda behauptet, ein friedliches Zusammenleben, eine wirkliche Gleichberechtigung zwischen Christen und Muselmanen durchführbar ist, und daß die Wohlfahrt des einen Elementes nicht die Unterdrückung und Ausrottung des andern erheischt. Die praktische Ausführung dieses Prinzips wäre von einer Bedeutung, welche sich über die Grenzen Bosniens hinaus auf die ganze Türkei erstrecken würde. Sie wäre nicht ohne Rückwirkung auf das Los der Mohammedaner in Bulgarien, sie würde aber überhaupt der Lehre von der absoluten Unverträglichkeit zwischen Anhängern vom Kreuz und Halbmond den Boden entziehen.

Alles in allem genommen: die Türkei kann durch die Übernahme Bosniens und der Herzegowina in die österreichisch-ungarische Verwaltung nur eine Provinz verlieren, deren Besitz kein Gewinn und deren Verlust für sie ein unvermeidlicher ist — wohl aber kann sie dadurch, wenn diese Lösung rechtzeitig erfolgt, große Gefahren von sich abwenden.

Ich begreife, daß eine Amputation von dem Kranken nicht leichten Herzens zugegeben wird; aber wer leben will, wird sie rechtzeitig dem Knochenfraß vorziehen.

Österreich-Ungarn hat Venedig, die Lombardei, — reiche Provinzen — verloren und ist seither reicher und stärker geworden. Kein

Österreicher möchte diesen Besitz revindizieren: denn jeder fühlt, daß dieser Verlust die Macht der Monarchie politisch und militärisch gehoben hat. Was für das starke Österreich-Ungarn richtig war, muß zehnfach von der Türkei gelten, die alle Ursache hat, ihre Lebensfähigkeit auf keine unnötige Probe zu stellen.

III.

Vom Standpunkte der europäischen Interessen aus betrachtet, bietet die bosnisch-herzegowinische Frage kaum eine Seite, welche in den vorangegangenen Auseinandersetzungen nicht berührt wäre.

Das wichtigste Interesse Europas ist, daß, was dem Kriege folgt, der Friede sei. Ich habe jedoch nachgewiesen, daß die Behauptung einer türkischen Scheinherrschaft in Bosnien und der Herzegowina keinen Abschluß der Frage, sondern nur den Anstoß zu neuen Erschütterungen im Gefolge hätte. Mit der Annexion dieser Gebiete an Österreich-Ungarn ist ihre Pazifikation gesichert. Zwischen Serbien und Montenegro vorwärts geschoben, wäre die Monarchie in der Lage, das Übergreifen dieses letzteren nach Albanien zu verhindern und den albanesischen Stamm, welcher seine nationale Eigenart zu bewahren sucht, gegen eine panslawistische Absorption zu schützen. Auf solche Art wäre der orientalischen Frage von dieser Seite ein Halt geboten.

Ein zweites Interesse Europas ist, daß keine Verschiebung der Machtverhältnisse sich vollziehe, und daß speziell im Orient keine Großmacht prädominanten Einfluß gewinne.

Wie immer der Friede von San Stefano vom europäischen Standpunkte modifiziert werde, das Faktum der Befreiung eines großen Volksstammes durch russische Intervention kann nicht rückgängig gemacht werden und bedeutet jedenfalls ein Wachsen des slawischen Einflusses, dem gegenüber ein Gegengewicht zu schaffen im Interesse Europas liegt.

Auf negativem Wege läßt sich dieses Ziel kaum erreichen. Wenn man weder das griechische Element in Aktivität bringt, noch Österreich-Ungarn Gelegenheit gibt, der Slawisierung der Balkanländer die Spitze zu bieten, so hat Europa, Rußland gegenüber, einen schwierigen Stand, — denn es hat die Erhaltung des türkischen status quo ante aufgegeben, ohne irgendeine lebensfähige Gestaltung an seine Stelle zu setzen, und so sehr die Bestimmungen des Friedens von San Stefano eingeengt werden sollten, das Resultat wäre ein negatives, wie es die Ergebnisse des Krimkrieges waren.

Wenn die Mächte betreffs Bosnien und der Herzegowina die Errichtung einer theoretischen Autonomie beschließen, so würde dieses Gebäude sehr bald zusammenstürzen. Bulgarien dagegen würde sich erhalten. Die spezifisch russische Schöpfung hätte Bestand, die europäische aber, welche ein Gegengewicht bieten sollte, würde zugrunde gehen und damit das russische prestige erhöhen.

Tritt hingegen in Bosnien Österreich-Ungarn an die Stelle der Türkei, so ist eine weitere slawische Gruppierung unter russischem Schutze ausgeschlossen und der Prävalenz des russischen Einflusses ein friedliches Gegengewicht geboten, ohne daß in territorialer Hinsicht eine Alteration der Machtverhältnisse geschaffen wäre. Es gibt keine Macht in Europa, deren wirkliche Interessen durch diesen Gebietszuwachs für Österreich-Ungarn tangiert würden. Für unsere Monarchie selbst bedeutet derselbe keinen Machtzuwachs, sondern einen Akt der Notwehr gegen drohende Gefahren, einen Akt, der gleichzeitig geeignet ist, den Frieden Europas vor nahen Erschütterungen sicherzustellen, ein Opfer, das Österreich-Ungarn auf sich nimmt, und dessen Früchte Europa zugute kommen.

Wien, am 21. April 1878

Nr. 401

Der Botschafter in London Graf Münster an den Reichskanzler Fürsten von Bismarck

Ausfertigung

Nr. 60 London, den 20. April 1878

Ich habe Lord Salisbury gestern die russische Antwort, wie sie im gestrigen Telegramm enthalten war*, mitgeteilt. Der Inhalt desselben war, wie ich am 18. zu melden die Ehre hatte, hier schon bekannt.

Was den Vorschlag wegen der Kündigungsfrist und der Bestimmung des Vorsprunges betrifft, so wünscht Lord Salisbury und hat es ausdrücklich wiederholt, daß der Vorschlag von Eurer Durchlaucht und nicht von St. Petersburg hierher gelangen solle. Man hat hier mit einem festgewurzelten Mißtrauen zu rechnen.

Die Idee des Vorsprunges und der Ausgleichung des Zeitraumes dadurch ist im Kabinette hier sehr gut aufgenommen worden. Für England ist dieses besonders deshalb so sehr annehmbar, weil England von vornherein dabei, d. h. beim Abrücken, gesichert ist. Es wird hier nämlich angenommen und scheint mir auch billig zu sein und im proponierten Abkommen zu liegen, daß, wenn zum Beispiel sechs Tage als Marschzeit für Truppen angenommen würden und zwei Tage für die Fahrt der Flotte, so würde nach der Kündigung den russischen Truppen für Rückkehr in die aufgegebenen Positionen vier Tage Vorsprung gegeben und die Flotte erst am Morgen des fünften Tages absegeln. Umgekehrt würde, wenn das Abrücken der russischen Truppen begonnen hätte, die Flotte erst nach vollen vier Tagen absegeln und sich verpflichten, direkt nach der Besikabai zu segeln[1]. Es würde auf diese Weise jedes Mißtrauen am besten beseitigt, und die Stellung des

* Siehe Nr. 399.

hiesigen Kabinetts in der sehr schlecht geführten und sehr anfechtbaren Flottenfrage erleichtert.

Was nun die zweite Frage, den Zusammentritt des Kongresses oder vielmehr die Wiederanknüpfung der Verhandlungen betrifft, so ist Lord Salisbury eigentlich einem Kongresse durchaus nicht geneigt, bevor nicht durch direkte Verhandlungen eine Annäherung über gewisse Hauptpunkte stattgefunden hat[2].

Die Verhandlungen würde er am liebsten, wie er sagt, unter Zuhülfenahme des freundlichen Beirates[3] der Kaiserlichen Regierung führen. Ich habe mich dabei sehr reserviert gehalten und habe besonders hervorgehoben, daß unsere Vermittelung sich nur auf die Entfernung des Brennstoffes bei Konstantinopel beziehe.

Wie ich in meinem gehorsamsten Berichte Nr. 59* hervorhob, wird die Schwierigkeit der Verständigung in Asien liegen.

Eine asiatische Türkei mit Konstantinopel mit einem größeren Stadtgebiet, einer kleinen Provinz Konstantinopel, dabei autonome christliche Staaten und ein vergrößertes lebensfähiges Griechenland, ist das, was in großen Zügen hier erstrebt wird. Dem überwiegenden Einflusse Rußlands auf Kleinasien und Syrien wird England sehr entschieden entgegentreten.

Kars ist, alter Traditionen wegen, ein Punkt, der in Indien eine große Rolle spielt, und mit Bajazid auf der einen und dem Kaspischen Meere auf der anderen Seite würde Persien ganz unter der russischen Machtsphäre liegen.

Lord Salisbury hat seine Ideen in Beziehung auf Indien und den Einfluß, den die orientalischen Verwickelungen dort haben können, wesentlich geändert.

Die Absendung indischer Truppen nach Europa hat für den Augenblick einen mehr politischen als militärischen Charakter und soll in Indien großen Eindruck machen. Die Brigade, bestehend aus zwei Regimentern Kavallerie und fünf ausgesuchten Regimentern Infanterie, soll mit einer englischen Brigade vereinigt eine Division bilden, welche zur ersten Landung in Gallipoli oder an der asiatischen Küste bestimmt ist, falls es zu kriegerischen Demonstrationen kommen sollte. Es werden noch mehrere Divisionen in Indien zum Nachschieben bereit gestellt, wie überhaupt die militärischen und maritimen Vorbereitungen mit größter Energie betrieben werden.

Bei Gelegenheit der Bedenken, die mir Lord Salisbury wegen Asien und Indien entwickelte, brachte er selbst die Rede auf Ägypten und sagte, daß allerdings diese Bedenken durch Englands Herrschaft daselbst bis zu einem gewissen Grade gehoben werden könnten**. Eure Durchlaucht hätten darüber mit ihm ein sehr interessantes Gespräch geführt, welches ihm unvergeßlich sei.

* Siehe Nr. 396.

** Vgl. Kap. XI, Nr. 289, 290, 295.

Gegen die Akquisition von Ägypten würden von seinen Kollegen zwei Bedenken besonders geltend gemacht. Man fürchte erstens große finanzielle Verwickelungen und finanzielle Opfer, und zweitens fürchte man eine jahrelange Feindschaft mit Frankreich. Ich erwiderte ihm darauf, daß ich beide Bedenken für übertrieben halte. Ägypten würde finanziell rentieren, so wie es nur gut und richtig durch Engländer oder unter englischer Kontrolle verwaltet würde.

Was Frankreich betrifft, so würde nach meiner Überzeugung die Finanzwelt, die doch in Paris mitregiert, sich sehr bald beruhigen, und der finanzielle Nutzen würde schwerer wiegen, als alle historischen und napoleonischen Reminiszenzen in Ägypten.

Was Frankreich in Afrika erstrebt, und was zur Konsolidierung der Macht in Algier als notwendig angesehen wird, ist Tunis, das alte Karthago und der wundervolle Hafen von Cap Bona. Für England würde diese französische Akquisition weit weniger bedenklich sein als für Italien. Jetzt würde Frankreich für Ägypten keinen Krieg führen, ob das aber später nicht geschehen würde, wenn die Kriegsgedanken gegen Deutschland sich beruhigt haben, und die französische Armee wieder tatendurstiger wird, ist eine andere Frage.

Lord Salisbury ist allen solchen Ideen sehr zugänglich und sagte, daß, käme es zum Kriege, England nach jener Seite und in der Richtung vorgehen müsse, ohne Krieg sei aber die Sache sehr schwer zu machen. Er selbst hat ganz unbedingt Lust dazu.

Lord Salisbury, den ich eben sah, sagte mir, Österreich dringe sehr auf den Kongreß, er habe aber auch dort erwidert, er glaube, es sei vor allem notwendig, sich über die Hauptpunkte einigermaßen zu verständigen. Ein Kongreß, der ohne Resultat auseinandergehe, sei viel schlimmer, als kein Kongreß. Österreich gegenüber fühlt sich das hiesige Kabinett sehr unsicher.

Die Maßregel wegen Verbots der Ausführung von Torpedos und aller Boote und Maschinen, die damit zusammenhängen, ist infolge großer Bestellungen geschehen, die russische und amerikanische Firmen hier machten. Die französische Regierung hat hier 10 große Torpedoboote. Die englische Regierung bot ihr an sie zu kaufen, es wurde kurz abgeschlagen, jetzt macht sich die Sache von selbst.

Lord Salisbury sagte mir, er bitte mich, hervorzuheben, daß alle diese Maßregeln längst beschlossene Vorsichtsmaßregeln seien, und daß er bitte, dieselben nicht in einem mehr kriegerischen Sinne zu deuten.

Münster

Randbemerkungen des Fürsten von Bismarck:

[1] Rußland wird gleichzeitigen Abgang von Const[antinopel] wünschen

[2] hat viel für sich c[on]f[er] S. 10 [Siehe drittletzten Abschnitt dieses Berichts]

[3] Beirath können wir kaum ablehnen, wenn Beide ihn wünschen; nur müssen sie die eigentliche Verhandlung selbst mit einander führen, sonst geräth sie in Confusion durch kreuzende Vorschläge

Nr. 402

Der Botschafter in London Graf Münster an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 113 London, den 29. April 1878

Graf Schuwalow hat erst jetzt Instruktion erhalten, mit Lord Salisbury direkt zu verhandeln, hofft aber, daß die Kaiserliche Regierung sich nicht ganz von den Verhandlungen zurückziehen möge.

Lord Salisbury wiederholt auch dieselbe Bitte und fürchtet, daß ohne unsere Mitwirkung man sich nicht verständigen werde. Er teilte mir seine Ansicht über das Abkommen mit, will aber, da die Minister aus der Stadt sind, erst Mittwoch den wirklichen Vorschlag machen und hat mich gebeten, dem Herrn Reichskanzler seine Anschauung mitzuteilen:

In bezug auf Konstantinopel würde er eine viertägige Frist annehmen und würde vielleicht noch einen Tag zugeben, wenn seine Vorschläge wegen Gallipoli angenommen würden.

Würden vier Tage bestimmt, so solle die englische Flotte vier Tage nach Abmarsch der russischen Truppen direkt nach der Besikabai segeln.

Würde das Abkommen gekündigt, so solle die englische Flotte gleich in die Meerenge von Gallipoli einsegeln, dort aber ankern, und erst am vierten Tage in das Marmarameer einlaufen dürfen.

In der Meerenge von Gallipoli bedrohe die englische Flotte keine russische Position, man wolle aber eine völlig gesicherte Einfahrt haben.

Ich glaube nicht, daß hier günstigere Bedingungen zu erreichen sind.

Die Nachricht der Zeitungen, daß Rußland der Türkei die Bedingung gestellt haben solle, nicht allein die neutrale Zone zu respektieren, aber das Abrücken der Truppen an die Bedingung der Übergabe der Festungen Schumla, Warna und Batum geknüpft habe, hat hier sehr verstimmt, und Lord Salisbury sagt, daß er, falls das wahr sei, die Verhandlungen als abgebrochen ansehen würde; ihm sei es offiziell noch nicht gemeldet, und er hoffe, daß Rußland durch Hineinziehen solcher Fragen das Abkommen nicht unmöglich machen werde.

Münster

Nr. 403

Der Botschafter in London Graf Münster an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 66 London, den 2. Mai 1878

Eurer Exzellenz habe ich gestern auf telegraphischem Wege Lord Salisburys Antwort und die englischerseits gewünschten Bedingungen übermittelt. Lord Salisbury legte ganz besonderen Wert darauf, daß

diese Antwort durch die Kaiserliche Regierung nach St. Petersburg gelange und wiederholte, daß der Weg über Berlin der einzige sei, der einige Aussicht auf Erfolg biete und die Erhaltung des sehr bedrohten Friedens allein ermögliche.

Das Telegramm habe ich bei Lord Salisbury verfaßt und habe es darauf mit seiner Zustimmung dem Grafen Schuwalow mitgeteilt. Mein russischer Kollege war damit im ganzen, namentlich mit den gestellten Fristen einverstanden, hätte nur gewünscht, daß der Satz „und dann die Linie Dedeagatsch, Adrianopel, Midia eingenommen haben wird" fortgelassen wäre, und meint, daß dieses als ein zu deutlich ausgesprochenes Mißtrauen in St. Petersburg angesehen werden könne. Lord Salisbury legte darauf aber den größten Wert, ebenso wie auf die Bedingung, daß die russische Armee während der Kündigungsfrist nur die jetzigen Positionen wieder einnehmen dürfe.

Es wird nämlich hier befürchtet, daß, falls die russische Armee zurückkehre, — und eine Kündigung dieses Abkommens würde doch wahrscheinlich gleichbedeutend mit einer Kriegserklärung sein — die Russen suchen würden, sich des Bosporus sogleich zu bemächtigen. Man glaubt hier, daß die Sperrung des Bosporus durch General Totleben ins Auge gefaßt werde, und daß er besonders mit Rücksicht darauf zum Kommandierenden ernannt worden sei.

Lord Salisbury verhehlt sich nicht, daß, falls Rußland auch diesem Abkommen in der vorgeschlagenen Form zustimmen sollte, noch manche Schwierigkeiten zu überwinden sein werden, sowohl von russischer als auch besonders von türkischer Seite.

Es wurde von russischer Seite erst beabsichtigt, den Abmarsch der russischen Truppen von der vorherigen Räumung der Festungen Schumla, Warna und Batum abhängig zu machen, und hatte Graf Schuwalow schon einmal die Instruktion, dieses hier auszusprechen. Als er darauf aber erwiderte, daß in dem Falle die Verhandlungen hier zu keinem Resultate führen würden, erhielt er den Auftrag, davon Abstand zu nehmen. Er machte Lord Salisbury gegenüber gelegentlich eine Andeutung darüber, welche aber der englische Minister damit abwies, daß er sagte, es lägen ja die Festungen auch nach dem Abkommen innerhalb der durch die russischen Truppen besetzten Linien, außerdem verweigere Rußland die Freigabe der türkischen Gefangenen.

Daß abgesehen von dieser Frage es sehr schwierig sein wird, von türkischer Seite eine genügende Garantie dafür zu erlangen, daß die neutrale Zone auch wirklich nicht überschritten werde, wird hier anerkannt. Lord Salisbury sagte aber, man werde allen Einfluß Englands auf die Türkei darauf verwenden, damit es geschehe.

Mein russischer Kollege sucht jetzt bei seinen Gesprächen mit Lord Salisbury die Grenze zu ermitteln, welche das englische Kabinett in Beziehung auf die durch den Frieden von San Stefano beabsichtigten

Veränderungen und Erwerbungen zu ziehen entschlossen ist. Er sieht bis jetzt nur, daß England fest entschlossen ist, ein Bulgarien bis an das Ägäische und Marmarameer nicht zuzugeben, ebenso ist er überzeugt davon, daß man hier in Beziehung auf Kars sehr fest stehen wird. Er hat auch denselben Eindruck wie ich, daß in Beziehung auf die Erwerbungen in Asien größere Schwierigkeiten zu überwinden sein werden als in Europa.

Was die Beziehungen zu Österreich betrifft, so haben sie sich bis jetzt noch nicht gebessert, trotzdem daß rücksichtlich der europäischen Türkei die Interessen die beiden Kabinette zusammenführen könnten.

Graf Andrássy scheint Sir Henry Elliot* gegenüber sehr zurückhaltend zu sein, dem Grafen Beust teilt er gar nichts mehr mit, und hat dieser politisch hier selbst die geringe Bedeutung, die er hatte, wie mir scheint, ganz verloren.

Irgendeine Mitteilung über das Einrücken in Bosnien ist hier, wie mir Lord Salisbury bestimmt sagte, nicht erfolgt, ebenso ist die Nachricht der Zeitungen, daß Italien hier dagegen protestiert habe, unrichtig.

Hobart Pascha** ist seit einigen Tagen hier auf Urlaub; er wirkt, wie es scheint, im kriegerischen Sinne und soll behaupten, daß der Sultan, selbst wenn er es wollte, die türkische Armee nicht verhindern könnte, den Kampf wieder aufzunehmen, sowie irgend Aussicht vorhanden wäre, daß England mit in den Kampf verwickelt würde.

Über die Gründe der Reise Hobart Paschas herrschen hier verschiedene Ansichten. Man hat, glaube ich, gern sich über die türkischen Verhältnisse, namentlich über Stimmung und Zustand der türkischen Flotte informieren wollen, außerdem soll es Hobart Pascha selbst und auch der hiesigen Regierung unangenehm gewesen sein, ihn gegen die Griechen tätig zu sehen.

Münster

Nr. 404

Der Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow an den Legationssekretär Grafen Herbert von Bismarck, z. Z. in Friedrichsruh

Ausfertigung

Nr. 14 Berlin, den 7. Mai 1878

pp. Zur Vorlage an Seine Durchlaucht übersende ich ergebenst in den Anlagen:

1. meine Aufzeichnung über die Mitteilungen, die Herr von Oubril mir gestern gemacht hat***, nebst

* Seit Februar 1878 englischer Botschafter in Wien.
** Englischer Marineoffizier in türkischen Diensten.
*** Siehe Anlage 1.

2. Abschrift der von dem russischen Botschafter im engsten Vertrauen übergebenen Schriftstücke*.

Ich habe durch den heut nach Wien abgehenden Kurier dem Grafen Stolberg, ausschließlich zu seiner persönlichen Kenntnisnahme und strengster Geheimhaltung, Abschrift dieser russischen Mitteilung gesendet, jede weitere daran sich knüpfende Instruktion aber der Bestimmung des Herrn Reichskanzlers vorbehalten. Graf Stolberg ist einstweilen nur gemäß den Weisungen in Euerer Hochgeboren Schreiben vom 5. cr. bei Übersendung einer Abschrift des Schweinitzschen Berichts vom 1. Mai cr. beauftragt, gelegentlich dem Grafen Andrássy gegenüber unsere in Petersburg für die Verständigung mit Österreich geleisteten guten Dienste hervorzuheben[1] und in gleichem Sinne auch dem Entgegenkommen des österreichischen Kabinetts das Wort zu reden, ohne jedoch in die Details der Verhandlungen einzugehen.

Zur Erläuterung der neuesten russischen Mitteilung lege ich noch ein Exemplar der Kiepertschen Karte** der Balkanhalbinsel bei und beziehe mich auf die angefügte Notiz betreffend die verschiedenen Grenzeintragungen. Soweit sich die Sachlage jetzt hier übersehen läßt, dürfte der auf Montenegro bezügliche Teil des russischen Promemoria in Wien am wenigsten befriedigen. Zwischen dem, was Graf Andrássy zuletzt bei der Mission Ignatiew als conditio sine qua non aufrechterhielt*** und den jetzigen, in Form eines Ultimatums auftretenden russischen Konzessionen, ist noch ein sehr erheblicher Unterschied geblieben; namentlich die von Österreich verlangte Annexion des Litorale bis zum Ausfluß der Bojana wird rund abgelehnt[2] und ebenso die weitere Ausdehnung des an Österreich zu annexierenden Teiles von Bosnien und der Herzegowina zugunsten einer Gebietsvermehrung für Montenegro und Serbien beschnitten[3]. Diese beiden Länder sollen direkt aneinander grenzen, mithin wird die österreichische Absicht der Umklammerung von Montenegro vereitelt.

Rußland bezieht sich dabei auf den Artikel I der geheimen Konvention (convention additionelle) vom 15. Januar 1877†, worin allerdings gesagt ist, daß die Annexion für Österreich limitiert werden soll „à la Bosnie et l'Herzégovine à l'exception de la partie comprise entre la Serbie et le Monténégro, au sujet de laquelle les deux gouvernements se réservent de se mettre d'accord lorsque le moment d'en disposer serait venu"[4].

So treffen bei Montenegro, dem Mittelpunkt der russischen Aktion, abermals die entscheidenden Gegensätze aufeinander, und kommt für Österreich-Ungarn dabei noch besonders in Betracht, daß Serbien und

---

* Siehe Anlage II u. III.

** Verlag von Dietrich Reimer. Berlin, 1878. Siehe Skizze nach der Kiepertschen Karte umstehend.

*** Siehe Nr. 393, Anlage I.

† Siehe Kap. X, Nr. 266.

Montenegro nunmehr landfest miteinander verbunden werden sollen, was zu verhindern man schon wegen der dynastischen Pläne des Fürsten Nikita auf Serbien sich stets bemüht hat. „Le grand état Slave" ginge demnach doch von Antivari bis Warna. Größer sind die Zugeständnisse in bezug auf Bulgarien und die Eisenbahnlinie Saloniki—Mitrowitza, sowie wegen der russischen Okkupation und dementsprechend, was nach englischer Auffassung in Wien befriedigen dürfte. Dagegen scheint mir mehr als wahrscheinlich, daß ein Bulgarien bis zum Ägäischen Meer für Österreichs Handelsinteressen ganz erwünscht, in England nicht annehmbar sein dürfte.

Herr von Oubril bezeichnete die Konzessionen als „immense", glaubt aber nicht an Erfolg.

B. Bülow

P. N.

Auf der beiliegenden Karte sind rot schraffiert die Teile von Bosnien, der Herzegowina und Albanien, welche Österreich-Ungarn zu annektieren beabsichtigt.

Blau punktiert ist die Grenzlinie, welche das von Rußland neuerdings vorgeschlagene westliche und östliche Bulgarien scheiden soll.

Die rote Linie trennt die Teile, welche Graf Andrássy von dem im Frieden von San Stefano ausgemachten Territorialbestande des Fürstentums Bulgarien losgelöst haben will.

Die blaue Linie von der serbischen Grenze bis zum Adriatischen Meer verlaufend, bezeichnet die äußerste südöstliche Grenze, die Rußland für das von Österreich zu annektierende Bosnien und die Herzegowina zugeben will.

B. Bülow

Randbemerkung von der Hand des Grafen Herbert von Bismarck:

[1] Wird nützlich sein, wenn Stolberg die Mitteilung über unsere Einwirkung auf Rußland bald machte, bevor sich die Situation ändert, Zureden an Oesterreich zur Verständigung mit Rußland wird er, hoffe ich, schonender einkleiden, als Schweinitz es seinerseits in Rußland gemacht zu haben scheint

Randbemerkungen des Fürsten von Bismarck:

[2] mit Recht

[3] mit Unrecht

[4] hier handelt es sich um Neues. R[ußland] überschreitet auch die alten Abreden, u[nd] hat das Interesse Oest[er]eich zu desinteressieren, damit es nicht zu England halte

Anlage I

Aufzeichnung des Staatssekretärs des Auswärtigen Amtes von Bülow

Abschrift

Berlin, den 6. Mai 1878

Die in dem Briefe des Kaisers Alexander an Seine Majestät den Kaiser in Aussicht gestellte Mitteilung ist nunmehr erfolgt, indem Herr

von Oubril mir heute nachmittag die anliegende Depesche des Herrn von Giers an Herrn von Nowikow vom 20. April (2. Mai)* nebst zugehörigem Promemoria** vorlas und in Abschrift übergab.

Herr von Oubril leitete diese Mitteilung durch Vorlesung einer an ihn gerichteten Depesche vom 3. Mai ein, in welcher Herr von Giers auf Befehl seines Kaiserlichen Herrn die Sachlage vom dortigen Standpunkt mit dem Auftrage darlegt, den Inhalt zur Kenntnis des Fürsten Bismarck zu bringen.

Diese Depesche beginnt mit einer Anklage gegen England, dessen Haltung und Pläne Rußland um die Frucht seiner teuer erkauften Siege bringen wollten und zugleich Europas Ruhe und Gleichgewicht bedrohten. Und zwar um so mehr, als England sich bis jetzt nicht veranlaßt gefunden, die Verlangen, welche es stelle, die Punkte, wohin es ziele, positiv und deutlich anzugeben. Die erste Bitte an den Herrn Reichskanzler gehe daher dahin, daß derselbe, anknüpfend an die zu bestem Dank übernommene Vermittelung, Lord Salisbury bewegen möge, dem Grafen Schuwalow offen und vollständig das englische Programm darzulegen. Rußland sei nicht in der Lage, die unbestimmte Verschleppung der Verhandlungen ohne die größten Nachteile zuzugeben: wenn man englischerseits nicht mit der Sprache heraus und nur Zeit gewinnen wolle, so müsse man auf anderem Wege die Entscheidung herbeiführen.

Der zweite Punkt sei das Verhältnis zu Österreich. Rußland wünsche ein gutes Verhältnis, wolle die früheren Zwistigkeiten gern vergessen. Um in dieser Hinsicht zu tun, was möglich, habe Kaiser Alexander befohlen, Österreich die in dem Promemoria verzeichneten Anerbietungen zu machen, aber wohl verstanden als Maximum russischer Konzessionen und in der Voraussetzung, daß, wenn Österreich solche annehme, es im Kongreß sich auf Rußlands Seite stellen werde.

Um hierzu zu gelangen, sei Deutschlands Fürwort unentbehrlich. Nur wenn Deutschland diese Vorschläge bald und eindringlich in Wien unterstütze, werde man dort aus der jetzigen ablehnenden Haltung zu der früheren Gemeinsamkeit zurückkehren. In diesem Fall sei dann England auf dem Kongreß isoliert und der europäische Friede gesichert. Daß dieses geschehe, daran hätten alle europäischen Staaten, vor allem der große Zentralstaat Deutschland, ein eigenes Interesse. Kaiser Alexander hoffe daher, nicht bloß im Hinblick auf die alte treue Freundschaft, sondern mehr noch wegen unserer eigensten Interessen, daß Deutschland sich ganz und offen auf Seite der russischen so gemäßigten Forderungen, so weitgehenden Konzessionen stellen und in Wien deren Annahme nachdrücklich befürworten werde.

---

* Siehe Anlage II.

** Siehe Anlage III.

In diesem Falle scheine die Zusammenberufung der Konferenz und die Bewahrung des Friedens gesichert. Graf Schuwalow habe vorgeschlagen, alsdann die Konferenz ganz einfach ohne Programm[1] einzuladen und dem Vorsitzenden zu überlassen, die volle Freiheit der Diskussion zu proklamieren: das Kabinett von St. Petersburg schließe sich diesem Vorschlage als zweckmäßig an.

Die Depesche schloß mit dem Ausdruck des Bedauerns über die noch fortdauernde Geschäftsunfähigkeit des Fürsten Gortschakow.

Ich habe zu dem ersten Wunsch bemerkt, daß nach Mitteilungen aus London eine offene und sachliche Besprechung zwischen Lord Salisbury und Graf Schuwalow inzwischen stattgefunden, dieser Punkt also wahrscheinlich erledigt sei. Übrigens habe ich die Mitteilungen ad referendum genommen und zugesagt, sie unverzüglich dem Herrn Reichskanzler zu übermitteln und die Befehle Seiner Majestät des Kaisers einzuholen. (gez.) B. Bülow

Randbemerkung des Fürsten von Bismarck:
[1] Wird England u[nd] Fr[ankreich] dann kommen?

Anlage II

Der Gehilfe des russischen Ministers der Auswärtigen Angelegenheiten von Giers an den russischen Botschafter in Wien von Nowikow

Abschrift

Copie St. Pétersbourg, le 20 Avril 1878 (2 Mai n. st.)

Mr. le Comte Andrássy ayant témoigné le désir de recevoir de nous, quant aux propositions qu'il a formulées, une réponse précise qui offrît un terrain de transaction; j'ai l'honneur de transmettre ci-près à Votre Excellence d'ordre de S. M. l'Empereur, un promemoria* contenant un terme moyen pratique, entre les vues du Cabinet de Vienne et les nôtres.

Il Vous est réservé de produire cette pièce, soit en entier, soit en extrait, selon le résultat des pourparlers que Vous entamerez sur ces bases, considérées comme un maximum de concessions. —

Si les objections que le Gouvernement Austro-Hongrois a faites au traité préliminaire de San Stefano n'ont pas d'autres mobiles que ceux qui ont été énoncés, nous pensons que ces objections peuvent être écartées par les bases d'entente que nous suggérons. —

En effet le Comte Andrássy a allégué:

1°. Le danger pour les intérêts de l'Autriche-Hongrie d'un grand[1] etat Bulgare compact dans son voisinage. —

2°. L'altération d'équilibre qui résulterait, au détriment de l'Autriche-Hongrie, d'une occupation trop prolongée de la Bulgarie par nos troupes

* Siehe Anlage III.

et de l'établissement de notre influence exclusive dans la plus grande partie de la presqu'île des Balkans. —

3°. Le désir de rétablir l'équilibre, en étendant la sphère d'influence de l'Autriche sur la partie occidentale de la presqu'île des Balkans et en assurant ses communications commerciales avec la mer Egée[2]. —

4°. La crainte de favoriser la contrebande, en accordant l'accès du littoral de l'Adriatique au Monténégro. —

Le programme que nous suggérons écarte un grand état Bulgare compact, en créant deux Principautés séparées[3]. —

La Russie éloignée de la Bulgarie orientale, sans contact immédiat avec elle, ne saurait y exercer de prépondérance exclusive. — Elle n'aurait que le bénéfice moral de la reconnaissance[4] de ces populations. — Elle n'a guère de commerce en vue avec la Bulgarie, pas de communications ferrées directes. — Les limites tracées à l'occupation temporaire, le caractère national et indigène des institutions autonomiques qui seront élaborées par les assemblées de notables, enfin le caractère international de la commission de contrôle et la garantie Européenne sous laquelle les deux principautés seraient placées, réduirait évidemment la prétendue prépondérance politique qu'on soupçonne la Russie d'avoir voulu y conquérir. —

A plus forte raison, cette prépondérance serait elle annullée sur la partie occidentale avec laquelle la Russie n'aurait absolument aucun contact après l'évacuation. — L'Autriche-Hongrie y aurait au contraire une influence marquée par le voisinage des voies ferrées et l'ascendant financier, commercial et industriel qui est la base la plus sûre de l'ascendant politique. — Si par conséquent l'équilibre pouvait être considéré comme rompu, ce serait bien plutôt au préjudice de la Russie. —

La séparation de la Bulgarie en deux parties affaiblirait nécessairement la nationalité Bulgare comme facteur politique, la consécration et la garantie données par l'Europe à la position autonome, mais vassale des deux Principautés, maintiendraient la sécurité de la Porte mieux peut-être que des forteresses et des armées qui exposent le Gouvernement Turc à des insurrections permanentes et à des guerres désastreuses. —

Quant au Monténégro, il nous est impossible de croire à la réalité des inconvénients que peut présenter pour une Grande Puissance, telle que l'Autriche-Hongrie le voisinage d'une petite Principauté brave, mais pauvre et faible, sur laquelle elle pèserait de trois côtés de tout le poids de sa supériorité militaire, commerciale et industrielle. Il nous semble au contraire que l'Autriche-Hongrie aurait tout avantage à la laisser développer ses ressources naturelles et sa prospérité commerciale, afin d'avoir au lieu d'un voisin turbulent et aventureux une population unie à elle par le lien puissant des intérêts. — Il nous parait également impossible d'admettre que le Gouvernement Austro-Hongrois ne trouve pas les moyens pratiques de se garantir contre la

contrebande du moment, où il garde la faculté de conclure des conventions de douane et de commerce auxquelles le Prince de Monténégro se prête volontiers pour acquérir un débouché sur la mer. —

Il en est de même, quant à la Serbie au sujet de laquelle il n'y a pas entre le Cabinet de Vienne et nous de divergence de vues essentielle. —

Vous voudrez bien développer ces considérations à Mr. le Comte Andrássy. —

Si ce programme ne satisfait pas entièrement à toutes ses demandes, Mr. le Comte Andrássy ne méconnaîtra certainement pas la valeur des concessions que nous sommes disposés à faire aux intérêts de l'Autriche-Hongrie, en réduisant d'une manière aussi considérable les résultats de la guerre et en nous exposant de la part de l'opinion publique et de l'armée russe, ainsi que de celle des Bulgares au reproche de laisser incomplète et inachevée l'œuvre de délivrance des populations chrétiennes[5] de l'Orient qui nous a tant couté. —

Nous le ferions uniquement en vue de maintenir les relations de bon voisinage et d'intimité que nous avons entrepris de substituer à l'ancien et funeste antagonisme politique dont les deux Empires ont eu à souffrir dans le passé. —

Nous espérons que ce témoignage de bon vouloir rencontrera une juste réciprocité. —

Mr. le Comte Andrássy nous le prouvera si, en acceptant un accord sur ces bases, il le consacre par les engagements de solidarité et de neutralité que nous lui demandons en retour. —

Recevez etc.

Randbemerkungen des Fürsten von Bismarck:
[1] Was ist: [grand]?
[2] Mont[enegro]-Serb[ien] landfest
[3] ? der östl[iche] bleibt groß genug
[4] !
[5] grecques!

Anlage III

Pro mémoria.

1. Comme le but essentiel pour lequel la Russie a fait la guerre a été de soustraire les populations Chrétiennes[1] à la domination directe des Turcs et de les mettre à même de se donner une administration autonome efficacement garantie, conformément à leurs besoins et à leurs vœux, et comme d'autre part la réunion des bulgares en une seule Principauté autonome et vassale a rencontré des objections de la part du Cabinet de Vienne, parcequ'elle créerait le germe d'un grand Etat Slave compact, qu'il juge incompatible avec les intérêts de l'Autriche-Hongrie et contraire aux arrangements antérieurs, le Cabinet Impérial pense qu'on pourrait trouver un terrain d'entente en revenant au principe posé par la Conférence de Constantinople en 1877 c. à. d.

au partage de la Bulgarie en deux parties, l'une orientale, l'autre occidentale, à la condition toutefois que ces deux parties formant deux Etats séparés, seraient dotées chacune également des priviléges d'autonomie vassale complète, des institutions nationales et de toutes les garanties dont le principe a été stipulé dans le Traité Préliminaire de San Stefano.

2. Les limites intérieures de ces deux Principautés pourraient être tracées d'après les propositions de la Conférence de Constantinople, sauf les modifications reconnues nécessaires, c. à. d. de la manière suivante:

La frontière partirait du territoire Serbe près de St. Nicolas et suivrait les Balkans jusqu'aux environs de Slatitza où elle rejoindrait la frontière du Sandjack de Sofia qu'elle suivrait jusqu'à sa jonction avec la limite du Sandjack de Sères; elle suivrait cette dernière jusqu'à la rivière Kara-Sou qu'elle longerait jusqu'à la mer.

3. Les limites extérieures resteraient celles indiquées dans le traité de San Stefano sauf les rectifications qui seraient trouvées justes conformément au principe général de la majorité de la population. Le tracé définitif pourrait en être fixé sur place, d'après cette base, par une commission Internationale, si l'on trouve à objecter à la commission russo-turque.

4. Il serait réservé à l'Autriche-Hongrie de conclure avec la Principauté Occidentale de la Bulgarie, ainsi qu'avec la Serbie, tels arrangements commerciaux qui, sans porter atteinte à l'autonomie de cette Principauté, seraient jugés propres à garantir les communications commerciales de l'Autriche-Hongrie par le chemin de fer de Mitrovitza-Salonique et la jonction ultérieure de cette ligne avec les lignes Austro-Hongroises à travers le territoire Serbe.

5. Une occupation militaire temporaire étant indispensable pour assurer le retablissement et le maintien de l'ordre dans ces contrées si profondément troublées, protéger les populations Chrétiennes et musulmanes contre les violences réciproques, former la milice et la gendarmerie indigènes et arriver ainsi à un état d'apaisement et de sécurité suffisant pour permettre la convocation des assemblées de notables qui auraient à élaborer les institutions des deux Principautés, un certain nombre de troupes russes pourrait y séjourner après la conclusion de la paix définitive. Quoique le terme de cette occupation dépende des circonstances qu'il est difficile de préjuger, cependant, pour écarter les objections qui ont été formulées contre une durée trop prolongée de cette occupation, sans compromettre le but en vue duquel elle est indispensable, on pourrait convenir que l'évacuation des deux Principautés par les troupes russes, ainsi que le rappel des fonctionnaires russes, auraient lieu immédiatement après l'installation[2] des nouvelles autorités indigènes et la formation de la milice et de la police nationales; il pourrait également être convenu qu'une commission européenne

serait alors appelée à exercer les droits de surveillance et de contrôle, que l'art. 7 du traité préliminaire attribue au commissaire Impérial russe.

6. Les droits et immunités dont les deux parties de la Bulgarie seront dotées pourraient être placés sous la garantie collective des Puissances, comme ceux des Principautés de Serbie et de Moldo-Valachie l'avaient été par les art. 22 et 28 du traité de 1856; on pourrait de même leur appliquer les art. 27 et 29 de ce traité stipulant que „si le repos intérieur venait a y être troublé, la Porte s'entendrait avec les autres Puissances sur les mesures à prendre pour retablir l'ordre légal, mais qu'une intervention armée ne pourrait y avoir lieu sans un accord préalable des Puissances".

7. Il reste entendu que l'Autriche-Hongrie conserverait le droit d'occuper et de s'annexer la Bosnie et l'Herzégovine selon les termes et dans les limites de la convention conclue entre les deux Gouvernements.

8. La bande de territoire entre la Serbie et le Monténégro au delà de la partie de l'Herzégovine, assignée à l'Autriche-Hongrie, jusqu'à la frontière serbe, et qui avait été conservée par le traité préliminaire, pourrait être annexée en partie au Monténégro en partie à la Serbie.

En ce cas une commission mixte avec adjonction de deux commissaires, russe et autrichien, qui serviraient d'arbitre en cas de contestation, serait chargée de tracer la limite des deux Principautés. Le commissaire autrichien ferait valoir les vues de son Gouvernement quant aux garanties nécessitées par ses intérêts commerciaux pour la libre communication avec la ligne ferrée de Mitrovitza—Salonique et en vue de sa jonction éventuelle avec les chemins de fer Austro-Hongrois à travers l'Herzégovine et la Bosnie.

Le Gouvernement Austro-Hongrois serait libre de conclure avec les deux Principautés tels arrangements commerciaux et douaniers qu'il jugerait propres à sauvegarder ses intérêts.

9. Sauf l'entente ultérieure sur la frontière du Lim, les limites du Monténégro resteraient telles qu'elles sont indiquées par le traité de San Stefano. Il conserverait notamment la partie du littoral de l'Adriatique conquis par ses armes. Le Gouvernement Austro-Hongrois conserverait la latitude de conclure avec la Principauté telles conventions de douanes et de commerce qu'il jugerait nécessaires à la sécurité commerciale.

10. Il en serait de même quant à la Serbie.

11. Si l'accord se fesait sur ces nouvelles bases entre les deux Cours, le Gouvernement Austro-Hongrois s'engagerait par un acte écrit à se rendre solidaire avec la Russie sur le terrain diplomatique, quant aux autres clauses du traité préliminaire de San Stefano.

12. Il s'engagerait de même à observer une neutralité bienveillante

envers la Russie en cas de renouvellement de la guerre et quelle que soit l'extension qu'elle prendrait.

Randbemerkungen des Fürsten von Bismarck:
[1] Slaves? grecques?
[2] et à quand cette installation?

Nr. 405

Der Botschafter in Wien Graf zu Stolberg an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 105
Geheim

Wien, den 9. Mai 1878

Erlaß Nr. 365 erhalten und Auftrag ausgeführt. Graf Andrássy hat heute früh Kenntnis von dem der Depesche an Herrn Nowikow beigefügten Promemoria* erhalten, erklärt den neusten russischen Standpunkt für unannehmbarer als die früheren. Die speziell österreichischen Interessen seien nicht berücksichtigt, sogar solle die ungenügende Landzunge zwischen Serbien und Montenegro unter diese beiden Länder verteilt werden. Erlaubnis zu Handels- und Eisenbahnverträgen bedeute nichts, da man sie auch ohne Rußlands Zustimmung besitze. Die Teilung Bulgariens sei nur eine Scheinkonzession, da an Stelle eines slawischen Staats eine slawische Konföderation trete, indem beide neue Staaten nach russischer Absicht einen ausgesprochen bulgarischen Charakter haben sollten.

Der Minister äußerte Besorgnis, daß es unmöglich sein werde, in gutem mit Rußland auszukommen, da er den jetzigen Vorschlag, welcher Österreich hermetisch gegen den Orient abschließen wolle, vor der öffentlichen Meinung nicht vertreten könne.

Meine Kenntnis der russischen Schriftstücke habe ich vorläufig verschwiegen.

Stolberg

Nr. 406

Der Reichskanzler Fürst von Bismarck, z. Z. in Friedrichsruh, an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Telegramm. Entzifferung

Nr. 60

Friedrichsruh, den 10. Mai 1878

Bitte Grafen Stolberg zu informieren, daß wir diesen russischen Vorschlag der hermetischen Abschließung Österreichs auch unerwartet fänden und in keiner Weise unterstützen wollten, die Teilung Bulgariens nur dann von Bedeutung fänden, wenn das westliche Bulgarien mehr unter österreichischen Einfluß käme.

Bismarck

* Siehe Nr. 404, Anlage III.

D

Einigung zwischen den Mächten

Nr. 407

Der Botschafter in Petersburg von Schweinitz an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 139 St. Petersburg, den 19. Mai 1878

Graf Schuwalow war am 12. d. Mts. abends hier angekommen und ist gestern am 18. mittags wieder abgereist*; dem Anscheine nach befriedigt. Jedenfalls hat der Botschafter einen der wesentlichen Zwecke seiner Reise erreicht, nämlich die Schwächung des Ignatiewschen Einflusses; dies war besonders wichtig in diesem Augenblick, wo Fürst Gortschakow zu krank ist, um die Geschäfte zu leiten, und doch nicht krank genug, um sie seinem Adjoint, Herrn von Giers, vollständig übergeben zu müssen. Jetzt ist also auch General Ignatiew krank; er leidet an einem bulgarischen Fieber; aber ebenso intermittierend, wie die Anfälle dieser Krankheit, ist auch der Einfluß des ehemaligen Botschafters. Der Satz, daß Wissen Macht ist, bewährt sich bei ihm, wenn es sich um Einzelnheiten geographischer oder ethnographischer Natur handelt; in diesen Dingen ist er der Einäugige unter den Blinden. Durch die Berufung des Herrn Kumani wird ihm sein Monopol vielleicht entwunden werden.

Herr Kumani, Sohn eines verdienstvollen Admirals, griechischer Herkunft, war erster Sekretär in Konstantinopel, verließ die Karriere wegen einer Heirat, wurde dann Bevollmächtigter des Baron Hirsch, welcher in ihm ein Gegengewicht gegen Ignatiew zu finden glaubte, kam dann als Konsul nach Ägypten und später nach Paris. Man rühmt an ihm genaue Kenntnis der türkischen Verhältnisse und einen ehrenhaften Charakter.

Da Graf Schuwalow in Friedrichsruh und in Berlin vieles offen ausgesprochen hat**, was er hier mit anerkennenswerter Konsequenz verschwieg, so habe ich aus meinen Gesprächen mit ihm nichts Neues zu berichten. Mir erübrigt nur, ein Bild der Kreise, in welche er hier

* Graf Peter Schuwalow, russischer Botschafter in London, war nach drei Konferenzen mit Salisbury, die zu einer Verständigung zwischen beiden führten, am 7. Mai mit Ermächtigung des Zaren von London nach Petersburg gereist. Auf der Hinreise besuchte er den Fürsten Bismarck in Friedrichsruh am 9/10. Mai und hatte am 10. abends eine Audienz beim Kaiser in Berlin. Am 12. Mai traf er in Petersburg ein, reiste am 18. wieder ab und besuchte am 20. Mai, nach einer Besprechung mit Bülow und Audienz beim Kaiser in Berlin, wiederum den Fürsten Bismarck in Friedrichsruh. Am 22. Mai traf er in London ein.

** Über dem Wort „hat“ steht mit Bleistift „haben wird“.

trat, zu geben und zu schildern, wie seine Erscheinung sich von dem Hintergrunde der russischen, ratlosen Gesellschaft abhob.

Graf Schuwalow hatte mit dem englischen Kabinett eine Art von diplomatischem Waffenstillstand für die Dauer seiner Abwesenheit vereinbart; aber am Tage seiner Ankunft in St. Petersburg konnte er im Regierungsanzeiger einen Aufruf lesen, welcher in leidenschaftlicher Sprache das russische Volk einlud, Geld zur Ausrüstung von Kreuzern, die Englands Handel zerstören sollen, beim Thronfolger niederzulegen. Der Graf erkundigte sich beim Minister des Innern nach dem Ursprung jenes Artikels, aber obwohl derselbe am Sonntag erschienen war, so hatte doch General Timaschew, welchem die Redaktion des Regierungsanzeigers untersteht, am Dienstag noch keine Kenntnis von seiner Existenz. Auch später ist keine Abschwächung, viel weniger ein Dementi jener Kundmachung erschienen; vielmehr füllen die Nachrichten von reichlichen Beiträgen, die jenem Fond gespendet werden, eine stehende Rubrik der Blätter. Graf Schuwalow aber ging sofort zu Lord Augustus Loftus und sagte ihm, wie er persönlich über jenen Plan und dessen unzeitgemäße Veröffentlichung denke.

Wenn Graf Schuwalow im Ministerium des Innern, welches die Presse und die gefährliche Agitation durch Sammlungen, durch die ja Rußland in diesen Krieg hineingelockt worden ist, überwachen soll, das erwünschte Bewußtsein der Lage und der Zwecke vermißte, so war es im Ministerium des Äußern auch nicht besser. Den Fürsten Gortschakow fand er im Bett in einem kleinen Zimmer ohne Luft und Licht, welches er, trotz allen Zuredens seit Wochen nicht verlassen hat, reizbar nach schlaflosen Nächten, unfähig, mit den Geschäften im Zusammenhang zu bleiben, und doch geist- und willensstark genug, um sie nicht ganz aus der Hand zu geben.

Herr von Giers war auch unwohl während der letzten Tage, wenn er auch mit geringen Unterbrechungen die Vorträge bei Seiner Majestät fortführen konnte. Herr von Giers ist gut informiert, von den besten Absichten beseelt, auch mit feinem Verständnis und politischem Blick begabt, aber es fehlt ihm die nötige „ampleur", um den Platz eines Leiters der auswärtigen Politik in Beratungen auszufüllen, an welchen Großfürsten und hohe Militärs teilnehmen.

Keine andere Kraft steht der Reichskanzlei zur Verfügung; Fürst Gortschakow hat von jeher seinen Untergebenen das Leben so schwer gemacht und immer eine solche Vorliebe für weniger edle Naturen wie Kantakazi und Stremokow gehabt, daß er jetzt außer Baron Jomini und Herrn von Hamburger niemanden um sich hat. Letzterer ist bekanntlich kein Ratgeber und ersterer ein gefährlicher, weil er seine Ansichten ebenso schnell wechselt wie glänzend verteidigt.

Neben diesem Personal des Auswärtigen Amtes mußte sich ein weiter Raum für den ruhigen, willensstarken Kriegsminister* und den

* General Graf Miljutin.

lebhaften, an kleinen Auskunftsmitteln reichen General Ignatiew eröffnen. Wozu aber ein solches Nebeneinanderwirken führt, das hat Graf Schuwalow Seiner Majestät dem Kaiser darzulegen versucht.

So wie jeder, der einige Zeit in England lebt, hat auch Graf Schuwalow an sich erfahren, welchen Einfluß die Berührung mit den dortigen Menschen, Kräften und Dingen auf den Fremden übt; ich hatte den Botschafter seit einem Jahre nicht gesehen, und wenn ich auch erwartete, daß ein so lange in England verlebter Zeitraum nicht ohne Wirkung auf eine Natur wie die seinige bleiben würde, so bin ich doch erstaunt, daß diese Wirkung eine so große wurde. Ich muß es geradezu sagen, er war mir in manchen Dingen nicht russisch genug; seine Kritik der Fehler, welche von der hiesigen politischen Leitung begangen worden sind, schien mir zu streng. Diese Strenge, sowie manches andere in den Reden und Handlungen des Grafen, findet freilich in seinem Widerwillen gegen General Ignatiew den Grund und die Erklärung. Diese Empfindung ist bei ihm so stark, daß er die von dem Wiener Kabinett eingenommene Haltung natürlich findet[1] und entschuldigt, nur um den Mißerfolg der Ignatiewschen Politik und dessen letzter Sendung um so greller hervortreten zu lassen.

Was übrigens Graf Schuwalows Stellung zu Österreich betrifft, so hat er meines Erachtens einen neuen Beweis seines Taktes gegeben, indem er vor seiner Abreise aus London den Grafen Beust zu überzeugen gesucht hat, daß er nicht nach einer einseitigen Verständigung Rußlands mit England strebt, sondern nach der Ermöglichung des Kongresses.

So interessant die diplomatische Situation in diesem Augenblick auch ist, so hat doch die Frage nach den Rückwirkungen, welche die äußere Politik auf die innere ausüben wird, ebenso große Wichtigkeit in meinen Augen. Die Straflosigkeit und die Verherrlichung, welche der Vera Sassulitsch zuteil wurden*, hat ein entsetzliches Echo in unserem Lande gefunden**. Seit fast hundert Jahren erwehren wir uns mühsam gegen die von Westen kommenden Lehren und Beispiele; wenn nun auch im Osten ein praktischer Kursus neuer revolutionärer Theorien eröffnet wird, so steigern sich unsere Schwierigkeiten. Viel wesentlicher als ob Batum russisch oder Antivari montenegrinisch wird, ist es also für uns, ob Rußland nach dem Kriege in den Zustand der Ruhe oder in den der Anarchie tritt. Aus diesen Gründen war mir mein Gespräch mit Graf Schuwalow, welches die innere Politik berührte, interessanter als unsere diplomatische Unterhaltung.

Ich beginne gleich damit, die „Quintessenz“ seiner Anschauungen

---

* Vera Sassulitsch war am 11. April wegen des Attentats vom 5. März auf den General Trepow vom Schwurgericht in Petersburg freigesprochen worden. Am 20. April fanden Studentenunruhen in Kiew statt.

** Am 11. Mai hatte das Attentat Hödels auf Kaiser Wilhelm I. stattgefunden.

in folgende Worte zusammenzufassen: „Die Organe der Regierung[2] reichen nicht mehr aus, um die Ordnung aufrechtzuerhalten.“ Es überlief mich kalt[3], als ich dieses Geständnis von ihm hörte; dann legte ich mir die Frage vor, ob diese Überzeugung eine Frucht mehrjährigen Aufenthalts in England oder das Resultat richtiger Beobachtung der hiesigen Zustände ist.

„Ich habe“, sagte der Graf, „als Intendant meines Vermögens einen General; derselbe traut sich nicht mehr in die Dörfer, weil er fürchtet, daß die Leute ihm die Epauletten herunterreißen, und daß er dann den Abschied nehmen muß.“

Ruhe, Ordnung und Sicherheit können nach Ansicht des ehemaligen Chefs der III. Abteilung künftighin nur durch diejenigen aufrechterhalten werden, welche das stärkste Interesse daran haben, also durch die Besitzenden. Meine Frage, wie dies zu bewerkstelligen sei, beantwortete er mit dem alten Vorschlage, daß man denjenigen Gemeindemitgliedern, welche im Rückstande mit den Abgaben sind, das Stimmrecht (im „Mir“ und im „Wolost“) entziehen und die Landschaft (den „Semstwo“) mit größeren Rechten ausstatten solle.

Also, mit anderen Worten, Graf Schuwalow auf dem Wege zu verfassungsmäßigen Zuständen!

Als ich einwandte, daß mir eine stramme, sparsame, feste Regierung[4], vertreten durch ein einheitliches Ministerium, angezeigt scheine an Stelle der jetzigen Minister, die teils gar nicht, teils ohne Zusammenhang handeln[5], fragte mich der Graf, ob ich Männer zu nennen wüßte, welche nicht noch schlechtere Minister als die jetzigen abgeben würden? Leider war ich hierzu nicht imstande, das beweist aber noch nicht, daß solche Männer nicht existieren[6]; nur in den Kreisen, welche seit zwanzig Jahren den Hof umgeben, haben sich weder Talente noch Charaktere behaupten oder entwickeln können[7].

Nicht auf bestimmte Tatsachen, sondern nur auf einzelne Wahrnehmungen und auf den Gesamteindruck gestützt, glaube ich nach der Abreise Graf Schuwalows mehr als vor seiner Ankunft an die Möglichkeit, daß er in nicht zu ferner Zukunft an die Spitze der Geschäfte berufen werde. An Intrigen, welche dagegen arbeiten, fehlt es aber nicht.

v. Schweinitz

Randbemerkungen des Fürsten von Bismarck:

[1] Andre auch

[2] wer ist das factisch?

[3] ?

[4] wie sollte die entstehn?

[5] das werden ihre Nachfolger auch, absolutes Regiment darf nicht lahm u[nd] weichlich sein

[6] doch!

[7] u[nd] wenn solche zu finden wären, so würden sie am Hofe unbrauchbar werden.

Nr. 408

Der Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow an den Reichskanzler Fürsten von Bismarck, z. Z. in Friedrichsruh

Ausfertigung

Nr. 18 Berlin, den 20. Mai 1878

Graf Schuwalow hat mir heute seinen lebhaften Wunsch ausgesprochen, daß nunmehr mit möglichst geringem Zeitverluste die Einladung zum Zusammentritt der Konferenz in Berlin erfolgen möge, und zwar durch die hiesige Regierung in Gemäßheit des von ihm vorgeschlagenen, und im Prinzip von Eurer Durchlaucht angenommenen Gesichtspunktes: einer Konferenz ohne bestimmt bezeichnetes Programm, mit völliger Freiheit der Diskussion, für welche Deutschland, als Präsidialmacht, Garantie leisten sollte.

Graf Schuwalow sagte: Rußland koste jeder Tag des gegenwärtigen, unerträglichen Zustandes der Kriegsbereitschaft 2 Millionen, die Gefahr des plötzlichen Ausbruchs von Feindseligkeiten sei durch die so nahe aneinander gerückten gegenseitigen Streitkräfte eine permanente, daher in der Tat die größte Beschleunigung für Einleitung von Friedensverhandlungen geboten. Er wolle Euere Durchlaucht bitten, ihm eine „formule" mitzugeben, welche er Lord Salisbury als Grundlage für die hier einzuleitenden Beratungen mitbringen könne. Da Euere Durchlaucht in Friedrichsruh ohne Akten und Kanzlei seien, bäte er um die Übersendung derjenigen Schriftstücke, welche für die Beurteilung der Frage maßgebend sein könnten, womöglich um den redaktionellen Entwurf einer solchen, allgemein gehaltenen „formule", auf Grund deren die Einladung an die Signatärmächte zur Konferenz in Berlin erfolgen solle.

Ich habe dem Grafen Schuwalow zugesagt, das nötige Material sofort an Eure Durchlaucht abzusenden, dabei aber gleich hervorgehoben, daß und inwieweit wir wegen der formellen Einladung zu einer Konferenz hier an vorhergängige Verständigung mit dem Wiener Kabinett gebunden seien, und daß daher voraussichtlich Eure Durchlaucht auch nur im Einverständnisse mit Graf Andrássy in dieser Angelegenheit weitere Schritte würden tun wollen. pp. B. Bülow

Nr. 409

Der Reichskanzler Fürst von Bismarck, z. Z. in Friedrichsruh, an den Botschafter in Wien Grafen zu Stolberg

Nr. 1 Telegramm. Eigenhändiges Konzept

Geheim Friedrichsruh, den 21. Mai 1878

Ich telegraphire Ihnen heut noch Anerbietungen Rußlands, welche, wie ich glaube, den Wünschen Oest[er]reichs soweit entsprechen, daß Weitres der Conferenz überlassen werden kann*. Ich rechne daher auf

* Vgl. Nr. 410.

Einverständniß des Gr[afen] Andrassy, wenn ich S[eine]r M[ajestät] vorschlage den in England u[nd] Rußland günstigen Augenblick zu benutzen, um unter einleitender Bezugnahme auf Oest[er]reichs Initiative zum Congreß in Berlin für Anfang Juni einzuladen.

Schuwalow u[nd] Oubril würden Rußland vertreten, kein Ignatiew.

In der Einladung würde das Präjudiz gestellt, daß die Annahme derselben die Zustimmung zu u[nd] Betheiligung an der freien Discussion des gesammten Vertrages von St. Stephano einschließt. Ich habe Grund an Englands Annahme zu glauben. Bitte Mittheilung an Gr[af] Andr[ássy] unter Bitte strengster Geheimhaltung, welche namentlich Lord Salisbury zur Bedingung seiner Mitwirkung macht.

v. Bismarck

Nr. 410

Der Reichskanzler Fürst von Bismarck, z. Z. in Friedrichsruh, an den Botschafter in Wien Grafen zu Stolberg

Telegramm. Abschrift

Nr. 2 Friedrichsruh, den 21. Mai 1878

Geheim

Bei Durchreise nach Petersburg hatte ich Graf Schuwalow gebeten, sich dort gegenwärtig zu halten, daß unsere Interessen Rußlands Verständigung mit Österreich uns noch wertvoller machten als die mit England. Inwieweit der Erfolg meinem Wunsche entspricht, bitte ich Graf Andrássy aus Nachstehendem im engsten Vertrauen zu entnehmen. Graf Schuwalow wird in London etwa Folgendes vorschlagen und rechnet auf günstige Aufnahme:

1) La délimitation de la Bulgarie au Sud serait modifiée de manière à l'éloigner de la Mer Egée.

2) Les frontières occidentales de la Bulgarie seraient rectifiées sur la base du principe de la nationalité de manière à exclure de la Bulgarie les populations non bulgares.

3) La Bulgarie serait divisée en deux provinces, l'une au nord des Balkans serait dotée d'une autonomie politique sous le Gouvernement d'un Prince, et l'autre, celle du sud recevrait une large autonomie administrative avec un Gouverneur Général chrétien nommé au consentement de l'Europe pour 5 à 10 ans. Le retrait de l'armée turque de la Bulgarie méridionale — Le congrès statuerait sur les cas où le Sultan pourrait faire entrer ses troupes.

Modification de l'article XV du traité dans le sens que toutes les puissances auraient une voix consultative dans l'organisation des provinces Grecques.

Bezüglich der Okkupation Bosniens durch Österreich hat Rußland auch jetzt kein Bedenken und läßt den Gedanken fallen, Serbien und

Montenegro den Landstrich zwischen beiden zuzulegen. Die Montenegro-Antivari-Frage würde im Kongreß zu erörtern sein. Bei England haben wir für die Nordwestecke der Türkei wenig Interesse, bei Rußland durch Schuwalow Entgegenkommen gefunden, auch volle Würdigung des Drei-Kaiser-Bundes für Zukunft. Ignatiew momentan beseitigt, Wunsch nach schneller Konferenz jetzt lebhaft.

Schuwalow ist mit dem folgenden, gestern von mir entworfenen, von unserm Kaiser aber noch nicht genehmigten Einladungsformular einverstanden und rechnet auf dessen Annahme durch Salisbury. Ich bitte telegraphisch um Graf Andrássys Meinung darüber und hoffe sein Einverständnis:

„En conformité avec l'initiative prise par le Cabinet austro-hongrois, l'Allemagne propose aux puissances signataires des traités de 1856 et 1871 de vouloir bien se réunir en congrès à Berlin pour y discuter les stipulations du traité préliminaire de San Stefano conclu entre la Russie et la Turquie.

Le Gouvernement de Sa Majesté en faisant cette invitation au Gouvernement N. N. suppose qu'en l'acceptant le Gouvernement N. N. consent à admettre et à participer à la libre discussion de la totalité du contenu du traité de San Stefano.

Pour le cas de l'assentiment de toutes les puissances invitées le Gouvernement de Sa Majesté propose de fixer la réunion du congrès au 3 Juin."

Das Gelingen hängt wesentlich von absoluter Geheimhaltung alles Vorstehenden ab. Die Presse würde schnell jede Aussicht vernichten, selbst auf Konferenz.

v. Bismarck

Nr. 411

Der Botschafter in Wien Graf zu Stolberg an den Reichskanzler Fürsten von Bismarck, z. Z. in Friedrichsruh

Telegramm. Entzifferung

Wien, den 21. Mai 1878

Telegramm von heute* erhalten. Graf Andrássy ist ganz einverstanden mit Berufung des Kongresses. Stolberg

---

Randverfügung des Fürsten von Bismarck:

Gr[af] Münster tél[égramme] ch[iffré]: Gr[af] Schuwalow überbringt Ew. pp. den Entwurf zu diesseitiger Congreßeinladung in der S[eine]r Maj[estät] von mir vorgeschlagenen Fassung, vorbehaltlich der Curialien. Ich würde mich freuen wenn die Einladung in dieser Fassung, die knapp gehalten ist, um den Bedenklichkeiten geringere Fläche zu bieten, auch L[or]d Salisbury's Billigung fände. Ueber den Zeitpunkt u[nd] die Form der Befürwortung wollen Ew. pp. Sich vor-

* Siehe Nr. 409.

her mit Gr[af] Schuwalow verständigen, dem wir Vorhand in der Behandlung lassen müssen. Er hat in Petersburg mehr erreicht als ich glaubte, u[nd] Ignatiew einstweilen neutralisirt, hoffen wir dauernd.

Gr[a]f Stolberg habe ich unsre Absicht den wie es scheint günstigen Moment zum Congreßvorschlag zu benutzen, gestern telegraphirt, u[nd] umgehend Gr[af] Andrassy's Einverständniß constatirt erhalten. v. B.

Nr. 412

Der Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow an den Botschafter in Wien Grafen zu Stolberg

Konzept von der Hand des Vortragenden Rats Busch

Nr. 400 Berlin, den 22. Mai 1878

Ew. pp. beehre ich mich unter Bezugnahme auf das Telegramm Nr. 110 vom 18. d. Mts. ganz ergebenst zu ersuchen, dem Grafen Andrássy zu sagen, daß wir gern bereit seien, seinem Wunsche zu entsprechen und in London Rücksichtnahme auf den österreichischen Standpunkt warm zu empfehlen. Der Wunsch des Grafen Andrássy, Österreich vor einer Isolierung zu bewahren, fände bei uns vollkommene Würdigung und Verständnis, und wir seien der Ansicht, daß ein Arrangement, welches nur England und Rußland berühre, ohne die österreichischen Interessen zu berücksichtigen, einen dauernden Frieden im Orient schwerlich herstellen könne. Wir würden in diesem Sinne unsere Stimme in London hören lassen, und sei Graf Münster bereits mit Weisung versehen. Dem Grafen Károlyi gegenüber habe ich mich ganz vertraulich bereits vorgestern [in] gleichem Sinne ausgesprochen unter dem Hinzufügen, daß, da Eröffnungen des Grafen Schuwalow uns noch fehlten, wir zur Zeit ein Mehreres zu sagen nicht vermöchten.

B. Bülow

Nr. 413

Der Botschafter in Wien Graf zu Stolberg an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Entzifferung

Nr. 138 Wien, den 23. Mai 1878

Geheim

Wie ich dem Herrn Reichskanzler schon direkt telegraphisch gemeldet*, ist Graf Andrássy mit Einladung zum Kongreß und der dafür entworfenen Formel einverstanden und hofft, daß die noch bestehenden Bedenken gegen einzelne Punkte der russischen Anerbietungen dort ihre Erledigung finden. Die Bedenken beziehen sich hauptsächlich auf die vorgeschlagene Art der Teilung Bulgariens in zwei Provinzen: daraus daß die südliche zwar einen Teil des türkischen Reichs bilden, aber nicht von türkischen Truppen besetzt werden soll, wird die Be-

* Siehe Nr. 411.

sorgnis geschöpft, daß die Türkei ihren Halt in Europa verlieren, Bulgarien sich bald zu einem einheitlichen Staat ausbilden und sich in kurzer Zeit die Notwendigkeit ergeben werde, seitens der Mächte von neuem die Regelung der dortigen Verhältnisse in die Hand zu nehmen. Daher würde man die Bildung nur eines Bulgariens mit dem von hier vorgeschlagenen Umfang vorziehen.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten wünscht behufs Gewinnung einer vorteilhafteren Stellung Rußland gegenüber dringend, daß vor Beginn des Kongresses die durch fehlerhafte Dispositionen der Regierung verzögerte definitive Kreditbewilligung wirksam geworden ist, und, wie er mir heute sagt, auch Truppenaufstellungen dann schon stattgefunden haben; er hat daher gestern durch mich die Bitte an Fürst von Bismarck gerichtet, den Beginn der Konferenz etwa bis zur Woche nach Pfingsten zu verschieben.

Graf Andrássy will selbst zum Kongreß kommen und als zweiten Bevollmächtigten den Botschafter in Rom Baron Haymerle mitbringen, weil derselbe in orientalischen Angelegenheiten erfahren und zu Ausarbeitungen besonders befähigt sei. Graf Stolberg

Nr. 414

Der Botschafter in London Graf Münster an den Reichskanzler Fürsten von Bismarck, z. Z. in Friedrichsruh

Telegramm. Entzifferung

Nr. 1 London, den 23. Mai 1878

Graf Schuwalow hatte eben Unterredung mit Lord Salisbury und bittet mich, Eurer Durchlaucht Resultat mitzuteilen. Lord Salisbury hat eine definitive Antwort erst auf Montag abend in Aussicht gestellt, weil zwei Kabinettssitzungen, Freitag und Montag, erforderlich seien, um die ganze Lage durchzuberaten und zu besprechen. Persönlich nimmt er mit Vorbehalt der Zustimmung des Kabinetts den Kongreß zum 11. an. Er nimmt die Form der Einladung auch an, bittet aber, daß im zweiten Alinea das Wort suppose, welches im Englischen zu Grobheit* Anlaß geben könnte, ersetzt werde durch das Wort entend.

Graf Schuwalow ist hiermit einverstanden, ebenso mit dem Termin zum 11.

Ich habe Duplikat nach Berlin gesandt. Münster

Randverfügung des Fürsten von Bismarck:
Antwort: Tel[egramm] Nr. 1 erhalten, einverstanden mit entend; Wortlaut überhaupt jeder Verbesserung zugänglich, Hauptsache Zusammentritt. v. B.

---

* In dem nach Berlin gesandten Duplikat steht anstatt des Wortes „Grobheit" das Wort: „Zweifeln".

Nr. 415

Der Legationssekretär Graf Herbert von Bismarck, z. Z. in Friedrichsruh, an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Eigenhändig

Friedrichsruh, den 25. Mai 1878

Der geheime Wiener Bericht Nr. 138* hat dem Reichskanzler heute vorgelegen: Derselbe wünscht, daß in Anknüpfung daran dem Grafen Stolberg ganz vertraulich geschrieben werde, ihm schiene die Verständigung Englands und Rußlands auf Konferenz noch nicht so unbedingt gesichert, weil in Schuwalows Abwesenheit weniger friedfertige Elemente leicht die Oberhand in Petersburg gewinnen könnten: die jetzigen Bemühungen könnten entweder ganz mißlingen oder dahin führen, daß die Verständigung zwischen Rußland und England in einem für Österreich noch weniger annehmbaren Sinne erfolgte: Wir könnten darüber keinen Rat geben, da Graf Andrássy das alles doch wohl selbst erwägen würde: Die Besorgnis des Grafen Andrássy wegen einer Verschmelzung der beiden Bulgarien teilt der Reichskanzler nicht: ihm scheint einmal die Balkangrenze und dann die Konstitution des südlichen Teiles, welcher türkische Provinz bleibt, eine Garantie dagegen zu geben: nach seinem Eindruck sind auch die beiden jetzt projektierten Bulgarien nicht so groß als das eine von Österreich bereits konzedierte. Die Hauptsache — fuhr der Reichskanzler fort — wäre jetzt aber das Zustandekommen des Kongresses: dort könnten alle Bedenken und streitigen Fragen, die noch übrig blieben, erwogen werden: er hätte aber erwartet, daß Österreich Bosnien noch vor der Konferenz besetzen würde: auf der Konferenz würden die Türken das ohne Zweifel sehr zu erschweren suchen und der Okkupation alle möglichen Hindernisse bereiten. Wir würden ja Österreich auf der Konferenz fördern, wie wir könnten, — aber doch immer nur bis zu der bekannten Grenze „keinen Bruch mit Rußland“: dieselbe Grenze, die wir auch stets Rußlands Ansprüchen gegenüber mit Rücksicht auf Österreich innegehalten hätten und halten würden. — Der Aufschub der Konferenz bis Pfingsten wäre jetzt ja ganz sicher, und damit Andrássys Wünschen Genüge geschehn: Eine noch längere Verschiebung würde aber sehr gefährlich sein, weil man sowohl in England wie in Rußland wieder kriegerischer werden würde, wenn die jetzigen Abmachungen in die Öffentlichkeit dringen sollten. Besonders wiederholt könnte dem Grafen Stolberg noch werden, daß der Reichskanzler, wie man in Wien bereits wüßte, in Beziehung des ganzen nordwestlichen Winkels der Türkei — also grade Österreichs Interessensphäre — große Gleichgültigkeit bei England gefunden hätte und die Bereitwilligkeit, Österreichs Interessen seinem Frieden mit Rußland aufzuopfern — ebenso bei Rußland nur den Wunsch, sich mit England, ohne Rücksicht auf Österreich, zu verständigen: Ruß-

* Siehe Nr. 413.

land wolle vor allem Frieden mit England. Der einzige Rat, den Graf Stolberg in Wien erteilen könnte, wäre der, die Bedingungen, an denen man dort festhalten wollte, jetzt nicht mehr vor der Konferenz endgültig zu formulieren, sondern lieber auf derselben zu verhandeln.

Graf Bismarck

Nr. 416

Der französische Minister des Auswärtigen Waddington an den französischen Botschafter in Berlin Grafen de St. Vallier

Abschrift, vom französischen Botschafter überreicht

Paris 26 Mai, 1 heure 10 du soir

J'ai fait connaître à M. le Président de la République et au Conseil la communication que vous avez reçue de M. de Bülow. Le Gouvernement l'a accueillie avec les sentiments qui ont dicté notre réponse antérieure aux premières propositions de Conférence et de Congrès.

Nous avions subordonné notre acceptation à la condition expresse que les délibérations porteraient uniquement sur les questions dérivant naturellement et directement de la dernière guerre. Nous avions prononcé notamment l'exclusion contre les affaires d'Egypte, de Syrie et des Lieux saints.

La formule de convocation proposée, en limitant spécialement les délibérations du Congrès aux clauses du Traité de San Stefano, implique à nos yeux l'adoption pleine et entière de nos réserves. Veuillez dire à M. de Bülow que nous la comprenons ainsi et que nous sommes prêts, en conséquence, à répondre à l'invitation du Gouvernement Allemand.

La date du 11 Juin nous agrée entièrement.

(signé) Waddington

Nr. 41

Der Botschafter in London Graf Münster an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 74 London, den 25. Mai 1878

Ganz vertraulich

Eurer Exzellenz hohen Erlaß in Ziffern Nr. 323 habe ich zu erhalten die Ehre gehabt und habe Veranlassung genommen, in dem mir aufgegebenen Sinne mit Lord Salisbury zu sprechen.

Wie ich schon wiederholt zu berichten die Ehre hatte, herrscht hier ein großes Mißtrauen gegen Österreich, und wenn auch früher eine große Neigung hier bestand, sich mit Österreich zu verbinden, so will man jetzt unbekümmert um Österreich sich mit Rußland verständigen.

Abgesehen von persönlichen Gründen existieren manche prinzipielle Verschiedenheiten in der Auffassung. Österreich hat in den letzten Monaten stets eine sehr feindliche Stimmung gegen Griechenland gezeigt und widerspricht dort der englischen Auffassung. Ebenso findet England die Haltung Österreichs Montenegro gegenüber weder billig noch staatsklug. Hier ist man der Ansicht, daß man diesem kühnen Bergvolke die Möglichkeit einer friedlichen Entwickelung und des Handels geben müsse, wolle man das Land zivilisieren und sollen die Räubereien aufhören.

Außerdem beklagt sich Lord Salisbury darüber, daß während England getreulich in Beziehung auf die Grenze und sonstigen Verhältnisse Bulgariens die österreichischen Interessen mit vertrete, Österreich durchaus nicht geneigt scheine, die englischen Wünsche hinsichtlich der Grenzregulierung in Asien zu unterstützen.

Ich habe Lord Salisbury, der sich sehr bitter gegen Österreich äußerte, beruhigt, und habe ihn davon zu überzeugen versucht, daß es im Interesse Englands liegen müsse, jetzt eine solche Regelung der orientalischen Frage zu erstreben, die doch den sehr bedeutenden österreichischen Interessen nach Möglichkeit Rechnung trage.

Lord Salisbury gab das zu und ist bereit, die österreichische Okkupation Bosniens zu unterstützen und hat desfalls Mr. Layard mit Instruktion schon versehen.

Als Österreich verlangt habe, daß England die Annexion von Bosnien unterstützen solle, habe England das aus prinzipiellen Gründen, namentlich rücksichtlich der Souveränität der Türkei, abgelehnt, habe erklärt, daß es gegen die Sache selbst keine besonderen Bedenken habe, aber keinen Teil an dieser Transaktion nehmen wolle. Jetzt sei in den letzten österreichischen Mitteilungen nicht mehr von Annexion, sondern von Okkupation die Rede, und eine solche der Türkei zu empfehlen, trage Lord Salisbury kein Bedenken.

Wie ich heute die Sache beurteile, hoffe ich, daß bis Montag oder Dienstag eine Einigung zwischen Rußland und England erreicht werden wird, und hoffe auch, daß England den gerechten Wünschen und Forderungen Österreichs die gebührende Rücksicht schenken wird.

Münster

Nr. 418

Der Botschafter in Wien Graf zu Stolberg an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 139 Wien, den 25. Mai 1878

Vertraulich

Euerer Exzellenz habe ich bereits telegraphisch mehrfach zu melden die Ehre gehabt, daß Graf Andrássy von der neusten Wendung der Dinge in den orientalischen Angelegenheiten durchaus befriedigt ist und

einsieht, wie die damit geschaffene Situation eine für die Interessen Österreich-Ungarns möglichst günstige ist. Dabei erkennt der Minister das freundliche Entgegenkommen der Kaiserlichen Regierung auf die von ihm geäußerten Wünsche dankbar an und war sehr erfreut, als ich ihm die durch den Erlaß Nr. 400 vom 22. d. Mts.* vorgeschriebene Mitteilung machte. Da Graf Andrássy den Wunsch äußerte, den Inhalt der letzteren in authentischer Form Seiner Majestät dem Kaiser Franz Joseph vortragen zu können, so habe ich kein Bedenken gehabt, ihm eine Abschrift dieses Erlasses zu vertraulicher Benutzung einzuhändigen.

Die Hoffnung auf baldiges Zusammentreten einer Konferenz hat den Wunsch, sich hierbei auf eine ostensible Machtentfaltung stützen zu können, nur bestärkt: man will daher alles daran setzen, den im Prinzip bereits von den Delegationen bewilligten Kredit von 60 Millionen nunmehr flüssig zu machen; dazu ist aber bei der ungünstigen parlamentarischen Situation die nochmalige Auseinandersetzung der politischen Lage vor der österreichischen Delegation und demnächst die Beschlußfassung durch den zisleithanischen Reichsrat notwendig, während die auf Ungarn fallende Quote bereits definitiv bewilligt worden ist.

Nach Abschluß dieser Verhandlungen sollen die beabsichtigten Truppenaufstellungen sofort vorgenommen werden; die Vorbereitungen hierzu sind sämtlich getroffen. Die hierbei leitende Absicht ist die, bei den Konferenzverhandlungen keinen Zweifel darüber zu lassen, daß man den dort zu erhebenden Forderungen auch eventuell den nötigen Nachdruck zu verleihen entschlossen sei, und sobald der Kongreß über die bosnische Frage Beschluß gefaßt haben wird[1], sofort die Okkupation vorzunehmen und gleich bis Mitrowitza vorzurücken.

Otto G. z. Stolberg

Randbemerkung des Fürsten von Bismarck:

[1] ? Wird denn der Congreß die Occupation Bosniens durch Oest[er]reich beschließen? dazu müßte doch der Antrag gestellt werden. Im Frieden von St. Stefano kommt kein Anlaß dazu vor! Stände Oest[er]reich schon in B[osnien], so läge es anders, fait accompli!

Nr. 419

Der Botschafter in London Graf Münster an den Reichskanzler Fürsten von Bismarck, z. Z. in Friedrichsruh

Ausfertigung

Nr. 75 London, den 27. Mai 1878

Euere Durchlaucht habe ich, soviel ich es vermocht, von dem Gange der hiesigen Verhandlungen in Kenntnis zu erhalten versucht.

Graf Schuwalow findet wieder große Schwierigkeiten in St. Petersburg und nimmt an, daß General Ignatiew dort wieder Einfluß ge-

---

* Siehe Nr. 412.

wonnen haben muß. Er ist jetzt mit Lord Salisbury so ziemlich einig über die gleichzeitige Zurückziehung der Truppen, die vor Zusammentritt des Kongresses erfolgen soll, sowie über die bulgarische Grenze.

In Beziehung auf Asien hat Lord Salisbury den Besitz von Kars und Batum noch nicht zugestehen wollen, ich glaube aber doch annehmen zu dürfen, daß, wenn Bajasid aufgegeben und die Grenze etwas zurückgeschoben wird, auch dieser Punkt ernstliche Schwierigkeiten nicht mehr bieten wird.

Eine Schwierigkeit, die hier übergangen, aber erst im Kongreß wieder hervortreten wird, dürfte die Dauer der Okkupation von Bulgarien auf zwei Jahre sein. Österreich wünscht sie auf sechs Monate zu beschränken, Lord Salisbury gibt zu, daß in sechs Monaten schwerlich die Organe der Ordnung sich werden schaffen lassen, und findet sechs Monate kurz, zwei Jahre aber viel zu lang.

Graf Schuwalow hat ein Memorandum über die ganzen Verhandlungen entworfen und hofft es morgen Lord Salisbury vorzulegen und, falls er von St. Petersburg die sehr bestimmt erbetene Antwort erhält, seine Zustimmung zu erlangen.

Lord Salisbury, der sich sehr versöhnlich zeigt, hat alles mit mir durchgesprochen und hofft heute auch sehr auf Gelingen.

Ich kann es bei dieser Gelegenheit nicht unerwähnt lassen und muß es dankbar anerkennen, daß mir sehr großes Vertrauen von beiden Seiten gezeigt worden ist, und sowohl Lord Salisbury als Graf Schuwalow fortwährend alle Details der Verhandlung mit mir besprochen haben. Ich habe geglaubt, Euerer Durchlaucht Intentionen am besten dadurch zu entsprechen, daß ich, soviel ich es vermochte, zur Verständigung und Versöhnung mitzuwirken suchte.

Wie ich telegraphisch meldete, sagte Lord Salisbury soeben mir und dem Grafen Schuwalow, er meine, daß er die Ungeduld des Parlamentes und Interpellationen nicht mehr zurückhalten könne und daher unsere Autorisation dazu erbitte, im Parlamente heute zu erklären, daß die Aussichten auf Zustandekommen des Kongresses in den letzten Tagen sich sehr vermehrt haben. Wir haben beide das unbedenklich gefunden und unsere Zustimmung dazu gegeben.

Duplikat sende ich mit derselben Gelegenheit nach Berlin.

Münster

Nr. 420

Der Botschafter in London Graf Münster an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 129 London, den 28. Mai 1878

Duplikat Telegramms an Fürst Bismarck:

Graf Schuwalow und Lord Salisbury sind einig und hätten Abmachungen heute unterzeichnen können. Leider verlangt man in Peters-

burg die telegraphische Mitteilung des Memorandums und will den Grafen Schuwalow nicht ermächtigen, ohne vorbehaltene Ratifikation zu zeichnen.

Graf Schuwalow bedauert dieses sehr und schickt heute das lange Memorandum nach Petersburg, erwartet Antwort morgen abend, und wird vor Donnerstag nicht gezeichnet werden können.

Lord Salisbury ist sehr unzufrieden über diese Verzögerung, weil er Zwischenfälle in Konstantinopel befürchtet.

Münster

Nr. 421

Der Botschafter in London Graf Münster an den Reichskanzler Fürsten von Bismarck, z. Z. in Friedrichsruh

Telegramm. Entzifferung

Nr. 8 London, den 28. Mai 1878

Lord Salisbury verweigerte die Unterschrift mit vorbehaltener Ratifikation. Wir hätten so auch Einladungen noch nicht erlassen können.

Graf Schuwalow sagt, er habe mehr erlangt als er hoffte, und hat dringende Bitte um Vollmacht zur Unterschrift wiederholt.

Lord Salisbury wünscht Donnerstag zu unterzeichnen und an dem Tage, spätestens Freitag, dem Parlamente Mitteilung machen zu können.

Er und Graf Schuwalow bitten Eure Durchlaucht, mich zu autorisieren, gleich nach der Unterschrift die formelle Einladung hier übergeben zu dürfen. Darf ich das in Form einer Note tun, da ich Wortlaut habe?

Duplikat nach Berlin. Münster

Nr. 422

Der Reichskanzler Fürst von Bismarck, z. Z. in Friedrichsruh, an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 72 Friedrichsruh, den 28. Mai 1878

In Telegramm Nr. 8, dessen Duplikat dort vorliegen wird, beantragt Graf zu Münster Ermächtigung zur Übergabe der Einladung gleich nach Unterschrift. Ich bin einverstanden, falls Euere Exzellenz kein Bedenken haben*. Unsere Ablehnung des Wunsches von Lord Salisbury und Graf

* In Verfolg der Bismarckschen Autorisation erhielt Graf Münster am 29. Mai durch Telegramm Nr. 84 die Weisung, nach erfolgter Unterzeichnung des Memorandums durch Lord Salisbury und Graf Schuwalow mittels Note die offizielle Konferenzeinladung zu übergeben. Die vom 9. Juni datierte Note ist gedruckt in „Das Staatsarchiv" Bd. 34 (1878), S. 100.

Schuwalow könnte der Sache Schaden bringen. Bitte Graf zu Münster von dort zu antworten, falls Euere Exzellenz einverstanden. Vielleicht empfiehlt es sich aber, dem Botschafter in St. Petersburg, vielleicht auch den anderen, dieselbe Ermächtigung zu geben, sobald sie telegraphisch Nachricht von Unterzeichnung haben würden.

Wird man nicht die Türken nun auch auf die Einladung vorbereiten müssen?

v. Bismarck

Nr. 423

Der Botschafter in London Graf Münster an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 132 London, den 29. Mai 1878

Graf Schuwalow hat soeben Lord Salisbury angezeigt, daß er zur Zeichnung ermächtigt sei. Morgen erfolgt sie, und werde ich sofort melden, wenn ich die Note (Telegramm Nr. 84* erhalten) übergeben habe.

Münster

Nr. 424

Der Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow an den Reichskanzler Fürsten von Bismarck, z. Z. in Friedrichsruh

Ausfertigung

Berlin, den 1. Juni 1878

Herr von Oubril teilte mir ein Telegramm aus Petersburg mit, welches den Auftrag des Kaisers Alexander enthält: die deutsche Regierung um ihre Unterstützung in der Frage des Truppenrückzuges und der Festungsübergabe ebenso in London zu bitten, wie es in Konstantinopel bereits geschehen sei.

Die dem Botschafter aus Petersburg zugegangenen Nachrichten über diese Angelegenheit besagten: es sei alles in London zur Unterzeichnung des zwischen Graf Schuwalow und Lord Salisbury vereinbarten Memorandums vorbereitet gewesen, als letzterer plötzlich die Entscheidung des Kongresses abhängig gemacht hätte von der vorausgängigen Zurückziehung der russischen Truppen bei Konstantinopel. Auf Anfrage in Petersburg habe Graf Schuwalow zur Antwort erhalten, der Kaiser könne unmöglich den Rückzug befehlen, so lange nicht die Festungen Schumla und Warna von den Türken übergeben seien. Hierüber schwebten jetzt die Verhandlungen mit der Pforte, deren Ergeb-

* Siehe die Fußnote zu Nr. 422.

nis nur noch von der Einwirkung Englands auf die türkischen Minister abhänge. Fürst Bismarck habe stets ein so richtiges Verständnis für die militärische Lage und die Schwierigkeiten eines Rückzuges der russischen Truppen ohne genügende Deckung im Rücken gezeigt, daß der Kaiser hoffe, er werde diesen Punkt auch bei dem englischen Kabinett zum Verständnis bringen. Momentan sei aber das Zustandekommen der Konferenz durch diese Frage gefährdet und daher eilige Einwirkung notwendig.

Ich habe Herrn von Oubril die Übermittelung seiner Mitteilung an Euere Durchlaucht zugesagt und nur einstweilen darauf aufmerksam gemacht, daß die Einwirkung des englischen Kabinetts in Konstantinopel in dieser Frage erschwert erscheine, weil England den Frieden von San Stefano, in Folge dessen die Räumung jener Festungen verlangt werde, nicht anerkenne. Nach unseren Meldungen aus London sei aber eine den russischen Wünschen entgegenstehende Haltung der englischen Regierung nicht anzunehmen, vielmehr zu hoffen, daß dieselbe in günstigem Sinne sich bei der Pforte verwenden werde.

Das gehorsamst beigefügte Telegramm aus Konstantinopel von heute bestätigt diese Voraussetzung.

B. Bülow

Nr. 425

Der Botschafter in London Graf Münster an das Auswärtige Amt

Telegramm. Entzifferung

Nr. 140 London, den 1. Juni 1878

Duplikat Telegramms Nr. 14 an Fürsten Bismarck:

Lord Salisbury, der dringend den Kongreß wünscht und alles tun will, um ihn zu ermöglichen, hoffte, wenn nicht die Antwort, welche Graf Schuwalow in Aussicht stellt, heute eintrifft, sich auf Graf Schuwalows Zusicherung und seinen Einfluß in Petersburg verlassen zu können und wird heute, spätestens morgen früh Einladung zum Kongreß entgegennehmen und annehmen. In dem Falle wird Graf Schuwalow morgen abreisen.

Lord Beaconsfield und Lord Salisbury kommen zum Kongreß. Lord Beaconsfield, der nur langsam reisen kann, bittet, daß Kongreß erst Donnerstag den 13. eröffnet werde. Graf Schuwalow schließt sich dieser Bitte an, um Zeit in Petersburg zu gewinnen.

Bekomme ich Antwort, daß der 13. genehm ist, so werde ich Einladung abgeben und Annahme gleich melden können. Bitte um Telegramm bis Montag morgen nach Hatfield, wo ich mit dem Kronprinzen bei Lord Salisbury bin. Nehme Chiffre und Beamten mit.

Lord Salisbury hält nach seinen Nachrichten aus Petersburg es für

außerordentlich wichtig, daß Graf Schuwalow bald wieder in Petersburg sei, da Kriegspartei dort an Einfluß gewinnt.

Graf Schuwalow bittet nichts in Petersburg von diesem Telegramm verlauten zu lassen.

Münster

Nr. 426

Der Botschafter in London Graf Münster, z. Z. in Hatfield, an den Reichskanzler Fürsten von Bismarck, z. Z. in Friedrichsruh

Ausfertigung

Nr. 76 Hatfield, den 2. Juni 1878

Zu meiner Freude habe ich soeben telegraphisch melden können, daß ich die Einladung zum Kongresse auf den 13. habe übergeben können* und die im Wortlaut beiliegende Antwort erhalten habe.

Lord Salisbury bat mich um die mündliche Erklärung, daß gleichlautende Einladungen an alle Vertragsmächte sogleich gerichtet werden würden, und bezieht sich in der Erwiderung darauf, um die Voraussetzung aussprechen zu können, unter der England den Kongreß annimmt, nämlich die, daß alle Mächte (und dieses ist gegen Rußland gerichtet) an der Beratung des ganzen Vertrages von San Stefano sich beteiligen wollen.

Die Frage wegen Rückzuges der russischen Truppen von Konstantinopel ist nun doch noch nicht erledigt, und das englische Kabinett ist dabei nachgiebiger gewesen, als Graf Schuwalow und ich annehmen konnten, und hat dabei gezeigt, wie es bis auf die äußerste Grenze der Nachgiebigkeit gehen will, um den Kongreß zustande zu bringen und den Krieg zu vermeiden.

Graf Schuwalow hatte von einem Tage zum andern versucht, die Zustimmung in St. Petersburg dafür zu erlangen, daß die Räumung vor Zusammentritt des Kongresses erfolgen solle. Der Kaiser bestand aber darauf, dieses von der vorgängigen Räumung der Festungen Schumla und Warna abhängig zu machen. Lord Salisbury bezog sich vergebens dem Grafen Schuwalow gegenüber darauf, daß Seine Majestät der Kaiser Alexander dem Obersten Wellesley** vor kurzem, als er sich in St. Petersburg verabschiedete, sagte, er sei mit dem Prinzipe des gleichzeitigen Rückzuges einverstanden, und es solle, wenn man sich über die anderen Punkte einige, der Rückzug der Truppen vor Beginn des Kongresses erfolgen.

Gestern traf von St. Petersburg ein Telegramm ein, worin trotz der dringenden Bitte des Grafen Schuwalow die verlangte Versicherung

* Siehe Nr. 422, Fußnote.
** Englischer Militärattaché in Petersburg.

noch nicht gegeben, dagegen gesagt wurde, Fürst Lobanow hoffe in ein oder zwei Tagen eine günstige Antwort rücksichtlich der Festungsfrage zu erlangen.

Inzwischen meldeten Berichte aus St. Petersburg, daß der Einfluß der Kriegspartei im Zunehmen sei, und daß, solle der Kongreß überhaupt zustande kommen, es dringend notwendig sei, daß Graf Schuwalow ohne Verzug nach St. Petersburg zurückkehre.

Nach einer langen Unterredung mit dem Grafen Schuwalow wurde eine Kabinettssitzung abgehalten, auf der beschlossen wurde, daß für den Augenblick die als Conditio sine qua non bezeichnete Bedingung nicht aufrecht erhalten werden solle und Lord Salisbury sich auf die Versicherungen des Grafen Schuwalow verlassen wolle, daß er in St. Petersburg diese Frage den englischen Wünschen gemäß zur Erledigung bringen werde. Lord Salisbury rechnet, sich auf das Versprechen des Kaisers Alexander und die Versicherung seines Botschafters verlassend, darauf, daß der Rückmarsch vor Beginn des Kongresses beginnt, und aus dem Grunde hält er auch die Verzögerung des Kongresses um zwei Tage für wünschenswert.

Sollte, so sagte mir Lord Salisbury, wider Erwarten es doch nicht geschehen, so werde er diese Frage gleich bei Beginn des Kongresses zur Sprache bringen, und glaubt dabei auf die Unterstützung der übrigen Mächte und namentlich Eurer Durchlaucht rechnen zu können.

Münster

Anlage*

Copie

The Undersigned, Her Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, has the honour to acknowledge the receipt of His Excellency Count Münster's Note of the 3d instant, inviting Her Majesty's Government to take part in a Congress at Berlin for the discussion of the stipulations of the Preliminary Treaty concluded at San Stefano between Russia and Turkey.

The Undersigned, taking act of His Excellency's verbal intimation that the invitation has been sent in the same terms to the other Powers signataries of the Treaty of Paris, and understanding that those other Powers in accepting this invitation assent to the terms stated in His Excellency's note, has the honour to inform His Excellency that Her Majesty's Government will be ready to take part in the Congress at the date mentioned.

The Undersigned has the honour to renew to Count Münster the assurance of his highest consideration.

June 3 1878 (signed) Salisbury

* Veröffentlicht in „Das Staatsarchiv", Bd. 34 (1878), S. 101. Die Unstimmigkeit des Datums dieser Anlage gegenüber dem des Berichts selbst wird in Nr. 428 erklärt.

Nr. 427

Der Botschafter in London Graf Münster, z. Z. in Hatfield, an den Reichskanzler Fürsten von Bismarck, z. Z. in Friedrichsruh

Ausfertigung

Nr. 77 Hatfield, den 2. Juni 1878

Ich bin gestern nachmittag mit Ihren Kaiserlichen Hoheiten dem Kronprinzen und der Frau Kronprinzessin hierher gekommen, um bis morgen hier bei Lord Salisbury zu bleiben.

Vor meiner Abfahrt von London übergab mir Graf Schuwalow die Stipulationen, wie er sie mit Lord Salisbury vereinbart hat, ermächtigte mich dazu, eine Abschrift* zu nehmen und sie Eurer Durchlaucht zu übersenden.

Lord Salisbury weiß, daß ich Eurer Durchlaucht diese Mitteilung mache, sagte mir, er wünsche Eure Durchlaucht von allem in Kenntnis zu erhalten und bittet mich in Beziehung auf Punkt 5 zu berichten, daß dieser Paragraph zu sehr schwierigen Verhandlungen Anlaß gegeben habe, und Graf Schuwalow sehr ungern darauf eingegangen sei.

Das Recht, welches England für den Sultan beansprucht, in Südbulgarien Truppen an den Grenzen zu konzentrieren, bedeutet das Recht, die Balkangrenze zu besetzen. Lord Salisbury wird darauf mit allem Nachdruck bestehen.

Da Graf Schuwalow dieses Schriftstück erst selbst nach St. Petersburg mitnimmt und es dort noch nicht bekannt ist, bittet mein russischer Kollege Eure Durchlaucht, es bis zum Kongresse sekretieren zu wollen.

Graf Schuwalow ist mit diesem Resultate seiner Verhandlungen sehr zufrieden und meint, daß er niemals erwartet habe, so viel zu erlangen.

Lord Salisbury sagte, es sei ihm schwer geworden, nicht noch weitergehende Forderungen zu stellen, er glaube aber bewiesen zu haben, daß England aufrichtig den Frieden und auch die Hand dazu bieten wolle, Rußland aus der sehr schwierigen Lage herauszuhelfen. Es sei für ihn die Rücksicht auf Graf Schuwalow und die Hoffnung, ihn an die Spitze des Auswärtigen Amtes in St. Petersburg treten zu sehen, mit maßgebend gewesen.

Münster

Anlage

Memorandum

Sa Majesté l'Empereur de Russie ayant pris connaissance des modifications que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique propose d'introduire dans le Traité Préliminaire de San Stefano, pour le rendre acceptable par le Cabinet Anglais, a jugé que plusieurs d'entr'elles n'étaient pas en contradiction avec le but principal de la guerre, qui

* Siehe Anlage.

consistait à assurer la prospérité et la sécurité des populations Chrétiennes de la Péninsule des Balkans en leur garantissant des institutions stables et un bon Gouvernement.

Le Cabinet de St. Pétersbourg trouve en conséquence que les idées exprimées par le Cabinet de St. James offrent pour le prochain Congrès les bases d'une entente qui porterait sur les points suivants*: —

1. L'Angleterre écarte la division longitudinale de la Bulgarie, mais le Représentant de la Russie se réserve d'en faire valoir les avantages au Congrès, en promettant toujours de ne pas y insister contre l'opinion définitive de l'Angleterre.

2. La délimitation de la Bulgarie au sud serait modifiée de manière à l'éloigner de la Mer Egée selon la délimitation sud des provinces Bulgares proposée par la Conférence de Constantinople. Ceci ne concerne la question des frontières qu'en tant qu'elle se rapporte à l'exclusion du littoral de la Mer Egée, c'est-à-dire à l'ouest de Lagos. Depuis ce point au littoral de la Mer Noire la discussion de la frontière reste libre.

3. Les frontières occidentales de la Bulgarie seraient rectifiées sur la base des nationalités de manière à exclure de cette province les populations non-Bulgares. Les frontières occidentales de la Bulgarie ne devraient pas dépasser en principe une ligne tracée à peu près de Novi-Bazar au Koursha-Balkan.

4. La Bulgarie replacée dans les limites qui sont mentionnées dans les points 2 et 3 sera partagée en deux Provinces, à savoir: —

L'une au nord des Balkans serait dotée d'une autonomie politique, sous le gouvernement d'un Prince, et l'autre au sud des Balkans, recevrait une large autonomie administrative (par exemple, à l'instar de celles qui existent dans les Colonies Anglaises) avec un Gouverneur Chrétien nommé du consentiment de l'Europe pour cinq à dix ans.

5. L'Empereur de Russie attache une importance particulière au retrait de l'armée Turque de la Bulgarie Méridionale. Sa Majesté ne verrait aucune sécurité ni garantie pour l'avenir de la population Bulgare si les troupes Ottomanes y étaient maintenues.

Lord Salisbury accepte le retrait des troupes Turques de la Bulgarie Méridionale, mais la Russie n'objectera pas à ce que le Congrès statue sur le mode et le cas où il serait permis aux troupes Turques

---

* Der von hier ab folgende Text ist, mit geringen Abweichungen, bereits abgedruckt worden in de Martens, Nouveau Recueil général de Traités II. Série, T. III, p. 269 ff. und in „Das Staatsarchiv" Bd. 34 Nr. 6749, nicht auf Grund einer offiziellen Publikation, sondern nach der widerrechtlichen Veröffentlichung der Zeitung „The Globe" vom 14. Juni 1878, die von der englischen Regierung am 17. Juni im Parlament desavouiert wurde. Während der obige aus den Akten wiedergegebene Text weder Datum noch Unterschriften hat, schließt der Text des „Globe": Fait à Londres, le 30. Mai, 1878. Schouvaloff. Salisbury.

d'entrer dans la Province Méridionale pour résister à l'insurrection ou à l'invasion soit en état d'exécution ou à l'état de menace.

Toutefois l'Angleterre se réserve d'insister au Congrès sur le droit pour le Sultan de pouvoir cantonner des troupes sur les frontières de la Province Méridionale.

Le Représentant de la Russie se réserve au Congrès une complète liberté dans la discussion de cette dernière proposition de Lord Salisbury.

6. Le Gouvernement Britannique demande et la Russie accepte que les chefs supérieurs de la milice dans la Bulgarie Méridionale soient nommés par la Porte avec l'assentiment de l'Europe.

7. Les promesses pour l'Arménie stipulées par le Traité Préliminaire de San Stefano ne doivent pas être faites exclusivement à la Russie mais à l'Angleterre aussi.

8. Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique prenant, ainsi que le Gouvernement Impérial, un vif intérêt à la future organisation des provinces Grecques de la Péninsule des Balkans, l'Article XV du Traité Préliminaire de San Stefano sera modifié de manière à ce que les autres Puissances, et notamment l'Angleterre, aient comme la Russie une voix consultative dans la future organisation de l'Epire, la Thessalie et les autres Provinces Chrétiennes restées sous la domination de la Porte.

9. En ce qui concerne l'indemnité de guerre, Sa Majesté l'Empereur n'a jamais eu l'intention de la convertir en annexions territoriales et il ne se refuse pas à donner des assurances à cet égard.

Il est entendu que l'indemnité de guerre n'enlevera pas au Gouvernement Anglais ses droits de créancier, et il se trouvera sous ce rapport dans la même situation qu'avant la guerre.

Sans contester la décision définitive que la Russie prendra au sujet du montant de l'indemnité, l'Angleterre se réserve de faire valoir au Congrès les objections sérieuses qu'elle y voit.

10. Quant à la vallée d'Alashkert et la ville de Bayazid, cette vallée étant la grande route du transit pour la Perse et ayant une immense valeur aux yeux des Turcs, Sa Majesté l'Empereur consent à la leur restituer, mais il a demandé et obtenu en échange l'abandon à la Perse du petit territoire de Khotour, que les Commissions des deux Cours médiatrices ont trouvé juste de restituer au Shah.

11. Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique croirait devoir constater son profond regret pour le cas où la Russie insisterait définitivement sur la rétrocession de la Bessarabie. Comme il est cependant suffisamment établi que les autres Signataires du Traité de Paris ne sont pas prêts à soutenir par les armes la délimitation de la Roumanie stipulée dans ce Traité, l'Angleterre ne se trouve pas assez immédiatement intéressée dans cette question pour qu'elle soit autorisée à encourir seule la responsabilité de s'opposer au changement

proposé, et ainsi elle s'engage à ne pas contester la décision définitive de la Russie en ce qui concerne la rétrocession de la Bessarabie.

En consentant à ne pas contester le désir de l'Empereur de Russie d'acquérir le port de Batoum et de garder ses conquêtes en Arménie, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique ne se cache pas qu'il soit probable que de graves dangers menaçant la tranquillité des populations de la Turquie en Asie puissent résulter dans l'avenir de cette extension de la frontière Russe. Le Gouvernement de Sa Majesté est d'avis que le devoir de sauvegarder l'Empire Ottoman de ce danger, qui dorénavant reposera d'une manière spéciale sur l'Angleterre, pourra s'effectuer sans que l'Europe éprouve les calamités d'une nouvelle guerre.

En même temps le Gouvernement de la Reine prend acte de l'assurance donnée par Sa Majesté Impériale que dans l'avenir la frontière de la Russie ne sera pas étendue du côté de la Turquie d'Asie.

Le Gouvernement de Sa Majesté étant par conséquent d'opinion que les modifications du Traité de San Stefano agréées dans le Memorandum suffisent à mitiger les objections qu'il trouve au Traité dans sa forme actuelle, s'engage à ne pas contester les articles du Traité Préliminaire de San Stefano, qui ne sont pas modifiés par les 11 points précédents, si, après que ces articles auront été dûment discutés au Congrès, la Russie persiste à les maintenir.

Il se pourrait que dans le cours des discussions au Congrès, les deux Gouvernements trouvent préférable d'introduire d'un commun accord de nouvelles modifications qu'il serait impossible de prévoir; mais si l'entente sur ces nouvelles modifications ne s'établissait pas entre les Plénipotentiaires Russes et Anglais, le présent Memorandum est destiné à servir d'engagement mutuel au Congrès pour les Plénipotentiaires de la Russie et de la Grande Bretagne.

En foi de quoi ce document a été signé par l'Ambassadeur de Russie à Londres et le Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique.

Nr. 428

Der Botschafter in London Graf Münster an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 78 London, den 3. Juni 1878

Ich erhielt gestern in Hatfield gerade Eurer Exzellenz Telegramm, welches mich zur Einladung zum Kongresse auf den 13. ermächtigte, und wurde es in meinem Zimmer dechiffriert, als Major von Panwitz mit einem Telegramme an den Kronprinzen hereinstürzte mit der Bitte

von der Telegraphenstation, ich möge es öffnen, da ein Attentat auf unseren allergnädigsten vielgeliebten Kaiser verübt sei*.

Es war das erste Telegramm von General von Albedyll.

Die Kronprinzlichen Herrschaften waren mit Lord und Lady Salisbury und der übrigen Gesellschaft auf das fünf englische Meilen entfernte Gut Lord Cowpers, Penshanger, gefahren. Ich verschaffte dem Major von Panwitz gleich ein Pferd und ordnete alle Vorbereitungen zur Abreise der Herrschaften nach Deutschland an. Die Herrschaften kehrten um 5½ Uhr nach Hatfield zurück, und um 6¼ Uhr brachte uns ein Extrazug nach London, und um 8¼ Uhr setzten wir die Reise nach Dover fort, wo ich die höchsten Herrschaften auf das Schiff brachte.

Seine Kaiserliche Hoheit der Kronprinz sowohl als auch die Frau Kronprinzessin waren beide tief ergriffen.

Die Teilnahme unter Deutschen, Engländern und dem diplomatischen Korps ist gar nicht zu beschreiben.

Der Prinz und die Prinzessin von Wales, Prinz und Prinzessin Christian, welche mit uns in Hatfield waren, und der Herzog von Connaught gaben den höchsten Herrschaften das Geleit an die Bahn. Der Herzog von Cambridge hatte es zu spät erfahren, und fand ich diesen Morgen den einliegenden Brief von Seiner Königlichen Hoheit vor. —

Als Lord Salisbury mit den Herrschaften in Hatfield wieder eintraf, übergab ich ihm die Einladung und erhielt die Antwort. Beides meldete ich telegraphisch. Lord Salisbury bat mich darum, daß beide Schriftstücke vom 3. Juni datiert würden**, weil Sonntag gesetzlich hier als dies nihil gilt und darüber im Parlamente Bemerkungen gemacht werden könnten. Er wollte erst den 1. nehmen, das lehnte ich aber ab, weil ich am 2. erst zur Überreichung der Einladung ermächtigt wurde.

Lord Beaconsfield, der auch in Hatfield war, sagte mir, er sei sehr dankbar, daß der Kongreß bis zum 13. verschoben sei, er sehe mit vielem Interesse der Reise nach Berlin entgegen, wolle aber, da er sich sehr schwach fühle, 5 bis 6 Tage auf der Reise zubringen.

Der Entschluß Lord Beaconsfields, am Kongresse teilzunehmen, hat sehr überrascht. Es ist ein Zeichen, daß er auf das Gelingen desselben rechnet und Lord Salisbury den Ruhm nicht allein überlassen will. Lord Salisbury spricht selbst mit einem gewissen Lächeln darüber und meint, daß Lord Beaconsfield nur nominell dort figurieren und nur kurze Zeit bleiben werde.

Bei der ersten Schreckenskunde war ich zweifelhaft, ob ich die Einladung in dem Augenblicke übergeben solle, ich tat es aber in der

* Am 2. Juni fand bekanntlich, während Kronprinz Friedrich Wilhelm mit seiner Gemahlin zu Besuch in England weilte, das Attentat Nobilings auf Kaiser Wilhelm I. statt.

** Vgl. Nr. 426.

Hoffnung, daß Gott, der unsern Kaiser bisher so sichtbar beschützte, den geliebten Landesherrn auch ferner beschützen wird. Es kam ja jetzt vor allem darauf an, den Kongreß zu sichern.

Daß Graf Schuwalow gleich, nachdem ich ihm die Annahme der Einladung verabredetermaßen telegraphisch anzeigte, abreiste, und daß ich ihn beim Einschiffen der Herrschaften in Dover traf, meldete ich schon telegraphisch.

Münster

Nr. 429

Der Botschafter in Petersburg von Schweinitz an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 157 St. Petersburg, den 4. Juni 1878

Am Morgen nach der entsetzlichen Tat schrieb mir der kranke Fürst Gortschakow mit zitternder Hand folgende Worte: „Je regrette vivement que l'état de ma santé ne me permette pas d'aller vous offrir l'expression de ma plus vive sympathie — ce coup a frappé chaque Russe au cœur — si vous vouliez venir voir le malade, il sera heureux de vous recevoir."

Ich fand den Fürsten auf dem Lehnstuhl, die in wollene Decken gewickelten Füße ausgestreckt, auf einem Sessel ruhend; sein Aussehen war nicht das eines Schwerkranken, nur hatten seine Augen den Glanz und seine Wangen die Röte des Fiebers; die Stimme war seine gewöhnliche, aber sie wurde plötzlich rauh, und kurze Hustenanfälle unterbrachen seine mit gewohnter Lebhaftigkeit geführte Unterhaltung.

Der Fürst hielt eine Mappe auf seinem Schoß, in welcher die Abschriften sämtlicher, in den letzten Tagen eingegangenen Telegramme lagen; er las sie mir alle vor, beginnend mit dem letzten und wichtigsten, nämlich dem Schuwalowschen vom 2. Juni abends; es lautete: „Après de longs efforts j'ai obtenu de Lord Salisbury que l'Angleterre accepte le Congrès sans insister sur la retraite des troupes devant Constantinople; Lord Beaconsfield et Lord Salisbury iront à Berlin; je pars ce soir."

Fürst Gortschakow bezeichnete das Kommen Lord Beaconsfields als bedeutsam und erwünscht: „Das ist einer, der keine Rückfragen zu tun braucht", sagte er, „und da wäre es gut, wenn Rußland auch jemanden beim Kongreß hätte, der dies nicht nötig hat, und das wäre ich; meine Füße sind noch geschwollen und schmerzen mich, aber seit einigen Tagen ist Besserung eingetreten, und vielleicht werde ich doch reisen können. In einer Beziehung glaube ich, daß meine Gegenwart beim Kongreß nützlich sein könnte, nämlich wegen meiner Vergangenheit; man weiß, daß ich nie eine Unwahrheit gesagt habe (sic)[1], wir stehen jetzt an einem der wichtigsten historischen Momente usw."

Es wäre eine Grausamkeit gewesen, dem Fürsten zu widersprechen; bei seiner Natur ist es erklärlich, daß er wünscht, auf derselben Bühne mit Fürst Bismarck und Disraeli zu erscheinen und dann mit einem „nunc plaudite" abzutreten. Diejenigen, welche den Fürsten seit Jahren durch ihre Feder verherrlichen und jetzt, wo er hinfällig ist, mit ihrer Zunge verspotten, schieben ihm die Absicht unter, daß er mit einem patriotischen Effekt abschließen und, gewisse unpopuläre Konzessionen verweigernd, im geeigneten Augenblick resignieren wolle.

Der russische Reichskanzler führte dann weiter aus, wie vorteilhaft es für das Gelingen des Werkes sein würde, wenn er mit Seiner Durchlaucht dem Fürsten Bismarck und mit Graf Andrássy sich aussprechen könnte. Letzterem habe er soeben durch Herrn von Nowikow sagen lassen, „sein Glauben an ihn sei unerschüttert". Er las mir dann das letzte Wiener Telegramm vor: „Auf dem Ballplatz", so berichtet der Botschafter, „gibt man den militärischen Vorbereitungen eine friedliche Deutung; die Aufstellung in Siebenbürgen solle den Ungarn Sand in die Augen streuen; die Vorbereitungen in Dalmatien seien auf die Okkupation gerichtet."

Beunruhigend waren nur die Meldungen des Botschafters in Konstantinopel, dessen Verhalten übrigens volle Anerkennung bei Fürst Gortschakow findet. Fürst Lobanow schildert die dortigen Zustände als sehr unsicher, die Tätigkeit Mr. Layards als unverändert feindselig und legt einem Artikel des „Levant-Herald" einige Bedeutung bei, welcher für Murad* und Midhat** spricht.

Am Schlusse der Unterhaltung, der ersten, welche der russische Reichskanzler seit vielen Wochen mit einem Fremden führte, bat er mich, von seinem Wunsche, nach Berlin zum Kongreß zu gehen, vorläufig nichts zu sagen oder zu schreiben, bis der Kaiser, welcher ihn bald mit einem Besuche beehren werde, darüber entschieden habe.

v. Schweinitz

---

[1] Am Rande ein Ausrufungszeichen von der Hand Bismarcks.

Nr. 430

Der Botschafter in Petersburg von Schweinitz an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 158 St. Petersburg, den 5. Juni 1878

Eurer Exzellenz beehre ich mich in der Anlage die Note vom 4. Juni/23. Mai ganz gehorsamst originaliter einzureichen, in welcher der

---

* Murad V., Nachfolger seines entthronten und kurz darauf ermordeten Onkels Abdul Asis, nach dreimonatiger Regierung am 1. Aug. 1876 als geisteskrank abgesetzt und seitdem von seinem Bruder und Nachfolger Abdul Hamid II. gefangen gehalten.

** Midhat Pascha, Schöpfer der türkischen Verfassung, vom 22. Dez. 1876 bis 5. Febr. 1877 Großwesir.

russische Herr Reichskanzler im Auftrage Seiner Majestät des Kaisers Alexander II. erklärt, daß Rußland die Einladung zum Kongreß, welche die Kaiserlich Deutsche Regierung auf Grund der österreichisch-ungarischen Initiative erließ, annimmt.

Das russische Kabinett erklärt in derselben Note, daß es die freie Diskussion der Gesamtheit des Inhalts des Vertrages von San Stefano zuläßt und bereit ist, sich seinerseits an dieser Diskussion unter den gleichen Bedingungen voller und ganzer Freiheit zu beteiligen.

Schließlich teilt mir Fürst Gortschakow in diesem Schriftstück, dem ersten, welches er seit Monatsfrist eigenhändig unterzeichnete, mit, daß Seine Majestät der Kaiser Alexander geruht haben, ihn, den Fürsten, den Grafen Schuwalow und Herrn von Oubril mit der Vertretung Rußlands beim Kongreß zu betrauen.

v. Schweinitz

Anlage

Ausfertigung

St. Pétersbourg, le 23 Mai 1878 [4 Juin n. s.]

Le Soussigné, Chancelier de l'Empire, a l'honneur d'accuser à Mr. le Général de Schweinitz, Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, la réception de la note que Son Excellence lui a adressée en date du 22 Mai/3 Juin et par laquelle il lui annonce que, conformément à l'initiative prise par le Cabinet Austro-Hongrois, le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne propose aux Puissances signataires des traités de 1856 et 1871 de vouloir bien se réunir en Congrès à Berlin pour y discuter les stipulations du traité préliminaire de San-Stefano conclu entre la Russie et la Turquie. —

Le Soussigné, ayant pris les ordres de Sa Majesté l'Empereur, a l'honneur d'informer Mr. le Général de Schweinitz que le Gouvernement Impérial accepte cette invitation, qu'il admet de même que le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne la libre discussion de la totalité du contenu du traité de San-Stefano, et que pour sa part, il est prêt à participer à cette discussion dans les mêmes conditions de pleine et entière liberté. —

En priant Monsieur l'Ambassadeur d'Allemagne de vouloir bien porter cette décision de Sa Majesté l'Empereur à la connaissance de Son Gouvernement, le Soussigné croit devoir ajouter que Sa Majesté a daigné lui confier ainsi qu'à Mr. le Comte Schouvaloff et à Mr. d'Oubril la tâche de représenter la Russie à cette réunion. —

Le Soussigné saisit cette occasion pour offrir à Monsieur le Général de Schweinitz l'assurance de sa haute considération. —

Gortchacow

Nr. 431

Der Botschafter in London Graf Münster an den Reichskanzler Fürsten von Bismarck

Ausfertigung

Nr. 81 London, den 10. Juni 1878

Lord Beaconsfield hat am Sonnabend London verlassen und wird nach sehr kleinen Tagereisen am Mittwoch nachmittag in Berlin eintreffen, wogegen Lord Salisbury heute abzureisen und schon am Dienstag abend anzukommen hofft*.

Lord Beaconsfield hat, wie mir Lord Salisbury sagte, die Absicht, etwa eine Woche in Berlin zu bleiben, um dann wieder hier zu sein, bald nachdem das Oberhaus sich wieder versammelt haben wird.

Das Unterhaus ist bis zum 13., das Oberhaus bis Montag den 17. vertagt.

Lord Beaconsfield glaubt, daß der Kongreß eine geschichtliche Bedeutung haben wird, deshalb soll sein Name nicht dabei fehlen, außerdem wünscht er vor allem, Eure Durchlaucht kennen zu lernen und mit Eurer Durchlaucht die orientalische Frage gründlich zu besprechen.

Lord Salisbury hat, sowie er merkte, daß Lord Beaconsfield die Reise unternehmen wollte, sehr dazu geraten. Er weiß sehr wohl, daß die Konzessionen, welche England Rußland gegenüber gemacht hat, und die durch den Kongreß festgestellt und bekannt werden müssen, die Regierung gerade der eigenen Partei gegenüber sehr heftigen Angriffen aussetzen werden, und er will allein die Verantwortung dafür nicht übernehmen.

Lord Salisbury sagte mir: „Ich freue mich sehr darüber, daß Lord Beaconsfield den Fürsten von Bismarck wird kennen lernen; da wird er Wahrheiten über die orientalische Frage hören, wie sie ihm bisher

---

* Bekanntlich tagte der Berliner Kongreß vom 13. Juni bis zum 13. Juli. Über den Gang des Kongresses und seine Resultate unterrichten die 20 Protokolle, abgedruckt bei de Martens, Nouveau Recueil général de Traités, II. Série, T. III, p. 276 ff., ferner in „Das Staatsarchiv" Bd. 34, S. 107 ff. und a. a. O.; ebendort auch die Kongreßakte vom 13. Juli 1878. Aus der Tagung des Kongresses in Berlin und der Inanspruchnahme der leitenden deutschen Staatsmänner durch Verhandlungen und mündliche Besprechungen erklärt es sich, daß im Auswärtigen Amte über den Kongreß fast gar keine Akten erwachsen sind. So bleiben manche Fragen ungeklärt; z. B. läßt sich die mehrfach aufgeworfene, und u. a. von Hanotaux (Geschichte des zeitgenössischen Frankreich, deutsche Übersetzung Bd. III, 2 (1909), S. 287) bejahend beantwortete Frage, ob Bismarck von Anfang um die englisch-türkische Konvention vom 4. Juni gewußt habe — mitgeteilt ist sie ihm erst durch Lord Salisbury am 7. Juli — nach den deutschen Akten nicht entscheiden. Einen freilich nur geringen Ersatz für die Unergiebigkeit der deutschen Kongreßakten bieten spätere retrospektive Auslassungen des Fürsten Bismarck über seine auf dem Kongreß geübte intensive Vermittlertätigkeit. Vgl. namentlich Bd. III, Kap. XIII, Nr. 442, 461.

noch nicht gesagt sind, und Fürst Bismarck wird leicht großen Einfluß über ihn gewinnen können, und das wünsche ich."

Eure Durchlaucht werden finden, daß es sehr schwer ist, mit dem sehr eitlen, dabei doch schon sehr altersschwachen Manne ein wirklich ernstes Gespräch zu führen. Dabei kommen aber allerdings oft einige lichtvolle und geistreiche Gedanken zutage, es fehlt aber dem Geiste die höhere Auffassung, der sittliche Halt.

Der Privatsekretär Mr. Montagu Corry ist seinem Chef sehr ergeben. Er ist ein sehr angenehmer, von der Gesellschaft sehr verzogener und eitler Mann und hat großen Einfluß auf ihn. Er benutzt jeden Klatsch, um seinen Einfluß auf seinen alten Chef zu erhalten, und ist deshalb mit großer Vorsicht zu behandeln.

Lord Beaconsfield hat außerdem zwei jüngere, recht tüchtige Beamte bei sich: Mr. Algernon Turner und Mr. Austin Lee.

Lord Salisbury ist Eurer Durchlaucht bekannt. Die Erfahrungen in Konstantinopel und seine Tätigkeit im letzten Jahre sind ihm, was äußere Politik betrifft, von großem Nutzen gewesen. Er wird in nicht langer Zeit Premierminister und die leitende Persönlichkeit in England sein.

Lord Salisbury hat zwei der tüchtigsten Beamten des Foreign Office zu seiner Begleitung gewählt: Mr. Currie und Mr. Hertslet, letzterer bekannt durch ein vorzügliches Werk über die Verträge dieses Jahrhunderts.

Außerdem soll, so höre ich, General Sir Lintorn Simmons, der bekannte General, der längere Zeit in Konstantinopel war, ebenfalls Befehl erhalten haben, sich nach Berlin zu begeben, und ist er der außerordentlichen Botschaft attachiert worden.

Was nun die Verhandlungen auf dem Kongresse selbst betrifft, so wird, wie ich die Ehre hatte zu melden, die erste Frage, die Lord Beaconsfield und Lord Salisbury aufwerfen werden, die des Rückzuges der russischen Truppen von Konstantinopel sein, falls nicht, wie Graf Schuwalow in sichere Aussicht gestellt hat, dieselbe vorher erledigt sein wird.

Anfangs wollte, wie Eure Durchlaucht aus meinen gehorsamsten Berichten ersehen haben werden, das hiesige Kabinett die Annahme des Kongresses davon abhängig machen, und Graf Schuwalow und ich haben beide nicht geglaubt, daß Lord Salisbury darin nachgeben würde. Er tat es auch nur, nachdem Graf Schuwalow ihm bestimmt versprochen hat, allen seinen Einfluß in St. Petersburg anzuwenden, um den Rückzug womöglich noch vor dem Zusammentritte des Kongresses zu bewirken.

Lord Salisbury sagte mir, er weiche von den früheren, dem Grafen Schuwalow und auch mir gegebenen Erklärungen allein deshalb ab, weil es ihm vor allem darauf ankomme, dem Grafen Schuwalow seinen Einfluß in St. Petersburg zu erhalten, und dieser verloren zu gehen

drohe, wenn die Verhandlungen über Zustandekommen des Kongresses sich hinzögen und seine Reise und Anwesenheit in St. Petersburg länger verzögert würden. Lord Salisbury sagte, er rechne dabei auf Eurer Durchlaucht kräftige Unterstützung, da doch der Gedanke des Rückzugs zuerst durch Eure Durchlaucht angeregt worden sei.

Münster

Nr. 432

Der Botschafter in Konstantinopel Prinz Heinrich VII. Reuß an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 306 Pera, den 27. Juni 1878

Vertraulich

In dem Maße, wie der Kongreß fortschreitet und die Nachrichten über die Beschlüsse und den versöhnlichen Geist desselben hier einlaufen, in demselben Maße wächst die Unzufriedenheit des englischen Botschafters. Er äußert sich mißbilligend über die Schwäche der englischen Minister; er klagt sie an, das Spiel Rußlands zu spielen, dort nachzugeben, wo man hätte hartnäckigen Widerstand leisten sollen. Daß Warna für die Türken verloren, daß Sofia zum Fürstentum Bulgarien geschlagen, daß Österreich demnächst Bosnien und die Herzegowina besetzen werde, das alles erklärt er für Niederlagen der englischen Politik, und die angeblich den Türken zugestandene Befestigung der Balkanlinie hält er für kein genügendes Äquivalent. Er sieht seine Hoffnung, das türkische Reich, wenigstens dem Scheine nach und unter alleinigem englischen Einfluß wiederherzustellen, nach und nach zusammenbrechen; aber er prophezeit, daß unter solchen Umständen der jetzt hergestellte Frieden nicht von langer Dauer sein könne.

H. VII. P. Reuß

Nr. 433

Der Geschäftsträger in Petersburg Graf von Berchem an den Reichskanzler Fürsten von Bismarck

Ausfertigung

Nr. 216 St. Petersburg, den 22. Juli 1878

Heut hatte ich die Ehre, den Grafen Schuwalow zu begegnen. Der Herr Botschafter begann das Gespräch, indem er mir mitteilte, daß er Seiner Majestät dem Kaiser Alexander versichert habe, wie er nur der Unterstützung der Kaiserlichen Regierung es verdanke, wenn der Kongreß nicht unter Abbruch der Verhandlungen zum Kriege geführt habe. In drei Augenblicken namentlich, die Seine Exzellenz nicht näher bezeichnete, seien die Verhandlungen lediglich dadurch wieder in Fluß geraten, daß es den deutschen Bevollmächtigten gelang, durch persön-

liches Eingreifen die von den Bevollmächtigten Englands und Österreichs gefaßten Beschlüsse in einem Rußland erwünschten Sinne umzugestalten. Er betonte in warmen und von tiefem Danke durchdrungenen Worten namentlich die Unverzüglichkeit, mit der die deutsche Vertretung ihm jedesmal zur Seite stand, sobald er selbst es nicht mehr vermochte, den bestehenden Widerstand zu überwinden.

Daß der Graf in der Tat diese Sprache in Zarskoë Selo geführt, wird mir, wenn es eines Beweises hierfür bedürfte, von anderer Seite, namentlich von General Werder bestätigt.

„Man entgegnet mir", fuhr der Herr Botschafter fort, „daß die Macht der Deutschen Regierung eine so große gewesen sei, daß, was sie befürwortet, vom Kongresse auch hätte angenommen werden müssen; wenn dies also nicht geschehen, so sei dies ein Beweis dafür, daß Deutschland eben nicht gewollt hat. Ich habe hingegen auf die Protokolle verwiesen und dargetan, daß die deutsche Vertretung in allen wichtigen Fragen mit Rußland und sehr häufig allein unter den Mächten mit uns gestimmt hat. Konnte man mehr von Deutschland verlangen?"*

Indem mir Graf Schuwalow auseinandersetzte, daß alle Hetzereien der Presse und etwaige Verstimmungen im Publikum keine praktische Bedeutung hätten, sofern man nur daran festhalte, sich hierum nicht zu kümmern, wiederholte er mir doch den Ausdruck seines Bedauerns darüber, daß man sich hier nunmehr für eine so weitgehende Nachsicht entschlossen habe. Seiner Ansicht nach wäre es besser, der Presse die vollste Freiheit durch Gesetz einzuräumen, als deren „licences" zuzulassen, welche das Ansehen der Regierung dauernd schädigten.

Seine Exzellenz erzählte mir ferner, daß Lord Salisbury auf die demselben ausgedrückten Zweifel über die Bereitwilligkeit der Pforte zur Herausgabe Batums ihm mündlich versichert habe, England würde gegebenenfalls die Türkei durch seine Flotte hierzu zwingen. Dennoch ist er noch nicht beruhigt über die Absichten der Pforte in dieser Beziehung, während er in betreff der vertragsgemäßen Regelung der Verhältnisse in der europäischen Türkei keine ernsten Befürchtungen zu hegen scheint.

Unser Gespräch hat sich auf die vorerwähnten Punkte beschränkt. Euere Durchlaucht wollen mir hochgeneigtest verzeihen, wenn ich meine freudige Empfindung darüber auszusprechen wage, hier endlich einen russischen Staatsmann von so hervorragender Bedeutung gesprochen zu haben, dessen aufrichtige Freundschaft für Deutschland, Geistesfrische, Klarheit und Entschiedenheit in wohltuendem Gegensatze stehen zu jener geistigen und körperlichen Abspannung, welcher die Mehrzahl der hochgestellten Kreise hier verfallen ist. Berchem

* Ähnlich hat sich Graf Schuwalow im August 1878 gegenüber dem Gesandten von Radowitz und im September gegenüber dem Botschafter in Wien Prinzen Heinrich VII. Reuß ausgelassen. Siehe Bd. III, Nr. 440 und 441.

Anhang

Deutschlands Stellung zur Okkupation Bosniens

Nr. 434

Der Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow an den Botschafter in Konstantinopel Prinzen Heinrich VII. Reuß*

Telegramm
Konzept von der Hand des Gesandten von Radowitz

Nr. 38 Berlin, den 11. April 1878
Vertraulich

Graf Stolberg meldet von gestern:

„Graf Andrássy hat die Pforte durch Graf Zichy darauf aufmerksam gemacht, daß die bei Ausführung der Reformen in Bosnien und Herzegowina zu erwartenden Zustände Einrücken österreichischer Truppen unvermeidlich machen würden, und außerdem Türkei künftig nicht imstande sein werde, diese Länder zu halten; daran ist Anregung geknüpft, sich mit Besitzergreifung durch Österreich-Ungarn einverstanden zu erklären. Pforte hat die Gründe als zutreffend anerkannt, aber sich bisher nicht zu Entscheidung entschließen können."

Ew. pp. können bei der Pforte vertraulich Eingehen auf den österreichischen Vorschlag befürworten, soweit tunlich, ohne daß Sie die Empfindungen der türkischen Minister verletzen und für dieselben das Peinliche der Sache verschärfen. Die Türkei täte besser, jetzt sich über den Vorschlag zu verständigen, um damit einem neuen Zusammenstoß vorzubeugen, dessen Folgen ihr leicht noch größeren Schaden zufügen könnten**.

B. Bülow

* Am 29. März 1878 hatte sich Österreich mit Rußland über die demnächstige Okkupation Bosniens und der Herzegowina verständigt (s. Nr. 393, Anlage I), dann auch Englands Zustimmung, auf Grund des Memoires vom 24. April (s. Nr. 400, Anlage) erbeten und sie schließlich in der Konvention vom 6. Juni zugesagt erhalten. Deutschlands Stellungnahme zur Frage der Okkupation Bosniens erhellt aus den der Übersichtlichkeit halber im Anhang zusammengestellten Schriftstücken (Nr. 434—439).

** Es kam zunächst nicht zu einem Eingreifen des deutschen Botschafters, da der österreich-ungarische Botschafter in Konstantinopel Graf Zichy für einen Aufschub des Vorgehens eintrat.

Nr. 435

Der Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow an den Botschafter in Wien Grafen zu Stolberg

Telegramm
Konzept von der Hand des Vortragenden Rats Busch

Nr. 116 Berlin, den 30. April 1878

Antwort auf Bericht Nr. 121*. Falls Graf Andrássy neue Verhandlungen wegen Bosniens anknüpfen und unsere Unterstützung bei der Pforte dafür wünschen sollte, würden wir diesem Wunsche gern entgegenkommen. Ew. pp. wollen sich in diesem Sinne äußern, jedoch nur, wenn Graf Andrássy auf Sache zurückkommt.

B. Bülow

Nr. 436

Der Botschafter in Wien Graf zu Stolberg an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Bülow

Ausfertigung

Nr. 147 Wien, den 28. Mai 1878

Ganz vertraulich

Eure Exzellenz werden sich verschiedener Meldungen erinnern, aus denen hervorging, daß der österreichisch-ungarische Botschafter in Konstantinopel an eine Bereitwilligkeit der Pforte, der Okkupation Bosniens zuzustimmen, glaubte. Als bei meiner heutigen Unterredung mit dem Grafen Andrássy auch Bosnien berührt wurde, las derselbe mir einen Konventionsentwurf vor, der von der türkischen Regierung dem Grafen Zichy vorgelegt war. In demselben ist allerdings von einer Besetzung dieser Provinz durch österreichische Truppen die Rede; es werden aber dabei alle Besitz- und Souveränitätsrechte vorbehalten, und es wird dem ganzen Abkommen der Charakter einer gemeinsamen gegen Serbien und Montenegro gerichteten Maßregel aufgedrückt. Graf Andrássy, der übrigens nicht daran gedacht hat, diese Konvention zu genehmigen, stimmt mir darin bei, daß der türkische Vorschlag sich nur als eine Finte darstelle, und Graf Zichy sich habe von der Pforte täuschen lassen.

Ich knüpfte hieran die Bemerkung, wie nach der bisherigen Haltung der Pforte die Gefahr nahe zu liegen scheine, daß sie auf dem Kongreß der Okkupationsfrage Schwierigkeiten bereiten werde. Graf Andrássy äußerte sich zuerst ziemlich hoffnungsvoll, indem er meinte,

* Wie Graf Stolberg am 27. April in Bericht Nr. 121 meldete, stellte Graf Andrassy neuerdings die Frage, ob er im Fall eines Vorgehens in der Okkupationsangelegenheit auf Unterstützung durch die deutsche Regierung rechnen könne.

der Zustimmung Deutschlands, Englands und Frankreichs sicher zu sein und auf solche seitens Rußlands angesichts der zu regelnden beßarabischen Frage rechnen zu können; dann aber wurde er nachdenklich und frug, ob ich einen vorherigen Einmarsch für besser hielte. Ich erwiderte dem Minister, daß ich nicht in der Lage sei, einen Rat in dieser Beziehung zu erteilen, sondern nur geglaubt hätte, auf die Schwierigkeiten hinweisen zu sollen, die nach unseren Nachrichten über die Ansichten in Konstantinopel erwartet werden könnten.

Sollte der Einmarsch noch vor Beginn der Konferenzverhandlungen zu ermöglichen sein, und sollte Graf Andrássy die Skrupel überwinden, die ihn mit Rücksicht auf die öffentliche Meinung beschäftigen, so halte ich es nach der Stimmung, in der ich ihn verließ, nicht für unmöglich, daß die beabsichtigte Aktion beschleunigt wird.

Otto G. z. Stolberg

Nr. 437

Der Reichskanzler Fürst von Bismarck, z. Z. in Friedrichsruh, an den Botschafter in Wien Grafen zu Stolberg

Telegramm
Konzept

Nr. 4 Friedrichsruh, den 30. Mai 1878

Bericht Nr. 147 vom 28. d. Mts.* erhalten. Ich habe mich der darin berührten Sorge im Sinne Andrássys schon längst nicht entschlagen können**. Es wird nicht nur die Pforte, sondern auch Italien, Frankreich sehr wahrscheinlich auf dem Kongreß Schwierigkeiten machen, England sich wahrscheinlich indifferent, eher zustimmend, und sicher zustimmend nach meinen Nachrichten außer uns nur Rußland zeigen.

v. Bismarck

Nr. 438

Der Gesandte im Auswärtigen Amt von Radowitz an den Geschäftsträger in Wien Grafen von Dönhoff

Eigenhändiges Konzept

Nr. 453 Berlin, den 26. Juli 1878

Vertraulich

Falls die Verhandlungen Österreichs mit der Pforte über den Einmarsch in Bosnien auf weitere Schwierigkeiten stoßen sollten, und es dem Grafen Andrássy in irgendeiner Beziehung erwünscht wäre, behufs

* Siehe Nr. 436.
** Vgl. die Randbemerkung Fürst Bismarcks zu Nr. 418.

Durchführung des Kongreßbeschlusses* unsere diplomatische Unterstützung bei der Pforte zu haben, so würden wir dieselbe in ausgiebiger Weise veranlassen. Bitte vertraulich dort mitzuteilen, daß Fürst Bismarck bereit sei, allen Wünschen des Wiener Kabinetts in dieser Angelegenheit zu entsprechen. Gefälliger Äußerung über die Aufnahme dieser Mitteilung sehe ich ergebenst entgegen.

Radowitz

Nr. 439

Der Gesandte im Auswärtigen Amt von Radowitz an den Geschäftsträger in Konstantinopel Grafen von Radolinski

Telegramm
Eigenhändiges Konzept

Nr. 89 Berlin, den 27. Juli 1878

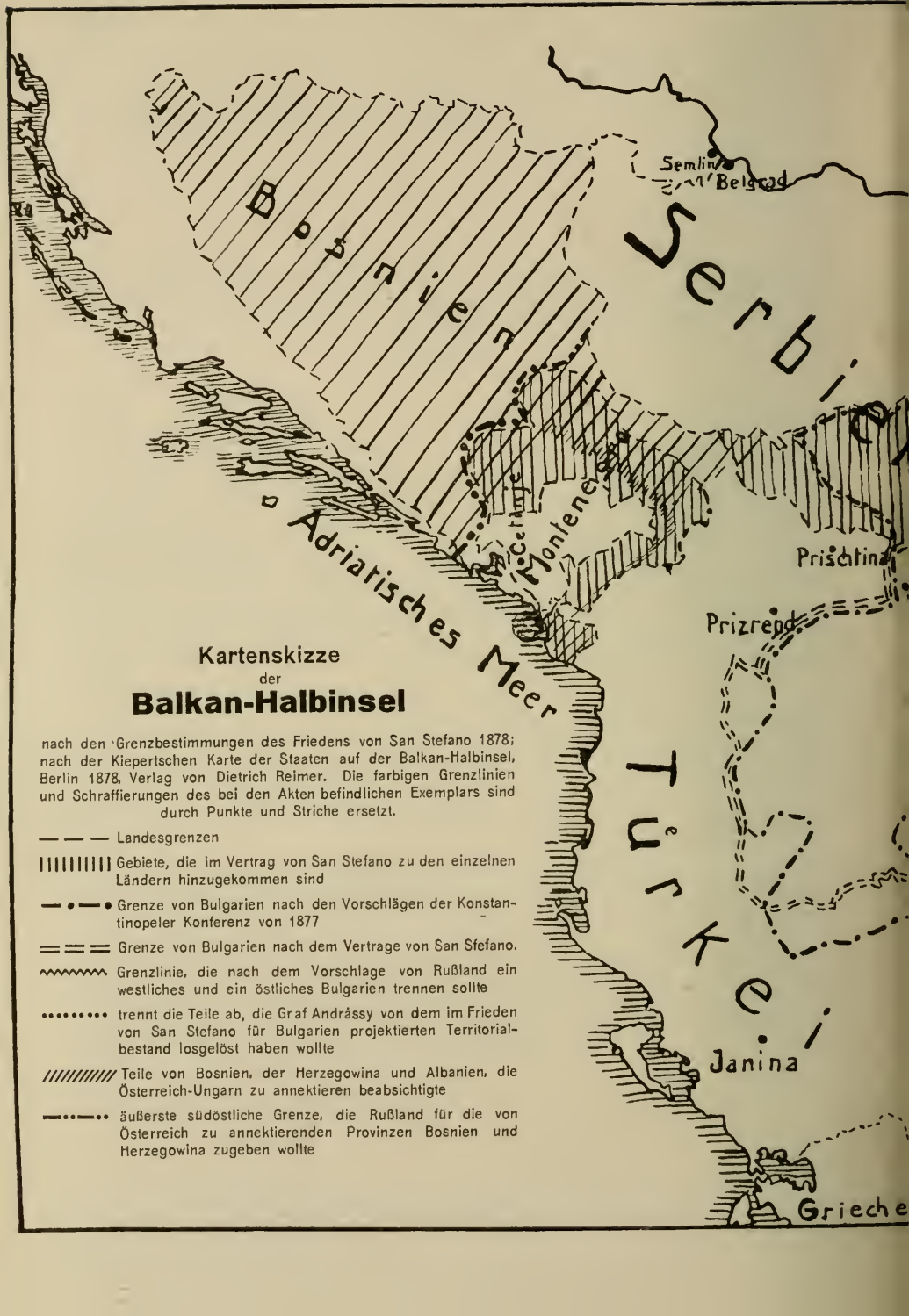
Wir erfahren aus Wien, daß die Pforte sich noch immer weigert, ihre Zustimmung zur Okkupation von Bosnien zu erteilen. Ew. pp. sind beauftragt, sofort dem Minister der auswärtigen Angelegenheiten mündlich und vertraulich das lebhafte Bedauern der hiesigen Regierung darüber auszudrücken, wenn durch diese Haltung die im Kongreß erstrebte friedliche Entwicklung gefährdet würde. Wir können nur im Interesse der Türkei raten, ohne längere Zögerung die Ausführung des Kongreßbeschlusses zuzugeben. Jedenfalls würde Deutschland im weiteren Verlaufe der bosnischen Frage mit seinem ganzen Einflusse auf seiten von Österreich stehen.

Ew. pp. können diesen Schritt auch ohne vorherige Verständigung mit Graf Zichy machen, denselben aber nachher davon benachrichtigen und sich eventuell über Details mit ihm besprechen. Bitte umgehend Anzeige über Ausführung und Erfolg**.

Radowitz

* Am 28. Juni hatte der Berliner Kongreß auf Antrag Englands und unter Zustimmung Rußlands, Frankreichs und Italiens Österreich die Besetzung und Verwaltung Bosniens und der Herzegowina übertragen, wogegen allerdings die Türkei Protest einlegte.

** Am 29. Juli meldete Radolinski, daß er den Auftrag ausgeführt habe. Deutschlands Haltung scheine dem Großwesir willkommen zu sein, da er gegen Sultan und Ministerrat für konziliante Haltung sei. Die Angelegenheit fand dann im August durch den Einmarsch der österreichisch-ungarischen Truppen ohne vorheriges Abkommen mit der Türkei ihre Erledigung.



Kartenskizze der **Balkan-Halbinsel**

nach den Grenzbestimmungen des Friedens von San Stefano 1878; nach der Kiepertschen Karte der Staaten auf der Balkan-Halbinsel, Berlin 1878, Verlag von Dietrich Reimer. Die farbigen Grenzlinien und Schraffierungen des bei den Akten befindlichen Exemplars sind durch Punkte und Striche ersetzt.

— — — Landesgrenzen

||||||||| Gebiete, die im Vertrag von San Stefano zu den einzelnen Ländern hinzugekommen sind

— • — • Grenze von Bulgarien nach den Vorschlägen der Konstantinopeler Konferenz von 1877

═══ Grenze von Bulgarien nach dem Vertrage von San Stefano.

∿∿∿∿∿ Grenzlinie, die nach dem Vorschlage von Rußland ein westliches und ein östliches Bulgarien trennen sollte

••••••••• trennt die Teile ab, die Graf Andrássy von dem im Frieden von San Stefano für Bulgarien projektierten Territorialbestand losgelöst haben wollte

////////// Teile von Bosnien, der Herzegowina und Albanien, die Österreich-Ungarn zu annektieren beabsichtigte

—••—•• äußerste südöstliche Grenze, die Rußland für die von Österreich zu annektierenden Provinzen Bosnien und Herzegowina zugeben wollte

Rumänien
Bukarest
Donau
garien
Sofia
Schwarzes
Meer
Edirne
Türkei
Stambul
Asowsches Meer
Klein-Asien
Aegaeisches
Meer

BRIGHAM YOUNG UNIVERSITY
3 1197 22061 8620

UTAH
BOOKBINDING CO.
S. L. C., UTAH